

LE TRIBUNAL CRIMINEL DE LA MEURTHE SOUS LA RÉVOLUTION

(1792-1799)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 21 juin 1937, à 17 heures

PAR

HUBERT THOMAS

Lauréat de la Faculté de Droit
Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Nancy

MEMBRES DU JURY :

Président..... MM. KRÆLL, professeur.

Assesseurs..... { SENN, professeur.
HENRY, professeur.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1937

LE TRIBUNAL CRIMINEL DE LA MEURTHE ⁽¹⁾ SOUS LA RÉVOLUTION

(1792-1799)

(1) Au cours de cet ouvrage, nous emploierons les initiales « T.C.M. » pour désigner le Tribunal criminel du département de la Meurthe. C'était d'ailleurs un usage assez fréquent à l'époque révolutionnaire.

LE TRIBUNAL CRIMINEL DE LA MEURTHE SOUS LA RÉVOLUTION

(1792-1799)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 21 juin 1937, à 17 heures

PAR

HUBERT THOMAS

Lauréat de la Faculté de Droit
Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Nancy

MEMBRES DU JURY :

Président..... MM. KRÖLL, professeur.

Assesseurs..... { SENN, professeur.
HENRY, professeur.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1937

* 42511.

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ✚, ☿ I).

Assesseur du Doyen: M. HENRY (*, ☿ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ☿ I), MICHON (*, ☿ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☿ I).

ROLLAND (☿ I).

MOREL (*, ☿ I).

GÉNY (C *, ☿ I).

RENARD (☿ I).

MICHON (*, ☿ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☿ I), docteur en droit.

MM. SENN (*, ✚, ☿ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☿ I), professeur de Droit criminel.

KROELL (☿ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☿ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☿ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☿ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (✚, ☿ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (✚, ☿ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. DE MENTHON (☿ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

GUITTON, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

GONNET, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

REUTER, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (☿ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.





FAÇADE DU TRIBUNAL CRIMINEL DE LA MEURTHE
(état actuel)



PRÉFACE

SUPPOSONS qu'en un instant toutes nos lois, tous nos tribunaux, tous nos juges disparaissent. Des hommes nouveaux, peu rompus aux choses de l'Etat, s'emparent de tous les pouvoirs et dotent en quelques mois la France d'un système complet de législation, créent de nouvelles lois, de nouveaux tribunaux, établissent de nouveaux juges, tout en faisant face à de multiples dangers intérieurs et extérieurs. Ce serait un miracle, ou tout au moins une expérience digne d'être étudiée.

La Révolution de 1789 nous offre cette expérience. Et pourtant, si les auteurs n'ont pas manqué d'exposer, de façon très complète, le côté politique et social de la Révolution française, le côté juridique, si étonnant, est resté dans l'ombre.

C'est que les historiens ont toujours considéré la justice révolutionnaire comme étant sous la dépendance étroite de

la politique. Aussi les ouvrages généraux, comme les études particulières, ne traitent-ils qu'indirectement des questions judiciaires.

Pour les juristes, d'autre part, la période révolutionnaire n'est qu'un « intermède » dans l'histoire de notre Droit. C'est pourquoi le droit révolutionnaire, et en particulier le droit pénal, a-t-il été si peu étudié.

Les grands traités (1) ne lui consacrent que quelques pages d'introduction. L'ouvrage de M. ESMEIN (2), s'il donne un tableau complet du Droit français de 1789 à 1814, est quelque peu sommaire, étant donné l'importance du sujet. Quant à celui de M. SÉLIGMANN (3), s'il contient de nombreux détails, il est construit de façon très confuse.

De toute façon, le Droit criminel n'avait pas été étudié dans son application pratique; en particulier les Tribunaux criminels, connaissant des crimes de droit commun, et que l'on confond trop souvent avec les Tribunaux révolutionnaires à tendances exclusivement politiques, n'ont été l'objet d'une étude quelconque. La thèse de M. Jean VERCIER (4) parle bien du Tribunal criminel de

(1) GARRAUD: *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*.

GARRAUD: *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*.

FAUSTIN-HÉLIE: *Traité de l'instruction criminelle*. Tome I.

(2) ESMEIN: *Précis élémentaire de l'histoire du Droit français de 1789 à 1814* (Révolution, Consulat, Empire).

(3) SÉLIGMANN: *La Justice en France pendant la Révolution*. — A titre de renseignement, nous signalons dans un domaine voisin les travaux de A. DOUARCHE (*Les Tribunaux civils de Paris pendant la Révolution*; deux vol., Paris, 1905, Cerf et Noblet). L'auteur ne s'y livre pas à une étude de la Justice civile révolutionnaire, il se contente de publier par ordre chronologique, en les commentant brièvement, les jugements et autres actes émanant des Tribunaux civils de Paris de 1791 à 1800 (documents recueillis avant l'incendie du Palais de Justice en 1871). En appendice, il nous donne les noms, suivis d'une courte notice biographique, de plusieurs centaines de juges parisiens.

(4) VERCIER (Jean): *La Justice criminelle dans le département de l'Hérault pendant la Révolution, 1789-1800*, Thèse de Droit, Montpellier, 1926.

l'Hérault ; mais son auteur a eu le grand tort, tout en traitant le sujet par trop sommairement, de ne pas se placer dans le milieu révolutionnaire et surtout de ne pas avoir examiné avec un soin particulier les documents de l'époque.

Nous avons entrepris ce travail en cherchant à éviter ces critiques. Il nous a d'abord fallu étudier tous les textes révolutionnaires relatifs à la Justice criminelle. Ce fut une tâche difficile, étant donné l'absence totale de travaux préparatoires et de commentaires. Puis, nous avons essayé de montrer quelle était véritablement la justice criminelle révolutionnaire en faisant revivre le Tribunal criminel de la Meurthe, ses salles d'audiences, ses juges, ses prisons, ainsi que les six cent soixante-dix-neuf affaires criminelles et les deux cent cinquante affaires d'appels correctionnels qu'il a jugées de 1792 à 1799. Alors, seulement, nous nous sommes permis de porter un jugement sur la justice criminelle révolutionnaire et de la critiquer.

Mais le novice que nous étions en matière de recherches historiques se serait sans nul doute égaré dans des chemins sans issue, s'il n'avait été guidé dans le dépouillement de quelque mille dossiers, registres ou liasses de documents révolutionnaires. M. Albert TROUX, qui fut pendant sept ans notre professeur d'Histoire au Lycée de Nancy, et qui, depuis de longues années, s'est consacré à l'étude de la Révolution en Lorraine, nous apporta, pour mener à bien ce travail, une aide des plus précieuses, mettant même à notre disposition des documents qu'il avait personnellement recueillis : nous lui en sommes profondément reconnaissant et nous tenons à lui exprimer ici nos plus vifs remerciements.

Toute notre gratitude va également à M. le Professeur KRÆLL, qui a bien voulu accepter la présidence de cette

thèse et qui nous a toujours témoigné le plus grand intérêt au cours de l'élaboration de notre travail, ne nous ménageant pas les conseils éclairés que lui dictait sa longue expérience d'Historien du Droit.

C'est enfin pour nous un devoir de remercier M. MAROT, archiviste départemental, de l'accueil si empressé qu'il nous a réservé aux Archives de Meurthe-et-Moselle, et M. BARBIER, de l'amabilité qu'il a eue à nous aider à dépouiller les archives du Tribunal criminel de la Meurthe. Nous remercions aussi M. l'archiviste de la Ville et le personnel de la Bibliothèque Municipale de Nancy du concours qu'ils nous ont apporté dans nos recherches.

H. T.



- Almanach du citoyen pour le département de la Meurthe, an VI.* Nancy J.-B. Vigneulle, 1 vol. in-32.
- Annuaire du citoyen pour le département de la Meurthe, ans VII, VIII, IX, X, XI.* Nancy, J.-B. Vigneulle, 5 vol. in-32.
- Journal du département de la Meurthe*, rédigé par Sonnini, du 15 juillet 1790 au 7 juillet 1791, 46 numéros.
- Journal des Frontières pour l'instruction des habitants des villes et des campagnes*, du 10 juin 1792 au 6 juin 1793 (Nancy, Veuve Bachot, 80 numéros, in-8°).

II. — Publication de documents

- Bulletin des Lois avec Collection des Lois de 1789 au 22 prairial an II*, 22 vol. in-8°.
- DUVERGIER (J.-B.). — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat.* Paris, Guyot et Scribe, 1824, 24 vol. in-8°.
- ETIENNE (Charles). — *Cahiers du bailliage de Vic.* Nancy, Berger-Levrault, 1907, XXXV-775 p. in-8°.
- ETIENNE (Charles). — *Cahiers du bailliage de Dieuze.* Nancy, Berger-Levrault, 1912, VIII-443 p. in-8°.
- ETIENNE (Charles). — *Cahiers du bailliage de Vézelize.* Nancy Berger-Levrault, 1930, XV-487 p. in-8°.
- GODFRIN (Jean). — *Cahiers du bailliage de Nancy.* Paris E. Leroux, 1934, XI-514 p. in-8°.
- JOURDAN, DECRAZY et ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789.* Paris, Belin-le-Prieur et Verdière, 1824-1833, 29 vol. in-8°.
- LEFEC (M.). — *Bulletin annoté des lois, décrets et ordonnances.* Paris, Paul Dupont, 1384, 18 vol. in-8° (de juin 1789 à août 1830) (pour la période révolutionnaire, 8 vol., de 1790 à l'an VIII)
- MERLIN. — *Recueil alphabétique des questions de droit qui se présentent le plus fréquemment dans les tribunaux.* Paris, Danel, an XI de la République, 9 vol., et 4 vol. add. in-4°.
- MUYART DE VOUGLANS. — *Les lois criminelles de France dans leur ordre naturel.* Paris, Mérigot, 1780, 884 p. in-4°.
- PFISTER (Christian). — *Les assemblées électorales dans le département de la Meurthe, le district, les cantons et la ville de Nancy.* Nancy et Paris, Berger-Levrault, 1912, XXX-405 p. in-8°.

SIREY. — *Répertoire de législation, doctrine et jurisprudence*, réimpression des lois de 1789 à 1830, 1 vol.

TROUX (Albert). — « La Révolution » dans : *Textes d'histoire lorraine du VI^e siècle à nos jours*, publiés par la Société Lorraine des Etudes Locales. Nancy, G. Thomas, 1931, XVIII-370 p. in-8°

C. — TRAVAUX DE SECONDE MAIN

(Imprimés et manuscrits)

I. — Ouvrages juridiques

APPLETON (Jean). — *Traité de la profession d'avocat*. Paris, Dalloz, 1923.

ARON (Gustave). — *Les grandes réformes du droit révolutionnaire (droit public, droit privé)*. Paris, Larose et Ténin, 1910, 98 p. in-18°.

AUBIN (Raoul). — *L'organisation judiciaire d'après les cahiers de 1789*. Thèse de Droit, Paris, 1928.

BECCARIA. — *Des délits et des peines*. Paris, Guillaumin et C^{ie}, 1870, 250 p. in-8°.

BRISSAUD (J.). — *Manuel d'histoire du droit français*. Paris, Fontemoing, 1898, 2 vol. in-8°.

CAMUS. — *Lettres sur la profession d'avocat enrichies de pièces concernant l'exercice de cette profession par Dupin aîné et autres*. 5^e édition, Bruxelles, 1833, 2 vol. de 364-376 p. in-8°.

ESMEIN (A.). — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 15^e édition. Paris, Recueil Sirey, 1930, 784 p. in-8°.

ESMEIN (A.). — *Histoire de la procédure criminelle en France*. Paris, Larose et Forcel, 1882, XI-596 p. in-8°.

ESMEIN (A.). — *Précis élémentaire de l'histoire du droit français de 1789 à 1814 (Révolution, Consulat, Empire)*. Paris, Larose et Ténin, 1908, 382 p. in-8°.

FAUSTIN-HÉLIE (M.). — *Traité de l'instruction criminelle*. T. I, 2^e édit. Paris, Plon, 1866, 1 vol. in-8°.

GARRAUD (R.). — *Traité théorique et pratique du droit pénal français*. Paris, Recueil Sirey, 1913, 3^e éd., 6 vol. in-8°.

GARRAUD (R.). — *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*. Paris, Recueil Sirey, 1907, 6 vol. in-8°.

- JOUSSE (M.). — *Traité de la Justice criminelle de France*. Paris, Debure, 1771, 4 vol. in-8°.
- MARIE (René). — *Le recrutement de la magistrature pendant l'époque révolutionnaire*. Thèse de droit, Rennes, 1909, 131 p. in-8°.
- MASSON (Louis). — *La Révolution pénale en 1791 et ses précurseurs*. Thèse de Droit, Nancy, 1899.
- MICHON (Georges). — *La justice militaire sous la Révolution*. Paris Alcan, 95 p. in-8°.
- PICHON (L.). — *Le Code de la Guillotine*. Paris, Librairie générale de Jurisprudence, 1910, 127 p. in-8°.
- RAGON (M.). — *La Législation sur les Emigrés (1789-1825)*. Paris, Rousseau, 1904, 320 p. in-8°.
- ROBERT (Henri). — *Napoléon et la Justice dans la Revue de Paris*, mai-juin 1921, p. 89 sq.
- ROUX (J.-A.). — *Cours de droit criminel français*, 2^e éd. 1927, 2 vol. Paris, Recueil Sirey.
- SÉLIGMANN (Edmond). — *La justice en France pendant la Révolution*. Paris, Plon, 1901-1913, 2 vol. de 600 et 665 p. in-8°.
- VERCIER (Jean). — *La justice criminelle dans le département de l'Hérault pendant la Révolution, 1789-1800*. Thèse de droit, Montpellier, 1926, 248 p. in-8°.
- VIOT (Maurice). — *Prévention et répression de la criminalité des foules*. Thèse de Droit, Nancy, 1936, 388 p.

II. — Histoires générales ou particulières de la Révolution en France

- BERRIAT-SAINT-PRIX (Charles). — *La justice révolutionnaire à Paris, Bordeaux, Brest, Lyon, Nantes, Orange, Strasbourg*. Paris, Cosse et Marchal, 1861, VIII-239 p. in-8°.
- BERRIAT-SAINT-PRIX (Charles). — *La justice révolutionnaire à Paris et dans les départements, d'après les documents originaux (17 août 1792-12 prairial an III)*. Paris, 1864-1868, 16 parties en 2 vol. in-8°.
- C[ARON] (P.). — *La fourniture des guillotines aux départements* (mai, juin 1792), dans *La Révolution française*, t. LXXXVI, 1933, p. 357-358.
- CARRÉ (Henri). — *La fin des Parlements*. Paris, Hachette, 1912.
- FLEISCHMANN (Hector). — *La guillotine en 1793...* Paris, Librairie des publications modernes, 1908, 316 p. in-16.

- GAIN (André). — *La Restauration et les biens des émigrés*. Nancy, S.I.T., 1928, 640 p. in-8°.
- LAVISSE (Ernest). — *Histoire de France contemporaine*. - *La Révolution*. Paris, Hachette, T. I et II, 440 p. et 439 p. in-8°.
- LAVISSE (Ernest) et RAMBAUD (Alfred). — *Histoire générale du IV^e siècle à nos jours*. T. VIII. — *La Révolution française, 1789, 1799*. Paris, A. Colin, 992 p. in-8°.
- LAVISSE (Ernest). — *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*. T. IX : CARRÉ (H.), SAGNAC (Ph.) et LAVISSE (E.) *Le règne de Louis XVI (1774-1789)*, 446 p. in-8°.
- LENOTRE (G.). — *Le Tribunal révolutionnaire (1793-1795)*. Paris, Perrin, 1908, 371 p. in-8°.
- LENOTRE (G.). — *La guillotine et les exécuteurs des arrêts criminels pendant la Révolution, d'après des documents inédits tirés des Archives de l'Etat*. Paris, Perrin et C^{ie}, 6^e éd., 1906, 378 p. in-8°.
- MARION (Marcel). — *Le brigandage pendant la Révolution*. Paris, Plon, 1934, 253 p. in-8°.
- SABATIÉ (A.-C.). — *La justice pendant la Révolution*. - *Le Tribunal révolutionnaire de Paris*. Paris, Lethielleux, 1914, 472 p. in-8°.
- SABATIÉ (A.-C.). — *Les tribunaux révolutionnaires de province...* Paris, Lethielleux, 1914, 2 vol. de 409 et 400 p. in-8°.
- SCHWAB (L.). — *Quelques notes sur la guillotine et ses accessoires, dans La Révolution dans les Vosges, 1908-1909*, p. 248-252.
- WALLON (Henri). — *Les représentants du peuple en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II (1793-1794)*. Paris, Hachette, 1889-1890, 5 vol. in-8°.

III. — Histoires générales ou particulières de la Lorraine ou du département de la Meurthe pendant la Révolution

- ALEXANDRE (A.). — *Notice sur Claude-Ambroise Regnier, duc de Massa*. Nancy, Hinzelin, 1853, 40 p. in-8°.
- ARBOIS DE JUBAINVILLE (Ch.-J. d'). — *Souvenirs d'un avocat de Nancy, de la Révolution au Second Empire*. (Le Pays Lorrain, 1924, p. 513-525, 578-585; 1925, p. 17-25, 76-83, 113-120, 162-168 et 218-229).
- BADEL (Emile). — *Dictionnaire historique des rues de Nancy*, 1904-1906, 443 et 523 p. in-8°.
- BAUMONT (H.). — *Histoire de Lunéville*. Lunéville, E. Bastien, 1900, 768 p. in-8°.



Bibliographie

A. — SOURCES MANUSCRITES

I. — Archives nationales (1)

SÉRIE F (ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA FRANCE)

- F¹ bII Meurthe 3. — Notes sur divers fonctionnaires publics du département de la Meurthe (an VIII).
- F¹ cIII Meurthe 15. — Rapport du procureur - général - syndic Lelorrain sur l'installation du Tribunal criminel de la Meurthe ; plan du dit Tribunal.

II. — Archives départementales de Meurthe-et-Moselle

SÉRIE L. — ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT DE LA MEURTHE DE 1790 A L'AN VIII

a) *Fonds du département*

- L. 196 à 198. — *Listes départementales des jurés d'accusation et de jugement* (2 liasses et un registre).
- L. 258. — *Registre des dépenses du département de la Meurthe* (1793 et an III).

(1) Les références des Archives Nationales, nous ont été obligeamment communiquées par M. Albert TROUX.

- L. 266. — *Comptes généraux du département de la Meurthe pour l'an V.*
- L. 273 à 277. — *Cinq registres de comptes du département de la Meurthe. (Traitements des commissaires nationaux).*
- L. 278. — *Documents concernant les bâtiments administratifs et les prisons (1790-1798).*
- L. 426. — *Demandes de places de gendarmes nationaux (1791-1792).*
- L. 455 et 455 bis. — *Frais de justice (1793, an XI). (Un registre et une liasse).*
- L. 456. — *Traitements des exécuteurs criminels supprimés (une liasse).*
- L. 465. — *Etat descriptif des prisons de Nancy.*
- L. 494 (bis, ter quater et quinter). — *Documents sur les prisons du département de la Meurthe (cinq registres de comptes).*

b) *Fonds des neuf districts*

- L. 738. DISTRICT DE BLAMONT. — *Documents sur les tribunaux et les frais de justice.*
- L. 759. DISTRICT DE BLAMONT. — *Documents sur les prisons.*
- L. 909-910. DISTRICT DE CHATEAU-SALINS. — *Documents sur les tribunaux et les frais de justice.*
- L. 916 bis. DISTRICT DE CHATEAU-SALINS. — *Documents sur les prisons.*
- L. 1132 à 1134. DISTRICT DE DIEUZE. — *Documents sur les tribunaux et les frais de justice*
- L. 1168. DISTRICT DE DIEUZE. — *Documents sur les prisons.*
- L. 1436-1437. DISTRICT DE LUNÉVILLE. — *Documents sur les tribunaux et les frais de justice.*
- L. 1463. DISTRICT DE LUNÉVILLE. — *Documents sur les prisons.*
- L. 1697. DISTRICT DE NANCY. — *Documents sur les tribunaux et les frais de justice.*
- L. 1746-1747. DISTRICT DE NANCY. — *Documents sur les prisons.*
- L. 2020-2021. DISTRICT DE PONT-A-MOUSSON. — *Documents sur les tribunaux et les frais de justice.*
- L. 2061. DISTRICT DE PONT-A-MOUSSON. — *Documents sur les prisons*
- L. 2287. DISTRICT DE SARREBOURG. — *Documents sur les tribunaux et les frais de justice.*
- L. 2321. DISTRICT DE SARREBOURG. — *Documents sur les prisons.*

- L. 2452. DISTRICT DE TOUL. — *Documents sur les prisons.*
L. 2732-2733. DISTRICT DE VÉZELISE. — *Documents sur les tribunaux et les frais de justice.*
L. 2767. DISTRICT DE VÉZELISE. — *Documents sur les prisons.*

SÉRIE L U (FONDS JUDICIAIRE)

Ce fonds très riche versé en 1926-1927 aux Archives Départementales est en cours de classement. Les documents concernant le Tribunal criminel de la Meurthe de 1792 à 1799 sont entièrement classés; ils comprennent :

1. *Sept registres de jugements rendus par le T.C.M.* (1792, an II, an III, an IV, an V, an VI, an VII).
2. *Répertoire numérique des affaires jugées par le T.C.M.* (avec table alphabétique par noms d'accusés).
3. *Liasses contenant les dossiers des affaires jugées par le T.C.M.* (nos 1 à 679) (quelques dossiers manquent).
4. *Trois registres de jugements d'appels correctionnels rendus par le T.C.M.* (à partir de l'an VI).
5. *Liasses contenant les dossiers des affaires d'appels correctionnels jugées par le T.C.M.* (n° 1 à 248) (beaucoup de dossiers manquent).
6. *Répertoire sommaire des affaires d'appels correctionnels jugées par le T.C.M.* (un cahier).
7. *Plusieurs registres d'enregistrement des lois et des décisions du pouvoir exécutif.*
8. *Registre contenant les excuses des jurés de la Meurthe.*
9. *Liasses contenant les excuses des jurés de la Meurthe.*
10. *Documents relatifs à l'organisation du T.C.M.* (plusieurs liasses).
11. *Liasses contenant quelques procédures criminelles antérieures à la création du T.C.M.* (1789-1791).
12. *Liasses contenant des pièces très diverses relatives au T.C.M.* (procédure, organisation, nominations, affaires sans suite, notes d'audience, etc...).

III. — Archives départementales de la Moselle

SÉRIE L - SOUS-SÉRIE U

Registres et liasses des procédures suivies devant le Tribunal criminel de la Moselle (passim, pour les affaires du T.C.M. renvoyées après cassation au T.C. Moselle).

IV. — Archives municipales de Nancy

SÉRIE I

3. *Significations de jugements criminels.*
4. *Documents relatifs aux prisons de Nancy.*

V. — Bibliothèque municipale de Nancy

Etat des monuments de Nancy au 13 ventôse an III. (Fonds Thiéry-Solet, manuscrit n° 1383).

B. — SOURCES IMPRIMÉES

I. — Journaux et annuaires révolutionnaires

- Almanach de Lorraine et de Barrois*, 1788, 1789, 1790. Nancy, 3 vol. in-32.
- Almanach des départements de la Meurthe, des Vosges, de la Meuse et de la Moselle, qui se partagent les anciennes provinces de Lorraine et Barrois*, 1791, Nancy, C.-S. Lamort, 249 p. in-32.
- Almanach du père Gérard, pour l'année 1792...*, par J.-M. Collot d'Herbois... Nancy, V^{re} Bachot, 100 p., in-32.
- Almanach du département de la Meurthe*, 1792-1793. Nancy, C.-S. Lamort, 1 vol. in-32.
- Le petit almanach de Nancy, pour la III^e année de la République française, une, indivisible et démocratique*. Nancy, Guivlard, 36 p. in-32.
- THIÉBAUT (C.). — *Annuaire du peuple pour la quatrième année de la République française*. Nancy, Thiébaud et Guivlard, 108 p. in-32.
- THIÉBAUT (C.). — *Annuaire du département de la Meurthe an IV*. Nancy, Thiébaud, J. Hissette et V^{re} Bachot, 108 p., in-32.
- THIÉBAUT (C.). — *Annuaire du département de la Meurthe, ans IV, V, VII, VIII*. Nancy, Thiébaud, Hissette et V^{re} Bachot, 4 vol. in-32.
- Almanach du citoyen pour le département de la Meurthe, an V*. Nancy J.-R. Vigneulle, 1 vol. in-32.
- Almanach de la République française pour l'an VI, 1797 et 1798*. Nancy, J.-B. Vigneulle, 66 p. in-32.



CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

La Justice criminelle en France et en particulier en Lorraine à la veille de la Révolution

PARLER des vices de la Justice, et surtout de ceux de la Justice criminelle en France sous l'Ancien Régime, s'étendre sur ses tares, serait reproduire une foule de lieux communs que les auteurs — juristes ou historiens — n'ont pas manqué d'écrire depuis plus de deux siècles.

Deux vices frappaient cependant l'esprit des justiciables d'une manière plus profonde que les autres : la complication de l'organisation judiciaire et la cruauté dans l'administration de la Justice.

La cruauté d'abord, car le droit pénal de l'Ancien Régime connaissait plus de cent quinze cas d'application de la peine de mort ; il connaissait aussi la torture, les questions ordinaire et extraordinaire.

La complexité de l'organisation judiciaire était, à notre avis, un vice bien plus grave. En matière criminelle, on trouvait à côté des juridictions royales : bailliages, prévôtés, présidiaux, des juridictions ecclésiastiques, dont la compétence criminelle était d'ailleurs très limitée à la veille de la Révolution, et des juridictions seigneuriales, dernier attribut des seigneurs, que la Royauté n'avait pu supprimer ; elles étaient encore 80.000 en 1789, aux limites indéfinies, à l'organisation déplorable, comptant en certains endroits jusque six degrés d'appel, mais cependant fort bien vues des justiciables, car la justice seigneuriale coûtait beaucoup moins cher que la justice royale. Puis c'étaient d'innombrables juridictions d'exceptions, dans le détail desquelles ce n'est pas le lieu d'entrer.

Par dessus tout, treize Parlements et quatre Conseils souverains se partageaient des ressorts enchevêtrés et d'étendue très variable.

La complexité de l'organisation judiciaire était particulièrement marquée en Lorraine.

On y comptait dix-sept bailliages et cinquante-huit prévôtés.

Le territoire qui allait devenir plus tard le département de la Meurthe possédait six bailliages : Nancy, Lunéville, Vézelize, Pont-à-Mousson, Nomeny, Sarreguemines (Dieuze). Le bailliage de Toul était en dehors de cette organisation car il dépendait du Parlement de Metz.

En 1771, Maupeou modifia les circonscriptions judiciaires du Duché de Lorraine et créa trente-cinq bailliages et sept prévôtés royaux.

Parmi les villes du futur département de la Meurthe, étaient érigées en Grands Bailliages royaux : Nancy, Lunéville, Pont-à-Mousson, Vézelize et Dieuze, et en Bailliages royaux ordinaires, au personnel réduit : Blâmont, Charmes, Chatel, Nomeny, Rosières, Thiaucourt. Une prévôté royale était établie à Badonviller.

Un édit royal de juin 1772 (Maupeou), créa à Nancy et à Dieuze des sièges de Présidiaux, qui étaient des bail-

liages à compétence renforcée. Ainsi, en matière criminelle, ils jugeaient en dernier ressort les crimes commis sur leur territoire, et ils recevaient les appels des autres bailliages. Dans le ressort du Parlement de Metz, Toul devint aussi un présidial.

La Lorraine avait encore ses Grueries, tribunaux d'exception chargés de juger les délits forestiers, les délits de chasse et de pêche. Nancy et Pont-à-Mousson étaient le siège de « département de grueries ».

Enfin il existait des tribunaux de police, des tribunaux militaires et des juridictions ecclésiastiques.

Au-dessus de cette foule hétéroclite de juridictions se trouvait le Parlement de Nancy. Créé en 1775, c'était le plus récent des Parlements de France.

Lors de la réunion de la Lorraine à la France, à la mort de Stanislas, le Parlement de Metz réclama le ressort de la Cour Souveraine de Lorraine. En 1771, pour ne pas brusquer les choses, on fusionna les deux organismes en un seul qui fut établi à Nancy.

Lorsqu'en 1775 le Parlement de Metz fut rétabli en cette ville, la Cour Souveraine de Lorraine devint le Parlement de Nancy. Ce Parlement possédait quatre chambres : une Grand'Chambre, une Chambre des Enquêtes, une Chambre des Requêtes et une Tournelle, cette dernière chargée de la révision des procès criminels.

Les tendances nouvelles

Au xvii^e siècle, l'esprit public n'est aucunement hostile à la législation criminelle du temps. Pour « l'honnête homme », cruauté, inégalité, arbitraire, lenteurs et complications sont des maux nécessaires.

Le xviii^e siècle, au contraire, voit la Philosophie envahir les affaires, l'administration et surtout la Justice ; on disserte sur le fondement du droit de punir, sur la légitimité des peines.

Ce mouvement va en s'accroissant jusqu'à la fin du siècle, mené par la célèbre trilogie : MONTESQUIEU, qui inter-

prête le Droit; ROUSSEAU, qui le fonde; VOLTAIRE, qui le pleure et qui, à la fin de sa vie, ne s'occupe plus que de procès (1).

Le mouvement, d'abord philosophique et littéraire, gagne la magistrature. En 1766, l'avocat général SERVAN publie l'*Administration de la Justice criminelle*; en 1786, le Président DUPATY écrit un *Mémoire pour trois hommes condamnés à la roue*.

Enfin, on ne peut omettre de citer JOUSSE (*Traité de la Justice criminelle en France*, 1771) et MUYART de Vouglans (*Les lois criminelles de la France dans leur ordre naturel*, 1780).

Les Académies même mirent en concours « la discussion de ces affaires importantes que sont les réformes à apporter à la législation criminelle ». Parmi les lauréats, c'est avec surprise que l'on trouve M. MARAT qui publia un *Plan de législation criminelle* en 1780 et M. DE ROBESPIERRE, avocat à Arras, qui fut récompensé en 1784 par l'Académie de Metz pour un *Mémoire sur le préjugé qui étend à la famille du coupable la honte des peines infamantes*.

Un mouvement d'idées aussi généralisé n'avait pas été sans émouvoir l'autorité royale.

Dès le 24 août 1780, une déclaration royale fait disparaître la question préparatoire.

Mais l'opinion publique demandait mieux, on voulait une révision complète de l'ordonnance de 1670. Comme dans les autres domaines, la royauté se contenta d'une réforme partielle en abolissant les abus les plus criants.

L'Édit du 8 mai 1788 réforma la législation sur six points:

- 1° Suppression de la sellette;
- 2° Obligation pour le juge de motiver les sentences;
- 3° Abolition de la question préalable;

(1) Louis MASSON: *La Révolution pénale en 1791 et ses précurseurs*. Thèse de Droit, Nancy, 1899.

- BOULAY DE LA MEURTHE (François-Joseph). — *Boulay de la Meurthe*. Paris, Lahure, 1868, 395 p. in-8°.
- BOUVIER (Félix). — *Les Vosges pendant la Révolution*. Paris, Berger-Levrault, 1885, 520 p. in-8°.
- CORDIER (Jacques). — *Récits toulais*. Toul, 1935, Imp. Toulaise.
- COURBE (Ch.). — *Les rues de Nancy du XIV^e siècle à nos jours*. Nancy, Impr. lorraine, 1885-1886, 3 vol. de 355, 331 et 301 p. in-8°.
- COURBE (Ch.). — *Promenades historiques à travers les rues de Nancy, au XVIII^e siècle, à l'époque révolutionnaire et de nos jours*. Nancy, Impr. Nancéienne, 1883, 471 p. in-8°.
- DEDENON (Abbé). — *Histoire du Blâmontois dans les temps modernes*. Nancy, Vagner, 1930, 179 p. in-8°.
- DELAVAL (Paul). — *Le grand juge Régnier, duc de Massa*. Nancy, *Le Pays Lorrain*, 1909, 12 p. in-8°.
- DENIS (Albert). — *Toul pendant la Révolution*. Toul, Lemaire, 1892, 419 p. in-8°.
- DENIS (Albert). — *Le Comité de Surveillance de Toul*. Toul, G. Laurent, 1911, 160 p. in-8°.
- GÉGOUT (Edgard). — *Les cahiers de la Lorraine aux Etats Généraux de 1789*. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'Appel de Nancy, le 16 octobre 1889. Nancy Vagner, 1889, 48 p. in-8°.
- GÉRARDIN (Edouard). — *Histoire de Lorraine, de 1766 à nos jours*. Nancy, Berger-Levrault, 1927, 188 p. in-8°.
- GODECHOT (Jacques). — *Le Comité de Surveillance révolutionnaire de Nancy* (2 avril 1793-1^{er} germinal an III); dans *La Révolution française*, t. LXXX, 1927, p. 249-262 et 295-311.
- HENNEQUIN (L.). — *La justice militaire et la discipline à l'Armée du Rhin et à l'Armée de Rhin-et-Moselle, 1792, 1796*. Paris, Chapelot, 1909, 123 p. in-8°.
- KRUG-BASSE (J.). — *Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois*. Nancy et Paris, Berger-Levrault, 1899, 420 p. in-8°.
- LALLEMENT (Louis). — *Les maisons historiques de Nancy*. Nancy, Wiéner fils, 1859, 46 p. in-8° br.
- LEPAGE (Henri). — *Le département de la Meurthe, Statistique historique et administrative*. Nancy, Peiffer, 1843, 2 vol. de 366 et 725 p. in-8°.
- LEPAGE (Henri). — *Les communes de la Meurthe...* Nancy, A. Lepage, 1853, 2 vol. de 743 et 799 p. in-8°.

- LEPAGE (Henri). — *Histoire de Nancy, Ville vieille et Ville neuve*. Nancy, Gonet, 1858, 396 p. in-8°.
- LIEUTAUD (Soliman). — *Liste alphabétique de portraits de personnages nés en Lorraine avec une courte notice biographique sur chaque personnage*, 2^e éd. Paris, Rapilly, 1862, 240 p. in-8°.
- LIONNOIS (J.-J.). — *Histoire des villes vieille et neuve de Nancy*. Nancy, Haener et Delahaye, 1805-1811, 3 vol. de 639, 595 et 326 p. in-8°.
- MANGENOT (Abbé E.). — *Les ecclésiastiques de la Meurthe martyrs et confesseurs de la foi pendant la Révolution française*. Nancy, Pierron et Hozé, 1895, 523 p. in-8°.
- MATHIEU (Cardinal D.). — *L'Ancien Régime en Lorraine et en Barrois (1698-1789)*, Paris, Champion, 4^e éd., 539 p. in-8°.
- MÖCKELT (Dr Otto). — *Lothringen nach den Cahiers de doléances de 1789 unter besonderer Berücksichtigung der Wirtschaftlichen und sozialen Fragen*. Frankfurt A. Main, Institut d'Alsace-Lorraine, 1927, 176 p. in-8°.
- PARISOT (Robert). — *Histoire de Lorraine*. T. II et III. Paris, Auguste Picard, 1922-1924, 347 et 521 p. in-8°.
- PFISTER (Christian). — *Histoire de Nancy*. Nancy, Berger-Levrault, 1902-1909, 3 vol. de 775, 1109 et 923 p. in-8°.
- POULET (Henry). — *L'administration centrale du département de la Meurthe, de l'établissement des départements à la création des préfectures (1790-1800)*, dans *La Révolution française*, t. LI, 1906, p. 438 et 516; t. II, 1907, p. 48 et 144.
- SADOUL (Louis). — *Des Parlements aux Cours d'Appel*, dans *Le Pays Lorrain*, 1923, p. 433-444.
- SADOUL (Louis). — *Etude sur Boulay de la Meurthe*. Nancy, Vagner, 1880, 37 p. in-8°.
- THOMAS (Stanislas). — *Nancy avant et après 1830*. Nancy, Crépin-Leblond, s.d., 336 p. in-8°.
- TROUX (Albert). — *La police politique à Nancy sous la Convention* dans *Le Pays Lorrain*, 1927, p. 118-123.
- TROUX (Albert). — *La guillotine à Nancy sous la Terreur*. Annales Historiques de la Révolution française, 1927, p. 303-304.
- TROUX (Albert). — *La Justice criminelle dans le Département de la Meurthe*. Conférence faite au Centre d'Etudes lorraines, manuscrit obligeamment communiqué par l'Auteur.
- TROUX (Albert). — *L'émigration en Lorraine pendant la Révolution* dans *Le Pays Lorrain*, 1933, p. 331-333.

- TROUX (Albert). — *Un maître d'école accusé d'incivisme en 1793*, dans *La Révolution dans les Vosges*, 1926-1927, p. 113-122.
- TROUX (Albert). — *Faux billets de confiance du district de Darney [à Nancy]*, dans *La Révolution dans les Vosges*, 1927-1928, p. 15-17.
- TROUX (Albert). — *La Révolution en Lorraine, études, récits, documents*, 1^{re} Série, Nancy, G. Thomas, 1931, 130 p. in-8°.
- TROUX (Albert). — *La Révolution en Lorraine, études, récits, documents*, 2^e Série, Nancy, G. Thomas, 1932, 128 p. in-8°.
- TROUX (Albert). — *La vie politique dans la Meurthe de 1789 à 1792*. Travail manuscrit inédit, obligeamment communiqué par l'auteur.
- TROUX (Albert). — *La vie politique dans le département de la Meurthe d'août 1792 à octobre 1795*. Nancy, 1936, G. Thomas, 2 vol. LXXIX-483 et 973 pages in-8°.



4° Nécessité d'une majorité de trois voix (au lieu de deux), pour prononcer une sentence de mort;

5° Délai d'un mois entre la condamnation à mort et l'exécution pour permettre au condamné de demander sa grâce;

6° Réparation d'honneur pour les accusés acquittés.

Cet édit ne fut jamais appliqué. Le 5 juillet 1788, un arrêt du Conseil convoquait les Etats généraux.

La Nation avait maintenant la parole.

Les vœux des cahiers de doléances

On sait que la convocation des Etats généraux devait être précédée de la rédaction de cahiers de doléances. Nous allons examiner quels étaient les vœux de ces cahiers en matière de législation criminelle, choisissant les citations dans les cahiers des communes lorraines.

Les griefs contenus dans les cahiers sont fort nombreux, car toutes les communautés ont eu à se plaindre de la Justice criminelle (2). Les habitants d'Altwiller (bailliage de Vic) sont, croyons-nous, les seuls Lorrains qui déclarent « n'avoir pas autrement à se plaindre de l'administration de la Justice ».

Plusieurs communes ne s'en tiennent qu'à des généralités et demandent simplement une réforme de la Justice criminelle, sans plus de précision :

« L'administration de la Justice a besoin d'une grande réforme... » (Chavigny);

« ...Que les Etats généraux s'occupent de la réforme des lois criminelles... » (Velaine-en-Haye);

Amance demande « la réforme dans l'administration de la Justice », ainsi que Bratte; Flavigny exige « la réforme des abus judiciaires ».

(2) « C'est la Justice criminelle qui est l'objet des atteintes les plus vives et les plus nombreuses : un cri unanime s'était élevé contre les lois criminelles, leur barbarie et leur iniquité, affirmant la nécessité impérieuse, en cette matière, d'institutions nouvelles basées enfin sur l'humanité et sur la raison ». GÉGOUT (Edgard), *Les Cahiers de la Lorraine aux Etats Généraux de 1789*, p. 29.

Bühl, Gros-Tenquin, Bellange expriment le même vœu. Saint-Quirin souhaite « que le Code criminel soit réformé et rendu moins susceptible d'erreurs », et Nancy « que les Etats généraux ordonnent qu'il sera promptement procédé à la réformation des Lois civiles et criminelles ».

Sur la réforme des textes législatifs, Art-sur-Meurthe est plus précise :

« Déterminer exactement les crimes, délits ou peines, de manière que tout le monde puisse connaître ses devoirs et le danger de les enfreindre ; adoucir celles de ces peines qui paraissent trop dures, mais établir aussi quelques lois plus sévères, sur quelques points où le relâchement se fait craindre, comme sur les banqueroutes frauduleuses (!), crime qui trouble l'ordre social et qui n'est pas assez réprimé ».

D'autres fois, les Cahiers s'en prennent à la complexité de l'organisation judiciaire :

Dieuze demande « la réforme du Code civil et criminel, avec supplication au roi de simplifier les formes actuelles, ruineuses ».

Laning et Laronxe protestent dans le même sens.

Aspach demande de ne pas encombrer les hautes juridictions par des affaires de minime importance :

« Quant à ce qui regarde les affaires de moindre importance, comme celles d'injures, d'anticipation de terrain, vols de jardin et police établie dans les lieux, accorder aux municipalités de pouvoir décider et punir les délinquants ».

Mais nulle part les inconvénients de la Justice n'ont été mieux évoqués que dans le cahier d'Essey-les-Nancy :

Les formes dont la Justice s'entortille rendent sa marche redoutable aux honnêtes gens... Voici ce que nous avons vu il n'y a pas longtemps :

Un cheval, dans sa course rapide, frappe mortellement un homme : la renommée, d'abord incertaine, laisse tomber des soupçons et sem-

ble désigner un coupable. La Justice informe, les témoins sont entendus, l'accusé subit l'interrogatoire, il est renvoyé. Sera-t-il puni? Non! il est innocent! Mais il avait un peu de fortune, il supporte les frais de la procédure: il est ruiné.

Presque le même jour un voleur est pris en flagrant délit. La Justice, environnée des clameurs publiques, l'entoure, on le saisit, on lui prend la matière de son vol. Sera-t-il puni? Non! il n'a pas de quoi fournir aux frais de la procédure, il est renvoyé.

Ainsi, dans l'espace de huit jours, l'innocent a été quitte pour sa fortune et le fripon pour la peur.

Tomblaine et Villers-les-Nancy trouvent « que la Justice se rend avec trop de lenteurs »; Messein, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent, Sexey-aux-Forges demandent « que tous les procès soient jugés dans l'année ».

Tous les Cahiers réclament, dans un but de simplification, deux degrés de juridiction:

« Que nul sujet du Roi ne puisse être jugé en matière criminelle qu'à charge de l'appel » (Nancy).

Par contre les Bretons, par esprit d'originalité, réclament trois degrés de juridiction. Il est vrai que l'Ancien Régime leur en avait donné six!

On revendique d'un autre côté certaines garanties pour l'accusé: assistance d'un conseil et publicité de la procédure:

« En matière criminelle, donner des défenseurs aux accusés, mais faire punir sans exception les coupables, de quelque rang qu'ils soient, attendu que la grâce sur laquelle un accusé protégé peut compter est pire que l'impunité » (Art-sur-Meurthe);

« Que l'accusé pourra se faire assister d'un conseil auquel, ainsi qu'à lui, toutes les pièces de la procédure seront communiquées (même données en expédition sans frais), toutes et quantes fois qu'ils le requerront;

« Que les noms et surnoms des témoins lui seront donnés huit jours avant la confrontation ».

Dans le même ordre d'idées, on veut restreindre les pouvoirs immenses du juge d'instruction :

« Que les informations soient faites non par devant un juge seul, mais par devant deux juges et les interrogatoires devant la compagnie tout entière qui doit juger » (Toul).

« Que les informations et autres actes de la procédure criminelle soient faites devant deux commissaires » (Nancy).

On agite aussi la question de la vénalité des offices et de l'élection des juges :

« Les offices de judicature seront donnés à l'élection, à la mort du titulaire, après remboursement aux héritiers du prix de la charge » (Dieuze).

Dans tous les cahiers, c'est un vaste mouvement en faveur de l'élection des juges. C'est là une idée fixe des Etats généraux qui l'avaient déjà réclamée à Orléans en 1560 ! On propose de recruter les juges dans « le corps des avocats, où l'on peut espérer de trouver la réunion des lumières avec l'intégrité » (3).

Enfin, pour terminer une énumération déjà longue, quoique incomplète, il faut signaler la presque unanimité des Cahiers, à demander la suppression des lettres de cachet et à souhaiter des garanties pour la liberté individuelle.

Varangéville, Lenoncourt, Brin, Saint-Nicolas, Saint-Quirin, Vic, Nancy, se dressent contre les lettres de cachet.

Assenoncourt et Dommartemont sont plus précis dans une formule identique :

(3) On trouve cependant quelques divergences à ce sujet dans les Cahiers. Le Tiers de Verdun et les Trois Ordres de Rosières désirent que les magistrats soient nommés par le Roi et payés par l'Etat. Le Clergé de Bouzonville émet l'opinion hardie que les juges soient rendus responsables de leurs sentences et le Tiers de Verdun voudrait voir allouer des indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires. (PARISOT, *Histoire de la Lorraine*, t. III, p. 15).

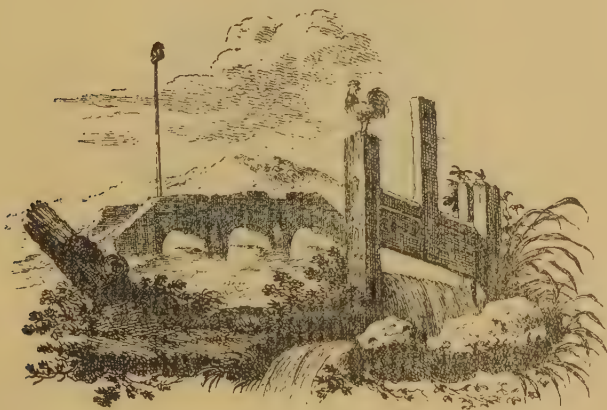
« Qu'aucun citoyen ne puisse être emprisonné et détenu pour aucun motif, qu'en vertu des lois du Royaume, ou, en tout cas, qu'il soit remis dans les vingt-quatre heures dans les mains de ses juges naturels, lesquels seront tenus de vérifier les faits et de procéder au jugement sans aucun retard ».

En un mot, toutes les réformes prônées depuis plus de cinquante ans par les publicistes sont réclamées pêle-mêle dans les Cahiers de Doléances. Ce ne sont que points de détail, aucune tendance générale ne s'affirme, si ce n'est que l'on veut prendre modèle sur l'Angleterre et introduire la procédure orale et par jurés (4).

La Constituante a réalisé ce tour de force, unique dans les annales législatives, de donner à la France, dans un temps minimum, un système cohérent et complet de législation criminelle.

Tous les vœux que le Peuple français avait émis en matière criminelle dans les Cahiers de Doléances ont été satisfaits.

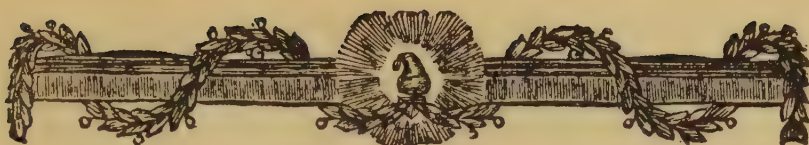
(4) La création de jurys avait été formellement réclamée par la Noblesse d'Etain et par celle de Saint-Mihiel. (PARISOT, *op. cit.*, t. III, p. 14).



PREMIÈRE PARTIE

**La législation pénale révolutionnaire
et la nouvelle organisation
de la justice révolutionnaire**





Introduction

IL peut sembler mal venu, dans une monographie consacrée au Tribunal Criminel du Département de la Meurthe, de réserver une première partie à la Législation pénale révolutionnaire.

Mais, devant l'insuffisance des travaux qui ont été publiés sur le Droit révolutionnaire, nous avons été amené à étudier dans son ensemble le Droit criminel intermédiaire.

Les Historiens, en effet, fascinés par la gravité des événements politiques, se soucient peu des lois pénales d'une période qu'ils considèrent comme bouleversée dans tous les domaines.

Les Juristes, s'ils sont historiens du Droit, s'arrêtent à la date fatidique de 1789; ou, s'ils sont criminalistes, ne commencent leurs études qu'en 1810.

On rencontre bien, il est vrai, dans certains ouvrages, quelques passages consacrés au Droit criminel intermédiaire. Ces exposés sont toujours incomplets et souvent inexacts.

Car tous les auteurs, juristes ou historiens, considèrent le Droit de la Révolution comme un Droit provisoire, un Droit de transition. Et d'ailleurs ne lui ont-ils pas donné ce qualificatif de « Droit intermédiaire », qui le relègue au second plan des disciplines juridiques!

Pourtant les auteurs des Codes de 1791 et de Brumaire an IV avaient la profonde conviction de faire une œuvre définitive, dans la mesure où une œuvre humaine peut être définitive.

Nous diviserons l'étude des lois pénales révolutionnaires en quatre parties, correspondant aux quatre organes législatifs qui les ont élaborées. Une telle division n'a rien d'arbitraire, car les différents législateurs jouèrent chacun un rôle propre :

La Constituante construisit le Droit pénal nouveau qui s'exprima dans les Codes de 1791 ; l'Assemblée législative les compléta.

La Convention continua et appliqua les principes précédemment élaborés dans cette œuvre admirable d'unité qu'est le Code de Brumaire an IV.

Le Directoire enfin retoucha dans quelques détails cet édifice législatif.





CHAPITRE PREMIER

L'œuvre de la Constituante - Les codes (17 juin 1789 - fin septembre 1791)

UNE fois les Etats généraux transformés en Assemblée Nationale, la tâche des députés fut énorme. La réforme de la Justice, et en particulier de la Justice criminelle, n'était pas une des moindres parties du travail que la Constituante s'était promis d'accomplir.

Une telle réforme ne peut cependant se faire en un tournemain. C'est pourquoi nous distinguerons dans l'œuvre de législation criminelle de la Constituante trois périodes :

— La première, de juin 1789 à mars 1790, n'a vu, après la *Déclaration des Droits de l'Homme*, que quelques réformes de détail concernant les vices les plus flagrants de l'ancienne organisation ;

— Pendant la seconde période, de mars 1790 à juillet 1791, l'Assemblée s'est occupée uniquement de la nouvelle organisation judiciaire ;

— Enfin, de juillet à septembre 1791, la Constituante vota les Codes, auxquels le « Comité de législation criminelle » travaillait depuis le début.

I

**La Déclaration des Droits et les lois provisoires
(juin 1789 - mars 1790)**

Dès le début, la Constituante voulut présenter dans une « Déclaration » les principes de l'ordre à venir.

La *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* fut votée le 27 août 1789. Ce texte, d'une portée générale, ne nous intéresse que par les articles VII, VIII et IX, qui abolissent les abus les plus flagrants de la législation criminelle.

L'article VII vise la suppression des *lettres de cachet*:

« Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites ».

La liberté individuelle se trouvait par là même protégée.

L'article VIII supprime l'arbitraire des peines:

« La loi ne doit établir que les peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée ».

Enfin l'article IX fait allusion aux rigueurs de l'instruction dans l'ancienne procédure; il tend à y mettre fin en stipulant que:

« Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi ».

Mais ces principes généraux ne pouvaient pas recevoir d'application pratique, même provisoire.

Aussi la Constituante créa-t-elle, dès le début, le « Comité de législation criminelle ». On ne connaît pas la date exacte de sa création, mais il tint une de ses premières séances le 14 septembre 1789.

Il se composait de sept membres :

BRIOIS-BEAUMETZ, Premier Président du Conseil d'Artois ;

FRÉTEAU DE SAINT-JUST. Conseiller au Parlement de Paris ;

LE BERTHON, Premier Président du Parlement de Bordeaux ;

TRONCHET, Avocat au Parlement de Paris (Bâtonnier en 1789) ;

THOURET, Avocat au Barreau de Rouen ;

TARGET, Avocat au Barreau de Paris (défenseur du Cardinal de Rohan dans l'Affaire du Collier) ;

LALLY-TOLLENDAL, ex-Grand Bailli d'Etampes.

Il est donc inexact de dire avec M. Henri RÉMY (1), que « les lois ne sont plus l'œuvre de juristes, mais de philosophes, de publicistes, de philanthropes » ; le Comité de législation criminelle se compose de sept juristes, de sept praticiens.

Le 23 janvier 1790, on remplaça certains membres dont nous ignorons les noms, et on augmenta l'effectif du Comité.

Voici quels furent les nouveaux membres :

LEPELETIER DE SAINT-FARGEAU, Président à mortier au Parlement de Paris ;

(1) Les principes du Code pénal de 1791. Thèse de Droit, Paris, 1910.

DUPORT, Conseiller au Parlement de Paris;
DE CHABROL, Lieutenant criminel à Riom;
TURPIN, Lieutenant criminel à Blois;
D'ORMESSON, Président au Parlement de Paris;
DE LA ROCHEFOUCAULD, notaire royal;
LANJUINAIS, Avocat.

Ces techniciens du Droit criminel vont travailler pendant dix-sept mois à la nouvelle législation pénale. On ne connaît malheureusement rien des travaux préparatoires; mais l'œuvre est là, elle suffit à juger ses auteurs.



Les 8-9 octobre, 3 novembre 1789, la Constituante vota une première mesure provisoire: *Décret sur la réformation de quelques points de la jurisprudence criminelle*.

Le préambule l'annonce comme une mesure temporaire:

« ...Si l'exécution de cette réforme (le Droit criminel) exige la lenteur et la maturité des plus profondes méditations, il est cependant possible de faire jouir, dès à présent, la Nation de l'avantage de plusieurs dispositions qui, sans subvertir l'ordre de procéder actuellement suivi, rassureront l'innocence et faciliteront la justification des accusés ».

Cette loi, très courte, ne comprend que vingt-huit articles. Elle ne change rien à ce qui existe, en effet:

« L'ordonnance de 1670, et les édits, déclarations et règlements concernant la procédure criminelle, continueront d'être observés en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné » (art. 28).

L'ancienne procédure écrite et compliquée subsiste; rien n'est changé dans l'organisation des juridictions, ni dans l'instruction des affaires.

Seul un élément nouveau s'ajoute à l'œuvre ancienne : la défense est permise et assurée, une large publicité est donnée à la poursuite et à l'instruction. Mais on n'a pas voulu aller trop loin en cette matière. Le début des poursuites, plainte et dénonciation, sont secrètes. La publicité est remplacée là par une autre garantie : on donne aux juges des adjoints, « citoyens de bonnes mœurs et de probité reconnue », qui formeront le « public » lors de la première instruction. Ils prêteront serment de garder le secret.

Ces adjoints, au nombre de deux, n'ont pas cependant un rôle passif ; ils peuvent présenter leurs observations au juge et mention en est faite au procès-verbal.

Un conseil est donné à l'accusé dès le premier interrogatoire, et, dans la suite, il peut avoir copie sur papier libre de toutes les pièces de la procédure, qui, malgré tout, restait écrite et se terminait par un rapport soumis au Tribunal.

Bien que provisoire, cette loi était d'une harmonie parfaite. Elle apportait d'audacieuses et adroites réformes à une Ordonnance qui datait de 120 ans.

Cette période préparatoire de travail de la Constituante se termine par un décret très court du 21 janvier 1790 *concernant les condamnations pour raison des délits et des crimes*. En quatre articles — que les Codes reprendront plus tard — il dispose :

- 1° Que les peines seront égales pour tous ;
- 2° Qu'à la suite d'une condamnation infamante, aucune flétrissure ne rejaillira sur la famille de l'accusé ;
- 3° Qu'en aucun cas on ne confisquerait les biens ;
- 4° Que le corps du supplicié sera remis à la famille si elle le demande et que les registres de l'état civil ne mentionneront pas le genre de mort.



II

**La nouvelle organisation judiciaire
(mars 1790 - juillet 1791)**

Pendant cette période, alors que les Codes étaient en gestation, la Constituante transforma profondément l'organisation judiciaire de la France.

Cette réforme se fit par une série de décrets successifs.

Tout d'abord le décret du 31 mars 1790 fixe *l'ordre des questions sur l'organisation judiciaire*; sur dix questions, huit se rattachent à l'organisation criminelle. Nous allons les reprendre une à une en citant pour chacune d'elles le décret qui l'a résolue.

1° *Etablira-t-on des jurés?*

2° *Les établira-t-on en matière civile et criminelle?*

Le 30 avril 1790, l'Assemblée nationale décrète: « 1° qu'il y aura des jurés en matière criminelle; 2° qu'il n'en sera point établi en matière civile ».

3° *La Justice sera-t-elle rendue par des juges sédentaires ou par des juges d'assises?*

Le 1^{er} mai 1790, on décide que les juges de première instance seront sédentaires, en se réservant ultérieurement de savoir si l'appel sera admis.

4° *Y aura-t-il plusieurs degrés de juridiction ou bien l'appel sera-t-il aboli?*

Un autre décret du 1^{er} mai 1790 établit deux degrés de juridiction en matière civile, sans rien préjuger en matière criminelle. Les juges d'appel seront sédentaires (D. 3 mai 1790).

5° *Les juges seront-ils établis à vie ou seront-ils élus pour un temps déterminé?*

Les juges exerceront leurs fonctions pendant six ans (D. 4 mai 1790).

6° *Les juges seront-ils élus par le peuple ou institués par le Roi?*

Les juges seront élus par le Peuple (D., 5 mai 1790). Le Roi ne pourra refuser son consentement à l'élection des juges (D. 7 mai 1790). Le juge, nommé par le Peuple, recevra des lettres patentes du Roi (D. 8 mai 1790).

7° *Le ministère public sera-t-il établi entièrement par le Roi?*

Le Roi nommera à vie les officiers chargés du ministère public. Ils ne pourront être destitués que pour forfaiture (D. 8 mai 1790).

8° *Y aura-t-il un Tribunal de Cassation ou des grands juges?*

Les jugements en dernier ressort pourront être attaqués par la voie de la Cassation (D. 24 mai 1790). Les juges de Cassation seront sédentaires (D. 26 mai 1790). Le Tribunal de Cassation sera unique auprès du Corps législatif (D. 12 août 1790). Une loi des 27 novembre-1^{er} décembre 1790 organise définitivement le Tribunal de Cassation quant à sa composition, son organisation intérieure et ses attributions. Enfin un décret des 14-17 avril 1791 dit que l'installation du Tribunal de Cassation aura lieu le 20 du même mois.

La Constituante, par des décrets postérieurs, régla d'autres questions d'organisation judiciaire.

Un décret des 16-24 août 1790 organise de façon complète le statut des juges et des jurés, leur mode de nomination, la publicité des procédures.

Un autre, des 23-28 août 1790, désigne les villes qui deviendront le siège d'un Tribunal de District : dans les 83 départements, il y aura 543 tribunaux.

Le décret des 2-11 septembre 1790 réglemente les conditions d'éligibilité, le costume et le traitement des juges.

Enfin cette période se termine par un décret qui nous intéresse particulièrement, celui des 20 janvier-25 février 1791, portant création d'un Tribunal criminel par dépar-

tement. La disposition est très courte et d'une grande clarté, aussi nous n'avons qu'à la reproduire intégralement :

1° Il sera établi un tribunal criminel pour chaque département.

2° Ce tribunal sera composé d'un président nommé par les électeurs du département, et de trois juges pris, chacun tous les trois mois et par tour, dans les tribunaux de districts, le président excepté, de telle sorte que le jugement ne pourra être rendu qu'à quatre juges.

3° Il y aura près du tribunal criminel un accusateur public, également nommé par les électeurs du département.

4° Un commissaire du roi sera toujours de service près du tribunal criminel.

5° Il y aura près du tribunal criminel un greffier nommé également par les électeurs du département.

6° L'accusateur public sera nommé à la prochaine élection pour quatre ans seulement, et à la suivante pour six années ; le président sera nommé pour six années ; l'un et l'autre pourront être réélus.

Le greffier sera à vie.

Telle fut l'activité de la Constituante dans cette seconde période. Pour être complet et à titre documentaire, mentionnons qu'elle produisit deux grands textes en matière pénale militaire : *Le Code pénal de l'Armée navale* (21-22 août 1790) et *la Loi sur la compétence et la procédure devant les Tribunaux militaires* (22 septembre-5 octobre 1790).

III

**La publication des Codes
(juillet 1791 - septembre 1791)**

Nous voici en présence de l'œuvre capitale de la Constituante. Nous n'avons pas la prétention de faire un commentaire détaillé de chaque code, cet ouvrage n'y suffirait point. Nous nous bornerons à en indiquer les grandes lignes, quitte à préciser certains détails dans la suite, si cela est nécessaire.

**Code de police municipale et correctionnelle
(19-22 juillet 1791)**

Ce Code est divisé en deux titres et cent dix-neuf articles. Il ne nous intéresse qu'indirectement. En effet, nous verrons plus loin que le Tribunal correctionnalisait certaines affaires et appliquait les dispositions du Titre II de ce Code, sur la police correctionnelle.

Il est conçu sur un plan très logique. Son originalité consiste à classer les délits en cinq genres et à les punir de peines analogues.

**Code de procédure criminelle
concernant la police de sûreté, la justice criminelle
et l'établissement des jurés
(16-19 septembre 1791)**

C'est là un des décrets les plus importants votés par la Constituante; sa discussion a occupé de nombreuses séances.

Une première partie, avec six titres, s'occupe de la police de sûreté. Une seconde, avec quatorze titres, de la procédure criminelle et de l'institution des jurés.

Ce Code, dans sa totalité, s'inspire des institutions anglaises; on ne pouvait, pour créer un droit nouveau,

assimiler l'esprit anglais à l'esprit français: on sacrifia donc nos institutions traditionnelles aux principes de la procédure anglaise.

Cette procédure nouvelle nous intéresse au plus haut point, car nous la verrons appliquée dans chaque affaire soumise au T.C.M. Il n'est donc pas inutile de l'exposer dans ses grandes lignes.

La nouvelle procédure comportait trois phases:

— au canton: instruction sommaire devant l'officier de police judiciaire;

— au district: débats devant le jury d'accusation;

— au département: débats devant le jury d'accusation et jugement du Tribunal criminel.

I° LA PROCÉDURE CRIMINELLE AU CANTON

Le magistrat de sûreté par excellence était le *juge de paix*. Il faisait comparaître le prévenu de crime devant lui à l'aide d'un *mandat d'amener*, exécutoire par la force publique.

C'est lui qui faisait les premiers actes d'information, il entendait les témoins et rédigeait un procès-verbal à la suite duquel il laissait l'inculpé en liberté ou le faisait incarcérer au moyen d'un *mandat d'arrêt*.

Le juge de paix agissait:

— *d'office* en cas de flagrant délit, ou lorsqu'il avait une connaissance personnelle du crime;

— *sous l'impulsion des particuliers*, par plainte ou dénonciation civile:

La plainte émane de la partie lésée, le juge est lié par elle; s'il ne veut agir contre l'inculpé, il doit délivrer au plaignant un *acte portant refus* qui permet à ce dernier d'aller directement devant le jury d'accusation.

La dénonciation civique est faite par une personne non intéressée. Si cette personne signe et affirme sa dénonciation, le juge doit agir comme dans le cas de plainte; sinon, il est libre de ne pas agir ou d'agir d'office.

2° LA PROCÉDURE CRIMINELLE AU DISTRICT

Le prévenu était transféré à la maison d'arrêt du district. Il allait se trouver en présence du *jury d'accusation*.

Au chef-lieu de district siégeait en permanence le *Directeur du jury*, il était nommé pour six mois et choisi parmi les juges du Tribunal de district.

Il recevait le dossier et allait interroger le prévenu à la maison d'arrêt. S'il n'y avait pas lieu à accusation, il saisissait dans les vingt-quatre heures le Tribunal de district qui statuait, le commissaire du roi entendu. S'il y avait lieu, il rédigeait *l'acte d'accusation* qui était présenté au jury.

Dans le cas de plainte, le directeur du jury devait rédiger l'acte d'accusation avec le plaignant; s'il y avait désaccord entre eux, chacun rédigeait le sien: le jury choisissait.

Le commissaire du roi mettait son visa sur tous les actes de la procédure: « *La loi autorise...* » ou « *La loi défend...* »; dans ce dernier cas, le Tribunal de district tranchait le litige.

C'est alors que le jury d'accusation, composé de huit membres tirés au sort dans la liste de trente électeurs dressée tous les trois mois par le procureur-syndic du district, se réunissait sous la présidence du directeur du jury.

On lisait le dossier, moins les déclarations des témoins qui étaient réentendus en personne, ainsi que les plaignants. Ces opérations avaient lieu à huis clos.

Le directeur du jury se retirait et, sous la présidence du plus âgé d'entre eux les jurés délibéraient.

S'ils répondaient: « *Il n'y a pas lieu à accusation...* », l'affaire s'arrêtait là. S'ils répondaient: « *Il y a lieu...* », le directeur du jury rendait l'*ordonnance de prise de corps* et l'affaire était transmise au Tribunal criminel.

3° LA PROCÉDURE

DEVANT LE TRIBUNAL CRIMINEL DÉPARTEMENTAL

Le Tribunal se composait de deux organismes distincts: le président et trois juges qui statuaient sur la peine, le jury de jugement qui statuait sur le fait.

A côté, on trouvait l'*accusateur public*, fonctionnaire électif chargé de poursuivre les délits et de soutenir l'accusation sur les actes dressés par les premiers jurés, et le *commissaire du roi*, magistrat veillant à l'application de la loi et requérant son application.

Dans les vingt-quatre heures de l'arrivée de l'inculpé à la prison départementale, le président et l'accusateur public allaient l'interroger; de façon générale, on pouvait encore continuer l'instruction.

La formation du jury de jugement donnait lieu à des opérations compliquées dont voici l'essentiel:

Tout citoyen électeur se faisait inscrire sur un registre tenu par le secrétaire-greffier de chaque district. La liste était envoyée au procureur-général-syndic du département, qui, tous les trois mois, y choisissait deux cents noms, sous l'approbation du Directoire du département. Le premier de chaque mois, le président du Tribunal établissait la liste des jurés pour la session du 15. L'accusateur public pouvait, sans motif, y rayer vingt noms. Puis on tirait au sort les douze jurés; l'accusé pouvait en récuser vingt sans motif, on les remplaçait par le sort. Au-delà de vingt, l'accusé devait motiver ses récusations et le Tribunal appréciait.

Nous ne parlerons pas de la procédure à l'audience, un chapitre ultérieur lui est consacré; signalons seulement son caractère exclusivement oral.

L'appel n'était pas prévu. Le pourvoi dans les trois jours devant le Tribunal de Cassation était seul possible. Il émanait du condamné ou du commissaire du roi, au nom de la Loi. Ce dernier n'avait que vingt-quatre heures pour se pourvoir en cas d'absolution.

Telle est la nouvelle procédure criminelle; elle bouleverse toutes les anciennes traditions françaises et détruit dans sa totalité l'ordonnance de 1670. La brutalité d'une telle réforme a surpris quelques-uns. Il faut cependant rendre hommage aux auteurs de cette loi de l'avoir faite claire, précise, humaine et si soucieuse de la garantie des droits de l'inculpé (1).

Pour bien faire comprendre l'importance de la « révolution » accomplie dans le domaine de la procédure criminelle par les nouvelles lois, nous citons intégralement le passage d'un Almanach révolutionnaire concernant les Tribunaux criminels (2). Sous la forme d'un dialogue entre le « Père Gérard » et un paysan, il est destiné à expliquer au Peuple les bienfaits du nouvel ordre judiciaire:

HUITIÈME ENTRETIEN: DES TRIBUNAUX

LE PÈRE GÉRARD

(après avoir dit que les juges de paix, « c'était une bonne chose », poursuit):

La constitution vous promet encore un avantage bien précieux, ce sont les jurés.

(1) Comme beaucoup d'autres, Mougins de Roquefort critiquait en ces termes la nouvelle procédure criminelle (cité par SÉLIGMAN, *op. cit.*, t. I, p. 438): « La nouvelle procédure donne un brevet d'impunité aux malfaiteurs du royaume. Si l'accusé que vous renvoyez du gendarme au juge de paix, du juge de paix au petit jury, du petit jury au grand est innocent, de combien ne retardez-vous pas son triomphe? S'il est coupable, ne craignez-vous pas qu'il trouve le moyen d'opérer, à travers ces lenteurs, son salut par la fuite? » Nous verrons plus loin qu'une telle critique est injustifiée et que, malgré les nombreuses formalités réclamées par la nouvelle procédure criminelle, la Justice révolutionnaire était très rapide.

(2) Almanach du Père Gérard, pour l'année 1792, III^e de la Liberté, par M. J.-M. COLLOT D'HERBOIS, membre de la Société des Amis de la Constitution.

UN PAYSAN

Ces jurés là ne sont pas comme ceux des anciennes maîtrises ?

LE PÈRE GÉRARD

C'est tout différent : les jurés dont je vous parle seront choisis parmi vous ; ils décideront si un homme accusé doit être traité comme criminel et jugé en conséquence.

UN PAYSAN

Nous n'aurons jamais de procès criminel, nous ; qu'est-ce que cela nous fait ?

LE PÈRE GÉRARD

Vous raisonnez mal : c'est précisément à ceux qui sont incapables de crimes que le juré sera nécessaire, c'est l'innocence qui les réclame ; c'est pour elle qu'ils sont institués. Quant aux vrais coupables, ce ne sera qu'une lumière de vérité de plus dans leur condamnation.

UN PAYSAN

Ah ! c'est juste !

LE PÈRE GÉRARD

Ce n'est pas encore tout ; la constitution veut que le coupable lui-même n'ait à subir que la peine due à son crime, et prononcée par la loi. Elle défend qu'avant le dernier supplice, on lui en fasse subir dix autres, comme autrefois. La dignité de l'homme sera respectée dans sa personne, on ne le traînera plus devant les juges, enchaîné comme une bête féroce. Un défenseur officieux pourra solliciter sans honte, au nom de l'humanité, la clémence du ciel et des hommes, en faveur même d'un scélérat ; et cette générosité de la loi, croyez-moi, excitera chez lui de plus vifs, de plus salutaires remords que la cruauté raffinée des anciens usages.

UN PAYSAN

Il est vrai qu'il y avait de quoi frémir à voir comme les juges d'autrefois traitaient les accusés qui étaient leurs semblables.

LE PÈRE GÉRARD

La loi, pour être simple dans ses formes, n'en sera pas moins juste. Elle sera si claire, qu'il ne faudra que du bon sens pour être un bon juge...

Code pénal
(25 septembre - 6 octobre 1791)

Cette loi, dont LEPELETIER DE SAINT-FARGEAU fut le rapporteur, fut discutée au cours de nombreuses séances. Elle est la consécration de toutes les tendances nouvelles exprimées en matière criminelle au cours du XVIII^e siècle.

Une première partie, *Des condamnations*, comporte sept titres.

Le titre premier traite *Des peines en général*. C'est là que l'on rencontre la plus vive réaction contre le Droit de l'Ancien Régime. A part la mort, aucune ancienne peine n'a été conservée. Les nouvelles peines sont les fers (travaux forcés), la réclusion dans une maison de force, la gêne, la détention, la déportation, la dégradation civique et le carcan.

Les peines sont fixes, tous les citoyens sont égaux devant elles. LEPELETIER DE SAINT-FARGEAU avait étudié l'échelle des peines avec un soin tout particulier. Pour ne plus y revenir, disons un mot des caractéristiques de ces peines nouvelles :

La peine de mort ne sera plus qu'une simple privation de la vie, sans tortures préalables, elle se fera par décapitation (la guillotine sera mise en service le 25 avril 1792).

Les fers seront des travaux publics au profit de l'Etat. Le condamné traînera un boulet attaché à l'un de ses pieds par une chaîne de fer.

La réclusion dans une maison de force remplacera les fers pour les femmes et les filles.

La gêne sera un emprisonnement solitaire, au régime du pain et de l'eau; le condamné pourra travailler.

La détention suit le régime de notre emprisonnement commun actuel, la plupart du temps sans travail.

La déportation frappe ceux dont on veut se débarrasser; c'est la peine des criminels politiques et des récidivistes.

Le décret du 11 brumaire an II stipule que ces derniers seront déportés à Fort-Dauphin, appelé alors Fort-de-la-Loi, sur la côte Sud-Est de Madagascar. Les déportés politiques iront à la Guyane (décret du 27 germinal an II).

La dégradation civique est la privation de la qualité de citoyen, avec tous les droits qui y sont attachés.

Le carcan est l'exposition du condamné « aux regards du Peuple ».

En aucun cas, les peines privatives de liberté ne seront perpétuelles, le maximum est de 24 ans.

Les titres suivants de la première partie du Code pénal s'occupent de la récidive, de l'exécution des jugements contre un accusé contumace, des effets des jugements, de l'influence de l'âge des condamnés sur les condamnations, de la prescription criminelle et de la réhabilitation.

La seconde partie traite *Des crimes et de leur punition*. Nous en réservons l'étude détaillée à des développements postérieurs. Cette partie est divisée en trois titres. Le titre premier prévoit les *Crimes et attentats contre la chose publique*; le titre II, les *Crimes contre les particuliers*. Le titre III, par une erreur de plan sans grande importance, traite, à la fin du Code, de la *Complicité*.

On a dit beaucoup de bien de ce Code d'une grande clarté, d'une harmonie que l'on rencontre rarement. Presque sans modifications, il a régi la France pendant vingt ans. Il a cependant donné lieu par la suite à des critiques, en particulier de la part de M. GARRAUD. Nous nous en voudrions de ne pas les réfuter.

M. GARRAUD voit dans le Code de 1791 un système défectueux à trois points de vue :

Les droits de grâce et de commutation des peines sont enlevés à l'exécutif pour toute infraction poursuivie par voie de jurés. C'est une des tendances de la Révolution de réduire les pouvoirs de l'exécutif, il était naturel de lui retirer le droit de grâce. Les lettres de grâce, comme les

lettres de cachet, sont une manifestation de l'arbitraire de l'Ancien Régime; elles devaient disparaître avec lui. Et aujourd'hui même, peut-on dire que le droit de grâce appartient à l'exécutif? Le recours en grâce ne suit-il pas une procédure quasi-judiciaire avant de parvenir à la Commission des grâces qui, en fait, statue?

M. GARRAUD critique aussi *la suppression des peines perpétuelles privatives de liberté*. Mais les auteurs du Code n'ont écouté que leurs sentiments humains et le juge révolutionnaire avait à sa disposition la déportation pour éliminer les récidivistes dangereux.

Enfin la plus grave critique de M. GARRAUD porte sur *l'invariabilité des peines, sans maximum, ni minimum*, et il ajoute: « Quand la peine était hors de proportion avec le délit, on préférait acquitter le coupable ». Ceci est une hérésie: le juge n'acquittait pas dans ces cas; il correctionnalisait le crime, et, selon un artifice prévu par la loi, que nous étudierons en détail, il punissait le crime d'une peine correctionnelle d'amende ou de prison.

Telle est l'œuvre de la Constituante; elle n'est certes pas parfaite. Mais elle accomplit ce tour de force merveilleux de doter la France, en quelques mois, d'une organisation judiciaire simple et rationnelle, d'une Justice humaine et forte, fondée sur la Déclaration des Droits dont elle était la garantie. La Révolution s'en trouva consolidée.

Pour apporter à ce rapide examen de l'œuvre de la Constituante la conclusion qui en est digne, nous ne pouvons que reproduire ces lignes de M. SABATIER (3):

« On ne saurait assez louer la grandeur et la générosité de l'effort fait par l'Assemblée constituante pour faire pénétrer dans la Justice criminelle les idées de justice et d'humanité.

« La libre défense des accusés, l'adoucissement des peines et le jury, ce sont de beaux titres de gloire auprès de la postérité.

(3) SABATIER: *Napoléon et les Codes criminels*. (Revue pénitentiaire et de Droit pénal, 1910, p. 905 à 925).

« Si son œuvre ne fut pas parfaite, il ne faut pas s'en étonner : la nouveauté et l'immensité de l'entreprise, le défaut d'expérience, l'abus de l'esprit philosophique, la fidélité à des maîtres qui avaient mêlé à des vues profondes beaucoup de paradoxes, la réaction générale contre toutes les institutions de l'Ancien Régime, devaient fatalement l'entraîner dans ces erreurs de détail et d'organisation qui compromettent les meilleures réformes.

« Par dessus tout, l'Assemblée constituante ne tint aucun compte des circonstances, et, dans les matières criminelles comme dans toutes les autres, édicta une législation idéale, écrivit les Codes de l'Humanité, plus que les Codes de la Nation française. Précisément à l'heure où elle rédigeait les Codes criminels, le pays était en feu : la criminalité débordait de toutes parts ; grâce à la désorganisation de la force publique, l'armée du désordre, contenue à grand peine par l'Ancien Régime, s'était jetée sur les villes et sur les campagnes, comme une proie ; des bandes armées, accrues chaque jour par tous les contingents de la famine et de la misère, s'étaient emparées des grandes routes ; les chauffeurs, les garotteurs terrorisaient les populations sans défense ; le vol, le pillage, l'incendie, l'assassinat, la fausse monnaie, la contrebande se répandaient sur tout le territoire, et je ne parle ni des émeutes, ni des jacqueries, ni de ces brigandages propres à certaines régions, qui avaient un caractère plus ou moins politique.

« C'est à ce moment même que l'Assemblée constituante dotait la France du Code le plus doux et le plus humain qu'elle ait encore connu, et faisait brusquement succéder, sans restriction ni réserve, à la répression la plus ombrageuse et la plus violente, un système fondé, avant tout, sur la bonté originelle de l'Homme.

« L'expérience devait bientôt mettre à nu les points faibles du système. Pour être juste, il faut reconnaître que l'épreuve à laquelle furent immédiatement soumis les Codes de 1791 dépassait toutes les prévisions humaines. Aucune organisation judiciaire n'aurait été de taille à

faire régner la justice dans ce choc formidable de passions et d'intérêts qui mettaient aux prises, non pas seulement deux partis ou deux factions, mais en quelque sorte deux nations dressées l'une contre l'autre, et dont l'enjeu était la subversion totale de l'ordre social ancien et la conquête d'un ordre social nouveau.

« Il ne faut pas juger les Codes de 1791 par leur impuissance, car toute justice aurait été impuissante... ».





CHAPITRE II

L'œuvre de l'Assemblée Législative (1^{er} octobre 1791 - 20 septembre 1792)

ÉTANT donné son existence éphémère, l'Assemblée législative n'a pas laissé une œuvre importante en matière criminelle. Elle s'est bornée surtout à voter des lois de circonstance que nous ne ferons que mentionner dans leur ordre chronologique.

Le 9 novembre 1791, l'Assemblée inaugure une série de décrets destinés à empêcher et à punir *l'émigration* et le rassemblement des émigrés. Ce fut une des questions les plus brûlantes qu'elle eut à résoudre: la guerre était imminente et les émigrés rassemblés sur les bords du Rhin allaient grossir les rangs des ennemis de leur pays.

Nous n'étudierons pas ces lois sur l'émigration, nous ne les énumérerons même pas car elles se chiffrent par plusieurs centaines. Nous citerons seulement en temps voulu celles qui reçurent leur application devant le T. C. M.

Le décret des 13-18 janvier 1792 ordonne d'installer dans le plus bref délai les Tribunaux criminels qui ne le seraient pas encore à cette date (celui de la Meurthe l'était depuis le 9 janvier). Le décret fixe les modalités de l'ins-

tallation et prévoit certaines mesures transitoires pour les procédures en cours.

Le décret des 20-25 mars 1792 est relatif à l'exécution de la peine de mort. Le Code pénal, en effet, ne la prévoyait pas. Pour rendre la peine de mort aussi peu douloureuse que possible, l'Assemblée consulta M. Louis, secrétaire perpétuel de l'Académie de Chirurgie, qui proposa le procédé mécanique devenu si tristement célèbre sous la Terreur. La « Louissette » entra en fonction le mois suivant, en avril 1792.

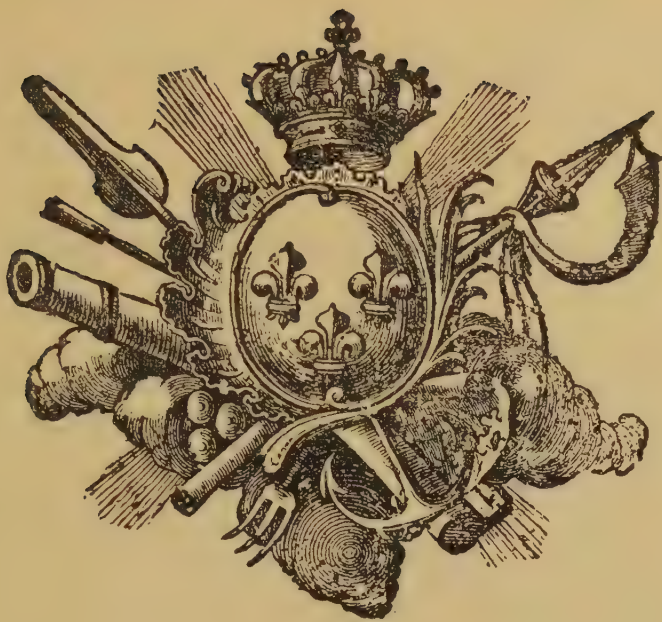
La procédure criminelle devant le Tribunal de Cassation est complétée par un décret des 10-15 avril 1792.

Un autre, des 28 mai - 6 juin 1792, précise que le nombre des récusations de jurés de jugement ne pourra excéder vingt, quelque soit le nombre des accusés.

Enfin, après l'arrestation de Louis XVI, un décret des 18-30 août 1792 suspend les fonctions de commissaire du roi devant les Tribunaux civils et criminels. Les Conseils généraux de district et de département éliront un citoyen réunissant les conditions d'éligibilité pour exercer provisoirement les fonctions de *commissaire du pouvoir exécutif*. Les anciens commissaires du roi sont inéligibles.

Cette mesure termine l'œuvre criminelle de l'Assemblée législative. Comme on a pu s'en rendre compte, elle est peu importante.





CHAPITRE III

L'œuvre de la Convention nationale. (21 septembre 1792 - fin octobre 1795)

EN matière criminelle, la Convention nous a laissé une œuvre fort complexe. D'une part elle dut compléter les travaux des Assemblées précédentes; d'autre part, en présence des difficultés de toutes sortes qu'elle trouva en face d'elle, elle dut modifier certains principes établis et revenir en arrière.

La Convention modifia le régime des peines, elle posa de nouvelles règles de procédure, enfin elle publia le fameux Code de Brumaire an IV. Nous allons reprendre les différents domaines de son activité.

I

Les modifications apportées au Droit pénal

Ce ne sont là que mesures de détail.

Les 6-8 octobre 1792, à la suite d'une demande à l'Administration pénitentiaire et du Ministre de la Marine, un décret remplace provisoirement la peine des fers par celle des galères.

L'atteinte à la propriété privée devient un « objet d'inquiétude et d'alarme pour les départements » (Barère). Il faut rassurer les propriétaires. Robespierre dira : « La loi agraire est un fantôme créé par les fripons pour épouvanter les imbéciles » ; aussi, le décret des 18-22 mars 1792 punit-il de mort quiconque proposera une loi agraire.

Le Code pénal de 1791, par une fâcheuse lacune, ne prévoyait que les tentatives d'assassinat et d'empoisonnement ; un décret des 12-16 avril 1793 punit également la tentative de vol, de la même peine que le crime consommé.

Dans le même ordre d'idées, la loi des 7-8 juin 1793 condamne à la déportation ceux qui se sont rendus coupables de crimes ou de délits non prévus par le Code pénal. Cette disposition semble contraire au principe *nulla poena sine lege* ; en vérité elle ne servit qu'à combattre les délits d'opinion, propos séditieux et actes d'incivisme.

Le 17 septembre paraît le *Décret relatif aux suspects*, autre loi d'exception qui permet l'arrestation immédiate des gens suspects. C'est une sérieuse entorse faite aux lois sur la liberté individuelle votées par la Constituante ; mais le gouvernement devait avoir en mains des armes contre ses ennemis politiques.

Puis viennent des lois de circonstances réprimant certains délits :

- 1^{er} brumaire an II (22 octobre 1793): la confiscation pour crime de faux assignats emportera, malgré le principe préétabli, confiscation des biens;
- 2 frimaire an II (22 novembre 1793): le crime de fausse monnaie étrangère sera puni au même titre que celui de fausse monnaie française;
- 7 frimaire an II (27 novembre 1793): répression des délits d'escroquerie et d'abus de la crédulité;
- 5 pluviôse an II (24 janvier 1794): répression sévère du faux-témoignage dans les procès criminels;
- 25 brumaire an III (15 novembre 1794): décret portant des peines contre les émigrés et leurs complices;
- 23 germinal an III (12 avril 1795): décret portant qu'au cas de condamnation à mort d'une femme enceinte, il sera sursis à l'exécution.

Pour terminer l'énumération de l'œuvre pénale de la Convention, signalons qu'elle vota deux grandes lois en matière de justice militaire: celle des 12-16 mai 1793 sur l'organisation des Tribunaux criminels militaires, et le Code pénal militaire, du même jour.

II

La réforme des lois de procédure

Nous sommes encore en présence de réformes de peu d'importance, que nous nous contenterons d'énumérer :

- 7 frimaire an II (27 novembre 1793) : établissement des jurés spéciaux pour juger les crimes de faux témoignage, et d'une procédure particulière pour juger les crimes de malversation dans la garde, la régie ou la vente des domaines de l'Etat ;
- 30 frimaire an II (20 décembre 1793) : établissement d'une procédure spéciale devant les Tribunaux criminels pour juger les crimes d'embauchage, d'émigration ou de faux assignats ;
- 2 nivôse an II (22 décembre 1793) : nouveau statut des jurés de jugement (capacité nécessaire, nomination, formation du jury) ;
- 6 ventôse an II (24 février 1794) : nouvelle procédure en ce qui concerne le crime d'embauchage ;
- 4 thermidor an II (22 juillet 1793) : nouvelle procédure en ce qui concerne le jugement des accusés contumaces.

III

Le Code des délits et des peines de brumaire an IV

Le mérite de ce Code revient à Merlin qui en est le seul auteur. Il y travailla dix-huit mois, tout en dirigeant, dans les Comités, les affaires extérieures et intérieures de l'Etat.

Trois jours avant la fin de la Convention, MERLIN lui présenta ainsi son travail :

« Commencé depuis dix-huit mois en exécution du décret qui avait ordonné la refonte de toutes les lois émanées des trois assemblées représentatives, le projet que je vous sou mets a exigé beaucoup de recherches, de longues méditations et un travail pénible ; et cependant il n'est pas aussi complet que son titre paraît le permettre. Le Code des délits et des peines doit se diviser en deux parties : l'une doit régir contre l'instruction, la façon de procéder, la manière de juger et d'exécuter les jugements ; l'autre doit contenir le tableau des peines à appliquer à chaque délit. De ces deux parties, la première seule est prête ».

C'est pourquoi le Code de brumaire an IV n'est pas un Code pénal, mais un Code d'instruction criminelle. Ce Code, comprenant 646 articles, fut voté sans discussion par la Convention.

Il s'inspire des principes que nous avons précédemment exposés. Nous signalerons seulement les innovations qu'il présente.

C'est d'abord la distinction entre action civile et action publique qui est dégagée pour la première fois. L'accusation populaire disparaît, la plainte ne lie plus le juge.

Le directeur du jury, qui est maintenant le président du Tribunal correctionnel, a un droit de poursuite directe.

Enfin la composition du Tribunal criminel est modifiée : un président, quatre juges du tribunal de district, un accu-

sateur public, le substitut criminel du commissaire du pouvoir exécutif près le Tribunal civil, un greffier.

Le Code de Brumaire marque un certain retour en arrière. On en avait assez de la liberté, on voulait de l'autorité.

Ce n'en est pas moins une œuvre merveilleuse qui va régir la Procédure criminelle pendant 15 ans; ce n'est pas un travail de commission parlementaire, mais un tout, l'œuvre d'un seul homme. Mais ce chef-d'œuvre de théorie s'avérera défectueux dans la pratique.

La Convention, après avoir fait couler tant de sang, n'a pas voulu se séparer sans voter une mesure de clémence:

« A dater du jour de la publication de la paix générale, la peine de mort sera abolie dans la République française » (Décret du 4 brumaire an IV, 26 octobre 1795).

Le même décret, en son article 2, stipulait: « La place de la Révolution portera désormais le nom de place de la Concorde ».

La grande expérience révolutionnaire était terminée.





CHAPITRE IV

L'œuvre du Directoire

(5 brumaire an IV - 18 brumaire an VIII)

(27 octobre 1795 - 9 novembre 1799)

EN quatre ans, le Directoire fera peu en matière criminelle. Il vivra sur l'héritage des assemblées précédentes.

Aussi nous ne nous étendrons pas sur ses réformes minimales; nous nous bornerons seulement à les mentionner.

En ce qui concerne la *pénalité*:

- 4 nivôse an IV (25 décembre 1795): le crime d'embauchage est puni de mort et de la confiscation des biens.
- 27 germinal en IV (16 avril 1796): décret portant des peines contre les attentats à la sûreté de l'Etat.

22 prairial an IV (10 juin 1796): disposition punissant les tentatives de crimes autres que l'assassinat, l'empoisonnement ou le vol.

Signalons que le 21 brumaire an V (11 novembre 1796) un nouveau Code pénal militaire fut publié.

En ce qui concerne *la procédure*:

30 nivôse an V (19 janvier 1797): loi relative à la taxation des expéditions de procédure criminelle.

10 germinal an V (30 mars 1797): loi portant une amende de 25 livres (et 10 jours de prison) aux jurés qui ne se présentent pas.

13 germinal an V (2 avril 1797): obligation pour les jurés de suivre l'intégralité des débats.

27 brumaire an VI (17 novembre 1797): formalités d'affichage des jugements rendus par les Tribunaux criminels.

8 frimaire an VI (28 novembre 1797): règlement du partage des voix entre les jurés dans les procès criminels.

29 nivôse an VI (18 janvier 1898): loi prévoyant des circonstances aggravantes pour le vol. Cette loi est destinée à réprimer sévèrement les actes de brigandage qui se produisaient un peu partout en France à cette époque (chauffeurs).



L'œuvre du Directoire est, comme on le voit, insignifiante. Il n'y avait plus rien à faire.

N'est-il pas merveilleux, en effet, qu'en pleine tourmente révolutionnaire, des hommes, des juristes aient eu le sang-froid et le courage d'édifier un droit criminel aussi nouveau, que nous enviaient tous les peuples du monde?

Ce droit criminel que nous venons d'étudier dans les textes, nous allons maintenant le voir appliqué par le Tribunal criminel de la Meurthe. Et nous ne serons pas déçus, car les juges révolutionnaires ne se sont pas montrés inférieurs au législateur.



DEUXIEME PARTIE

**Le Tribunal Criminel de la Meurthe
de 1792 à 1799**





CHAPITRE PREMIER

Création, organisation et fonctionnement du Tribunal Criminel de la Meurthe

INTRODUCTION

LA FIN DE LA JUSTICE CRIMINELLE DE L'ANCIEN RÉGIME LA PÉRIODE DE TRANSITION

L'ORGANISATION de la Justice criminelle avait reçu de profondes modifications à la fin de l'Ancien Régime. C'est ainsi qu'un édit de 1789 avait créé des grands bailliages, compétents en matière criminelle, en premier ressort. En Lorraine, ces grands bailliages étaient au nombre de trois: Nancy, Mirecourt et Neufchâteau.

Mais la juridiction criminelle supérieure restait le Parlement. Celui de Nancy (le plus jeune en date, comme l'on sait) possédait comme les autres Parlements de province une Grand'Chambre, une Chambre des Enquêtes, une Chambre des Requêtes et une Tournelle criminelle.

Le 3 novembre 1789, la veille de la rentrée judiciaire, la Constituante décida de suspendre les Parlements, prolongeant leurs vacances et ne laissant en exercice que la Chambre des vacations pour l'expédition des affaires urgentes. Une loi du 16 août 1790 ordonne d'apposer les scellés sur les locaux occupés par les Parlements.

A Nancy, le Parlement de Lorraine tint sa dernière audience le 24 août 1790. Les magistrats du Parlement se séparèrent avec dignité — ce qui n'eut pas toujours lieu ailleurs — et déclarèrent céder aux circonstances et à la force.

Mais les Tribunaux de districts étaient déjà créés, et vont connaître provisoirement des affaires criminelles.

La suppression des anciens tribunaux laissait, en effet, en suspens de nombreuses causes : procès d'instance en cours d'instruction ou affaires d'appel (1). Ces cas étaient soumis provisoirement aux tribunaux de district. L'œuvre qu'ils ont ainsi accomplie en 1790 et en 1791 est peu considérable : on s'est contenté de terminer les affaires en cours et de juger les crimes les plus flagrants.

Les différents crimes ainsi jugés par les Tribunaux de district de la Meurthe sont mêlés aux affaires correctionnelles. Ces archives judiciaires étant seulement en cours de classement lorsque nous avons entrepris ce travail et la confusion dans ce domaine étant extrême, il ne nous a été possible de procéder que par sondages.

Tout en constatant le petit nombre des affaires ainsi jugées, il nous a été permis de faire les remarques que voici : on suivait encore la procédure criminelle de l'ancien régime, tempérée par les premières lois révolutionnaires ; on appliquait aussi les peines de l'ancien régime : galères, pendaison, etc...

En janvier 1792, le Tribunal criminel de la Meurthe va entrer en fonctions.

(1) D'après SÉLIGMAN, *op. cit.*, t. I, p. 398, il y avait à Paris 171 appels en suspens, dont certains remontaient à 1786, comme par exemple la célèbre Affaire du Collier.

I

**La création des Tribunaux criminels
départementaux**

Dès le début, les Assemblées révolutionnaires se préoccupèrent de régler les questions de procédure criminelle et, plus généralement, de Justice criminelle.

Dès le 8 octobre 1789, des notables sont nommés pour surveiller la procédure suivie dans les affaires criminelles pendantes devant les tribunaux.

Mais, comme nous l'avons vu, le travail effectif en cette matière ne commença qu'avec le décret du 31 mars 1790 qui fixe l'ordre des questions à discuter sur la nouvelle organisation judiciaire.

Ce sont alors les décrets des 4, 5, 7, 8 mai 1790 sur les modalités des élections des juges. Un autre décret des 23-28 août 1790 désigne les villes où seront placés les tribunaux de district.

C'est seulement le décret des 20 janvier, 25 février 1791 qui crée et organise les Tribunaux criminels.

On discuta longuement à l'Assemblée la question de savoir s'il y aurait un tribunal par district, ou par département. C'est à cette dernière solution que l'on s'arrêta (art. 1).

Le personnel des Tribunaux criminels était ainsi établi : un président, un accusateur public et un greffier, qui seront nommés par les électeurs du département : trois juges, puis chacun tous les trois mois et par tour dans les tribunaux de district, leur président excepté ; enfin un commissaire du roi était toujours de service près du Tribunal criminel (art. 2 à 5).

Il fut ensuite décidé que les Tribunaux criminels seraient établis dans les villes où siégeaient les administrations ou les directoires de département.

L'institution du jury devait normalement entrer en fonction le 1^{er} janvier 1792 (2), mais les difficultés d'organisation ne le permirent pas.

C'est alors qu'intervient le décret des 10, 12, 13 et 18 janvier 1792, relatif à l'installation des tribunaux criminels :

« Les tribunaux criminels qui, à l'époque de la publication du présent décret, n'auront point été installés, le seront sans délai par les conseils généraux des communes des lieux où ils doivent siéger ; et ils commenceront leur service immédiatement après leur installation » (art. 1).

Le décret règle ensuite les modalités de l'installation des Tribunaux criminels ; cela sera fait par le Conseil général de la Commune qui recevra le serment des magistrats. On devra nommer dans le plus bref délai deux huissiers qui seront attachés au service du Tribunal (art. 4).

L'art. 7 de ce décret édicte enfin des mesures transitoires :

« Toutes les plaintes ou accusations suivies d'information, antérieures à l'installation des tribunaux criminels, seront jugées par les tribunaux qui s'en trouveront saisis, soit en première instance, soit en appel ; et l'instruction de la procédure sera continuée suivant les lois qui ont précédé l'installation des jurés ».

L'organisation des tribunaux criminels était ainsi terminée.



Nous allons maintenant dire quelques mots du costume, du recrutement et des fonctions des membres du Tribunal criminel : président, accusateur public, commissaire du roi ou du pouvoir exécutif, greffier. Les juges et les jurés, en effet, n'avaient pas de fonctions bien différentes de celles qu'ils ont aujourd'hui. Les jurés statuaient sur la culpabilité, les juges délibéraient avec le président sur l'applica-

(2) SÉLIGMANN, *op. cit.* t. I, p. 445.

tion de la peine. Quant au recrutement des uns et des autres, il en est parlé ailleurs.

Le *Président* du Tribunal criminel était élu par les électeurs de l'assemblée départementale. Le Décret des 30 mars-17 avril 1791 dit que pour être président il est nécessaire d'avoir les mêmes qualités que pour être juge de district, c'est-à-dire 30 ans, et alors qu'il fallait avant 1790, certaines conditions de capacité (avoir été au moins cinq ans homme de loi), aucune capacité n'est maintenant requise; il n'y a qu'une seule restriction: il ne faut être ni prêtre, ni juif.

Le Président du Tribunal criminel était nommé pour six ans (3). Son costume était celui des juges: habit noir, chapeau rond relevé par le devant, panache noir.

Les fonctions du président (4) étaient d'abord celles d'un juge, mais il était aussi magistrat-instructeur quand il interrogeait chaque prévenu au moment de son arrivée à la prison du tribunal. Il devait aussi diriger les opérations de tirage au sort des jurés et les convoquer pour chaque audience.

Le Président était seul à pouvoir donner des directives aux jurés, à leur exposer l'affaire, à leur rappeler leurs devoirs. Enfin il avait la police de l'auditoire et tous pouvoirs pour employer tels moyens qu'il jugeait capables de faire découvrir la vérité.

L'*accusateur public* était, lui aussi, nommé par les électeurs du département. Pour l'être, il fallait les mêmes qualités que pour être juge, et, partant, président du Tribunal criminel. Comme ce dernier, il était élu pour six ans.

L'accusateur public avait pour fonctions (5) de poursuivre les délits sur les actes d'accusation admis par les premiers jurés. Il devait transmettre aux officiers de police toutes les plaintes ou dénonciations qu'il recevait et veiller à ce que chaque délit soit poursuivi. Mais il ne pou-

(3) Il faut dire tout de suite qu'aucun président n'a siégé aussi longtemps.

(4) Elles sont déterminées par la loi du 16 septembre 1791, 2^e partie, titre III.

(5) Elles sont définies par la loi du 16 septembre 1791, 2^e partie, titre IV.

vait de lui-même porter aucune accusation, sous peine de forfaiture. Enfin, l'accusateur public était le chef de tous les officiers de police du département, il avait mission de les surveiller et de leur infliger des sanctions en cas de faute de leur part.

Le Commissaire du roi était nommé à vie par le roi et ne pouvait être destitué que pour forfaiture; il ne devait faire partie d'aucune administration. Son costume était celui des juges, mais il ne portait pas la plume au chapeau, qui était relevé par un bouton et une ganse d'or.

Un décret des 17-23 septembre 1791 établissait un commissaire du roi spécial pour exercer ses fonctions près des Tribunaux criminels.

Un autre décret, des 20-22 octobre 1792, supprime les commissaires du roi et attribue leurs fonctions aux accusateurs publics. Ils sont pourtant rétablis quelque temps plus tard et prennent le titre de *commissaires du pouvoir exécutif*, ils deviendront *commissaires du Directoire exécutif* sous le Directoire, et conserveront sensiblement les mêmes fonctions.

Ces fonctions étaient assez curieuses et semblaient faire double emploi avec celles de l'accusateur public, c'est pourquoi les commissaires du roi ne survécurent pas aux tribunaux criminels (6). Elles étaient passives: le commissaire national devait, dans chaque procès criminel, prendre communication de toutes les pièces de la procédure et assister à « l'examen et au jugement ».

Il pouvait faire aux juges, au nom de la loi, toutes les réquisitions qu'il jugeait convenables, et il lui en était délivré acte. Mais si les juges ne suivaient pas ses réquisitions, en aucune manière, l'instruction et le jugement ne pouvaient être arrêtés ou suspendus. La seule ressource du commissaire national était alors de se pourvoir en Cassation après le jugement. Cela ne se produisit jamais devant le T.C.M.

(6) Loi du 16 septembre 1791, 2^e partie, titre V.

Il ne pouvait agir efficacement que dans un seul cas (7): « Si néanmoins quelque affaire de la nature de celles qui sont réservées au corps législatif étaient présentées au Tribunal criminel, le commissaire du roi sera tenu d'en requérir la suspension et le renvoi au corps législatif et le président de l'ordonner, à peine de forfaiture ». Cette confusion des pouvoirs ne se produisit jamais devant le T.C.M.

Le greffier enfin n'avait pas de fonctions différentes de celles d'un greffier actuel; il tenait la plume aux audiences, aux interrogatoires, écrivait et expédiait les jugements, etc... Il était élu à vie par les électeurs du département.



Au sujet de la compétence de chaque tribunal criminel, nous serons bref, nous réservant d'étudier plus spécialement la compétence du Tribunal criminel de la Meurthe.

Ratione loci, la compétence d'un tribunal criminel s'étendait par définition au département auquel il appartenait.

Mais si chaque Tribunal criminel connaissait en général des délits commis sur le territoire de son département, certaines affaires pouvaient lui échapper en vertu de la faculté d'option entre les tribunaux des deux départements les plus voisins, réservée à l'accusé dans certains cas déterminés: lorsque le jury d'accusation était celui du lieu où était établi le Tribunal criminel ou lorsque l'accusé était domicilié dans le district où siégeait le Tribunal criminel.

En retour, il pouvait juger des délits commis dans des départements voisins, et dont les auteurs avaient exercé leur droit d'option.

Enfin, le Tribunal de Cassation pouvait renvoyer à un Tribunal criminel des affaires déjà jugées par un autre tribunal.

(7) Loi du 16 septembre, 2^e partie, titre V, art. 4.

La compétence *ratione materiae* du Tribunal criminel se déterminait encore plus facilement.

En principe, il devait connaître de tous les crimes visés par le Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791.

La loi des 10-18 janvier 1792 invitait, en effet, chaque Tribunal criminel à « renvoyer devant les juges de police correctionnelle toutes les affaires qui, d'après la loi, seront de la compétence de ces juges » (8).

Nous verrons cependant que les juges criminels étaient amenés à appliquer les lois de police correctionnelle dans certains cas de « correctionnalisation » de crimes. En effet, si un délit forestier, par exemple, était toujours renvoyé aux juges correctionnels, il arrivait parfois qu'un meurtre soit qualifié homicide involontaire et jugé comme tel par les juges criminels, sans renvoi aux tribunaux correctionnels.

Nous reviendrons plus loin sur ce mécanisme de la « correctionnalisation » des crimes, qui remplaça efficacement le système des circonstances atténuantes, ignoré des lois criminelles révolutionnaires.

Enfin, la compétence *ratione materiae* du Tribunal criminel s'accrut par la suite dans des domaines que lui attribuèrent des lois spéciales postérieures aux codes, ainsi qu'en matière de délits d'ordre politiques, économiques ou militaires.

(8) Article 8, loi 19-18 janvier 1792.

II

**La création et l'organisation
du Tribunal Criminel de la Meurthe**

Après avoir étudié de façon générale les lois organisant la justice criminelle révolutionnaire, nous allons voir leur application dans le département de la Meurthe et comment le nouveau Tribunal succéda aux tribunaux de district dans la connaissance des affaires criminelles.

1° La création du Tribunal criminel de la Meurthe

Les Tribunaux criminels, furent constitués à des dates différentes dans chaque département, mais comprises néanmoins entre le 1^{er} janvier 1792 et le 31 mars de la même année (1). Le T.C.M. fut organisé dans les premiers: il jugea dès janvier 1792.

Mais son établissement n'avait pas été sans donner lieu à quelques difficultés.

Tout d'abord il fallait déterminer dans quelle ville du département de la Meurthe il siégerait. Dans la partie de la Lorraine qui forma le dit département, deux villes étaient en conflit et réclamaient chacune la faveur de devenir le siège des administrations départementales: Lunéville et Nancy.

Nancy, ville importante de 27.267 habitants, possédait la plupart des administrations (évêché, Parlement, etc...) et de nombreuses industries.

Lunéville, la ville de Stanislas avait 12.218 habitants, mais la mort du roi de Pologne, avait ruiné son prestige.

Lors du projet de division de la France en départements, Lunéville avait déjà demandé l'honneur de devenir le chef-lieu du département de la Meurthe, et voici à ce

(1) D'après SÉLIGMAN, *v. cit*, t. I, p. 457, le Tribunal criminel de la Seine fut constitué dans la première quinzaine de janvier 1792.

sujet la pétition qu'avait fait parvenir le Comité de Lunéville aux députés Grégoire et Regnault (2).

Nous avons vu que le plan de M. Thouret était de diviser le royaume en 80 départements de 324 lieues carrées chacun. Il nous semble que Lunéville, relativement à l'Alsace, à la ville de Metz et d'autres positions, doit tomber à peu près au milieu de l'un de ces départements et que la ville de Nancy tombera dans un coin (*sic*).

Alors il serait naturel que notre ville fut destinée à recevoir l'assemblée provinciale *et le tribunal qui sans doute sera créé dans chaque département*; c'est le plus grand bien du peuple de le mettre à la portée de ses besoins et de ses affaires. Toutes sortes de motifs militent d'ailleurs pour notre ville qui est très étendue, qui renferme des bâtiments considérables, et qui est privée de toutes ressources depuis la mort du roi de Pologne, tandis qu'on a réuni tous les avantages et toutes les douceurs sur la ville de Nancy: évêché, université, intendance, recettes générales, grande maîtrise des eaux et forêts, translation du chapitre à Bouxières, commerce immense, etc... On lui a donné tant de vertus attractives qu'elle a ruiné la nôtre; nos plus riches concitoyens sont allés et vont continuellement s'y établir; et ils ne sont remplacés que par une foule de malheureux qui nous accablent. Il ne paraît pas juste de réunir ainsi tous les avantages dans un seul point pour appauvrir les autres.

Malgré ces doléances, Lunéville dut se contenter d'un Tribunal de District. Quant aux autres administrations, elles furent toutes installées à Nancy.

Le Tribunal criminel de la Meurthe fut donc établi à Nancy. Quant aux locaux dans lesquels il devait être aménagé, ceux qui étaient occupés auparavant par l'Ancien Parlement de Lorraine étaient tout indiqués (3).



Nous n'avons rien à dire de spécial au sujet de la compétence *ratione materiae* du T. C. M., elle était celle de tout Tribunal criminel et nous en avons déterminé plus haut le domaine.

(2) Cité par BAUMONT, *Histoire de Lunéville*, p. 263.

(3) Nous en parlerons dans un chapitre suivant (2^e partie, chapitre III).

En ce qui concerne la compétence *ratione loci*, à part quelques renvois après Cassation (à peine une dizaine de cas) et l'exercice de la faculté d'opter par certains accusés (4 à 5 % des affaires), elle se limitait strictement au département de la Meurthe.

Comme la physionomie générale et les divisions internes de ce département n'existent plus aujourd'hui, nous avons cru bon de dresser le tableau suivant qui montre le ressort du T.C.M. et les juridictions qui en dépendent (Tribunaux de District et Justice de Paix cantonales).

Ce tableau est lui-même complété par une carte judiciaire et pénitentiaire du département de la Meurthe.

Ressort du Tribunal criminel de la Meurthe séant à Nancy

Le ressort du Tribunal criminel de la Meurthe s'étend sur le département de la Meurthe, d'une superficie de 310 lieues carrées et d'une population de 324.964 habitants (4), comprenant 9 districts, 69 cantons et 720 municipalités.

Voici les juridictions qui en dépendent :

TRIBUNAL DE DISTRICT DE NANCY

JUSTICE DE PAIX DE NANCY
(*Canton Nord*)

JUSTICE DE PAIX DE NANCY
(*Canton du Midi*)

JUSTICE DE PAIX DE NANCY
(*Canton du Levant*)

JUSTICE DE PAIX DE NANCY
(*Canton du Couchant*)

JUSTICE DE PAIX DE NANCY
(*Canton extra-muros*) :

Dommartemont, Essey-les-Nancy, Heillecourt, Houdemont, Jarville, Laxou, Malzéville, Maxéville, Pixérécourt, Saint-Max [*Max-la-Montagne*] (5), Tomblaine, Vandœuvre, Villers.

(4) D'après les Almanachs locaux de 1792.

(5) Les noms révolutionnaires des communes de la Meurthe sont placés entre crochets [...].

JUSTICE DE PAIX D'AMANCE :

Agincourt, Armaucourt, Bouxières-aux-Chênes [*Ecuelle*], Brin, Dommartin, Eulmont, Laitre, Lanfroicourt, Lay-Saint-Christophe, Moulins et Blanzey.

JUSTICE DE PAIX DE BUISSONCOURT :

Cercueil, Gellenoncourt, Haraucourt, Lenoncourt, Romémont, Saulxures.

JUSTICE DE PAIX DE CHAMPENOUX :

Erbéviller, La Neuvelotte, Pulnoy, Réméréviller, Seichamps, Velaine-sous-Amance.

JUSTICE DE PAIX DE CUSTINES [*Port-sur-Moselle*] :

Bouxières-aux-Dames [*Bouxières - au - Mont*], Bratte, Clévant, Faulx, Leyr, Malleloy, Moivrons, Montenoy, Villers-lez-Moivrons [*Villers-et-Rupt*].

JUSTICE DE PAIX DE FROUARD :

Champigneulles, Marbach, Pompey, Velaine-en-Haye.

JUSTICE DE PAIX DE PONT-SAINT-VINCENT [*Pont-la-Montagne*] :

Chaligny, Chavigny, Maron, Méréville, Messein, Neuves-Maisons, Richardménil.

JUSTICE DE PAIX DE ROSIÈRES :

Azelot, Burthecourt-aux-Chênes, Coyviller, Dombasle, Ferrières, Manoncourt-en-Vermois, Saffais, Tonnoy.

JUSTICE DE PAIX DE SAINT-NICOLAS [*Port-sur-Meurthe*] :

Art-sur-Meurthe, Bosserville, Fléville, Laneuveville-les-Nancy, Ludres, Lupcourt, Varangéville, Ville-en-Vermois, Gérardcourt.



TRIBUNAL DE DISTRICT DE BLAMONT

JUSTICE DE PAIX DE BLAMONT :

Ancerviller et Couvay, Barbas, Domèvre, Frémonville, Gogney, Halloville, Harbouey, Repaix, Verdental.

JUSTICE DE PAIX DE BADONVILLER :

Angomont, Brémenil, Fenneviller, Montreux, Neufmaisons, Neuville-les-Badonviller, Pexonne, Pierre-Percée, Saint-Maurice, Sainte-Pole, Vacqueville, Veney.

JUSTICE DE PAIX DE CIREY :

Bertrambois, Hattigny, Nonhigny, Parux, Petitmont, Raon-lez-Leau, Saint-Sauveur, Tanconville, Val-de-Bon-Moutier.

JUSTICE DE PAIX DE LEINTREY :

Amenoncourt, Autrepierre, Blémerey, Chazelles, Gondrexon, Reillon, Remoncourt, Saint-Martin, Veho, Xousse.

JUSTICE DE PAIX D'OGÉVILLER :

Brouville, Frémenil, Hablainville, Herbéviller, Merviller, Mignéville, Montigny, Pettonville, Reclonville, Reherrey, Vaxainville.

JUSTICE DE PAIX DE RÉCHICOURT :

Avricourt, Foulcrey, Gondrexange, Ibigney, Igney, La Haie-des-Allemands, Moussey, Richeval, Saint-Georges.



TRIBUNAL DE DISTRICT DE VIC

(District de Château-Salins)

JUSTICE DE PAIX DE MOYEN-VIC

(*Canton de Vic*) :

Burthécourt, Chambrey, Salival, Salonne, Vic.

JUSTICE DE PAIX D'ARRACOURT :

Athienville, Bathelémont - lez - Bauzemont, Bezange - la - Grande, Bures, Juvrecourt, Rechicourt-la-Petite, Xanrey.

JUSTICE DE PAIX DE BIONCOURT :

Aboncourt, Attiloncourt, Grémecey, Manhoué, Mazerulles, Moncel, Pettoncourt, Sornéville.

JUSTICE DE PAIX DE BOURDONNAY :

Bezange-la-Petite, Coincourt, Donnelay, Lagarde, Ley, Maizières, Marimont, Moncourt, Ommeray, Xures.

JUSTICE DE PAIX DE CHATEAU-SALINS [*Salins-Libre*] :

Amelécourt, Coutures, Fresnes-en-Saulnois, Gerbécourt, Lubécourt, Morville-lez-Vic, Puttigny, Vaxy.

JUSTICE DE PAIX DE DALHAIN :

Achain, Bellange, Bréhain, Burlioncourt, Château-Bréhain, [*Bréhain-Bas*], Château-Voué, [*La Montagne*], Dédeling, Haboudange, Hampont, Marthil, Obreck, Vannecourt.

JUSTICE DE PAIX DE DELME :

Ajoncourt, Alaincourt, Aulnois-sur-Seille, Craincourt, Donjeux, Faxe, Fonteny, Fossieux, Jallaucourt, Laneuveville-en-Saulnois, Lemoncourt, Liocourt, Malaucourt-sur-Seille, Oriocourt, Puzieux, Tincry, Viviers, Xocourt.

JUSTICE DE PAIX DE MARSAL :

Haraucourt-sur-Seille, Juvelise, Lezey, Saint-Médard.

JUSTICE DE PAIX DE LUCY :

Bacourt, Baudrecourt, Chenois, Chicourt, Fremery, Hannocourt, Juville, Lesse, Morville-sur-Nied, Oron, Prévocourt, Saint-Epvre, Villers-aux-Oies.



TRIBUNAL DE DISTRICT DE DIEUZE

JUSTICE DE PAIX DE DIEUZE :

Blanche-Eglise, Bourgalstroff et Bédestroff, Gélucourt, Guébestroff, Gueblange, Gureling, Guénestroff, Kerpriche-lez-Dieuze, Lindre-Haute, Mulcey, Tarquimpol, Vergaville, Steinbach, Zommange.

JUSTICE DE PAIX D'ALBESTROFF :

Altroff, Givrycourt, Hunskirich, Insming, Lening, Montdidier, Munster, Neufvillage, Rening, Torcheville, Vahl, Vasperviller, Vibersviller, Vittersbourg.

JUSTICE DE PAIX DE BASSING :

Bidestroff, Cutting, Domnon, Guinzeling, Insviller, Lohr, Lostroff, Loudrefing, Marimont-la-Haute, Molring, Nebing, Rorbach-lez-Dieuze.

JUSTICE DE PAIX DE CONTHIL :

Bénestroff, Bermering, Lidrequin, Lidrezing, Riche et Metzging, Rodalbe, Sotzeling, Virming, Vuisse, Zarbeling.

JUSTICE DE PAIX DE FÉNÉTRANGE :

Berthelming, Bettborn, Mittersheim, Nidersteinzel, Postroff, Romelfing, Saint-Jean-de-Bassel.

JUSTICE DE PAIX DE FRIBOURG :

Angviller, Assenoncourt, Azoudange, Bisping, Desseling, Guermange, Languimberg, Rhodes et Stock, Romécourt, Milbert.



TRIBUNAL DE DISTRICT DE LUNÉVILLE

JUSTICE DE PAIX DE LUNÉVILLE :

Chanteheux, Croismare [*Haudonviller*], Deuxville, Hériménil, Hudiviller, Lamath, Moncel, Rehainviller, Vitrimont, Xermaménil.

JUSTICE DE PAIX D'AZERAILLES :

Chénevières, Flin, Laronxe, Magnières, Moyen, Saint-Clément, Vathiménil.

JUSTICE DE PAIX DE BACCARAT :

Bertrichamps, Deneuvre, Fontenoy-la-Joute, Gélacourt, Glonville, La Chapelle, Thiaville.

JUSTICE DE PAIX DE BAYON :

Borville, Brémontcourt, Clayeures, Froville, Haigneville, Lorey, Loromontzey, Rozelieures, Saint-Boingt, Saint-Germain, Saint-Remy-aux-Bois, Velle-sur-Moselle, Villacourt, Virecourt.

JUSTICE DE PAIX DE BÉNAMENIL :

Burville, Domjevin, Embermenil, Laneuveville-aux-Bois, Manonviller, Marainviller, Mouacourt, Thiébauménil, Vaucourt.

JUSTICE DE PAIX DE BLAINVILLE-SUR-L'EAU :

Barbonville, Charmois, Damelevières, Domptail-en-l'Air, Einvaux, Haussonville, Landecourt, Méhoncourt, Mont, Romain, Vigneulles.

JUSTICE DE PAIX DE CRÉVIC :

Anthelupt, Courbesseaux, Drouville, Flainval, Maixe, Sommerviller.

JUSTICE DE PAIX D'EINVILLE :

Bauzemont, Bienville-la-Petite, Bonviller, Crion, Hénaménil, Hoéville, Parroy, Raville, Serres; Sionviller, Valhey.

JUSTICE DE PAIX DE GERBÉVILLER :

Essey-la-Côte, Frambois, Franconville, Firiviller, Haudonville, Mattexey, Moriviller, Remenoville, Seranville, Vallois, Vennezey.



TRIBUNAL DE DISTRICT DE PONT-A-MOUSSON

JUSTICE DE PAIX DE PONT-A-MOUSSON

Atton, Blénod, Jezainville, Loizy, Maidières, Montauville, Mousson, Sainte-Geneviève.

JUSTICE DE PAIX DE BELLEAU :

Autreville, Bezaumont, Landremont, Lixières, Millery, Morey [Trois-Montagnes], Serrières, Sivry, Ville-au-Val.

JUSTICE DE PAIX DE DIEULOUARD [*Scarpone*]

Belleville, Gezoncourt, Griscourt, Mamey, Martincourt, Rogéville, Saizerais, Villers-en-Haye.

JUSTICE DE PAIX DE FLIREY :

Beaumont, Bernécourt, Limey, Lironville, Manonville, Noviant-aux-Prés, Saint-Beaussant, Seicheprey.

JUSTICE DE PAIX DE MORVILLE-SUR-SEILLE :

Bouxières-sous-Froidemont, Champey, Eply, Les Ménils, Port-sur-Seille, Raucourt, Vittonville.

JUSTICE DE PAIX DE NOMÉNY :

Abaucourt, Arraye-en-Han, Chenicourt-sur-Seille, Phlin, Rouves, Thézey-Saint-Martin.

JUSTICE DE PAIX DE PAGNY-SUR-MOSELLE :

Arnaville, Bayonville, Fey-en-Haye, Norroy, Prény, Regniéville, Vandelainville, Vandières, Vilcey-sur-Trey, Villers-sous-Prény.

JUSTICE DE PAIX DE THIAUCOURT :

Bouillonville, Charey, Dommartin-la-Chaussée, Essey-et-Maizerais, Euvezin, Jaulny, Pannes, Rembercourt, Rémenauville-en-Haye, Viéville-en-Haye, Xammes.



TRIBUNAL DE DISTRICT DE SARREBOURG

JUSTICE DE PAIX DE SARREBOURG

Bebing et Rinting, Diane Capelle, Dolving, Grosselming, Haut-Clocher, Hoff, Imling, Kerprich-aux-Bois, Langatte, Reding, Sich et Kleineich.

JUSTICE DE PAIX DE LIXHEIM :

Bickenholtz, Bourscheid, Brouviller, Fleisheim, Hellering, Hérange, Hilbesheim, Metting, Obersteinzel-Sareck, Sarraltroff, Schalbach, Veckersviller, Vieux Lixheim.

JUSTICE DE PAIX DE LORQUIN :

Abreschwiller, Aspasch, Barchain, Fraquelfing, Héming, Hermelange, Hertzig, Hesse, Lafrimbole, Landange, Laneuveville-lez-Lorquin, Les Métairies-de-Saint-Quirin, Lettenbach, Neuf Moulin, Niderhoff, Saint-Quirin [*Vérité-Cœurs-Francis*], Voyer, Xouaxange.

JUSTICE DE PAIX DE NIDERVILLER :

Arscheviller, Buhl, Riberskirch, Brouderdorff, Guntzviller, Hartzviller, Hommarting, Plaine-de-Valsche, Saint-Louis [*La Montagne*], Schneckenbusch, Trois-Fontaines.

JUSTICE DE PAIX DE PHALSBURG [*Fort-Français-Roc-Ferme*]

Berling, Danne-et-Quatre-Vents, Dannelbourg, Hangeviller, Henridroff, Lutzembourg, Mittelbronn, Saint-Jean-Courtzerode, Valtembourg, Veschein, Vilsberg, Vintersbourg, Zilling.

JUSTICE DE PAIX DE WALSCHEID :

Dabo et Schaeferhoff, Garrebou, Harreberg, Hazelbourg, Hommert, Hültenhausen.



TRIBUNAL DE DISTRICT DE TOUL

JUSTICE DE PAIX DE TOUL :

La Ville de Toul et ses faubourgs.

JUSTICE DE PAIX D'ALLAMPS :

Bagneux, Barisey-au-Plain, Barisey-la-Côte, Gibeauveix, Houselmont, Mont l'Etoit, Saulxures-lesVannes, Uruffe, Vannes-le-Châtel.

JUSTICE DE PAIX DE BICQUELEY :

Bainville-sur-Madon, Maizières-lez-Toul, Moutrot, Ochey, Pierre-la-Treiche, Sexey-aux-Forges.

JUSTICE DE PAIX DE BLÉNOD :

Bulligny, Charmes-la-Côte, Crézilles, Gye, Mont-le-Vignoble.

JUSTICE DE PAIX DE FONTENOY :

Aingeray, Chaudeney, Dommartin-lez-Toul, Gondreville, Sexey-les-Bois, Villey-le-Sec [*Villey-la-Montagne*].

JUSTICE DE PAIX DE FOUG :

Choloy et Val-de-Passey, Dongermain, Ecouves et Grandménil, Lay-Saint-Remy, Ménillot.

JUSTICE DE PAIX DE JAILLON :

Avrainville, Francheville, Liverdun, Rosières-en-Haye, Tremblecourt, Villey-Saint-Etienne [*Villey-sur-Moselle*].

JUSTICE DE PAIX DE LUCEY :

Boucq, Bruley, Lagny, Laneuveville-derrière-Foug, Pagny-derrière-Barrine, Trondes.

JUSTICE DE PAIX DE ROYAUMEIX [*Libremeix*]

Andilly, Ansauville, Bouvron, Domèvre-en-Haye, Grosrouvres, Hamonville, Mandres-aux-Quatre-Tours, Manoncourt-en-Woëvre, Ménil-la-Tour, Minorville, Sanzey.



TRIBUNAL DE DISTRICT DE VÉZELISE

JUSTICE DE PAIX DE VÉZELISE

Chaouilly, Clérey, Etrevail, Forcelles-Saint-Gorgon, Goviller, Hammeville, Houdreville, Lalœuf [*Unité*], Ognéville, Omelmont, Quevilloncourt, Thorey, Vitrey, Vroncourt.

JUSTICE DE PAIX DE COLOMBEY :

Allain-aux-Bœufs, Crépey, Dolcourt, Germiny, Selaincourt, Thuilley-aux-Groseilles.

JUSTICE DE PAIX DE FAVIÈRES :

Battigny, Gélaucourt, Gémonville, Saulxerotte.

JUSTICE DE PAIX DE CRAON [HAROUÉ]

Affracourt, Bralleville, Crantenoy, Gerbécourt et Haplemont, Germonville, Lemainville, Ormes-et-Ville-sur-Madon, Tantonville, Vaudeville, Vaudigny, Xirocourt.

JUSTICE DE PAIX DE CHAUMONT-SUR-MOSELLE
[Neuviller-sur-Moselle]

Bainville-aux-Miroirs, Benney, Crevéchamps, Grippont, Lancu-
veville-devant-Bayon, Lebeuville, Lemesnil-Mitry, Mangonville,
Roville-devant-Bayon, Saint-Remimont et Herbémont.

JUSTICE DE PAIX DE PULLIGNY :

Autrey, Ceintrey, Frolois [*Acraigne*], Houdelmont, Marthemont,
Parey-Saint-Césaire [*Parey-la-Montagne*], Pierreville, Thélod,
Viterne, Voinémont, Xeulilly.

JUSTICE DE PAIX DE VANDELÉVILLE :

Aboncourt-en-Vosges, Beuvezin, Courcelles, Fécocourt, Grimon-
viller, Pulney, Tramont-Emy, Tramont-Lassus, Tramont-Saint-
André.

JUSTICE DE PAIX DE VAUDÉMONT :

Bouzainville, Diarville, Dommarie-Eulmont, Forcelles-sous-
Gugney, Fresnes-en-Santois, Gugney, Housséville, Jevoncourt,
Praye, Saint-Firmin, Saxon-Sion, They-sous-Vaudémont.

Le siège du T.C.M., les bâtiments qu'il allait occuper, son ressort, ainsi déterminés, il fallait maintenant recruter son personnel.

2° Les premières élections et nominations des magistrats

Les magistrats révolutionnaires et ceux du T.C.M. ne dérogent pas à la règle de l'élection des juges.

Les membres du T.C.M. étaient élus par l'Assemblée électorale du Département. Les opérations du scrutin se déroulaient en suivant les mêmes modalités que pour les autres élections, politiques ou administratives.



Les seuls membres permanents élus du T.C.M. étaient le Président, l'accusateur public, le Greffier-chef. Aussi les électeurs de la Meurthe furent-ils convoqués pour procéder à ces élections, en même temps d'ailleurs que celle de l'évêque, le 8 mai 1791. Voici le procès-verbal de ces élections (6):

ASSEMBLÉE ÉLECTORALE DU DÉPARTEMENT

Deuxième élection de l'évêque

Election des membres du Tribunal criminel (8-12 mai 1791)

Les électeurs, convoqués par le procureur général Lelorrain, à Nancy pour le 8 mai 1791, se réunirent à l'église cathédrale, au jour fixé, à 7 heures du matin et assistèrent à une messe solennelle du Saint-Esprit. L'assemblée électorale fut présidée par François Papillier, maire de Belleville, doyen d'âge, et elle eut comme scrutateurs provisoires Claude Souchotte, marchand à Pont-Saint-Vincent; Jean-Joseph Lambert de Bouvron, chevalier de Saint-Louis, maire de Rozières; Jacques Maurice, cultivateur, maire de Sotzeuling; M. Charvet, commissaire du Roi près le Tribunal du district de Pont-à-Mousson, fut désigné par le président comme secrétaire et agréé par l'assemblée.

Le procureur général donne lecture des pièces relatives à la convocation de l'assemblée et l'assemblée passe à la désignation de son président. Le scrutin auquel prennent part 352 votants ne donne aucun résultat. Un second tour a lieu dans l'après-midi et, cette fois-ci, M. Charles-Alexandre-Hubert Charvet, secrétaire provisoire, réunit 315 suffrages sur 376 exprimés et il accepte ces fonctions.

On passe à l'élection du secrétaire et le scrutin, dépouillé le lendemain 9 mai à 7 heures du matin, donne 211 voix sur 347 votants à Claude Gérard, homme de loi, procureur de la ville de Toul. Le Président et le Secrétaire prêtent le serment exigé par la loi. On passe à l'élection des scrutateurs définitifs; chaque électeur, avant de déposer son bulletin dans l'urne, prête individuellement le serment conforme à la formule qui a été écrite en gros caractères sur un tableau placé à côté de l'urne. Le scrutin, dépouillé dans la séance de l'après-midi, a pour résultats. Votants: 373, M. de Chatillon, 199

(6) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle. — L. 201, cité par PFISTER, *Les Assemblées Electorales dans le Département de la Meurthe*.

voix ; Mallarmé, électeur de Pont-à-Mousson, 103 ; Petitjean, receveur du district de Toul, 74 ; lesquels sont proclamés scrutateurs à la pluralité relative ; viennent ensuite M. de Foissac, 52 ; Cognel, 57, Benoist, l'ainé de Lunéville, 30, lesquels sont nommés scrutateurs adjoints.

Le bureau provisoire cède la place au bureau définitif ; et après un incident soulevé par M. Carez, électeur de Toul, à propos de l'indemnité des électeurs, on passe à un premier tour de scrutin pour l'élection de l'évêque.

.....

(LALANDE, ci-devant oratorien, est élu évêque le 10 mai au second tour de scrutin).

.....

L'assemblée électorale a terminé la première partie de sa tâche. Elle décide de demeurer à la cathédrale pour nommer les membres du tribunal criminel, et elle procède à la nomination du président de ce tribunal dès l'après-midi du 10. Un premier tour de scrutin (305 votants) ne donne aucun résultat. L'Assemblée décide de proclamer l'évêque élu le lendemain matin conformément à la constitution civile du clergé.

Cette proclamation eut lieu en effet le 11 mai.

.....

On reprit ensuite la séance pour l'élection des membres du Tribunal criminel. Est élu président, sur 382 votants :

MENGIN, homme de loi, administrateur du département, électeur de Lunéville : 206 voix.

André Thomassin, juge de paix à Nancy, en a obtenu 144. 393 électeurs votèrent pour le poste d'accusateur public et le scrutin fut dépouillé l'après-midi du 11. Est élu :

Joseph ANDRÉ-THOMASSIN, homme de loi, juge de paix à Nancy, 202 voix.

Sirejean, homme de loi, faisant provisoirement les fonctions d'accusateur public près le tribunal de district de Nancy, a groupé 172 voix.

A ce moment se présentent les jeunes amis de la Constitution, lesquels sont venus offrir, l'hommage de leur dévouement à la patrie et ont présenté au corps électoral l'expression pure et touchante qu'inspire à leur jeune âme le bienfait de la régénération publique. M. le président leur a témoigné, au nom de l'assemblée, la satisfaction qu'elle éprouvait à voir germer dans leurs cœurs l'amour de la vertu et de la liberté.

On passa à l'élection du greffier du Tribunal criminel. Le premier tour (397 votants), ne donne aucun résultat. Au second tour, sur 293 votants, est élu :

Claude GÉRARD, homme de loi, procureur de la commune de Toul, 211 voix.

Le 12 mai, l'assemblée, dans sa réunion du matin, adopta le projet d'une lettre au ministre de l'intérieur à propos de l'indemnité des électeurs ; l'après-midi, après lecture du dernier procès-verbal, le président prononça la dissolution.

Comme il est aisé de s'en rendre compte, les élections se passèrent dans le calme le plus complet. Il n'en fut pas ainsi dans beaucoup d'autres départements où les passions s'affrontèrent souvent avec violence. Aussi, l'administration centrale du département de la Meurthe est-elle une des rares à pouvoir se féliciter de la tranquillité et du bon esprit qui ont présidé aux élections des juges (7) :



Les trois autres juges qui devaient composer le T.C.M. étaient choisis, selon la loi, parmi les juges des tribunaux de district, le président excepté. Chaque tribunal de district déléguait un juge. Il y en avait donc neuf pour le département de la Meurthe ; parmi eux, il en était choisi trois.

Lors des débuts du T.C.M., ce furent :

Charles-Henri-Louis LAPLANTE, juge au Tribunal de district de Blâmont ;

Jean-Victor CORDIER, ancien notaire, juge au Tribunal de district de Toul ;

André-Elie GALLOT, homme de loi, juge au Tribunal de district de Pont-à-Mousson.



Comme il l'a été dit plus haut, un seul membre du T.C.M., le Commissaire du Roi, était nommé par le pou-

(7) SÉLIGMANN, *op. cit.*, t. I, p. 153.

voir exécutif. Le roi porta son choix sur Charles-François-Xavier THIERIET de Luyton, ancien substitut au Parlement de Nancy et ancien maire de cette ville.



Le personnel du T.C.M. devait se compléter par des fonctionnaires subalternes nommés par le Tribunal lui-même.

Il en fut ainsi pour POIROT et FRANÇOIS, commis-greffiers nommés le 13 février 1792, et pour BUREAU et VOIRIN, huissiers, nommés le 9 janvier 1792.



Enfin, à ces magistrats devait s'adjoindre le jury. Choisis et convoqués selon les formes prescrites par les lois, les jurés meurthois furent en état de siéger dès le milieu de janvier 1792.

Ainsi constitué, le T.C.M. se mit aussitôt au travail; dès le 14 janvier 1792, il rendait des jugements (affaire Laurent) (8).

De ce point de vue, le T.C.M. était bien en avance sur ceux des autres départements. Le Tribunal de la Seine ne commença un travail sérieux que le 15 février 1792 (9), celui de l'Hérault n'entra en fonction que fin janvier (10), celui de la Moselle, le 13 mars 1792.

3° L'installation officielle du Tribunal criminel de la Meurthe

Avant de commencer ses fonctions, la loi réclamait que le T.C.M. fût installé officiellement par les corps administratifs. Cette cérémonie eut lieu le 9 janvier 1792.

(8) Voir 3^e partie, chapitre II, affaire n° 2.

(9) SÉLIGMANN, t. I, p. 459.

(10) SÉLIGMANN, t. I, p. 462.

Mieux qu'une froide description, le procès-verbal suivant, extrait du registre des délibérations de la Commune de Nancy, montrera bien les formalités de cette installation et l'ambiance au milieu de laquelle elle fut effectuée, en particulier le ton des discours prononcés par les autorités.

Nous citons le texte intégralement (11):

« Ce jourd'hui neuf janvier mil sept cent quatre vingt-douze, jour fixé pour l'installation du Tribunal criminel, le Conseil Général de la commune, assemblé à dix heures du matin conformément à sa délibération du six de ce mois, s'est rendu accompagné d'un détachement de la garde nationale et précédé des commissaires de police et appariteurs, à la salle du conseil du cy-devant Parlement où il a trouvé les membres du nouveau tribunal réunis.

De la Salle du Conseil, les membres du Conseil Général se sont rendus en celle de l'auditoire et y ont occupé le siège.

Les juges introduits dans l'intérieur du Parquet, le Procureur de la commune après avoir analysé succinctement les avantages des jurés, a terminé en disant: « Hâtons nous de faire jouir nos concitoyens d'un établissement si précieux, que dès ce jour l'innocent ne tremble plus d'être soumis à l'action des tribunaux, que dans sa conscience et la publicité de l'instruction, que dans l'équité de ses égaux, de ses pairs qui doivent prononcer et dans les lumières des juges choisis par le Peuple pour appliquer la loi, désormais ils ne craignent plus d'être victimes des infidélités ou des mépris de la Justice ».

Ce discours fini, il a requis que vu la provision et les procès-verbaux d'élection, Nicolas-Antoine Mangin, élu par les Electeurs du Département de la Meurthe, Président du Tribunal criminel, Pierre-Joseph André-Thomassin, accusateur public, et Claude Gérard greffier soient admis à prêter le serment prescrit aux fonctionnaires publics, qu'il leur soit donné acte de leur prestation, que le Tribunal soit ensuite installé et qu'au nom du Peuple il soit juré de porter respect et obéissance au Tribunal et à ses juges.

M. le Maire, avant de recevoir le serment, a dit:

« L'assemblée Nationale a renouvelé les ressorts du gouvernement français et substitué partout aux formes bizarres de l'arbitraire la juste et suprême loi de la raison éternelle et de la volonté générale. Il manquait encore à la sûreté des citoyens et au bon

(11) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle. Série L v, extrait d'une liasse de papiers divers concernant le T.C.M.

repos de la société, l'institution des jurés et l'établissement des tribunaux criminels, nous allons jouir enfin de ce nouveau bienfait qui devait couronner le grand œuvre de la constitution.

« Quelles étaient barbares ces anciennes institutions qui se jouant de l'état du citoyen et même de la conscience des juges, faisaient taire les preuves les plus certaines devant des formules beaucoup plus ingénieuses adaptées à toutes les circonstances, qui traitaient les accusés ou les prévenus avec autant de dureté que s'ils eussent été condamnés, enfin le criminel n'adressera les reproches qu'à lui-même, arrêté par les officiers de Relève, accusé par ses premiers juges, convaincu par ses pairs, puni par ceux qui sont choisis par le peuple et délégués par la loi, il ne sera condamné qu'après toutes les épreuves qui peuvent le mieux déterminer la certitude ; on peut même dire qu'il ne cessera point d'être libre, toujours indépendant des hommes, il fléchira seulement sous l'empire invariable de la loi et les juges sauront encore respecter l'homme, même en punissant le coupable ».

M. le Maire a ensuite prononcé la formule du serment qui suit :

« Vous jurez et promettez de maintenir de tout votre pouvoir la Constitution du Royaume décrété par l'Assemblée nationale constituante aux années mil sept cent quatre vingt-neuf, mil sept cent quatre vingt-dix et mil sept cent quatre vingt-onze, d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roy et de remplir avec impartialité les fonctions de leurs offices ».

Après ce serment, chaque membre du Tribunal a prononcé « Je le jure ».

Les membres du conseil général de la commune, descendus dans le Parquet, ont installé les juges ; ceux-ci occupant le siège se sont couverts et le président a prononcé un discours dans lequel il a exprimé son vœu de faire tout ce qui dépendra de lui et de ses collègues pour que les accusés jouissent des avantages de ce nouveau tribunal ; que les fonctions redoutables dont il était chargé, ne devaient faire craindre que les coupables et calmer les craintes de l'innocence, parce que le zèle du Tribunal saura toujours les distinguer.

Ce discours fini, M. le Maire a prononcé, au nom du Peuple, l'engagement de porter au Tribunal et à ses jugements le respect et l'obéissance que tout citoyen doit à la loi et à ses organes.

Ensuite la séance a été levée et M. le Président a annoncé que le Tribunal la reprendrait dans un moment.

L'instant d'après, MM. les juges étant remontés sur le siège, le conseil général et le peuple ont vu avec la plus grande satisfaction

que Charles François Xavier Thieriet, maire de Nancy, ait été nommé par le Roy, son commissaire près de ce Tribunal.

Le greffier a lu les provisions de ce commissaire.

Après cette lecture suivie d'un discours du commissaire du roy, il a requis l'enregistrement de ses provisions et a prêté le serment.

La séance ayant été levée, MM. du Tribunal criminel ainsy que le Conseil général de la commune sont rentrés en la chambre du Conseil ; de là les membres du Conseil général ont été reconduits jusque sur l'escalier par MM. du Tribunal et se sont rendus en la maison commune, où le présent procès-verbal a été rédigé et il a été arrêté qu'il serait présenté à MM. du Tribunal par le Secrétaire-greffier qui serait invité à le signer.

fait et arrêté au Conseil général de la commune les an, jour avant dits ; signé Thieriet, maire, Mengin, Président du Tribunal, André, accusateur public, Gérard, secrétaire du Tribunal et Nozan, secrétaire greffier ».

Ainsi officiellement installé, le T.C.M. allait entrer effectivement en fonctions et juger les criminels du département.

4^e La liquidation du passé - La première audience

Il n'y a pas eu de transition entre les Tribunaux de district jugeant criminellement et le T.C.M. Les premiers devaient, en effet, terminer les affaires en cours, le T.C.M. n'ayant à s'occuper que des crimes nouvellement commis.

Le T.C.M. a cependant été assailli, au début de sa formation de nombreuses demandes émanant de victimes des abus de la Justice sous l'Ancien régime ou de cas remontant à une époque antérieure à 1790 et non soumis aux Tribunaux de district. Suivant une procédure spéciale, le T.C.M. prononça alors quelques jugements de commutation de peine ou de réhabilitation (12).

Ainsi Pierre Messenger de Lunéville, forçat n° 27.210 à Brest, condamné aux galères à perpétuité en 1773 pour vol par arrêt prévotal du Tribunal de Vézelize, demande et obtient une réduction de peine.

(12) Il existe aux Archives Départementales, dans les papiers divers du T.C.M., quelques liasses contenant de semblables procédures.

De même Pierre Mahut, de Lunéville, condamné par le Tribunal de Bailliage de Lunéville en 1789, se voit bénéficier d'une remise de peine.



Le T.C.M. ne devant connaître que des crimes nouvellement commis, on conçoit qu'il ne fut pas, à ses débuts, surchargé d'affaires. Il fallait, en effet, un certain temps pour en mener à bien l'instruction.

Une seule affaire fut jugée en janvier 1792, deux en février, trois en mars, deux en avril, deux en mai, six en juin, six en juillet, six en septembre, etc...

La première audience effective du T.C.M. eut lieu le 14 janvier 1792. Pour la première fois dans la Meurthe, le public était admis à suivre les débats d'un procès criminel. Ce dut être un événement à Nancy et il est à supposer que les curieux étaient venus nombreux se rendre compte du fonctionnement de la nouvelle juridiction.

Cette première affaire était pourtant bien banale : les deux accusés, Laurent d'Haguenau et Karré, de Sainte-Odile, avaient volé du linge dans une maison ; ils furent condamnés à 14 ans de fers chacun.

Puis le T.C.M. continua son œuvre de Justice au milieu des événements de la Révolution. C'est pourquoi, avant de clore ce chapitre, nous allons dire quelques mots de l'histoire du T.C.M. pendant la période révolutionnaire.



III

Le Tribunal Criminel de la Meurthe à travers les événements de la Révolution

Nous n'avons pas la prétention de faire au jour le jour l'histoire du T.C.M. de 1792 à 1799.

Nous voulons simplement mettre en relief les principaux événements politiques de la Révolution dont les conséquences se sont fait sentir aussi bien sur l'organisation, que sur la composition du T.C.M.

1. — La crise du 10 août 1792 et ses conséquences

Le premier événement politique qui affecta le T.C.M. fut la crise du 10 août 1792, qui marque le renversement de la Monarchie française.

Le soir de cette mémorable journée, DANTON était nommé ministre de la Justice.

Dès le 15 août, un décret supprimait les Commissaires du roi près les Tribunaux criminels; ils furent remplacés par des Commissaires provisoires du pouvoir exécutif qu'étaient chargés de nommer les conseils généraux de département. Il en fut ainsi au T.C.M. et cette substitution ne fut pas sans créer quelques difficultés. Le 24 août, en effet, il fut impossible de procéder à l'interrogatoire de deux inculpés, le Commissaire du roi étant suspendu et le Commissaire national n'étant pas encore nommé.

Un jugement du lendemain, rendu en Chambre du Conseil (1) ordonne que le Commissaire du Roi continuera ses fonctions jusqu'à la prochaine nomination du Commissaire national, « parce que le défaut de ces fonctions dont le remplacement serait très difficile, nuirait considérablement à la chose politique et qu'au surplus le Tribunal ne peut rendre trop d'hommage au zèle et à l'activité du Commissaire actuel ».

(1) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle. Série L v, papiers divers du T.C.M.

Après le 10 août, beaucoup de juges, comme beaucoup de fonctionnaires, furent suspects de non-patriotisme. C'est pourquoi les 22-25 septembre 1792, la Convention rendit un décret relatif au renouvellement des corps administratifs municipaux et judiciaires. En voici le texte :

La Convention nationale décrète que les corps administratifs, municipaux et judiciaires, les juges de paix et leurs greffiers, seront renouvelés en entier, sauf la faculté de réélire ceux qui auront bien mérité de la patrie ;

Déclare que le peuple a le droit de choisir ses juges indistinctement parmi les citoyens ; décrète que les renouvellements faits par les corps électoraux et les assemblées primaires dans les corps administratifs, municipaux et judiciaires seront confirmés.

Ainsi donc, l'innovation la plus importante de ce décret était de laisser le peuple libre de choisir ses juges indistinctement parmi tous les citoyens (2).

Par un autre décret des 19-20 octobre 1792, la Convention décida que les corps électoraux devront se réunir le 11 novembre pour élire les nouveaux juges. L'assemblée électorale devait se tenir au chef-lieu du district qui suit dans l'ordre officiel celui où eurent lieu les élections des députés de la Convention.

Les opérations de scrutin eurent donc lieu dans le département de la Meurthe à la date indiquée, à Blâmont. Comme nous l'avons fait auparavant nous tenons à reproduire le procès-verbal de ces élections, dont le cérémonial est quelque peu différent des précédents :

ASSEMBLÉE ÉLECTORALE DU DÉPARTEMENT

Nomination du procureur général du directoire et des administrateurs du département, des MEMBRES DU TRIBUNAL CRIMINEL et d'un juge suppléant au tribunal de cassation.

(Blâmont : 11-17 novembre 1792).

Le 11 novembre 1792, l'an 1^{er} de la République, à 9 heures du matin, le corps électoral du département s'est assemblé à Blâmont dans la ci-devant église des Capucins pour procéder, en exécution

(2) SÉLIGMANN, *op. cit.*, t. II, p. 360.

du décret de la Convention du 19 octobre dernier, au renouvellement du corps administratif et du tribunal criminel du département.

La séance est ouverte par Dominique Maître, curé d'Einville, doyen d'âge, président; François Gapère, maire de Moyen, Joseph Vincent, de Baccarat, Christophe Planchenault de Lunéville, scrutateurs provisoires; Pierre Collombel de Pont-à-Mousson, est appelé pour faire les fonctions de secrétaire.

.....

On passa à l'élection du président; le premier tour de scrutin (356 votants) ne donne aucun résultat. Le président annonce que Jean-Baptiste Febvé et Pierre Collombel avaient le plus de voix et que le second tour de scrutin n'aurait lieu qu'entre eux deux; ce scrutin dépouillé, Pierre Collombel est proclamé président par 200 voix sur 348 votants.

A 2 heures, on commence l'appel nominal pour l'élection du secrétaire. Au premier tour, Victor-Nicolas Mourer est élu par 378 voix sur 410 votants. Président et secrétaire prêtent le serment de liberté et d'égalité et de remplir fidèlement les fonctions qui viennent de leur être confiées. Le même serment est fait individuellement par les membres de l'assemblée entre les mains du président

Le corps municipal de Blâmont est introduit; il exprime à l'assemblée la joie que la cité éprouve à la posséder dans son sein; il l'informe que les citoyens de Blâmont destinent cette journée à célébrer le succès des armées de la République en Savoie et en Allemagne, à se réjouir de l'expulsion des despotes et de leurs satellites hors du territoire de la France et qu'à cette occasion il sera chanté sur la place de la Liberté l'hymne national; le corps électoral est invité à honorer la fête de sa présence. Cette invitation est accueillie par des acclamations universelles.

Le corps électoral, après avoir partagé les plaisirs de cette fête et confondu ses sentiments avec les transports civiques que les citoyens de Blâmont ont fait éclater, reprend la continuation de ses opérations.

Un membre demande la parole et dit que les événements semblent se multiplier cette journée; que, pour faciliter à l'assemblée les moyens de développer tous les sentiments affectueux, il vient de passer en cette ville une troupe de prisonniers hessois qui ont lutté en faveur des tyrans coalisés contre la liberté française; que le nom français a toujours été aussi cher à ses ennemis vaincus que terrible dans les combats; que cette générosité ne peut qu'acquérir une activité plus étendue depuis que le peuple français fait éprouver les besoins de la fraternité aux nations étrangères. Il finit par proposer d'envoyer à ces prisonniers un don pécuniaire pour leur soulagement.

Aussitôt, tous les membres de l'Assemblée se sont portés à l'envi sur le bureau pour y déposer leurs offrandes qui ont été recueillies par le citoyen Raphaël Maus. Le président l'a chargé de se rendre au nom de l'assemblée près des prisonniers et de leur porter le produit de sa bienfaisance.

L'assemblée passe à l'élection des trois scrutateurs par la voie de scrutin de liste simple. Sur 409 votants sont élus Antoine Willemin (161 voix), Jean-Baptiste Febvé (114) Dominique Jacob (60), Raphaël Maus, Nicolas Rollin et Charles Regnault, qui ont obtenu ensuite le plus de voix, sont nommés suppléants.

Le 12 novembre, à 8 heures du matin, les scrutateurs et leurs suppléants prêtent entre les mains du président le serment de s'acquitter fidèlement de leurs fonctions et de garder le secret du scrutin. Le président annonce que, conformément au décret du 19 octobre, l'assemblée doit procéder d'abord à l'élection du procureur général syndic.

L'élection du procureur général syndic a lieu ; puis celle des huit administrateurs qui doivent former le directoire du département, celle des vingt-huit administrateurs du conseil du département.

.....

Le 16 novembre :

A 2 heures, on procède au renouvellement du tribunal criminel par la voie du scrutin individuel. Pour la place de président est nommé sur 418 votants :

Jean-Baptiste FEBVÉ, juge de paix à Nancy, 222 voix.

Pour la place d'accusateur public, sur 404 votants :

ANDRÉ, accusateur sortant, 332 voix.

Pour la place de greffier, à l'unanimité des voix :

GÉRARD, greffier actuel.

Ces élections sont proclamées aux applaudissements de l'Assemblée (3).

Il est intéressant de remarquer que rien ne s'opposant à ce que les juges fussent choisis en dehors des hommes de loi, les électeurs meurthois élirent des citoyens appartenant à la même classe sociale qu'auparavant, juristes pour la plupart ou ayant une grande connaissance des affaires (4).

(3) Cité par PFISTER, *Les Assemblées électorales du département de la Meurthe*.

(4) A. TROUX, *La vie politique*, t. I, p. 137.

Le nouveau Tribunal criminel fut installé par le Conseil général de Nancy le 29 novembre 1792, à dix heures du matin, suivant un cérémonial identique à celui de la première installation : le Conseil général étant monté sur le siège et les nouveaux élus placés au parquet, le Maire Duquesnoy prit la parole, après qu'il fut donné lecture du procès-verbal des élections :

« Le Maire a adressé aux citoyens un discours dans lequel il a développé les avantages qu'on devait attendre des juges amis dès lors de la liberté et de l'égalité, et dont la conduite n'a jamais été chancelante » (5).

Les nouveaux élus prêtèrent alors serment et montèrent sur le siège. Le Maire, au nom du Peuple, jura de porter respect et obéissance au Tribunal et à ses juges.

« Après ce serment, le Président du Tribunal prenant la parole a fait sentir la différence des anciens tribunaux avec les nouveaux ; que les premiers, par des formes ingénieuses, faisaient taire les preuves les plus certaines ou bien en faisaient naître à raison des circonstances ou des individus accusés, en sorte qu'un coupable de qualité trouvait grâce auprès du despote ou des juges, tandis qu'un opprimé subissait souvent un supplice qu'il n'avait pas mérité » (6).

Après le renouvellement du 10 août, le T.C.M. se trouve transformé plus dans son esprit que dans sa composition. On y retrouve la plupart des anciens juges, mais sans aucun doute leur réélection n'a été justifiée que par leur adhésion pleine et entière aux nouveaux principes de la République.

Pour bien montrer cet état d'esprit, nous citerons ces paroles du citoyen Jordy, président de la Petite Société populaire de Saint-Quirin, prononcées après le renouvelle-

(5) Procès-verbal de l'installation du T.C.M. le 29 novembre 1792. Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, Série L v, papiers divers du T.C.M.

(6) Ce discours du Président Febvé est reproduit intégralement dans *Le Journal de Nancy et des Frontières*, n° du 2 décembre 1792.

ment du Tribunal de district de Sarrebourg, et qui s'appliquent bien ici :

« Les Tribunaux cessent dès lors d'être entre les mains de gens qui sous couvert des bienfaits du nouveau régime, en étaient les ennemis acharnés, levaient insolemment l'étendard de l'incivisme et faisaient servir leur autorité à étouffer le patriotisme » (7).

2. — Les représentants en mission et le T.C.M. de 1793 à 1795

Les représentants, que la Convention envoyait en mission dans les départements, jouèrent un grand rôle dans la composition du T.C.M.

Malgré le système électif, ils nommaient ou destituaient à leur gré les membres du Tribunal, lorsque les opinions politiques de ces derniers n'étaient pas au goût du jour.

Ces agissements commencèrent avec la mission Anthoine-Levasseur, en mars 1793. C'est le début de la Terreur. Nous ne voulons pas énumérer toutes les transformations subies par le T.C.M. dans son personnel à cette époque. Le chapitre suivant, qui étudie la vie de chaque juge, montre suffisamment combien nombreux furent ceux qui perdirent leur place pendant la Terreur, ou furent même arrêtés.

Il en fut de même au cours des missions des autres représentants, en particulier pendant celle de Faure (fin de 1793). Son œuvre la plus originale en matière judiciaire fut la création du Tribunal révolutionnaire de Nancy (18 novembre 1793) : les membres en furent nommés par lui et il évita à dessein de les prendre parmi ceux du T.C.M. Seul, le greffier Gérard devint accusateur public du nouveau tribunal (8).

(7) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle. L. 2120, cité par M. A. TROUX, *La vie politique...*, t. I, p. 137.

(8) A. TROUX, *op. cit.*, t. II, p. 194, sq.

Au T.C.M., Faure destitua le Président Febvé et l'accusateur public André, qu'il remplaça respectivement par Willemin et Barotte.

Le représentant Bar, en janvier 1794 (9), « nettoya » toutes les administrations; il remit Febvé à la tête du T.C.M. et nomma Mouton accusateur public. On ne consulte même plus les électeurs.

Puis le 9 thermidor arrive. Le représentant Michaud (août-septembre 1794), malgré une réorganisation complète des administrations, conserve telle la composition du T.C.M. (Febvé - Mouton) (10).

Genevois enfin, en décembre 1794, nomme Willemin, puis Régnier, président du T.C.M., et replace André au poste d'accusateur public. Les électeurs ratifieront ces nominations sans se faire prier (11).

Mais la grande tourmente de la Terreur est passée. La Convention est à son déclin, on va revenir à des procédés plus légaux de nomination.

Le T.C.M., tranquille désormais quant à la composition de son personnel, va néanmoins traverser une crise matérielle.

3. — L'installation du T.C.M. à Lunéville (décembre 1795 - mars 1796)

Nous avons déjà parlé des vaines démarches faites par la ville de Lunéville pour devenir le siège de l'Administration du département et des Tribunaux. La mise en application de la Constitution directoriale lui fournit un nouveau prétexte pour réitérer ses réclamations.

La Constitution de l'an III supprimait les tribunaux de district et les remplaçait par un tribunal civil départemental; le tribunal criminel était maintenu.

Or, le 8 octobre 1795, le corps municipal de Lunéville, prévenu que la ville de Nancy avait envoyé à Paris deux

(9) A. TROUX, *La vie politique...*, t. II, p. 292.

(10) A. TROUX, *La vie politique...*, t. II, p. 566.

(11) A. TROUX, *La vie politique...*, t. II, p. 657.

commissaires pour demander que les administrations et les tribunaux soient établis dans cette ville, fit parvenir une adresse des plus violentes à la Convention, dont voici quelques passages (12):

Pourquoi Nancy renfermerait-elle dans son enceinte tous les corps administratifs et judiciaires? Est-ce pour son avantage seulement que ces établissements ont été inventés?... La République souffrirait-elle que *l'embonpoint* d'une seule commune fut formé aux dépens des autres; que l'état de Nancy fut florissant, tandis que le *marasme* et le *dessèchement* serait le lot de la commune de Lunéville sa sœur disgraciée et exhérédiée? Nancy ne doit-elle pas être comparée à ces branches gourmandes qui absorbent tous les sucs et épuisent les branches voisines? Il faut arrêter chez les premières la vigueur de la sève...

Lunéville a fait à la Révolution tous les sacrifices qui étaient en sa disposition. Cette ville renferme des bâtiments publics capables de loger avec dignité les corps judiciaires et administratifs; elle a aussi dans son sein des hommes de loi et des gens instruits, en sorte qu'on ne peut apercevoir aucun juste motif pour soutenir en faveur de Nancy un accaparement d'avantages que condamne le principe constitutionnel d'égalité et que repousse l'intérêt général des administrés. Tout ce que peut demander la commune de Nancy, c'est le partage des établissements avec celle de Lunéville; une prétention plus ambitieuse reproduirait une sorte de majorat dangereux à rétablir...

Au moment où l'assemblée électorale était réunie pour élire les nouveaux juges (20 vendémiaire an IV, 12 octobre 1795) (13), on apprit que la Convention, par décret du 19 vendémiaire, avait pris une sage mesure: à Nancy fut établie l'administration centrale du département, Lunéville eut les tribunaux civil et criminel.

Ce premier point gagné par Lunéville, il fallait passer aux réalisations pratiques: trouver un local convenable pour les tribunaux et aménager la prison qui était bien insuffisante. La Municipalité de Lunéville agit à Paris

(12) Cité par BAUMONT, *op. cit.*, p. 394.

(13) Voir ci-dessous, L. 4.

pour solliciter du Directoire l'abandon d'une partie du château de Stanislas. Mais les formalités traînèrent en longueur.

Pendant ce temps, les élus de Nancy, ayant à leur tête André - Thomassin, firent des démarches pour obtenir le rapport de la loi du 19 vendémiaire an IV. Les administrations des anciens districts consultées se montrèrent toutes favorables au retour du T.C.M. à Nancy, sauf celles de Blâmont, de Sarrebourg, et, naturellement, de Lunéville. Mais les choses s'éternisaient. Le T.C.M. risquait de siéger longtemps encore à Lunéville, lorsque les événements précipitèrent la solution du conflit. Dans la nuit du 3 au 4 frimaire an IV (23-24 novembre 1795), dix détenus s'évadèrent de la prison de Lunéville. Les députés de Nancy ne laissèrent pas échapper l'occasion et le Conseil des Anciens approuva aussitôt une résolution fixant à Nancy le siège du Tribunal civil et du T.C.M., et à Lunéville celui de l'administration centrale du département.

Cette dernière disposition resta lettre morte. La loi du 6 ventôse an IV (24 février 1796) établit toutes les administrations à Nancy. Lunéville, en fin de compte, dut se contenter d'un tribunal correctionnel qui fut installé à l'Hôtel de Ville.

Le T.C.M. avait donc siégé, tant bien que mal, deux mois à Lunéville. Le 15 ventôse, malgré la loi du 6, le T.C.M. arrêta que, pour ne pas nuire aux accusés, la session de ventôse aura encore lieu à Lunéville. Le greffier fut chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour transférer les archives à Nancy pour la prochaine session. Mais le 16 ventôse, sur une mise en demeure du Ministre de la Justice, et d'autre part manquant de juges pour continuer la session à Lunéville, le T.C.M. décida de « discontinuer » la session de ventôse et de reporter l'examen des affaires en cours en germinal.

Ainsi se terminent les pérégrinations du T.C.M., dues à des querelles de clocher, et nuisibles à la bonne administration de la Justice.

4. — Le nouveau Code de Brumaire an IV
Le T.C.M. devient juge des appels correctionnels
La mise en application de la Constituante directoriale
et les nouvelles élections

Pendant le va-et-vient du T.C.M. entre Lunéville et Nancy, le nouveau Code des Délits et des Peines, de brumaire an IV, devait recevoir son application. Nous ne reviendrons pas sur le détail des modifications que ce Code a apporté à l'administration de la justice criminelle, nous l'avons étudié dans la première partie. Rappelons seulement que le nombre des juges composant le T.C.M. est porté à quatre.

A partir de cette date également, la compétence du T.C.M. est étendue en ce sens qu'il devient juge d'appel des tribunaux correctionnels de district. L'appel correctionnel était auparavant de la compétence d'un autre tribunal de district. Tout est maintenant centralisé au T.C.M. (14).

Le T.C.M. a été un des premiers tribunaux criminels à juger en appel. Il siégea comme tel à partir du 2 pluviôse an IV (22 janvier 1796) (15). Ces nouvelles attributions l'obligèrent à modifier l'organisation de ses audiences: il continuera à siéger le 15 de chaque mois pour les audiences criminelles et le duodi de la première décade de chaque mois pour les audiences d'appels correctionnels (16).



Enfin la mise en application de la nouvelle Constitution directoriale, si elle modifiait peu la condition du T.C.M., prévoyait néanmoins le renouvellement du personnel par élections. Elles eurent lieu à Nancy les 12-19 octobre 1795.

(14) Voir 3^e partie, chapitre III.

(15) Le Tribunal criminel de la Moselle ne commença qu'un peu plus tard à juger en appel, sa première audience est du 12 nivôse an IV.

(16) Arrêté du 2 pluviôse an IV, pris en chambre du Conseil. Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, Série L v, papiers divers du T.C.M.

Voici des extraits du procès-verbal qui permettront de voir que ces élections eurent lieu avec plus de simplicité et moins de solennité que précédemment.

Le 20 vendémiaire an IV, les électeurs du département de la Meurthe se réunissent à 8 heures du matin à Nancy, au lieu indiqué par le procureur général syndic du département (à l'Hôtel de Ville, dans la salle occupée précédemment par la Société populaire de Nancy). Le citoyen Nicolas-Joseph Renaud, de Saint-Nicolas, le plus âgé des électeurs présents, occupe le fauteuil de président; Nicolas-Georges Thiriat, de Rozelieures, le plus jeune, remplit les fonctions de secrétaire.

On donne lecture de la loi du 1^{er} vendémiaire sur la convocation des assemblées électorales, du titre IV de la Constitution, du décret du 13 fructidor et de diverses pièces. Puis l'assemblée procède à la vérification des pouvoirs des électeurs

Après la vérification des pouvoirs on procède à l'élection du bureau de l'assemblée, puis à celle des députés au corps législatif, etc...
.....

On passe à l'élection du président du Tribunal criminel. Il y a 260 votants; est élu à la pluralité absolue des suffrages:

Pierre-Joseph ANDRÉ, ex-accusateur public du département.

Le 25 vendémiaire, on passe à l'élection de l'accusateur public du département. Un premier tour de scrutin où prennent part 268 votants ne donne aucun résultat; il en est de même du second tour (243 votants); au troisième (272 votants) est nommé:

Antoine BOULAY, président du tribunal de district de Nancy.

On passe à l'élection du greffier du tribunal criminel (247 votants). Est élu:

Charles GÉRARD, greffier actuel du tribunal criminel.
.....

(Il est procédé ensuite à l'élection des 20 juges du tribunal civil départemental créé par la nouvelle constitution) (17).

Ainsi nouvellement organisé, le T.C.M. va continuer sa tâche sous le Directoire.

(17) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle. L. 205, cité par PFISTER, *Les Assemblées électorales dans le département de la Meurthe*.

5. — Le T.C.M. sous le Directoire - Le 18 brumaire

Sous le Directoire, le T.C.M. aura une vie des plus calmes, marquée seulement par quelques changements dans son personnel.

C'est ainsi que le 14 avril 1797, Mengin est élu accusateur public à la place de Boulay, élu député au Conseil des Cinq-Cents. Voici comment se déroula cette élection :

Le 20 germinal an V de la République, à 11 heures du matin, les électeurs du département de la Meurthe se sont réunis à Nancy, en vertu de l'article 36 de l'acte constitutionnel et de la loi du 20 ventôse, en l'une des salles de la maison commune, local indiqué par l'administration centrale. Le citoyen le plus âgé est Cardon-Vidampierre qui devient président provisoire ; les plus âgés après lui, les citoyens Gaper, Pichon et Coster, sont nommés scrutateurs ; le plus jeune, Colson, prend place au bureau en qualité de secrétaire.

On procède à l'appel nominal des électeurs et chaque électeur se présentant prononce à haute et intelligible voix la promesse d'attachement et de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III et l'engagement de la défendre de tout son pouvoir contre les attaques de la royauté et de l'anarchie.

(Après les formalités de constitution du bureau définitif, il est procédé à l'élection de deux députés aux Cinq-Cents (Jacqueminot et Boulay, accusateur public près le tribunal criminel du département), puis à celle d'un haut juré et d'administrateurs du département).

L'après-midi à 3 heures (le 24 germinal), le président donne lecture d'une nouvelle indication adressée par l'administration centrale, portant qu'en conséquence de l'accentuation faite par le citoyen Boulay des fonctions de député au corps législatif il fallait nommer un accusateur public pour le restant du temps qui avait été assigné au dit citoyen. Les bureaux décidèrent de procéder séparément à cette élection. Un premier tour de scrutin ne donne aucun résultat.

Le 25 germinal, les électeurs procèdent à un second tour portant sur les dix citoyens qui avaient obtenu le plus de voix au premier tour. Il y a 304 votants ; aucun citoyen n'est élu. Est nommé :

Joseph MENGIN, de Lunéville, homme de loi à Nancy, 211 voix.

Le citoyen Aubertin en obtient 83.

(On procède ensuite à l'élection des juges et des suppléants au tribunal civil du département).

Puis le président déclare l'assemblée dissoute. Les membres se sont séparés avec des témoignages d'estime réciproque et en se félicitant de la tranquillité qui a signalé le cours de cette session, comme d'un présage heureux de la réunion de tous les Français sous les seules enseignes de l'intérêt public et de la Constitution (18).

Mais la modification la plus grave eut lieu le 12 février 1798. A cette date, André-Thomassin est écarté de la présidence du T.C.M. (19). Au mépris des lois, Aubertin est alors *nommé* président à sa place, « en attendant que les électeurs le fassent eux-mêmes ».

Le pouvoir exécutif a repris ses anciennes prérogatives. Voici l'acte de nomination qui cause une surprise à l'historien de l'époque révolutionnaire :

MINISTÈRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DE LA
JUSTICE

LIBERTÉ

JUSTICE

ÉGALITÉ

BUREAU
de l'organisation
générale de l'ordre
judiciaire

EXTRAIT DES REGISTRES
des délibérations du Directoire exécutif du
vingt-quatre pluviose l'an 6 de la République
française une et indivisible.

LE DIRECTOIRE EXÉCUTIF, en vertu de la loi du 21 nivôse d^{er} arrête ce qui suit :

Les citoyens Aubertin, homme de loy, Claude Gérard, greffier actuel au Tribunal criminel du Dép^t de la Meurthe, sont nommés le premier, à la place de Président, et le second, à la place de Greffier du dit Tribunal.

Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui ne sera point imprimé.

Pour expédition conforme : signé : P. BARRAS, Président.

Par le Directoire exécutif, le secrétaire général : signé :

LAGARDE (20).

(18) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle. L. 207, cité par PFISTER, *Les assemblées électorales dans le département de la Meurthe*.

(19) Voir à ce sujet, dans le chapitre suivant, la notice concernant André-Thomassin.

(20) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, Série Lu, papiers divers du T.C.M.

Cette nomination ne fut ratifiée que le 16 avril 1798 par les électeurs. Ce fut, avant le 18 brumaire, la dernière qui modifia la composition du T.C.M.. En voici le compte-rendu :

Le 20 germinal an VI, les citoyens nommés par les assemblées primaires du département se sont réunis comme électeurs en la commune de Nancy, désignée par la loi du 20 ventôse an V, en une salle de la maison commune, préparée par l'administration centrale du département.

Le bureau d'âge est formé de Joseph-Alexis Dauphin, président ; Claude Barthélémy l'aîné ; Charles Lallemant et Joseph Crouvezier, scrutateurs ; Joseph-Anselme Jordy, le plus jeune, secrétaire.

.....

(Après l'élection du bureau définitif, on procède à la vérification des pouvoirs des électeurs, puis à l'élection d'un membre du Conseil des Anciens (Collombel) et de deux membres du conseil des Cinq-Cents, enfin, après celle d'un haut-juré, à celle des administrateurs du département).

.....

(Le 26 germinal)

On procède à la nomination du président, de l'accusateur public et du greffier du tribunal criminel par scrutin individuel à la majorité absolue des suffrages.

On vote par bureaux séparés et le recensement est fait en assemblée plénière. Sont élus, président sur 231 votants :

René AUBERTIN, président actuel, 208 voix.

Accusateur public, sur 240 votants :

Pierre-Joseph ANDRÉ, ci-devant président du tribunal criminel, 164 suffrages.

Le 27 germinal, on nomme de la même façon le greffier du tribunal criminel. Est élu sur 273 votants :

Charles GÉRARD, greffier actuel, 273 voix.

Il est donné lecture du procès-verbal de la présente séance et l'assemblée est levée aux cris de : « Vive la République » et au chant : *Amour sacré de la patrie* (21).

Le T.C.M. parvint ainsi sans autres changements au 18 brumaire. Mais à partir de cette date, s'il garde encore

(21) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle. L. 208, cité par PFISTER, *Les assemblées électorales dans le département de la Meurthe*.

son nom pour quelque temps (22), il va subir de profondes transformations tant dans son esprit que dans son organisation.

C'est pourquoi nous arrêtons là cette étude, car « quelques semaines après le Coup d'Etat du 18 brumaire, le Consulat établissait en France les institutions judiciaires que nous connaissons encore. Les principes consacrés par la Révolution s'y combinaient avec la volonté centralisatrice, incarnée en Bonaparte. Une hiérarchie puissante rattachait les tribunaux les uns aux autres. L'action publique était remise au gouvernement. Le premier consul, en conférant l'inamovibilité aux juges, accroissait leur prestige aux yeux des populations, sans porter ombrage au pouvoir, garanti par les droits qu'il se réservait sur le recrutement et l'avancement des magistrats. Un peu plus tard, le système impérial effaçait les derniers vestiges de l'élection des juges; il se résignait au maintien du jury criminel et au rétablissement de l'Ordre des Avocats... »(23).

(22) Il s'appellera plus tard « Cour criminelle ».

(23) SÉLIGMANN, *op. cit.*, Introduction.





CHAPITRE II

Le personnel du Tribunal Criminel de la Meurthe

LES auteurs, aussi bien les juristes que les historiens, ont des idées préconçues sur la magistrature révolutionnaire. On critique d'abord le principe de l'élection des juges. Cette modalité, au fond, n'est pas plus mauvaise que le système que nous connaissons aujourd'hui de nomination par le pouvoir exécutif. Elle donne pleine garantie au justiciable. Avant de critiquer un système dans l'abstrait, il faut l'examiner dans ses réalisations pratiques. On critique aussi les juges eux-mêmes, et c'est alors une foule de lieux communs sur leur incompétence, leurs attaches politiques, leurs intrigues, sur l'absence de continuité dans l'administration de la justice.

Cet état d'esprit est résumé mieux que partout ailleurs dans la thèse (1) que M. MARIE, juge suppléant au Tribunal de Rennes, soutint devant la Faculté de Droit de cette ville en 1909.

(1) *Le recrutement de la Magistrature pendant la Révolution*, thèse Droit, Rennes, 1909-1910.

Après avoir étudié les différents systèmes électifs en vigueur pendant la Révolution, M. MARIE termine son travail par un chapitre intitulé : Les élections et leurs résultats. Sans citer un seul nom de magistrat révolutionnaire, sans avoir recherché qui était magistrat à cette époque, sans s'être demandé de quel milieu les juges sortaient, il avance les jugements suivants, qui méritent d'être rapportés pour l'inconscience qui les a dictés :

« Les juges nommés [par le système électif] n'ont aucun prestige et aucune capacité...

« Les élections deviennent absolument politiques... On ne choisit que de chauds patriotes sans s'inquiéter aucunement s'ils ont la moindre connaissance des lois et des affaires...

« Les magistrats des tribunaux sont aussi médiocres qu'obscurs... ».

Puis, confondant comme dans beaucoup d'ouvrages les tribunaux criminels *de droit commun* et les tribunaux révolutionnaires *d'exception*, M. MARIE prend pour exemple les juges composant ces derniers, juges qui étaient *nommés* par le pouvoir central et non élus par le peuple et qui, là-dessus nous sommes d'accord avec lui, n'étaient que des bourreaux sanguinaires.

M. MARIE continue ses jugements erronés dans sa conclusion :

« Les juges qui avaient siégé pendant ces neuf années n'avaient guère eu le temps de montrer leurs capacités... ils n'avaient donné qu'un lamentable exemple d'impuissance et d'instabilité ».

Parlant enfin de l'éventualité d'une réintroduction en France du système électif, il ajoute :

« Nous devons être suffisamment éclairés par notre propre expérience et par *l'exemple désastreux* que nous offre l'histoire de notre pays ».

C'est pour chasser ces idées fausses que nous avons entrepris ce chapitre. Nous y montrerons, fort de l'examen des vies de plus de cent membres du T.C.M., que les ma-

gistrats révolutionnaires avaient du prestige et des capacités juridiques; que si les électeurs nommaient aux assemblées politiques un candidat représentant leur tendance, lors des élections judiciaires, au contraire, on recherchait le mérite, le civisme et la conscience des candidats, en même temps que leurs talents juridiques et leur connaissance des affaires; que les magistrats révolutionnaires n'étaient ni médiocres, ni obscurs (par exemple Boulay de la Meurthe, Claude-Ambroise Régnier, le Président de Chambre Saladin, etc.).

Par la suite, nous montrerons que les magistrats révolutionnaires ont laissé une œuvre considérable et fort utile, digne de nos meilleurs magistrats actuels, et qu'en matière criminelle la Révolution ne fut pas dans notre pays un « exemple désastreux ».



Nous étudions le personnel du T.C.M. dans l'ordre hiérarchique: présidents, accusateurs publics, juges, greffiers, etc.; et, dans chaque catégorie, par ordre alphabétique. Au sujet des noms propres, nous avons porté toute notre attention sur leur orthographe qui varie à l'infini dans les documents. Chaque fois que nous avons observé des divergences, nous nous sommes reporté aux signatures de ces personnages et nous avons écrit leur nom comme ils l'écrivaient eux-mêmes; mais, même dans les signatures, il existe des variantes.

Enfin nous nous faisons un devoir de signaler ici que tous les renseignements sur le côté politique de la vie des personnages que nous étudions plus loin sont tirés de l'ouvrage si complet et si documenté de M. Albert TROUX, *La Vie politique dans le Département de la Meurthe d'août 1792 à octobre 1795*, dont l'index nous a été d'un précieux secours pour reconstituer la vie des membres du T.C.M. pendant la Révolution.

I

Les Présidents

Ce que nous venons d'avancer plus haut est pleinement confirmé en ce qui concerne les présidents du T.C.M. Sur six, cinq étaient hommes de loi; la renommée de certains, comme Régnier, dépassa le cadre de notre département.

Ces magistrats, qui exercèrent leurs fonctions avec conscience pour le bien de tous, trempèrent tous dans la politique et furent tous membres de diverses administrations ou assemblées politiques.

ANDRÉ-THOMASSIN (PIERRE-JOSEPH)

Pierre-Joseph André-Thomassin, qui se faisait appeler André tout court, était à la Révolution homme de loi à Nancy où il habitait, 50, rue de la Vieille-Primatiale, puis plus tard rue Montesquieu. Il était avocat au Parlement.

Il se lança dès le début dans la politique; le 23 mars 1789 il était élu à l'Assemblée municipale de Nancy comme notable. Ce n'est qu'en 1791 qu'il brigua des fonctions judiciaires; le 16 janvier, il est élu juge de paix à Nancy (canton Nord). Le 11 mai de la même année, l'assemblée électorale du département le nomme accusateur public près le T.C.M. par 202 voix sur 393 votants (il était arrivé second pour la place de Président).

Il conserva cette place après le renouvellement des corps administratifs et judiciaires (17 novembre 1792), jusqu'à la fin de 1793.

Vers le milieu de 1793, il avait refusé de prendre part au projet de Comité de Salut public anti-montagnard de Mourer; il n'en fut par moins élu membre (il y en avait douze), le 7 juin 1793, par 35 voix sur 63 votants; André était absent lors de cette élection.

Ses opinions modérées le firent suspendre, par le représentant Bâr, en pluviose an II (janvier 1794).

Après un intervalle d'à peine un an, pendant lequel il préféra rester dans l'ombre, André se vit rappeler aux fonctions d'accusateur public par le représentant Genevois (décembre 1794). Au début de 1795, il fait partie de la Société populaire; c'est un modéré qui n'approuve pas les excès de la Terreur.

Le 5 vendémiaire an IV (27 septembre 1795), André, qui occupe toujours le siège d'accusateur public au T.C.M., écrit au président du dit Tribunal (qui est alors Régnier) et lui fait savoir : « qu'un des frères de son épouse est porté sur la liste des émigrés et qu'il n'y a rien de moins certain que son émigration, car cet individu est sorti de France en 1788 pour aller remplir à Saint-Domingue une place que lui avait confié le gouvernement et que rien ne constate que depuis ce temps il a quitté cette isle et qu'il est émigré » ; mais le beau-frère d'André ayant été porté, à tort ou à raison, sur la liste des émigrés, l'accusateur public se voit compris dans les termes de la loi du 5^e jour complémentaire an III qui dit que les frères et alliés au même degré des émigrés sont tenus de cesser toute fonction publique. Soucieux de faire respecter la loi, André demande donc au Tribunal d'être suspendu de ses fonctions d'accusateur public. Le Tribunal nomme d'urgence Aubertin pour le remplacer, en regrettant le départ d'André qui est un « ami de la liberté et des lois et qui a toujours dignement répondu au choix du peuple ».

Malgré cet incident, la confiance du peuple dans André n'a dû que grandir puisque quelques jours après sa démission, le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), l'assemblée électorale du département le nomme, à l'unanimité, Président du T.C.M. Boulay est nommé accusateur public. Mais une loi du même jour demande à chaque fonctionnaire de déclarer à son entrée en fonction, s'il est ou non parent d'émigré. Le premier de tout le personnel du T.C.M. André reconnaît avoir un beau-frère qui est porté sur la liste des émigrés. Il refuse d'exercer les fonctions de Président tant que cette affaire ne sera pas tirée au clair ; l'intérim sera assuré par Mengin et Leseure (2).

(2) Voici le texte de la déclaration faite au greffe du Tribunal par le président André (Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, Série L V, T.C.M. papiers divers) :

« Du six brumaire quatrième année de la République française, une et indivisible, onze heures du matin.

Est comparu au greffe du Tribunal criminel du département de la Meurthe, Pierre Joseph André, président actuel du dit Tribunal.

Lequel a dit que lors de la publication de la loi du cinquième jour complémentaire de l'an troisième, il remplissait les fonctions d'accusateur public ; qu'aussitôt cette publication, il s'est abstenu de ses fonctions, parce qu'il se trouvait sur la liste générale des émigrés un Thomassin possédant des biens à Hénaménil, district de Lunéville, dont l'inscription avait été arrêtée le douze septembre 1793, que cette inscription ne contenant pas d'autres désignations pouvait s'appliquer à divers individus de ce nom et particulièrement au frère de l'épouse du comparant ; que malgré les raisons qu'il avait eu de ne pas appliquer cette désignation à son beau-frère, puisqu'il a des pièces authentiques qui prouvent que celui-ci a quitté le département de la Meurthe dans le com-

Cette suspension ne devait pas être de longue durée; le 7 nivôse an IV (28 décembre 1795), André reçoit de Merlin, ministre de la Justice, une lettre l'autorisant à reprendre ses fonctions de président; ce n'est pas son beau-frère qui serait inscrit sur la liste des émigrés, mais un homonyme, et le Ministre ajoute: « Vous avez prouvé sans contredit et répondu à la confiance dont le peuple vous a honoré ».

Le 1^{er} pluviôse an IV (21 janvier 1796), André occupa à nouveau le siège présidentiel. Il y restera sans discontinuer jusqu'au 24 pluviôse an VI (12 février 1798) où il sera remplacé par Aubertin. Le 27 germinal an VI (16 avril 1798), l'assemblée électorale le proclamera de nouveau accusateur public (174 voix sur 240 votants); il conservera ce poste jusque sous le Consulat. Bonaparte, le 22 prairial an VIII, le nommera commissaire du gouvernement près le T.C.M.

L'administration centrale du département donnait sur lui, en l'an VIII, l'appréciation suivante: « Patriote dès le principe, tantôt trop ardent, tantôt trop tiède, toujours frondeur, une première fois il fut accusateur public, il fut ensuite président du tribunal criminel. En l'an VI il fut de nouveau nommé accusateur. Il fait si bien cette dernière place, il en a tellement la tribue (*sic*) et l'habitude qu'il serait difficile de le remplacer. Il est impérieux et dominateur, dès lors peu propre à vivre avec des collègues, mais il est bien dans une place isolée telle qu'est la sienne; il est père de famille, il a des besoins et n'a pas de fortune; il est plus sage de l'occuper que de le laisser oisif, il serait même difficile de le remplacer » (3).

mencement de l'année 1788 pour se rendre à Saint-Domingue où il doit être encore et qu'ainsi il n'avait point émigré: que d'ailleurs la municipalité d'Hénaménil n'avait pu dénoncer ce Thomassin comme ayant des biens dans son arrondissement puisque depuis le mois de février 1792, il n'y possédait plus rien; qu'ainsi sous tous les rapports s'évanouissait cette prétendue émigration; néanmoins comme cette inscription présentait du doute sur l'identité de l'individu, par respect pour la loi et pour ne pas laisser penser qu'il voulut l'éluder, le comparant avait donné sa démission.

Par les mêmes motifs et pour se conformer uniquement à la loi du 3 du courant, le comparant déclare de nouveau qu'il ne remplira plus les fonctions de Président du Tribunal criminel du département de la Meurthe dont l'avait revêtu en dernier lieu le corps électoral; sans néanmoins que l'on puisse conclure de cette démarche que le comparant reconnaisse l'identité de son beau-frère avec la personne inscrite sur la liste des émigrés.

Et attendu la suspection imprimée par cette loi sur les alliés des émigrés, le comparant se réserve de faire lever les doutes qui déterminent sa démarche par les administrations qui en doivent connaître et a signé

ANDRÉ »

(3) Archives Nationales, F¹ bII Meurthe 3.

AUBERTIN (RENÉ)

Aubertin le jeune était homme de loi à Nancy. Il fut élu juge au tribunal civil le 1^{er} octobre 1790. Il l'est encore en 1791 et en 1792. Le 25 novembre 1792, il est élu commissaire national du district de Nancy. En mars 1793, il est commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal du district de Nancy. En juin, membre du Comité de Salut public anti-montagnard.

Arrêté comme suspect en août 1793, « faux patriote et fédéraliste », la Société populaire de Nancy demande sa libération le 30 novembre 1793.

Un nouveau mandat d'arrêt est alors lancé contre lui par Lacoste en mars 1794, mais il peut s'enfuir à temps. Sa femme est arrêtée en juin et on appose les scellés sur son domicile. Aubertin est traité de « scélérat coupable d'avoir prêché la haine contre les Parisiens ». Il se constitue prisonnier en septembre 1794, mais en octobre (Michaud), la Commission de Nancy le déclare digne de la liberté.

Ce modéré, centriste et royaliste constitutionnel, est appelé par Genevois, en décembre 1794, au poste de commissaire du pouvoir exécutif près le Tribunal de Nancy ; il est en même temps notable et président de la Société populaire régénérée.

Le 28 septembre 1795, il est nommé par le Directoire exécutif accusateur public près le T.C.M., André Thomassin étant suspect.

En février 1798, il est nommé, par le Directoire exécutif président du T.C.M. « en attendant le moment où le peuple le fera lui-même ». En mars, il sera élu par l'assemblée départementale, par 208 voix sur 230 votants.

Il restera à cette place jusqu'en ventôse an VIII où il tombera malade ; il mourra le 15 floréal (6 mai 1800) et sera remplacé à la présidence du T.C.M. par Pagnot.

FEBVÉ (JEAN-BAPTISTE)

La vie publique de Jean-Baptiste Febvé, qui était originaire de Lunéville, commença en 1791, il fut élu notable à Nancy et, le 16 janvier, juge de paix (canton du Couchant). Il conserve ces fonctions en 1792 et devient président du tribunal de police correctionnelle de Nancy. Le 2 septembre, il est élu haut-juré. Voici comment le définit une affiche anonyme apposée en novembre 1792 sur les murs de l'église Saint-Sébastien, lors du renouvellement des corps administratifs et judiciaires : « Vous les connaissez tous ces aristocrates. C'est Febvé qui mourait de faim et qui accaparait les voix pour se faire nommer par charité, lequel vous commande plutôt

en despote qu'en vrai citoyen et n'a pas honte de faire traduire en prison d'honnêtes bourgeois qu'il n'aurait pas osé regarder autrefois parce qu'on le méprisait trop ; vous l'avez entendu, citoyens, ces jours derniers aboyer au club avec sa mâchoire d'âne, tâchant de vous insinuer qu'il fallait encore le nommer, mais gardez-vous en bien, car avec son air patibulaire, il voudrait vous voir tous pendus ».

Febvé n'en fut pas moins réélu notable, et, dans le Conseil général de Nancy, il faisait partie de la minorité girondine, d'idées peu avancées, composée surtout d'hommes de loi, comme lui.

Le 17 novembre 1792, par 222 voix sur 418 votants, Febvé est élu président du T.C.M., il a 51 ans. Il entrera en fonction le 15 décembre.

En 1793, étant toujours notable, il est membre du Comité de Salut public anti-montagnard, mais il semble qu'il y soit entré malgré lui. En août et septembre, il va jouer un grand rôle politique dans le département, voulant le « patriotiser », décidant à Lunéville l'enrôlement obligatoire de toute la garde nationale, luttant à la fois contre les modérés et les juifs. Président de la Société populaire, il est un des fervents du culte de l'Être suprême, publiant même une *Instruction sur le culte le plus agréable à l'Être suprême*.

En octobre, il fait partie du Comité des Sans-Culottes, appelé encore le « Conseil infernal » et présidé par Marat-Mauger. C'est un véritable instrument de dictature et on cite ces mots que Febvé aurait prononcés lors d'une de ses séances : « Je plane sur toutes les autorités constituées, personne n'a le droit de m'attaquer ».

Le 22 octobre 1793, le T.C.M. autorise Febvé à aller à Paris porter la « détresse » de la Meurthe en subsistances et en armes. Choisi « pour son intelligence, son zèle et son patriotisme », il demande et obtint de la Convention les pleins pouvoirs pour Marat-Mauger. Mais il n'a pas la confiance de Faure qui l'écarte du personnel du Tribunal révolutionnaire de Nancy. Ami intime de Marat-Mauger, il le suit dans sa chute et est dénoncé en novembre 1793. Il est arrêté par Faure « avec six frimons fédéralistes et royalistes pour être traduit au Tribunal révolutionnaire de Paris ». Marat-Mauger est arrêté avec lui.

Il comparait courant décembre 1793 devant le Tribunal révolutionnaire. Voici ce qu'il écrit à sa femme, Rose Laugier, alors qu'il est enfermé à la Conciergerie (11 janvier 1794) : il dit qu'il a un « rude combat à soutenir », qu'il parviendra bien à démontrer qu'il n'a été ni un complice de Mauger, ni un fédéraliste honteux mué en patriote de circonstance ». « Livré à sa seule innocence », il prenait d'avance son courage à deux mains : peut-être en aurait-il davantage au moment du danger. Croyant bien être guillotiné, il

demandait à sa femme de conserver de lui « le souvenir le plus tendre » et de « rétablir sa mémoire et de l'honorer par un attachement constant à la République une et indivisible ». Mais Febvé est acquitté, la mort en prison de Marat-Mauger arrêtant les poursuites contre ses amis. Une loi du 26 pluviôse an II, porte que les citoyens de Nancy traduits devant le Tribunal révolutionnaire et honorablement acquittés, seront réintégrés dans les fonctions qu'ils exerçaient lors de leur arrestation.

Febvé est rétabli à la présidence du T.C.M. par Bar et il siège à nouveau le 17 février 1794. Le département lui alloue 1.200 livres d'indemnité, car il a « sacrifié sa fortune pour maintenir le patriotisme à Nancy et, traduit devant le Tribunal révolutionnaire, il a achevé de se ruiner par son séjour à la Conciergerie ».

En février 1794, il est notable et président provisoire de la Société populaire régénérée. Febvé se lance alors à corps perdu dans la politique, malgré une chaude alerte qui aurait dû lui inspirer la modération. En mai, il est membre du Comité de Correspondance et des rapports. En juin 1794, alors qu'on manquait de chevaux, il propose à la Société populaire d'envoyer les aristocrates et les suspects pour les atteler à défaut de chevaux en leur donnant comme conducteurs des « sans-culottes à bras nerveux » ; cette proposition trop brutale ne fut pas retenue. En juillet, Febvé est président de la Société populaire. A partir d'août, le représentant Michaud place toute sa confiance dans le probe et patriote Febvé et le maintient dans ses fonctions.

Mais en janvier, il est dénoncé à Genevois comme un « buveur de sang » faisant partie d'une « petite troupe de robespierreiros qui jouaient le républicanisme à Nancy ». Le 12 janvier, il quitte le T.C.M. et se réfugie à Blainville-sur-l'Eau où il est arrêté le 26. En février, pour éviter les séditions, il est transféré de la Conciergerie à la prison de Sarrelibre (Sarrelouis). Mis sur la liste des terroristes en avril, le Conseil général lance contre lui un mandat d'arrêt le 15 juin.

Remis en liberté provisoire en septembre 1795, les officiers municipaux veulent s'assurer de sa personne, « car la tranquillité publique de Nancy est menacée par sa sortie de prison ». Il ne sera libéré définitivement que le 27 octobre 1795.

En novembre 1795, il sollicite un emploi dans les bureaux du ministère ou une place de commissaire près d'un tribunal. Il ne l'obtient pas, malgré de chaleureuses recommandations de Levasseur, de Bar et de Michaud. Sa vie publique s'arrête là, elle fut courte, mais tumultueuse.

MENGIN (NICOLAS-ANTOINE-MICHEL)

Originaire de Lunéville, Mengin était homme de loi à Nancy. En 1791, il est élu juge de paix (canton *extra-muros*). Assesseur départemental en 1792, il est élu lors des premières élections, président du T.C.M. et siège de janvier à novembre 1792. On l'y reverra à titre provisoire en frimaire an IV (novembre 1795), lors de la suspension d'André Thomassin.

Le 24 germinal an V (avril 1797), l'assemblée électorale le nommera accusateur public près le T.C.M., en remplacement de Boulav, élu député aux Cinq-Cents. Il y restera jusqu'au 1^{er} floréal an VI (20 avril 1798) où il démissionnera (nous ne savons pas la raison de cette démission qui est seulement mentionnée brièvement sur le registre de pointe du Tribunal).

Plus tard en juin 1800 Bonaparte le nomme à nouveau président du T.C.M. Il y sera encore en l'an X.

Dans les intervalles de ses présidences, il dûit reprendre sa profession d'homme de loi et on le voit plaider à plusieurs reprises devant le T.C.M.

RÉGNIER (CLAUDE-AMBROISE)

Claude-Ambroise Régnier est né à Blâmont le 5 novembre 1746 ; son père était receveur des domaines du roi, son grand-père procureur au bailliage de Saint-Dié des Vosges, sa mère était la fille du procureur du roi en l'hôtel de ville de Blâmont.

Après de solides études secondaires, Régnier étudia le droit à Strasbourg. Une fois licencié, il s'inscrit comme avocat au parlement (juillet 1765) et fait son stage à Lunéville. En 1769, il est procureur du prince Louis de Salm à Senones. En 1773, il est avocat inscrit au barreau de Nancy et fait partie du Conseil de l'Ordre.

Lorsque la Révolution éclate, Régnier se lance dans la politique, il est député du Tiers du bailliage de Nancy aux Etats-Généraux. Le 21 novembre 1791, il est élu officier municipal de Nancy. Le 12 septembre 1792, le commissaire du roi est suspendu près le T.C.M. Le conseil général du département nomme d'urgence un commissaire provisoire du pouvoir exécutif, c'est Claude-Ambroise Régnier. Mais la Patrie est en danger, Régnier s'engage à Haguenau avec le Bataillon des Volontaires de la Meurthe.

Le 25 novembre, il est élu premier juge au Tribunal de Nancy. En 1793, il devient notable et président du Tribunal civil de Nancy. Le 7 juin, il est membre du Comité du Salut public anti-montagnard. Mais ses opinions fédéralistes le feront destituer en août et exclure du club. Il sera arrêté en octobre 1793. Il avait tenté de



Claude-Ambroise RÉGNIER

(1746-1814)

Président du Tribunal criminel de la Meurthe

(d'après un portrait détent de l'Empire)

fuir à l'étranger et s'était retiré à Maxéville. Signalé comme suspect par le Comité de Surveillance de Nancy au Tribunal révolutionnaire de cette ville en janvier 1794, il ne sera libéré qu'en octobre par Michaud, car il est « d'une moralité au-dessus de tout reproche ».

Rétabli à la présidence du Tribunal civil de Nancy, il deviendra président du T.C.M. de mars à septembre 1795. Régnier est en même temps notable, président de la Société populaire de Nancy et membre du jury d'Instruction publique pour Nancy. Le 17 octobre 1795, il est élu député aux Anciens et il démissionne de ses fonctions de notable. Réélu aux Anciens en mars 1799, Régnier, qui fait partie du Grand Orient de France (4), va accéder aux plus hautes fonctions sous l'Empire. Grand juge et ministre de la Justice en 1809. Napoléon le fera comte de l'Empire, duc de Massa di Carrara et Grand Aigle de la Légion d'honneur.

Régnier mourut, comblé d'honneurs, le 25 juin 1814; il fut inhumé au Panthéon.

WILLEMIN (ANTOINE)

Originaire de Pont-à-Mousson, Willemin est élu juge au Tribunal de cette ville le 1^{er} octobre 1790. Il y est encore en 1793 où on le trouve assesseur départemental, puis membre du Conseil général du département. En juin, il fait partie du Comité du Salut public anti-montagnard.

Le 2 décembre 1793, il est nommé par Faure lui-même, président du T.C.M. en remplacement de Febvé, arrêté; il le restera jusqu'au 16 février 1794. Willemin fut nommé ainsi « sans pouvoir s'excuser sous peine d'être regardé et traité comme suspect ». Cependant, le 31 janvier 1794, Willemin écrit à Lacoste pour lui demander l'autorisation de reprendre sa place de Président du tribunal de Pont-à-Mousson et de rejoindre son foyer et ses douze enfants. Willemin assure d'ailleurs le représentant, qu'il ne partira pas avant d'avoir été remplacé. L'autorisation lui est accordée et Lacoste se plaint à dire que Willemin « n'a jamais cessé de mériter la confiance publique pendant tout le temps qu'il a exercé des fonctions publiques à Nancy ».

En février 1794, il est cependant inscrit sur une liste de « persécuteurs des patriotes à envoyer à la guillotine », il est toutefois classé parmi les moins dangereux. Willemin n'en conservera pas moins ses fonctions de juge à Pont-à-Mousson.

Plus tard, en mai 1800, Bonaparte le nommera deuxième juge au T.C.M., il y sera encore en l'an X.

(4) Personnalités éminentes ayant appartenu au G.O.D.F., extrait du Compte rendu des Travaux du Grand Orient, du 21 septembre au 31 octobre 1933.

II

Les accusateurs publics - Les commissaires du Roi
Les commissaires du Pouvoir exécutif
et du Directoire exécutif - Leurs substituts

Ce que nous avons dit pour les Présidents du T.C.M. est encore vrai ici.

Les membres du Ministère public sont d'anciens magistrats, des hommes de loi, etc... Le Parquet du T.C.M. avait à sa tête des « professionnels ».

AUBERTIN (HENRI)

Henri Aubertin, homme de loi à Nancy, qu'il ne faut pas confondre avec René Aubertin le président du T.C.M., et avec lequel il ne semble avoir eu aucun lien de parenté, fut second substitut du commissaire du pouvoir exécutif près les tribunaux civil et criminel de Nancy, chargé spécialement des affaires criminelles. Il occupa ce poste de 1796 à janvier 1799.

Il dût mourir à cette époque car il est mentionné sur le registre de comptes du tribunal que le citoyen Bourguignon, « procureur fondé des héritiers Aubertin », touche le reliquat de son traitement.

Aubertin fut remplacé par le nommé Bourguignon, puis par Saladin.

BAROTTE (LAURENT-AIMÉ)

Homme de loi, Barotte devint à la Révolution juge au Tribunal de Toul. Il siégea en cette qualité comme juge au T.C.M. de juillet à septembre 1793. Ami de Febvé, il partageait avec lui des idées anti-royalistes assez avancées.

Le 11 frimaire an II (1^{er} décembre 1793), il fut nommé par Faure lui-même, « sans pouvoir s'excuser sous peine d'être suspect », accusateur public près le T.C.M., en remplacement d'André Thomassin. Il y restera jusqu'en mars 1794. Après avoir été considéré comme suspect, le représentant Bar le nomma receveur du district de Toul. Mais il ne le sera pas longtemps, car il mourut en 1794.

BOULAY (ANTOINE-JACQUES-CLAUDE-JOSEPH)

Antoine Boulay naquit le 19 février 1761 à Chaumousey, près d'Épinal. Ses parents étaient des cultivateurs aisés qui eurent cinq fils. Boulay fut orphelin de bonne heure, des oncles prêtres s'occupèrent de son éducation.

De 1775 à 1778, il fit ses études secondaires au collège Saint-Claude, à Toul; puis il vint étudier le droit et la philosophie à Nancy. Ses oncles voulaient le faire entrer dans les ordres, mais sa vocation était le barreau. En 1783, il est reçu avocat près le Parlement de Nancy, il a 22 ans. En 1786, il se fait inscrire au barreau de Paris; il assiste là aux premiers événements de la Révolution, mais devant l'ampleur qu'ils prennent, il revient à Nancy.

Le 11 juillet 1792, la Patrie est déclarée en danger, Boulay s'engage dans le Bataillon des Volontaires de la Meurthe et rejoint Maubeuge. Le 20 septembre 1792, il était simple soldat de Kellermann, au moulin de Valmy. Mais il tomba malade et dut revenir à Nancy. Il reprend sa profession d'homme de loi et s'installe à la Maison épiscopale, près de la Cathédrale.

Le 25 novembre 1792, les électeurs du district de Nancy le nomment juge au tribunal de district; il conservera ce poste jusqu'au milieu de 1793. En décembre 1792, il fera quelques remplacements comme juge au T.C.M.

A cette époque, la tension des esprits s'aggravant et ses opinions modérées risquant de le faire arrêter comme suspect, Boulay préfère repartir aux armées; il s'engage à nouveau, comme capitaine cette fois, dans les Volontaires de la Meurthe à Wissembourg; mais il revint bientôt à Nancy. Boulay n'abandonne pas pour autant la politique, il est à cette époque un des chefs les plus écoutés du parti fédéraliste local.

Cependant, suivant les ordres du représentant Lacoste, il est dénoncé par Philip au Comité de Salut public (mars 1794). C'est la Terreur. Boulay échappe à un mandat d'arrêt lancé contre lui. Pendant quinze mois il va se terrer dans les Vosges. Il profitera d'ailleurs de cette inaction forcée pour composer un *Essai sur la morale* qui ne sera jamais publié.

Les mauvais moments sont passés; en décembre 1794, le représentant Genevois rétablit Boulay à son poste de juge au tribunal de district de Nancy qu'il occupait avant la Terreur.

Boulay continue à faire de la politique, il fait partie de la Société populaire de Nancy, d'opinions modérées. En février 1795, sous le représentant Mazade, il est nommé membre du Conseil général de Nancy comme notable (Bureau de Sécurité). Du 1^{er} au 9 février 1795,

Boulay assure l'intérim de Febvé à la présidence du T.C.M. Il remplace également Régnier à ce poste du 7 au 13 octobre 1795. A ce moment Boulay, qui avait été porté aux fonctions de président du Tribunal de district de Nancy, est nommé accusateur public près le T.C.M., lors de la mise en vigueur de la Constitution directoriale (15-16 octobre 1795). Il remplit ces fonctions avec zèle et sans interruption jusqu'en germinal an V (mars 1797).

Mais les électeurs de la Meurthe lui confèrent le grand honneur de l'élire député aux Cinq-Cents. Boulay a 35 ans, il venait, paraît-il, de se marier avec une personne aussi vertueuse que sensée. Boulay est définitivement perdu pour le département de la Meurthe et pour le T.C.M. Nous allons cependant dire rapidement ce qu'il est advenu de lui par la suite.

Le 4 nivôse an VIII (26 décembre 1799), il est nommé conseiller d'état et président de la Section de législation, puis directeur du contentieux des domaines nationaux. Il devient ensuite ministre de la Justice et le restera jusqu'en 1815. Sous la Restauration, il s'exile à Sarrebruck, puis à Francfort-sur-le-Mein. Rentré en France en 1819, il se fixe à Paris. On veut lui offrir des fonctions électives, mais il les refuse. Après 20 ans de retraite, il mourra le 4 février 1840.

Pour terminer nous ne pouvons que citer ce mot de Napoléon sur Boulay de la Meurthe : « Boulay est un brave et honnête homme ».

BOURGUIGNON (NICOLAS-JOSEPH-DIEUDONNÉ)

Bourguignon était homme de loi à Lunéville quand il fut nommé le 3 ventôse an VII (21 février 1799), par le Directoire exécutif, substitut criminel du Commissaire du pouvoir exécutif. Au moment d'entrer en fonctions, en faisant sa déclaration au sujet de ses parents ou alliés qui étaient émigrés, on apprit que son beau-frère, Zoller, avait été condamné à mort pour émigration à Metz et que sa sœur était sortie de France deux mois avant la Révolution. En conséquence, le 24 ventôse an V, le Directoire exécutif rapporta sa nomination.

MARIN (JACQUES-AUGUSTIN)

Originaire de Lunéville, Marin fut député à l'Assemblée Constituante, puis président du Tribunal de Bitche, de Sarre-Union et du Tribunal militaire de l'Armée de la Moselle. Chef de bureau au Comité de Sûreté générale, il fut arrêté et transféré au Tribunal révolutionnaire de Paris qui l'acquitta. Il retrouva sa place au Comité de Sûreté générale en octobre 1794. Nommé en 1796



Antoine BOULAY

(1761-1840)

Accusateur public près le Tribunal criminel de la Meurthe

(d'après DAVID)

commissaire du pouvoir exécutif près le T.C.M., Bonaparte le fit premier juge à ce même tribunal au mois de mai 1800. Il y était encore en l'an X.

MOUTON (NICOLAS)

Nicolas Mouton était commissaire national près le district de Sarrebourg lorsque le représentant Bar le nomma accusateur public près le T.C.M. le 8 février 1794.

Secrétaire de la Société populaire de Nancy en mars 1794, il en devient président en avril ; il y joue un grand rôle politique. Arrêté par Pflieger en juillet et transféré à Paris, le Comité de surveillance et de Sûreté générale de la Convention le mettra en liberté en août ; passant pour une victime de Robespierre, il reçoit un accueil chaleureux à son retour à Nancy le 19 août. Le représentant Michaud l'absout définitivement dans un rapport qu'il fit au Comité de Sûreté générale en septembre 1794 ; il retrouve son poste d'accusateur public près le T.C.M. car « la moralité reconnue, les talents et le civisme de Mouton devaient l'emporter sur les accusations portées contre lui ». (MICHAUD).

Le 8 octobre 1794, Mouton est réélu accusateur public ; il devient notable à Nancy. Mais en décembre 1794, Genevois lance un mandat d'arrêt contre Mouton. La municipalité de Sarrebourg se livre contre lui à de violentes attaques, le traitant de « despote avéré » et le classant parmi les terroristes. Ce n'est que le 12 septembre 1795, et malgré l'opposition du Conseil général de Nancy, que la surveillance imposée à Mouton par Mazade est levée. Néanmoins les autorités du district de Sarrebourg s'en inquiètent et appréhendent la rentrée du « lion Mouton » dans les administrations publiques. Cependant le 3 décembre 1795, Mouton est nommé commissaire du Directoire exécutif pour le district de Sarrebourg. Il fut proposé par Levasseur. Michaud et Bar appuyèrent ce choix en fournissant sur Mouton les renseignements suivants :

« Ce citoyen est un homme éclairé et d'un talent distingué, patriote de 89... remplacé simplement et non destitué par le représentant Mazade, qui n'a pu s'empêcher de reconnaître formellement dans son arrêté que le citoyen Mouton s'est conduit dans sa place avec une probité intacte et beaucoup d'humanité » (Levasseur) ;

« Homme très moral, très attaché au gouvernement républicain et dont les talents répondent aux qualités civiques ». (Michaud) ;

« Il y a peu de talent et de républicanisme aussi intéressants et aussi prononcés que ceux du citoyen Mouton » (Bar).

En janvier 1796, Mouton opta pour la place, plus stable, de receveur de l'enregistrement des domaines nationaux.

SALADIN (CHARLES-ANTOINE)

Saladin était un jeune avocat du Barreau de Nancy quand il fut élu le 17 mars 1789 officier municipal à Nancy. C'est lui qui, le 24 août 1789 eut l'honneur de plaider la dernière affaire devant le Parlement de Nancy; il avait 27 ans.

Saladin est encore officier municipal en 1791. Rendu quelque temps suspect en août 1793, il est arrêté en octobre par les Comités comme faisant partie d'une « horde contre-révolutionnaire qui corrompt les habitants de Nancy ». Mais en décembre, il est désigné par les autorités de Nancy à Faure pour faire partie de l'administration du département, malgré les protestations des Comités. Administrateur du District sous Genevois (décembre 1794), puis vice-président sous Mazade, il est élu administrateur départemental en octobre 1795. Il est Président en 1796.

Saladin qui, malgré ses occupations administratives, n'avait cessé d'exercer sa profession d'homme de loi (il plaida à plusieurs reprises devant le T.C.M.) est nommé substitut du commissaire du Directoire exécutif près les tribunaux criminels en mars 1799; il restera à cette place jusqu'à la fin. Saladin est à cette époque un des fonctionnaires les plus estimés du département et on est unanime à louer sa haute moralité, ses connaissances étendues, la facilité de sa parole et l'élégance de son style.

En 1811, Napoléon le nommera Président de Chambre à la Cour d'Appel de Nancy.

THIERIET (CHARLES-FRANÇOIS-XAVIER)

Charles-François-Xavier Thieriet de Luyton était avant la Révolution substitut au Parlement de Nancy.

Il fut élu maire de Nancy le 4 avril 1791; dès le 1^{er} octobre 1790, il était juge suppléant au tribunal de cette ville. Il y resta jusqu'au 21 décembre 1791, date où le roi le nomma commissaire du roi près le T.C.M. C'est un homme « dont la capacité, le zèle et l'expérience nous persuadent qu'il remplira ses fonctions avec l'activité et l'exactitude qu'exigent leur importance et l'ordre public », dira le décret qui le nomme.

Ce noble, « ex-maire de Nancy qui abandonna son écharpe pour être commissaire de Capet », fut emprisonné sous la Terreur. Michaud le libéra en septembre 1794. Membre de la Société populaire régénérée en décembre, l'administration du district le nomme provisoirement maire de Nancy en mai 1795. « Ainsi me voilà tout de bon maire révolutionnaire », écrira-t-il à un ami, le lendemain de sa nomination. Mais ce royaliste qui traversa sans mal les pires moments de la Révolution démissionnera le 1^{er} octobre 1795, il sera remplacé par le médecin F.A. Lallemand.

III

Les juges

Les Juges du T.C.M. ne furent pas de ceux qui brillèrent par leur incompétence : sur quarante-deux noms, nous trouvons, en effet, vingt-quatre hommes de loi, anciens procureurs ou avoués ; quatre magistrats de l'Ancien Régime, trois administrateurs, deux officiers ; quant aux autres, si nous n'avons pas pu retrouver leur profession, les documents qu'ils ont laissés nous les montrent instruits et véritables hommes du « métier ».

ANTHOINET (CHARLES-VICTOR)

Anthoinet débuta dans l'administration. Le 13 juin 1792, il est élu secrétaire général du département de la Meurthe. Lors du renouvellement des corps administratifs le 6 décembre 1792, il recueille toutes les voix du Conseil départemental et est maintenu à la même place.

Au mois de mai 1793, lors de la seconde tentative fédéraliste à laquelle il a pris part, il est suspendu ; en août-septembre, il est arrêté comme suspect. Mais en janvier 1794, le représentant Bar le fait nommer juge au district de Nancy. C'est en mars 1794 qu'il fait quelques remplacements de juge au T.C.M. ; il est en même temps secrétaire de la Société populaire de Nancy.

S'occupant plus de politique que de ses fonctions judiciaires, le représentant Michaud le maintient à son poste de juge au tribunal de district de Nancy, en octobre 1794. Il sera plus tard (an VIII) administrateur départemental.

BAILLY (FRANÇOIS)

Homme de loi originaire de Lunéville, Bailly fut élu juge au Tribunal de cette ville en 1790. Il siégea comme premier juge au T.C.M. d'avril à juin 1792.

Pendant la Terreur, il se versa dans la politique et fut secrétaire de la Société régénérée des Sans-Culottes de Lunéville (janvier 1794), sous le représentant Bar. Le 6 mars 1795, sous Mazade, il sera nommé président du tribunal de Lunéville.

BOUARD (GASPARD-FRANÇOIS)

Juge au tribunal de Pont-à-Mousson à partir du 1^{er} octobre 1790, Bouard siégea au T.C.M. en octobre et novembre 1792. A cette époque, il fut élu maire de Toul. Ses idées étaient moyennement avancées.

BOUGEL (JEAN-JOSEPH)

Bougel était de Sarrebourg et juge au tribunal de cette ville. Il siégea au T.C.M. d'avril à juin 1795. Le 7 mai 1795, Mazade l'avait nommé juge de paix à Lixheim, mais ayant appris qu'il ne savait pas l'allemand, il fut réintégré dans ses fonctions de juge du district de Sarrebourg. Lors de l'application de la constitution directoriale, en août 1795, Bougel devint administrateur à Lixheim.

CHARLOT (LOUIS)

Charlot, qui exerçait la profession d'homme de loi à Nancy, ne semble pas s'être beaucoup mêlé à la vie publique au début de la Révolution.

Il fut élu en septembre 1795, juge au Tribunal civil de la Meurthe et siégea à partir de cette date au T.C.M. jusqu'en décembre 1798 où il obtint un congé pour se rendre à Paris « pour régler des affaires personnelles et urgentes ».

CLÉRET (DOMINIQUE-ANTOINE)

A la Révolution, Cléret est homme de loi. Le 16 janvier 1791, il est nommé assesseur du juge de paix à Nancy (canton Nord). En février 1794, il est élu juge au district de Nancy et reste à cette place après la réorganisation de Michaud (après la Terreur, août 1795).

Pendant ce temps, il siège à plusieurs reprises au T.C.M., remplaçant maintes fois le président Febvé lorsque ce dernier était empêché. Au début de 1797, il y occupe le siège de premier juge.

En juin 1799, il est nommé président du Tribunal correctionnel de Pont-à-Mousson, qu'il installe le 17 prairial an VII.

COGNEL (PIERRE-FRANÇOIS)

Ancien employé à l'administration du district de Nancy, Cognel le jeune fut élu juge au tribunal civil départemental en octobre 1795.

Il siégea au T.C.M. à partir de mars 1796, jusqu'à la fin ; assurant même l'intérim de la présidence en novembre-décembre 1796, et en janvier-février 1797. En l'an VIII, il est ainsi jugé par ses supérieurs : « Toujours patriote, toujours pur, constamment employé dans les fonctions publiques, où il a rendu des services. Il aime le travail, il a des connaissances et de l'aptitude ; il est d'une probité à l'épreuve » (5).

COLINY (JACOB-JOSEPH)

Coliny était un officier de la garde nationale aux idées avancées. En décembre 1789, il avait fondé un *Cabinet littéraire*, transformé bientôt en *Club des Amis de la Constitution*, et fréquenté surtout par des hommes de loi. En 1790, l'affaire de Nancy accrut son prestige et celle de ses amis. En 1792, il est notable ; en octobre-novembre 1793, secrétaire de la Commission révolutionnaire des Douze (commission militaire créée par Marat-Mauger). Mais ses opinions modérées le font tenir à l'écart au plus fort de la Terreur.

En décembre 1794, Genevois l'appelle au tribunal de district de Nancy et nous le verrons siéger au T.C.M. en juillet-septembre 1795 et en octobre 1796.

COLLE (CLÉMENT-PIERRE)

Colle était juge au Tribunal de district de Sarrebourg, depuis le 1^{er} octobre 1790 lorsqu'il fut élu administrateur départemental le 13 octobre 1792. D'opinion d'abord modérée, il ira vers des idées de plus en plus avancées.

Il siège comme juge au T.C.M. pendant le premier trimestre de 1793. La loi du 14 juin 1793 prononçant l'incompatibilité entre les fonctions de juge et celles d'administrateur, Colle opte le 3 juillet pour celles de juge. En août 1793, il est nommé commissaire aux opérations de recrutement pour la ville de Sarrebourg.

Le T.C.M. le revoit comme premier juge pendant le dernier trimestre de 1793. Il est ensuite nommé président du Tribunal de District de Nancy (Janvier 1794) ; en mai, il est membre du Comité de correspondance et des rapports et président de la Société populaire. Mais en août 1794, il est tenu en suspicion et arrêté ; le Comité de surveillance et de sûreté générale de la Convention le fait mettre en liberté.

(5) Archives Nationales, Fr bII Meurthe 3.

Il est rétabli dans ses fonctions de juge au district de Nancy par le représentant Michaud et il siège au T.C.M. d'octobre 1794 à janvier 1795. Le 10 mars 1795 il est une seconde fois arrêté sur l'ordre de Mazade comme montagnard, terroriste, anarchiste, méprisant la justice et l'autorité. Il est incarcéré successivement à Sarrebourg, à Thionville, enfin à Saint-Mihiel (août 1795). Il semble bien que sa vie publique soit terminée après cette appréciation que donna sur lui la Municipalité de Sarrebourg lors de son arrestation : « homme sans mœurs, adonné à la crapule et à la débauche ».

COLOMBEL (PIERRE)

Elu à la Révolution maire de Pont-à-Mousson, Colombel était en même temps juge au tribunal de district de la même ville. Le 3 septembre 1792, il est élu député de la Meurthe à la Convention (membre suppléant); le 11 novembre 1792, membre de l'administration départementale.

Son tribunal le délègue au T.C.M. où il occupe le siège de second juge à la session de décembre 1792. Le 27 juin 1793, il est membre du Comité de Sûreté générale.

En juillet 1793, il siège encore comme juge au T.C.M. mais il est appelé à la Convention. Le T.C.M. l'autorise à quitter le Tribunal (où il est remplacé par Lacretelle). Sa vie judiciaire est finie. En septembre 1793, la Convention l'envoie en mission à l'Armée du Nord; au début de 1795, il est représentant à Toulouse. Enfin, en mars 1798, il sera élu député aux Anciens.

CORDIER (JEAN-VICTOR)

Avant la Révolution, Cordier était notaire à Toul, et agent de l'évêque, avec lequel il était très lié. Il fut nommé juge au Tribunal de Toul dès le début (octobre 1790) et inaugura le nouveau tribunal criminel en janvier 1792.

Ses deux fils aînés ayant émigré (il avait quatre enfants), il fut arrêté à Toul sur l'ordre du Comité de Surveillance, le 2 avril 1793, il avait 53 ans. Il était considéré comme un homme au caractère « doux, liant et astucieux, ne croyant pas au nouvel ordre de choses ». Il fut libéré en décembre 1794 par le Comité de Sûreté générale de la Convention, mais sa vie publique se termine là.

CUNY (LOUIS)

Cuny est un des rares juges du T.C.M. qui ait siégé, avec certaines interruptions cependant, de 1792 à 1799.

Le 1^{er} octobre 1790, il est élu membre du Tribunal de District de Lunéville. Malgré ses occupations judiciaires qu'il accomplit avec beaucoup de zèle (il est en effet délégué du T.C.M. à la commission chargée par Faure du classement des détenus nancéiens à traduire devant le Tribunal révolutionnaire de Paris, octobre 1793), Cuny ne reste pas insensible aux fluctuations de la politique et ses opinions modérées le font suspecter par Faure qui l'écarte du Tribunal révolutionnaire nouvellement créé à Nancy (12 novembre 1793).

Rétabli juge au tribunal de Lunéville par le représentant Mazade, il est élu en septembre 1795, juge du Tribunal civil de la Meurthe, où il restera jusqu'à la fin de la Révolution.

DUBOIS (JEAN-CORNEIL)

Dubois, homme de loi, était originaire de Lucv (près de Château-Salins). Il fut élu en 1790 juge au district de Vic et siégea comme premier juge au T.C.M. de janvier à mars 1793. D'opinions très modérées, il fut arrêté le 24 janvier 1794 par le Comité de Surveillance de Vic.

Sous le Directoire, en août 1795, ayant abandonné les fonctions judiciaires, il est commissaire directorial à Vic.

DUFRESNE (FRANÇOIS)

François Dufresne était avant la Révolution « procureur » à Nancy, c'est-à-dire avoué. Le 16 janvier 1791, il est élu assesseur du juge de paix de Nancy (canton du Levant). Le 29 janvier 1792, il est juge de paix et notable à Nancy. L'influence qu'il prend fait naître la jalousie contre lui; en novembre 1792, lors du renouvellement des corps administratifs et judiciaires, une main inconnue posa une affiche sur les murs de l'église Saint-Sébastien où il était fait ce portrait peu flatteur de Dufresne: « ... Un Dufresne, cy-devant procureur, qui a plutôt l'air d'un boucher que d'un juge de paix... » Quoi qu'il en soit, l'année 1793 trouve Dufresne juge de paix du Levant, notable et président du tribunal de police correctionnelle de Nancy.

Au mois de mai 1794, Dufresne est dénoncé par le Comité de Surveillance de Nancy et par la municipalité au Comité de Sûreté générale et au Tribunal révolutionnaire de Paris: « C'est un modérantiste qui est initié dans les secrets des conjurés qui ont péri sur l'échafaud ». Dufresne reste introuvable; on arrête sa femme en juin 1794 et on appose les scellés sur son domicile. Il se constitue

cependant prisonnier en septembre, mais ne peut attendrir le représentant Michaud pour obtenir son élargissement. En novembre, la Commission de Nancy le déclarera digne de la liberté.

En décembre 1794, Genevois l'appelle comme juge au district de Nancy, il est en même temps notable et fait partie de la Nouvelle Société populaire régénérée. A partir de cette date, Dufresne, siégera à plusieurs reprises au T.C.M., jusqu'en 1799, car il avait été élu en septembre 1795 juge au Tribunal civil de la Meurthe. En avril 1795, il a fait partie un moment du bureau de sûreté départemental (police politique et sûreté générale).

FONDRETON (JOSEPH)

Cet homme de loi fut nommé le 1^{er} octobre 1790, juge au tribunal de district de Vézélise. En 1793, on le trouve membre du Conseil du Département et en mars-avril de la même année, il représente les corps administratifs au Comité de Surveillance de Nancy. Au même moment, il est troisième juge au T.C.M. (avril-juin 1793).

Le 3 juillet, lors de l'option des fonctionnaires, il préfère rester juge à Vézélise. En décembre 1793, il est cependant membre du directoire du district de Vézélise et en février 1795, il est élu maire de Vézélise, mais il démissionne au mois de mai.

A partir de cette époque il se retire de la vie publique et reprend sa profession d'homme de loi. On le verra, en l'an V et en l'an VI défendre quelques accusés devant le T.C.M.

GALLOT (ANDRÉ-ELIE)

Homme de loi à Pont-à-Mousson, il fut élu au tribunal de district de cette ville le 1^{er} octobre 1790. Lors des débuts du T.C.M., il est troisième juge (janvier-mars 1792). En février 1795, étant toujours juge à Pont-à-Mousson, il est premier juge au T.C.M.

GENAUDET (JEAN-BAPTISTE)

GénauDET fut avant tout un politicien. Au début de la Terreur, en mars-avril 1793, la municipalité de Nancy le nomme délégué aux prisons. Il est officier municipal d'opinions modérées, mais c'est cependant un « militant ». En août 1793, il est pourtant arrêté sur l'ordre de la Convention (Comité de Sûreté générale). Ayant demandé sa mise en liberté en décembre, sa libération est effective en octobre 1794 (Michaud). En janvier 1795 à la Société populaire régénérée

par le représentant Genevois, c'est un dirigeant actif et un orateur écouté. Le 11 février, il est élu membre de l'Administration départementale. Au club il lance alors une violente diatribe contre la Terreur et les « brigands du 9 thermidor » : ce discours sur les Principes républicains est imprimé et envoyé à toutes les communes du département. Le 5 novembre 1795, il est à nouveau élu officier municipal à Nancy, puis juge au Tribunal de district ; il siège au T.C.M. à partir du 1^{er} septembre 1798 et il y restera jusqu'à la fin, passant pour un homme d'une très grande probité.

GÉRARDIN (CLAUDE-FRANÇOIS)

Gérardin était procureur du Roy au bailliage de Nomenv. Il fut élu officier municipal de Nancy le 21 novembre 1791. Il l'était encore en mars 1793, date à laquelle la municipalité le désigne pour exercer la police au couvent des Tiercelins, qui était une maison de détention de prêtres.

En l'an VI, il est élu juge au Tribunal de Nancy et à partir de juillet 1796, il vient siéger à plusieurs reprises au T.C.M. Il y sera encore en 1799.

GERMAIN (FRANÇOIS)

En 1792, Germain est maire de Moussey et président du directoire de district de Blâmont. D'abord juge de paix à Réchicourt, il devient juge au Tribunal de Blâmont et siège au T.C.M., en décembre 1792. Vers la même époque, il est élu administrateur du département.

Le 3 juillet 1793, il opte pour la place de juge à Blâmont et il y est encore en mai-juin 1798, où il revient siéger quelque temps au T.C.M.

GOURY (FRANÇOIS)

Goury, homme de loi, devenu juge au Tribunal de Nancy, siègea au T.C.M. d'octobre à décembre 1793. Ses opinions très modérées le firent suspecter par Faure qui l'écarta du Tribunal révolutionnaire de Nancy en novembre 1793.

GRANDJEAN (FRANÇOIS-DIEUDONNÉ)

Cet homme de loi fut nommé en 1790 juge de paix à Amance. En 1792, il est administrateur départemental et commissaire du département. Le 25 novembre, il est élu au district de Nancy. C'est

à cette qualité qu'il doit d'occuper le siège de premier juge du T.C.M. en avril-juin 1793. En avril, Grandjean avait été accusé d'incivisme par ses collègues, mais il ne fut pas suspendu, sa prétendue dépravation morale se réduisant « à un état d'ivresse quelque fois après dîner, sans qu'il soit prouvé que son travail en ait souffert ».

Le 3 juillet 1793, Grandjean opta pour les fonctions d'administrateur. Le 23 août, il est élu membre du directoire du département (section des émigrés et militaires, puis des hôpitaux et de l'éducation physique). Mais le 15 novembre 1793 il est arrêté par Faure ; remis en liberté provisoire par Bar au début de 1794, il quittera l'administration départementale en octobre 1794. Ses opinions « terroristes » le feront suspecter et tenir à l'écart par la suite.

HENNEQUIN (FRANÇOIS)

Juge au tribunal de Lunéville, Hennequin siégea au T.C.M. de juin à septembre 1794. En avril 1795, il fut dénoncé par la Municipalité de Lunéville comme terroriste « approbateur des boucheries du Tribunal révolutionnaire et admirateur de la Sainte-Guillotine ». Il sera rayé de la liste des terroristes et remis en liberté en juillet 1795.

HENRY (PIERRE-FRANÇOIS)

Henry était à la Révolution avocat au Parlement de Nancy. Après avoir fait partie de l'administration départementale, il est élu au Tribunal de Nancy le 1^{er} octobre 1790. En 1795, étant toujours juge, il est secrétaire, puis président de l'Assemblée électorale du département chargée d'élire les députés.

C'est le 4 mai 1795 qu'il commence à siéger au T.C.M. Il y restera jusqu'en septembre 1798 ; malade, il demande et obtient du Tribunal un congé illimité pour se rendre aux eaux de Contrexéville.

JEANSEING (MARIE-NICOLAS-FRANÇOIS)

Originaire de Château-Salins, Jeanseing fut d'abord commissaire des guerres ; en août 1793, le Directoire départemental le nomme commissaire pour surveiller les opérations de levée en masse. Elu juge au tribunal du district de Château-Salins, il siégea au T.C.M. de juin à septembre 1794.

LACRETELLE (NICOLAS)

Originaire de Pont-à-Mousson, Lacretelle était avocat. Aux élections de 1789, il fut nommé quatrième suppléant pour représenter la commune de Nancy. Il fut élu juge au Tribunal et siégea au T.C.M. en juillet 1793.

Elu juge au Tribunal civil de la Meurthe en mars 1797 il revient siéger à plusieurs reprises au T.C.M. jusqu'en 1799.

LAPLANTE (CHARLES-HENRI-LOUIS)

Laplane est un de ceux qui siégèrent au T.C.M. de 1792 à 1799, avec quelques interruptions cependant. Il était juge au tribunal de Blâmont et occupa le siège de premier juge au T.C.M. lors de sa création en janvier 1793.

Il fut nommé plus tard président du Tribunal de Blâmont. Au début de 1795, il est commissaire de ce district. En septembre, il est élu juge au Tribunal civil de la Meurthe et siège à nouveau au T.C.M. ; suspendu un temps en avril 1798, car ses opinions l'avaient rendu suspect.

LAROCHE (JOSEPH)

A la Révolution, Laroche était déjà une « personnalité judiciaire » de Lunéville ; il était lieutenant particulier du bailliage. En juillet 1790, il est élu membre du directoire du district. Le 1^{er} octobre, il est juge au tribunal. Successivement procureur-syndic et président du district, le district le propose à Faure en décembre 1793 pour renouveler l'administration départementale : « c'est l'homme le plus propre et le plus digne par son patriotisme prononcé dès 1789, son zèle révolutionnaire et ses connaissances ». Il est alors nommé membre du Directoire du département ; le 20 janvier 1794, Bar le fera vice-président.

En février 1795, il est juge à Lunéville et il siégera en avril au T.C.M. En septembre, il sera juge au Tribunal civil de la Meurthe et siégera au T.C.M. jusqu'en 1799, assurant même l'intérim de la présidence en décembre 1794 et en mars 1798.

LAURENT (FRANÇOIS-ANTOINE)

Ancien lieutenant au bailliage de Château-Salins, Laurent est membre du directoire de ce district en juillet 1790, il y est maintenu

en novembre 1791. Mazade le fait nommer agent national de Salins-Libre en mars 1795. Elu en l'an V juge au tribunal civil de la Meurthe, il va siéger au T.C.M. à partir de mai 1796 jusqu'à la fin.

LESEURE (C.-A.)

Membre du directoire du district de Pont-à-Mousson, Leseure fut un temps directeur du département lors de la réorganisation du représentant Mazade (floréal an III).

Elu juge au Tribunal civil du département en octobre 1795, il siège au T.C.M. de janvier 1796 jusqu'à la fin, assurant un moment l'intérim de la présidence (juillet-août 1796).

MANDEL

Procureur de la commune de Vic, Mandel est directeur du département en novembre 1792, malgré ses opinions maugéristes ; il est suspendu de ses fonctions en août 1793 et arrêté comme suspect en septembre.

En février 1794 (Bar), il entre dans la municipalité de Nancy ; en octobre (Michaud), il est notable. Complètement réhabilité en décembre 1794, Genevois le rétablit administrateur départemental, il fait partie de la Société populaire régénérée. Mais il va démissionner de notable (septembre 1795) et d'administrateur départemental (octobre). Elu juge au Tribunal civil départemental, il siégera au T.C.M. quelque temps en avril 1796 et en novembre 1798.

MAROTEL (ANTOINE-FIRMIN)

Homme de loi à Blâmont, fut d'abord juge de paix, puis juge au Tribunal de cette ville le 1^{er} octobre 1790. C'est à ce titre qu'il siège comme juge au T.C.M. en octobre et novembre 1792.

MASSON (JEAN-ANDRÉ)

Masson est un homme de loi aux idées fort avancées. En 1792, il est juge de paix (Tribunal correctionnel de Nancy). Versé dans la politique, il collabore activement avec Duquesnoy à la rédaction du *Journal de Nancy et des Frontières*, il est membre de la Société populaire.

En 1793 il est juge au Tribunal de Nancy et vient siéger au T.C.M. Arrêté cependant comme suspect en septembre, il est destitué par Faure. Il reste en prison jusqu'en 1795, malgré de nombreuses interventions de ses amis en sa faveur.

MOREL (JEAN-CHARLES-ANTOINE)

Morel était avocat au bailliage et siège présidial de Dieuze ; il fut nommé député électeur du tiers du bailliage de Dieuze en 1789. Versé dans la politique, il se tient à l'écart pendant la Terreur, mais devient, en août 1794, président de la Société populaire régénérée de Dieuze. En octobre, il est administrateur départemental. En janvier 1795, Genevois le fait commissaire-national du district de Sarre-Union. On le trouve ensuite procureur-syndic du district de Dieuze. Elu en septembre 1795, juge au Tribunal civil de la Meurthe, il va venir siéger au T.C.M. jusqu'en avril 1798.

MOUCHEREL (LOUIS-ALEXIS)

Moucherel est homme de loi à Nancy et il plaide souvent devant le T.C.M. en 1792-1793. Elu juge au Tribunal de Nancy le 24 août 1793, il va siéger au T.C.M. en mars 1794. A cette époque, sous Bar, il assurera l'intérim d'accusateur public près le T.C.M. En août 1794, il deviendra président du Tribunal de district de Nancy.

NICOLAS (JEAN-FRANÇOIS)

Nicolas l'ainé était avocat à Nancy, son frère était notaire. En 1793, il est notable, juge de paix (police correctionnelle), puis suppléant au Tribunal de Nancy. Le 24 août 1793, il devient juge. Il siège au T.C.M. en janvier-février 1794, il est chassé par Lacoste, Baudot et Bar et tenu en suspicion pendant la Terreur, vu ses opinions modérées. En décembre 1794, sous Genevois, il redevient juge au Tribunal de Nancy et notable.

OTHENIN (PIERRE-LOUIS)

Homme de loi à Nancy, il est élu, le 21 novembre 1791, assesseur à la municipalité et le 9 décembre 1792, officier municipal. En 1793, il est membre du « bureau de jurisprudence charitable », et en mars, il est désigné par la municipalité pour surveiller la police des prisons. Exclu du Club en août, il est arrêté le 24 par ordre du Comité de Sûreté générale. Libéré en janvier 1794, Michaud le nomme directeur du district de Nancy en novembre. Elu juge au Tribunal civil de la Meurthe en septembre 1795, il va siéger au T.C.M. de mai 1796 à juillet 1798.

PAGNOT (CLAUDE-FRANÇOIS)

Avocat et maire de Vézelize, Pagnot fut élu administrateur départemental le 28 mai 1790 et le 1^{er} octobre juge au Tribunal, il siégera au T.C.M. en juillet-septembre 1792.

Ses opinions modérées le font tenir à l'écart pendant la Terreur. Mais en février 1795 (Mazade), il devient administrateur du district de Vézelize. En octobre, il est juge au Tribunal civil départemental et il va siéger à nouveau au T.C.M. à partir d'avril 1796. Le 22 avril 1798, il remplacera Mengin démissionnaire à la place d'accusateur public. Enfin le 15 floréal an VIII (mai 1800) il deviendra président du T.C.M. à la mort d'Aubertin.

PITOUX (JEAN-BAZILE)

Originaire de Vézelize et lieutenant général à Rosières à la Révolution, Pitoux est élu juge au Tribunal de Nancy, le 1^{er} octobre 1790. Il siégera au T.C.M. de juillet à septembre 1792. Membre du Conseil de district de Vézelize, il démissionnera en février 1795 et se retirera de la vie publique.

REGNEAULT (JEAN-BAPTISTE)

Avocat à Nancy, il est élu, le 23 mars 1780, notable et le 16 janvier 1791, juge de paix à Nancy (canton du Midi) ; il l'est encore en 1792 et en 1793 où il fait partie du tribunal de police correctionnelle. Mais il est destitué en août 1793 et arrêté comme suspect fin septembre. Dénoncé par la Municipalité de Nancy comme fédéraliste, il est transféré en février 1794, il recouvre à grand peine sa liberté, la Société populaire de Nancy ayant garanti son civisme et son intégrité.

En décembre 1794, Genevois le fait juge au Tribunal de Nancy. En février 1795, il siégera au T.C.M. Elu juge au Tribunal civil de la Meurthe en septembre 1795, il sera bientôt nommé substitut du pouvoir exécutif, mais il refusa cette charge pour ne pas siéger avec un parent. Il obtiendra alors un commissariat près le Tribunal correctionnel de Nancy.

ROLLIN (NICOLAS)

Avocat considéré au Parlement de Nancy, Rollin fut juge au district de 1790 à 1792. Incarcéré comme suspect en 1793, il n'en fut pas moins élu juge au Tribunal civil de la Meurthe en octobre 1795 ; il siège en mai 1797 au T.C.M. et il y restera jusqu'à la fin.

Assurant un moment l'intérim d'accusateur public (juin 1799), il sera nommé par Bonaparte premier juge suppléant au T.C.M. en mai 1800; il y sera encore en l'an X, exerçant ses fonctions avec fidélité et distinction.

SILVESTRE (ANDRÉ-LAURENT)

Homme de loi à Dieuze, Silvestre fut élu juge au tribunal de cette ville le 1^{er} octobre 1790. A partir de juillet 1792, il va siéger au T.C.M., jusqu'à la fin de 1794. Président de la Société populaire de Dieuze (décembre 1792), il sera nommé, en août 1793, par le directoire départemental, commissaire pour surveiller les opérations de levée en masse dans le district de Dieuze. Président du Comité de Surveillance de Dieuze et membre du Conseil général de la commune (octobre 1793), Genevois l'appellera à la présidence du Tribunal de district de Dieuze en décembre 1794.

VOSGIEN

Originaire d'Epinal, Vosgien était un ancien membre de la Législative. Il fut juge au T.C.M. en 1798. A cette époque, l'Administration départementale le juge ainsi : « Incontestablement patriote, a des connaissances comme littérateur, trop ami des plaisirs, quoique sa santé soit totalement délabrée et qu'il connoisse le besoin » (6).

(6) Archives Nationales, F¹ bII Meurthe 3.

Les autres juges

Nous voulons parler ici de tous ceux que nous n'avons pas étudiés en détail, et dont le nom ne nous permet pas de faire de longs développements, soit qu'ils n'aient pas siégé longtemps au T.C.M., soit qu'il nous ait été impossible de recueillir sur eux des renseignements précis.

Nous nous bornons donc à en donner la liste, avec, entre parenthèses, les dates extrêmes de leur passage au T.C.M.

BAPTISTE, Antoine, juge au Tribunal de Toul en 1790 (octobre-novembre 1792).

BROUARD, Claude-Charles-François-Xavier (avril-juin 1793).

CLAUDE, François (octobre 1795).

CROUVEZIER, Joseph, juge à Blâmont (février 1795).

DESCOLIN, François-Joseph-Vienjot (juillet-septembre 1793).

FÉLIX, Léopold-Joseph-Augustin (janvier-mars, octobre-décembre 1794).

JACQUOT, Jean-Antoine (avril-juin 1794).

LEVASSEUR, François, juge au Tribunal de Sarrebourg (avril-juin 1792).

MARCHAL, Louis, de Dieuze (juillet-septembre 1795).

MARTIN, Pierre (décembre 1792).

MOUROT (?) (mai-septembre 1797).

PETITJEAN le jeune Joseph, de Vézelize (juillet-septembre 1795).

PRÉVOT, Jean-Baptiste, de Toul (février-mars 1795).

REGEOT, Pierre-Antoine, de Sarrebourg (juin-septembre 1794).

ROBERT (?) (Décembre 1797).

THIÉBAUT, Jean-François, conseiller au district de Château-Salins, en 1794 (avril-juin 1795).

THOMAS, Joseph, notable à Nancy en 1793 (mars-juin 1794, octobre 1795).

THOMASSIN, Nicolas-Jean-Joseph-François-Xavier (avril-juin 1792).

VAILLANT, Joseph (mars-juin 1794).

VINCENT, Nicolas, ancien président du Tribunal de Toul (octobre 1795).



IV

Les greffiers - Les huissiers - Les interprètes

Il n'est pas jusqu'au greffier qui n'ait été choisi pour sa compétence: son titre de licencié en droit de l'Université de Pont-à-Mousson et d'ancien avocat était une garantie.

Les greffiers

De tout le personnel du T.C.M., ce sont eux, avec les huissiers, qui varient le moins.

Bien que mêlés à la politique, ils traversèrent sans encombre tous les remaniements du Tribunal. Elus, les électeurs leur renouvelaient régulièrement leur fonction, bien souvent à l'unanimité.

C'est que tout le monde avait compris que la situation de greffier s'accommode mal des changements et que la bonne administration d'un greffe nécessite une continuité de vues, qu'il est impossible de concilier avec une transformation fréquente du personnel.

GÉRARD (CLAUDE)

Greffier-chef du T.C.M.

Claude Gérard est né à Toul le 7 septembre 1752. Son père, Jean Gérard, était maître-bonnetier, puis capitaine de la Compagnie des Cadets-Dauphin. Il fit ses études secondaires au collège Saint-Léon, de Toul, puis étudia le droit à Pont-à-Mousson. Après avoir soutenu ses thèses de licence, il acheta une charge d'avocat et de procureur au bailliage et siège présidial de Toul.

Il embrasse la cause de la Révolution avec enthousiasme. En 1789, il est président du Comité municipal, qui remplace les mairies royales. Il fonde et est plusieurs fois président de la Société des Amis de la Constitution, organise la garde nationale, est élu capitaine de la Compagnie de grenadiers.

Le 4 février 1790, il est élu procureur-syndic de la Municipalité de Toul, il le restera jusqu'au 13 novembre 1791. En mai 1791, il est élu greffier-chef du T.C.M. et entrera en fonction en janvier

1792. Le Journal de la Meurthe écrit le 15 mai 1791, au sujet de son élection : « Il n'avait pas besoin d'être père d'une famille nombreuse (Gérard avait 10 enfants), pour se concilier la bienveillance ; son patriotisme, sa droiture et son intelligence prouvent que c'est une justice qu'on lui a rendue et non une grâce qu'on lui a faite, en lui donnant cette place ». Le 17 novembre 1792 il est réélu greffier à l'unanimité.

En août 1793, le Directoire départemental le charge de surveiller les opérations de levée en masse dans le district de Nancy. Le 14 novembre, Faure l'envoie à Toul pour déchristianiser la ville et « y enterrer à jamais le vice sacerdotal ». Le 18, Faure le nomme accusateur public près le Tribunal révolutionnaire de Nancy. Gérard est alors président de la Société populaire de Nancy qui le charge, le 3 décembre, d'aller à Paris porter une adresse à la Convention ; une souscription de 1.800 livres lui payera son voyage.

Gérard a quitté pour un temps ses fonctions de greffier, Claude le remplace. Mais les événements vont se précipiter. Coupable de « modérantisme », Lacoste, Baudot et Bar le font arrêter en janvier 1794 ; il doit être transféré à la Commission révolutionnaire de Strasbourg, mais se fait retirer de la liste de proscription grâce aux certificats de civisme qu'il fournit. Après cette chaude alerte, Gérard se réfugie à Toul et se tient à l'écart.

En décembre 1794, Genevois lui redonnera ses fonctions de greffier du T.C.M. qu'il occupera en février 1795. Maintenu à cette place lors des élections d'octobre 1795 et d'avril 1798, Bonaparte le laissera à ce poste en juin 1800.

En 1804, les charges de greffier étant devenues vénales, Gérard achètera la charge de greffier à la Cour d'Appel de Nancy. Il y restera jusqu'en 1811. C'est alors le blocus continental, Napoléon crée un tribunal chargé de connaître les délits de contrebande, la Cour des Douanes ; Gérard y est nommé juge jusqu'en mars 1814.

Sous la Restauration, il refusa la retraite que le gouvernement voulait lui accorder et se retira à Ecrouves où il vécut en philosophe jusqu'à sa mort, le 13 novembre 1827, continuant à entretenir des relations amicales avec Boulay de la Meurthe, qu'il avait connu au T.C.M.

CLAUDE FILS

Greffier-chef du T.C.M.

Claude remplaça Gérard de février 1794 à janvier 1795, quand ce dernier fut accusateur public près le Tribunal révolutionnaire de Nancy, puis tenu en suspicion.

Claude était notable à Nancy. D'esprit avancé, il était classé comme « terroriste ». Sa véritable profession était : « inspecteur-



Claude GÉRARD

(1752-1827)

Greffier du Tribunal criminel de la Meurthe

(d'après un portrait ayant appartenu à sa petite-fille,
M^{me} FRANÇOIS-BATAILLE, de Toul).

vérificateur chargé des entrées au magasin de l'administration de l'habillement, équipement et campement des troupes de la République établi à Nancy ».

Dans ses fonctions de greffier, Claude ne sembla pas briller par sa compétence juridique et se contenta bien souvent de signer les actes que préparait le commis Poirot.

POIROT (JEAN-FRANÇOIS)

Greffier-principal commis du T.C.M.

Originaire de Toul, comme Gérard, Poirot fut nommé greffier-commis par le T.C.M. le 13 février 1792. Il traversa ainsi tous les événements de la Révolution et même du Consulat, puisqu'on le retrouve en l'an X à cette place qu'il occupa sans discontinuer.

FRANÇOIS (ETIENNE)

Greffier-commis-expéditionnaire du T.C.M.

Originaire de Nancy, il resta à ces fonctions, comme son collègue Poirot, durant toute la Révolution et jusqu'en l'an X.

Le greffe du T.C.M. devait employer en outre plusieurs « écrivains » chargés de recopier les actes. Le nom des membres de ce petit personnel ne nous est pas parvenu. L'un d'eux cependant, André Pollot, de Toul, se rendit un jour coupable de vol dans les locaux mêmes du greffe; il ne fut pas donné suite à cette affaire pour éviter un scandale, mais le 15 août 1795, Pollot comparut devant le T.C.M. pour répondre du crime de faux en écriture; il fut condamné à vingt ans de fers (voir Troisième partie, Chap. II, affaire n° 575).

Les huissiers

BUREAU le jeune (JEAN)

VOIRIN (JOSEPH-BENOIT)

Parmi tout le personnel du T.C.M., les deux huissiers représentent l'inamovibilité du personnel judiciaire que le système électif avait chassé à tout jamais pendant la Révolution.

Ils furent nommés par le Tribunal le 9 janvier 1792. Voici l'acte de nomination qui est semblable pour chacun d'eux :

Nous président et juges du tribunal criminel du département de la Meurthe, sur ce qui a été exposé des bonne vie, mœurs, capacité et du dévouement à la Constitution de la personne de Joseph-Benoît Voirin [Jean Bureau], citoien de Nanci ; le commissaire de roi ouï ; en exécution de la loi relative à la nomination des membres du tribunal criminel donnée à Paris le trois juin mil sept cent quatre vingt-onze pour le bien et la nécessité du service, nous avons nommé et nommons pour l'un des deux huissiers du tribunal le dit Joseph Benoit Voirin [Jean Bureau], duquel à l'instant nous avons pris et reçu le serment requis,

fait et délibéré en la chambre du conseil du tribunal avant midi le 9 janvier 1792 l'an IV de la liberté.

Signé : Mengin, prés., Laplante, Cordier, Gallot, Gérard, greff.

Bureau et Voirin furent renommés à tous les changements de personnel du T.C.M. ; Bonaparte les maintint en 1801 ; ils étaient encore là en l'an XI.

D'eux-mêmes nous ne savons rien, si ce n'est que le frère de Bureau le jeune, Bureau l'ainé, était greffier du Tribunal de Commerce et que Voirin avait un fils, Pierre, qui était musicien en Allemagne.

Au point de vue politique — si ces deux huissiers avaient le temps de s'y intéresser, étant donné le travail qu'ils avaient à fournir au T.C.M. — nous savons seulement qu'ils étaient d'opinions modérées et qu'ils firent tous deux partie, au début de 1795, de la Société populaire de Nancy, régénérée par Genevois.

Les interprètes

Les affaires dans lesquelles le T.C.M. dut avoir recours à un interprète sont relativement nombreuses. Il ne faut pas oublier, en effet, que le tiers du département de la Meurthe parlait allemand et que le T.C.M. eut à juger de nombreux soldats déserteurs de toutes les nationalités.

Nous ne nous occuperons que des interprètes d'allemand. Pour les autres langues, il n'y en avait pas en titre

et lorsqu'il s'agissait de juger des polonais, des tchèques ou des slovaques on s'adressait à des prisonniers originaires de ces pays, en dépôt à Nancy, ou encore au rabbin ou au sacristain de la synagogue lorsque l'accusé était de race juive.

L'interprète officiel d'allemand près le Tribunal civil de Nancy était Goutt (7) qui était avocat et dont nous parlons comme tel par ailleurs. A côté de lui, le T.C.M. fit appel à deux citoyens de Nancy : Nicolaï et Wilhem.

NICOLAI

C'était un ancien sujet autrichien, établi et marié en France depuis plus de vingt-cinq ans. Il était professeur de musique et accessoirement interprète d'allemand près des administrations et des tribunaux. Très populaire, il avait été élu maire de Nancy en 1792, mais avait refusé cette charge, invoquant sa pauvreté. Il fit cependant partie de plusieurs commissions municipales. En octobre 1793, on le trouve vice-président de la Commission révolutionnaire des Douze pour le recrutement de la garde nationale, membre de la Société populaire et du Comité de Surveillance dont il devient président en décembre. En novembre, Faure l'avait nommé juge suppléant au tribunal révolutionnaire de Nancy. Ses opinions modérées lui valurent d'être arrêté par Bar en janvier 1794 et définitivement en octobre. En décembre 1794, Genevois le nommera Directeur des Messageries et il s'inscrira comme membre à la Société populaire régénérée.

WILHEM

Wilhem était interprète d'allemand et son nom laisse supposer qu'il était lui aussi d'origine germanique. C'était un partisan de Faure ; il fut inscrit, en février 1794, sur une liste de patriotes à guillotiner. Arrêté et emprisonné sous la Terreur, il est libéré en août 1794. En septembre, Michaud le nomme interprète juré, chargé par le département de traduire les lettres allemandes venant de l'étranger. Mais le Conseil général lui retire bientôt sa confiance, car il est soupçonné d'avoir des intelligences coupables avec les « mayençais » détenus à Nancy. En janvier 1795, Genevois le fait entrer au Comité de surveillance de Nancy, il en sera le secrétaire lors de sa dissolution en mars 1795.

(7) Ainsi en témoignent les Almanachs de 1790, 1792, etc...

V**Les défenseurs officieux**

Il peut sembler téméraire de consacrer une rubrique spéciale aux avocats pendant la Révolution, alors qu'ils étaient supprimés, que la défense en justice était libre et que l'on pouvait faire plaider sa cause par un mandataire quelconque. Mais l'existence d'un corps de « défenseurs officieux », succédant à l'Ordre des Avocats, justifie ces développements.



L'Ordre des Avocats, qui était né avec les Parlements, disparut avec eux. Il fut aboli indirectement, par un décret bien anodin qui réglait le nouveau costume des magistrats. L'article 10 du décret du 2 septembre 1790 dit, en effet, simplement : « Les hommes de loi, ci-devant appelés avocats, ne devant former ni ordre ni corporation, n'auront aucun costume particulier dans leurs fonctions ». De même que l'habit ne fait pas le moine, la robe ne fait pas l'avocat et les rabattre au rang de simples citoyens ne leur enlevait pas leurs qualités.

Mais d'abord pourquoi l'Assemblée, composée en grande partie d'hommes de loi comme THOURET, son président ; ROBESPIERRE, BARNAVE, MERLIN, PORTALIS, etc... vota-t-elle une semblable mesure, sans qu'aucune protestation ne s'éleva dans son sein ?

Selon certains (8), les Constituants craignaient qu'après la suppression des Parlements et partant, après celle du titre d'avocat au Parlement, il ne se forme près des nouveaux tribunaux des hommes qui usurperaient les attributs et les prérogatives des anciens avocats. Pour écarter ce danger, ils ne virent qu'un moyen, supprimer l'ordre des avocats.

(8) FOURNEL, *Histoire des Avocats*, t. II, p. 538.

APPLETON (9) juge cette explication invraisemblable et croit plutôt que l'Ordre a été supprimé parce qu'il était impossible de sauver une institution qui avait toute l'apparence d'un privilège et dont on sentait mal la différence avec les corporations supprimées.

L'ordre des avocats disparu, ceux qui voulaient continuer à exercer cette profession reçurent le titre de « deffenseurs officieux ». C'étaient de simples particuliers, indépendants les uns des autres et qui, simples mandataires de leurs clients, devaient présenter une procuration avant chaque plaidoirie et, en matière criminelle, prêter chaque fois serment de « n'employer que la vérité dans leur deffense ».



A Nancy, au temps des beaux jours du Parlement, les avocats inscrits étaient près de trois cents ! Ils sont encore un peu plus de deux cent cinquante « avocats au ci-devant Parlement de Nancy » en 1791.

En 1792, les « deffenseurs officieux » sont deux cent vingt. Parmi eux, ainsi que nous l'avons vu plus haut, se recrutèrent la majeure partie des nouveaux magistrats et des nouveaux administrateurs révolutionnaires. Rares sont ceux qui persévèrent dans la carrière. En l'an V, en effet, les Almanachs de Nancy nous présentent une liste de quarante-deux « déffenseurs officieux ». Ils ne sont plus que vingt-huit en l'an VIII. Parmi cette liste, bien peu plaident devant le T.C.M.

C'est qu'en l'absence de toute réglementation, la carrière d'avocat devenait compromettante et pénible.



Au fond, la bonne organisation de la Justice souffrait de l'absence d'un corps réglementé d'avocats. Cet inconvénient se fit sentir dès 1792 au T.C.M. et le président

(9) APPLETON, *Traité de la profession d'avocat*.

FEBVÉ prit sur lui l'initiative de reconstituer en quelque sorte un « barreau local ».

Voici à la suite de quels incidents :

Lors de l'interrogatoire du prévenu avant l'audience, le président devait lui demander s'il avait fait choix d'un « conseil ou ami » pour le défendre à l'audience. Lorsque — comme cela arrivait souvent — le prévenu n'en avait pas, le président donnait injonction à un ancien avocat de prendre sa défense.

Or, si la commission d'office était obligatoire pour les avocats faisant partie de l'Ordre, les « deffenseurs officieux », simples particuliers se soucièrent peu d'offrir gratuitement leurs services pour aider la bonne marche d'une administration dont on les avait exclus ; ils ne se présentaient pas à l'audience et l'accusé restait sans défense.

C'est pourquoi le président FEBVÉ, après avoir réuni le Tribunal, envoya aux anciens avocats encore en exercice et devenus « deffenseurs officieux », la lettre dont on lira plus bas les termes, faisant appel à leurs sentiments d'humanité et de dévouement et invitant les volontaires à s'inscrire sur une liste spéciale dans laquelle on choisira les conseils d'office.

Voici le texte intégral de la délibération du Tribunal et de la lettre sus-dite ; cette pièce curieuse et précieuse pour l'histoire des avocats pendant la Révolution méritant d'être reproduite (10) :

27 décembre 1792.

Délibération sur une circulaire relative aux deffenseurs des accusés.

Ce jour vingt-sept décembre mil sept cent quatre vingt-douze l'an premier de la république française.

En la chambre du conseil du tribunal criminel du département de la Meurthe, trois heures après midi.

Le Président a observé au tribunal assemblé, qu'en satisfaisant à la loi, il avait toujours eu soin de désigner pour deffenseurs des

(10) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, papiers divers du T.C.M.

accusés détenus dans la maison de justice, des citoyens dignes de remplir ces fonctions honorables.

Que lors de la dernière assemblée du juré, des procédures avaient subi toute l'instruction dont elles étaient susceptibles pour être présentées au juré, et plusieurs accusés touchaient à l'instant de leurs jugements : lorsque le tribunal s'est vu forcé de surseoir à défaut de défenseurs qui abandonnaient la cause des accusés ou refusaient de paraître à l'audience lors de l'examen du procès ;

Que quelques aient été les motifs de la conduite de ces défenseurs qu'il ne cherche pas à pénétrer ici, il n'en résulte pas moins un grand mal pour la chose publique en exposant les jurés appelés à leurs frais de tous les points du département à des voyages inutiles, et en surchargeant le trésor public par des frais frustratoires et considérables d'assignation et de voyages des témoins qu'il faut congédier sans les entendre pour les appeler de nouveau. Tandis que d'un autre côté l'emprisonnement des accusés est prolongé au delà du terme voulu par la loi ;

Que pour parer autant qu'il était en lui à cet inconvénient, il avait jugé convenable d'adresser aux citoyens propres à remplir les fonctions de défenseurs, une circulaire qui pourra à l'avenir mettre le tribunal en situation de connaître ceux qui auraient la générosité de se dévouer à la défense de ces malheureux.

Il en a fait ensuite lecture, elle est ainsi conçue :

Nanci le 27 X^{b^{re}} 1702

L'an premier de la République.

Citoyens,

L'institution la plus respectable dans l'ordre judiciaire était celle qui dans l'association des hommes attachés au barreau, assurait un conseil aux prévenus de crimes. L'ordre nouveau, en faisant au président d'un tribunal criminel, le devoir indispensable de donner un défenseur à chaque accusé, a justement présumé que quoi qu'il ne subsiste plus de corporations d'hommes de lois, ceux qui jusqu'à présent en ont fait les fonctions, ne se refuseraient pas à l'obligation que l'humanité leur impose d'employer leurs talents à la défense des accusés pour assurer cet avantage que la loi accorde à tout prévenu et remplir le devoir qu'elle m'impose à cet égard ; le tribunal que je préside a pensé comme moi qu'il serait utile de connaître ceux des citoyens qui sont disposés à se livrer à l'honorable ministère de conseils des accusés, afin qu'au moment où je dois en désigner un, je ne sois embarrassé que par le choix et non par l'incertitude de trouver un citoyen assez humain pour en être flatté, ou ce qui est plus affligeant encore, par l'inquiétude de choisir un homme dont l'incivisme et la haine des lois nouvelles dicterait le refus.

Je vous crois trop sensibles à l'honneur de concourir à l'exécution de celles qui protègent l'innocence pour douter un instant de votre dévouement à la cause des malheureux, et j'ose espérer qu'en répondant à mon invitation fraternelle vous agréerez que je vous comprenne dans le tableau que je vais dresser de tous les bons citoyens qui se consacrent aux fonctions de défenseurs officieux près du tribunal criminel, tableau que je rendrai public afin d'attirer l'estime générale sur ceux qui s'y trouveront inscrits.

P.S. Réponse prompte s'il vous plaît, afin que je sache si je dois vous comprendre dans le tableau que je vais dresser incessamment.

Le Tribunal, en applaudissant aux sentiments qui ont dicté cette lettre, sur la réquisition de l'accusateur public, a ordonné que le présent procès-verbal qui en renferme les expressions, serait porté sur le registre des délibérations de la compagnie.

fait et délibéré à Nanci les an et jour avant dits et ont les président, juges, accusateur public, signé avec le greffier du tribunal à l'assistance duquel le présent a été rédigé.

Febvé, prés., André, acc. pub., Germain, Martin,
Collombel, Gérard, greff.

Cet appel ne rencontra pas beaucoup de succès et la liste dressée par le président FEBVÉ groupa à peine une vingtaine de noms.

Néanmoins il faut admettre que ce « barreau de Nancy », créé en marge des lois, donna pleine satisfaction aux magistrats, puisqu'aucune doléance nouvelle ne parvint dans la suite.



Avant de dresser la liste des « défenseurs officieux » qui ont plaidé devant le T.C.M., nous tenons auparavant à montrer comment l'opinion publique de notre ville les jugeait.

Le texte que nous allons citer est extrait d'un article du *Journal des Frontières* (n° 4 du 14 juin 1792), intitulé : « Annonce d'un procès curieux pendant au Tribunal de district de Nancy » :

...Nous venons de parler des défenseurs officieux comme de gens que nous échangeerions volontiers avec des étrangers tels que le fils

du docteur Priestley. C'est une chose bien triste de voir nos tribunaux encore à la merci de cette espèce d'hommes qui, sous les noms de procureurs et d'avocats, étaient un des plus grands fléaux de l'ancien régime... Nous dirons tout doucement, et sans vouloir fâcher personne, que c'est une espèce de *vermine* qui s'attache encore aux pauvres plaideurs, pour les ronger jusqu'aux os.

Nous avons le bonheur de n'en être pas mangé à Nancy... Il est vrai que notre tribunal du district est rempli d'avoués et de défenseurs officieux qui ne le quittent pas, mais ce sont les hommes du monde les plus désintéressés; nous n'avons que du bien à en dire ainsi que du tribunal respectable auprès duquel ils exercent si noblement leurs fonctions...

Après un tel éloge, nous allons reproduire la liste de ceux qui le méritaient. Nous allons énumérer seulement les « défenseurs officieux » qui plaidèrent devant le T.C.M. de 1792 à 1799; ils ne sont qu'une trentaine. Nous ne parlerons pas de ceux qui devinrent plus tard magistrats et dont on a parlé plus haut (SALADIN, MOUCHEREL, etc...).

Si nous avons pu obtenir sur certains quelques renseignements, pour beaucoup, malheureusement, nous ne possédons qu'un nom. Il n'est pas fait mention, en effet, dans les procédures des prénoms des conseils, et se lancer dans des recherches biographiques en partant du nom d'un GŒURY, d'un DUMONT ou d'un FERRY, est périlleux, sinon impossible et ne peut que conduire à des inexactitudes.

*Liste des « défenseurs officieux »
qui plaidèrent devant le T.C.M. de 1792 à 1799*

ADAM, de Lunéville, ancien avoué, devient juge au tribunal civil départemental en février 1795;

ANDRÉ (Henry), homme de loi à Nancy, d'opinions modérées, fut arrêté sous la Terreur. En 1791, il avait été officier municipal de Nancy;

ARNOULD, avocat à Lunéville, ancien membre du bureau de conciliation du district;

BLANCHEUR;

BOUILLAN, de Vic;

CHEMINOT père, ancien avoué à Nancy;

CHIPPEL (Etienne-André), de Lunéville, avocat à Nancy, juge au tribunal de Lunéville en mars 1795 et au tribunal civil du département en octobre 1795 ;
CONTAL, avoué à Nancy, officier municipal en février 1795 ;
COURVILLE ;
DEMETZ, de Nancy ;
DUMONT ;
FERRY (C.-F.), avocat à Nancy, officier municipal en janvier 1794, membre du bureau de censure théâtrale ;
GÉRARDY, de Nancy ;
GŒURY l'ainé, homme de loi à Nancy, quelque temps juge suppléant au district de Nancy. Son frère, Gœury le jeune, était notaire à Nancy ;
GOUTT (François), homme de loi à Nancy, interprète officiel d'allemand près le Tribunal de district de Nancy et le T.C.M. ;
JACQUEMIN ;
JACQUEMINOT, avocat à Nancy, élu député aux Cinq-Cents en mars 1797 ;
MAFFIOLI, de Nancy ;
MARIZIEN fils, de Nancy ;
MERCIER ;
OLIVIER père, de Nancy ;
PERRIN, du barreau de Metz ;
RADÈS, avocat à Lunéville, membre suppléant au directoire départemental, en novembre 1791 ; juge de paix en 1792, se distinguant par « l'exaltation de ses sentiments antichrétiens » ; président de la Société régénérée des Sans-Culottes de Lunéville en 1794 ;
RENAUD ;
THIRIET ;
VOYNANT (Sébastien-Honoré), avocat à Nancy, juge au tribunal de Nancy en 1794 ;
VUILLIEZ.

Pour terminer, nous devons faire la remarque suivante : la défense étant libre sous la Révolution, on pouvait, au dire même de la loi, se faire défendre devant le T.C.M. par un « ami » ; or, sur les 679 affaires que nous avons étudiées, les accusés ont toujours fait appel à des hommes de loi, à des « deffenseurs officieux » de métier ; une seule exception cependant, celle du nommé Gombervaux, qui a voulu être défendu par son parrain, un nommé Boyé (voir troisième partie, Chap. II, affaire n° 481).

VI

Les bourreaux et les gardiens de prison

Avant la Révolution, les bourreaux étaient fort nombreux. Ils furent réduits à un par département, près de chaque tribunal criminel.

On ne se désintéressa pas pour autant des bourreaux supprimés, et une loi du 3 frimaire an II, leur accorde un traitement annuel de 1.000 livres.

Ceux qui demandèrent cette faveur furent, pour le département de la Meurthe (11) :

Antoine GROSHOLZ, de Lutzelbourg ; Joseph VOLF, de Gerbéviller ; Jean-François HERMANT, de Lunéville ; Nicolas HERMANN, de Dieuze ; Jean-Baptiste CANE, d'Einviller ; Valentin GROSHOLZ, d'Insming ; François ROCH, de Toul ; Jean-Georges LANDER, de Lixheim ; Claude HERMANT, de Pevange (Morhange) ; Joseph HIZELY, de Baccarat ; Jacques SCHILD, de Niederstinzel.

Plusieurs d'entre eux, d'ailleurs, ne purent obtenir la pension à laquelle ils avaient droit.



A Nancy, les fonctions de bourreaux étaient dévolues depuis de longues années à la famille des Roch. Elles étaient exercées à la veille de la Révolution par Laurent Roch père et par Jean-Georges Rheine.

Un décret du roi, du 29 septembre 1790, nomme les fils Roch, Laurent et Nicolas « exécuteurs des sentences criminelles et maîtres des hautes et basses œuvres des Villes de Nancy, Vézelize et des faubourgs d'icelles ».

Ils jouiront de ces fonctions conjointement et de « survivance réciproque l'un de l'autre ».

(11) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 456.

La famille des Roch était très étendue et avait fourni en bourreaux de nombreuses villes de France. Elle était, paraît-il, apparentée à celle des Samson de Paris et continua à exercer ses fonctions au cours du XIX^e siècle (12). On dit même que la famille Roch se transmettait de père en fils le couperet qui servit à guillotiner Louis XVI. A une date toute récente ce couperet fut vendu aux enchères pour la somme de 12.000 francs (13).

En outre de leurs fonctions, les frères Roch jouissaient de certaines prérogatives mentionnées dans le décret de nomination :

« ...pour en jouir de même aux fonctions de vidanges des cours et aisances, de la dépouille des bêtes mortes dans les dépendances des bailliages de Nancy et de Vézelize, pour en faire tels profits, ils jugeront à propos et aux droits de havage sur tout entrant dans les dites villes, faubourgs et ressort d'icelles pour le compte des marchands forains et de prendre et recevoir sur chaque sac de bled et autres grains contenant un bichet ou quatre franchards plein une cueillérée tenant un pot, mesure de nos dites villes de Nancy et Vézelize pour chaque demi-sac une demie cuillerée et à proportion pour chaque charette ou chariot, chargé de bois, charbons, foin, paille, fruits, potterie, volailles, poissons, œufs, fromage, ballots, fils ou filasse, oignons, choux, navets et autres légumes, un sol et de chaque personne apportant à bras et à col les dites denrées, etc... »

Le 23 juillet 1792, Charlotte Hermann, veuve de Laurent Roch père, et tutrice de ses deux fils mineurs nommés par décret précédent, agit ès-qualité pour demander au T.C.M. d'enregistrer les lettres de provision de ses fils.

En attendant la majorité de ses fils, leur mère faisait exercer les fonctions de bourreau par un autre citoyen.

Les deux Roch restent bourreaux jusqu'en l'an V où Laurent meurt. Son frère Nicolas, seul soutien d'une mère

(12) D'après certains renseignements fournis à M. Albert TROUX par M. DENIS, ancien archiviste de Nancy, Roch, bourreau de Nancy sous la Révolution, serait l'arrière-grand-père de Roch, premier aide et beau-père de M. Deibler, bourreau de 1899 à 1930 (?).

(13) Voir à ce sujet un article paru dans le *Monde Illustré*, n° du 15 février 1935.

et de six enfants, est alors autorisé conformément au décret de 1790 à continuer provisoirement ses fonctions d'exécuteur des jugements criminels.

Le T.C.M. lui donne cette autorisation par jugement du 6 ventôse an V et le renvoie à se pourvoir devant le Ministère de la Justice pour être nommé à vie (14).

Cette nomination, signée de MERLIN, ministre de la Justice, arrivera le 3 germinal an V (27 mars 1797).



Enfin pour être complet, nous mentionnerons les gardiens, geoliers, concierges et commis des prisons. Ils sont fort nombreux et on en verra quelques-uns comparaître devant le T.C.M. pour complicité d'évasion (voir entre autres dans la troisième partie, Chap. II, les affaires n° 175, 201 *bis*, 225, etc...).

Nous ne citerons que le nom du gardien de la maison d'arrêt du Palais de Justice de Nancy, le citoyen Joseph Brêche, dit La Bonté, qui lui aussi comparut devant le T.C.M. pour avoir laissé s'évader trois détenus (voir affaire n° 275).

(14) Voir ce jugement dans la Troisième partie, chap. II, affaire n° 384.



VII

Le personnel subalterne de police judiciaire

De longs développements sur ce personnel subalterne nous feraient sortir de notre sujet. En effet, si nous n'avons pas étudié les personnalités de tous les directeurs de jury, c'est qu'au fond ils n'étaient que des juges de tribunaux de district. Nous ne parlerons pas plus des juges de paix, plusieurs membres du personnel du T.C.M. ayant d'ailleurs exercé de telles fonctions.

Nous dirons seulement quelques mots de la gendarmerie qui travaillait en étroite collaboration avec le T.C.M. pour la poursuite des criminels.

La Gendarmerie révolutionnaire se recrutait en majeure partie parmi d'anciens soldats; on y entraît par engagement volontaire après avoir reçu l'agrément des corps administratifs.

En 1792 on en augmenta considérablement l'effectif et les Archives départementales possèdent une liasse entière de demandes d'engagement (15). Nous tenons à citer une de ces demandes adressées par le coiffeur de Pagnot, qui fut plus tard juge au T.C.M., à ce dernier :

A Monsieur Pagnot, membre du Directoire du département
de la Meurthe à Nancy.

Vézélise ce 1^{er} avril 1791.

Monsieur,

Vous m'excuserée de la liberté que je prend de vous interrompre ayant l'honneur d'être connue de vous c'est ce qui fait que j'ose prendre la hardiesse de vous adresser ses lignes pour vous prier d'avoir la bonté de vous intéresser pour me faire obtenir une place dans la gendarmerie (de la Nation) à pied, comme ayant eu l'honneur de servir sa Majesté dans le Régiment de Champagne infanterie L'espace de huit ans et sept mois et que j'ai fait toutes les guerres

(15) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 426.

dernières de La Mérique ce qui pourroient peut être me faire un avantage envers MM. les membres du directoire du département à la charge de prouver mon congé qui est bon et valable, pour ce qui regarde l'écriture La voilà, ayée la bonté de l'observer et soyée assurée monsieur de ma sincère reconnaissance pour lavie.

J'ai l'honneur

Monsieur

d'être votre très humble et très obéissant serviteur.

FR. GILLET, *Perruquier.*

P.-S. — J'ai l'honneur d'assurer de mes respect à Madame Pagnot, M^{lle} Pagnot et monsieur votre frère.

Comme nous l'avons dit plus haut, la gendarmerie collabora toujours étroitement avec le T.C.M. Un incident surgit cependant un jour, en vendémiaire an VI (septembre 1797); la gendarmerie s'était autorisée d'un décret du 6 nivôse an V pour cesser les services que la loi du 16 février 1791 l'obligeait à assurer auprès de la Justice.

Le Comité de Législation consulté, répondit qu'il y avait erreur et que la gendarmerie avait mal interprété le décret en question qui ne visait que la gendarmerie à cheval de Paris et des environs.

Enfin, pour terminer cette étude, il faut parler quelque peu des chefs de la gendarmerie:

Charles-Alexandre de RAMPONT D'HAUDREMONT fut nommé capitaine de la gendarmerie dans la Meurthe le 22 juin 1791, il prêta serment le 23 septembre 1791. Il se trouvait sous les ordres directs de M. de Charly, colonel de la 17^e division de gendarmerie, réunissant les départements de la Meurthe, du Bas-Rhin et de la Moselle (16). Rampont était chevalier de l'Ordre de Saint-Louis. Lors de sa nomination, il était âgé de 45 ans. Il avait 26 ans de services: 13 ans comme sous-lieutenant et lieutenant dans le Régiment de Royal-Infanterie et 13 ans comme capitaine commandant les grenadiers de corps dans le Régiment de Brie.

Rampont joua un rôle actif à Nancy durant toute la Révolution. Pourtant, sa qualité d'ex-noble, « persécuteur des patriotes », lui causa quelques ennuis en janvier 1794; il fut même destitué en septembre par le représentant Michaud et remplacé par le sans-

(16) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 2272.

culotte Thouvenin-Favet, commandant de la garde nationale, puis par le capitaine Zickel; mais le représentant Mazade lui fit recouvrer sa place le 4 mai 1795.

Rampont avait plusieurs lieutenants sous ses ordres. Voici les principaux (17):

François FLORIMOND DE MARCHIS, né en 1750 à Lunéville, chevalier de Saint-Louis, ancien cadet-gentilhomme du Roi de Pologne, ancien volontaire dans la Légion de Conflans, ancien gendarme du Roi;

Charles-Joseph CARDON DE VIDAMPIERRE, né en 1760 à Nancy, ancien sous-lieutenant dans le Régiment de Pondichéry;

François-Louis-Jérôme DE SCHWARTZENHAUSEN-CHANTERENNE, de Dieuze, ancien gendarme du Roi;

Jean-Antoine THOUVENIN, de Toul, ancien gendarme du Roi également.

(17) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 74.

VIII

Les Jurés

Conformément à l'esprit dans lequel nous avons entrepris ce chapitre, nous allons montrer dans quelles classes de la société se recrutait le jury, quels étaient ses caractères et ses capacités.

Le jury révolutionnaire différait peu, tant par son recrutement que par ses caractères, du jury actuel. C'est pourquoi nous renvoyons aux innombrables ouvrages ou articles qui ont été consacrés à l'institution des jurés.

Nous nous bornerons à citer cette phrase de Séligman qui résume bien les caractères du jury : « Le jury a été, dès l'origine, semblable à lui-même, impitoyable pour les crimes contre la propriété ou les attentats qui menacent la sécurité de tous, fort indulgent pour les actes d'une portée individuelle, commis par un accusé intéressant ».

Dans notre conclusion générale, nous reviendrons d'ailleurs sur la manière dont le jury révolutionnaire rendait la justice.



Il est fort difficile de savoir quels jurés ont siégé dans telle ou telle affaire. Par contre les Archives départementales possèdent de nombreuses listes communales, de districts ou départementales de jurés, dans lesquelles on tirait au sort les douze jurés nécessaires au jugement de chaque affaire. Ces listes, manuscrites ou imprimées concernent également les jurés spéciaux, chargés de juger des crimes déterminés, tel que celui de faux en écriture ou de fausse monnaie par exemple ; dans ce cas la composition est la même, sauf peut-être qu'il y est fait plus appel aux membres des professions libérales, gens plus avertis que les cultivateurs ou les artisans.

Sans vouloir reproduire les noms de tous les jurés ayant siégé au T.C.M. de 1792 à 1799 nous dirons seulement qu'ils se recrutaient parmi toutes les classes de la population. On y trouve des notaires, des hommes de loi, des médecins, des pharmaciens, des administrateurs, des artisans, des commerçants, des ouvriers, des cultivateurs, etc., etc...

A titre d'exemple, nous publions une liste de jurés prise parmi tant d'autres :

Liste des trente-trois citoyens du district de Sarrebourg qui pourront être appelés aux fonctions de jurés tant d'accusation que de jugement pendant les mois de vendémiaire, brumaire et frimaire de l'an III de la République, conformément au décret du 2 nivôse :

1. Dominique SEINGRIS, cultivateur à Hesse ;
2. Charles-Joseph PARMENTIER, administrateur du district de Sarrebourg ;
3. François GREBUS, receveur des domaines à Sarrebourg ;
4. Joseph-Jean CLAUDE, agent national près la commune de Saint-Quirin ;
5. FLORENCE, officier municipal à Hesse ;
6. BOILEAU, commandant de la Garde nationale de Phalsbourg ;
7. Jean JACOB, cultivateur à Impling ;
8. Antoine GEORGIN, garde-forêts à Saint-Quirin ;
9. J.-A. MASSON, agent national près la commune de Phalsbourg ;
10. Jean-Baptiste LASSUSSE, aubergiste à Sarrebourg ;
11. Jean-Georges GERMAIN, rentier à Saint-Quirin ;
12. Pierre BOURNIQUE, maire à Abrécheville ;
13. Joseph GEORGEL, charpentier à Abrécheville ;
14. Louis LAGARDE, maire à Sarrebourg ;
15. Nicolas CATRAIN fils, demeurant à Letenbach ;
16. Dominique DEVENEY, agent national près la commune de Lorquin ;

17. PIERMEZ l'ainé, citoyen de Phalsbourg ;
18. Pierre LEIGEY, cultivateur à Héming ;
19. MAUVAIS, agent national près la commune de Bébing ;
20. Joseph-Didier JANNEQUIN, tanneur à Lorquin ;
21. Joseph BELLOT, citoyen de Niderhof ;
22. François LAUSURAIN, officier public à Sarrebourg ;
23. Jean-Baptiste SAUCY, serrurier à Wasperwiller ;
24. Nicolas RESTIGNAC, négociant à Soldatenthal ;
25. Charles-Chrisogone COLLE, demeurant à Sarrebourg ;
26. Nicolas PERREIN, aubergiste à Saint-Quirin ;
27. COLIN, maire à Niting ;
28. STEVENEL, maire à Herzing ;
29. Louis PETIT, agent national de la commune de Sarrebourg ;
30. Adrian MOUZELER, demeurant à Lixheim ;
31. Joseph L'HUILLIER, maire à Lorquin ;
32. Jean GEOFFROI, cultivateur à Bihl ;
33. Luc CHOZET, cordonnier à Niting ;

La présente liste a été dressée et arrêtée par l'agent national près le district de Sarrebourg le 19 fructidor l'an second de la République française, une et indivisible.

Signé: JORDY.

approuvé par le directoire du district de Sarrebourg...

Pour Nancy, voici le début d'une liste de 64 noms de jurés pour le trimestre de vendémiaire an III :

1. Léopold CHEMINOT père, ancien avoué ;
2. J.-B. BARRON, confiseur ;
3. FISSIÈRE, horloger ;
4. NAUDIN, épicier ;
5. LAURENT, peintre ;

6. GÉRARDIN, négociant ;
7. GASTALDY, marchand, administrateur départemental ;
8. LA FRANCE, marchand de modes ;
9. BOUCHON, perruquier ;
10. PHILBERT, cafetier ;
11. BERTIN, perruquier ;
12. L'ŒUILLET, perruquier ;
13. BARBIER fils, imprimeur ;
14. FACHOT, bibliothécaire ;
15. BRUNET, tailleur, etc., etc...

C'était une charge assez lourde d'être juré : déplacement, temps perdu, compromission possible dans les affaires politiques, etc..., aussi beaucoup essayaient de s'y soustraire en fournissant une excuse.

Un registre spécial, qui se trouve aux Archives départementales, recueillait les jugements admettant les excuses, justifiées ou non, des jurés. Si certains fonctionnaires sont empêchés par des voyages qu'ils font pour les besoins de la République ou d'autres par leurs fonctions électives, on trouve de nombreux médecins qui s'excusent de siéger comme jurés, étant retenus par leurs malades. A l'inverse, et c'est la grosse majorité des cas d'excuses, le juré invoque une maladie, réelle ou imaginaire, pour se dispenser de venir siéger. Il fournit alors un certificat médical attestant son état.

La lecture de ces documents, dont les Archives de Meurthe-et-Moselle possèdent plusieurs liasses, est des plus curieuses. Nous en reproduirons deux parmi les plus typiques :

Je soussigné officier de santé à Nanci certifie que le citoyen Henri Pognon, notaire à Nancy, rue Voltaire, est hors d'état de sortir pour se rendre au tribunal en qualité de juré d'après l'assignation

qu'il en a reçu, ledit citoyen ayant éprouvé une intranspiration qui a été suivie de fièvre et qui le retient déjà chez lui depuis six jours.
Lamoureux.

Et cette autre excuse :

Hôpital de Bosserville,

Nous officier de santé en chef de l'hôpital militaire de Bosserville certifions que le citoyen Benoît, honnête habitant d'Arth-sur-Meurthe est attaqué dans ce moment d'un flux continuels accompagné de coliques qui joint à un œdème considérable, suite d'une maladie grave qu'il a essuyée depuis peu le met hors d'état de vaquer à aucune affaire.

A Bosserville le 30 prairial an 3 de la République.

Jacquot et Rupper.
méd. — méd.

Cependant malgré ces quelques citoyens peu enclins à exercer des fonctions judiciaires, on peut dire que les jurés accomplissaient leur devoir avec empressement et conscience. A cette époque, le fait d'avoir le droit de juger ses semblables était considéré comme un honneur auquel on attachait le plus haut prix, et du président au dernier des jurés, chacun élevait ses fonctions à la hauteur d'un sacerdoce.





CHAPITRE III

La vie matérielle du Tribunal Criminel de la Meurthe

C'EST serait à notre sens une lacune, dans un ouvrage consacré au Tribunal criminel de la Meurthe, de ne pas parler de l'organisation matérielle de ce Tribunal, des locaux qu'il occupait, de ses dépendances, des traitements de son personnel. C'est pourquoi nous étudions ces questions aussi rapidement que possible, dans le présent chapitre.

I

Les locaux du T. C. M.

Le Tribunal criminel de la Meurthe était installé à Nancy (1), place de la Carrière, dans les locaux actuellement occupés par la Cour d'Appel. Ce grand édifice, qui est un des ornements de cette place avait été construit par Boffrand et il appartenait à la famille de Beauveau-Craon. En 1751, Stanislas acheta « l'Hôtel de Craon » au maréchal de Beauveau pour y installer la Cour souveraine de Lorraine, le Présidial et les autres tribunaux.

En voici la disposition exacte à la veille de la Révolution (2).

La Grande Chambre de la Cour Souveraine siégeait dans la salle actuelle des Assises;

La Chambre des Enquêtes se trouvait le long du balcon sur la Place de la Carrière, c'est la Chambre civile actuelle;

La Chambre des Requêtes était au deuxième étage, au-dessus de la précédente;

La Tournelle criminelle enfin, était à la place de la Chambre des Appels correctionnels d'aujourd'hui.

Quant au Présidial, il se trouvait au rez-de-chaussée au fond de la Cour, dans les locaux occupés de nos jours par la Bibliothèque des Avocats.

L'administration révolutionnaire avait là des locaux fort commodes pour y installer ses tribunaux.

Elle y établit le Tribunal du district de Nancy, le bureau central des juges de paix, le bureau de conciliation, etc...

(1) Nous ne parlons pas de l'établissement momentané du T.C.M. à Lunéville, en l'an IV, dont nous avons dit quelques mots dans le chapitre premier de cette partie.

(2) De nombreux détails sont donnés sur les bâtiments des tribunaux dans l'ouvrage de Ch. PFISTER, *Histoire de Nancy* (tome III, *passim*) et de LALLEMENT, *Les Maisons historiques de Nancy* (page 24).

En 1792, le Tribunal criminel de la Meurthe fut installé dans l'ancienne Grand'Chambre de la Cour Souveraine. l'actuelle salle des Assises, donnant sur la Terrasse de la Pépinière.

Cette salle « spacieuse et commode » n'était pas réservée au seul usage du T.C.M., elle servit à maintes reprises à des fêtes patriotiques et décadares (3).

La disposition actuelle de notre Salle des Assises doit différer bien peu de l'aspect que présentait la Salle d'audience du T.C.M. et les superbes boiseries qui en sont l'ornement ont dû voir se dérouler les nombreuses affaires criminelles que nous étudions (4).

Dans une lettre qu'il a écrite le 3 mars 1792, après l'installation du T.C.M., au Ministre de la Justice, le procureur-général-syndic du département de la Meurthe expose les différentes mesures qui ont été prises par le Directoire départemental pour la distribution des pièces nécessaires au service du T.C.M. (5). Ce magistrat a eu l'heureuse idée de joindre à sa lettre un plan de la salle d'audience du T.C.M. C'est d'après ce dernier que nous avons dressé le plan qui est reproduit plus loin.

(3) A. TROUX, *La vie politique*, t. II, p. 690, n. 26.

(4) Les locaux du Tribunal criminel n'échappèrent pas, au cours de la Révolution, aux excès des bandes révolutionnaires ; c'est ainsi que le 13 novembre 1792 les Marseillais mirent à sac les bâtiments de la Place de la Carrière, brûlant en particulier les portraits des ducs de Lorraine qui ornaient les différentes salles.

(5) Archives Nationales, F¹ CIII Meurthe 15. (Références et documents communiqués par M. Albert TROUX).

II

Les prisons et les lieux d'exécution

Le lien étroit qui existe entre les tribunaux criminels et les prisons, ainsi qu'avec tout ce qui touche à l'exécution des jugements, nous commande d'en dire quelques mots.

1. — Les prisons de Nancy

Nancy comptait sous la Révolution une dizaine de prisons et lieux de détention que nous allons rapidement examiner.

LA CONCIERGERIE**OU MAISON D'ARRÊT DU PALAIS DE JUSTICE**

La Prison de la Conciergerie était située au rez-de-chaussée des locaux occupés actuellement par le Tribunal civil, Terrasse de la Pépinière. Elle était destinée à recevoir les individus en instance de jugement, les condamnés correctionnels et les femmes condamnées à la détention par le T.C.M. Toutes les catégories de détenus y étaient mélangées et « sans de très grandes précautions, les hommes peuvent communiquer avec les femmes » (1).

Depuis que l'on avait ajouté à la Conciergerie quelques pièces devenues inutiles aux Tribunaux, elle pouvait renfermer 120 prisonniers. Bien que très solide, très sûre et très saine, elle ne possédait pas d'atelier, malgré la facilité qu'il y aurait eu d'en établir un.

(1) Archives Municipales de Nancy, I, 4.

LA PRISON DE LA CI-DEVANT CHAMBRE DES COMPTES

OU PRISON DE LA MONNAIE

Située rue de Callot, dans une partie des locaux occupés actuellement par les Archives départementales, cette prison pouvait contenir une centaine de détenus. On y incarcérait ceux qui avaient été condamnés à la gêne, à la détention ou aux fers, en attendant leur transportation dans un port (2). C'était une prison sûre, solide, très saine; malheureusement les prisonniers y vivaient en commun. Elle ne possédait pas non plus d'atelier, mais dès 1792 il avait été question d'en construire un, le travail des détenus serait fourni par les nombreuses fabriques de Nancy; on avait même parlé de profiter de la proximité des bâtiments de l'ancienne Chambre des Comptes, renfermant encore tout le matériel nécessaire à frapper les pièces, pour faire faire de la monnaie aux détenus.

LA RECLUSION

OU MAISON DES CI-DEVANT DAMES PRÊCHERESSES

Cette prison était située rue d'Helvétius, près de la Place des Dames actuelle. Installée dans les locaux d'un ancien palais occupé par Ferry II en 1298 (3), c'était sans conteste la plus mauvaise prison de Nancy: peu solide, peu sûre, très malsaine, elle servait surtout à la réclusion des suspects. Pouvant en contenir deux cents à grand peine, on avait été jusqu'à y loger trois cents prisonniers. On y admettait également les prêtres réfractaires (4).

(2) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 1506.

(3) Etat des monuments de Nancy au 13 ventôse an III, Bibliothèque municipale, fonds Thiery Solet, ins. 1192.

(4) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 465.

Le seul avantage de cette prison était d'avoir un atelier où les détenus étaient occupés à la filature.

Si l'on y enfermait les suspects, on y mettait aussi les vagabonds, les « filles libertines », les « hommes et les enfants atteints du mal vénérien ».

« Cette prison, dira un rapport de l'administration municipale en 1792 (5), est une école de corruption... Il serait bien à désirer que les corps administratifs s'occupassent à changer l'administration de cette maison dans laquelle on ne peut entrer sans éprouver un sentiment d'horreur ».

Dès que le nombre des détenus diminuait, on abandonna peu à peu une prison aussi défectueuse. En l'an III, n'étant plus occupée, ces locaux sont mis en vente (6).

LE QUARTIER DU REFUGE

Située rue de la Révolution (rue des Quatre-Eglises), à l'emplacement de ce qui est aujourd'hui la Maison de Secours, cette prison avait eu auparavant de multiples destinations : manufacture, renfermerie de mendiants, quartier de troupes, etc...

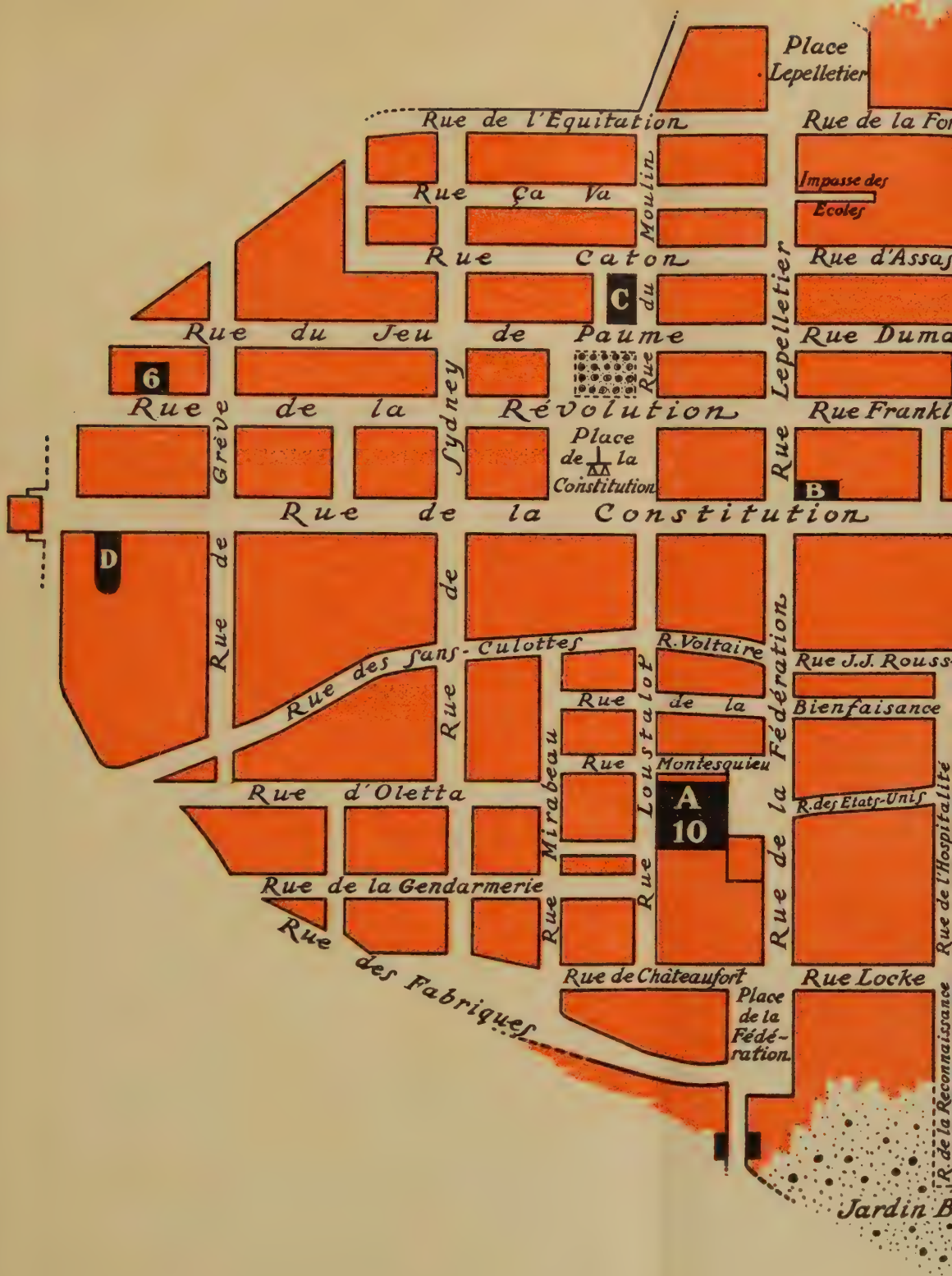
En 1792, le Refuge ne renfermait, en vertu d'une fondation dont le capital était de 62.759 livres 16 sols (7), que vingt-quatre femmes ou filles libertines. C'était une excellente prison qui possédait même un ouvroir. Les filles qui y étaient détenues n'avaient qu'à se louer de l'administration de cette maison qui était faite par des religieuses. Mais on agrandit bientôt les bâtiments qui servirent de maison de réclusion. On y détenait des suspects et en particulier des prêtres (8); ces nouveaux locaux pouvaient ainsi contenir 170 prisonniers.

(5) Archives Municipales, I, 4.

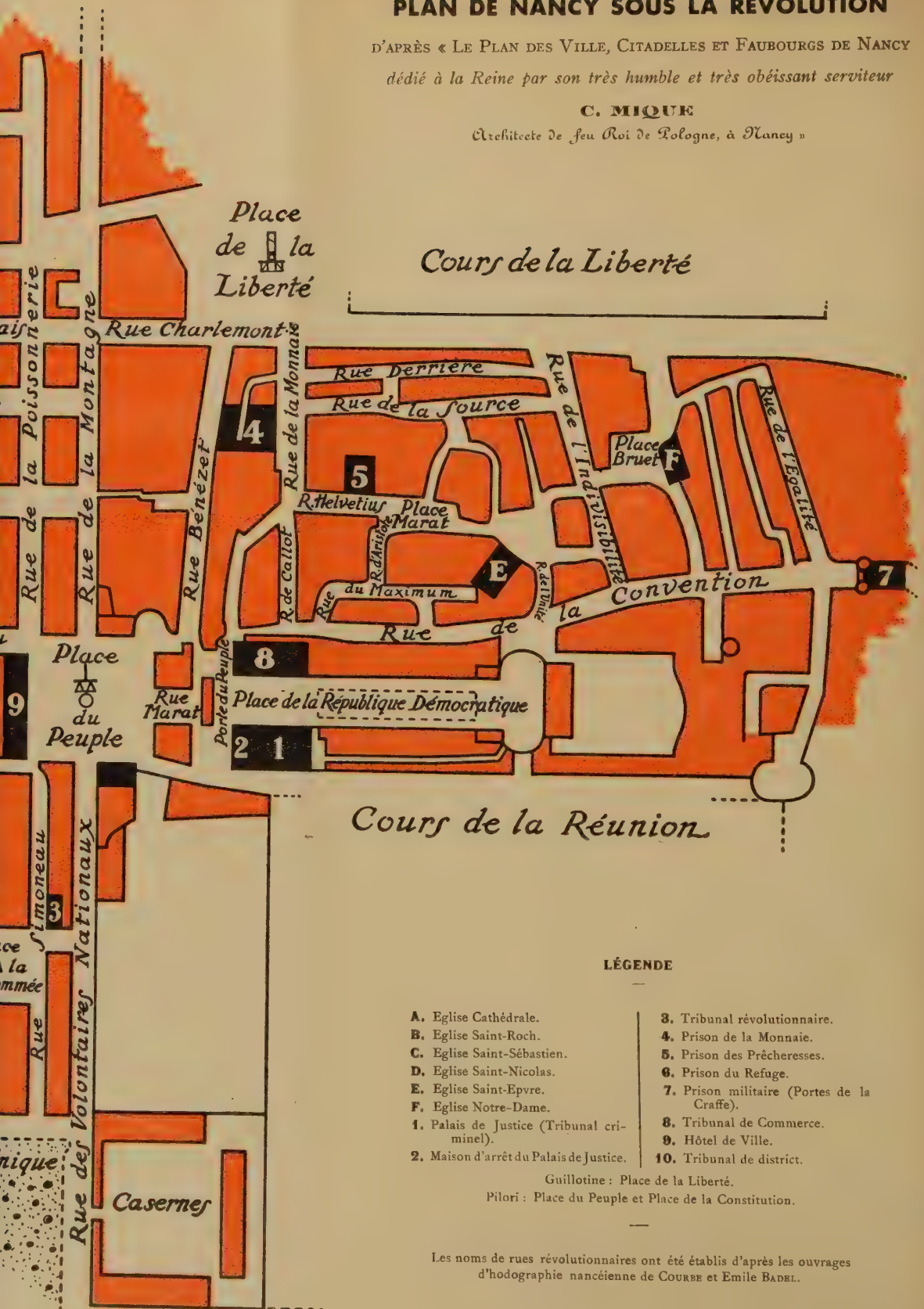
(6) Bibliothèque municipale. Fonds Thiery Solet, ins. 1192.

(7) Archives Municipales, I, 4.

(8) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 465.



Architecte de feu Roi de Pologne, à Nancy »



LÉGENDE

- | | |
|--|---|
| A. Eglise Cathédrale. | 3. Tribunal révolutionnaire. |
| B. Eglise Saint-Roch. | 4. Prison de la Monnaie. |
| C. Eglise Saint-Sébastien. | 5. Prison des Prêcheresses. |
| D. Eglise Saint-Nicolas. | 6. Prison du Refuge. |
| E. Eglise Saint-Epvre. | 7. Prison militaire (Portes de la Crafte). |
| F. Eglise Notre-Dame. | 8. Tribunal de Commerce. |
| 1. Palais de Justice (Tribunal criminel). | 9. Hôtel de Ville. |
| 2. Maison d'arrêt du Palais de Justice. | 10. Tribunal de district. |

Guillotine : Place de la Liberté.

Pilori : Place du Peuple et Place de la Constitution.

Les noms de rues révolutionnaires ont été établis d'après les ouvrages d'hodographie nancéienne de COURBE et Emile BADEL.

LES TOURS DE NOTRE-DAME

OU TOURS DE LA RÉPUBLIQUE
OU PRISON MILITAIRE

Malgré sa qualification, cette prison, qui n'est autre que les Tours de la Craffe, n'était pas exclusivement réservée aux détenus militaires, on y incarcérait aussi des prisonniers politiques (émigrés, prêtres, etc...). Très sûres et très solides ces deux tours de quatre étages pouvaient chacune contenir 150 prisonniers (9).

LES AUTRES PRISONS DE NANCY

Un « état des prêtres détenus dans les maisons d'arrêt de Nancy » en pluviôse an II (10), nous apprend qu'en outre des maisons dont nous venons de parler, plusieurs couvents de Nancy ont servi temporairement à renfermer des prêtres suspects.

Ce sont :

— La maison de détention des ci-devant Carmélites, rue de la Révolution (rue des Quatre-Eglises);

— La maison de détention des ci-devant Tiercelins, rue des Tiercelins, qui, en l'an III, devint un magasin à fourrage;

— La maison de détention de la ci-devant Annonciade, rue de la Révolution;

— Enfin la maison de détention des ci-devant Cordeliers rue Ville-Vieille, qui servit un temps à la réclusion des suspects malades ou infirmes.

(9) Archives Municipales, I, 4.

(10) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 465.

Nous ne voudrions pas quitter les prisons de Nancy sans dire quelques mots de leur administration.

Le département, concurremment avec la municipalité, s'occupait beaucoup de l'entretien des locaux pénitentiaires. Les Archives départementales et municipales possèdent à ce sujet de nombreux documents (11), traitements des gardiens, frais de greffe, achat de nourriture, de vêtements, de paille, de produits pharmaceutiques, visites médicales, travaux de réparation ou d'aménagement indiqués par des architectes qui visitaient régulièrement les prisons.

Le contrôle administratif des prisons était effectif et sérieux : deux fois par décade, un officier municipal devait visiter les prisons et s'assurer en particulier si les conditions d'hygiène étaient bien respectées.

En ce qui concerne les traitements du personnel — qui étaient payés par le département — voici à titre d'exemple, à combien ils s'élevaient en 1796 (12) :

Le gardien-chef	1.000 livres par an
Un guichetier	400 —
Un garçon de service.....	200 —

L'officier de santé chargé de visiter régulièrement les prisons touchait 500 livres par an.

La vie matérielle des détenus était également réglementée dans tous ses détails (13).

Chaque détenu, prévenu, accusé ou condamné, avait par jour un kilogramme de pain, fait avec du pur froment (extraction de 10 kilogrammes de son par quintal de blé). Les détenus devaient subvenir à leurs frais à leur nourriture.

A chaque détenu indigent, on donnait par jour une ration de soupe et alternativement un demi-kilogramme

(11) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 494 et suivants, 2-1697.

(12) Archives Municipales, I, 4.

(13) Archives Municipales, I, 4.

de viande ou un demi-litre de légumes. Les arrêtés de l'administration départementale précisait que « ces aliments sont de bonne qualité, bien cuits et assaisonnés convenablement » (14). Les détenus malades avaient droit à trois bouillons gras par jour.

Enfin du linge et des vêtements étaient distribués aux indigents et chaque prisonnier avait pour se coucher quinze kilogrammes de paille que l'on renouvelait tous les quinze jours.

Malgré tout, les prisons restaient défectueuses et si quelques-unes laissaient échapper leurs prisonniers, toutes présentaient de graves lacunes, du point de vue de l'hygiène.

2. — Les autres prisons du département

La majeure partie des renseignements que nous possédons sur ces prisons nous vient des questionnaires sur l'état des prisons que l'administration départementale envoyait aux municipalités. On y répondait en général avec franchise, ne cherchant ni à accentuer, ni à cacher l'état désastreux des locaux pénitentiaires. Pour cette raison, c'est une source sûre et précieuse pour l'histoire des prisons lorraines sous la Révolution.

DISTRICT DE BLAMONT

Le district de Blâmont était peu fourni en prisons (15). La ville de Blâmont possédait une maison d'arrêt, installée dans le bâtiment des ci-devant religieuses. Le gardien était un nommé Voinot qui gagnait 1.600 livres par an. Elle était destinée à recevoir les personnes sous le coup d'un mandat d'arrêt décerné par le Juge de Paix ou par l'administration du district ou municipale. Cette prison, très sûre et très saine, pouvait contenir 25 prisonniers.

(14) Archives Municipales, I, 4 (an VI).

(15) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 759.

Blâmont possédait aussi quelques maisons criminelles (sans doute des cachots), sûres, mais très malsaines parce que leur situation au Nord les rendait fraîches et humides.

Au point de vue matériel, les détenus devaient se nourrir et se vêtir à leurs frais, ils couchaient sur de la paille.

Aucune garde extérieure n'était assurée pour la surveillance des prisonniers, d'ailleurs ceux-ci étaient fort peu nombreux puisque le 15 vendémiaire an IV, l'administration du district déclare qu'il n'y en a qu'un seul!

Badonviller possédait aussi une prison criminelle et maison de police pour les personnes du canton sous le coup d'un mandat d'arrêt.

DISTRICT DE CHATEAU-SALINS (16)

Sans que l'on sache pourquoi, l'administration du district de Château-Salins n'a jamais voulu répondre aux questionnaires de l'administration départementale.

Aussi avons-nous des renseignements extrêmement vagues sur les prisons.

Nous savons seulement qu'il y en avait une à Château-Salins et une autre à Vic, dont le gardien était un nommé Mazelin. Le personnel de cette dernière maison d'arrêt se composait du gardien, qui gagnait 400 livres par an, d'un garçon de service qui en gagnait 200 et d'un médecin dont les honoraires annuels étaient de 100 livres.

DISTRICT DE DIEUZE (17)

La ville de Dieuze possédait 10 prisons: 4 civiles et 6 criminelles. C'étaient des maisons sûres, solides et saines dans lesquelles les détenus étaient mélangés. Seule une distinction était faite entre les détenus civils et les détenus criminels; les prévenus étaient incarcérés dans les prisons civiles.

(16) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 916 bis.

(17) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 1168.

Aucun travail n'était imposé aux détenus; cependant dès 1792 on envisageait la possibilité de créer des ateliers pour 12 personnes dans les principales prisons, de même qu'un immeuble avait été loué pour y enfermer les détenus correctionnels.

La moyenne annuelle des prisonniers était de 75, dont 6 criminels.

Fénétrange, chef-lieu de canton, avait de son côté trois prisons: une civile et deux criminelles, aux mêmes caractéristiques que celles de Dieuze.

DISTRICT DE LUNÉVILLE

Lunéville n'a qu'une seule prison (18) située en plein centre de la ville, rue de l'Union. Elle sert à tous les détenus, même aux militaires; cependant les sexes et les différentes catégories de prisonniers sont séparés. Peu sûre, malsaine, le gardien, un nommé Amagat, fait savoir à de nombreuses reprises à l'administration qu'il ne peut répondre des détenus placés sous sa garde; pour mettre en état les locaux, il faudrait dépenser au moins 40.000 livres.

La prison est faite au plus pour trente personnes; en moyenne, il y en a dix; elle ne possède aucun atelier, aucune infirmerie, les malades sont envoyés à l'hôpital.

Au gardien, qui gagne 1.600 livres par an, est adjoint un garçon de service; un officier de santé visite régulièrement les prisonniers.

Baccarat, chef-lieu de canton, possède deux prisons pouvant contenir chacune dix détenus et situées toutes deux à la maison commune. Une seule d'ailleurs est en état et salubre, elle renferme les contrevenants à la police municipale et correctionnelle. Ni les sexes, ni les différentes classes de prisonniers ne sont séparés, mais cela n'a aucune importance puisque la municipalité de Baccarat fait savoir qu'en l'an IV les prisons n'abritent aucun détenu.

(18) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 1436.

Bayon se plaint de n'avoir pour toute prison qu'une tour peu salubre, mais sûre, « appartenant à l'émigré Chaumont », et dans laquelle on met les prisonniers conduits de brigade en brigade par les gendarmes.

Gerbéviller se plaint également de n'avoir aucune prison, ni dans la ville, ni dans le canton, dont la population dépasse pourtant 5.000 habitants.

DISTRICT DE PONT-A-MOUSSON

Pont-à-Mousson (19) possède deux prisons dont le gardien est un nommé Vauflaire; elles sont sûres, solides, saines, bien entretenues; elles peuvent contenir en tout neuf prisonniers, plus quatre dans les cachots, mais elles n'ont pas d'atelier.

Dieulouard a deux prisons pouvant renfermer chacune huit prisonniers. La prison civile offre toutes les conditions de sécurité et d'hygiène nécessaires; quant à la criminelle, elle ne sert jamais, déclare, avec un certain point d'orgueil, la municipalité en 1792.

Nomeny possède aussi deux prisons dans lesquelles toutes les espèces de détenus — ils sont deux en 1792 — sont confondues; elles sont sûres, saines et solides.

Thiaucourt, enfin, est la ville la plus favorisée du district: deux prisons criminelles, et deux cachots, contenant en tout huit détenus, et quatre prisons civiles d'une contenance totale de seize détenus. Si les cachots sont sûrs, mais fort humides, les prisons civiles satisfont à toutes les conditions de l'hygiène, mais n'offrent aucune sécurité.

DISTRICT DE SARREBOURG

Sarrebourg avait trois prisons, mais en l'an III, la maison d'arrêt auxiliaire fut supprimée, « depuis que l'hydre du terrorisme est abattue » (20). Il ne resta donc

(19) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 228 et L. 2061.

(20) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 2287 et L. 2321.

que la prison de la Tour, criminelle, dont le gardien est un nommé Brack, et celle dite des Capucines, dans les locaux du couvent des ci-devant religieuses, destinée à renfermer les prisonniers correctionnels et les militaires déserteurs.

Ces prisons, assez confortables, servent à toutes les catégories de détenus, les sexes y sont pourtant séparés. Elles ont une contenance totale de soixante personnes. Leur sécurité, cependant, laisse à désirer, et l'on observe de nombreuses évasions.

Phalsbourg a quatre chambres qui servent de maison d'arrêt, de dépôt, et de prison militaire. Elles sont situées dans la maison commune et peuvent contenir quarante prisonniers. En l'an IV, elles ne sont occupées que par un militaire déserteur.

Lixheim a une prison sûre et solide, servant à tous les usages, et d'une contenance de douze prisonniers.

DISTRICT DE TOUL

Toul possède de nombreuses prisons (21) : celle de la Conciergerie, dont le gardien est un nommé Dardé (16 détenus), celle de la justice de l'évêché (4 détenus), celle de la prévôté du chapitre cathédrale (7 détenus), celle de l'abbaye de Saint-Mansuy (3 détenus) et les prisons militaires (30 détenus au maximum).

La Conciergerie et les prisons militaires sont solides, mais peu saines, car elles manquent d'air.

Dans toutes les prisons, les prisonniers sont mélangés dans une même enceinte, mais sont enfermés pendant la nuit dans différentes chambres, ayant vue sur différentes cours. Aucune n'a d'atelier.

Foug et Blénod-les-Toul, chefs-lieux de canton, possèdent une maison d'arrêt.

Minorville, village du canton de Royameix, a également une maison d'arrêt.

(21) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 2452.

DISTRICT DE VEZELISE

Vézélise (22) ne possédait qu'une seule maison d'arrêt de justice, composée d'un cul-de-fosse, de deux petits cachots et d'une chambre, locaux peu sains, incommodes, où étaient mélangés hommes, femmes et enfants; il n'y avait même pas de cours pour la promenade des prisonniers.

Colombey avait aussi une maison d'arrêt qui servait surtout aux militaires déserteurs.

3. — Les lieux et les moyens d'exécution des jugements

Parmi les manifestations les plus « spectaculaires » qu'occasionnait l'exécution des jugements criminels rendus par le T.C.M., figuraient au premier plan l'exposition des condamnés aux fers et la décollation des condamnés à mort .

L'exposition avait lieu sur une place publique, dans la ville où le crime avait été commis, ou encore au siège du Tribunal.

A Nancy, on exposait Place de Grève (Place Carnot), Place du Peuple (Place Stanislas), ou encore Place de la Constitution (Place du Marché).

Le condamné était placé sur une sorte d'estrade, attaché et gardé par des gendarmes. Un écriteau, au-dessus de sa tête, disait au Peuple son forfait et la condamnation qu'il avait encourue. Cela durait de deux à six heures.

Les exposés avaient un costume spécial, brun à manches jaunes, leurs cheveux coupés ras étaient recouverts d'une calotte jaune. Ils traînaient aux pieds un boulet de quatre à huit livres, suivant leur force.

Un arrêté de l'administration départementale du 4 ventôse an VI (23) recommande au concierge de la maison de justice de veiller soigneusement à ce que les condamnés

(22) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 2767.

(23) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle. Série L u, papiers divers du T.C.M.

ne prennent aucune « liqueur enivrante », car beaucoup d'entre eux, paraît-il, se présentaient pour être exposés en complet état d'ivresse.

La peine de l'exposition, héritage de l'Ancien Régime, n'attirait pourtant pas autant la curiosité populaire que la guillotine.

Ce n'est qu'au début de 1792 que l'on commença à parler de la « Louissette », cette nouvelle machine à couper les têtes, construite à Paris par le mécanicien Schmitt sous la surveillance du docteur messin Louis.

La guillotine commença à fonctionner à Paris le 25 avril 1792. Il s'agit aussitôt d'en fournir aux quatre-vingt trois départements, et, malgré le zèle des constructeurs, on en réclamait encore au mois d'octobre.

Dans la Meurthe, le besoin ne s'en fit pas sentir tout de suite, puisque le premier condamné à mort par le T.C.M., Brunet (24), jugé le 15 avril 1792, était contumace, et que le second, Gostens (25), condamné le 20 avril 1793, retarda son exécution par un pourvoi en Cassation (26).

Dès le 6 juin 1792 cependant, le Ministre des Contributions, Clavières, chargé de la fourniture des guillotines aux départements, écrivait à l'Administration centrale de la Meurthe « qu'il avait fait construire par le sieur Schmitt, sous l'inspection de M. Louis, une machine à décapiter qui a parfaitement rempli le but qu'on proposait ». Le Ministre avertit le Département que l'appareil, avec tous ses accessoires, paniers d'osier doublés de cuir, sangles et courroies, balais, cordes, son, graisse, vêtements

(24) Voir : Troisième partie, chap. II, affaire n° 7.

(25) Voir : Troisième partie, chap. II, affaire n° 70.

(26) Cette exécution eut lieu le 18 juillet 1793 dans la cour de la prison de Pont-à-Mousson. C'est la première fois que la « Louissette » fonctionnait dans la Meurthe. La machine livrée devait être d'une construction défectueuse car l'exécution fut marquée par un incident macabre que constate ainsi un procès-verbal : « le calet de bois s'étant apparemment trouvé déjeté, le couteau est tombé dessus, en sorte que ce n'est qu'après avoir relevé une seconde fois le couteau que l'exécution a été consommée ». (Cité par A. TROUX, *La vie politique...*, t. I, p. 175).

des aides, etc., lui serait envoyé contre la somme de 824 livres; des plans et dessins pour le montage de la guillotine, qui ne mesure pas moins de trois mètres de haut, ainsi que la manière de s'en servir, sont joints à chaque envoi.

A Nancy, pendant la Terreur, la guillotine était montée en permanence Place de Grève (Place Carnot); mais par la suite, les exécutions se faisant plus rares, on la monta et on la démontra à chaque occasion, pour ne pas gêner les évolutions de troupes qui avaient lieu journellement sur la place.



III

Le budget du T. C. M.

Nous comptons donner aux développements consacrés à cette étude l'importance qu'ils méritent. Malheureusement, les documents que nous avons trouvés aux Archives départementales ne pouvaient se prêter à un exposé complet qu'au prix de minutieuses et longues recherches.

Ces documents sont d'abord les Comptes généraux annuels du département de la Meurthe. S'ils ne présentent pas de solution de continuité, ils sont, par contre, comme leur titre l'indique, généraux, et ne donnent pas les détails des dépenses; on y voit par exemple pour les deux premiers trimestres de l'an V:

Dépenses judiciaires	63.085 livres 39 sols
Traitements des commissaires des tribunaux	5.658 — 33 —
Entretien des prisons	21.165 — 04 —

On trouve d'un autre côté les dépenses judiciaires de chaque district et les dépenses du T.C.M.. Mais ce ne sont que comptes fragmentaires ou factures éparses découvertes au hasard du dépouillement d'un dossier.

Nous allons parler d'abord des traitements du personnel du T.C.M., puis des dépenses diverses de fournitures et d'entretien.

1. — Les traitements du personnel

Parmi les nombreuses lois qui fixent le traitement des magistrats, la principale est celle des 2-11 septembre 1790, modifiée à plusieurs reprises par des lois postérieures dans le détail desquelles il serait superflu d'entrer.

Le traitement des juges se composait d'une portion fixe et d'une indemnité proportionnelle. Sur l'ensemble du traitement, une certaine somme était distraite et mise en masse pour être distribuée en droits d'assistance.

En ce qui concerne plus spécialement les traitements des magistrats des tribunaux criminels, nous avons la donnée suivante: les présidents avaient un traitement double de celui des juges au district; les accusateurs publics, un traitement égal aux trois-quarts de celui des présidents (1).

La base de calcul des traitements partant de celui des *juges*, c'est par eux que nous allons commencer.

Des pièces diverses de comptabilité des différents districts nous fournissent de précieux renseignements, malheureusement incomplets.

En 1792, un juge de Pont-à-Mousson ou de Toul gagnait 450 livres par « quartiers » (2).

Les comptes du district de Sarrebourg pour 1793 nous donnent la même somme (3).

En 1794, le traitement d'un juge de paix, qui était le même que celui d'un juge de district, est de 225 livres par mois (4).

Enfin, nous savons qu'en l'an III et en l'an IV, le traitement d'un juge de Blâmont était aussi de 225 livres (5).

Nous pouvons ainsi reconstituer le traitement mensuel complet (droit fixe et indemnité proportionnelle) des juges :

1792	150 livres par mois		
1793	150	--	—
1794	225	—	—
An III - an IV.....	225	—	—

Mais il est fort possible, sans qu'on puisse toutefois rien affirmer, que les juges de district délégués comme juges au T.C.M. devaient toucher une indemnité supplémentaire pour les dédommager de leurs frais de voyage et de séjour à Nancy. Nous n'avons trouvé aucun document capable de fortifier cette thèse.

(1) SÉLIGMANN, *op. cit.*, t. I, p. 445.

(2) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 2020.

(3) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 2287.

(4) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 910.

(5) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 738.

Du traitement des juges, il est facile de déduire celui du *président du T.C.M.*:

1792	300 livres par mois
1793	300 — —
1794	450 — —
An III - an IV.....	450 — —

De même celui de *l'accusateur public*:

1792	225 livres par mois
1793	225 — —
1794	337 (6) —
An III - an IV.....	337 (6) —

En ce qui concerne les *commissaires du pouvoir exécutif*, nous savons seulement qu'en l'an V, Marin gagnait 200 livres par mois; il en avait 225 en l'an VII (7).

Pour les *greffiers*, nous ignorons le traitement du greffier-chef, , mais nous avons trouvé dans les papiers divers du T.C.M. une pétition du commis-greffier Poirot qui réclame, le 12 germinal an III, de l'augmentation: il gagnait 100 livres par mois, il en aura 180.

Les *huissiers* (8) gagnaient 600 livres par an, mais leurs frais de déplacement, qu'ils avançaient, leur sont remboursés par le département. Le 4 prairial an III, en raison de l'augmentation considérable du coût de la vie, l'indemnité de voyage, qui était au début de 40 sols par lieue, est portée sur leur demande à 4 livres par lieue.

Les *interprètes* (9) n'avaient pas de traitement fixe, ils étaient payés selon leurs services; un « mémoire de la besogne que le citoven Goutt a faite au Tribunal criminel », en date du 25 floréal an II, nous apprend que la traduc-

(6) Chiffre approximatif.

(7) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 274 et 276.

(8) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, pièces diverses relatives au T.C.M.

(9) Pièces diverses relatives au T.C.M.

tion de la liste des jurés à l'accusé coûtait 6 livres, la présence à un interrogatoire, 10 livres, et l'assistance à l'audience, 20 livres. Dans le mois de floréal an II, Goult toucha ainsi 94 livres.

Sur le registre des frais du T.C.M. pour l'an VII, nous trouvons d'autre part qu'il a été versé à Wilhem, pour un mois de services d'interprète, 123 livres (10).

Enfin, le concierge du T.C.M., qui était le même que celui du Tribunal de district, gagnait, en 1793, 500 livres par an, dont 100 pour le service du T.C.M. (11).

L'étude très incomplète à laquelle nous venons de nous livrer, permettra cependant de se faire une idée des traitements du personnel judiciaire sous la Révolution.

Avant de terminer, il faut remarquer que les traitements varièrent énormément lorsque la monnaie n'eut plus de valeur fixe. Le montant des traitements ne peut donc plus être établi avec exactitude et leur valeur est toute relative.

Cela est si vrai que la Constitution de l'an III et les lois des 19 vendémiaire et 3 brumaire an IV disposent que les traitements des magistrats devront se calculer en mesures de blé. Cette base de calcul est ainsi fixée (12):

Président	1.500	myriagrammes	de blé
Accusateur public	1.300	—	—
Juge	1.000	—	—

Nous formulons d'ailleurs, étant donné les quelques comptes que nous avons examinés, les plus expresses réserves en ce qui concerne la stricte application de ces dispositions législatives.

(10) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 455.

(11) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, pièces diverses du T.C.M.

(12) ESMEIN, *Histoire de la procédure criminelle*, p. 118 sq.

2. — Dépenses générales du T.C.M.

Parmi les plus importantes sont sans doute celles relatives à l'exécution des jugements, puis les diverses dépenses de fournitures.

1° LES FRAIS D'EXÉCUTION DES JUGEMENTS

Les plus importantes sont *les frais d'impression des jugements*. On croyait, en effet, à cette époque, que l'affichage des jugements rendus par le T.C.M. était d'un effet salulaire sur l'esprit public et tendait à réprimer la criminalité.

A la suite d'une question posée par l'accusateur public du Tribunal criminel de la Manche, il fut rendu un décret du 6 floréal an II, autorisant l'accusateur public, lorsqu'il le jugera à propos, de faire imprimer et afficher les jugements criminels. Il était recommandé de faire les impressions avec discrétion et de réunir plusieurs jugements sur la même feuille; enfin il fallait veiller à ce que cette faculté « ne devienne pas un objet de spéculation pour les imprimeurs et que la République ne soit pas vainement constituée en frais multipliés » (13).

L'imprimeur ordinaire du T.C.M. était un nommé Guivard, qui avait son atelier près de la Porte du Peuple (Arc de Triomphe), à l'angle de la rue des Maréchaux et de la Place de la République.

Nous sommes dans l'impossibilité de donner l'état complet des fournitures qu'il fit au T.C.M.. Voici seulement à titre d'exemple, quelques extraits de ses factures (14):

I Jugement d'une feuille 1/2 à 200 exemplaires.....	60 livres
I Jugement de 2 feuilles à 1.000 exemplaires.....	369 livres
I Jugement d'une feuille à 500 exemplaires.....	100 livres
I Jugement d'une feuille 1/2 à 1.000 exemplaires.....	273 livres
soit un total de 3.817 livres pour 21 jugements.	

(13) Recueil AULARD, t. XIII, p. 76-77.

(14) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 1696 et L. 1697.

En frimaire an III :

Jugement de Thouvenin, 1.000 exemplaires	273 livres
Jugement de Thierry, 1.000 exemplaires	369 livres
Jugement de Bernard, 1.000 exemplaires.....	273 livres
etc..., etc...	

Les frais nécessités par *les exécutions capitales et l'exposition des condamnés* sont aussi importants.

Une exécution capitale, outre le salaire du bourreau et de ses aides, entraînait de nombreux frais. A titre d'exemple, voici ce que coûta l'exécution de Thouvenin, condamné à mort par jugement du 28 floréal an II (15) :

Au citoyen Baron, menuisier, pour montage et démontage de la guillotine	15 livres
A Christophe, greffier du bureau de l'état civil de Nancy, pour frais d'inhumation.....	12 l. 10 s.

D'autre part le bourreau Roch réclamait 36 livres pour chaque prisonnier condamné aux fers : pose des fers, frais d'exposition, montage et démontage du pilori.

Enfin, le transport des détenus était aux frais du T.C.M. Voici quelques chiffres pris au hasard (16) :

13 Fructidor an II :

A Laroche, brigadier de gendarmerie, pour la conduite de Laurent Blith à Sarrebourg.....	3 l.
A Sandre, gendarme, pour la conduite de Claudin à Vic et celle d'Elisabeth Marchal à Lunéville.....	40 s.
A Michel, gendarme, pour la conduite à Metz de Masson et de Baptiste	4 l. 40 s.

8 Thermidor an II :

A Kretz, gendarme, pour la conduite de Joseph Adrien à Blâmont	45 s.
etc., etc...	

(15). Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, papiers divers du T.C.M.

(16). Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, papiers divers du T.C.M.

2° LES DÉPENSES POUR FOURNITURES DIVERSES

Il serait superflu d'entrer dans le détail de toutes ces dépenses qui visaient les fournitures du greffe (papier, encre, plumes, etc.), l'éclairage et le chauffage des locaux, les frais de correspondance, les menues réparations et l'entretien des locaux.

Quelques comptes cités au hasard en donneront une idée suffisante :

Avances faites par le greffier du Tribunal criminel pour le service (17) :

	LIVRES	SOLS
à Pollot pour 5 bouteilles d'encre.....	10	
amadou et allumettes.....	1	5
port de lettres.....	16	12
6 livres de bougie.....	39	
conduite d'une corde de bois.....	15	
au facteur	22	19
15 livres de chandelles.....	16	10
conduite de 27 pièces de bois.....	7	10
portage et sciage des dites pièces.....	19	10
un almanach national de France.....	8	10
au facteur	32	16
à Guivard, pour papier.....	134	
	323	12

Voici encore une autre facture du 18 frimaire an III (18) :

MÉMOIRE DES FOURNITURES FAITES PAR LAUGIER
AU TRIBUNAL CRIMINEL :

p. le couleur et le menuisier.....	20 L.
p. la peinture et le papier « puce ».....	27 L.
p. la toile	15 L.
p. la figure de la liberté, le fond bleu national et les bordures laurier rose et collage.....	20 L.
	82 L.

(17) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, papiers divers du T.C.M.

(18) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, papiers divers du T.C.M.

Il résulte de nombreux documents que le T.C.M. devait être fort pauvre et devait continuellement s'adresser à l'administration centrale pour avoir des crédits ou des fournitures. C'est ainsi que le 26 fructidor an II (12 septembre 1794), Michaud autorisa le T.C.M. à mettre en réquisition le bois et la chandelle nécessaires à la tenue de ses audiences (19). En l'an III, le greffier Claude dut implorer le Conseil général du département pour obtenir 30 livres de chandelles. Le 4 pluviose an IV, le greffier du T.C.M., alors installé à Lunéville, réclame au département 250 livres « valeur métallique » (20), car « il manque de bois pour chauffer les salles et à la première session, les juges, les jurés et les témoins seront exposés à faire leur service sans feu... il manque de chandelles, ce qui pourrait empêcher le service prochain qui devra se continuer dans la nuit... il n'a été fourni ni papier, ni plumes... ».

Nous arrêtons là ces exemples que l'on pourrait multiplier. Ils laissent penser qu'en matière d'ouvertures de crédits, le T.C.M. et les autres tribunaux étaient peu favorisés par une Administration centrale dont les maigres ressources étaient employées à des besoins plus immédiats.

(19) A. TROUX, *La vie politique...*, t. II, p. 572, n. 35.

(20) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, papiers divers du T.C.M.

IV

Les frais de justice

La question des frais de justice méritait d'être étudiée; elle ne pouvait trouver sa place qu'ici.

Nous n'avons pas la prétention d'exposer toute la législation révolutionnaire relative aux frais et dépens. Notre but sera seulement de donner une idée des frais criminels sous la Révolution.



Les dépens étaient toujours à la charge de l'accusé lorsqu'il était condamné. Lorsqu'il était acquitté, le Tribunal décidait s'il en serait ou non déchargé.

Les frais étaient totalisés à la fin de chaque étape de la procédure, au canton, au district et au département. Un compte général était fait par les huissiers à la fin de la procédure; ce compte devait être approuvé par le président du T.C.M., puis par l'Administration départementale. C'est là une curieuse ingérence de l'administration dans l'organisation judiciaire.

Quant aux modes de recouvrement des frais et dépens, les lois de l'Ancien Régime subsistèrent longtemps (1). Il en est de même pour leur tarification, les huissiers conservèrent l'ancien tarif qui variait selon les régions.

Ce n'est que le 20 messidor an V que le T.C.M. décida d'uniformiser les tarifs de frais. Ils l'étaient probablement en fait depuis un certain temps, mais une consécration officielle était nécessaire.

(1) En ce qui concerne leur montant, il variait naturellement avec chaque affaire et on ne peut établir de moyenne. Voir à titre documentaire le montant des dépens d'une affaire normale dans le Chapitre IV de la présente partie.

En juillet 1797, le T.C.M. rédigea donc ce « Projet d'une tarification des frais de justice à soumettre à l'administration départementale ». En voici la teneur (2).

	LIVRES	SOLS
présence à un interrogatoire d'un accusé.....	2	
présence d'audition d'un témoin devant un juge.....	3	
à chaque huissier, pour présence à audience de 4 heures, sauf à augmenter pour la durée.....	3	
copie d'une ordonnance de prise de corps.....	2	
copie d'un réquisitoire.....		10
perquisition d'un accusé.....	1	
rédaction d'un procès-verbal.....	1	
— copie d'iceluy.....		10
— droit d'affiche.....		5
— pour le tambour.....	1	
témoins assistant l'huissier.....		15
chaque assignation.....		10
exploit ordinaire d'assignation.....		10
témoins: 15 sols par lieue et autant pour le retour 3 livres par jour de séjour		
acte d'écrou.....	1	
décharge sur le registre du gardien.....		10
signification d'un jugement (par rôle).....		5
commandement de payer.....		10

Ce n'est qu'en décembre 1798, exactement le 24 frimaire an VII, qu'un arrêté définitif du T.C.M., après approbation de l'Administration départementale, consacre officiellement le nouveau tarif des dépens.

Le montant des frais est peu modifié, à noter cependant qu'ils sont exprimés en francs et centimes: une livre = un franc et 10 sols = 50 centimes.

Le tarif est pourtant plus complet. Il fixe par exemple la taxe des interprètes: 3 francs par séance d'une heure et 1 fr. 50 par heure supplémentaire.

(2) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, papiers divers du T.C.M.

Ce tarif, pour être définitivement applicable, devra recevoir l'approbation du Ministre de la Justice (3).

Les huissiers du T.C.M. étaient en relation constante avec la Trésorerie du département et l'enregistrement : ainsi un exécutoire du 1^{er} germinal an IV ordonne de délivrer aux huissiers du T.C.M. une somme de 100.000 livres pour acquitter les frais des procès jugés aux diverses sessions des jurys de jugement. De même il est fait mention, le 13 fructidor an V, du dépôt au greffe du T.C.M., par le directeur des droits d'enregistrement à Nancy, de dix empreintes imprimées de papier timbré, nécessaire à l'expédition des actes de procédure.

Tout ceci nous montre que sous la Révolution, malgré la lutte contre les excès de la Justice de l'Ancien Régime, qui était fort chère, les frais et dépens d'un procès, surtout criminel, étaient encore assez élevés.

(3) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, papiers divers du T.C.M.





CHAPITRE IV

Reconstitution d'une Affaire jugée par le Tribunal Criminel de la Meurthe

(Etude de la marche de la procédure préparatoire,
de l'audience, du jugement et de son exécution)

APRÈS avoir étudié d'une part l'ensemble de la législation criminelle révolutionnaire et, d'autre part, l'organisation et le fonctionnement du T.C.M., il importe, avant d'examiner dans une troisième partie son œuvre elle-même, d'exposer assez minutieusement la procédure suivie en matière criminelle, tant devant les juridictions d'instruction qu'au T.C.M..

Pour ce faire, plusieurs méthodes s'offraient à nous. Ou bien accomplir avec précision l'exégèse de toutes les lois d'instruction criminelle pour construire dans l'abstrait la marche d'une procédure; cette méthode aurait eu le mérite d'être complète, tous les cas possibles, tous les incidents pouvant être soulevés au cours d'un procès, auraient été passés en revue; mais un tel exposé aurait été aride et monotone, il n'aurait tenu aucun compte de l'application pratique des lois par les juridictions révolutionnaires.

Ou bien, on aurait pu, en classant les 679 affaires criminelles jugées par le T.C.M. selon un plan déterminé:

affaires aboutissant à un non-lieu, affaires de contumaces, correctionnalisations de crimes, pourvois en Cassation, renvois, etc..., dégager les principales règles de procédure appliquées par les Tribunaux criminels révolutionnaires. Ce travail, empreint d'esprit pratique et donnant un exposé complet de toutes les difficultés de procédure soulevées par chaque affaire soumise au T.C.M., aurait eu le grave inconvénient d'être à la fois long et confus.

Nous nous sommes donc rallié à la solution suivante : étudier une seule affaire, une de celles qui furent soumises au T.C.M. Nous allons suivre le crime depuis le moment où il a été commis jusqu'à l'exécution du jugement, en passant par toutes les phases de la procédure : au canton, au district et au chef-lieu du département. Cette méthode aura le grand avantage d'être à la fois simple et complète, mais surtout très vivante.

Le seul reproche que l'on pourra lui faire, c'est d'être trop particulière, l'étude d'un cas sur plusieurs centaines ne donnera pas une idée générale de la procédure criminelle révolutionnaire. Nous avons cherché à atténuer cet inconvénient par le choix de l'affaire.

Il fallait, en effet, une affaire simple, comportant peu d'accusés, peu de témoins, un crime banal pour ne pas cacher la marche de la procédure par des considérations de fait. Il fallait aussi une affaire dont la procédure fût complète, au sens matériel du mot, c'est-à-dire dont aucune pièce capitale ne manquât au dossier.

Tenant compte de ces considérations, notre choix a porté sur l'affaire n° 36 (Hériat. *Vol agricole*). Cette procédure, une des rares qui subsiste en entier nous permettra d'étudier à côté d'une poursuite criminelle normale : l'abandon de poursuite contre un accusé, la procédure spéciale au cas d'accusé contumace et enfin la procédure d'un pourvoi en Cassation.

L'affaire Hériat est une des premières qui fut jugée par le T.C.M. La procédure de la loi du 16 septembre 1791 y

est suivie; procédure, qui, dans ses grandes lignes, subsista jusqu'au bout, le Code de Brumaire an IV n'ayant apporté que des modifications de détail.

En un mot, tant par son objet, un vol agricole, que par la marche du procès, l'affaire Hériat peut être considérée comme un type auquel on peut rattacher la majeure partie des affaires soumises au T.C.M.



La moisson battait son plein à Villacourt, petit village situé près de Bayon (canton de Bayon, district de Lunéville), lorsqu'un matin plusieurs cultivateurs, au moment de rentrer des gerbes d'avoine, constatèrent qu'on leur en avait volé la nuit précédente. Le doute n'était pas possible, des traces de roues de chariot étaient encore visibles.

Le bruit s'en répandit bientôt dans le village, et on suspecta aussitôt la famille Hériat, laboureurs exploitant une modeste ferme qu'ils louaient. Des faits semblables les avaient déjà signalés à l'attention de leurs concitoyens.

Les victimes du vol auraient pu porter plainte, comme la loi leur en accordait le droit (L. 16-29 septembre 1791. 1^{re} partie, titre V). Mais il est probable qu'elles n'étaient pas très assurées à ce moment dans leurs accusations.

Le crime n'ayant pas eu, directement ou indirectement de témoins, la dénonciation civique était également impossible.

Il fallait donc attendre que les officiers de police de sûreté compétents pour commencer les poursuites, agissent eux-mêmes, d'office.

Ces officiers de police de sûreté, institués par la loi du 16-29 septembre 1791, étaient les juges de paix de chaque canton, concurremment avec les officiers de gendarmerie.



I

La procédure criminelle au canton

Dans l'affaire de Villacourt, le juge de paix de Bayon, Joseph Bailly, ne perdit pas son temps. Dès le lendemain, averti du crime par la « rumeur publique », il se transportait à Villacourt pour commencer son enquête. Les Hériat étant suspectés, il se rendit en leur domicile, accompagné du maire, d'un notable du village et des cultivateurs volés. La perquisition fut concluante, et, à l'issue il rédigea un procès-verbal de transport et de reconnaissance des objets volés (1).

(1) *Reconnaissance par plusieurs citoyens des effets à eux volés et procès-verbal de transport* (17 septembre 1792).

L'an mil sept cent quatre vingt-douze le dix-sept septembre, cinq heures de relevée.

Nous Joseph Bailly, juge de paix du canton de Bayon, en cette qualité, officier de police et de sûreté.

Instruit par la rumeur publique qu'il s'est commis un vol à Villacourt pendant la nuit dernière, que des gerbes d'avoine laissées sur les chaumes ont été enlevées et que Pierre et Joseph les Hériat, fils de la veuve Hériat demeurant en ce dernier lieu en sont les auteurs, sommes en conséquence transporté au domicile de celle-ci où étant accompagné de Jean-Etienne Fréminet, maire et de Georges Guillaume, notable, tous deux de Villacourt dont nous avons requis l'assistance, avons trouvé sur les greniers environ cent gerbes d'avoine, une partie renfermée dans une masse de regain.

Joseph Pierre Collet, cultivateur à Froville, Jean Charmoi, Martin Barbier et Isidore Dorin, citoyens de Villacourt, présents à notre opération ont reconnu par différents indices que la grande partie de ces gerbes leur appartenait, savoir

Ledit Collet a reconnu à lui six gerbes par le grain et par les liens qui sont de paille de bled, ledit Charmoi une gerbe par la paille qui est fort grande, Barbié cinq gerbes par les liens qui sont de paille de bled, et Dorin deux gerbes par les liens et par l'avoine, la paille de laquelle se trouvant très petite. A ce moment avons fait saisir sur le champ Pierre Hériat, Joseph Hériat et Brigitte Albert, veuve Hériat leur mère étant évadés, avons délivré contr'eux un mandat d'amener.

Les gerbes reconnues ont été chargées sur un chariot par les susdits propriétaires et conduites en dépôt chez Georges Guillaume.

Fait et achevé les an et jour susdits sur les six heures du soir assisté de notre greffier ainsi signé à l'original. J. E. Fréminet, I. Dorin, M. Barbier, G. Guillaume, J. Charmoi, J. P. Collet, J. Bailly et J. Thibert.

Signé J. Bailly

collationné J. Thibert.

Ces premières constatations faites, le juge de paix donna l'ordre de faire comparaître les prévenus du crime. C'est le *mandat d'amener*, acte revêtu de la formule exécutoire. Il n'en fut lancé que contre la mère Hériat et son fils Joseph, l'autre fils Pierre ayant été saisi sur le champ, ainsi que l'indique l'acte précédent (2).

Il faut croire que les deux prévenus « évadés » n'étaient pas bien loin puisque dès le lendemain le juge de paix les interroge. Mais décidément le malheur poursuit cet officier de police de sûreté: dans la nuit, le prévenu qui avait été arrêté le premier s'est évadé de sa prison, « malgré une garde suffisante qui le surveillait » comme le constate, en matière d'excuse, l'acte qui suit.

Ce premier interrogatoire devant le juge de paix est, comme on le voit par le procès-verbal qui en a été dressé, assez sommaire. On aurait du mal à fonder sur lui une inculpation (3).

(2) *Mandat d'amener* (17 septembre 1792).

DE PAR LA LOI

Nous Joseph Bailly, juge de paix et officier de police du canton de Bayon, district de Lunéville, département de la Meurthe, demeurant à Villacourt. Mandons et ordonnons à tous exécuteurs de mandements de justice d'amener par devant nous en se conformant à la loi Joseph Hériat et Brigitte Albert, veuve Hériat, sa mère, ancien cultivateur à Villacourt, le premier âgé d'environ trente-six ans, taille de quatre pieds dix pouces, la seconde âgée d'environ soixante ans pour être entendus sur les inculpations dont ils sont prévenus.

Requérons tous dépositaires de la force publique de prêter main forte en cas de nécessité pour l'exécution du présent mandat.

Donné à Villacourt le dix-sept septembre 1792 l'an 4 de la liberté.

Signé: J. Bailly.

(3) *Interrogatoire* (18 septembre 1792).

L'an quatre de la liberté, le dix-huit septembre mil sept cent quatre vingt-douze, heures de midy.

Nous juge de paix et officier de police et de sûreté du canton de Bayon, résidant à Villacourt, assisté de notre greffier. Brigitte Albert, veuve Hériat, et Joseph Hériat son fils amenés devant nous en exécution de notre mandat du jour d'hier; interrogés sur les faits dont ils sont inculpés ont répondu savoir

La veuve que les gerbes d'avoine qui sont en son domicile lui appartiennent et à ses enfants, qu'elles proviennent des terres que ses fils ont louées du

Mais peu importe le vague de ces déclarations et les dénégations des prévenus, tout accuse les Hériat. Aussi, sans plus tarder le juge de paix, qui est resté à Villacourt, convoque-t-il, séance tenante, les témoins habitant le village. Un témoin de Bayon est aussi convoqué à comparaître le jour même (4).

Les témoins sont entendus séparément par le juge de paix et leurs déclarations sont consignées par écrit. Nous tenons à donner *in extenso* ce procès-verbal: en face des dénégations des prévenus, c'est sur lui que repose toute l'inculpation. L'audition des témoins qui a lieu en présence des inculpés, dura toute une après-midi, de une heure à cinq (5).

sieur Albert, de Bayon, situées au ban de Villacourt et de Froville, et des héritages appartenant à ces mêmes fils et a déclaré ne savoir signer.

Joseph Hériat que sa déclaration était la même que celle de sa mère et a signé J. Hériat.

Pierre Hériat que nous avons fait saisir s'est évadé de sa prison malgré une garde suffisante qui le surveillait. Signé J. Bailly, J. Thibert.

P. C. collationné: J. Thibert, J. Bailly.

(4) *Assig^{on} à Joseph Albert, boulanger à Bayon — Cédule* (18 septembre 1792).

Nous Joseph Bailly, juge de paix du canton de Bayon, en cette qualité officier de police et de sureté. Mandons et ordonnons à tous huissiers ou gendarmes nationaux d'assigner Joseph Albert, boulanger à Bayon à comparaître en personne par devant nous ce jourd'hui quatre heures de relevée en notre domicile à Villacourt pour faire sa déclaration sur les faits dont Brigitte Albert, veuve Hériat, Pierre et Joseph Hériat, ses fils sont prévenus.

Donné le dix-huit septembre 1792.

J. Bailly.

(Dessous, l'attestation de J. Antoine, greffier au tribunal du district de Lunéville, demeurant à Bayon, de la notification et de la délivrance sur papier timbré de la présente cédule au témoin assigné).

(5) *Déclaration des témoins* (18 septembre 1792).

L'an quatre de la liberté, le dix-huit septembre mil sept cent quatre vingt-douze, une heure de relevée.

Devant nous Joseph Bailly juge de paix et officier de police du canton de Bayon, résidant à Villacourt, assisté de notre greffier.

Sont comparus les témoins ci après appelés amiablement, à l'effet de déclarer les faits et circonstances qui sont en leur connaissance au sujet du délit dont Brigitte Albert, veuve Hériat, Pierre et Joseph Hériat ses fils, demeurant à Villacourt sont prévenus, lesquels témoins ont fait leurs déclarations ainsi qu'il suit en présence de ladite veuve et dudit Joseph Hériat.

1° Isidore Dorin, cultivateur à Villacourt âgé de quarante neuf ans a dit n'être ni parent ni allié ni serviteur ni domestique des prévenus, a déclaré

Leurs déclarations n'ont pas à être suivies de longs commentaires. Nous ferons seulement remarquer que sur ces huit témoins entendus — et ils seront les seuls dans toute l'affaire — les cinq premiers sont des victimes. Personne n'est formel sur la culpabilité des Hériat: un seul fait est probant: les gerbes d'avoine trouvées sur leur grenier ressemblent aux gerbes volées aux cultivateurs. Les trois autres témoins sont des témoins de « moralité ».

que dimanche dernier, il a fait lier un champ d'avoine à la Bare, ban de Villacourt, il s'est trouvé cinquante-quatre gerbes, que hier, comptant les aller chercher entre huit et neuf heures du matin, il a reconnu qu'on lui avait enlevé six gerbes, que de là s'étant transporté à la Bas des Vaux, il a aussi reconnu qu'on lui avait enlevé dix-huit gerbes, qu'en conséquence il se serait rendu sur les cinq heures du soir au domicile de la veuve Hériat de Villacourt, au moment de notre transport audit lieu, où étant a reconnu sur les greniers deux gerbes d'avoine qui lui appartenaient et qui provenaient des champs susdits, qu'il reconnu ces gerbes par les liens qui étaient de bois et par la paille qui était très petite et conforme à celles perdues sur les mêmes champs, qu'il aurait peut-être reconnues d'autres gerbes si les prévenus n'avaient pas eu la précaution de les délier, emporter et de les enfermer dans une masse de regain et a signé Isidore Dorin.

2° Joseph Pierre Collet, cultivateur à Froville âgé de trente-huit ans a dit n'être ni parent ni allié, ni serviteur des prévenus, et a déclaré que dimanche dernier il a fait lier un champ d'avoine au ban de Froville, lieu dit au Gay des Malades, dans lequel il s'est trouvé septante deux gerbes, le lendemain, croyant aller les charger, a reconnu que l'on lui avait enlevé vingt-trois gerbes, sur la rumeur publique, il a venu à Villacourt et s'est rendu au domicile de la veuve Hériat au moment de notre transport au dit lieu, où étant il a reconnu six gerbes d'avoine qui lui appartenaient et qui provenaient du champ susdit, il les a reconnu par le grain qui est en grande partie avoine et le surplus févotte et par les liens qui sont de paille de bled faits à petit neu et liés gauchement, déclarant en outre que lesdits Pierre et Joseph Hériat l'ont menacé qu'ils se payeraient et a signé J. P. Collet.

3° Martin Barbier, menuisier à Villacourt, âgé de trente-huit ans, a dit n'être ni parent ni serviteur des prévenus, a déclaré que dimanche dernier, il est allé lui même lier un champ d'avoine au ban de Froville, lieu dit de Frédreval, dans lequel il s'est trouvé deux trézeaux de chacun dix gerbes et un de six, que hier entre huit et neuf heures du matin, croyant les charger, il a reconnu qu'on lui avait enlevé un trézeau de dix gerbes. Sur la rumeur publique, il s'est rendu au domicile de la veuve Hériat de Villacourt, au moment de notre transport au dit lieu, où étant il a reconnu sur les greniers cinq gerbes d'avoine qui lui appartenaient et qui provenaient du champ susdit, il les a reconnu par l'avoine qui est assez grande et par les liens qui sont de paille de bled, qu'il en aurait peut-être reconnu d'autres si les prévenus n'avaient eu la précaution de délier une partie des gerbes et d'en renfermer dans une masse de regain, a signé en ajoutant qu'il a vu une ornière de chariot fraîchement faite près du trézeau enlevé, signé: M. Barbier.

4° Jean Charmoi, citoyen de Villacourt, âgé de trente-neuf ans, a dit n'être ni parent ni serviteur des parties, a déclaré que dimanche dernier il a

Deux d'entre eux s'accordent à dire que les Hériat sont des gens peu scrupuleux. Le dernier — d'ailleurs parent des prévenus — vient justifier simplement qu'il leur loue des terres.

Mais l'opinion du juge de paix est faite ; pour lui, en son intime conviction, les Hériat sont coupables, sauf peut-être la mère qui en raison de son grand âge, n'a pas dû participer au vol. On la laisse en liberté et elle ne sera plus poursuivie dans la suite.

fait lier deux champs d'avoine au ban de Froville, lieudit au pâquis de Fré-dreval, que le lendemain comptant en charger les gerbes, il a reconnu qu'il lui en manquait dix-huit, s'étant rendu au domicile de la veuve Hériat de Villacourt, au moment de notre transport audit lieu, il a reconnu sur les greniers une gerbe qui provenait du dit champ et ce par la paille qui était très grande et par les épis qui étaient entremêlés avec le pied, il en aurait peut-être reconnu d'autres si les prévenus n'avaient eu la précaution de délier une partie des gerbes qui étaient sur leurs greniers, et d'en renfermer dans une masse de regain et a signé : J. Charmoi.

5° Joseph Jacquot, garçon demeurant chez son père à Villacourt, âgé de vingt-six ans, a dit n'être ni parent ni serviteur des prévenus, a déclaré que dimanche dernier il est allé lier un champ d'avoine appartenant à son père, situé au ban de Villacourt lieu dit à la bas des Vaux dans lequel il s'est trouvé neuf gerbes, le lendemain comptant les charger entre huit à neuf heures du matin, il les a trouvées enlevées et a signé : J. Jacquot.

6° Charles Bourbon, maçon à Villacourt, âgé de trente-six ans, a dit n'être ni parent ni serviteur des prévenus, a déclaré qu'il y a quatre ans que Joseph Hériat lui prit une corde de bois dans les affouages de Villacourt que lui déclarant est allé les reconnaître chez Joseph Albert, à Bayon et a signé : Charles Bourbon.

7° Jean-Etienne Fréminet, maire de Villacourt, âgé de trente-cinq ans, a dit n'être ni parent ni serviteur des prévenus, a déclaré qu'il est environ trois ans qu'il est allé au domicile de la veuve Hériat de Villacourt avec la justice, où étant il a reconnu un tonneau (*sic*) qu'il lui appartenait et qui lui avait été enlevé au devant de son domicile et a signé : J.-E. Fréminet.

8° Joseph Albert, boulanger à Bayon, âgé de quarante ans a dit être parent germain au prévenu et a déclaré avoir loué à ces derniers environ trois jours de terres pour les avoines de la présente année et a signé : J. Albert.

Le délit étant de nature à être porté au juré d'accusation et attendu que par la déclaration des témoins, Pierre et Joseph les Hériat et Brigitte Albert, leur mère sont soupçonnés d'en être les auteurs nous avons délivré un mandat d'arrêt contre les deux premiers, la veuve étant fort âgée avons cru devoir la laisser quant à présent en liberté.

La transcription du mandat suit sur le registre.

fait et achevé les an et jour susdits cinq heures de relevée et signé à l'original : J. Bailly, J. Thiébert.

Pour copie collationnée

J. BAILLY J. THIEBERT

Quant aux deux fils Hériat, le juge n'hésite pas à signer contre eux un *mandat d'arrêt*. En son âme et conscience Joseph Bailly, juge de paix de Bayon, a trouvé qu'il y avait lieu à poursuivre criminellement le délit, il donne l'ordre de transférer les prévenus en la maison d'arrêt du Tribunal du district de Lunéville. Ce mandat d'arrêt lancé contre les deux Hériat ne sera exécuté immédiatement que contre Joseph, Pierre étant toujours introuvable.

Cet acte est lui aussi revêtu de la formule exécutoire (6).

La première phase de la procédure est terminée. Le délit ayant été commis dans la nuit du 16 au 17 septembre 1792, toute l'enquête de police est close pour le lendemain 18 au soir : c'est un record. Transféré à pied de Villacourt à Lunéville, escorté d'un gendarme de Bayon, Joseph Hériat est écroué à la prison de Lunéville (7).

(6) *Mandat d'arrêt* (17 septembre 1792)

DE PAR LA LOI

Nous Joseph Bailly, juge de paix et officier de police du canton de Bayon, district de Lunéville, département de la Meurthe, mandons et ordonnons à tous exécuteurs de mandements de justice de conduire à la maison d'arrêt du district de Lunéville, Pierre et Joseph les Hériat, fils de la veuve Hériat de Villacourt, prévenus d'un vol commis sur le finage de ce dernier lieu la nuit du seize au dix-sept présent mois. Mandons au gardien de ladite maison d'arrêt de les recevoir le tout en se conformant à la loi, requérons tous dépositaires de la force publique auxquels le présent mandat sera notifié de prêter main forte pour son exécution en cas de nécessité.

Donné le dix-huit septembre mil sept cent quatre vingt-douze l'an 4 de la Liberté.

Signé: J. BAILLY

(7) *Acte d'écrou* (21 septembre 1792).

L'an mil sept cent quatre vingt douze, l'an quatre de la liberté, premier de l'égalité, le vingt un septembre avant midy en vertu d'un mandat d'arrêt décerné par Monsieur le juge de paix et officier de police du canton de Bayon en date du dix-huit présent mois, cy joint, Je Jean-Baptiste Goury, huissier du tribunal du district de Lunéville, y demeurant soussigné dûment muni de patente certifie avoir écroué le nommé Joseph Hériat garçon majeur fils de la veuve Hériat de Villacourt, en la maison d'arrêt près le Tribunal du district de Lunéville et l'ai mis sous la garde de Jean Amaven [il se nommait en réalité Jean Amagat], gardien de ladite maison avec déffense à lui faite de ne lui donner aucun élargissement qu'il n'en soit autrement ordonné, ledit Hériat ayant été amené ce jourd'hui en ladite maison d'arrêt par Gaspard Moraux gendarme national en la résidence de Bayon, ce afin que le dit Hériat

L'acte d'écrou ainsi que la liste des frais qui lui fait suite, termine la procédure criminelle au canton. Elle va se poursuivre maintenant au district, ce sera la seconde phase, correspondant si l'on veut aujourd'hui à la comparution devant le juge d'instruction et la chambre des mises en accusation.

n'en ignore, je lui ai délivré copie tant du mandat d'arrêt cy devant dit que tout le contenu au présent exploit entre les deux guichets en parlant à sa personne les jour et an avant dits.

Signé: GOURY.

Enregistré à Lunéville le 22 septembre 1792.

Signé: BASTIEN.

p. copie du mandat d'arrêt sur le registre cy.....	10 s.
p. acte d'écrou	10 s.
p. copie du mandat et acte d'écrou au nommé Hériat.....	1 l.
p. extrait et enregistrement au registre.....	15 s.
	2 l. 15 s.

II

La procédure criminelle au district

Au district, deux autorités se partageaient les pouvoirs d'instruction: le directeur du jury et le jury d'accusation.

Le directeur du jury était un juge désigné dans chaque tribunal de district, le président excepté, pour remplir dans les matières criminelles certaines fonctions d'instruction; il était changé tous les six mois.

Nous verrons tout à l'heure les fonctions qu'il avait à remplir.

Le jury d'accusation était un organisme chargé de statuer, dans une poursuite criminelle, sur la question de savoir s'il y avait lieu ou non à accusation contre le prévenu.

Voici comment étaient choisis les membres du jury d'accusation: tous les trois mois, le procureur syndic du district dresse une liste de trente citoyens, approuvée par le directoire du district et notifiée à chacun de ceux qui la composent. Ces citoyens doivent avoir la capacité requise pour être électeur. Huit jours avant celui où doit s'assembler le jury d'accusation, le directeur du jury fait tirer au sort, en public et en présence du commissaire du pouvoir exécutif, huit citoyens; le tableau du jury d'accusation est ainsi formé.



Le 22 septembre, Laroche, directeur du jury d'accusation du district de Lunéville, prit connaissance du mandat d'arrêt lancé contre les Hériat et des pièces de la procédure; il en accusa réception au juge de paix de Bayon.

Le directeur du jury devait dans les 24 heures examiner le dossier pour vérifier si l'inculpation est de nature à être

présentée au jury. La loi lui réservait même la faculté d'entendre le prévenu. C'est ce que fit Joseph Laroche le jour même (1).

Il est à remarquer que les déclarations de l'inculpé sont bien plus détaillées que lors de l'instruction devant le juge de paix.

(1) *Audition du prévenu* (22 septembre 1792).

Aujourd'hui vingt-deux septembre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an quatrième de la liberté et le premier de l'égalité, dix heures du matin.

Nous Joseph Hériat, Juge au Tribunal du District de Lunéville et Directeur du juré.

Averti par les deux reconnaissances que nous avons visées le jour d'hier sur l'heure de midi, de la remise de Joseph Hériat, garçon majeur résidant chez sa mère à Villacourt, prévenu de vol, dans la maison d'arrêt du district de Lunéville et du dépôt fait au greffe du tribunal des pièces de la procédure instruite par le juge de paix et officier de police du canton de Bayon, contre ledit Joseph Hériat, avons ordonné au gardien de la même maison d'arrêt de faire paraître devant nous ledit Joseph Hériat.

Et icelui ayant été amené en l'auditoire public par le gardien de la maison d'arrêt assisté de l'huissier Goury, lui avons fait donner lecture du procès-verbal de reconnaissance dressé le dix-sept du présent mois de septembre par le juge de paix et officier de police du canton de Bayon, et du mandat d'arrêt décerné contre lui le dix-huit, par le même officier de police, et l'avons interpellé de nous déclarer ses nom, surnom, âge, qualités et demeure, a répondu qu'il se nomme Joseph Hériat, garçon majeur, laboureur, demeurant chez sa mère à Villacourt et qu'il est âgé de quarante-huit ans. Et sur le délit à lui imputé a dit qu'il n'est pas coupable du vol de gerbes d'avoine commis la nuit du seize au dix-sept du présent mois de septembre, à Villacourt; qu'en la présente année, il a fait au profit de sa mère, de son frère, et pour son compte, la récolte des grains provenant de la ferme qu'ils tiennent de Joseph Albert de Bayon, ainsi que des terres qui leurs appartiennent, qu'il ne se rappelle pas en quel nombre de gerbes a été la récolte d'avoine, mais que celle qui a été trouvée dans la maison de sa mère, lors de la visite qui a été faite par le juge de paix, est celle qui en provient et qu'il n'y en a pas d'autre que celle récoltée sur les dites terres; que ladite avoine a été liée de paille de sègle et de bled pour partie, et le surplus de bois, qu'en ce qui concerne la reconnaissance faite de partie desdites avoines dans un tas de regain, il observe qu'ayant remarqué que ledit regain commençait à s'échauffer, lui et son frère ont déterminé d'y mêler des pailles d'avoine, qu'à cet effet ils en ont délié quelques gerbes.

Et sur l'interpellation à lui faite de déclarer combien en la présente année il avait de jours de terre ensemencés d'avoine, tant sur les terres de la ferme tenue de Joseph Albert que sur les terres qui lui appartiennent à sa mère et à son frère. A répondu que le tout consiste en quatre jours.

Desquelles déclarations nous avons fait tenir note par le greffier-commis assermenté soussigné avec nous et le prévenu, après lecture faite.

Signé: LAROCHE JA HERIN DEFLIN
(Joseph Hériat) (greffier)

Après l'examen du dossier et l'audition de l'accusé, le directeur du jury, estimant que l'affaire était de nature à être soumise au jury d'accusation, rédigea la pièce capitale qui est la clef de voûte de toute une procédure criminelle : l'acte d'accusation. Cette pièce, après avoir rappelé la genèse du crime et les premières opérations d'instruction, en fait un exposé succinct. C'est sur l'acte d'accusation que le jury statuera plus tard. Auparavant, il est communiqué au commissaire du pouvoir exécutif qui doit y donner son adhésion, en écrivant la mention suivante, au bas de l'acte : « La loi autorise » (2).

Voici le texte de l'acte d'accusation dressé contre les Hériat :

du 27 septembre 1792, acte d'accusation.

Le directeur du juré du tribunal du district de Lunéville expose, que le vingt-et-un du présent mois de septembre heure de midy, Gaspard Moreau, brigadier de la gendarmerie nationale en poste de Bayon porteur du mandat d'arrêt délivré le dix-huit du même mois par Joseph Bailly juge de paix officier de police de sûreté du canton de Bayon, contre Pierre et Joseph les Hériat, demeurant à Villacourt, prévenus d'un vol de gerbes d'avoine commis sur le finage dudit Villacourt, la nuit du seize au dix-sept du présent mois de septembre a conduit à la maison d'arrêt du Tribunal du district de Lunéville. Joseph Hériat l'un desdits prévenus Pierre Hériat autre prévenu s'étant évadé comme il en conste au bas de l'interrogatoire prêté le dix-huit par Joseph Hériat suivant l'acte d'écrou qui en a été dressé le dit jour vingt-et-un septembre par Jean-Baptiste Goury, huissier du tribunal du même district, dont copie ensemble du mandat d'arrêt, il a délivré à l'instant au prévenu, et a remis au greffe du Tribunal les pièces qui concernent les dits prévenus ; que le lendemain vingt-deux le dit Joseph Hériat a été entendu par le directeur du juré sur les causes de sa détention ; que n'y ayant pas de partie plaignante, le directeur du jury a procédé sans délai à l'examen des pièces relatives aux causes de l'arrestation et de la détention du dit Joseph Hériat ; qu'ayant vérifié la nature du délit, il avait trouvé

(2) Si le commissaire du pouvoir exécutif n'est pas du même avis que le directeur du jury, il écrit au bas de l'acte : « La loi défend ». La question est alors portée au tribunal de district qui doit statuer dans les vingt-quatre heures.

qu'il était de nature à mériter peine afflictive, en conséquence il a dressé le présent acte d'accusation, pour, après les formalités requises par la loi. être présenté au juré d'accusation.

C'est pourquoi le directeur du juré déclare qu'il résulte de l'examen des pièces et notamment du procès-verbal dressé le dix-sept du présent mois de septembre par le juge de paix, officier de police de sûreté du canton de Bayon, duquel procès-verbal la copie déposée au greffe du Tribunal de district est resté annexé au présent acte, que pendant la nuit du seize au dix-sept du présent mois de septembre, sur le finage de Villacourt, il a été volé des gerbes d'avoine encore sur le chaume, que Joseph Hériat demeurant à Villacourt et détenu dans la maison d'arrêt du Tribunal du district de Lunéville, est prévenu d'avoir conjointement, avec Pierre Hériat, son frère, volé les dites gerbes et de les avoir transporté dans la maison qu'ils habitent avec leur mère dans le village du dit Villacourt; que le dit Joseph Hériat a déclaré au directeur du juré qu'il n'est coupable du vol des gerbes d'avoine commis la nuit du seize au dix-sept du présent mois de septembre sur le finage de Villacourt.

Qu'il résulte de tous ces détails attestés par le dit procès-verbal, que le vol dont il s'agit a été commis à dessein, sur un territoire ouvert et confié à la foi publique; sur quoi les jurés auront à prononcer s'il y a lieu accusation contre les dits Joseph et Pierre Hériat, à raison du délit mentionné au présent acte,

fait à Lunéville le vingt trois septembre mil sept cent quatre vingt douze l'an premier de la république deux heures après midy.

Signé: LAROCHE.

Soit communiqué au directeur du pouvoir exécutif à Lunéville le 23 septembre 1792.

LAROCHE.

(ajouté au bas)
la loy autorise le
commissaire du pouvoir
exécutif.

PARMENTIER

(ajouté au bas et plus tard)
« La déclaration du jury est, oui, il
y a lieu ».

Joseph FERRY

On va maintenant réunir les huit jurés d'accusation. Ils ont été prévenus individuellement quatre jours à l'avance par les huissiers du Tribunal de district. Ceux qui n'obéi-

raient pas à cette injonction sont passibles d'une amende de 30 livres et de la privation du droit d'éligibilité et de suffrage pendant deux ans. Ceux à qui un empêchement grave ne permet pas de comparaître peuvent cependant fournir, deux jours à l'avance des excuses valables.

On convoque également les témoins qui seront entendus de *vive voix* cette fois par le jury d'accusation. Ils sont invités à comparaître par exploit d'huissier, sur ordonnance du directeur du jury (3).

(3) *Ordonnance pour assigner les témoins* (29 septembre 1792).

Nous Joseph Laroche, directeur du juré du Tribunal du district de Lunéville, mandons et ordonnons à tous huissiers d'assigner Isidore Dorin, cultivateur; Martin Barbier, menuisier; Jean Charmois, Joseph Jacquot fils demeurant chez son père, Charles Bourbon, maçon; Jean-Etienne Fréminet, maire; tous citoyens demeurant à Villacourt, Joseph-Pierre Collet, cultivateur à Froville et Joseph Albert, boulanger à Bayon, témoins indiqués par l'acte de déclaration, dressé le dix-huit du présent mois, à comparaître en personne devant nous, le quatre du mois d'octobre prochain huit heures du matin, pour faire leurs déclarations sur les faits et circonstances contenues au procès-verbal dressé par le juge de paix-officier de police du canton de Bayon le 17 du présent mois, fait à Lunéville le 29 septembre 1792, l'an 1^{er} de la république.

Signé: LAROCHE.

ASSIGNATION

L'an mil sept cent quatre vingt douze, le premier de la République française deuxième octobre en vertu de l'ordonnance de monsieur le directeur du juré du tribunal du district de Lunéville en date du vingt-neuf septembre dernier cy joint; Je Jean-Baptiste Goury, huissier au même tribunal demeurant en ladite ville soussigné, dument muni de patente, certifie avoir cité et donné assignation à:

- 1° Isidore Dorin, cultivateur à
- 2° Martin Barbier, menuisier à
- 3° Jean Charmois, cultivateur à
- 4° Joseph Jacquet fils, demeurant chez son père à
- 5° Charles Bourbon, maçon à
- 6° Jean-Etienne Fréminet, maire, tous demeurant à Villacourt à
- 7° Joseph-Pierre Collet, cultivateur demeurant à Froville et à
- 8° Joseph Albert, boulanger, demeurant à Bayon

à comparaître en personne en la chambre d'instruction dudit tribunal de Lunéville, jeudy prochain, quatre du présent mois, huit heures du matin, par devant monsieur la Roche directeur du juré du même tribunal, pour faire leurs déclarations sur les faits et circonstances contenues au procès-verbal dressé par le juge de paix officier de police du canton de Bayon le dix-sept septembre dernier, le tout au désir de la dite ordonnance à peine d'y être contraint par les voyës indiquées par la loy, ce afin qu'ils n'en ignorent je leur ai à chacun séparément délivré copie tant de la même ordonnance avant

Le jour fixé, les jurés se réunissaient pour statuer sur la mise en accusation du prévenu et entendre les témoins.

La procédure de cette audience de mise en accusation étant minutieusement reproduite dans le procès-verbal de séance, nous nous bornons à le donner *in extenso*:

Formation du juré
d'accusation.

4 octobre 1792

Extrait du registre des procédures devant le directeur du juré du Tribunal du district de Lunéville.

Aujourd'hui, quatre octobre mil sept cent quatre vingt douze l'an 1^{er} de la République française, huit heures du matin.

Les citoyens François Mounet, André Lefrançois, Joseph Ferry, Joseph-François Huon et Claude-François Marguissou, jurés avertis par circulaires de se rendre ce jourd'huy et heure, en la chambre d'instruction du Tribunal du District de Lunéville, département de la Meurthe et y étant réunis.

Nous Joseph Laroche, directeur du juré du même tribunal, leur avons fait prêter, en présence du commissaire du pouvoir exécutif, le serment prescrit par la loi en ces termes :

« Citoyen , vous jurez et promettez d'examiner avec
« attention les témoins et pièces qui vous seront présentés
« et d'en garder le secret; vous vous expliquerez avec
« loiauté sur l'acte d'accusation qui va être présenté, vous
« n'écoutez ni les mouvements de la haine et de la
« méchanceté, ni ceux de la crainte et de l'affection ».

ditte que le tout au contenu du présent exploit en leurs domicile où je me suis exprest transporté parlant à leurs personnes.

GOURY.

Enregistré à Lunéville le 3 octobre 1792 gratis.

BASTIEN.

p. 8 citations et copie de l'ordonnance de mr. le juré cy et du présent exploit	8 l. 0 s.
p. papier du présent exploit	0 l. 15 s.
p. voyage de six lieux cy.....	9 l. 0 s.
p. enregistrement	0 l. 0 s.
p. celui au répertoire.....	0 l. 2 s.
	17 l. 17 s.
cy.....	17 l. 17 s.

Les jurés ont répondu chacun individuellement. Je le Jure. Après quoi, nous leur avons expliqué l'objet de l'accusation dirigée contre Joseph Hériat demeurant à Villacourt, sur laquelle ils ont à prononcer, ensuite, nous leur avons expliqué le plus clairement qu'il nous a été possible, les fonctions qu'ils avaient à remplir, et nous leur avons remis les pièces de la procédure, à la réserve de la déclaration écrite des témoins. Ces pièces ont été lues et il a été procédé à l'audition des témoins produits qui ont été entendus de vive voix, en conséquence de la citation délivrée par nous Directeur du Juré, le deux du présent mois, savoir, Isidore Dorin, cultivateur ; Martin Barbier, menuisier ; Jean Charmois, cultivateur ; Joseph Jacquet fils, demeurant chez son père ; Charles Bourbon, maçon ; Jean-Etienne Fréminet, maire, tous demeurant à Villacourt, Joseph-Pierre Collet, cultivateur à Froville et Joseph Albert, boulanger à Bayon, à chacun desquels il a été taxé six livres au cours de France. Cela fait, Nous directeur du Juré, nous sommes retiré avec le commissaire du pouvoir exécutif, pour laisser les jurés délibérer entre eux sur le champ et sans désenparer.

La délibération finie, Nous Directeur du Juré et le Commissaire du pouvoir exécutif sommes rentrés en la Chambre d'instruction et Joseph Ferry le plus ancien d'âge des jurés et faisant les fonctions de leur chef, nous a remis leur déclaration laquelle écrite au bas de l'acte de l'accusation dont il s'agit, est ainsi conçue : la déclaration du juré est, oui, il y a lieu. Signé : Joseph Ferry. De laquelle remise nous avons dressé le présent acte qui a été signé par ledit Joseph Ferry, le Commissaire du pouvoir exécutif et nous, Directeur du Juré. Signé : Joseph Ferry, Laroche et Parmentier.

Expédié par le greffier en chef du Tribunal du District de Lunéville soussigné.

Signé : LEJEUNE.

(en marge)

Expédition et pap.
vingt-cinq sous.

Dans l'affaire de Villacourt, la réponse du jury d'accusation ayant été affirmative, le directeur du jury rendit immédiatement une *ordonnance de prise de corps* contre les inculpés, ou plus exactement contre Joseph Hériat, le seul qui soit arrêté. Nous verrons plus tard, en effet, les formalités faites pour retrouver Pierre Hériat et s'assurer de sa personne, car il est contumace.

L'ordonnance de prise de corps, qui contient le rappel de l'acte d'accusation est signifiée à l'accusé (4).

(4) *Ordonnance de prise de corps contre Joseph Hériat et Pierre Hériat, ce dernier contumace* (4 octobre 1792).

Nous Joseph Laroche, juge au Tribunal du District de Lunéville, et directeur du juré, vu la délibération des jurés au bas de l'acte d'accusation dont la teneur suit

.....
(ici copie de l'acte d'accusation précédemment cité).
.....

.....laquelle déclaration à nous remise ce jourd'hui par le chef des dits jurés, en leur présence, porte qu'il y a lieu à l'accusation mentionnée au dit acte. Ordonnons que Joseph Hériat garçon majeur natif de Villacourt y demeurant, détenu en la maison d'arrêt, âgé de quarante-huit ans, de la taille de cinq pieds, cheveux noirs, les yeux gris, front bas, sourcils noirs, le teint rougeatre, le nez aquilain et rouge, un bouton ou véruë à côté sur la joue droite, bouche moyenne et le manton court et fendu, sera transféré et conduit de la dite maison d'arrêt en celle de Justice du Tribunal criminel du département de la Meurthe à Nancy et que Pierre Hériat fugitif sera pris au corps et conduit directement en la même Maison de Justice.

Mandons et ordonnons de mettre à exécution la présente ordonnance dont sera laissé copie audit Joseph Hériat et qui sera par nous notifiée conformément à la loi, tant à la municipalité de la ville de Lunéville, lieu de la situation de la maison d'arrêt qu'à celle de Villacourt où était domicilié le dit Joseph Hériat.

fait à Lunéville le quatre octobre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an premier de la république française.

Signé: LAROCHE.

L'an mil sept cent quatre vingt douze, le premier de la république française en vertu de l'ordonnance d'autre part je Jeanbaptiste Goury, huissier au tribunal du district de Lunéville y demeurant soussigné dûment muni de patente certifie avoir bien ce duement signifié et copie du contenu en la présente feuille à Joseph Hériat, garçon majeur domicilié à Villacourt, actuellement détenu en la maison d'arrêt du tribunal du district de Lunéville entre les deux guichets parlant à sa personne ce jourd'hui cinq octobre 1792.

Signé: GOURY.

Enregistré à Lunéville le 5 octobre 1792 gratis

Signé: BASTIEN.

p. copie asson des présentes cy.....	1 l.	0 s.
p. copie sur le registre du gardien de la maison d'arrêt.....	1 l.	0 s.
p. décharge à lui donnée sur le registre.....	0 l.	10 s.
p. papier et au répertoire.....	0 l.	4 s.
p. journée et vacations en produisant les témoins.....	4 l.	0 s.
p. autres démarches et prévenir le juré d'accusation.....	3 l.	0 s.

La procédure criminelle au district est à son tour terminée. L'affaire est prête à être transmise au Tribunal criminel. Auparavant il est dressé par le greffier du Tribunal de district deux pièces qui, quoique d'un intérêt secondaire, n'en ont pas moins une importance pratique très grande: l'inventaire des pièces de la procédure et l'état des frais de la procédure faite au district. Sur ce point, ainsi qu'on peut en juger, les méthodes traditionnalistes des greffes n'ont point changé (5).

(5) INVENTAIRE des pièces de la procédure instruite devant le Directeur du juré du Tribunal du district de Lunéville.

CONTRE

Joseph Hériat garçon majeur laboureur demeurant à Villacourt et Pierre Hériat aussi garçon majeur résidant au dit lieu, le premier détenu en la maison d'arrêt du Tribunal du district de Lunéville, et le second fugitif, prévenus d'un vol de gerbes d'avoine.

SAVOIR

Ce procès-verbal de reconnaissance du délit, dressé le 19 septembre 1792 par le juge de paix officier de police et de sûreté du canton de Bayon	
cotté	A
le mandat d'amener décerné ledit jour contre les prévenus, cotté.....	B
le procès-verbal d'audition desdits prévenus, dressé le 18, cotté.....	C
cédule de citation dudit jour, cottée.....	D
le cahier d'audition des témoins du même jour, cotté.....	E
le mandat d'arrêt du dit jour, cotté.....	F
l'acte de remise de Joseph Hériat l'un des prévenus dans la maison d'arrêt du district du 21, cotté.....	G
le procès-verbal d'audition du dit prévenu devant le directeur du juré, du 22, cotté	H
l'acte d'accusation du 23, cotté.....	J
la cédule de citation aux témoins à l'effet de comparaître devant les jurés, du 29, cottée.....	K
l'exploit de citation aux témoins du 2 octobre, cotté.....	L
extrait collationné du procès verbal de séance des jurés du 4, cotté....	M
l'ordonnance de prise de corps, dudit jour, 4 octobre, remise au gendarme national chargé de la conduite du prévenu dans la maison de justice près le Tribunal criminel, cottée.....	N

fait au greffe du Tribunal du district de Lunéville, le cinq octobre 1792, l'an 1^{er} de la République française.

Signé LEJEUNE.

(en marge)

Inventaire: quinze sous.

Conformément à la loi, le procès et l'accusé sont alors envoyés, par les ordres du commissaire du pouvoir exécutif, au Tribunal criminel du département, et ce dans les vingt-quatre heures de la signification de l'ordonnance de prise de corps à l'inculpé.

Les accusés ne sont pas ici dans les conditions requises pour opter entre plusieurs tribunaux criminels (6). Il faut en effet, que le jury d'accusation soit celui du lieu où est établi le Tribunal criminel ou que l'accusé soit domicilié dans le district où siège le Tribunal.

Dans l'affaire dont nous nous occupons, le seul Tribunal criminel compétent est donc celui de la Meurthe.

Mémoire des frais de la procédure instruite devant le directeur du juré du Tribunal du district de Lunéville.

CONTRE

Joseph Hériat garçon majeur laboureur résidant à Villacourt.	
Pour reconnaissance du dépôt des pièces de la procédure, donnée par le greffier du Tribunal, cy.....	10 l. 0 s.
p. deux copies du mandat d'arrêt envoyées l'une à la municipalité de Villacourt, lieu du délit, et l'autre à celle de Lunéville, lieu de la situation de la maison d'arrêt, cy.....	1 l. 5 s.
p. Expédition du procès-verbal de séance des jurés, cy.....	15 s.
p. l'inventaire, cy.....	15 s.
p. décharge des pièces de la procédure, cy.....	10 s.
à l'huissier suivant son mémoire au bas de l'acte de remise des prévenus dans la maison d'arrêt, cy.....	2 l. 15 s.
au même huissier pour sa présence à l'audience du prévenu devant le directeur du juré, cy.....	1 l. 10 s.
au même suivant son mémoire au bas de la cédule de citation aux témoins, cy.....	17 l. 15 s.
à chacun des huit témoins ouïs devant les jurés, six livres, iceux payés en vertu d'un exécutoire provisionnel décerné le 4 octobre, par le receveur du droit d'enregistrement, cy.....	48 l.
à chacun des deux exprès envoyés aux jurés de campagne pour les avertir, trois livres, dix sols, iceux également payés sur le dit exécutoire portant 55 l., cy.....	7 l.
Total (non calculé sur le mémoire).....	90 l. 5 s.

(6) Ceux des deux départements les plus voisins.



III

La procédure devant le Tribunal Criminel

Nous ne reviendrons pas sur la formation et l'organisation du Tribunal criminel, ni sur les fonctions qui sont dévolues à chacun de ses membres, ceci ayant été traité dans les chapitres précédents.

Nous nous bornerons à suivre la marche du procès des Hériat devant le T.C.M.

1. — La procédure avant l'audience

Nous allons être obligé de diviser notre exposé, la même procédure n'étant pas suivie pareillement pour les deux accusés, dont l'un est contumace.

Joseph Hériat qui était écroué à la prison de Lunéville, fut transféré à la maison de Justice du T.C.M. à Nancy et, conformément à la loi fut interrogé par le Président dans les vingt-quatre heures de son arrivée. Cet interrogatoire sera rapporté plus loin, quitte à faire un petit décalage dans la marche du procès, en même temps que celui de Pierre Hériat.

Ce dernier, depuis son évasion après sa première audition par le juge de paix de Bayon, n'avait plus donné signe de vie. Il échoyait de suivre contre lui la procédure en cas de contumace. Huit jours après la publication de l'ordonnance de prise de corps, le commissaire du pouvoir exécutif envoya au Président un réquisitoire (1).

(1) *Réquisitoire* (12 octobre 1792).

AU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL CRIMINEL

Requiert le Commissaire provisoire du pouvoir exécutif, que vu l'ordonnance de prise de corps, rendu le quatre octobre présent mois, contre Pierre Hériat, garçon majeur natif de Villacourt y demeurant fugitif vous rendiez une ordonnance portant qu'il sera fait perquisition de sa personne, et que chaque citoyen est tenu d'indiquer l'endroit où il se trouve, laquelle ordonnance avec celle de prise de corps sera à notre diligence proclamée, et affichée pendant deux dimanches consécutifs, à la porte de l'accusé, ainsy qu'à la porte de l'église de son domicile.

Signé: RÉGNIER

Le Président rendit sur le champ une ordonnance constatant la contumace de Pierre Hériat et ordonnant qu'il soit fait « perquisition de sa personne », invitant chaque citoyen à « indiquer le lieu où il se trouve » (2).

Les opérations de recherche et de publicité imposées par la loi pour retrouver le fugitif se divisent en deux groupes :

— Une perquisition à son domicile.

— Deux publications, à huit jours d'intervalle, de l'ordonnance de recherche et de celle de prise de corps, à la porte du domicile de l'accusé et à celle de l'église de son village.

Après quoi, s'il n'est pas retrouvé, il est jugé par défaut. Pierre Hériat, lui, sera retrouvé après la première publication.



La perquisition au domicile des Hériat fut faite par l'huissier Bureau le jeune, du T.C.M., qui se transporta à Villacourt. L'opération revêtait certaines formes comme on le verra dans le procès-verbal qui en a été dressé. Pour plus de sûreté Bureau avait emmené les deux témoins de Nancy, l'un d'eux n'est autre que son collègue Voirin, et le second Pollot, commis au greffe du T.C.M. (3).

(2) Nous Nicolas Antoine Michel Mengin, président du tribunal criminel du département de la Meurthe, vu l'ordonnance du directeur du juré du quatre du courant contre Pierre Hériat fils majeur natif de Villacourt et les pièces qui constatent son évasion ordonnons qu'il sera fait perquisition de sa personne, et que chaque citoyen est tenu d'indiquer le lieu où il se trouve et sera la présente ordonnance avec celle de prise de corps, à la diligence du commissaire du pouvoir exécutif, affichée à la porte de l'accusé ainsi qu'à la porte de l'église du lieu de son domicile, et proclamée dans les lieux cy dessus énoncés pendant deux dimanches consécutifs, de tout quoi sera dressé procès-verbal, fait à Nancy le douze octobre 1792. L'an premier de la République.

Signé: MENGIN

(3) *Procès-verbal de perquisition contre Pierre Hériat de Villacourt* (12 octobre 1792).

L'an mil sept cent quatre vingt douze, le douze octobre avant midy, l'an premier de la République, en vertu d'une ordonnance rendue par Monsieur

Deux jours après, le même Bureau le Jeune effectuera la première publication de l'ordonnance de recherche et de celle de prise de corps, selon un cérémonial qui est reproduit au procès-verbal. Cette publication a été faite à la

Mengin, président du Tribunal Criminel, du Département de la Meurthe, séant à Nancy en date du douze octobre présent mois, cy-joint.

A la requête de Monsieur le Commissaire provisoire du pouvoir exécutif au même Tribunal.

Je huissier au dit Tribunal demeurant à Nancy soussigné me suis rendu au village de Villacourt, au domicile de Pierre Hériat demeurant à Villacourt accusé contumax ou étant et parlant à *sa mère laquelle* m'a fait réponse qu'il était absent, et qu'elle ignorait le lieu de sa retraite actuelle, et après une fidelle recherche et l'acte perquisition, dans sa dernière demeure, je n'ai point trouvé le dit Pierre Hériat, ny personne qui m'indique le lieu de sa retraite, en conséquence j'ai dressé le présent procès-verbal de perquisition pour servir et valoir ce que raison et afin que le dit Pierre Hériat n'en ignore, je luy ay délivré copie par affiche à la porte de son domicile, de l'ordonnance du juré, de prise de corps rendu le quatre du courant par le directeur du juré. de Lunéville, celle rendue par monsieur le Président du Tribunal criminel cy dessus rappelé, en date du douze du même mois, ensemble du contenu au présent procès-verbal, avec déclaration à un chacun que chaque citoyen et obligé suivant la loi d'indiqué l'endroit où se trouve ledit Pierre Hériat, en conséquence toute personne sont invités et sommé de remplir son vœu, dans le cas qu'elle soit instruite de sa retraite, fait et clos à Villacourt en présence et assistance de *Joseph Benoît Voirin et André Pollot tous deux bourgeois de Nancy trouvé audit lieu.*

Tous deux Mes Témoins connus et requis qui ont signé avec moy tant au présent procès-verbal qu'à la copie affichée lecture faite.

Signé: VOIRIN A. POLLOT BUREAU
le jeune

Enregistré à Nancy le 16 octobre 1792 gratis

Signé: *illisible*

(en marge et de travers)

p. copie de l'ordonnance de prise de corps vu la longueur.....	2 l.
p. celle de l'ordonnance du Président.....	10 s.
p. perquisition	1 l.
p. exploit original	10 s.
p. copie d'iceluy	10 s.
p. droit d'affiche, et témoins, et papiers.....	1 l.
p. voyage à Villacourt distant de dix lieues (en réalité 32 kilom.)	15 l.

20 l. 10 s

porte du domicile de Pierre Hériat et à celle de l'église de Villacourt (4).

(4) *Première publication contre Pierre Hériat de Villacourt* (du 14 octobre 1792)
(devant l'Eglise du Village)

L'an mil sept cent quatre vingt-douze, le quatorze octobre avant midy, et de la République la première.

En vertu d'une ordonnance renduë par Monsieur Mengin Président du Tribunal Criminel du Département de la Meurthe séant à Nancy en datte du [quatorze] douze présent mois, cy joint.

A la requête de monsieur le commissaire provisoire du pouvoir exécutif, au même Tribunal.

Je huissier au même tribunal demeurant à Nancy soussigné me suis renduë au village de Villacourt, au devant de la porte principale d'entrée de l'église paroissiale du dit lieu ou étant j'ai lû et proclamé à haute et intelligible voix l'orsque le peuple sortait en plus grand nombre de la messe paroissiale, le procès-verbal de prise de corps rendu par le directeur du juré du Tribunal du district de Lunéville le quatre, du courant; l'ordonnance renduë par monsieur le Président cy dessus datté en datte du douze même mois, rendue contre Pierre Hériat fils nâtu de Villacourt, accusé contumace, d'avoir volé conjointement avec son frère Joseph Hériat des gerbes d'avoine encore sur le chaume, dans le lieu de Villacourt, avec la déclaration que la loi exigeait que chaque citoien soit tenu d'indiquer le lieu de la retraite dudit Hériat; en conséquence toutes personnes sont invités et interpellés de si conformer.

De la qu'elle déclaration j'ai dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ainsi que de raison et afin que personne n'en ignorent j'ai à l'instant affiché à la porte de la dite paroisse coppies de toutes les pièces rappelées au présent procès verbal, ensemble coppies des présentes, le tout fait en présence et assistance de *Joseph Benoît Voirin et André Pollot tous bourgeois de Nancy y demeurant trouvé sur les lieux*

qui se sont soussigné avec moi lecture faite tant au présent procès-verbal qu'à la coppie affiché lecture faite.

Signé: VOIRIN A.POLLOT BUREAU
le jeune

Enregistré à Nancy le 16 octobre 1792 gratis

Signé: *illisible*
(en marge et en travers)

p. proclamation	1 l.
p. exploit original	1 l.
p. coppie d'iceluy	10 s.
p. celle de l'ordonnance de prise de corps	2 l.
p. celle du réquisitoire et de l'ordonnance	10 s.
p. voyage distant de 10 lieues	15 l.
p. droits d'affiche et témoins papier	1 l.
	21 l. 0 s.

Première publication contre Pierre Hériat de Villacourt (du 14 octobre 1792)
(à la porte de son domicile)

Même texte que l'acte précédent sauf le passage: « Au devant de la porte

Une telle procédure devait être peu efficace pour retrouver les accusés fugitifs, le nombre des affaires jugées par défaut par le T.C.M. en fait foi.

Ici pourtant, singulier hasard, Pierre Hériat fut retrouvé après la première publication. Il ne devait pas être bien loin et n'avait pas dû prendre de grandes précautions pour cacher sa retraite. Comment, où, par qui fut-il repris? Nous l'ignorons. Nous pouvons seulement dire que c'est dans le district de Lunéville et dès la publication des deux ordonnances car le lendemain il était écroué à la Maison de Justice du Tribunal comme en témoigne le procès-verbal de transfert qui le concerne (5).

La loi ordonnait au Président du T.C.M. d'entendre l'accusé dans les vingt-quatre heures de son arrivée en la Maison de Justice du Tribunal.

Joseph Hériat, transféré le 6 octobre fut entendu le 7 par MAROTEL, juge du T.C.M., délégué par le Président.

principale d'entrée de l'église... » qui est remplacé par: « au devant de la porte du domicile de Pierre Hériat, habitant du dit lieu ».

Le reste sans changement.

Mêmes signatures, même mention d'enregistrement.

(en marge et en travers)

p. proclamation	1 l.	
p. exploit original	1 l.	
p. coppie d'iceluy		10 s.
p. celle de l'ordonnance de prise de corps	2 l.	
p. celle de l'ordonnance de Mr Mengin		10 s.
p. droit d'affiche et témoins	1 l.	
		6 l. 0 s.

(5) Extrait des registres de la Maison de Justice du tribunal criminel du département de la Meurthe, séant à Nancy le quinze du mois d'octobre 1792, nous gendarmes nationaux à la résidence de Lunéville, certifions qu'en vertu d'une réquisition du commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal du district de Lunéville nous avons déposé en la maison de Justice du Tribunal criminel de Nancy le nommé Pierre Hériat prévenu de vol, contumax décrété de prise de corps par ordonnance du quatre du présent mois commune avec Joseph Hériat déjà détenu dans la dite maison de justice Nancy les ans et jours avant di, signé Bragard, Voynot et J. Labonté gardien.

Je soussigné gardien de la maison de justice certifie le présent extrait véritable.

signé: J. LABONTÉ.

Cette audition devait se faire en présence de l'accusateur public et du commissaire du pouvoir exécutif. Le greffier prenait note des réponses de l'accusé et en dressait procès-verbal (6).

(6) *Interrogatoire de Joseph Hériat* (7 octobre 1792).

Ce jourd'hui sept octobre mil sept cent quatre vingt-douze, l'an 4 de la liberté, 1^{er} de l'égalité et de la république, en la salle d'audience du tribunal Criminel du département de la Meurthe. huit heures du matin.

Nous Antoine-Firmin Marotel, juge du dit Tribunal, délégué par le Président, vû le procès-verbal de la remise de Joseph Hériat, garçon majeur demeurant à Villacourt en la maison de justice du même tribunal et le dépôt au greffe des pièces de son procès le jour d'hier, sur l'heure de midi, le dit Joseph Hériat accusé d'un vol commis dans la nuit du seize et dix-sept septembre dernier de gerbes d'avoine encore sur le chaume des terres du finage de Villacourt, avons fait amener en l'auditoire le dit accusé dans les vingt-quatre heures pour l'entendre et prendre de lui les éclaircissements qu'il voudra donner sur les faits et circonstances à lui imputés; et là en présence de l'accusateur public et du commissaire du pouvoir exécutif avons reçu les réponses du dit accusé, lui ayant demandé ses nom, surnom, âge, profession et demeure.

A quoi il a répondu s'appeler Joseph Hériat, laboureur demeurant à Villacourt, âgé de trente-sept ans et à l'égard du délit nous a déclaré n'avoir aucune connaissance des vols commis dans la campagne.

Interrogé pourquoi il y avait de la différence entre les liens pour lier sa propre avoine et ceux qui liaient celle des autres,

a répondu qu'il s'était servi pour lier ses avoines de liens de toute espèce et qu'ainsi il n'est point étonnant qu'il y eut de la différence.

Interrogé combien il y avait de jours de terre ensemencés d'avoine,

a répondu qu'il en avait quatre à cinq jours.

Interrogé quel pouvait être le produit de ses terres,

a répondu qu'il ignorait attendu que partie de la récolte est encore à voitur.

Interrogé s'il a eu part du vol des gerbes dont il s'agit,

a répondu que non; qu'à l'époque même du vol, son charriot et ses chevaux ont passé trois jours à Bayon à travailler au service de Joseph Albert, propriétaire de la ferme cultivée par le répondant.

avons demandé à l'accusé s'il a un ou deux amis au conseil pour l'aider dans sa défense. Ayant répondu que non, lui avons donné pour conseil le citoyen Mafioli homme de loi en cette ville, desquelles réponses il a été fait note par notre greffier commis assermenté pour être remises au président et lui servir de renseignement et à l'accusé déclaré ne savoir signer, de ce interpellé;

fait à Nancy, les ans et jours avant dits, en présence de l'accusateur public, du commissaire du pouvoir exécutif et du greffier commis assermenté qui ont tous signé avec nous.

Signé: MAROTEL
(juge)

ANDRÉ
(acc. pub.)

RÉGNIER
(c. p. ex.)

POIROT
(c. greff.)

Cet interrogatoire est très succinct, se bornant à la vérification de l'identité du prévenu et au rappel des circonstances générales du délit. Il faut remarquer que le Tribunal commet d'office « un deffenseur officieux » à l'accusé, en réalité c'est un avocat, car comme nous l'avons montré ailleurs, si l'Ordre était supprimé, les défenseurs révolutionnaires n'en formaient pas moins un corps « officieux ».

Le conseil pouvait communiquer avec son client, mais seulement après l'audition du prévenu par le Président ou son délégué.



Le lendemain de son arrestation, Pierre Hériat fut à son tour entendu par BAPTISTE, juge du T.C.M., délégué par le Président et selon la procédure ordinaire (7).

(7) *Interrogatoire de Pierre Hériat* (16 octobre 1792).

Ce jourd'hui seize octobre, mil sept cent quatre vingt-douze, l'an premier de la république, en la Salle d'audience du tribunal criminel du département de la Meurthe, sept heures du matin.

Nous Antoine Baptiste; juge dudit Tribunal, délégué par le Président, vû la remise de Pierre Hériat, garçon majeur demeurant à Villacourt en la maison de Justice du même tribunal, le jour d'hier.

le dit Pierre Hériat accusé d'un vol commis dans la nuit du seize au dix-sept septembre dernier, de gerbes d'avoine encore sur le chaume, des terres du finage de Villacourt, avons fait amener en l'auditoire le dit accusé dans les vingt-quatre heures pour l'entendre et prendre de lui les éclaircissements qu'il voudra donner sur les faits et circonstances à lui imputés, et là en présence de l'accusateur public et du commissaire du pouvoir exécutif, lui avons d'abord demandé ses nom, surnom, âge, profession et demeure

à quoi il a répondu s'appeler Pierre Hériat, âgé de quarante deux ans, laboureur demeurant à Villacourt.

Interrogé s'il a connaissance du vol dont est plainte,

a répondu que non.

Interrogé pourquoi il y avait de la différence entre les liens qui liaient sa propre avoine et ceux qui liaient celles des autres,

a répondu qu'il s'était servi pour lier son avoine de liens de toute espèce, qu'ainsi il n'est pas étonnant qu'il y ait de la différence.

Interrogé combien il avait de jours de terres ensemencés d'avoine,

a répondu en avoir sept à huit jours.

Interrogé quel peut être le produit de ses terres,

a répondu qu'il l'ignorait.

Interrogé s'il a eu part au vol des gerbes d'avoine dont s'agit,

a répondu que non.

Interrogé où il était lorsque ce vol a été commis,

a répondu qu'il ignore quand ce vol a été commis.

Lui avons demandé s'il avait un ami ou conseil pour l'aider dans sa deffense

Ces formalités terminées, tout était prêt pour l'audience devant le Tribunal criminel. Il ne s'agissait plus que de convoquer le personnel de justice : jurés et témoins. Auparavant et dès l'interrogatoire de l'accusé par le Président du Tribunal, le « défenseur officieux » pouvait avoir communication des pièces de la procédure, il en recevait expédition du greffier. En cette affaire MAFFIOLI « défenseur officieux » des Hériat, délivra au greffier Gérard, un reçu des pièces de la procédure (8).

La formation du jury de jugement était assez complexe aussi ne dirons-nous que l'essentiel, sans nous encombrer de détails.

Tout citoyen ayant la capacité requise pour être électeur, sauf les fonctionnaires administratifs et judiciaires, les ecclésiastiques et les septuagénaires, devait se faire inscrire le 15 décembre de chaque année, sur un registre tenu par le secrétaire-greffier de chaque district. Fin décembre, le procureur syndic du district envoyait ce registre au procureur général syndic du département. La privation du droit de suffrage pendant deux ans punissait ceux qui ne s'étaient pas fait inscrire.

Sur cette liste globale de citoyens-électeurs ainsi constituée, le procureur-général-syndic du département choisissait tous les trois mois, deux cents noms qui formeront la liste du jury de jugement. Elle sera, après avoir reçu l'approbation du directoire du département, imprimée et envoyée à tous ceux qui la composent.

et sur sa réponse qu'il n'en avait pas lui avons nommé le citoyen Maffioli des-
quelles réponses il a été dressé la présente note pour être remise au président et lui servir de pièce de renseignement et a déclaré l'accusé ne savoir signer.

fait à Nancy les an et jour cy-dessus à l'assistance du greffier commis soussigné avec nous.

Signé: RÉGNIER

ANDRÉ

BAPTISTE

POIROT

(8) *Pierre et Joseph Hériat*

Le Greffier du Tribunal criminel du Département de la Meurthe, m'a remis Cejourd'hui l'expédition de la procédure contre Pierre et Joseph Les Hériat accusés de vols, la dite expédition contenant cinquante-neuf rôles, Nancy le 26 octobre 1792.

Signé: MAFFIOLI.

Signalons en passant qu'un citoyen qui avait fait partie du jury d'accusation dans une affaire ne pouvait être juré de jugement dans cette même affaire.

Le premier de chaque mois, le Président du Tribunal criminel devait former le tableau des jurés, de la manière suivante : il présentait à l'accusateur public, en présence du commissaire du pouvoir exécutif et de deux officiers municipaux qui prêtaient le serment de garder le secret des opérations, la liste des deux cents jurés ; l'accusateur public pouvait, sans motif, en exclure vingt. Le reste était mis dans une boîte et les douze jurés de jugements étaient tirés au sort.

Leurs noms étaient communiqués à l'accusé qui pouvait dans les vingt-quatre heures, les récuser ; ils étaient alors aussitôt remplacés par le sort. L'accusé avait droit à vingt récusations non motivées (ce chiffre reste fixe quelque soit le nombre des accusés dans une même affaire) ; à partir de la vingt et unième récusation l'accusé devait les motiver et le tribunal statuait sur la validité de ces motifs.

Le 5 de chaque mois, les jurés définitivement nommés pour faire partie du jury de jugement étaient convoqués. Une amende de 50 livres et la privation des droits politiques pendant deux ans punissaient ceux qui ne venaient pas (à moins d'excuse jugée valable) (9).

Pendant que l'on procédait à ces opérations de formation du jury, l'accusateur public veillait à ce que les témoins soient convoqués, car la loi ordonnait de faire diligence pour que l'accusé soit jugé à la première session suivant son arrivée au tribunal. Les remises étaient, en effet, très rares et ne pouvaient se faire qu'à la session suivante.

L'accusateur public s'empresse donc d'adresser une requête au Président du Tribunal, à l'effet de convoquer

(9) Dans l'affaire des Hériat, il nous a été impossible de retrouver la liste et le tableau des jurés. Pour se faire une idée du milieu dans lequel ils se recrutaient, voir le chapitre II de cette partie (Jurés).

les témoins. Sur le champ, le Président rend l'ordonnance de convocation des témoins sur requête de l'accusateur public (10).

Ces actes étaient remis à l'huissier Bureau le Jeune qui se rendait lui-même au domicile des témoins pour les assigner personnellement. Dans cette affaire, il dût se rendre à Villacourt, à Froville et à Bayon, assigner les intéressés et leur remettre à chacun cet exploit (11).

(10) *Requête contre les Hériat* (2 novembre 1792).

AU CITOYEN
Président du Tribunal criminel du
département de la Meurthe

L'accusateur public requiert qu'il vous plaise décerner votre ordonnance à l'effet de faire assigner pour le quinze de ce mois les témoins qu'il doit produire devant le juré de jugement de la prochaine assemblée dans la procédure instruite contre Joseph et Pierre Hériat, laboureurs à Villacourt détenus en la maison de Justice du Tribunal savoir 1° Isidore Dorin, cultivateur à Villacourt, 2° Joseph Pierre Collet, cultivateur à Froville, 3° Martin Barbier menuisier, 4° Jean Charmoy, 5° Joseph Jacquot garçon chez son père, 6° Charles Bourbon maçon, 7° Jean Fréminet, maire, demeurans à Villacourt, 8° et Joseph Albert, boulangé à Bayon, et tous autres qu'il appartiendra et sera justice.

Signé: ANDRÉ.

Nous Nicolas-Antoine Michel Mengin Président du Tribunal criminel du Département de la Meurthe séant à Nancy mandons et ordonnons à tous huissiers ou gendarmes nationaux d'assigner Isidore Dorin, cultivateur à Villacourt, Joseph Pierre Collet cultivateur à Froville et autres témoins indiqués par l'accusateur public, et tous autres qui pourraient être indiqués par la suite, à comparaître en personne pardevant nous le quinze du courant sept heures du matin au prétoire de Nancy, pour faire leurs déclarations sur les faits et circonstances contenus en la plainte rendue contre Joseph et Pierre Hériat laboureurs à Villacourt.

fait à Nancy le deux novembre dix sept cent quatre vingt douze l'an premier de la république française.

Signé: MENGIN.

(11) *Villacourt* (9 novembre)

L'an dix sept cent quatre vingt douze le neuvième novembre, en vertu d'une ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal criminel du Département de la Meurthe séant à Nancy le deux du courant

A la requette de l'accusateur public au même tribunal Jean Bureau le Jeune huissier audit tribunal soussigné ay assigné

1 Isidore Dorin cultivateur parlant à

2 Martin Barbier menuisier parlant à

3 Jean Charmoy parlant à

4 Joseph Jacquot garçon parlant à

5 Charles Bourbon maçon parlant à

6 Et Jean Etienne Fréminet, maire parlant à leur personne tous demeurant à Villacourt en leur domicile à comparaître en personne Jeudy quinze du

La liste de ces témoins, assignés par l'accusateur public était communiquée aux accusés (12).

courant sept heures du matin au prétoire et par devant Messieurs les Président et Juges du Tribunal Criminel du Département de la Meurthe séant à Nancy pour faire leurs déclarations sur les faits imputés à Joseph et Pierre Henriat accusés à ce qu'ils n'en ignorent Je leur ai délivré copie de cet exploit.

Signé: BUREAU le Jeune.

Enregistré à Nancy le 10 novembre 1792 Gratis

signé: *illisible*

(au-dessous)

p. voyage distant de dix lieues	15 l.
p. 6 assons	3 l.
p. exploit original et papier	15 s.
	18 l. 15 s.

Froville (9 novembre)

(Même texte que l'acte précédent. La citation s'adresse ici à « Joseph Pierre Collet, cultivateur à Froville en son domicile parlant à sa personne ». Même mention d'enregistrement).

(au-dessous)

p. asson	10 s.
p. exploit original et papier	15 s.
p. voyage distant de deux lieues	3 l.
	4 l. 5 s.

Bayon (9 novembre)

(Même texte que les deux actes précédents. La citation s'adresse à « Joseph Albert, boulangé à Bayon en son domicile parlant à sa personne ». Même mention d'enregistrement).

(au dos)

p. asson.	10 s.
p. exploit original et papier	12 s.
p. voyage distant de deux lieues	3 l.
	4 l. 2 s.

(12) *Joseph et Pierre Hériat* (13 novembre 1792)

A la requête de l'accusateur public du tribunal criminel du département de la Meurthe séant à Nancy,

soit signifié à Joseph et Pierre les Hériat laboureurs à Villacourt détenus en la maison de justice du tribunal criminel.

que les témoins que le requérant fera entendre contre eux le quinze de ce mois devant le juré de jugement sont savoir 1° Isidore Dorin cultivateur à

De leur côté, et cela était fréquent en beaucoup d'affaires, les accusés pouvaient faire citer des témoins à décharge; les Hériat n'ont pas usé de cette faculté.

Désormais tout est prêt pour l'audience, qui va avoir lieu le 15 novembre 1792.

2. — La procédure à l'audience - Le jugement

Ce jour là le personnel du Tribunal criminel se réunit au complet dans la salle d'audience, au Palais de Justice. L'audience commençait à huit heures du matin. MENGIN présidait, assisté des juges BOUARD, BAPTISTE et MAROTEL; le commis-greffier Poirot tenait la plume.

Avant l'audience, on procéda à l'appel des jurés. Comme nous l'avons déjà remarqué, il nous a été impossible de retrouver leurs noms. Nous savons seulement que deux d'entre eux, Jean-Joseph Lelong, dit Dérivages, et Hubert Thiébaut ne se sont pas présentés. Le Tribunal, dans un jugement préliminaire, a admis leur excuse: avant d'être jurés, ils avaient été nommés électeurs et « ils étaient obligés de se dévouer à cette fonction publique qui leur avait été premièrement conférée ». Le même jugement

Villacourt, 2° Joseph Pierre Collet cultivateur à Froville, 3° Martin Barbier, menuisier, 4° Jean Charmois, 5° Joseph Jacquot garçon demeurant chez son père, 6° Charles Bourbon maçon, 7° Jean Etienne Fréminet maire, demeurant à Villacourt 8° et Joseph Albert boulanger à Bayon et tous autres qu'il appartiendra dont acte.

Signé: ANDRÉ.

Signifié et Délivré Copie du présent acte à Pierre Hériat laboureur à Villacourt détenu en la maison de Justice du Tribunal criminel par moy huissier au même Tribunal demeurant à Nancy soussigné et à Joseph Hériat aussi détenu, en parlant à leurs personnes, ce treize novembre mil sept cent quatre vingt douze l'an premier de la République.

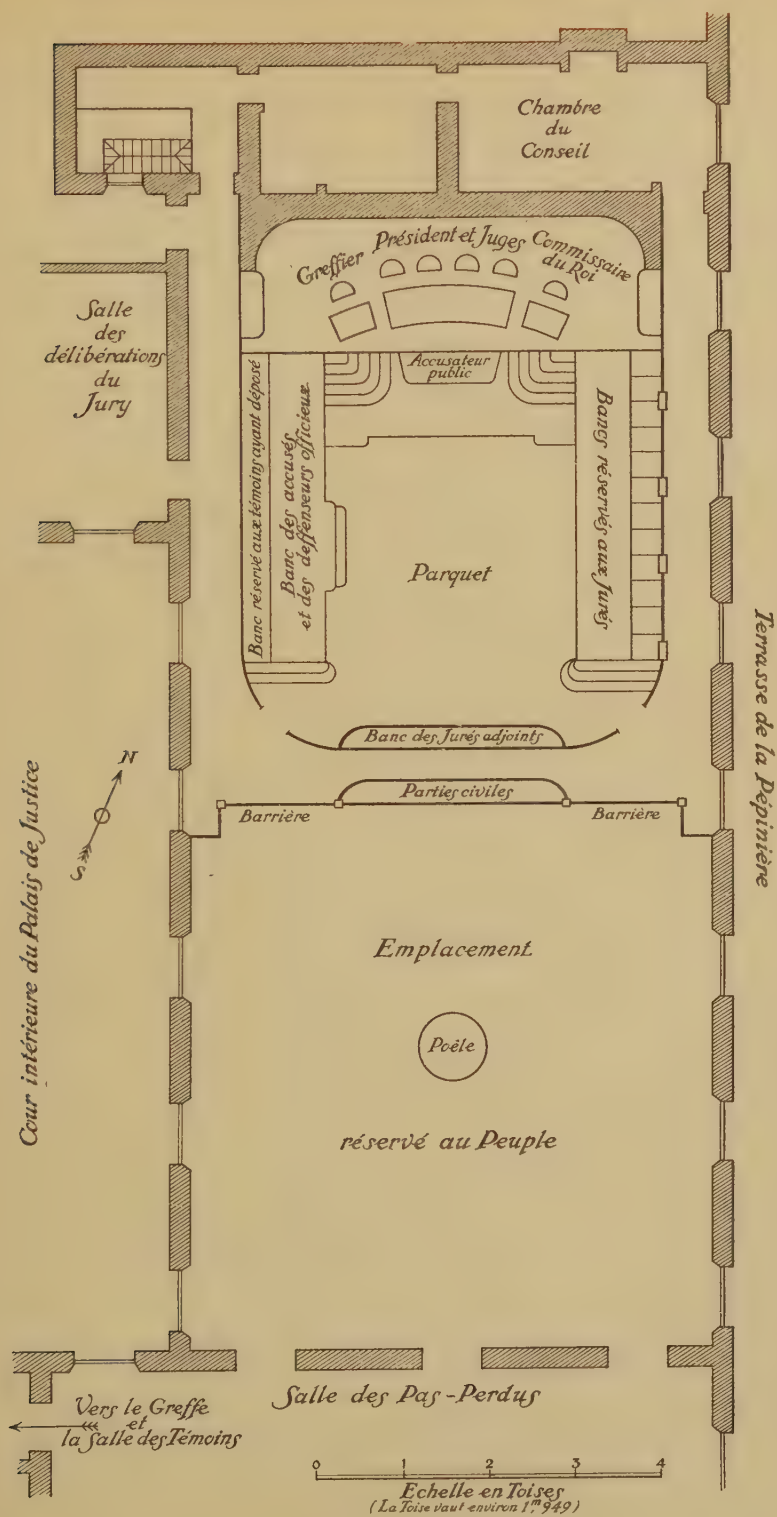
signé: VOIRIN.

(en marge et en travers)

p. asson exploit original et papier 1 l. 2 s.

Enregistré à Nancy le 14 novembre 1792. Gratis

Signé: BERLET.



ordonna leur remplacement et le sort fournit les noms d'Antoine Lebel, assesseur du juge de paix de Nancy et de Louis Laugier « fabricant de papier en la même ville ».

Trois jurés adjoints furent également nommés pour la session. Ils jouaient le rôle des jurés suppléants actuels et étaient destinés à remplacer les jurés titulaires défaillants au cours d'une audience.

Le jury de jugement étant au complet, le Tribunal fit son entrée dans la salle d'audience où le public attendait déjà. Les président et juges prirent place sur le siège, au fond de l'auditoire, l'accusateur public et le commissaire du pouvoir exécutif de côté et les accusés à leur banc. Les jurés restèrent debout au milieu du prétoire. Le Président leur fit prêter séparément le serment suivant :

Citoyen,

Vous jurez et promettez d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges portées contre Pierre et Joseph Hériat; de ne communiquer avec personne jusqu'après votre déclaration; de n'écouter ni la haine, ni la méchanceté, ni la crainte ou l'affection; de vous décider d'après les charges et moyens de défense, et suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme libre.

Après que chacun eut répondu « Je le jure » en levant la main droite, les douze jurés prirent place sur les sièges qui leur étaient destinés « et qui étaient disposés conformément à la loi, c'est-à-dire séparés des magistrats et du public et placés en face du banc des accusés. Les trois jurés adjoints se placèrent séparément des autres.

Ceci fait, le Président reçut le serment du citoyen Maffioli, « défenseur officieux » des Hériat; il jura de n'employer que la vérité dans sa défense et de parler avec

décence et modération. Les conseils devaient, en effet, prêter serment pour chaque affaire puisque toute personne pouvait prendre la défense d'un accusé.

Puis le Président fit asseoir les accusés qui comparaissaient devant leurs juges « libres et sans fers, entourés seulement de gardes pour les empêcher de s'évader ».

Il est procédé à l'interrogatoire d'identité de chaque accusé.

Le Président leur dit :

— Vous allez être attentif à ce que vous allez entendre. Greffier, donnez lecture de l'acte d'accusation.

Cette lecture faite à haute et intelligible voix, le Président rappelle en quelques mots aux accusés ce qui était contenu dans l'acte d'accusation et poursuit :

— Voilà de quoi vous êtes accusés, vous allez entendre les charges qui seront produites contre vous.

Il donne alors la parole à l'accusateur public qui, en quelques mots également, expose les motifs de l'accusation.

On fait alors déposer l'un après l'autre les huit témoins cités ; ce sont les mêmes qui furent entendus au début de la procédure. Avant de déposer, ils jurèrent séparément de parler sans haine et sans crainte, de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ; puis tous les témoins déclarèrent que c'était des accusés présents qu'ils entendaient parler et qu'ils les connaissaient avant les faits qui leur sont reprochés.

Les dépositions des témoins n'étant pas écrites, il nous est impossible de savoir ce qu'ils ont dit. Il est à supposer cependant qu'ils ne changèrent pas dans une large mesure les termes de leur première déposition. Après chaque déposition, l'accusé ou son conseil pouvait présenter directe-

ment au témoin leurs objections et réponses; les Hériat usèrent de ce droit comme le mentionne le procès-verbal de l'audience.

L'audition des témoins terminée, l'accusateur public prit la parole, le conseil des accusés a répondu. Nous ne possédons ni plaidoirie, ni réquisitoire et rien ne peut nous indiquer leur genre; nous pouvons seulement supposer qu'ils étaient courts et surtout très simples sinon on risquait de ne pas se faire comprendre des jurés dont beaucoup étaient illettrés.



Après le réquisitoire et la plaidoirie, les débats ont été déclarés clos. Le Président, une dernière fois, résume l'affaire aux jurés et la réduit en ses points les plus simples. Sortant à notre avis, de l'impartialité qui devrait le caractériser, il leur fait remarquer les principales preuves produites contre les accusés; il leur explique ensuite l'œuvre de justice qu'ils ont à accomplir et les devoirs qu'ils doivent remplir.

Le Tribunal délibère alors sur les questions à poser au jury. D'un commun accord, on décide de ne pas poser de question intentionnelle et on s'arrête au texte suivant, comportant trois questions:

Le fait du vol de gerbes d'avoine dans la campagne est-il constant?

Les accusés en sont-ils convaincus?

Le vol a-t-il été commis la nuit?

Le Président remet le texte de ces questions au chef des Jurés (13). Les pièces du procès (sauf les déclarations écrites des témoins) sont aussi remises aux jurés, en particulier l'acte d'accusation et le procès-verbal du juge de paix du canton de Bayon.

(13) C'est le premier juré inscrit sur le tableau.

Puis les jurés se retirent dans la Chambre des délibérations; ils y resteront sans pouvoir communiquer avec personne.

Enfin les accusés sont reconduits dans la Maison de Justice du Tribunal.

Réunis dans leur salle, les jurés forment leur conviction, les délibérations resteront secrètes.

Lorsqu'ils se sont trouvés en état de donner leurs déclarations, ils en ont averti le Président qui a commis le citoyen Marotel, juge, lequel, avec le commissaire exécutif et le chef du jury, s'est rendu en la Chambre du Conseil.

Les jurés, en commençant par leur chef, ont fait leur déclaration sur la constance du fait et sur la culpabilité de l'accusé de la façon suivante:

Sur mon honneur et ma conscience, le fait est constant, l'accusé est convaincu, le vol a été commis la nuit.

Des boîtes noires et des boîtes blanches étaient placées sur la table de la Chambre du Conseil: noir, c'est oui; blanc, c'est non.

Sa déclaration prononcée à haute voix, chaque juré plaça ostensiblement, pour la constater, une boule de même couleur dans les boîtes blanches ou noires.

Il faut noter que chaque juré fait sa déclaration en l'absence des autres, seul leur chef assiste à toutes les opérations.

Lorsque tout fut terminé, on appela les jurés, on procéda à l'ouverture des boîtes et on compta les boules: trois boules blanches suffisaient pour absoudre un accusé.

La décision du jury constatée, tout le monde reprit place dans l'auditoire.

Le Président demanda alors aux jurés;

— *Joseph et Pierre Hériat sont-ils convaincus d'avoir volé sur le ban de Villacourt des gerbes d'avoine encore sur le chaume?*

Le chef des jurés se levant, répondit en ces termes :

— *Sur mon honneur et ma conscience, la déclaration du jury est : il est constant que dans la nuit du 16 au 17 septembre dernier, on a volé des gerbes d'avoine exposées à la foi publique dans divers champs du village de Villacourt.*

Les accusés sont convaincus d'être les auteurs de ces vols.

Le commis-greffier Poirot reçut cette déclaration, la signa ainsi que le Président.



Les accusés ont comparu de nouveau et le Président leur a lu la déclaration du jury. La parole fut alors donnée au commissaire du pouvoir exécutif pour l'application de la loi, ce qui, en fait, ne dut être qu'une simple formalité.

Le Président demanda ensuite aux accusés et à leur conseil s'ils n'avaient rien à ajouter pour leur défense ; ils ne dirent rien.

Le Tribunal délibéra aussitôt et chaque juge donna son avis à *haute voix et en présence du public*, en commençant par le plus jeune et en finissant par le Président.

L'unanimité du Tribunal fut d'accord pour appliquer l'article 27 de la 2^e section du titre II du Code pénal (vol agricole).

Le Président lut le texte et prononça aux accusés le jugement suivant :

VU PAR LE TRIBUNAL CRIMINEL DU DÉPARTEMENT DE LA MEURTHE l'acte d'accusation dressé par le directeur du juré du Tribunal du district de Lunéville dont la teneur suit

.....

(Reproduction de l'acte d'accusation sus-visé ainsi que des deux mentions [du commissaire du pouvoir exécutif et du chef du jury] qui le suivent).

.....

l'ordonnance de prise de corps rendue par le directeur du juré du dit district contre les dits Joseph et Pierre Hériat, le procès-verbal de la remise de leurs personnes dans la maison de justice du département et la déclaration du juré de jugement portant qu'il est constant que dans la nuit du 16 au 17 septembre dernier, on a volé des gerbes d'avoine exposées sur la foi publique dans divers champs du finage de Villacourt et que les accusés sont convaincus d'être les auteurs de ces vols.

Le Tribunal après avoir entendu l'accusateur public condamne Joseph et Pierre Hériat à la peine de six années de détention, conformément à l'article 27 de la 2^{de} Section du Tit^e 2^{on} du Code pénal dont il a été fait lecture et lequel est ainsi conçu :

« ART. 27. — Tout vol de charrues, instruments aratoires, chevaux et autres bêtes de somme, bétail, ruches d'abeilles, marchandises ou effet exposés sur la foi publique, fait dans les campagnes, soit sur les chemins, sentes de bois, foires, marchés et autres lieux publics, sera puni de quatre années de détention, la peine sera de six années de détention lorsque le crime aura été commis la nuit ».

Ordonne que le présent jugement sera mis à exécution à la diligence de l'accusateur public.

Fait à Nancy le quinzième novembre mil sept cent quatre vingt douze, en l'audience du Tribunal où étaient présents Nicolas-Antoine-Michel Mengin, président; Gaspard-François Bouard; Antoine-Baptiste et Antoine-Firmin Marotel, juges dudit Tribunal qui ont signé la minute du présent Jugement.

Bouard, Baptiste, Marotel, Poirot
greffier-commis.

Signé : MENGIN

Le Président après avoir lu le jugement, ordonna de reconduire les accusés en la Maison de Justice; auparavant il leur retraça la manière généreuse et impartiale avec laquelle ils avaient été jugés, et leur rappela les voies de droit qu'ils pouvaient encore employer pour leur défense. Nous les verrons plus loin.

Le jugement devait être signifié aux accusés dans les vingt-quatre heures, ce fut fait par l'huissier Bureau (14).

Le jugement ne pouvait recevoir son exécution que trois jours plus tard. Pendant ce temps les accusés avaient le droit de se pourvoir en Cassation; c'est ce que firent les Hériat.

Ils remirent leur requête au greffier qui la transmitt au commissaire du pouvoir exécutif; celui-ci l'envoya immédiatement au Ministre de la Justice.

La demande ne pouvait être jugée avant un mois, pendant lequel les accusés pouvaient faire connaître au Tribunal de Cassation les moyens qu'ils invoquaient.



Nous ne possédons aucun document sur cette phase de la procédure. Il ne s'en trouve dans aucun dossier.

Tout ce que nous savons, c'est la signification de la décision du Tribunal Suprême envoyée par le Ministre de la Justice au Président du T.C.M. et au commissaire du

(14) *Hériat*

L'an 1792 le seize novembre après midy, en vertu d'un jugement rendu par Messieurs les Président et Juges du Tribunal criminel du département de la Meurthe séant à Nancy le quinze du courant.

A la requête de l'accusateur public au même tribunal; Je Jean Bureau le Jeune huissier en iceluy demeurant à Nancy soussigné ay signifié et délivré copie du Jugement rappelé cy dessus

à Joseph Hériat et à Pierre Hériat, tous deux cultivateurs à Villacourt détenus en la maison de Justice parlant à leur personne avec déclaration que dans les délais voulus par la loy le même jugement aura son exécution, à ce qu'ils n'en ignorent Je leur ai délivré copie séparément dudit Jugement et du présent exploit.

Signé: BUREAU le Jeune.

p. 2 copies du Jugement aux accusés contenant 20 rolles	5 l.
p. exploits et papier	15 s.
	5 l. 15 s.

(en marge et en travers)

Enregistré à Nancy le 19 novembre 1792. Gratis.

Signé: PIERRON.

pouvoir exécutif. Ces pièces, étaient communiquées aux accusés (15).

Le résultat du pourvoi en Cassation est transmis au T.C.M. sur deux formules imprimées dont il ne reste qu'à remplir les blancs.

(15)

Paris le 23 Janvier 1793

L'an 2^e de la République

Le Tribunal de cassation, Monsieur, a prononcé sur la Requête par laquelle *Pierre et Joseph Hériat frères* s'était pourvu en cassation d'un jugement de condamnation rendu contre eux le 15 novembre dernier par le Tribunal criminel du Département de la Meurthe.

Je vous fait parvenir le dispositif de cette décision.

Le Ministre de la Justice

Garat

(au bas)

M. le Président du Tribunal Criminel du Département de la Meurthe

EXTRAIT des registres du Tribunal de Cassation.

EN L'AUDIENCE de la Section de Cassation, tenue en la Grand-Chambre du Palais de Justice à Paris, le *vendredi dix huit janvier mil sept cent quatre vingt treize, l'an second de la République,*

Sur la Requête présentée par *Pierre et Joseph Hériat frères*.....
en cassation d'un Jugement rendu par le.....
.....Tribunal criminel du.....
Département de la Meurthe le quinze novembre dernier.

Où le rapport de *Jean Bapte Dochier*.....
.....l'un des membres du Tribunal, nommé par
ordonnance du *trente novembre dernier* et le.....
Commissaire du [Roi] pouvoir exécutif.

Le TRIBUNAL rejette la Requête de.....
Pierre et Joseph Hériat, et ordonne que le jugement du Tribunal criminel du département de la Meurthe, du quinze novembre mil sept cent quatre vingt douze, sera exécuté.

G. HOM

Re à Paris le 18 je 1793 F^o 121 V^r

caze 4 - Pr. le comm^{re} n^{al}

signé: P. Grudon

Sceau du
Tribunal de
Cassation

Devant cette décision de rejet, le jugement condamnant les Hériat était immédiatement exécutoire:

Enfin l'état des frais du procès, l'acte par lequel se sont toujours terminés et se termineront toujours les décisions de justice, mettait le point final à chaque affaire soumise au T.C.M. (16).

(16) Le présent état de frais, écrit de la main de l'huissier Bureau le Jeune porte deux colonnes de chiffres: à droite, ceux portés par l'huissier, à gauche ceux rectifiés par le Président du T.C.M.; une troisième correction (chiffres entre parenthèses dans la colonne de gauche) a été faite par le directoire du département.

1 B 2 Reg.

R. Reg. le 15 décembre 1792

f. 112 V°

Mémoire des frais de la procédure
instruite au Tribunal criminel contre
Joseph et Pierre Hériat de Villacourt.

l.	s.		l.	s.
		p. l'assistance aux deux huissiers lors de l'interro-		
6 (4)		gatoire du 7 octobre	6	
20	10	p. l'exploit du 12 octobre	20	10
21		p. autre du 14	21	
6		p. autre du même jour	6	
		p. l'assistance aux deux huissiers lors de l'interro-		
6 (4)		gatoire du 16 octobre	6	
17		p. l'exploit du 9 novembre	18	15
3	15	p. autre du même jour	4	5
3	15	p. autre du même jour	4	2
	10	p. sign ^{on} du 13	1	2
		p. l'assistance aux deux huissiers lors du juré de		
12 (9)		jugement	12	
4	15	p. signification du jugement aux deux accusés....	5	15
12	10	p. la taxe de Isidore Dorin	12	10
12	10	p. celle de Joseph Pierre Collet de Froville.....	12	10
12	10	p. celle de Martin Barbier	12	10
12	10	p. celle de Jean Charmois	12	10
12	10	p. celle de Joseph Jacquot	12	10
12	10	p. celle de Charles Bourbon	12	10
		p. celle de Jean Etienne Fréminet, tous de Villa-		
12	10	court	12	10
15		p. celle de Joseph Albert de Bayon	15	
29	10	p. 59 rolles à 10	29	10
10				
34	10	p. jugement 20 rolles à 10	10	
	18	p. papier du tout		18

248 7

(222 l.)

Ainsi se déroula le procès des Hériat, ainsi se déroula la majeure partie des procès soumis au T.C.M.

Sans vouloir tirer de cet exposé des conclusions qui auront leur place en d'autres lieux, on peut se demander, pour satisfaire ceux que hante le spectre des erreurs judiciaires, si les Hériat ont été bien jugés. Nous répondrons sans hésitation : oui, comme presque tous les autres accusés soumis au T.C.M.

Avec le système des peines fixes, en effet, les juges n'avaient pas à écouter leur fantaisie, ou, il faut bien le dire, leurs passions ; il fallait s'entendre seulement sur la constance du délit, ce qui était facile ; sur sa qualification, ce qui ne soulevait pas de difficulté, enfin sur la culpabilité des accusés, dont le jury était le seul juge : les Hériat ont nié, soit, mais leurs mauvais antécédents et les déclarations des témoins les accusent. Le doute n'était pas possible.

C'est tout ce que nous concluons pour le moment. Nous ferons seulement remarquer, et pour réfuter les allégations des criminalistes modernes qui, comme M. GARRAUD, trouvent la procédure révolutionnaire compliquée et, par tant, longue, que le procès des Hériat, du jour du crime

Le présent mémoire a été taxé et réglé par nous Président du Tribunal Criminel du département de la Meurthe à la somme de deux cent quarante huit livres sept sols, et il a été à l'instant coté et paraphé par nous pour rester au greffe annexé à la minute du jugement fait à Nancy le 19 novembre 1792, l'an premier de la République.

Signé : MENGIN.

Vû le présent état et les pièces jointes

Où le rapport et le procureur général syndic

Le Directoire du Département de la Meurthe, a arrêté les frais compris au présent état à la somme de deux cent vingt-deux livres, cours de la République.

fait à Nanci, le 18 décembre 1792, l'an 1^{er} de la République française.

Par les administrateurs composant le Directoire du Département de la Meurthe.

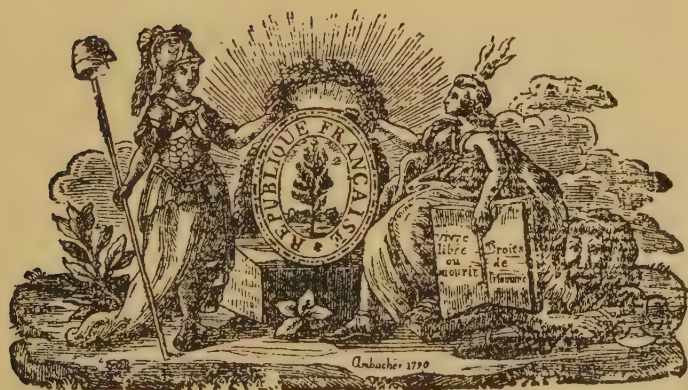
Signé : Charles REGNEAULT, PERNIN, HARLANT,
ROLLIN, MANDEL, ANTHOINE.

à la signification du rejet du pourvoi en Cassation, a duré exactement 128 jours. Quelle est l'affaire d'assises qui envoyée en Cassation peut battre ce « record » ? L'intérêt du justiciable et de la Société est avant tout la rapidité et nous ne saurions dire si la méthode moderne est plus favorable que la méthode révolutionnaire.



TROISIÈME PARTIE

**L'Œuvre
du Tribunal Criminel de la Meurthe
de 1792 à 1799**





CHAPITRE PREMIER

Les affaires criminelles de première instance jugées par le T. C. M. de 1792 à 1799

Nous nous proposons ici d'examiner sous l'angle juridique les 679 affaires criminelles jugées par le T.C.M. de 1792 à 1799. -

Cette étude nous permettra de dégager la jurisprudence du T.C.M. et de voir comment il jugeait.

Dans une étude juridique, le plan le plus logique qui s'impose, est celui des textes législatifs eux-mêmes.



Nous verrons d'abord les délits prévus par le Code pénal de 1791, suivant l'ordre qu'il suit lui-même, puis les délits militaires, enfin les délits prévus par des lois postérieures.

I**Les crimes prévus par le code pénal de 1791****TITRE PREMIER****CRIMES CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE****SECTION I****Crimes contre la sûreté extérieure de l'État**

Cette première section du titre premier comprend six articles qui portent tous la peine de mort pour des crimes très graves : intelligence avec l'ennemi, port d'armes contre la France, trahison, etc.,

Si ces crimes sont graves, ils sont aussi très rares, même dans une époque troublée comme celle de la Révolution. Le T.C.M. n'eut, en effet, que deux fois l'occasion d'appliquer les dispositions de l'art. 4 :

Toute manœuvre, toute intelligence avec les ennemis de la France, tendant, soit à faciliter leur entrée dans les dépendances de l'Empire Français, soit à leur livrer des villes, forteresses, ports, vaisseaux, magasins ou arsenaux appartenant à la France, soit à leur fournir des secours en soldats, argent, vivres ou munitions, soit à favoriser d'une manière quelconque le progrès de leurs armes sur le territoire français, ou contre nos forces de terre ou de mer, soit à ébranler la fidélité des officiers, soldats et autres citoyens envers la nation française, seront punis de mort.

Des termes aussi compréhensifs embrassent des crimes fort différents.

Jean-Antoine THOUVENIN (172), lieutenant de gendarmerie à Toul, fut condamné à mort le 24 floréal an II (13 mai 1794) en vertu de cet article : après avoir tenu des propos inciviques il avait voulu faire désertre des soldats.

Il en fut de même le 21 frimaire an III (11 décembre 1794) pour Adrien-Eloy LAMBERT (248), chef d'escadron et aide-de-camp en Autriche, coupable d'avoir incité des soldats français à servir la cause des ennemis.

SECTION II

Crimes contre la sûreté intérieure de l'État

Aucun article de cette section, visant les complots contre le roi ou l'État, les révoltes de soldats, etc..., n'a reçu son application dans la Meurthe.

SECTION III

Crimes contre la Constitution

Il en est de même des dispositions de cette section tendant à assurer la police des diverses assemblées et visant les crimes des ministres.

SECTION IV

Délits des particuliers contre le respect et l'obéissance

dus à la loi et à l'autorité

des pouvoirs constitués pour la faire exécuter

Ces crimes prévus par la Section IV, relativement rares, ont été jugés avec beaucoup d'indulgence par le T.C.M. : onze cas, cinq condamnations, six acquittements.

La loi pose les deux conditions suivantes : le fonctionnaire devait être lors de l'outrage, dans l'exercice de ses fonctions, le coupable devait avoir l'intention de nuire.

Ceci explique les six acquittements. Ils ont été prononcés dans les affaires de résistance ou rébellion à fonctionnaires : officier ministériel, commissaire du directoire exécutif, huissier exécutant un jugement, garde national, etc...

Dans un cas (47) le prévenu a été relaxé parce que le fonctionnaire n'était pas régulièrement dans l'exercice de ses fonctions; en l'espèce l'huissier ne portait pas le bâton blanc, insigne de sa fonction. La bonne foi du prévenu, l'absence d'intention criminelle, ont emporté les autres acquittements.

Quant aux condamnations, elles furent très douces. Les juges meurthois atténuèrent même les peines par trop sévères du Code pénal.

C'est ainsi que l'art. 1 (section IV) qui punit de deux ans de détention celui qui oppose des violences à tout dépositaire de la force publique exécutant une loi ou un jugement a toujours été correctionnalisé. On applique alors les art. 19 et 2 du Titre II du Code de police correctionnelle qui prévoient un maximum de deux ans de prison et une amende qui atteint au plus dix fois la contribution mobilière.

Le Tribunal accorda ainsi un an de prison et une amende du double de la contribution mobilière à DUBOIS, BAILLY et BERNARD (35) qui après s'être introduits dans le monastère des ci-devant religieuses de Gerbéviller, outragèrent et violentèrent le maire.

Dans les trois autres affaires on rencontre des peines de vingt jours de prison. Les motifs de la correctionnalisation sont variables:

GOSSEL et MASSON (548), qui outragèrent des gardes nationaux, avaient été provoqués par ces derniers;

HENRY (558) exerça des violences contre les gardes nationaux qui venaient arrêter sa femme (voir affaire n° 553), mais il était dans un tel état d'ivresse qu'il n'a pu connaître le caractère des personnes qu'il avait devant lui.

GÉRARD enfin (669) est excusable, car il fut entraîné par un premier mouvement auquel il n'a pas donné de suite; il avait insulté un huissier qui venait le saisir.

L'art. 7 punit de deux ans de détention *«quiconque aura outragé un fonctionnaire public en le frappant au moment*

où il exerçait ses fonctions » : Le seul accusé à qui l'on appliqua cette mesure fut Nicolas HOUX (85) qui outragea et frappa l'officier municipal et le caporal de la garde nationale de Rosières-aux-Salines.

En somme ce ne sont là que des délits minimes, œuvre d'individus supportant mal l'application d'une loi, ou d'une disposition leur faisant grief et passant leur colère sur les agents d'exécution. Le T.C.M. s'est montré fort indulgent, il n'avait pas d'autre conduite à tenir.

SECTION V

Crimes et délits commis par les fonctionnaires dans l'exercice de leur fonction

Cette section réglemeute une partie importante et délicate de la criminalité.

Le législateur a groupé là pêle-mêle, dans un ordre qui n'est ni rationnel, ni logique, les principaux crimes que commettent les fonctionnaires. En ces quinze articles, la loi prévoit le fait d'empêcher l'exécution d'une loi ou d'un jugement, les différentes modalités du trafic d'opinion, la continuation des fonctions après révocation, le détournement de deniers publics, la concussion, la prévarication, le pécumat, etc... Ces crimes sont d'une importance fort diverse, tant par leur gravité que par leur répression ou encore par leur fréquence. Sur quatorze délits prévus, le T.C.M. n'en a, en effet, connu que sept qui sont : la concussion, le détournement de deniers publics, la complicité d'évasion, la prévarication, le faux, la provocation de désobéissance à la loi, le pécumat.

Cinquante-quatre fonctionnaires comparurent devant le T.C.M. et nous n'enregistrons que onze condamnations ! Quels sont les motifs des quarante-trois acquittements ? Ils diffèrent selon le genre de crime, mais en général c'est la bonne foi du fonctionnaire qui le fait relaxer : si le percepteur a trop perçu, si le gardien de prison a laissé partir

un détenu, si le receveur du Timbre a détourné de l'argent, ils ne l'ont pas fait « méchamment et à dessein de nuire » ; souvent encore c'est le manque de preuve qui fait déclarer le fait non constant et partant, le prévenu non coupable.

Les prévenus étant fonctionnaires, on peut se demander si la politique n'a pas joué un rôle dans ce grand nombre d'acquittements. Nous avons cherché à résoudre cette question sans y parvenir d'une manière satisfaisante. Néanmoins, il est intéressant de noter que l'on trouve des pièces particulièrement significatives dans certains dossiers d'acquittement. Ainsi dans l'affaire MOUSSU-MARTEL (176), on trouve au dossier un diplôme de la Société des Jacobins de Toul, disant que « Moussu est un frère et ami », de telles pièces devaient certes peser lourd dans la balance du Tribunal pour emporter un acquittement.

Nous n'allons plus nous occuper que des affaires qui se sont terminées par une condamnation (à part les cas de complicité d'évasion que nous verrons en détail). Nous suivrons dans cet examen, et dans un but de clarté, l'ordre du Code pénal.

1° LA PROVOCATION DE DÉSŒBÉISSANCE A LA LOI

Ce crime de fonctionnaire est prévu par l'art. 5, section V. L'article punit de six ans de gêne « *tout fonctionnaire public qui par abus de fonctions et sous quelque prétexte que ce soit provoque directement les citoyens à désobéir à la loi ou à l'autorité légitime* ». Un seul individu fut ainsi condamné — et encore était-il contumace — c'est Georges HEUILLY (32) ex-curé de Schalbach, qui avait incité ses paroissiens à désobéir à la Loi.

2° LA PRÉVARICATION OU TRAFIC D'OPINION

L'art. 8 punit le coupable de la dégradation civique, lorsqu'il s'agit d'un fonctionnaire ordinaire. Ce crime est celui de tout fonctionnaire qui « moyennant argent, pré-

sent ou promesse, aura trafiqué de son opinion ou pouvoir qui lui est confié ». Deux condamnations furent prononcées en cette matière par le T.C.M. C'est d'abord Jean-François CUNY (217), agent municipal à Ogéviller, qui s'était rendu coupable d'irrégularités dans des déclarations de grains. C'est ensuite Pierre HENRY (640), garde-forestier à Rozières, qui accepta de l'argent pour ne pas dresser un procès-verbal.

Tous deux furent condamnés à la dégradation civique qui consistait en deux heures de carcan sur une place publique, après la lecture de la phrase sacramentelle par le greffier :

« *Votre pays vous a trouvé convaincu d'une action infâme; la loi et le Tribunal vous dégradent de la qualité de citoyen français* ». De plus les condamnés devaient rembourser les sommes indûment touchées et leurs revenus étaient en partie confisqués.

3° LE PÉCULAT

Le pécumat est le fait par un agent comptable de soustraire des deniers de sa recette. Il est prévu par l'art. 11, section V; la peine était de quinze ans de fers.

Une seule condamnation fut prononcée par le T.C.M. : Charles GERBAUT (208), receveur du droit d'enregistrement à Lorquin, qui avait soustrait environ 6.700 livres de sa recette. Il fut d'ailleurs condamné par contumace.

4° LA SOUSTRACTION DE DENIERS PUBLICS

L'art. 12 prévoit ce crime lorsqu'il est commis par des fonctionnaires autres que des comptables. Il s'agit de la soustraction « *de deniers publics, d'effets, actes, pièces ou titres dont les fonctionnaires sont dépositaires à raison des fonctions publiques qu'ils exercent et par l'effet d'une confiance nécessaire* ».

La peine est de douze ans de fers. Le T.C.M. la prononça deux fois :

Dominique MÉLINE, administrateur du district de Nancy et François PERNOT, huissier au Tribunal du district de Nancy (56) dilapidèrent des effets mobiliers dépendant des couvents des religieuses de Saint-Nicolas.

Le second cas est la célèbre affaire Claude CAYON (288), libraire à Nancy, qui s'était rendu coupable de détournements de biens nationaux.

5° LA COMPLICITÉ D'ÉVASION

Ce crime spécial de fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions est prévu par l'art. 13 de la cinquième section du Titre premier :

Tout geôlier ou gardien qui aura volontairement fait évader ou favorisé l'évasion de personnes légalement détenues, et dont la garde lui était confiée, sera puni de la peine de douze années de fers.

La condition d'intention, posée par cette disposition est difficile à prouver. C'est ce qui explique l'extrême prudence du T.C.M. en cette matière; onze affaires, onze acquittements! Et puis les juges savaient à quoi s'en tenir au sujet des prisons révolutionnaires et sur le laisser-aller qui présidait à leur administration. Nous nous sommes suffisamment étendu sur ce sujet dans un chapitre précédent.

Il eut été inhumain d'appliquer la peine de douze ans de fers à de malheureux gardiens insuffisants pour contenir de nombreux prisonniers dans des geôles non aménagées.

Le simple examen des circonstances qui ont permis d'acquitter les onze prévenus nous éclairera sur ce point.

Dans huit cas, le Tribunal s'est contenté de relaxer le prévenu en disant que ce n'était pas sa faute. Et pourtant, dans l'affaire PETIT (201 *bis*), c'est sur la simple affirmation des autres détenus que leur gardien est acquitté. Un autre geôlier Michel BÉGAULT, de la Prison du Refuge à Nancy, passa deux fois devant le T.C.M. et fut deux fois acquitté.

Antoine PIERRE, gardien de la prison de Vézelize, laissait sortir fréquemment un détenu, le ci-devant maire d'Houdelmont, ayant sa parole qu'il reviendrait. L'accusateur public demande son acquittement car « il n'y a pas d'évasion puisque le prisonnier revenait » (175).

Nicolas PETIT, gendarme national à Toul, amenait un prisonnier de Toul à Nancy. Celui-ci lui faussa compagnie. Le gendarme fut absout par le T.C.M. car son « cheval n'a pas voulu avancer pour poursuivre le prisonnier » (225).

Enfin Remy COUTREY, gardien de la maison de sûreté de Bourdonnay fut aussi acquitté pour ce motif vraiment vaudevillesque : « la maison n'était pas dans un état suffisant pour assurer la garde d'un détenu » !

Ces affaires, qui devaient créer une certaine diversion dans l'austérité des audiences du T.C.M. ne réclamaient pas la sévérité qui convient aux grands crimes et les juges révolutionnaires l'ont bien compris.

6° LA CONCUSSION

Ce crime est propre aux percepteurs des contributions : Il consiste à percevoir des sommes supérieures à celles qui sont légalement prévues. L'art. 14 le punit de six ans de fers ; le coupable doit en outre restituer les sommes perçues illégalement.

Deux percepteurs tombèrent sous le coup de cet article : Jean MASSON (110) de Laneuveville-aux-Bois (Lunéville) et Nicolas PILLOT (143) de Biqueley (Toul).

Il est intéressant de remarquer qu'en cette matière encore, l'on rencontre de nombreux acquittements et que ces derniers sont surtout fréquents à partir de 1796, sans qu'on puisse expliquer cette attitude par une raison plausible.

Signalons enfin une troisième affaire de concussion. Le coupable, Sébastien BRINGOLLE (297), percepteur à Saint-Nicolas, bénéficia d'une peine correctionnalisée de trois mois de prison et de 200 livres d'amende.

7° LE FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES

Lorsque ce crime est commis par un fonctionnaire, l'art. 15 le punit de vingt ans de fers.

Le T.C.M. prononça deux fois cette peine.

Joseph CLAUDIN (206), percepteur de l'imposition foncière à Moncourt (Château-Salins) qui falsifia les rôles des contributions et Louis RIVIÈRE (575) huissier à Toul, qui rédigea de faux exploits d'assignation.



La nature diverse et éparse de ces crimes de fonctionnaires ne nous permet pas de tirer une conclusion d'ensemble. Nous y reviendrons cependant dans un chapitre ultérieur.

SECTION VI

Crimes contre la propriété publique

1° LA FAUSSE-MONNAIE

La Section VI du Titre premier du Code pénal s'occupe des crimes contre la propriété publique.

Les articles 1 à 5 prévoient les contrefaçons des monnaies, du sceau de l'Etat, du timbre national, des poinçons servant à marquer l'or et l'argent. Seul le crime de fausse-monnaie s'est présenté au T.C.M., crime relativement fréquent (21 cas) pour cette époque. Il comporte deux modalités : la fabrication de fausse-monnaie, la mise en circulation de cette fausse-monnaie. Cette seconde modalité se rencontre souvent seule, les fausses pièces et les faux billets étant fabriqués à l'étranger et introduits ensuite en France.

L'article 1^{er} vise la contrefaçon ou la mise en circulation des « espèces et monnaies nationales ayant cours ». Le faussaire est puni de quinze ans de fers.

Sur quatorze prévenus de ce crime, le T.C.M. en acquitta six. Les huit autres encoururent automatiquement la peine prévue. Les pièces contrefaites étaient de peu de valeur : pièces en bronze de 10 ou de 15 sols ; dans deux cas seulement il s'agissait d'écus de 6 et de 24 livres, « à l'effigie du dernier roi des Français ».

Bien plus sévère est la peine prévue par l'art. 2 pour la contrefaçon des « papiers nationaux ayant cours de monnaie ». Celui qui s'est rendu coupable de fabrication ou d'introduction de faux assignats est puni de mort. Une telle règle a été commandée par les nécessités publiques et économiques, cela ne fait aucun doute ; l'Etat cherchait par tous les moyens à conserver aux assignats un crédit élevé, et les émigrés ne se faisaient pas faute de ruiner ce crédit en inondant la France d'assignats contrefaits.

Sept personnes comparurent de ce chef devant le T.C.M. Comme nous le remarquerons en de semblables matières, les juges se montrèrent très prudents en face d'une peine aussi forte.

Cinq prévenus furent acquittés. Le Tribunal motivait l'acquittement par la considération suivante : le fait d'introduction de faux assignats est constant, mais l'accusé ne les savait pas faux. Il lui eut semblé injuste, en effet, de faire tomber la tête d'un malheureux qui a été trouvé porteur d'un assignat contrefait. Dans les cas douteux, le prévenu était acquitté, mais « détenu comme suspect jusqu'à la paix » (242), moyen détourné d'accorder des circonstances atténuantes non prévues par la loi.

Il est intéressant de remarquer que le crime de faux assignats fut vite passé de mode ; dès 1794 on ne le rencontre plus. Ceci est dû à la perte de valeur des assignats, leur falsification n'en valait plus la peine et la contrefaçon des pièces était plus lucrative.

Le T.C.M. prononça deux condamnations à mort. Mathias GOSTENS (70), commerçant des environs de Thionville, introduisit de faux assignats, il fut condamné le 20 avril 1793. Pierre-Marie GHISLAIN (160) fut aussi

condamné à mort le 2 mai 1794. Sa tête ne tomba pourtant pas, car il n'avait que 15 ans et il bénéficia de la disposition de l'art. 5 du Titre V de la première partie du Code pénal qui commue la peine de mort en vingt ans de détention, lorsque le condamné est mineur. Une question subsidiaire se posa au Tribunal à ce sujet: doit-on confisquer les biens d'un condamné à mort dont la peine est commuée? Avec sa prudence habituelle le T.C.M. ne voulut pas décider, il en référa à la Convention nationale. Nous ignorons la réponse qui fut faite à cette question.

2° LA SOUSTRACTION DE DENIERS PUBLICS

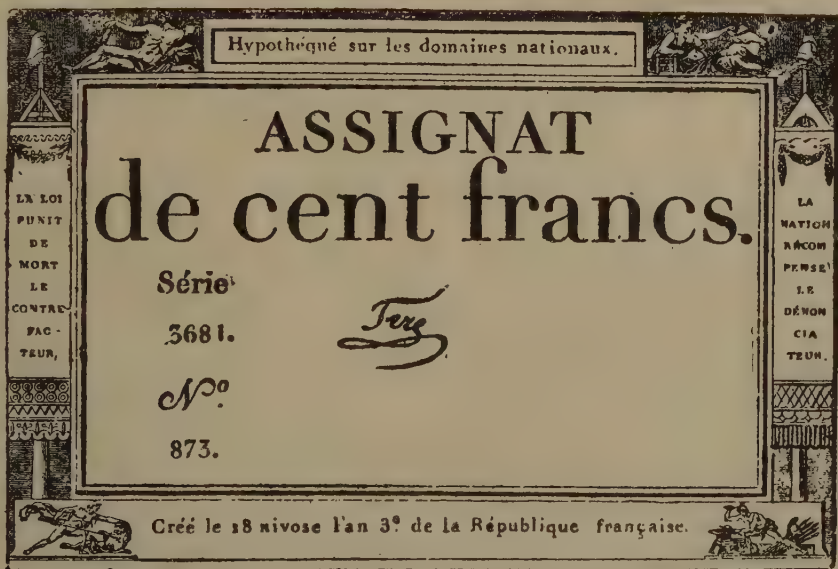
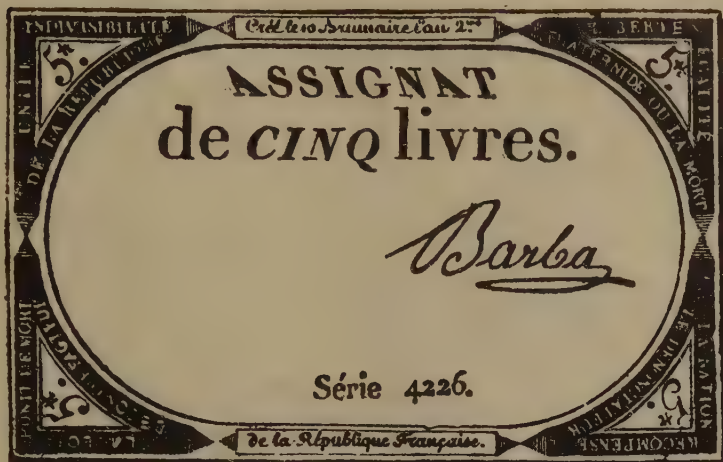
Ce crime n'est qu'une variété du vol; il n'en diffère que par la qualité de la victime: c'est ici l'Etat ou les collectivités publiques. Aussi le Code pénal le prévoit-il dans la Section VI du Titre 1^{er}: *Des crimes contre la propriété publique*; immédiatement après les crimes de faussemonnaie.

L'art. 6 s'exprime ainsi:

Toute personne autre que le dépositaire comptable, qui sera convaincue d'avoir volé des deniers publics ou effets mobiliers appartenant à l'Etat, d'une valeur de 10 livres ou au-dessus, sera punie de la peine de quatre années de fers, sans préjudice des peines plus graves portées ci-après contre les vols avec violence envers les personnes, effractions, escalades ou fausses clés; si ledit vol est commis avec l'une des dites circonstances, dans ces cas les peines portées contre lesdits vols seront encourues quelle que soit la valeur de l'objet volé.

Nous sommes en présence d'un délit qui, toutes proportions gardées, est aussi fréquent que le vol. Mais en cette matière, le T.C.M. a montré une indulgence vraiment inexplicable: vingt et un cas; trois condamnations, dont une à une peine correctionnelle!

Essayons tout d'abord d'expliquer les dix-huit acquittements. Dans quatorze cas, le fait a été jugé non constant et le prévenu était relaxé. Dans deux cas il y eu non lieu



Types d'assignats contrefaits

à accusation. Dans un cas, l'accusé a été déclaré n'avoir pas agi méchamment ni à dessein de nuire; enfin dans un dernier cas l'acquittement a été prononcé parce que « les intérêts de la nation n'avaient pas été lésés ». Signalons un cas curieux (214): les effets volés ont été déclarés appartenir au prévenu, mais comme ils pouvaient servir à la Patrie (il s'agissait en l'espèce d'un sac de vingt-trois culottes blanches), on les lui acheta.

Enfin il faut dire que dans certains cas, malgré l'acquittement le prévenu devait restituer les effets détournés (98-284).

Les deux voleurs qui furent condamnés à la peine criminelle de quatre ans de fers furent Jean-Nicolas SCHNEIDER (233), instituteur à Brouviller et Antoine ESBELIN (104), scieur de long à Nancy, coupables d'avoir volé des effets militaires.

Nous avons vu que pour tomber sous le coup de l'art. 6 le vol devait au moins se monter à 10 livres. Dans le cas contraire, seules les peines prévues par l'art. 33 du Titre II de la loi sur la police correctionnelle étaient applicables. C'est ce qui valut un an de prison et 18 livres d'amende à Nicolas MIGNOT et Bazile CARPENTIER (80), dragons au 4^e Régiment à Pont-à-Mousson, qui furent poursuivis à la suite d'une dénonciation de leur capitaine ainsi rédigée: « Ont pris un manteau pendu à la porte du quartier et l'ont vendu pour boire le jour qu'ils étaient de garde ».

TITRE II

CRIMES CONTRE LES PARTICULIERS

SECTION I

Crimes contre les personnes

I. — MEURTRE ET ASSASSINAT

Plus du dixième des accusés qui comparurent devant le T.C.M. avaient à répondre d'attentats à la vie humaine. Soixante-quinze affaires de meurtre ou d'assassinat en huit ans, c'est beaucoup pour un tribunal dont le ressort ne s'étendait pas au delà de notre département. Cette criminalité exceptionnelle — qui semble d'ailleurs bien faible à comparaison de celle d'autres régions, telles que le Midi ou l'Ouest de la France — s'explique par l'existence même de la Révolution.

Nous sommes dans une région frontière; des bandes armées parcourent les campagnes, des soldats déserteurs, des transfuges se livrent pour vivre aux pires excès. Ajoutez à cela l'insécurité des campagnes et la quasi inexistence de la gendarmerie. En prenant ces faits en considération, soixante-quinze assassinats en huit ans paraîtront un chiffre bien faible et — si l'on peut dire — naturel.

Parmi les « assassins » nous trouvons d'abord les filles-mères (six cas) qui suppriment leur enfant. Elles bénéficièrent toujours de la clémence du Tribunal. A ce point de vue, rien n'est changé de nos jours.

Nous rencontrons ensuite deux parricides, dont l'un a agi sous l'emprise de la folie.

Viennent enfin les assassins « ordinaires », recrutés dans les basses classes de la société: une vingtaine de gar-

cons de culture ou de commis de ferme, voire de cultivateurs, une dizaine de manœuvres ou de domestiques, quelques petits ouvriers.

Huit à dix crimes enfin sont l'œuvre de soldats, français ou étrangers, la plupart déserteurs, dont le cas le plus typique est celui d'IMMEREY (89) et de ses trois complices, déserteurs hongrois qui ont tué une jeune fille et se sont rendus coupables de nombreux vols.

Nous signalions plus haut l'insuffisance de la gendarmerie, elle se traduit par quinze contumaces, chiffre assez élevé.

Avant de passer à l'étude des textes qui répriment le meurtre et de leur application par le T.C.M., on peut faire la remarque suivante, qui intéressera les criminologistes : bien que la poudre soit connue depuis plus de quatre cent cinquante ans à cette époque, les assassins révolutionnaires aimaient peu se servir d'engins bruyants pour accomplir leurs méfaits ; ils préféraient l'arme blanche, du couteau de cuisine à la hache de bûcheron ; certains raffinés enfin préféraient l'empoisonnement par « substances de nature arsenicale » pour vider certains différents matrimoniaux.



Le Code révolutionnaire vise le meurtre et l'assassinat dans la première section du titre II de sa seconde partie (articles 1 à 17).

Les articles 1 à 7 énumèrent les cas dans lesquels l'homicide ne constitue pas un crime et partant, n'est pas punissable criminellement.

C'est d'abord l'homicide involontaire par accident, sans qu'on puisse relever négligence ou imprudence de la part de son auteur (art. 1 et 2) ; puis l'homicide légal, « ordonné par la loi et commandé par une autorité légitime » (art. 3 et 4) ; enfin l'homicide légitime, « indispensablement commandé par la légitime défense actuelle de soi-même et

d'autrui » (art. 5 et 6). Ce sont ces excuses qui motivèrent la plupart des trente-deux acquittements prononcés en matière d'homicide par le T.C.M.

a) *Le meurtre*

ART. 8. — L'homicide commis sans préméditation sera qualifié meurtre et puni de la peine de vingt années de fers.

Douze meurtriers se sont vus appliquer cet article qui ne prête à aucune discussion.

L'art. 9 prévoit ensuite une des rares circonstances atténuantes que l'on rencontre dans le Code pénal :

Lorsque le meurtre sera la suite d'une provocation violente, sans toutefois que le fait puisse être qualifié d'homicide légitime, il pourra être déclaré excusable et la peine sera de dix années de gêne.

La provocation par injures verbales ne pourra en aucun cas être admise comme excuse de meurtre.

Deux inculpés ont bénéficié de cette disposition favorable : Joseph DEHL (60), un soldat et François GÉRARD (599), cultivateur, qui, d'abord contumace, condamné à vingt ans de fers (566) se présenta quelques mois plus tard devant le Tribunal pour se justifier.

b) *Le parricide*

Il est visé par l'article 10 :

Si le meurtre est commis dans la personne du père ou de la mère légitimes ou naturels, ou de toute autre ascendant légitime du coupable, le parricide sera puni de *mort*, et l'exception portée au précédent article ne sera point admissible.

Deux parricides comparurent devant le T.C.M. ; l'un fut acquitté comme fou (226), l'autre fut condamné à mort (657).

c) *L'assassinat*

ART. 11. — L'homicide commis avec préméditation sera qualifié d'assassinat et puni de mort.

L'article 12 édicte semblable peine pour le crime d'empoisonnement. En vertu de l'art. 13 la tentative d'assassinat est aussi punie de mort, de même que la tentative d'empoisonnement (art. 15). Enfin l'art. 14 qualifie d'assassinat, l'homicide qui accompagne d'autres crimes, tels que vols ou sédition.

Aucune circonstance atténuante n'était prévue et les vingt-deux assassins reconnus coupables par le T.C.M. furent condamnés à mort. Beaucoup d'ailleurs étaient contumaces.

d) *La correctionnalisation de l'homicide*

Nulle part mieux qu'en cette matière la correctionnalisation apparaît comme un palliatif à l'absence de circonstances atténuantes.

L'article 2 y fait allusion: l'homicide volontaire est un crime; l'homicide involontaire, dû cependant à la négligence ou à l'imprudence de son auteur est un délit qui sera puni de peines correctionnelles.

Elles sont établies par l'article 15 du titre II de la loi des 19-22 juillet 1791, sur la Police correctionnelle:

En cas d'homicide dénoncé comme involontaire ou reconnu comme tel par la déclaration du jury, s'il est la suite de l'imprudence ou de la négligence de son auteur, celui-ci sera condamné à une amende qui ne pourra excéder le double de sa contribution mobilière; et, s'il y a lieu, à un emprisonnement qui ne pourra excéder un an.

C'est cette dernière peine qui fut appliquée avec une jurisprudence constante aux mères qui tuaient leur enfant. Sur six infanticides, une seule fut condamnée à mort, elle se pourvut en Cassation, mais son pourvoi fut rejeté (354); deux furent acquittées, les trois autres

furent condamnées à un an de prison. Et pourtant il a fallu beaucoup d'indulgence au Tribunal pour appeler une imprudence l'acte commis par Jeanne-Bastien MICHEL (130) qui a jeté son enfant dans les fossés de la ville. De même pour le cas de Catherine DAVRAINVILLE (157).

Le Tribunal a préféré se montrer indulgent à l'extrême, car la peine de mort était trop forte en ces cas.

Des peines rigoureuses, pas de circonstances atténuantes : la répression de l'homicide était sévère. L'état social le réclamait.

Toutefois, et malgré la sévérité immuable du système répressif, les juges savaient trouver des articles pour atténuer les peines et rendre de la bonne justice lorsque l'humanité le réclamait.

2. — COUPS ET BLESSURES

Trente-sept cas seulement de coups et blessures furent soumis au T.C.M. Il ne prononça que quatre condamnations à des peines criminelles ; il correctionnalisa quatorze crimes et rendit dix-neuf sentences d'acquittement.

Ces chiffres peu élevés s'expliquent fort simplement en examinant les articles de la première section du Titre II du Code pénal qui traitent des coups et blessures.

La première de ces dispositions, l'article 19, s'exprime ainsi :

Les blessures qui n'auront pas été faites involontairement, mais qui ne porteront point les caractères qui vont être spécifiés ci-après, seront poursuivies par action civile, et pourront donner lieu à des dommages et intérêts et à des peines correctionnelles sur lesquelles il sera statué d'après les dispositions du décret concernant la police correctionnelle.

Les coups et blessures d'une gravité exceptionnelle sont donc seuls déférés au Tribunal criminel. Et ici le Code pénal a établi un barème rigide des peines en fonction du dommage corporel occasionné par les blessures,

barème qui n'est pas sans rappeler les « tarifs de compositions » de notre Ancien Droit.

Le violent était condamné à deux ans de détention s'il avait rendu sa victime incapable de travailler pendant plus de quarante jours (art. 21). Pour un bras, une jambe ou une cuisse cassée : trois années de détention (art. 22). Quatre ans pour un œil crevé ou un membre mutilé (art. 23). Six ans de fers pour les deux yeux ou deux membres (article 24).

Enfin l'article 25 augmentait ces peines de deux années lorsqu'il y avait eu rixe : cet article ne fut appliqué que deux fois (44 et 426).

Le T.C.M. n'appliqua que trois fois l'art. 21 (blessures occasionnant plus de quarante jours d'incapacité), et une seule fois l'article 23 (mutilation simple).

Il correctionnalisa quatorze cas, les blessures commises ne pouvant légalement faire de l'acte de violence un crime et tombant sous le coup des articles 13 et 14 du Titre II de la loi sur la Police correctionnelle.

L'article 13 condamnait les auteurs de coups et blessures simples à une amende qui ne pourra excéder 500 livres et à un maximum de six mois de prison ; l'art. 14 punissait de 1.000 livres d'amende et de un an de prison au plus ceux qui se sont livrés à des violences simples envers des femmes, des vieillards de plus de 70 ans ou des mineurs de 16 ans.

Enfin, en prononçant dix-neuf acquittements, le T.C.M. a montré son indifférence pour les querelles bénignes qui peuvent éclater entre voisins ou entre ivrognes et qui ne sont pas un danger bien grave pour l'ordre social.

3. — LA SUPPRESSION D'ÉTAT-CIVIL

Ce crime spécial et fort rare est prévu par l'article 32, section I, titre II :

Quiconque sera convaincu d'avoir volontairement détruit la preuve de l'Etat-civil d'une personne, sera puni de la peine de douze années de fers.

Une seule application en fut faite par le T.C.M., et à tort semble-t-il, car il s'agissait de « l'enlèvement et de l'exposition d'un enfant mâle », desquels a découlé par conséquence la suppression de son état-civil (369). Le coupable a été condamné à la peine prévue. Il s'est pourvu en Cassation; le Tribunal suprême a rejeté son pourvoi, ce qui laisse entendre que le T.C.M. avait fait en la circonstance une saine application de la loi.

4. — LA BIGAMIE

Ce « crime » qui existait encore il y a peu de temps sous cette qualification dans notre droit pénal moderne, et qu'une loi de 1933 a correctionnalisé, était prévu par l'article 33, section I, titre II du Code, sous la rubrique: Crimes et attentats contre les personnes:

Toute personne engagée dans les liens du mariage qui en contractera un second avant la dissolution du premier, sera punie de douze années de fers.

Cette sévérité est atténuée par la fin de l'article qui pose une condition spéciale de la culpabilité:

En cas d'accusation de ce crime, l'exception de la bonne foi pourra être admise, lorsqu'elle sera prouvée.

Cette dernière règle explique les trois acquittements prononcés par le T.C.M. sur cinq bigames qu'il eut à juger. Les deux autres (591 et 643) encoururent la peine prévue, le jugement de condamnation précisant même qu'ils avaient commis ce crime « méchamment et à dessein de nuire ».



SECTION II

Crimes contre les propriétés

I. — VOLS

La moitié, ou peu s'en faut, des accusés qui comparurent devant le T.C.M. devaient y répondre du crime de vol. Sur six cent soixante-dix-neuf affaires plus de trois cents sont, en effet, des vols.

Ce grand nombre de voleurs s'explique par diverses considérations dont voici les plus importantes.

C'est d'abord, et nous l'avons maintes fois signalé, l'insuffisance de la police et de la gendarmerie; cette insuffisance se manifeste surtout dans les cantons ruraux qui enregistrent à eux seuls les trois quarts des vols.

Il faut envisager ensuite un état social troublé, une région frontière infectée de soldats peu scrupuleux et qui ne manquaient pas une occasion de rapiner.

Enfin on doit dire que la législation révolutionnaire criminalisait des vols bénins qui sont maintenant de la compétence des tribunaux correctionnels.

Alors que notre Cour d'Assises moderne ne connaît plus que du vol qualifié, le Tribunal criminel avait compétence pour juger le simple vol dans une maison habitée, ou le vol commis par un domestique à l'égard de son maître, ou encore le vol commis dans les boutiques ou les magasins.

Tout ceci explique le nombre élevé de vols que nous aurons à étudier.



Qui volait et que volait-on?

Les voleurs révolutionnaires ne devaient pas avoir une physionomie bien différente de ceux que nous voyons de

nos jours sur les bancs du Tribunal correctionnel. A côté des gens sans aveu, des « prêts-à-tout », qui érigent la pratique du vol au rang de profession, nous rencontrons surtout des manœuvres, de petits ouvriers, des domestiques, des soldats et de nombreux campagnards, du garçon de ferme au cultivateur lui-même.

Il est bien plus intéressant de noter ce que l'on volait.

Sur deux cents condamnations pour vol, cent quarante ont eu pour objet, par ordre décroissant d'importance : du linge ou des vêtements, de l'argent, des chevaux, des instruments agricoles et des aliments.

Le premier poste, qui totalise trente-six cas ne nécessite aucun commentaire : tel qui a besoin d'un pantalon ou d'une paire de chaussures, va les prendre chez son voisin. C'était fréquent.

L'argent, réunissant trente et un cas a toujours tenté les voleurs. Il est cependant intéressant de remarquer que si les vols d'argent étaient fréquents au début de la Révolution, ils se font par la suite de plus en plus rares, l'argent monnayé se cachait ; et les assignats dévalués et d'ailleurs numérotés, ce qui permettait de suivre facilement leur trace, ne constituaient pas un butin précieux pour les voleurs.

On a volé vingt-sept fois des chevaux. Cette préférence des voleurs révolutionnaires pour ces utiles quadrupèdes n'a rien qui peut nous étonner. A cette époque on volait un cheval comme on vole aujourd'hui une bicyclette ou un automobile. C'était la seule façon de se procurer un moyen de transport peu coûteux.

Les vols d'instruments agricoles — on en compte vingt-deux — étaient la spécialité des cultivateurs. Appât facile car c'est encore la coutume dans nos campagnes de laisser charrues et charrettes au bord des routes, livrées à la « foi publique ».

Enfin le vol de substances alimentaires totalise vingt et un cas. Exploits de pauvres hères qui volent par nécessité ou de gourmands qui ne peuvent résister à la tentation, comme ces cinq voleurs de miel que le Tribunal a vu comparaître devant lui.



Le Code pénal de 1791 traite du vol dans la seconde section du titre II. Il y a là trente et un articles qui réglementent avec une minutie exceptionnelle tous les cas de vols qui peuvent être soumis au Tribunal criminel.

Nous allons étudier les affaires de vols jugées par le T.C.M. en suivant l'ordre même des articles du Code.

a) *Le vol avec violences*

Les articles 1 à 5 de la section précitée le réglemente.

L'article premier pose la base de la peine :

Tout vol commis à force ouverte ou par violence envers les personnes sera puni de dix années de fers.

L'art. 2 porte cette peine à quatorze ans de fers si le vol a eu lieu sur un grand chemin, dans une rue ou place publique ou dans une maison.

L'art. 3 élève cette peine à dix-huit ans de fers si le coupable s'est introduit à l'intérieur de la maison où il a volé à l'aide d'effraction, de fausses clés ou d'escalades ou s'il était le domestique ou l'hôte des habitants de ladite maison.

L'art. 4 augmente les peines prévues aux articles précédents de quatre années pour chacune des circonstances aggravantes suivantes : vol de nuit, commis par deux ou plusieurs personnes, avec port d'armes.

Enfin l'article 5 dit :

Toutefois la durée des peines des crimes mentionnés aux quatre articles précédents, ne pourra excéder vingt-quatre ans, en quelque nombre que les circonstances aggravantes s'y trouvent réunies.

C'était la peine maximum que connaissait le Code révolutionnaire, les peines perpétuelles ayant été abolies. Le T.C.M. ne l'a jamais appliquée, son maximum s'étant fixé à dix-huit ans de fers.

Le Tribunal ne connut que rarement de tels crimes au début de son existence (trois cas).

Mais le vol avec violences devint si fréquent sous le Directoire que les dispositions du Code de 1791 parurent trop peu sévères pour assurer la répression.

Ainsi deux lois directoriales intervinrent.

La première, du 26 floréal an V (15 mai 1797), est très courte : elle élève à la peine de mort les peines portées aux articles 2 et 3 précités, lorsque le vol à l'intérieur d'une maison aura été accompagné de violences à l'égard des habitants de ladite maison. La loi, en citant particulièrement parmi les violences les brûlures, a voulu par là atteindre les « chauffeurs » qui dans toute la France pillaient les campagnes et rançonnaient les paysans. Si cette criminalité spéciale prit d'énormes proportions dans l'Ouest et le Midi de la France, elle revêtit une forme assez atténuée dans la Meurthe. Deux bandes de « chauffeurs » seulement comparurent devant le T.C.M. (507 et 543).

La seconde loi est du 29 nivôse an VI (18 janvier 1798) elle comporte vingt-deux articles et élève à la peine de mort la peine prévue pour les vols avec violences sur les grands chemins. ROEMERS qui fut le rapporteur de cette loi au Conseil des Cinq-Cents nous en donne le but dans l'exposé des motifs : « Depuis quelque temps, la République a à subir une espèce de guerre intérieure à laquelle cette loi essaie de mettre un terme. Les courriers, les voitures publiques sont arrêtés par des bandes armées, et les dépêches ainsi que l'argent des administrations

« publiques passent dans les mains des attaquants. Ces
« bandes, grossies depuis la loi du 26 floréal an V, de tous
« les chauffeurs que la peine de mort ont effrayé, rendent
« la circulation très difficile dans un grand nombre de
« départements ».

Cette loi fut appliquée cinq fois par le T.C.M. et ces deux nouvelles dispositions réunies comportèrent un total de treize condamnations à mort.

b) *Le vol avec effraction*

L'article 6 le définit ainsi :

Tout autre vol commis sans violence envers les personnes à l'aide d'effraction faite, soit par le voleur, soit par son complice, sera puni de huit années de fers.

L'art. 7 augmente la peine de deux ans pour chacune des circonstances aggravantes suivantes : vol avec effraction aux portes et clôtures extérieures, dans une maison servant à l'habitation, la nuit, par deux ou plusieurs personnes, avec port d'armes.

Lorsque le vol a été commis avec effraction intérieure par un domestique ou un hôte de la maison volée, l'art. 8 considère qu'il y a effraction extérieure et augmente la peine de deux ans.

Cette sorte de vol est de beaucoup la plus fréquente ; on n'en compte pas moins de cinquante-trois cas. Vols d'un caractère fort banal et qu'il serait inutile d'étudier par le détail. Nous renvoyons au chapitre suivant où toutes les affaires sont exposées par ordre numérique.

Signalons cependant, du point de vue de l'application des peines, que le T.C.M. n'a jamais accordé le minimum de huit ans de fers. Le maximum de dix-huit ans n'a été appliqué qu'une fois (Nicolas GENESSIOT et François HENRY, 346), les coupables ayant réuni les cinq circonstances aggravantes prévues par l'article 7. Quant au reste, le T.C.M. s'en tint à une juste moyenne, les peines infligées tournant autour de douze années de fers.

c) Le vol à l'aide de fausses clés

Il est prévu par l'article 9:

Le vol commis à l'aide de fausses clés sera puni de la peine de huit années de fers.

L'art. 10 élève cette peine de deux ans pour chacune des six circonstances aggravantes suivantes: vol dans une maison servant d'habitation, la nuit, par deux ou plusieurs personnes, avec port d'armes, circonstances aggravantes communes à tous les vols, et ces deux dernières, spéciales au vol avec fausses clés: le coupable a fabriqué lui-même les fausses clés, le vol a été commis par l'ouvrier qui a fabriqué les serrures.

Ce vol d'une technique particulière est par là même très rare. Le T.C.M. n'en a connu que cinq cas (30-210-416-457-525). Il a appliqué sagement des peines allant de huit à quatorze années de fers.

d) Le vol avec escalade

Tout vol commis en escaladant les toits, murailles et toutes autres clôtures extérieures de bâtiments, maisons et édifices, sera puni de la peine de huit années de fers.

Ainsi s'exprime l'art. 11 et l'art. 12 augmente la peine de deux ans pour chacune des circonstances habituelles: maison habitée, deux ou plusieurs personnes, nuit, port d'armes.

Ce vol acrobatique rencontra peu d'amateurs. Dix cas seulement, exploits sans grand intérêt, qui valurent à leurs auteurs dix ou douze ans de fers, furent jugés par le T.C.M.

e) Le vol domestique et le vol dans les hôtels

C'est le vol le plus fréquent après le vol avec effraction. L'art. 13 pose le principe:

Lorsque le vol aura été commis dans l'intérieur d'une maison, par une personne habitante ou commensale de ladite maison, ou reçue habituellement dans ladite maison pour y faire un service ou un travail salarié, ou qui y soit admise à titre d'hospitalité, la peine sera de huit années de fers.

L'art. 14 pose les trois circonstances aggravantes suivantes : nuit, deux ou plusieurs personnes, port d'armes

L'art. 15, § 1, enfin, assimile au vol domestique le vol commis dans les hôtels, auberges, cabarets, restaurants, cafés et bains publics.

Quarante-cinq « rats » d'hôtel ou domestiques peu honnêtes répondirent de ce crime devant le T.C.M. Malgré ce nombre et étant donné le peu d'importance des larcins, le Tribunal appliqua presque toujours la peine minimum de huit ans de fers ; en tout cas, il ne dépassa jamais dix ans.

f) Le vol dans les magasins, boutiques et lieux publics

Ce genre de vol, dérivé du précédent, est visé par le paragraphe 2 de l'article 15 :

Toutefois, ne sont point comprises dans la précédente disposition les salles de spectacles, boutiques, édifices publics ; les vols commis dans les dits lieux seront punis de quatre années de fers.

Sur les dix vols de ce genre que le T.C.M. a connus, neuf eurent lieu dans les boutiques (en particulier à Lunéville où les commerçants devaient être d'une confiance extrême). Le dixième est un vol dans le Temple de Bourgaltroff (458). Chaque fois ces vols valurent quatre ans de fers à leurs auteurs.

g) Le vol par deux personnes armées ou non

Il est prévu par les articles 16-17-18, qui infligent huit ans de fers lorsque les coupables étaient armés et six ans dans le cas contraire (art. 16).

Seule cette dernière hypothèse fut soumise au T.C.M., et une seule fois (318). Les coupables furent condamnés à huit ans de fers, le vol ayant eu lieu la nuit.

h) *L'abus de confiance*

Le Code de 1791 ne connaît pas ce terme. C'est cependant ce qu'il vise dans l'article 19 en condamnant à quatre ans de fers celui qui « aura volé les effets ou marchandises qui lui auront été confiés ».

Les articles 20 à 24 prévoient des peines diverses selon l'auteur de l'abus de confiance : cochers de voitures publiques, voyageurs, etc... Ils ne furent jamais appliqués dans notre département.

L'article 19 seul reçut deux fois son application : un menuisier de Ville-au-Val vendit du grain qu'on lui avait confié (81) et un manœuvre de Heillering (237) fit sien un cheval qu'on lui avait seulement prêté. Tous deux furent condamnés à quatre ans de fers.

i) *Le vol dans un terrain clos appartenant à une maison*

Tout vol commis dans un terrain clos et fermé, si ledit terrain tient immédiatement à une maison habitée, sera puni de quatre ans de fers.

Et la suite de l'article 25 porte les trois circonstances aggravantes habituelles : nuit, deux ou plusieurs personnes, port d'armes.

Les circonstances spéciales requises par la loi pour ce genre de crime font que six accusés seulement furent jugés par le T.C.M., vols sans importance de légumes ou de fruits dans un potager ou encore de linge séchant dans un jardin. Les peines varièrent de quatre à huit ans de fers.

j) Le vol dans un terrain clos isolé

Ce cas encore plus spécial prévu par l'article 26 ne s'est rencontré que deux fois. Non pas que de tels délits étaient rares, mais bien plutôt parce que la condition de « clôture » du terrain ne se rencontrait pas souvent. Le vol en terrain ouvert relevait, en effet, de la police correctionnelle et du Code rural. L'un des accusés (579) eut quatre ans de détention, l'autre (158) six ans, car il avait agi la nuit.

k) Le vol d'instruments agricoles

Nous rentrons ici dans un cas plus fréquent de vols. Aussi en compte-t-on vingt-neuf qui ont reçu condamnation.

La notion « d'instruments agricoles » est très compréhensive. L'art. 27 vise, en effet, par là les « charrues, instruments aratoires, chevaux et autres bêtes de somme, bétail, ruches d'abeilles, marchandises ou effets exposés sur la foi publique, soit dans la campagne, soit sur les chemins, sentes de bois, marchés et autres lieux publics ».

La peine est de quatre ans de détention, de six si le délit a eu lieu la nuit.

Ces peines furent appliquées strictement.

1) Les vols correctionnalisés

Le Code semblait bien tout avoir prévu. De la plus petite filouterie au plus gros larcin, il ne semble pas qu'il y ait un délit de vol qui ne puisse tomber sous le coup de ces vingt-sept articles.

Par un excès de précaution, l'art. 28 édicte la disposition suivante :

Tout vol qui n'est pas accompagné de quelque une des circonstances spécifiées dans les articles précédents sera poursuivi et puni par voie de police correctionnelle.

En voulant interpréter strictement cet article, on serait fort embarrassé, et il s'appliquait rarement: par exemple pour un vol en terrain ouvert ou dans une maison ne servant pas à habitation.

Et pourtant le T.C.M. a correctionnalisé trente-cinq crimes de vol!

Cette disposition a été, en réalité, établie pour pallier aux inconvénients dus à la fixité des peines. C'était très beau de supprimer l'arbitraire des peines, mais tout de même quelle Justice serait celle qui condamnerait à huit ans de fers le malheureux qui a volé un sou dans une maison? Et pourtant le juge, devant l'évidence du fait, était lié par la Loi. La disposition de l'art. 28 permet, avec un peu d'imagination, peut-être, mais avec beaucoup d'humanité, de correctionnaliser ce crime, et d'infliger une peine minimum à l'accusé.

Et cela transparait bien dans les sentences rendues par le T.C.M.: on correctionnalise, comme on le peut, des vols commis par des enfants, par des femmes, par des faibles d'esprit.

Souvent l'artifice qui a permis de correctionnaliser est grossier. En voici des exemples:

Mathieu AUBRY (469) a volé une vieille chemise sale dans un jardin clos à Metz. Il est inculpé de vol avec escalade (art. 11); on trouve que cette condition fait défaut et on correctionnalise. En réalité le délit tombait sous le coup de l'art. 25: vol en terrain clos.

Dans le cas de vol agraire, il est facile de dire que l'objet volé n'était pas placé sous la foi publique, malgré l'évidence même (515-536-597, etc...).

Jean-Pierre MALAISÉ (607) vole des ferrements se trouvant après une maison à Saint-Quirin. Le Tribunal correctionnalise car il n'y a ni effraction extérieure, ni commission de nuit. Or, de deux choses l'une: ou bien il y avait vol dans une maison et l'art. 6 s'appliquait, ou bien

il y avait vol d'objets placés sous la foi publique, et le délit tombait sous le coup de l'art. 27. Mais en aucun cas l'absence de deux circonstances aggravantes ne devait permettre de correctionnaliser un vol criminel.

L'article 32 du Titre II de la Loi sur la Police correctionnelle punissait d'un maximum de deux ans de prison ceux qui se sont rendus coupables de « larcins, filouteries et simples vols qui n'appartiennent ni à la police rurale, ni au Code pénal ». Le T.C.M. a appliqué des peines très variables allant de six mois à deux ans de prison, peine maximum.

m) *Autre sorte d'abus de confiance*

Alors que les articles 19 et suivants visaient l'abus de confiance commis par des mandataires salariés, l'art. 29 a trait à l'abus de confiance commis par des mandataires gratuits. L'unique cas est celui de Léonard GAVILLE (65) soldat. Il encourut la peine de la dégradation civique.

Notons que les articles suivants (art. 30 et 31), visant la banqueroute frauduleuse, n'ont jamais été appliqués.

n) *La tentative de vol*

Le Code pénal semblait tout avoir prévu pour réprimer le vol. Il avait cependant oublié d'en punir la tentative. Cela embarrassa fort les juges du T.C.M. le 6 mai 1794. Joseph ADRIEN avait tenté de voler du vin dans la cave d'un aubergiste de Badonviller (166). Le Tribunal lui infligea la peine de la déportation à vie, *peine politique*, prévue par le Décret du 7 juin 1793 qui, sous l'étiquette de « Crimes ou délits non prévus par le Code pénal ou autres lois », réprimait les délits d'opinion, tels que les propos inciviques que l'on ne voulait pas punir ouvertement car la Déclaration des Droits avait décrété la liberté d'opinion.

Une telle condamnation était bien fragile: le Tribunal de Cassation cassa le jugement du T.C.M. pour une soi-disant nullité de l'acte d'accusation et renvoya l'affaire au Tribunal criminel de la Moselle.

Seule la tentative d'assassinat et d'empoisonnement était prévue, la tentative de vol restait impunie; il fallut attendre la loi du 22 prairial an IV (10 juin 1796). Sa disposition très courte a été presque textuellement reproduite par l'art. 2 de notre Code pénal:

Toute tentative de crime manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, sera punie comme le crime même, si elle n'a été suspendue que par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté du prévenu.

Cette loi n'a été appliquée que cinq fois en matière de vol et toujours en matière de vol domestique. Les coupables ont été condamnés à huit ou dix ans de fers (497-559-616-678 *bis*).



Le T.C.M. a prononcé en matière de vols près de cent acquittements. La plupart du temps le fait n'était pas établi, faute de preuve et, dans le doute, le Tribunal préférerait acquitter plutôt que de condamner le prévenu aux peines sévères prévues par la Loi.

Par là encore on peut dire que le T.C.M. a excellemment appliqué le système de la fixité des peines, en le rendant humain.

2. — L'INCENDIE VOLONTAIRE

En cette matière la jurisprudence du T.C.M. ne connaît pas de juste milieu: quatre acquittements, une condamnation à mort.

Comme d'habitude, en effet, l'art. 33, section II, titre II, ne prévoit aucune circonstance atténuante:

Quiconque sera convaincu d'avoir, par malice ou vengeance et à dessein de nuire à autrui, mis le feu à des maisons, bâtiments, édifices... sera puni de mort.

Or, les cinq affaires ne furent que des menaces ou des tentatives d'incendie: la clémence du Tribunal s'explique par là même: des propos d'ivrogne ou de voisin irascible, sans aucune intention criminelle, ne méritent pas l'échafaud. Et s'il prononça une condamnation à mort pour une tentative d'incendie (en vertu de la loi du 22 prairial an IV), c'est que son auteur, Jean-Nicolas DORÉ (166), de Grandviller, avait été un peu loin dans sa tentative: il avait jeté des charbons ardents dans l'écurie du meunier du lieu.

3. — FAUX ET USAGE DE FAUX FAUX TÉMOIGNAGE

En huit ans, le T.C.M. n'a connu que cinquante affaires de faux, d'usage de faux et de faux témoignage. C'est peu à côté des vols et des attentats contre les personnes. Un tel chiffre s'explique cependant si l'on se replace dans le milieu social de la Révolution.

Le faux est un crime qui exige — si l'on peut dire — de la part de son auteur une certaine éducation. Il faut au moins savoir tenir une plume. Or, à la fin du XVIII^e siècle les illettrés étaient fort nombreux. D'autre part les transactions commerciales par écrit étaient fort rares et, pour les actes les plus importants de la vie civile, les particuliers s'adressaient à un notaire ou, plus simplement, à un « écrivain » de profession.

C'est pour cette raison que nous rencontrons, parmi les inculpés de faux devant le T.C.M., des gens d'un certain niveau intellectuel: percepteur, employé d'enregistrement, maire, instituteur, médecin, comptable, greffier de justice de paix, huissier, architecte, fourrier régimentaire, etc... Le nombre des cultivateurs et des manœuvres coupables de tels crimes est très restreint.

Quant aux objets des crimes de faux, ils sont des plus variés. Ce sont surtout des falsifications d'actes de l'état-civil, soit pour partir sous les drapeaux à la place d'un

autre citoyen, soit pour se soustraire à ce devoir. On rencontre également de nombreux faux passeports, ainsi que des reconnaissances de dettes « truquées », œuvre de débiteurs peu scrupuleux, on encore des bons de subsistance majorés par des brigadiers-fourriers profiteurs.

Les autres cas sont plus spéciaux : c'est le pensionné de la République qui fait un faux certificat d'indigent (465), l'architecte qui dresse un faux certificat d'adjudication (511) ou encore le médecin complaisant qui établit un faux procès-verbal de visite (603).



Le Code pénal de 1791 s'occupait du faux dans sa deuxième partie, titre II, section II, articles 41 à 48.

L'article 41 pose une condition essentielle d'existence du crime de faux :

Quiconque sera convaincu d'avoir méchamment et à dessein de nuire à autrui, commis le crime de faux, sera puni ainsi qu'il suit.

Le crime de faux nécessite donc l'intention de nuire et c'est justement cette condition primordiale qui explique le grand nombre des acquittements prononcés en la matière par le T.C.M. Sur cinquante affaires de faux, il n'y eut que quatorze condamnations contre trente-six acquittements ; et ces acquittements étaient commandés par la réponse suivante du jury : « le faux est constant, mais il n'a pas été commis méchamment, ni à dessein de nuire ». C'était en un mot proclamer la bonne foi du faussaire, ou, peut-être, lui éviter seulement la rigueur de peines trop sévères pour un faux dont les conséquences ont été minimales.

Ces peines sont énumérées dans les articles suivants. Elles varient suivant la nature du faux, aussi allons-nous les étudier successivement.

a) Le faux en écriture privée

ART. 42. — Si ledit crime de faux est commis en écriture privée, la peine sera de quatre années de fers.

Le T.C.M. n'a appliqué cet article que quatre fois. Dans trois cas il s'agissait de faux billets de paiement. La peine a été chaque fois appliquée strictement.

b) Le faux en écriture de commerce et de banque

ART. 43. — Si ledit crime de faux est commis en lettres de change et autres effets de commerce ou de banque, la peine sera de six années de fers.

Ici, une seule affaire seulement. En 1798, Pierre VOULLOIRE (491), négociant à Besançon, falsifia des lettres de change. Il encourut automatiquement la peine prévue: six ans de fers.

c) Le faux en écriture authentique et publique

Il ne s'agit en cette matière que du faux commis par des particuliers, les fonctionnaires faussaires étant visés dans les dispositions du titre V de la première partie du Code pénal.

ART. 44. — Si ledit crime de faux est commis en écritures authentiques et publiques, la peine sera de huit années de fers.

Cinq faussaires, auteurs de faux certificats de civisme, ont été condamnés à 8 ans de fers. Trois d'entre eux étaient fonctionnaires, mais l'article 44 leur fut appliqué, car ils n'avaient pas agi dans l'exercice de leurs fonctions.



L'article 45 s'occupe de l'usage de faux, crime qui a toujours accompagné, dans les cas jugés par le T.C.M.,

celui de faux. Ses dispositions fort simples se passent de commentaires :

ART. 45. — Quiconque aura commis ledit crime de faux, ou aura fait usage d'une pièce qu'il savait être fausse, sera puni des peines portées ci-dessus contre chaque exposé de faux.

Quant à l'article 46, il atteint ceux qui, sciemment et à dessein, ont vendu à faux poids ou à fausse mesure, et les punit de quatre ans de fers, « après avoir été précédemment punis deux fois par voie de police à raison d'un délit semblable ». Cette disposition curieuse n'a jamais été appliquée par le T.C.M.

d) *Le faux-témoignage*

Le Code pénal révolutionnaire termine ses dispositions sur le faux par deux articles sur cette sorte de faux « par paroles ». Il y a là deux délits bien différents et que l'on peut difficilement assimiler. Mais c'est là une inexactitude de plan que nous sommes habitués à rencontrer dans le Code de 1791.

Il faut signaler d'ailleurs une divergence d'interprétation qui s'est révélée tout de suite : l'art. 41 ne joue pas en matière de faux-témoignage : en effet, l'accusé n'est pas excusable par le fait que sa fausse déposition a été faite sans dessein de nuire, il suffit qu'elle ait été faite sciemment.

L'article 47 traite du faux témoignage en matière civile :

Quiconque sera convaincu du crime de faux-témoignage en matière civile sera puni de six années de gêne.

Cet article n'a été appliqué qu'une seule fois à Nancy, en 1792, contre trois manœuvres de Gerbéviller (29) qui ont encouru automatiquement la peine prévue.

L'art. 48 vise le faux-témoignage en matière criminelle, et ses dispositions rigoureuses sont pour le moins bizarres :

Quiconque sera convaincu du crime de faux-témoignage dans un procès criminel sera puni de la peine de vingt années de fers, et de la peine de mort, s'il est intervenu condamnation à mort contre l'accusé dans le procès duquel aura été entendu le faux témoin.

Un seul accusé a subi la sévérité de cette loi, Michel POCHON (528), drapier à Metz qui a écopé de vingt ans de fers. Un autre accusé, Jacob COLIN (215) a été acquitté. Il semble bien, malgré la réponse du jury, que le fait était constant ; mais Colin ayant témoigné pour Schneider (203), qui a été acquitté de l'accusation de trafic de numéraire, il a dû paraître trop sévère aux jurés d'infliger vingt ans de fers à un individu ayant témoigné, même fausement, dans un procédé qui a abouti à un acquittement.



Il faut maintenant signaler une disposition relative aux faux passeports. Elle est contenue dans le Décret relatif aux passeports, des 1^{er} février-28 mars 1792, art. 17 et est ainsi conçue :

Tout Français qui prendra un nom supposé dans un passeport sera renvoyé à la police correctionnelle, qui le condamnera à un emprisonnement qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder une année.

C'est le seul cas de correctionnalisation en matière de faux, et l'affaire Philippe JORBAINE (67) nous en offre l'unique exemple soumis au T.C.M. Voulant s'enrôler sous un faux nom, Jorbaïne se servit du passeport d'un tiers. Poursuivi devant le T.C.M. pour faux ordinaire, on s'aperçut qu'il s'agissait d'un faux passeport et le Tribunal, jugeant correctionnellement, lui infligea trois mois de prison.

En matière de faux, le T.C.M. a appliqué sainement les lois révolutionnaires. S'il s'est montré indulgent en ne condamnant que quatorze prévenus sur cinquante, il ne faut pas lui en tenir grief. Dans la majeure partie des cas d'acquittement, en effet, la bonne foi du prévenu a été prouvée, ou bien le fait délictueux n'a pu être établi avec certitude, et, en présence de la sévérité des peines, il fallait se montrer prudent dans les condamnations.

Ajoutons, pour être complet, que sur les trente-six cas de faux non suivis de condamnations, il y a eu vingt-sept acquittements et neuf procès dont l'instruction a été annulée pour des motifs divers.

II

Les crimes prévus par le Code militaire de 1791

LA DÉsertION

Le Code militaire des 30 septembre - 19 octobre 1791, comportait deux titres : 1° de la juridiction militaire, 2° des délits et des peines. C'est qu'en effet les délits commis par les militaires sortaient de la compétence des tribunaux de droit commun.

Cependant l'article 6 du Titre premier disposait :

Si dans le même fait, il y a complication de délit commun et de délit militaire, c'est aux juges ordinaires d'en prendre connaissance.

C'est la raison pour laquelle le T.C.M. a eu à juger huit déserteurs.

À côté du fait de désertion, ces accusés avaient toujours à répondre d'un délit commun, le plus souvent de vol ou de faux. Le T.C.M. se montra toujours très prudent dans cette compétence exceptionnelle. Il ne prononça que trois condamnations, préférant renvoyer à la juridiction militaire les affaires dont l'attribution de compétence lui semblait douteuse.

On peut toutefois relever une illégalité à son actif : Jean BAILLY (108), accusé de désertion et de faux, est acquitté de ces deux chefs d'accusation, mais le Tribunal lui inflige huit jours de prison, « par forme de discipline », après quoi il devra regagner son corps. Nous ne cherchons pas à expliquer cette peine arbitraire.

À part ce cas exceptionnel, le T.C.M., lorsqu'il prononça des condamnations, appliqua les art. 24 et 25 du Titre II du Code militaire.

L'art. 24 s'occupe de la désertion en temps de paix. La peine est de trois à six mois de prison, selon que le soldat était ou non de faction au moment du délit.

Les deux accusés en vertu de cet article eurent trois mois de prison. Ils répondaient d'autre part du fait de vol, le premier (5) vit sa peine correctionnalisée; le second (20) fut acquitté de ce dernier chef.

L'art. 25, qui vise la désertion en temps de guerre et prévoit la peine de dix ans de fers (désertion hors service), ne fut appliqué qu'une seule fois. Théodore GODIN (45), soldat d'une compagnie franche, avait déserté et volé une montre; il fut acquitté du fait de vol, mais condamné à dix ans de fers pour désertion.

En résumé, on peut dire qu'en cette matière, le T.C.M. se montra très prudent. Il n'osa pas se risquer sur un terrain où il sentait qu'il n'était pas le maître.

III

Les crimes prévus par les lois spéciales**I. — Délits d'ordre économique**

Nous avons rangé sous cette rubrique quelques délits prévus, non par des lois pénales, mais par des lois d'exception tendant à réglementer la circulation de l'argent et de certaines marchandises, en particulier les grains et le fer.

1° LE COMMERCE D'ARGENT

Il est superflu de rappeler la dévaluation progressive des assignats. Nous avons déjà parlé à propos du crime de fausse-monnaie des efforts faits par l'Etat pour maintenir à cette nouvelle monnaie son crédit primitif. Les lois des 11-16 avril et 5 septembre 1793 visent le même but.

La loi des 11-16 avril 1793, dans son article premier, défend la vente du numéraire sous peine de six ans de fers. Et l'art. 2 déclare « qu'aucuns achats, ventes, traités, conventions ou transactions ne pourront désormais contenir d'obligations autrement qu'en assignats ». Toute infraction est punie de la peine uniforme de six ans de fers.

La loi du 5 septembre 1793, relative aux personnes prévenues d'avoir fait le commerce d'assignats, d'en avoir refusé en paiement ou d'avoir cherché à les discréditer, complète la précédente. Elle prévoit en particulier des formalités d'arrestation immédiate du coupable et une récompense de cent livres aux dénonciateurs.

Le délit comporte des modalités très simples; voici les principales, tirées des cas jugés par le T.C.M.:

Pour vendre un porc, un marchand fait deux prix: 48 livres en espèces sonnantes ou 80 livres en assignats (97); une personne achète pour 18 livres en assignats un écu de 6 livres (205); une autre refuse des as-

signats en paiement (207); une autre, enfin, tient des discours propres à discréditer les assignats (189).

En cette matière, le Tribunal s'est révélé fort indulgent. Il n'a prononcé que deux condamnations sur onze cas (189 et 191). La sévérité de la peine et le peu d'importance du délit justifient seuls ces acquittements; quant aux motifs admis en réalité par le Tribunal (nécessité de faire un voyage à l'étranger (195), démence (205), etc.), s'ils peuvent excuser le délit, ils ne le suppriment pas. Ceci est encore plus net dans les autres cas de délits économiques.

2° LE COMMERCE DE GRAINS

De 1789 à 1799, notre pays a connu exactement soixante lois ou décrets réglementant le commerce, la circulation, le prix des grains. Les plus importantes sont celles des 4 mai, 9 août, 15-16 août, 11 septembre 1793. Des peines diverses punissaient les infractions à leurs dispositions. Nous ne les étudierons pas, car jamais le T.C.M. ne les a appliquées. Sur cinq cas qui lui furent soumis, il prononça quatre acquittements. Le cinquième, Joseph RINGUEBERG (202), meunier à Iméling, fut acquitté, mais néanmoins « détenu jusqu'à la paix », en vertu de l'art. 10 de la loi du 17 septembre 1793, sur les suspects. Sa détention est ainsi motivée: « Attendu qu'il résulte du débat que Joseph Ringueberg est un homme abruti par la boisson et l'ivrognerie susceptible d'infraction aux lois sans se douter que c'est mal faire, en conséquence... ».

Ici encore, l'abolition de l'arbitraire des peines resta lettre morte.

3° L'ENTRAVE A LA CIRCULATION DE MARCHANDISES DE FER

Ce dernier délit est prévu de façon indirecte par la loi du 12 germinal an II, sur les accaparements de matières premières et d'objets fabriqués, devant être déclarés à la mairie. L'art. 7 inflige deux ans de fers aux contrevenants.

C'est ce qui fut donné le 22 frimaire an III (12 décembre 1794) à Catherine MARGADAT, de Lunéville (248 *bis*); étant donné son sexe, la peine fut commuée en deux ans de réclusion. L'accusée était contumace. Le 14 pluviôse an III (2 février 1795), elle se présenta devant le Tribunal; elle fut cette fois acquittée, mais dut néanmoins subir « une décade de prison par forme de correction » pour avoir été contumace et avoir — selon la formule employée à l'époque — douté de la Justice.

II. — Propos anticivilisaires, séditieux et contre-révolutionnaires

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses », disait, en 1789, la Déclaration des Droits; c'est la seule raison pour laquelle le Code de 1791 resta muet sur ce que l'on peut appeler les « délits d'opinion ».

Le fait est particulièrement significatif en matière d'actes séditieux ou contre-révolutionnaires, c'est-à-dire contre le régime établi. Les trois premières sections du titre premier du Code pénal répriment bien les crimes contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, contre la Constitution, etc., mais il s'agit là d'actes positifs, de véritables « voies de fait » contre le régime, tels que complots, soulèvements. Mais les paroles, les écrits dirigés contre la République, les propos tenus en faveur du retour du roi restent impunis. Et pourtant cette « diffamation » du nouvel état de choses était bien plus dangereuse que les violences ouvertes.

Nous verrons les moyens détournés employés par le législateur pour réprimer les propos séditieux sans se mettre en contradiction avec la Déclaration des Droits.

Le T.C.M. connut vingt-deux affaires de propos séditieux; il prononça dix condamnations et douze acquittements.

En quoi consistait donc ce crime?

D'abord en paroles séditieuses, c'est le cas le plus fréquent: un citoyen juge bon dans un lieu public de manifes-

ter à haute voix ses sentiments en faveur de la royauté, ou retour des Bourbons, ou bien il se met à chanter dans un cabaret une chanson contre-révolutionnaire.

Puis c'est la publication et la diffusion d'écrits séditieux : brochures incendiaires ou journaux royalistes.

Enfin ce crime peut être commis uniquement par gestes symboliques : coups de sabre ou de hache sur l'arbre de la Liberté d'une commune (309-481) ou bien destruction ostensible d'assignats accompagnée des mots : « Voilà le cas que je fais de la Constitution ! » (152).

Quant aux auteurs de ces actes contre-révolutionnaires, ils sont de toutes conditions : libraire, capitaine de la garde nationale, garçon confiseur, « professeur en droit », vigneron, etc... On y trouve même des pensionnaires de l'asile d'aliénés de Maréville.

Avant d'étudier les lois répressives et leur application, examinons les cas d'acquittements et les motifs qui les ont commandés. Nous rencontrons d'abord trois cas d'acquittement pour cause de démence (102-481-533).

Autrement, l'acquittement est motivé par le fait que l'auteur des propos séditieux n'avait pas l'intention de nuire en les proférant. Signalons une justification originale fournie par un accusé et acceptée par le Tribunal en toute confiance : BECHET (152) a broyé des assignats dans sa main en disant : « Voilà le cas que je fais de la Constitution ! », il explique ainsi son geste devant les juges : « Je n'ai pas froissé d'assignats, ils étaient dans ma poche, car je n'ai pas de portefeuille ».

Enfin il est bon de remarquer que sur douze acquittements, neuf ont été prononcés à partir de 1796 et qu'à dater de ce moment on ne rencontre aucune condamnation ; sans doute à cette époque les esprits étaient-ils un peu calmés et l'énergumène qui criait : « Vive Louis XVI ! » passait plutôt pour un détraqué que pour un danger public.

Parmi les dix condamnations prononcées par le T.C.M., il faut mettre à part celles qui se rattachent à des propos

séditieux tendant à ramener le roi en France. Ce crime est prévu par la loi des 4-5 décembre 1792 :

La Convention nationale décrète que quiconque proposerait ou tenterait d'établir en France la royauté, ou tout autre pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple, sous quelque dénomination que ce soit, sera puni de mort.

Cette disposition fit tomber trois têtes à Nancy, trois têtes de soldats. Denis DEVIGE (71), du 9^e Hussards a proposé la restauration de la royauté sur la tête du ci-devant comte d'Artois, il a tenté de désertier pour embrasser la cause des émigrés, en cherchant à entraîner des camarades, il a de plus chanté la chanson royaliste dont nous reproduisons le texte dans le chapitre suivant ; il a été condamné à mort le 1^{er} mai 1793.

Jean BERNARD (III et III *bis*), camarade de Denis Devige, avait applaudi aux propos de ce dernier et avait été condamné pour cela à deux ans de prison ; une fois incarcéré il a tenu les propos suivants : « La France ne peut être heureuse sans roi » et il a embrassé en même temps les fleurs de lys gravées sur ses boutons. Il fut condamné à mort le 12 novembre 1793.

Enfin Jean-Pierre VALETTE (133), soldat au 12^e bataillon de volontaires, après s'être plaint que la République ne le payait pas, s'est écrié : « Je ne suis pas citoyen et je mourrai pour mon roi ! ». Le Tribunal le condamna à mort le 20 janvier 1794.

A côté de cette loi visant des faits précis, il n'existait rien ; les propos séditieux d'autre nature n'étaient pas punis.

Aussi les juges criminels de la Meurthe furent-ils bien embarrassés le 15 avril 1793 lorsque Jeanne JANNIN (64), couturière à Albéchaux, comparut devant eux pour avoir tenu des propos et discours inciviques « tendant à corrompre les esprits faibles ». Ce crime ne tombait sous aucune loi et l'art. 8 de la Déclaration des Droits disait bien : « *Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie*

et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée ». Et pourtant les juges du T.C.M. ne pouvaient acquitter la femme Jannin. Qu'aurait dit l'opinion publique, qu'aurait dit le Peuple dont eux, juges élus, étaient l'émanation, qu'auraient pensé surtout les maîtres politiques de ces juges?

En bonne justice, la femme Jannin devait être acquittée; *politiquement*, elle méritait une peine.

Le Tribunal s'en tira tant bien que mal en énonçant dans son jugement les motifs suivants:

Le fait de propos et discours inciviques et séditions tendant à entretenir et perpétrer l'esprit contre révolutionnaire, à attiser le fanatisme et à ébranler la fidélité des citoyens envers la Nation française est constant;

Et attendu le silence du Code pénal;

Le Tribunal condamne la femme Jannin à la peine de un an de prison par forme de police correctionnelle.

Ce jugement, véritable hérésie juridique, violait la Déclaration des Droits et toutes les lois révolutionnaires, mais les principes civiques et patriotiques étaient saufs.

Le T.C.M. fit encore mieux le 14 juin 1793, lors du jugement de Jean LACRONIQUE (79), brigadier au 9^e Régiment de Chasseurs à Cheval. Lacronique ayant tenu des propos contre-révolutionnaires, le Tribunal déclara « qu'il n'y avait pas lieu à accusation », mais, *par forme de police correctionnelle* le condamna à six mois de prison. C'est sans doute la première fois, dans les annales des tribunaux criminels, que l'on peut voir un prévenu acquitté et condamné tout à la fois!

Le T.C.M. aurait sans doute continué dans ses errements si la loi des 7-8 juin 1793 n'était venue le tirer d'embarras. Cette loi condamne à la déportation les convaincus de crimes ou délits non prévus par le Code pénal ou autres lois. Nous avons vu déjà le T.C.M. appliquer cette loi — à tort avons-nous dit — à propos de la tentative de vol. Cette loi vise, en effet, plus particulièrement tous ceux qui

se sont rendus coupables d'un « délit d'opinion », puisqu'elle parle de *« Ceux dont l'incivisme et la résidence sur le territoire de la République auraient été un sujet de trouble et d'agitation »*.

Et la loi ajoute que les juges criminels pourront prononcer la peine de la déportation à temps ou à vie, suivant les circonstances et la nature des délits.

Cette loi faisait fi des principes les plus sacrés en matière criminelle et rétablissait l'arbitraire des peines.

Le premier — et l'unique — bénéficiaire de cette loi dans la Meurthe fut Joseph BÉTHUME (103), soldat au 17^e R. I. Pour avoir proclamé qu'il ne servait pas « une foutue nation comme la France », il fut condamné à trois ans de déportation à la Guyane française.

A partir de cette loi, d'autres dispositions se succédèrent au hasard des fluctuations politiques.

Ainsi une loi du 17 septembre 1793, relative aux suspects, dont Merlin fut le rapporteur, et qui signala le commencement du régime de la Terreur, donne le droit aux Tribunaux criminels, dans son article 10, de retenir en état d'arrestation comme gens suspects les prévenus acquittés ou bénéficiaires de non lieu.

Le T.C.M. appliqua cette loi à Claude SALEUR (124), pêcheur à Lunéville, qui fut interné à la Maison des Prêcheresses le 12 nivôse an II.

Beaucoup plus tard, la loi du 27 germinal an IV (16 avril 1796) porte des peines contre toute espèce de provocation à la dissolution du gouvernement républicain, et tout crime attentatoire à la sûreté publique et individuelle. A la différence du Code pénal de 1791, cette loi vise non seulement les attentats par actes de violences, attroupements, etc..., mais aussi par discours et écrits imprimés. La peine prévue est la mort. Le T.C.M. en frappa, le 6 fructidor an VII (23 août 1799) Pierre-Antoine CROLOIS (611), ex-chanoine à Bar-sur-Ornain (Bar-le-Duc).

Telle fut la Jurisprudence du T.C.M. en matière de « délits d'opinion ». On la voit empreinte d'une influence

politique très sensible. On condamne rarement en vertu d'une loi, souvent sans loi; lorsque l'on acquitte, on maintient en état d'arrestation. Les nécessités politiques l'emportent sur le Droit.

Et cela apparaîtra d'autant plus nettement lorsque nous aurons dit que, pour de nombreux prévenus, acquittés et maintenus en état d'arrestation, le T.C.M. trouvait la formule suivante: « *Acquitté, sauf les mesures de sûreté que le Comité de Surveillance de Nancy jugera convenable de prendre à son égard* ». Le T.C.M. ne voulait pas faire œuvre politique, ni se compromettre; il renvoyait la solution définitive de l'affaire à d'autres autorités.

III. — L'émigration

Trente-neuf cas d'émigration furent soumis au T.C.M., il ne prononça que onze condamnations, dont six à la peine capitale et cinq à la déportation.

Etudier toute la législation sur l'émigration et son application dépasserait le cadre de cet ouvrage. On nous excusera en songeant que de 1792 à 1799, il n'y a pas eu moins de deux cent vingt-huit lois ou décrets sur les émigrés.

La grande loi criminelle en matière d'émigration est celle des 28 mars-5 avril 1793. En voici les dispositions essentielles:

ART. PREMIER. — Les émigrés sont bannis à perpétuité du territoire français; ils sont morts civilement; leurs biens sont acquis à la République.

ART. 2. — L'infraction du bannissement prononcé par l'article premier sera punie de mort.

Les articles 78 et 79 de la même loi prévoient une procédure plus rapide, le jugement doit être exécuté dans les vingt-quatre heures de son prononcé.

Les principales abréviations de la procédure sont précisées dans une loi du 30 frimaire an II (20 décem-

bre 1793). Ce sont : la suppression du jury d'accusation et de l'instruction préalable, l'impossibilité du pourvoi en Cassation. En vertu de ces dispositions, la peine de mort a été prononcée six fois par le T.C.M.

Voici la liste des émigrés ou complices d'émigrés condamnés à mort : (La date indiquée est celle du jugement de condamnation) :

- 120 *bis*. — LAUGIER Louis, 68 ans, ci-devant baron de Bellecourt (19 frimaire an II - 9 décembre 1793).
126. — LHUILLIER Jean, 39 ans, journalier à Ceintrey (13 nivôse an II - 2 janvier 1794).
174. — THIERRY Jean-Charles, 41 ans, surnuméraire à la Régie des Domaines nationaux et à l'enregistrement à Nancy (28 floréal an II - 17 mai 1794).
184. — HUSSON Claude, 20 ans, domestique à Prény (8 messidor an II - 26 juin 1794).
185. — TOUSSAINT Bernard, 25 ans, perruquier à Jallaucourt (8 messidor an II - 26 juin 1794).
186. — FOULON Anne-Angélique, femme GARBET, 43 ans, de Paris (8 messidor an II - 26 juin 1794).

Il est à remarquer que ces condamnations ont été prononcées aux heures troubles de la Terreur. Par la suite le Tribunal appliqua les nouvelles lois et en particulier celle du 29 brumaire an III qui prévoit une peine de bannissement (précédée la plupart du temps de la détention jusqu'à la paix).

Le T.C.M. se montra encore plus clément en appliquant à deux reprises la loi du 17 septembre 1793 sur les suspects et prononçant détention jusqu'à la paix (112 et 146).

Dans des cas où la culpabilité des prévenus lui semblait encore plus douteuse, le Tribunal ne voulant se compro-

mettre en aucune manière, remit l'émigré en liberté provisoire sous la surveillance de la Municipalité de Nancy (330 et 331).

Le T.C.M. prononça d'autre part en matière d'émigration dix-sept acquittements : le prévenu n'était inscrit sur aucune liste, c'est un bon patriote, etc... La plupart des acquittements sont motivés par la considération suivante : les Tribunaux criminels ne sont pas juges du fait de l'émigration, mais seulement de l'infraction de banissement qui est prononcée par les corps administratifs.

Ceci explique également les onze cas de renvoi aux autorités compétentes prononcées par le T.C.M.

Tout ceci nous montre combien le Tribunal criminel se sentait peu sûr dans les affaires politiques à compétence exceptionnelle. Emanation du Peuple, et partant teintés d'une légère couleur politique, les juges criminels préféreraient se tenir sur une prudente réserve et ne pas donner prise aux critiques de l'opinion publique sur l'exécution de leur mandat en prononçant une décision hardie — dans un sens quelconque — dans une affaire politique.

IV. — Les crimes des prêtres

Nous avons groupé ici quelques infractions spéciales aux prêtres et prévenus par des lois exceptionnelles.

1° L'INFRACTION A LA DÉPORTATION

Ce crime fut d'abord prévu par la loi du 26 août 1792, « relative aux ecclésiastiques qui n'ont pas prêté serment ou qui après l'avoir prêté, l'ont rétracté et ont persisté dans leur rétraction ». La peine prévue est celle de la déportation. Ceux qui rentrent en France, étant déportés, sont passibles de dix ans de détention. Deux prêtres tombèrent sous le coup de cette loi : Jean KOENEL, de Kederching (61) et François CHAMBON de Dognéville (93).

Cette loi de 1792 fut remplacée par celle du 30 vendémiaire an II, relative aux ecclésiastiques sujets à la déportation. Les déportés rentrés sont envoyés immédiatement au Tribunal criminel où ils subissent un interrogatoire d'identité, ils sont condamnés à mort et l'exécution doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures (art. 5-14-15 et 16).

Ces dispositions ne furent appliquées qu'une seule fois, lors de la célèbre affaire François HADOL (183), curé de Gemmelaincourt (Vosges).

Enfin la loi du 19 fructidor an V, contenant des mesures de salut public relatives à la conspiration royale, modifie la procédure précédente: les prêtres coupables d'infraction à la déportation sont renvoyés à la Commission militaire qui doit les juger dans les vingt-quatre heures. Ainsi en fut-il pour les prêtres DOMBROT et COSSERAT (647).

2° LE RECEL DE PRÊTRE DÉPORTÉ

Ce délit curieux est bien prévu par la loi du 26 février 1793 « qui enjoint aux propriétaires ou locataires de donner à leurs municipalités respectives la liste des personnes logées chez eux ».

L'art. 4 dispose que:

Toute personne qui aura recélé ou caché, moyennant salaire ou gratuitement, une autre personne assujettie aux lois de l'émigration ou de la déportation, sera punie de six ans de fers.

Sur quatre cas de recel, cette loi fut appliquée deux fois (106 et 149).

Dans un autre cas (535), le T.C.M. renvoya l'affaire à une autre juridiction.

Enfin il prononça une condamnation à la déportation en vertu d'un décret modifiant la loi de 1793 (648).

3° LE REFUS DE PRESTATION DE SERMENT ET LA RÉTRACTATION DE SERMENT

Le T.C.M. ne condamna aucun des six prêtres qui eurent à répondre devant lui de ce délit. Il en acquitta trois car c'étaient de « bons patriotes » ; il renvoya les trois autres à l'Administration du département pour être statué sur leur cas par voie administrative.

Nulle part mieux qu'ici on ne voit le désintéressement du Tribunal criminel pour les affaires politiques et religieuses sortant de sa compétence de droit commun.

V. — Les délits divers

Nous terminerons ce chapitre en mentionnant des délits non prévus par le Code pénal ou les autres lois, les criminels se révélant avoir une plus grande imagination que les criminalistes.

Disons tout de suite que le T.C.M. n'a prononcé ici aucune peine, les délits étaient d'ailleurs de peu d'importance.

Ces affaires qui sortent de l'ordinaire sont au nombre de huit. Voici les plus saillantes :

Nicolas TRONQUART, instituteur à Crévic (138) est un curieux précurseur. En 1794 il se mit à faire de la propagande communiste ; il proposa une loi agraire, « loi subversive des propriétés territoriales, commerciales ou industrielles, à dessein d'égaliser les fortunes ». Ce théoricien marxiste, cinquante ans avant Karl Marx, fut acquitté le 12 février 1794, mais il n'en continua pas moins une vie aventureuse dans notre département.

Christophe MAIRE (200) cultivateur à Moncel, s'amusa en messidor an II, à s'exercer au tir au fusil sur les vitres de son voisin.

Deux affaires civiles sont venues s'égarer au Tribunal criminel : une affaire de reconnaissance de dettes et un cas de recel successoral.

Enfin le comble de l'originalité revient à Didier LOMBARD (387), pêcheur à Saint-Nicolas, qui a commis des faits qui relèvent plus de la médecine mentale que des lois criminelles : il a, en premier lieu, « introduit un sabre nu dans la maison d'un citoyen de Saint-Nicolas » ; il s'amusait d'autre part « à tirer des coups de fusil sur les passants mais avec des amorces au lieu de cartouches ».

Telles sont les principales affaires curieuses qui défilèrent devant le T.C.M., faisant diversion dans la monotonie de ses audiences.





CHAPITRE II

Etude particulière des affaires jugées par le Tribunal Criminel de la Meurthe du 15 février 1792 au 18 brumaire an VIII

NOUS étudions ici une à une les affaires jugées par le T.C.M. de 1792 à 1799 dans l'ordre où elles ont été classées par les greffiers révolutionnaires (qui est, à quelques écarts près, l'ordre chronologique).

Nous avons conservé cette classification pour deux raisons majeures :

— elle est numérique et permet ainsi d'indiquer chaque affaire par des références courtes, claires et précises.

— elle permet, d'autre part, de se reporter aux sources manuscrites des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle qui, elles aussi, ont été classées dans le même esprit.

C'est ainsi que pour chaque affaire, si l'on désire trouver des renseignements complémentaires ou consulter les documents eux-mêmes, le même numéro d'ordre renvoie à trois sources manuscrites distinctes :

1° Le répertoire ou « sommier » qui donne seulement la date du jugement, le nom des accusés, la nature du délit et la condamnation : c'est une table des matières ;

2° Les registres contenant les jugements reliés par années judiciaires ; pour la période qui nous intéresse ils sont au nombre de sept ;

3° Les dossiers du T.C.M., classés en liasses plus ou moins grosses selon l'importance des affaires. Ce n'est vraiment que par eux que l'on peut faire revivre une affaire du début de l'instruction à l'exécution du jugement. Malheureusement, ils ne sont pas tous complets et beaucoup sont perdus, en particulier ceux ayant trait aux affaires politiques et militaires.



Ces annexes se présentent donc de la façon suivante :

Chaque affaire fait l'objet de deux développements : renseignements généraux et commentaires.

Dans *les renseignements généraux*, immédiatement après le numéro d'ordre, nous avons placé, en titre, la qualification de l'infraction. Nous nous sommes efforcé de conserver les qualifications et les vocables révolutionnaires.

Vient ensuite la date du jugement prononcé par le T.C.M.

Puis le nom, l'âge, la profession, le lieu de naissance ou le domicile de ou des accusés. Ici nous faisons une réserve : l'état civil, à cette époque, était mal organisé, beaucoup de noms propres sont écrits, dans une même procédure, sous des orthographes différentes, nous avons choisi la plus vraisemblable ou la plus fréquente, ou encore celle de la signature quand elle existe. Quant à l'âge des accusés, il est souvent ignoré, ainsi que la profession et le lieu de naissance. Entre crochets [...], nous indiquons le nom du défenseur, quand il nous est connu.

Enfin la rubrique des renseignements généraux se termine par la sentence prononcée par le Tribunal, acquittement ou condamnation avec, dans ce dernier cas, la référence au texte législatif.

Il est fait également mention des pourvois devant le Tribunal de Cassation et du sort qui leur a été réservé.

Les commentaires suivent, imprimés en plus petits caractères, c'est une notice, plus ou moins étendue, suivant les cas, que nous avons rédigée et qui contient des renseignements très divers : circonstances de l'infraction, observations sur la procédure suivie, considérations sur la peine appliquée, etc... Pour certaines affaires peu importantes, en général des vols, nous n'avons donné aucun commentaire.



En raison de la division des lois révolutionnaires en titres, sections et parties, nous avons établi les abréviations suivantes :

Art. 8, s. 2, t. II, C. p., doit se lire, article huit de la deuxième section du Titre deux du Code pénal ;

C. p. (Code pénal) correspond à la Loi des 25 septembre-6 octobre 1791 ;

C. p. cor. (Code de police municipale et correctionnelle) à la loi des 19-22 juillet 1791 ;

C. p. mil. (Code pénal militaire) à celle des 22 septembre-5 octobre 1790;

C. Brum. IV, signifie Code de Brumaire an IV.

Enfin toutes les références du Code pénal se rapportent à la deuxième partie de ce Code qui seule traite de la pénalité; lorsqu'il s'agit de la première partie, il en est fait mention spéciale.



ANNÉE JUDICIAIRE 1792-1793

PREMIER REGISTRE

Affaires n^{os} 1 à 103 du 15 février 1792 au 20 septembre 1793

1. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 15 février 1792.

Accusé: **Ditch** (Antoine), dit **Dour**, 26 ans, manœuvre à Lunéville.Condamnation: **2 ans de détention** (art. 21, s. 1, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Le 14 décembre 1791, Ditch blessa Joseph Mansui de plusieurs coups de coutelas. Tous deux étaient en état d'ivresse. L'affaire, d'abord portée devant le Tribunal correctionnel de Lunéville, sous la qualification de blessures involontaires, fut renvoyée au T.C.M. après expertise médico-légale.

2. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 14 janvier 1792.

Accusés: **Laurent** (Gérard), marchand à Haguenau;**Karré** (Léonard), jardinier à Sainte-Odile.Condamnation: **14 ans de fers chacun** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Malgré les dénégations des accusés, il est constant qu'ils se sont introduits, étant armés, dans une maison de Montigny et qu'il y ont volé du linge. Les pièces de la procédure sont perdues.

3. — VOL.

Jugement du 17 février 1792.

Accusé: **Sipart** (Simon), 46 ans, ci-devant, marchand de chevaux, colporteur de mercerie à Saligny (Jura).**Acquittement.**

Sipart avait été accusé de vol d'effets dans une boutique sur le champ de foire de Vézelize. La preuve du délit n'a pu être rapportée.

4. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 15 mars 1792.

Accusé: **Garnier** (François), 36 ans, peintre à Nancy.**Acquittement.**

Etant ivre, Garnier est accusé d'avoir donné un coup de sabre dans le bas-ventre au citoyen Bedel Philippe, garçon bonnetier, rue des Maréchaux. La culpabilité de l'accusé n'a pu être prouvée.

5. — DÉSERTION - ABUS DE CONFIANCE.

Jugement du 6 mars 1792.

Accusé: **Douvet** (Claude), horloger, soldat au 17^e régiment d'infanterie [Boulay].

Condamnations: **3 mois de prison** pour désertion (art. 24, t. II, C. p. mil.).

9 mois de prison pour abus de confiance (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Etant militaire, Douvet déserta, auparavant il avait vendu deux montres à lui confiées sous salaire pour réparation. Cette affaire est intéressante en ce qu'elle présente la réunion d'un délit militaire et d'un délit de droit commun dans une même procédure; deux peines sont cependant prononcées sans confusion. Les juges étaient divisés sur l'application de ces peines, c'est l'avis le plus doux qui a passé.

6. — VOL.

Jugement du 17 mars 1792.

Accusé: **Dedenon** (Remy), 26 ans, laboureur à Lunéville.

Acquittement.

7. — ASSASSINAT.

Jugement du 15 avril 1792.

Accusé: **Brunet** (Jean-Adam), de Munster (district de Dieuze).

Condamnation: **Mort** (art. II, s. 1., t. II, C. p.).

Brunet est accusé d'avoir, dans la nuit du 7 au 8 janvier 1792, tué d'un coup de fusil Nicolas Klein, de Munster. L'accusé étant *contumace*, la procédure présente des formalités de publicité spéciales, tant avant (sommations et perquisitions), qu'après (affichage) le jugement.

8. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 16 avril 1792.

Accusé: **Frank** (Salomon), dit **Lajeunesse**, 23 ans, juif, marchand de chevaux à Nancy.

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 13-14-15, s. 2, t. II, C. p.).
Pourvoi en Cassation rejeté.

La veille de la foire de Mirecourt, dans la nuit du 27 au 28 février 1792, Frank vola à l'auberge du Soleil d'Or, faubourg de Mattaincourt, un portefeuille contenant des assignats. Usant du droit qui

lui était conféré par la loi, et se trouvant dans les cas légaux d'option, Frank opta pour le T.C.M. au lieu du T.C. Vosges. Il fut en outre condamné à être exposé le 26 juin 1792, de 6 heures à midi, sur une place publique de Mirecourt.

9. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 15 mai 1792.

Accusée : **Laurent** (Marguerite), 26 ans, couturière à « Rouvre-Saint-Ouin » (Rouvres-en-Santois).

Condamnation : **8 ans de réclusion** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Le Jeudi-saint, 5 avril 1792, Marguerite Laurent commit un vol dans une auberge de Goviller. En raison de son sexe, la peine des fers qui lui était applicable, fut commuée en celle de la réclusion (art. 9, t. I, C. p.). Elle fut de plus, exposée pendant six heures sur une place publique de Vézelize.

10. — FAUSSE-MONNAIE.

Jugement du 18 mai 1792.

Accusé : **Ismeurt** (Dominique), 42 ans, horloger à Château-Salins.

Condamnation : **15 ans de fers** (art. 1^{er}, s. 6, t. I, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Il s'agissait de la fabrication et de la mise en circulation de fausses pièces de monnaie. Le dossier contient de nombreux procès-verbaux de perquisition. Un document curieux est une lettre qu'Ismeurt emprisonné, a écrite le 12 décembre 1792, au ministre de la Justice : il demande qu'on lui laisse ses outils d'horloger pour pouvoir travailler en prison. Après une enquête et un échange de lettres entre le ministre et le Comité de surveillance, cette autorisation lui est accordée.

11. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 juin 1792.

Accusé : **Morlot** (Claude), coquetier à Nancy.

Condamnation : **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Le prévenu s'étant évadé au cours de l'instruction, un mandat d'amener est aussitôt lancé contre lui, mais il ne fut pas retrouvé, il est donc jugé par défaut. L'objet de son vol était du bois.

12. — VOL.

Jugement du 15 juin 1792.

Accusée : **Durand** (Marie), 29 ans, femme de Joseph **Dubois**, vigneron à Gerbéviller.

Acquittement.

13. — VOL AVEC ESCALADE.

Jugement du 16 juin 1792.

Accusé: **Stouvenel** (Pierre), de Neufmaison.

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 11-12, s. 2, t. II, C. p.).

L'accusé escalada un mur la nuit pour aller voler une vache dans une étable. Les premières pièces de la procédure, rédigées par l'officier municipal de Benfeld, sont écrites dans un mauvais allemand. On dut les traduire devant le T.C.M.

14. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 16 juin 1792.

Accusé: **Bernard** (Nicolas), menuisier à Château-Salins.

Condamnation: **10 livres d'amende et 2 mois de prison** (article 13-14, t. II, C. p. cor.).

C'est après avoir pris connaissance du procès-verbal du chirurgien qui a examiné la victime que l'on infligea à Bernard une peine correctionnelle, les blessures n'ayant pas la gravité requise par le Code pénal.

15. — VOL CHEZ L'HOTE.

Jugement du 17 juin 1792.

Accusé: **Poinsot** (Joseph), 27 ans, bûcheron à Rambervillers.

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Poinsot, se faisant passer pour Joseph Gérard, de Bettoncourt (Mirecourt), fut reçu par charité chez Thomas Fournier, de Sexey-aux-Forges. Il en profita pour lui voler de la toile.

16. — VOL.

Jugement du 18 juin 1792.

Accusés: **Rangonet** (François), ouvrier à Nancy et sa femme.

Acquittement.

17. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 15 juillet 1792.

Accusés: **Rangonet** (François), ouvrier à Nancy et sa femme.

Lamasse (François), 41 ans, garde des bois et chasseur du Maréchal de Beauvau, à Benney.

Condamnation: **2 ans de détention** chacun (art. 21, s. 1., t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les accusés avaient « excédé et blessé » dans la forêt de Benney, Thomas Surlot, citoyen du même lieu, qui en est resté très malade. Une soixantaine de témoins furent entendus ! On trouve au dossier un premier jugement qui renvoie à poursuivre la plainte de la victime par action civile. Le Tribunal a condamné solidairement les deux accusés à payer à Thomas Surlot 400 livres de dommages-intérêts. Lamasse, qui était contumace, mais qui fut retrouvé, fut condamné à payer les frais de publicité supplémentaires que sa recherche avait occasionnés.

18. — VOL EN TERRAIN CLOS ATTENANT A UNE MAISON.

Jugement du 16 juillet 1792.

Accusé : **Marré** (Jean-François), 27, ans, manœuvre aux carrières de Bréménil.

Condamnation : **6 ans de fers** (art. 25, s. 2, t. II, C. p.).

Marré s'était introduit la nuit dans le jardin de la maison d'un sieur Poulet et y avait dérobé un cheval, des sabots et des outils de sabotier.

19. — VOL.

Jugement du 16 juillet 1792.

Accusée : **Nicolas** (Marguerite), 22 ans, fileuse de laine à Saint-Nicolas.

Condamnation : **6 mois de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

20. — DÉSERTION ET VOL.

Jugement du 17 juillet 1792.

Accusé : **Arlusson** (Nicolas), de Saverne, soldat au 7^e régiment de dragons.

Condamnation : **3 mois de prison** pour désertion (art. 24, t. II, C. p. mil.).

Voici encore un exemple de jonction d'une procédure militaire à une procédure de droit commun. Après un jugement de remise, Arlusson a été acquitté pour le vol, le fait n'ayant pas été reconnu constant, et condamné à 3 mois de prison par une juridiction de droit commun pour un délit militaire.

21. — INFANTICIDE.

Jugement du 17 juillet 1792.

Accusée : **Nicolas** (Elisabeth), 25 ans, journalière à Bertrichamps.

Condamnation : **amende du double de la contribution mobilière, un an de prison** (art. 2, t. II, C. p. et art. 15, t. II, C. p. cor.).

Elisabeth Nicolas a été accusée par la clameur publique d'avoir tué sa fille qu'elle venait de mettre au monde. Le jury, pour écarter une peine criminelle trop rigoureuse, a admis que c'est par « négligence involontaire » qu'elle a tué son enfant, en conséquence, l'infraction a été correctionnalisée.

22. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 18 juillet 1792.

Accusé: **Rolle** (Maurice), 26 ans, ramoneur de cheminées, originaire de Taune (Savoie), sans domicile fixe.

Condamnation: **20 livres d'amende, un an de prison** (art. 14, t. II, C. p. cor.).

Rolle s'était rendu coupable d'avoir tenté d'assassiner, pour le voler, Joseph Walter, tourneur à Raon l'Etape, en son domicile où il lui avait donné l'hospitalité pour la nuit du 3 au 4 mars 1792. Rolle avait répondu de ce fait devant le T. C. Vosges et avait été condamné à *20 ans de fers*. Son pourvoi en Cassation ayant été jugé recevable, ce jugement fut cassé pour mauvaise application de la peine et l'affaire renvoyée devant le T.C.M. Le jury meurthois considérant qu'il n'y avait pas eu intention de tuer, correctionnalisa l'infraction.

23. — INFANTICIDE.

Jugement du 15 août 1792.

Accusées: **Simon** (Catherine), veuve de Jean **Gorse** et sa fille Marguerite, de Toul.

Acquittement.

Ces deux femmes étaient accusées d'avoir donné la mort à un enfant en l'exposant le 4 mai précédent, vers 9 heures du soir, dans l'allée de la maison du sieur Bicquille, à Toul. Le jury les déclara non convaincues.

24. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 août 1792.

Accusé: **Royer** (Jean-Baptiste), 27 ans, infirmier à l'hôpital de Metz.

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 6-7-8, s. 2, t. II, C. p.).

Il s'agissait du vol à l'intérieur de l'Hôpital de Metz d'un portefeuille contenant 560 livres en assignats. Royer a été condamné à les restituer. Le dossier de cette affaire est perdu.

25. — VOL.

Jugement du 16 août 1792.

Accusé: **Coche** (Thomas), 31 ans, scieur de long à Pont-à-Mousson.

Condamnation: **1 mois de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

26. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 août 1792.

Accusé: **Marchal** (Joseph), 13 ans, sans profession, à Brouville.

Condamnation: **12 ans de maison de correction** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

C'est le premier mineur qui comparait devant le T.C.M., car à cette époque il n'y avait pas de juridictions spécialisées. La peine criminelle normale est cependant commuée en vertu de l'art. 3, t. V du Code pénal.

27. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 août 1792.

Accusé: **Bettonnay** (Bazile), 21 ans, fileur de laine et de coton à Guéret (Creuse).

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

28. — VOL.

Jugement du 17 août 1792.

Accusé: **Calandre** (François), 19 ans, scieur de bois pour les ébénistes, actuellement chasseur au 9^e bataillon en garnison à Metz.

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

29. — FAUX TÉMOIGNAGE.

Jugement du 15 septembre 1792.

Accusés: **Barbier** (Jean), 54 ans;

Finot (Nicolas), 36 ans;

Bernard (Nicolas), 32 ans, tous trois manœuvres à Gerbéviller.

Condamnation: **6 ans de gêne chacun** (art. 47, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Ces trois inculpés avaient fait sciemment une fausse déclaration devant le Tribunal correctionnel de Gerbéviller dans une affaire de coups et blessures. Le T.C.M. a appliqué l'art. 47 se rapportant au faux témoignage en matière civile, on ne pouvait, en effet, appliquer les peines relatives au faux témoignage en matière criminelle.

Pour la première fois devant le T.C.M. le commissaire du roi est remplacé par le commissaire du pouvoir exécutif.

30. — VOL AVEC FAUSSES CLÉS.

Jugement du 16 septembre 1792.

Accusés: **Leclerc** (Antoine-African), 63 ans, jardinier aux Trois-Maisons (Nancy).

Rubin (Sébastien), 48 ans, tourneur à la Citadelle de Nancy.

Condamnation : **8 ans de fers chacun** (art. 9, s. 2, t. II, C. p.).
 Pourvoi en Cassation reçu.

Ces deux accusés avaient volé, à l'aide de fausses clés, des caisses de balles dans la caserne de la Citadelle dont ils avaient la garde. Le Tribunal de Cassation a reçu leur pourvoi et a cassé le jugement du T.C.M. pour vice dans la procédure : présence illégale du commissaire du roi à un interrogatoire et parce que les caractères de la complicité de Rubin n'étaient pas bien déterminés.

L'affaire a été renvoyée devant le T.C. Moselle à Metz qui confirma la peine prononcée par le T.C.M. le 17 février 1793. Les accusés feront cependant leur peine sur les galères, cette peine ayant été momentanément rétablie par décret de la Convention du 6 octobre 1792. A noter que deux accusés de faux témoignage en cette affaire, Henriot et Berson, ayant opté pour le Tribunal de Metz, furent acquittés le 17 décembre 1792.

31. — FAUX EN ÉCRITURES PRIVÉES.

Jugement du 17 septembre 1792.

Accusé : **Roussel** (Michel), 19 ans, écrivain à Nancy.

Condamnation : **4 ans de fers** (art. 42, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Roussel avait fabriqué sept faux billets de la Caisse patriotique de Nancy, pour une valeur de 51 livres, il avait un besoin pressant d'argent et les a écoulés, en partie, chez divers commerçants de la ville.

32. — PROVOCATION DE DÉSŒBÉISSANCE A LA LOI.

Jugement du 15 octobre 1792.

Accusé : **Heuilly** (Georges), ex-curé de Schalbach.

Condamnation : **6 ans de gêne** (art. 5, s. 5, t. I, C. p.).

Voici une première affaire à caractère politique, juridiquement banale : l'abbé Heuilly disait à l'église et ailleurs que « ceux qui se soumettaient à la nouvelle Constitution n'avaient ni cœur, ni âme, qu'ils étaient exclus de la religion catholique et qu'il ne les reconnaissait plus pour ses paroissiens », il refusa la première communion aux enfants qui allaient à l'instruction du maître d'école laïc. il ne voulait pas lire au prône les décrets de l'Assemblée nationale, etc... etc... On lui appliqua l'art. 5, s. 5, t. I, C. p. qui vise la provocation de désobéissance à la loi accomplie par un fonctionnaire public. L'abbé Heuilly était d'ailleurs contumace.

33. — VIOLENCES DIVERSES.

Jugement du 16 octobre 1792.

Accusés : **Chatel** (Charles), 66 ans, cultivateur à Lemainville ;

Vaultrin (Catherine), 32 ans, de Lemainville ;

Bourbon (Nicolas), 34 ans, maçon et couvreur à Villacourt ;

Royal (Dominique), 48 ans, manœuvre à Villacourt;
Florentin (Alexis), 46 ans, cordonnier à Villacourt;
Huraut (Barthélemy), 30 ans, vigneron à Villacourt;
Barbier (Nicolas), 52 ans, menuisier à Villacourt;
Barbier (François), 58 ans, vigneron à Villacourt;
Henry (Hubert), 61 ans, pêcheur à Villacourt;
Gérardot (Félix), 33 ans, manœuvre à Villacourt;
Vaultrin (Jean-Baptiste), 40 ans, tonnelier à Villacourt;
Jeandron (Joseph), 45 ans, manœuvre à Villacourt.

Condamnations :

10 livres d'amende et 3 mois de prison à J.-B. Vaultrin pour blessures.

3 livres d'amende et 3 semaines de prison à Royal, Florentin, Huraut, Gérardot et aux deux Barbier pour complicité.

5 livres d'amende et 1 mois de prison à Louis et Henry pour bris de vitres (art. 13, t. II, C. p. cor.).

Acquittements : Chatel (excusable), la femme Vaultrin (non convaincue et Jeandron (en état de démence).

Action civile en dommages-intérêts intentée par Grillot ; principale victime (un bras cassé et une autre blessure au bras) : le Tribunal lui accorde **400 livres de dommages-intérêts** payables ainsi :

150 livres par Bourbon et J.-B. Vaultrin,

50 livres par Louis et Henry,

200 livres par Florentin, Huraut, Royal, Gérardot, Chatel et les deux Barbier.

Cette affaire, imposante par le nombre des accusés, est la conséquence banale de l'exaltation des esprits à cette époque. Un beau jour, une dizaine d'habitants de Villacourt, ayant appris que le village voisin de Lemainville abritait des aristocrates, décidèrent, dans un zèle patriotique excessif, d'aller les y chercher pour les châtier. Les exploits de ces énergumènes valent d'être rapportés :

Le 15 août 1792, vers 2 heures de l'après-midi, Jean-Baptiste Grillot, charron à Lemainville, allait aux vêpres ; il rencontre Jean-François Bernard, cultivateur, qui lui dit que des brigands allaient ravager le village. Il revint vérifier ses portes, puis, repartant vers l'église, il rencontra des inconnus armés de piques et de bâtons qui conduisaient à l'église la veuve Lhuillier. Peu après, on vint l'avertir que des inconnus étaient entrés de force dans la cave de sa sœur, Marie Grillot. Il y accourut et se trouva en face d'une dizaine d'individus qui buvaient, ils lui dirent qu'ils cherchaient la maîtresse qui était une aristocrate. Grillot, effrayé, les laissa boire et reboire ; ils allèrent ensuite chez lui, où ils burent encore beaucoup, puis chez J.-B. Renard où ils firent de même. Ensuite, ils remercièrent Grillot et Renard de les avoir invités à Villacourt. Prétextant avoir oublié leurs armes, ils se rendirent chez Charles Chatel,

cultivateur à Lemainville. Grillot et Renard s'étaient assis sur un banc, ils les virent bientôt revenir avec Charles Chatel, ses fils Jean et Maurice, et Munier, cultivateur. Chatel jurait et disait qu'il fallait tondre Grillot. L'un des énergumènes le prit par les cheveux et tenta de les lui couper avec son couteau. Grillot se débattit et essaya de rentrer, on l'en empêcha en le frappant à coups de bâton et d'épée; quelques-uns l'entraînèrent derrière sa maison dans un champ d'orge, lui cassèrent le bras droit, lui coupèrent les cheveux et le laissèrent pour mort. Pendant ce temps les autres étaient entrés dans sa maison, cherchant à tout casser et maltraitant sa fille Anne Grillot, toujours excités par Chatel qui voulait la tondre. Dans un piteux état Grillot fut transporté chez François Noël, tissier. Les énergumènes furent maîtrisés finalement par des citoyens de Lemainville.

Les jurés reconnurent que ces faits n'avaient point les caractères spécifiés par le Code pénal, les peines correctionnelles restaient donc seules applicables. Cette indulgence était-elle commandée par le soi-disant but louable des accusés, voulant « purger le village de Lemainville d'aristocratie? ». Nous en doutons. Les jurés ont plutôt voulu éviter des peines sévères aux auteurs d'un exploit plus bruyant que sanguinaire (1).

34. — VOL.

Jugement du 17 octobre 1792.

Accusé: **Vernier** (Simon), 52 ans, « chanvrier » à Sarrey (district de Bourbonne-les-Bains).

Condamnation: **18 mois de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

35. — VIOLENCES - OUTRAGES A MAIRE.

Jugement du 18 octobre 1792.

Accusés: **Gillot** (Mansuy), 31 ans, manœuvre à Gerbéviller.

Bernard (Claude), 29 ans, maçon à Gerbéviller;

Liégaut (Nicolas), 38 ans, tonnelier à Gerbéviller;

Dubois (Jean), 45 ans, vigneron à Gerbéviller;

Bailly (Claude), 36 ans, chapelier à Gerbéviller.

Condamnations: **amende du double de la contribution mobilière et un an de prison** à Dubois et Bailly pour outrages à maire et à Bernard pour bris de vitres (art. 19-20, t. II, C. p. cor.).

Acquittement pour Gillot et Liégaut.

Il s'agit d'un attroupement de quelques citoyens de Gerbéviller qui voulaient pénétrer dans le monastère des ci-devant religieuses pour y rechercher des armes et des prêtres insermentés qui y étaient soi-disant cachés. Le maire et la garde nationale, étant intervenus pour rétablir l'ordre, furent outragés.

Les pièces de la procédure sont perdues.

(1) Voir VIOT (Maurice), *op. cit.*, p. 185.

36. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 15 novembre 1792.

Accusés: **Heriat** (Joseph), 37 ans et son frère Pierre, 48 ans, laboureurs à Villacourt. [Maffioli].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Cette affaire est étudiée en détail dans le chapitre IV de la seconde partie: Reconstitution d'une affaire jugée par le T.C.M.

37. — VOL AVEC ESCALADE.

Jugement du 16 novembre 1792.

Accusé: **Schoeffer** (Jean), 30 ans, né à Volskirch (Nassau), pâtre aux environs de Sarrebourg.

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 11-12, s. 2, t. II, C. p.).

38. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 novembre 1792.

Accusée: **Mimieux** (Catherine), 28 ans, domestique à Saint-Remyont.

Condamnation: **8 ans de réclusion dans une maison de force** (art. 15, s. 2, t. II, C. p. et art. 9, t. I, C. p. pour la commutation de peine en raison du sexe).

39. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 novembre 1792.

Accusé: **Dartois** (Nicolas), 32 ans, manœuvre à Vandœuvre.

Acquittement.

40. — VOL AVEC ESCALADE.

Jugement du 15 décembre 1792.

Accusé: **Vebert** (Léopold), dit **Tisserand**, 53 ans, pâtre à Mandres-aux-Quatre-Tours. [Gérardy].

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 11-12, s. 2, t. II, C. p.).

41. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 15 décembre 1792.

Accusé: **Leblanc** (François), 29 ans, tailleur pour hommes à Onville-sur-Madon. [Gérardy].

Acquittement.

42. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 décembre 1792.

Accusé: **Chenal** (Nicolas), 18 ans, postillon à Rosières-en-Haye.
[Chippel].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 26, s. 2, t. II, C. p.).

Passant à Frouard, Chenal vola une jument dans un pré pour se rendre à Nancy.

43. — VOLS.

Jugement du 18 décembre 1792.

Accusés: **Claye** (François), dit **Barrillot**, 14 ans, fileur de laine à Toul;

Aubry (Charles), couvreur à Toul;

André (Nicolas), 15 ans, fileur de laine à Toul;

Choquard (Louis), 26 ans, cloutier à Toul.

Acquittement.

La procédure présente deux points intéressants; c'est d'abord le dépôt d'un cautionnement pour mettre Choquard en liberté provisoire. D'autre part les autres inculpés ont été mis définitivement en liberté étant donné la nullité de l'acte d'accusation: l'officier de police s'est, en effet, écarté de la loi en lançant le mandat d'arrêt avant son interrogatoire.

44. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 15 janvier 1793.

Accusé: **Oudille** (Jean), 48 ans, boucher à Saint-Nicolas.
[Chippel].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 23-25, s. 1., t. II, C. p.).

Oudille blessa de deux coups de couteau le citoyen Morel de Saint-Nicolas. L'affaire a été remise deux fois: 1° par le ministère public, pour complément d'expertise médicale; 2° à la demande du conseil de l'accusé, pour lui permettre de mieux préparer sa défense. La peine prononcée se justifie car l'inculpé bénéficiait de l'excuse de provocation; il n'avait pas prémédité son acte et n'avait pas l'intention de tuer.

45. — DÉSERTION - VOL.

Jugement du 15 janvier 1793.

Accusé: **Godin** (Théodore), 19 ans, coutelier à Paris, membre d'une compagnie franche. [Gérardy].

Condamnation: **10 ans de fers** pour désertion en temps de guerre (art. 25, t. II, C. p. mil.).

Acquittement pour le vol.

Pourvoi en Cassation rejeté.

Nous renvoyons aux observations faites sous le numéro 20, concernant la jonction d'une procédure militaire à une procédure de droit commun.

46. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 janvier 1793.

Accusé: **Baron** (Jean-Baptiste), 37 ans, drapier, chasseur à la Compagnie franche de Cambray (Var). [Gœury].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

47. — RÉBELLION A OFFICIER MINISTÉRIEL.

Jugement du 17 janvier 1793.

Accusés: **Soulard** (Jean-Baptiste), 30 ans, marchand de vins en gros à Gibaumeix et son frère Pierre (ce dernier contumace). [Chippel].

Acquittement, et mainlevée, en ce qui concerne le contumace de la saisie faite sur ses biens.

Les frères Soulard avaient insulté un huissier, des « records » et des gendarmes qui procédaient à une saisie-exécution à Gibaumeix. Un des gendarmes avait même été blessé au poignet. L'acquittement découle de la nullité de l'acte d'accusation, le délit de rébellion à officier ministériel manquant d'objet (l'huissier n'avait pas le bâton blanc, insigne de sa fonction).

48. — MEURTRE.

Jugement du 17 janvier 1793.

Accusé: **Pierrot** (François-Antoine-Gabriel), de Sarrebourg, cultivateur à la ferme de Banesholz, ban de Maizières.

Condamnation: **20 ans de fers** (art. 8, s. 1, t. II, C. p.).

Pierrot était accusé de meurtre sur la personne de François Marchand, maréchal-ferrant à Maizières. Il ne se présenta pas devant le Tribunal. La veuve de François Marchand, représentée par Chippel, avocat et Honnête, avoué, demanda 10.000 livres de dommages-intérêts, elle en obtint 4.000. Quatre ans plus tard, le 30 nivôse an V (19 janvier 1797), Pierrot se rendit volontairement. Il est cette fois acquitté par jugement du 15 pluviose an V (3 février 1797), mais néanmoins condamné à 10 jours de prison « comme ci-devant contumace » (Voir affaire n° 377).

49. — FAUX EN ÉCRITURE PRIVÉE.

Jugement du 19 janvier 1793.

Accusé: **Desigrist** (Rodolphe), 49 ans, graveur et coloriste aux Trois-Maisons (Nancy) [Maffioli].

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 42, s. 2, t. II, C. p.).

Le jugement fut remis une fois pour supplément d'enquête. Le faux portait sur des billets de confiance du département des Vosges.

50. — FAUSSE MONNAIE.

Jugement du 19 janvier 1793.

Accusé: **Charles** (Christophe), 35 ans, tailleur de pierres à Saint-Quirin [Mouchere].

Condamnation: **15 ans de fers** (art. 1. s. 6, t. I, C. p.).

Il s'agissait de fausses pièces de 15 sols.

51. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 15 février 1793.

Accusé: **Egroissard** (Jean-Marie), 40 ans, voiturier à Bonin-en-Forêt (Rhône-et-Loire), actuellement soldat au 2^e Bataillon des Grenadiers du Rhône [Cheminot père].

Condamnation: **18 ans de fers** (art. 2-4, s. 2, t. II, C. p.).

L'accusé avait volé à main armée de l'argent aux dépens d'Antoine Poinsignon, curé de Salsbach. L'affaire avait été remise 10 mois précédent à cause de l'absence du principal témoin.

52. — VOL.

Jugement du 15 février 1793.

Accusé: **Bay** (Philippe), 20 ans, boutonnier à Lyon, soldat au 1^{er} Bataillon des Grenadiers du Rhône [Gœury].

Acquittement.

53. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 février 1793.

Accusé: **Chanal** (Nicolas), 23 ans, tisserand à Domèvre [Mouchere].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

Chanal avait volé du grain à son patron, Nicolas Thouvenin, laboureur à Marainviller.

54. — VOL CHEZ L'HOTE.

Jugement du 16 février 1793.

Accusés: **Ruhly** (Jacob), 36 ans, soldat dans la Légion de Kellermann [Gérardy];

Reinhard (François), 31 ans, soldat dans la Légion de Kellermann [Goutt];

Schwarz (Maurice), 18 ans, tambour dans la Légion de Kellermann.

Condamnations: **10 ans de fers** pour Ruhly et Schwarz, **4 ans de fers** pour Reinhard (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p.).

Ces trois soldats avaient volé de l'argent au citoyen chez lequel on les avait logés.

55. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 18 février 1793.

Accusé: **Chevallier** (Jean-Pierre), 23 ans, manœuvre à Heillecourt [Mouchere].

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

56. — SOUSTRACTION DE DENIERS PUBLICS.

Jugement du 19 février 1793.

Accusés: **Meline** (Dominique), 44 ans, ex-administrateur du district de Nancy [Chippel].

Pernot (François), huissier au Tribunal de district de Nancy.

Condamnation: **12 ans de fers chacun** (art. 12, s. 5, t. I. C. p.).

Pourvoi en cassation rejeté.

Nous sommes en présence d'une grosse affaire, tant par la qualité des accusés que par le montant des détournements commis. Les accusés avaient dilapidé des effets mobiliers dépendant de trois couvents des ci-devant religieuses de Saint-Nicolas-de-Port. L'huissier Pernot était contumace. L'affaire eut également son côté administratif et fut évoquée devant le Conseil général du District de Nancy. D'autre part, le département de la Meurthe se porta partie civile par l'intermédiaire de Rollin, avoué.

57. — PUBLICATION ET COLPORTAGE D'UNE ADRESSE INCENDIAIRE.

Jugement du 15 mars 1793.

Accusés: **Chenoux** (Jean), 53, ans libraire à Lunéville;

Tonnellier (Gabriel), 13 ans, de Lunéville [Tous deux Chippel].

Acquittement.

Le libraire Chenoux avait publié une brochure de 8 pages in-8° contenant l'Adresse de 150 communes de Normandie à la Convention Nationale sur le jugement de Louis XVI, écrit jugé tendancieux. L'acquittement est motivé par le fait que Chenoux, en publiant cette brochure, n'a pas voulu nuire au régime; quant au jeune Tonnellier, il a agi sans discernement.

58. — DÉSERTION - VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 16 mars 1793.

Accusé: **Buisson** (Pierre), 23 ans, de Limoges, garde national volontaire au 2^e Bataillon de la Haute-Vienne [Mouchere].

Condamnation: **3 mois de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Buisson a été acquitté du fait de désertion car il était en congé régulier de convalescence. Quant au vol envers la Nation (il s'était

fait délivrer des effets militaires en excipant de sa qualité de « chartier » de l'armée), le Tribunal le transforma en simple escroquerie, ce qui justifie la condamnation correctionnelle prononcée.

59. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 mars 1793.

Accusé: **Lott** (Joseph), 19 ans, sans profession, demeurant à Gosselming [Gérardy].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

Lott avait volé un assignat de 50 livres à son patron, Sébastien Schmitt, de Niderstinzeln.

60. — MEURTRE.

Jugement du 17 mars 1793.

Accusé: **Dehl** (Joseph), 44 ans, sellier à Vézelize, soldat à la 3^e Compagnie du Corps des Eclaireurs à Nancy [Gœury].

Condamnation: **10 ans de gêne** (art. 9, s. 1, t. II, C. p.).

Dehl était accusé d'avoir tué d'un coup de couteau à la cuisse gauche, à la suite d'une dispute, le soldat Manuel, hussard à la 1^{re} compagnie du Corps des Eclaireurs. Il a bénéficié de la circonstance atténuante de provocation.

61. — INFRACTION A LA DÉPORTATION.

Jugement du 17 mars 1793.

Accusé: **Koenel** (Jean-Rudolff), 40 ans, prêtre déporté, ci-devant vicaire de Kederching (Bitche) [Goutt et Maffioli].

Condamnation: **10 ans de détention** (art. 5, L. 26 août 1792).

Pourvoi en cassation rejeté.

L'abbé Koenel avait quitté le territoire de la République comme déporté en vertu de la loi du 26 août 1792. N'ayant pas voulu prêter serment, il avait obtenu un passeport régulier et s'était retiré à l'étranger. On le trouva quelque temps après, la nuit et déguisé en femme, dans la grange de la maison curiale de Gosselming; il y avait « attroupé... environ quarante femmes sous prétexte de les confesser ». L'abbé Koenel tombait alors sous le coup de l'art. 5 de la loi du 26 août 1792 ainsi conçu: « *Tout ecclésiastique qui serait resté dans le royaume après avoir fait sa déclaration de sortie et obtenu passeport, ou qui rentrerait après être sorti, sera condamné à la peine de détention pendant dix ans* ». La peine infligée par le Tribunal à l'abbé Koenel est d'autant plus justifiée qu'il résulte de l'enquête que « c'est méchamment et à dessein d'entretenir et d'attiser même le fanatisme et l'esprit contre révolutionnaire qu'il est rentré dans la République ».

62. — FAUSSE-MONNAIE.

Jugement du 18 mars 1793.

Accusé: **Reyenbach** (Blaise), 39 ans, sans profession, né à Kirchzager-Thäl-en-Brisgau (Allemagne) [Maffioli].

Condamnation: **15 ans de fers** (art. 1., s. 6. t. I. C. p.).

63. — FAUX ET COMPLICITÉ.

Jugement du 18 mars 1793.

Accusés: **Roux** (Pierre), compagnon-chapelier à Lyon;

Lelorrain (François), chasseur à cheval au 9^e Régiment.

Acquittement.

Ils avaient falsifié un passeport qui aurait permis à Roux de s'engager au 9^e Régiment de chasseurs à cheval sous le nom de Maurice Pieffitte. Le Tribunal n'a même pas jugé le fond de l'affaire; il a mis en liberté les deux prévenus et a annulé toute la procédure qui avait été faite par le juge de paix de Toul en violation des art. 2 et 7 de la Loi sur la justice criminelle (dans toutes les plaintes en faux, les pièces arguées de faux doivent être déposées au greffe et le greffier doit en dresser un procès-verbal détaillé, ce qui n'avait pas été fait).

63 bis — EMIGRATION - PORT D'ARMES CONTRE LA PATRIE FAUX.

Jugement du 19 mars 1793.

Accusés: **Gérard** (Louis), garde du corps du ci-devant comte d'Artois, à Fontenoy-le-Château (Vosges);

Bruillard (Maurice), garde marteau à la maîtrise des Eaux et Forêts, à Epinal.

Acquittement pour Bruillard qui n'était inculpé que de complicité de faux.

Voici la première affaire d'émigration qui se présente au T.C.M. Nous faisons remarquer que le Tribunal s'est peu soucié d'étudier le fond de l'affaire. En un jugement de 15 pages, rédigé de façon obscure, il tend à montrer que la procédure suivie est irrégulière (le crime de faux — ici accessoire — devant en effet être jugé par un juré spécial). En conséquence le cas de Gérard est transmis au Tribunal de District de Nancy pour une nouvelle information. En réalité ce renvoi est motivé moins par des considérations de procédure que par une certaine gêne du T.C.M. à juger sur le champ une affaire politique aussi grave. Cette gêne se révèle aussi dans l'affaire suivante, mais cette fois, le T.C.M. n'a pu se dérober.

64. — PROPOS ET DISCOURS INCIVIQUES.

Jugement du 15 avril 1793.

Accusée. **Jannin** (Jeanne), 26 ans, couturière à Albéchaux [Voynant].

Condamnation : **1 an de prison.**

On s'attendait à voir une référence législative après cette peine de 1 an de prison; il n'y en a pas, nous sommes revenus pour un temps à l'arbitraire de l'Ancien Régime. C'est qu'en effet aucune loi n'avait prévu ce nouveau délit; on trouve pourtant dans le jugement: « l'accusateur public (qui remplaçait momentanément à cette époque le commissaire du Pouvoir exécutif) a fait sa réquisition au Tribunal pour l'application de la loi ». Nulle part au dossier il n'est fait mention d'une loi quelconque. Ce fut d'ailleurs là le seul moyen de défense de l'accusée: « *Je n'ai pas commis un acte répréhensible* ». Et pourtant le Tribunal ne pouvait pas acquitter Jeanne Jannin, c'eût été fournir aux ennemis de la Révolution une arme terrible en même temps que l'impunité. De ce dilemme sortit un jugement qui est une monstruosité juridique. La pièce vaut d'être citée intégralement.

« *Le fait de propos et discours inciviques et séditieux, tendant à entretenir et à perpétuer l'esprit contre-révolutionnaire, à attiser le fanatisme et à ébranler la fidélité des citoyens envers la Nation française est constant. L'accusée est convaincue de les avoir tenus.*

« *Le Tribunal,*

Après avoir entendu l'accusateur public, en conséquence de la déclaration des jurés, et attendu le silence du Code pénal sur la nature du délit dont Jeanne Jannin est déclarée convaincue, jugeant par forme de police correctionnelle, la condamne à un an de prison ».

Cette citation se passe de commentaires. Jeanne Jannin ne méritait légalement aucune peine. C'est la première fois et pour ainsi dire la seule que, par esprit politique, le T.C.M. a violé le grand principe, établi quelques années auparavant par la Déclaration des Droits, de la légalité des peines.

65. — ABUS DE CONFIANCE.

Jugement du 15 avril 1793.

Accusé: **Gaville** (Léonard), 30 ans, de Limoges, soldat au 77^e Régiment d'Infanterie [Moucherel].

Condamnation : **Dégradation civique** (art. 29, s. 2, t. II. C. p.).

Le capitaine Humbert, des volontaires des Vosges, avait confié au cours d'une étape, son porte-manteau à Gaville. Ce dernier, ayant été envoyé en avant, quitta le grand chemin pour prendre une traverse, s'arrêta dans un village pour boire et manger et paya avec des effets se trouvant dans le porte-manteau.

Le 22 avril 1793, Gaville fut conduit sur une place publique de Nancy (place de la Constitution, place du Marché actuelle), pour y subir la dégradation civique. Le greffier Gérard lut à haute voix la formule suivante: « *Léonard Gaville, votre pays vous a trouvé convaincu d'une action infâme; la loi et le tribunal vous dégradent de la qualité de citoyen français* ». Il resta exposé 2 heures et fut reconduit à la maison de justice.

66. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 avril 1793.

Accusés: **Roussel** (Nicolas), cultivateur à Pagney-derrière-Barrine;

Aubry (Nicolas), dit **Grandmaire**, cultivateur à Pagney-derrière-Barrine.

Condamnation: **1 an de prison et 16 francs d'amende** pour Aubry (art. 33, t. II. C. p. cor.).

Acquittement pour Roussel.

Ces deux individus avaient volé avec effraction divers objets à l'ermitage Saint-Antoine du Val-des-Nonnes près de Toul. Roussel fut déclaré non coupable. Quant à Aubry, il était contumace. Il se présenta le 15 août 1793 devant le Tribunal, sa peine fut confirmée (voir affaire n° 96 bis).

67. — FAUX.

Jugement du 18 avril 1793.

Accusé: **Jorbaine** (Philippe), 21 ans, vigneron à Fresnes (Dôle) [Mouchere].

Condamnation: **3 mois de prison** (art. 17, L. 28 mars 1792).

Jorbaine s'était servi du passeport d'un tiers pour s'enrôler sous un faux nom. La loi des 1^{er} février-28 mars 1792, relative aux passeports, prévoit dans son article 17 que: « *Tout Français qui prendra un nom supposé dans un passeport, sera renvoyé à la police correctionnelle qui le condamnera à un emprisonnement qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder une année* ».

68. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 18 avril 1793.

Accusé: **Lorquin** (Louis-Théodore), 20 ans, boucher à Verville [Mouchere].

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

69. — EMIGRATION - FAUX.

Jugement du 19 avril 1793.

Accusés: **Chevalier** (Charles), 51 ans, homme de loi;

Houzetot (Léopold), 32 ans, marchand;

Ferry (Nicolas), 35 ans, vitrier;

Ferry (Nicolas), 63 ans, cordonnier;

Henry (François), 53 ans, vigneron;

Prévot (Pierre), 36 ans, perruquier;

Jacquemin (Nicolas), 32 ans, jardinier;

Lely (Joseph), 30 ans, tissier;

Masson (Charles), 23 ans, drapier;
Bagard (Charles-François), 70 ans, militaire en retraite;
Magnenville (Nicolas-François), 65 ans, « citoïen »;
Simonet (Pierre), 72 ans, chirurgien;
Henry (Joseph), 50 ans, fondeur.
Vautrin (François), 50 ans, fondeur;
Masson (Nicolas-Hubert), 45 ans, notaire;
Lely (Jean-Baptiste), 25 ans, tissier;
Rambeau fils (Auguste-Thierry), 16 ans « chez son père ».
 Tous de Saint-Nicolas-de-Port [Chippel-Saladin-Gœury].

Acquittement.

Les seize premiers inculpés étaient accusés d'avoir fabriqué de faux certificats de résidence à Rambeau fils, qui s'en était servi. Quant à Rambeau fils, il était accusé de tentative d'émigration. Aucun de ces faits n'a pu être prouvé devant le Tribunal, aussi ce dernier acquitta les prévenus, mettant fin par là à une cabale qui s'était dressée contre les citoyens fort honorables de Saint-Nicolas. Il faut noter cependant que le père de Rambeau était ancien officier au service de la Reine de Hongrie.

Un jugement du 18 mai 1793, rendu à la requête de Rambeau, ordonne la remise audit Rambeau de trois pièces par lui déposées au cours de l'enquête.

70. — INTRODUCTION DE FAUX ASSIGNATS.

Jugement du 20 avril 1793.

Accusé: **Gostens** (Mathias), 35 ans, commerçant à Kerling (Thionville) [Chippel].

Condamnation: **Mort** (art. 2, s. 6, t. I. C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Le gouvernement révolutionnaire se devait de lutter efficacement contre l'introduction en France de faux assignats fabriqués à l'étranger, la sévérité de la peine n'a pas d'autre explication. Gostens a été poursuivi sur dénonciation civique d'un citoyen Viston. Le 7 mars 1793, un premier jugement avait annulé la procédure pour irrégularité dans l'interrogatoire devant le chef des jurés. Le 11 nivôse an II (31 décembre 1793), deux exemplaires du jugement ont été envoyés au ministre de la Justice.

71. — CHANTS SÉDITIEUX - TENTATIVE DE DÉSERTION.

Jugement du 1^{er} mai 1793.

Accusés: **Devige** (Denis), 23 ans;

Bernard (Jean), 20 ans;

Philippe (François), 21 ans;

Pothier (Charles), 21 ans, tous quatre soldats au 9^e Régiment de Hussards, à Nancy [Maffioli].

Condamnation: **mort et confiscation des biens** pour Devige (L. 4 décembre 1793);

2 ans de prison (correctionnellement) pour Bernard et Philippe, ils devront en outre, assister à l'exécution de Devige.

Acquittement pour Pothier.

Le dossier de cette affaire est perdu. Devige avait proposé la restauration de la royauté sur la tête du ci-devant comte d'Artois, il voulait désertier pour embrasser la cause des émigrés et il excitait Bernard et Philippe à passer avec lui; enfin il chantait une chanson au thème suivant: Les Bourbons rentreront triomphants à la tête des émigrés. Pothier s'est contenté d'écouter ces propos. Bernard et Philippe ont applaudi et ont même repris en chœur le refrain de la chanson dont voici le texte:

*Amis, chantons la gloire
Des émigrés français,
Au temple de mémoire
Leurs noms vivront à jamais.
Ayons la douce espérance
Que guidés par les Bourbons
Nous rentrerons en France
En dépis de la nation!*

Du point de vue légal, la loi des 4-5 décembre 1792 déclare que: « quiconque proposerait ou tenterait d'établir en France la royauté ou tout autre pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple, sous quelque dénomination que ce soit, sera puni de MORT ».

72. — FAUX.

Jugement du 13 mai 1793.

Accusés: Gabriel de **Roy**, dit **Danfremont** et autres.

Acquittement.

Jugement annulant la procédure faite devant le directeur du jury, intervenu à la requête des accusés et ordonnant leur mise en liberté; le crime qui leur était imputé n'était pas fondé et l'accusation manquait de base.

73. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 15 mai 1793.

Accusé: **Cornemann** (Maurice), 28 ans, serrurier, à Charmois (Lunéville) [Gérardy].

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 15², s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Cornemann avait volé de la toile dans une boutique de Nancy; comme il était greffier de la municipalité de Charmois, les officiers municipaux de Charmois et de Damelivrières envoyèrent maintes suppliques au Tribunal et, après le jugement, au citoyen Delaunay, à la Convention nationale, pour obtenir une remise de peine. Ce fut sans résultat.

74. — DILAPIDATION DE DENIERS PUBLICS.

Jugement du 16 mai 1793.

Accusés: **Bonnet** (François), 67 ans, capitaine dans le Corps des Hussards de la Mort [Gœury].

Guéret (Louis-Sylvain), 30 ans, hussard aux Hussards de la Mort, secrétaire du précédent [Maffioli].

Acquittement.

Les accusés auraient pris à la municipalité de Nancy des billets d'étape plus nombreux que l'effectif de leur détachement et dressé des feuilles de route contenant plus d'officiers qu'il n'y en avait réellement. L'affaire fut intentée sur dénonciation du lieutenant-colonel, mais les faits n'ont pu être prouvés.

75. — MEURTRE.

Jugement du 16 mai 1793.

Accusé: **Grison** (Louis), manœuvre, à Château-Salins.

Condamnation: **20 ans de fers** (art. 8, s. 1., t. II. C. p.).

Affaire banale: Grison frappa mortellement avec un « jalon de fagot » Joseph Renauld, vigneron à Vic, à la suite de mauvais propos tenus par celui-ci sur la femme de Grison. Il est contumace.

76. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 19 mai 1793.

Accusés: **Thirion** (François), 23 ans, horloger, à Vézélise [Chippel].

Barbillat (François), fils de Louis Barbillat, avoué de Vézélise.

Condamnation: **12 ans de fers chacun** (art. 6-7, s. 2, t. II. C. p.).
Pourvoi en Cassation rejeté.

Voici une affaire au dossier volumineux, dont l'instruction nécessite l'audition de 83 témoins! Les deux accusés avaient volé, de nuit et avec effraction, 6,389 livres en assignats dans la caisse patriotique de Vézélise. Cet argent était destiné à retirer les billets de confiance émis par cette commune. Barbillat ne fut jamais retrouvé. Thirion nia toujours. C'est leurs voyages et les dépenses anormales qu'ils faisaient qui les firent soupçonner.

77. — VOL D'ARGENT.

Jugement du 17 mai 1793.

Accusé: **Beaunée** (Charles-Mathurin), 30 ans, soldat éclaireur au 9^e Régiment de Hussards à Nancy [Gérardy].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II. C. p. cor.).

Beaunée avait volé un assignat de 300 livres au capitaine Lachèvre de son régiment.

78. — INSOUMISSION A LA LOI SUR LE RECRUTEMENT DE L'ARMÉE.

Jugement du 14 juin 1793.

Accusé: **Malter** (Georges), de Saint-Nicolas-de-Port.

Acquittement.

Ce jugement extraordinaire (en vertu de la loi du 19 mars 1793) relaxe Walter des fins de la poursuite; un procès-verbal du Comité de Surveillance de la Ville de Saint-Nicolas déclare en effet qu'il n'a pas commis le délit d'insoumission et que c'est à tort qu'on a cru qu'il restait caché.

79. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 14 juin 1793.

Accusé: **Lacronique** (Jean), 34 ans, brigadier au 9^e Régiment de Chasseurs à Cheval [Arnould].

Condamnation: **6 mois de prison.**

La procédure, commencée par une dénonciation des officiers municipaux de Vic au juge de paix, se termine par un jugement du T.C.M. déclarant qu'il n'y a pas lieu à accusation, mais infligeant néanmoins six mois de prison à l'accusé « par forme de correction », peine fondée sur aucune loi. Nous renvoyons à ce sujet aux observations faites sous le n^o 64.

80. — VOL MILITAIRE.

Jugement du 15 juin 1793.

Accusés: **Mignot** (Nicolas), 19 ans, cavalier au 4^e Régiment de Dragons, à Pont-à-Mousson;

Carpentier (Bazile), 20 ans, même profession [Mouchere].

Condamnation: **1 an de prison et 18 livres d'amende** (art. 33, t. II. C. p. cor.).

Les accusés « ont pris un manteau pendu à la porte du quartier et l'ont vendu pour boire le jour qu'ils étaient de garde » (*sic*).

81. — ABUS DE CONFIANCE.

Jugement du 18 juin 1793.

Accusé: **Georges** (Joseph), 26 ans, garçon meunier à Saint-Nicolas, né à Ville-au-Val (Pont-à-Mousson) [Arnould].

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 19, s. 2, t. II. C. p.).

Georges s'était approprié du blé et du foin à lui confiés par le citoyen Guillemard.

82. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 juin 1793.

Accusé: **Brancourt** (Charles), 19 ans, domestique chez François Thouvenin, cultivateur à Ville-au-Val [Moucherel].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 6-8, s. 2, t. II. C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Brancourt avait volé 285 livres en argent et en assignats dans la maison de son patron.

83. — RASSEMBLEMENT SÉDITIEUX.

Jugement du 16 juin 1793.

Accusé: **Charpentier** (André), garde national au Bataillon de Seine-et-Marne.

Acquittement.

Charpentier se serait mis à la tête d'un rassemblement d'hommes armés pour forcer la municipalité de Sarrebourg à donner des voitures. Le fait n'a pu être établi.

84. — VOL ET RECEL.

Jugement du 15 juin 1793.

Accusé: **Poirson** (Joseph), cordier à Lunéville [Chippel].

Acquittement.

L'accusé aurait acheté un manteau volé « appartenant à la République ». Le fait de vol, et partant le recel, n'a pas été prouvé.

85. — VIOLENCES ENVERS DES OFFICIERS MUNICIPAUX.

Jugement du 17 juin 1793.

Accusé: **Houx** (Nicolas), de Rosières-aux-Salines.

Condamnation: **2 ans de détention** (art. 7, s. 4, t. I. C. p.).

Houx, qui est contumace, avait outragé et frappé l'officier municipal et le caporal de la garde nationale de Rosières qui effectuaient une perquisition.

86. — PRÉVARICATION DANS SES FONCTIONS.

Jugement du 18 juin 1793.

Accusé: **Eloy** (Jean-Baptiste), 51 ans, capitaine en chef des charrois de l'armée, né à Marron (Marne) [Chippel].

Acquittement.

Eloy aurait retenu, pour son profit personnel, 25 rations d'avoine sur 100, au passage à Sarrebourg d'un convoi de charrois de l'armée. Le fait n'a pas été établi.

87. — VOL SIMPLE.

Jugement du 19 juin 1793.

Accusé: **Thiriet** (Georges), 35 ans, lieutenant dans les préposés à la police du commerce extérieur [Chippel].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II. C. p. cor.).

Thiriet avait volé un cheval, la nuit, dans une écurie à Crévic (1).

88. — VOL MILITAIRE.

Jugement du 19 juin 1793.

Accusé: **Laférière-Piquet** (Richard-François), brigadier-armurier au 4^e Régiment de Dragons à Pont-à-Mousson [Marizien fils].

Acquittement.

Il s'agissait de vol de fusils, de brides, de sabres, qui n'a pu être prouvé. Au cours de l'instruction, l'accusé a écrit au greffier pour réclamer son acte de baptême, car il voulait se marier.

89. — ASSASSINAT - VOL - DÉSERTION.

Jugement du 20 juin 1793.

Accusés: **Emmery** (Immerey), 22 ans, soldat de la 8^e Compagnie d'Infanterie de la Légion de la Moselle, né à Romrot (?) (Hongrie);

Baraki (Michel), 20 ans, même profession, né à Barowitz (Hongrie);

Ribach (François), 23 ans, hussard à la Compagnie de Grossemann, Légion de la Moselle, né à Cinq-Eglises (Hongrie);

Horwatz (Jean), 28 ans, soldat dans la Légion de la Moselle, né à Cinq-Eglises (Hongrie) [Gœury].

(1) Voir un article sur cette affaire, par A. TROUX, *La Révolution dans les Vosges* (années 1926-1928).

Condamnations : **mort** (art. 11-14, s. 1., t. II. C. p.).
 Pourvoi en Cassation rejeté.

Voici le premier acte de banditisme commis par des soldats étrangers à la solde de la République. Une des difficultés qui allongèrent la procédure, fut la question de la langue. Les accusés ne parlaient ni français, ni allemand, mais le « slovakisch, espèce de langue en usage entre la Hongrie et la Pologne ». A l'instruction ce fut un juif, Jean Zahaël, précepteur de cette langue à Nancy, qui servit d'interprète, après avoir prêté serment sur le Talmud, devant Isaïe Mayer, chantre de la Synagogue, faisant fonctions de grand rabbin ; à l'audience ce fut Michel Ehret, maréchal des logis dans la Légion de la Moselle.

Après avoir déserté, les quatre accusés se rendirent chez Léopold Pierre, aubergiste à Buthegnémont (sur la route de Toul). Ils se firent servir à boire et à manger par Catherine Trimédie, sa femme, puis la menacèrent pour se faire donner de l'argent. Ils se livrèrent à des violences sur son mari, son fils et un pensionnaire, Jean Bordet, et frappèrent si fort une femme de passage à l'auberge, Suzanne Grandjean, qu'elle en mourut le lendemain.

Les condamnés furent guillotins le 21 septembre 1793 sur le Cours de la Liberté, où ils avaient été conduits par les gendarmes nationaux sous l'escorte d'un peloton de volontaires « pour prévenir et empêcher un rassemblement ».

90. — DISTRIBUTION DE FAUSSE-MONNAIE.

Jugement du 21 juin 1793.

Accusés : **Obry** (Arnould-Antoine), « pontier national », à Eisenwald, et sa fille Catherine-Françoise.

Acquittement.

90 bis. — FAUX.

Jugement du 22 juin 1793.

Accusés : **Chambille** (Jacques), **Vettingel** (Antoine) et autres [Saladin-Gœury].

Acquittement.

Le dossier de cette affaire est perdu. Il s'agissait de certificats de résidence dont la falsification n'a pas pu être prouvée.

91. — ÉMIGRATION.

Jugement du 17 juillet 1793.

Accusé : **Duchêne** (François).

Acquittement.

Décision motivée par le fait que l'accusé n'a jamais figuré sur une liste d'émigrés.

92. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 8 juillet 1793.

Accusés: **Guillaume** (Sébastien-Hubert), professeur de Droit, à Nancy, et son épouse.

Acquittement.

L'affaire fut jugée extraordinairement selon la procédure instaurée par les lois des 19 mars et 9 avril 1793. Elle a son origine dans une dénonciation de conventionnels commissaires. Malgré certains indices (lettres écrites à l'encre sympathique), les faits n'ont pu être prouvés, ce qui justifie l'acquittement « sauf les mesures de sûreté que le Comité de surveillance de Nancy jugera convenable de prendre à l'égard des prévenus ». En un mot, le T.C.M. montrait par là que Guillaume et son épouse méritaient une sanction d'ordre politique, sinon judiciaire.

93. — INFRACTION A LA DÉPORTATION.

Jugement du 24 juillet 1793.

Accusé: **Chambon** (François), 35 ans, ex-vicaire de la paroisse de Dognéville [Chippel].

Condamnation: **10 ans de détention** (art. 5, L. 26 août 1792).

Tout le dossier est perdu.

94. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 24 juillet 1793.

Accusé: **Gibert** (Denis-Bastien), 26 ans, volontaire au 2^e Bataillon du Cher, d'origine allemande [Mouchere].

Acquittement.

95. — VOLS DIVERS.

Jugement du 25 juillet 1793.

Accusé: **Liolleux** (Joseph), 31 ans, cordonnier à Essey-les-Nancy.

Un jugement du 19 mars renvoyait l'affaire au juré d'accusation pour recommencer la procédure.

Ce jugement du 25 juillet, renvoie au juge de paix pour juger par la forme de police correctionnelle (juge du lieu du délit).

96. — VOL AVEC FAUSSE CLÉ.

Jugement du 15 août 1793.

Accusés: **Hilaire** (Anne), 47 ans, femme de Nicolas Remy; **Ablainville**, maréchal-ferrant, à Nancy [Adam].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II. C. p. cor.).

Ils avaient volé 300 livres en assignats et d'autres effets chez Pierre Clément, voiturier à Nancy.

96 bis. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 août 1793.

Accusé: **Aubry** (Nicolas), dit **Grandmaire**, 31 ans, vigneron à Pagny-derrière-Barrine [Marizier].

Condamnation: **1 an de prison et 16 livres d'amende** (soit le double des effets volés) (art. 33, t. II. C. p. cor.).

C'est le contumace du n° 66 qui s'est présenté. La peine correctionnelle prononcée fut confirmée, car « s'il est l'auteur du vol, il n'est pas prouvé qu'il l'est des effractions ».

97. — VENTE DE NUMÉRAIRE.

Jugement du 16 août 1793.

Accusés: **Bosselin** (Joseph), 22 ans, marchand de bétail à Froville;

Rayel (Joseph), 43 ans, vigneron à Dombasle [tous deux Chippel].

Acquittement.

Voici la première infraction, soumise au T.C.M., à la loi du 11 avril 1793, interdisant le trafic de numéraire ou l'établissement de deux prix pour une marchandise selon que le prix est payé en assignats ou en argent. Ici le fait n'a pu être prouvé que Bosselin ait vendu à Rayel des porcs pour 48 livres en argent au lieu de 80 en assignats.

98. — VOL D'EFFETS A LA NATION.

Jugement du 17 août 1793.

Accusées: **Jeantel** (Anne-Marguerite), 64 ans, ex-religieuse de la ci-devant congrégation de Saint-Nicolas.

Marchal (Rose-Julie), 34 ans, couturière à Nancy [toutes deux Chippel].

Acquittement.

Décision motivée du fait de la nullité de l'acte d'accusation: en effet, selon l'art. 15, t. I, 2^e partie, L. 29 septembre 1791, sur la procédure criminelle, il faut que le délit ait été commis « méchamment et à dessein », ce qui n'a pas été prouvé. Le jugement reçoit néanmoins l'action civile de l'Administration.

99. — FAUX EN MATIÈRE D'ÉTAT-CIVIL.

Jugement du 18 août 1793.

Accusé: **Martin** (Jean-François), 26 ans, maire et aubergiste à Villers-sous-Preny [Saladin].

Acquittement.

Le faux consistait dans la supposition, dans les affiches de publication, de l'absence de l'officier public qui, pourtant, était là. Le fait est constant, mais Martin n'est pas convaincu d'en être l'auteur.

100. — FAUX.

Jugement du 19 août 1793.

Accusés : **Mengin** (Christophe-François), 41 ans, chez son père à Laneuveville.

Sansboeuf (François), 42 ans, marchand à Laneuveville ;

Lefort (Joseph), 56 ans, tailleur d'habits à Laneuveville ;

Lossel (Nicolas), 45 ans, tourneur à Nancy ;

Bouvier (Joseph), 43 ans, forgeron à Nancy ;

Chanvoux (Isidore), 42 ans, cultivateur à Laxou ;

Vasserat (Jean), 47 ans ;

Benetin (Blaise), 40 ans ;

Martin (Claude), 26 ans ;

Ces trois derniers ci-devant frères des écoles chrétiennes de la Maison de Maréville et y demeurant.

Troye (André), 57 ans, supérieur de la maison de Maréville. [Saladin, Gœury, Arnould et Maffioli].

Acquittement.

Mengin avait obtenu un faux certificat de résidence dont les autres étaient accusés d'être les auteurs. Le fait n'a pas été établi.

101. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 15 septembre 1793.

Accusés : **Creveland** (Grégoire), ci-devant gardien de la prison de Mirecourt et sa femme, **Ragot** (Françoise). [Chippel].

Acquittement.

Ils étaient accusés d'avoir, par leur négligence, donné lieu à l'évasion de Léopold Donneret et Antoine Colin de Gemmelaincourt. Il fut prouvé qu'il n'y avait rien de leur faute (1).

102. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 18 septembre 1793.

Accusé : **Bouczo** (Joseph), pensionnaire à l'Asile de Maréville. [Gœury].

Réintégré à l'Asile de Maréville.

(1) Voir A. TROUX, *La Révolution en Lorraine*, 1^{re} série, p. 43 à 45 : L'évasion de deux condamnés à mort à Mirecourt en 1793.

Le Tribunal ne pouvait en effet décider autrement en présence d'un individu fou depuis plus de vingt ans. Voici quelques-uns des propos tenus par cet énergumène :

« En remettant le roy sur le thrône, on serait plus heureux de n'avoir affaire qu'à un seul qu'à 700 gueux qui étaient à Paris...

« La cocarde tricolore est une foutue cocarde...

« Ceux qui ont voté la mort du roy sont des schismatiques, attendu que les roys étaient d'institution divine, et que la France en le faisant mourir s'était faite une tache que tout le savon de Marseille ne pourra effacer ».

103. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 20 septembre 1793.

Accusé: **Béthune** (Joseph), soldat au 17^e régiment d'infanterie à Nancy. [Gœury].

Condamnation: **3 ans de déportation** (à la Guyane Française).
(L. 7 juin 1793).

Le T.C.M. pouvait maintenant condamner les auteurs de tels délits en vertu d'une loi, loi très générale en effet, qui déporte tous les accusés de crimes non prévus par le Code pénal, mais faite en réalité pour punir les actes d'incivisme. On suit maintenant dans ces affaires la procédure extraordinaire de la loi du 9 avril 1793.

Béthune avait tenu dans un cabaret de Toul les propos suivants :

« Louis XVII vit et je me suis engagé à son service et non au service d'une foutue nation comme la France...

« Le roi sera bientôt rétabli...

« Tous ceux qui servent la Nation sont des coyons et non des soldats... ».



Nota. — Une partie de ces procédures, notamment les numéros 49, 50, 57, 61, 62, 63^{bis}, 64, 70, 71, 79, 87, 89, 92, 101, 102 et 103, a été utilisée soit par : J. GODECHOT, *Le Comité de surveillance révolutionnaire de Nancy, passim*, soit par : Albert TROUX, *La guillotine à Nancy sous la Terreur*, et : *La vie politique dans la Meurthe, passim*.

ANNÉE JUDICIAIRE 1793-AN II

DEUXIÈME REGISTRE

*Affaires n^{os} 104 à 226**du 15 octobre 1793 au 25 fructidor an II (11 septembre 1794)***104. — VOL D'EFFETS APPARTENANT A LA RÉPUBLIQUE.**

Jugement du 15 octobre 1793.

Accusé: **Eselin** (Antoine), 42 ans, scieur de long à Nancy.
[Chippel].Condamnation: **4 ans de fers** (art. 6, s. 6, t. I, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Eselin avait volé et recélé des armes appartenant à la Légion de la Moselle. On les retrouva sous le plancher d'une baraque adossée au mur du jardin botanique, dans laquelle Eselin vend de la bière.

105. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 octobre 1793.

Accusés: **Kremer** (Jean-Pierre), 42 ans et **Matz** (Christophe),
52 ans, tous deux journaliers à Vergaville. [Gérardy].Condamnation: **4 ans de détention** pour Kremer (art. 27, s. 2,
t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Acquittement pour Matz.**106. — RECEL DE PRÊTRE INSERMENTÉ.**

Jugement du 17 octobre 1793.

Accusé: **Claude** (Jean), 57 ans, laboureur à Amance. [Maffioli].Condamnation: **6 ans de fers** (art. 4, L. 26 Février 1793).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Claude s'était rendu coupable d'avoir reçu et hébergé un ancien capucin insermenté. L'art. 4 de la loi du 26 février 1793 punissait ceux qui, sciemment, avaient recélé des prêtres insermentés et, partant, sujets à la déportation. La peine prévue pour le prêtre déporté rentré en France était la mort (voir par exemple le n° 183).

107. — PROPOS ANTICIVIQUES ET SÉDITIEUX.

Jugement du 18 octobre 1793.

Accusé: **Joublin** (Claude), 54 ans, laboureur à Manoncourt.
[Gœury].

Condamnation: **500 livres d'amende et suspension pendant un an du droit de citoyen actif** (art. 4, L. 17 juin 1791).

Il est prouvé que Joublin s'était concerté et avait signé une convention avec des cultivateurs de Manoncourt pour empêcher la culture des terres appartenant aux manœuvres agricoles du lieu. Par contre, il n'est pas constant qu'il ait tenté de « refroidir par paroles l'esprit républicain et patriotique », qu'il se soit apitoyé sur le sort des émigrés et qu'il ait dit que « les piques que l'on fabrique se tourneront contre les républicains ».

108. — DÉSERTION - FAUX.

Jugement du 19 octobre 1793.

Accusé: **Bailly** (Jean), 25 ans, laboureur à Art (Haute-Marne).
[Gœury].

Condamnation: **8 jours de prison.**

Le prévenu aurait fait un faux passeport et serait parti en permission sans congé. Il fut déclaré excusable, mais, par forme de discipline, le Tribunal lui infligea 8 jours de prison, après quoi il regagnera son corps. On voit mal la légalité d'une telle décision.

109. — FAUX.

Jugement du 19 octobre 1793.

Accusé: **Deschamps** (Dominique-Joseph), manœuvre à Château-Salins. [Chippel].

Acquittement.

On n'a pu prouver la culpabilité du prévenu dans la fabrication de faux bons de fourrage.

110. — FALSIFICATION DE ROLE.

Jugement du 20 octobre 1793.

Accusé: **Masson** (Jean-François), 39 ans, cultivateur à Laneu-veville-aux-Bois (Lunéville) [Chippel].

Condamnation: **6 ans de fers** (art. 14, s. 5, t. I, C. p.).

Pourvoi en Cassation reçu.

Le Tribunal de Cassation a renvoyé l'acte d'accusation au jury de la Moselle après avoir cassé le jugement rendu par le T.C.M. Ce dernier, par jugement du 26 brumaire an III, a déclaré Masson non convaincu du fait dont il était accusé et l'a acquitté.

111. — RECTIFICATION D'ÉTAT-CIVIL.

Jugement du 1^{er} mars 1794.

Procédure en rectification d'état-civil concernant **Bernard** (Jean), 20 ans, soldat au 9^e régiment de Hussards à Nancy ; il portera désormais dans les jugements du 1^{er} mai 1793 (n^o 71) et du 12 novembre 1793 (n^o 111 bis) le nom de Jean-Guillaume **Server Née**, qui est son vrai nom.

111 bis. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

Jugement du 12 novembre 1793.

Accusé : **Bernard** (Jean), 20 ans, postillon, né au Havre, hussard au 9^e régiment à Nancy, actuellement détenu.

Condamnation : **mort et confiscation des biens** (affichage du jugement). (L. 4 décembre 1792).

Le dossier est perdu. C'est la deuxième fois que Bernard répondait de faits semblables devant le T.C.M., puisqu'il avait déjà applaudi aux discours de son camarade Devige, ce qui lui valut deux ans de prison (n^o 71). Cette fois, en prison, il baisa les fleurs de lys gravées sur les boutons de son uniforme et soutint que la France ne pouvait pas être heureuse sans roi.

112. — FAUX - COMPLICITÉ D'ÉMIGRATION.

Jugement du 24 novembre 1793.

Accusé : **Marmeuse** (Félix), 53 ans, marchand-mercier à Neufchâteau.

Acquittement, mais **détenu comme suspect** jusqu'à la paix (art. 10, L. 12-17 septembre 1793).

Marmeuse, accusé d'avoir fait de faux certificats de résidence et d'avoir correspondu avec les émigrés, fut condamné à 8 ans de fers par un jugement du 16 juin 1793 rendu par le T.C. Vosges. Marmeuse se pourvut en Cassation. Le Tribunal suprême cassa le jugement comme portant une peine arbitraire, le délit n'étant pas prévu par le Code pénal, l'affaire fut renvoyée à Nancy. Le T.C.M. ne put qu'acquitter Marmeuse, mais il lui appliqua la loi des 12-17 septembre 1793 sur les suspects. L'article 10 donnait aux tribunaux civils et criminels le pouvoir de faire retenir en arrestation comme gens suspects les prévenus de délits à l'égard desquels il serait déclaré n'y avoir pas lieu à accusation, ou qui seraient acquittés des accusations portées contre eux. Cette mesure bouleversait tous les principes du droit pénal jusque là appliqués.

113. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 6 décembre 1793.

Accusé : **Couteau** (Jean), 23 ans, boucher à Aingeray. [Aubertin].

Condamnation : **18 ans de fers** (art. 2-4, s. 2, t. 2, C. p.).

Couteau avait attaqué un passant sur le chemin de Villey-Saint-Etienne à Toul pour le dévaliser.

114. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 frimaire an II (6 décembre 1793).

Accusé : **Bony** (Joseph), de Franconville, ci-devant, domestique chez Joseph Demange, cultivateur à Landecourt.

Condamnation : **14 ans de fers** (art. 6, 7, s. 2, t. II, C. p.).

Bony avait volé chez Nicolas Bertrand, cultivateur à Landecourt, un portefeuille contenant 133 livres et un pistolet. Il est contumace. Plus tard, il fut retrouvé et l'affaire fut jugée à nouveau, la peine fut confirmée (voir n° 199).

115. — VOL AVEC ESCALADE.

Jugement du 17 frimaire an II (7 décembre 1793).

Accusé : **Florentin** (Pierre), à la Belle-Croix, près de Rozières.

Condamnation : **10 ans de fers** (art. 11-12, s. 2, t. 2, C. p.).

L'accusé était contumace et n'a jamais été retrouvé.

115 bis. — ÉMIGRATION.

Pas de jugement. (Les pièces de la procédure sont presque toutes perdues).

Accusés : **Dufort** (Michel), agent de Gouler Ruggi, ci-devant, seigneur de Delme;

Nicolas (Jean-Baptiste), prêtre insermenté;

Pierson (Madeleine) et sa sœur Elisabeth.

Ces gens étaient accusés de correspondance avec les émigrés; on ne trouve au dossier que quelques lettres déchirées et recollées par la police.

116. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 17 frimaire an II (7 décembre 1793).

Accusé : **Vautrin** (Nicolas), 18 ans, manœuvre à Saint-Benoît (Vosges). [Aubertin].

Condamnation : **8 ans de fers** (art. 15, s. 2, t. 2, C. p.).

Jugement du 18 frimaire an II (8 décembre 1793).

Vautrin était venu à Lunéville pour s'engager dans un régiment de chasseurs. Il vola une jupe et d'autres effets à l'auberge du « Ciseau d'Or » à Lunéville.

117. — COMMERCE D'ASSIGNATS.

Jugement du 18 frimaire an II (8 décembre 1793).

Accusés: **Matton** (Elisabeth), 42 ans et

Fouquet (Catherine), 45 ans, de Sauxerotte;

Flot (Joseph), 38 ans, sabotier à Sauxerotte. [Goutt].

Acquittement.

118. — MEURTRE.

Jugement du 18 frimaire an II (8 décembre 1793).

Accusé: **Michel** (Charles), 46 ans, pêcheur de grenouilles à Saint-Nicolas. [Gœury].

Condamnation: **6 mois de prison et 100 francs d'amende** (art. 13-14, t. II; C. p. cor.).

Michel avait assailli, à son domicile, vers 6 heures du soir, et blessé de deux coups de pistolet, la femme de Claude Antoine, tissier à Saint-Nicolas. Il est convaincu de ces faits; le T.C.M. a cependant correctionnalisé l'infraction, car il a été prouvé que Michel n'avait pas eu l'intention de tuer.

119. — VOL D'ASSIGNATS - RECEL.

Jugement du 19 frimaire an II (9 décembre 1793).

Accusés: **Sauret** (Gérard), 34 ans, ferblantier et plombier à Saint-Nicolas et son fils Pierre-François, 11 ans. [Gœury].

Acquittement.

120. — EXACTION ET PRÉVARICATION.

Jugement du 19 frimaire an II (9 décembre 1793).

Accusé: **Mallet** (Laurent), 37 ans, né à Rambervillers, gendarme national à Lunéville. [Goutt].

Acquittement.

Après dénonciation du capitaine de la gendarmerie nationale, Mallet était accusé: 1° de plusieurs actes d'indélicatesse, en particulier d'avoir exigé et perçu illégalement du maire de Froville la somme de 20 livres pour une course faite par deux gendarmes de Lunéville; 2° d'indiscipline, d'insubordination et désobéissance à ses supérieurs.

Le T.C.M. ne reconnut que le premier chef d'accusation et prononça un acquittement car Mallet n'avait pas agi méchamment ni à dessein.

120 bis. — ENVOI DE SUBSIDES ET CORRESPONDANCE AVEC LES ENNEMIS DE LA RÉPUBLIQUE.

Jugement du 19 frimaire an II (9 décembre 1793) du **Tribunal révolutionnaire de Nancy**, condamnant à mort **Laugier**

(Louis), 68 ans, ci-devant, baron de Bellecourt (Blâmont);
relié par erreur dans les registres de jugements du T. C. M.

121. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 20 frimaire an II (10 décembre 1793).

Accusés : **Remy** (Louis), 48 ans, laboureur à Cutting;

Demange (Louis), 41 ans, cultivateur et huilier à Cutting;

Acrebach (Georges), 27 ans, laboureur à Cutting.
[Tous trois Goutt].

Acquittement.

Sur dénonciation du Directoire du District de Dieuze, ils étaient accusés d'avoir volé, en fracturant les plombs qui scellaient les sacs, une partie des avoines d'un convoi de 25 voitures appartenant à la République et conduites au camp d'Arnebach. Les voitures avaient été fournies par les accusés. D'autre part, une partie des avoines avait été altérée et mélangée de pailles et d'ordures. Les faits n'ont pas été prouvés et le Tribunal prononça l'acquittement des prévenus mais, sur la réquisition de l'accusateur public et du Comité de Surveillance de Dieuze, il est demandé de les maintenir en prison; le T.C.M. ne voulant pas prendre la responsabilité d'un emprisonnement arbitraire, déboute l'accusateur public de sa demande.

122. — VOLS DIVERS.

Jugement du 21 frimaire an II (11 décembre 1793).

Accusés : **Couard** (Nicolas), 28 ans, chaudronnier. [Gœury];

Valois (Henri), 42 ans, cultivateur. [Aubertin];

Meulot (Jean), 39 ans, plâtreur. [Goutt]; tous trois
de Pont-à-Mousson.

Acquittement.

Le dossier est perdu.

123. — USAGE DE FAUX.

Jugement du 22 frimaire an II (12 décembre 1793).

Accusé : **Ranoux** (Pierre), 36 ans, tailleur de pierres à Argenton. [Adam].

Condamnation : **8 ans de fers** (art. 44-45, s. 2, t. II, C. p.).

Il s'agissait du cas très fréquent alors d'usage de faux passeport.

124. — PROPOS INCIVILS ET CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 14 frimaire an II (4 décembre 1793).

Accusé: **Saleur** (Claude), 47 ans, pêcheur à Lunéville. [Gœury].
Acquittement, mais cependant **maintenu en état d'arrestation**
 (art. 10, L. 17 septembre 1793).

Saleur avait parié un pot de vin de crier dans un cabaret: « Vive Louis XVII! Au diable la religion catholique et le mahométhisme en France! ». Le 2 frimaire an II, un premier jugement annulait la procédure faite devant le juré de Lunéville et renvoyait au T.C.M. Le Tribunal a acquitté Saleur parce qu'il était inconscient de ses actes, il lui a pourtant appliqué la loi des suspects et l'a maintenu en état d'arrestation « car il ne distingue pas le bien du mal et ne sait faire qu'un mauvais usage de sa liberté ». Le 12 nivôse on l'a transféré à la maison des Prêcheresses qui servait alors de prison; il eut été préférable de l'envoyer dans un asile.

125. — ÉMIGRATION.

Jugement du 3 frimaire an II (23 novembre 1793).

Accusé: **Colin** (Joseph), bonnetier à Lunéville.

Acquittement.

Un jugement du 1^{er} juin 1793, du T.C. des Côtes-du-Nord, renvoyait l'affaire au T.C.M. Nous n'avons pas le jugement définitif et beaucoup de pièces du dossier nous manquent.

126. — ÉMIGRATION.

Jugement du 13 nivôse an II (2 janvier 1794).

Accusé: **Lhuillier** (Jean), 39 ans, journalier à Ceintrey. [Goutt].

Condamnation: **Mort** (L. 26 avril 1793).

Le dossier est perdu. La loi du 26 avril 1793, qui est appliquée pour la première fois ici, instituait une procédure extraordinaire pour juger les cas d'émigration; les émigrés ne devaient pas être jugés par les jurés, aucun sursis à l'exécution du jugement, aucun pourvoi en Cassation n'était possible, la condamnation devait être exécutée dans les 24 heures.

127. — ÉMISSION DE FAUX ASSIGNATS.

Jugement du 14 nivôse an II (3 janvier 1794).

Accusés: **Lebrun** (Françoise), femme de **Plessis**, juge de paix à Faulquemont. [Chippel], et son fils Louis **Plessis**. [Aubertin].

Acquittement.

La culpabilité des accusés n'a pu être établie. Le jour de l'audience, l'accusateur public, ayant connaissance d'un décret nouveau rendu par la Convention et tendant à assimiler les procédures de ce genre d'affaires à celle suivie devant le Tribunal révolutionnaire de Paris, décret annoncé seulement jusqu'ici dans « les papiers nouvelles », mais qui ne tardera pas à être promulgué officiellement,

demande au T.C.M. de surseoir à juger. Le Tribunal refuse en invoquant les considérations suivantes :

- une loi ne peut être appliquée qu'après promulgation ;
- son insertion dans un « papier nouvel » ne peut la rendre obligatoire ;
- la loi du 23 août 1793 ordonne de hâter les jugements de fausse monnaie ;
- l'affaire Plessis est en état d'être jugée ; sa remise occasionnerait à la République des « frais en pure perte » ;
- il est de l'intérêt général d'accélérer le jugement de ces sortes d'affaires, « surtout quand il s'agit de la punition d'un délit aussi grave, dont la réparation ne peut être trop prompte pour l'exemple ;
- la société présumant l'innocence de tout citoyen avant sa condamnation, on ne peut le retenir indûment « dans les liens d'une procédure extraordinaire sous prétexte de l'existence d'une loi non connue ».

128. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 nivôse an II (4 janvier 1794).

Accusé : **Herbelot** (Nicolas), dit **Adonis**, fusilier au 58^e régiment à Blâmont.

Condamnation : **8 ans de fers** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation reçu.

Le Tribunal de Cassation a annulé ce jugement le 3 pluviôse an II et a renvoyé l'affaire devant le T.C. Moselle. Le T.C.M. avait, en effet, fausement appliqué la loi, il avait infligé à tort à l'accusé la peine du vol commis par quelqu'un reçu comme hôte dans une maison, et puis la peine était trop forte en considération des bons antécédents de l'accusé. On voit ici un effort des Tribunaux pour lutter contre la fixité des peines. Le T.C. Moselle, tenant compte des attendus du jugement de Cassation lui renvoyant cette affaire, a déclaré Herbelot convaincu de vol simple et non de vol chez un hôte ou un employeur ; en conséquence il l'a condamné correctionnellement le 22 ventôse an II à *six mois de prison* (art. 32, t. II, C. p. cor.).

129. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 16 nivôse an II (5 janvier 1794).

Accusé : **Garnier** (Claude), 26 ans, marchand colporteur à Hacourt (Haute-Marne). [Goutt].

Condamnation : **8 ans de fers** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Garnier fut condamné au maximum pour avoir volé dans une auberge plusieurs assignats dont un de 200 livres « à la face de Louis Capet » et pour avoir mis en gage, après sa désertion, ses effets militaires.

130. — INFANTICIDE.

Jugement du 16 nivôse an II (5 janvier 1794).

Accusée: **Michel** (Jeanne-Bastien), 23 ans, née à Blâmont, couturière à Nancy. [Gœury].

Condamnation: **1 an de prison et amende du double de la contribution mobilière** (art. 15, t. II, C. p. cor.).

Jeanne Michel était accusée « d'avoir tué l'enfant nouveau-né que lui avait fait un éclaireur nommé Branche d'Or »; elle avait jeté le petit corps dans un égout des fossés de Nancy, dit la Fosse des Chameaux. Le Tribunal ne lui a infligé qu'une peine correctionnelle en considérant qu'il n'y avait qu'homicide involontaire et par imprudence « à défaut de s'être fait aider dans les douleurs de l'enfantement ».

131. — ASSASSINAT.

Jugement du 17 nivôse an II (6 janvier 1794).

Accusé: **Hocquart** (Joseph), 26 ans, né à Lunéville, cuisinier à Nancy.

Acquittement, mais internement dans un asile d'aliénés.

Hocquart avait tenté d'assassiner sa maîtresse, Marguerite Flambeau. L'affaire fut remise deux fois; le 16 septembre 1793, sur la demande de l'accusateur public (il manquait un témoin précieux), le 15 octobre 1793 parce que l'accusé ayant paru fou à l'audience, le Tribunal a ordonné une expertise mentale. Elle confirme la première impression, d'où l'acquittement prononcé par le Tribunal; toutefois Hocquart « sera enfermé dans une maison destinée pour les fous ».

132. — FAUX EN ÉCRITURE PUBLIQUE.

Jugement du 19 nivôse an II (8 janvier 1794).

Accusé: **Simontre** (Charles-Etienne), 33 ans, huissier de juge de paix à Saint-Nicolas. [Goutt].

Condamnation: **8 ans de fers** et restitution de 100 livres (art. 41-44, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation reçu.

L'huissier Simontre avait commis des faux dans des états de frais: 149 livres étaient devenues 249 et 82 livres 182, etc... Après la sévère condamnation qui lui a été infligée par le T.C.M., Simontre se pourvut en Cassation. Son pourvoi est basé sur les trois moyens suivants:

- juré d'accusation illégalement formé;
- acte d'accusation nul;
- on n'a pas soumis la question principale au juré du jugement.

Le Tribunal de Cassation accepta ce pourvoi, étant donné les bons antécédents de l'accusé, c'est encore ici une manifestation de la tendance qu'ont les tribunaux à lutter contre la trop grande rigueur des peines fixes (cf. n° 128). Le 22 prairial an II un jugement de ce Tribunal annulait la procédure suivie devant le T.C.M.

et renvoyait l'affaire au T.C. Moselle qui, le 24 prairial an II, déclara Simontre non convaincu de faux et l'acquitta.

C'est là un exemple des plus frappants des inconvénients des peines fixes: en matière de faux, en effet, entre 8 ans de fers et l'acquittement, il n'y avait pas place pour la correctionnalisation.

133. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES - DÉSER- TION - SERVICES A L'ENNEMI.

Jugement du 1^{er} pluviôse an II (20 janvier 1794).

Accusé: **Vatelle** (Jean-Pierre), 22 ans, volontaire au 12^e bataillon de la Haute-Saône.

Condamnation: **Mort.** (L. 4 décembre 1792).

Le dossier de cette procédure est perdu (procédure extraordinaire selon la Loi du 19 mars 1793).

Vatelle se voit appliquer la Loi du 4 décembre 1792, parce qu'il avait proposé le retour à la royauté. Il avait en outre déserté pour aller servir dans la légion de Mirabeau. Voici les propos qu'il a tenus à Lunéville:

« Je servais le roy, j'avais de l'argent; maintenant je sers la Nation, je suis misérable, je ne suis pas payé, je ch... sur la nation, je veux servir pour le roi et non pour la coquine de nation. Je ne suis pas citoyen et je mourrai pour mon roy ».

Vatelle soutint en vain devant le Tribunal qu'il avait proféré ces paroles sous l'empire de la colère que lui avait causé le retard du paiement de sa solde et la cherté des denrées, en particulier du vin. Il fut guillotiné le jour même de sa condamnation.

134. — DILAPIDATION D'EFFETS NATIONAUX.

Jugement du 21 pluviôse an II (9 février 1794).

Accusé: **Barbier** (Dominique), 35 ans, procureur-syndic du district de Dieuze. [Goutt].

Acquittement.

Barbier était prévenu d'avoir commis des malversations dans la vente des meubles et effets dépendant de la ci-devant abbaye des religieuses de Vergaville. Un mandat d'arrêt lui fut décerné par le Comité de surveillance de Dieuze (dont le président était le juge Silvestre, du Tribunal de District et à cette époque délégué au T.C.M.), à qui Barbier avait été dénoncé par la Société populaire, informée elle-même par le citoyen Resinger, meunier à Vergaville. Barbier fut acquitté, les faits n'ayant pu être prouvés. En fructidor an II, Barbier se retrouve agent national du District de Dieuze.

135. — CORRESPONDANCE AVEC LES ÉMIGRÉS.

Jugement du 21 pluviôse an II (9 février 1794).

Accusé: **Braun** (David), négociant à Fénétrange.

Acquittement.

Braun aurait fait passer de l'argent aux émigrés. Mais le Tribunal décida qu'il n'y avait pas lieu à dresser accusation contre lui. Il ne présente rien de suspect et paraît au contraire patriote.

136. — VOL.

Jugement du 22 pluviôse an II (10 février 1794).

Accusé: **Davoust** (Léger), 27 ans, cultivateur à Uruffe (Toul). [Gœury].

Acquittement.

Davoust aurait volé 19 livres à un passant sur le chemin de Uruffe à Vannes. Le fait n'a pas pu être prouvé.

137. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 23 pluviôse an II (11 février 1794).

Accusé: **Junker** (Jean), 40 ans, maçon à Berthelming. [Goutt].

Acquittement.

Junker aurait pris trois sacs de pommes de terre à un cultivateur de Berthelming et quatre livres de viande à un juif. Le fait n'a pas été prouvé.

138. — PROPOSITION D'UNE LOI AGRAIRE.

Jugement du 24 pluviôse an II (12 février 1794).

Accusé: **Tronquart** (Nicolas), 33 ans, régent d'école à Crévic (Lunéville). [Chippel].

Acquittement.

Tronquart, marxiste avant la lettre, aurait proposé une « loi subversive des propriétés territoriales, commerciales ou industrielles, à dessein d'égaliser les fortunes ». La preuve n'a pas pu en être rapportée.

Tronquart était ce que l'on peut appeler un énergumène et il mena durant la Révolution une vie aventureuse. A Crévic, non content de prêcher la loi agraire, il menaçait de son fusil ceux qui ne pensaient pas comme lui. Après son acquittement, il se rendra à Maizières où on l'accusa bientôt d'enfermer les enfants qu'on lui confiait dans une cave remplie de couleuvres à jeun depuis trois jours. En brumaire an III, il sera destitué par le District de Toul, puis incarcéré. Sa libération sous Genevois ne marquera nullement la fin de ses aventures (1).

139. — VOL CHEZ L'HOTE.

Jugement du 25 pluviôse an II (13 février 1794).

Accusés: **Ferry** (Alexis), 20 ans, né à Bains (Vosges), canonnier au 7^e régiment d'artillerie. [Goutt].

(1) A. TROUX, *La vie politique dans le département de la Meurthe*, t. II, p. 269, n. 50.

Barré (Jean), 21 ans, né à Tours, canonnier au 1^{er} bataillon des Ardennes. [Gérardy].

Condamnation : **8 ans de fers chacun** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

En traitement à l'hôpital de l'ambulance de la Constitution à Nancy, les deux accusés ont volé 260 livres en assignats et 7 livres en numéraire.

140. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 26 pluviôse an II (14 février 1794).

Accusé : **Adam** (Jean-Baptiste), 23 ans, né à Daneménil (district de Bruyères), grenadier à cheval au 2^e régiment en dépôt à Nancy. [Gérardy].

Condamnation : **4 ans de fers** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Les pièces du dossier sont perdues. Adam aurait volé une pièce de perse dans la boutique d'un marchand d'étoffes à Lunéville.

141. — OPPOSITION A LA LIBRE CIRCULATION DES GRAINS.

Jugement du 29 pluviôse an II (17 février 1794).

Accusés : **Baraban** (Nicolas), 40 ans, maire;

Dognon (Louis), 63 ans, tailleurs d'habits;

Dognon (Etienne), 33 ans, tailleur d'habits;

Lidrehousse (Vincent), 43 ans, tonnelier;

Petit (Louis), 43 ans, vigneron;

Tous de Bouxières-aux-Chênes. [Goutt-Contal].

Acquittement.

Ces cas deviendront nombreux de rebellion aux lois sur le régime des grains, particulièrement dans les campagnes lorraines. Le fait, ici, n'a pas été prouvé. Ces affaires étaient jugées par un juré spécial.

142. — FAUX.

Jugement du 4 ventôse an II (22 février 1794).

Accusé : **Christophe** (Denis), 55 ans, rentier à Nancy. [Gœury].

Acquittement.

Christophe aurait donné sept faux certificats de civisme à des ex-religieuses qui n'avaient pas prêté serment. Les faits n'ayant pu être prouvés, le juré spécial de jugement a acquitté le prévenu.

143. — CONCUSSION.

Jugement du 5 ventôse an II (23 février 1794).

Accusé : **Pillot** (Nicolas), 43 ans, vigneron et collecteur des contributions à Bicqueley (Toul). [Chippel].

Condamnation : **6 ans de fers**, sans préjudice de la restitution des sommes perçues illégitimement (art. 14, s. 5, t. I, C. p.).

Ce percepteur avait perçu plus que ce qui était inscrit au rôle. Après une remise, le 11 nivôse, pour supplément d'information, le Tribunal le condamna après avoir entendu quarante-et-un témoins.

144. — ACCAPAREMENT.

Jugement du 6 ventôse an II (24 février 1794).

Accusé : **Thirion** (Nicolas), 35 ans, tonnelier à Vic [Chippel].

Acquittement.

Thirion aurait accaparé du vin sous la faussé qualité d'étapier. Après une remise du 19 pluviôse, à la requête de l'accusateur public, pour supplément d'information, le juré spécial l'acquitta, le fait n'étant pas prouvé.

145. — ENTRAVE A LA LIBERTÉ DES ENCHÈRES.

Jugement du 7 ventôse an II (25 février 1794).

Accusé : **Perrin** (Gaspard), couvreur à Nancy.

Acquittement.

Perrin aurait donné cent livres à un individu pour empêcher le cours des enchères dans une vente de biens appartenant à la Nation. Il fut dénoncé par la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité. Les faits n'ont pu être établis.

146. — ÉMIGRATION ET FAUX.

Jugement du 30 ventôse an II (20 mars 1794).

Accusé : **Villeneuve-Mazet** (Louis), 20 ans, soldat au 13^e bataillon d'infanterie légère. [Chippel].

Condamnation : **bannissement** (mais sursis jusqu'à la paix générale) (art. 10, L. 17 septembre 1793).

Cette affaire d'émigration nécessita une grosse enquête, et de nombreux jugements : un premier, du 3 frimaire, remet pour supplément d'information quant aux faits d'émigration ; un second, du 10 ventôse, condamne au bannissement (loi du 17 septembre 1793 sur les suspects), et à la confiscation des biens. Le dernier jugement, rendu sur la réquisition de l'accusateur public, retient l'accusé dans une maison de détention jusqu'à la paix : « Car ce serait trahir l'intérêt de la République que de permettre que le dit Louis Villeneuve allât grossir en ce moment la horde des brigands de l'Autriche et de la Prusse qui ne manqueraient pas d'accueillir un jeune homme dont les bras nerveux et l'ardeur guerrière serviraient bien la cause des esclaves ».

147. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 16 ventôse an II (6 mars 1794).

Accusé: **Ruffenack** (Grégoire), 33 ans, boulanger à Rozières.
[Goutt].

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 15², s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Ruffenach avait volé un sac de grains au moulin de Rozières, où il s'approvisionnait.

148. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 17 ventôse an II (7 mars 1794).

Accusée: **Hinzelin** (Barbe), 30 ans, journalière à Malzéville.
[Gérardy].

Condamnation: **8 ans de réclusion dans une maison de force**
(art. 15, s. 2, t. II, C. p. et art. 9, t. I 1^{re} partie C. p. pour le sexe).

Pourvoi en Cassation rejeté.

L'accusée avait volé une cornette d'indienne à fond blanc et à fleurs bleues dans un cabaret de Nancy.

149. — RECEL D'UN PRÊTRE INSERMENTÉ.

Jugement du 18 ventôse an II (8 mars 1794).

Accusée: **Pierron** (Magdelaine), 42 ans, célibataire à Delme.
[Gérardy].

Condamnation: **6 ans de réclusion dans une maison de force**
et impression du jugement (art. 4, L. 26 février 1793 et art.
9, t. I, 1^{re} partie C. p. pour le sexe).

Le dossier est perdu. L'accusée hébergeait sous son toit un diacre insermenté condamné à la déportation.

(Voir aussi au sujet de l'art. 4 de la loi du 26 février 1793, sur le recel des prêtres insermentés, l'affaire n° 106).

150. — FAUX.

Jugement du 19 ventôse an II (9 mars 1794).

Accusé: **Druot** (Joseph), 20 ans, tisserand à Vascat-les-Lille
[Gérardy].

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 42, 45, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Druot avait fait un faux certificat pour s'engager à la place d'un autre au 3^e Régiment de Hussards à Lunéville.

151. — VOL AU DÉTRIMENT DE LA NATION.

Jugement du 29 ventôse an II (19 mars 1794).

Accusé: **Dumont** (Jean-Baptiste), 36 ans, juge de paix à Marsal.

Acquittement.

Voici encore une affaire juridiquement banale, mais dont les dessous politiques mirent en effervescence tout le canton de Marsal. Qu'on en juge: le 22 frimaire an II, les citoyens Jams, adjoint du génie à Marsal et Morel fils, directeur de la poste aux lettres, sortant de la Société populaire et républicaine, dénoncent aux maire, officiers municipaux et procureur de la commune, le citoyen Dumont, juge de paix, comme un fripon, pour avoir en sa possession des effets qu'il avait divertis de la ci-devant Maison des Religieuses de Marsal, lorsqu'il en était le gardien, notamment des treillages, des pots, un autel en bois avec différents ornements. L'Assemblée nomme des commissaires pour s'assurer des faits et envoie un garde devant la maison de Dumont. Le premier rapport signale que Dumont « a prêché hautement l'exécution des lois et la destruction de l'aristocratie pour abuser de la confiance du peuple, en le trompant journellement, tandis que dans l'intérieur de son âme, il pensait différemment et qu'il se masquait d'un faux patriotisme pour mieux couvrir ses sentiments contre-révolutionnaires ». Le 18 pluviôse voit une séance tumultueuse à la Société populaire de Marsal, dont Dumont était président. On propose comme sociétaire le citoyen Melin, Dumont s'y oppose, car, selon lui, Melin a été anciennement lié avec Lavalette, détenu à Metz pour émigration et aurait reçu des lettres de ce dernier. Le commandant du dépôt du 4^e Bataillon de Seine-Inférieure, alors présent, s'étonne du « despotisme » de Dumont. Celui-ci injurie le commandant, le traite d'agent de Pitt et de Cobourg et lève la séance au milieu d'une protestation générale.

Le Conseil général de la commune, prenant parti contre Dumont, en réfère à l'Administration du district. Le 19, Dumont essaie, paraît-il, de se gagner des défenseurs dans les 30^e et 81^e Régiments en faisant boire de l'eau-de-vie à des soldats. Dumont est arrêté et conduit à Vic.

Dans sa défense, Dumont prétend que la Révolution ne l'a pas enrichi. Il s'est apauvri, au contraire, au service de ses concitoyens, il a 5 enfants, il a été maire, receveur, etc..., etc... Il a dû emprunter de l'argent. Les objets qu'on l'accuse d'avoir volés sont sans valeur et ont été achetés par lui. Le 26 ventôse les membres du Comité de Surveillance lui décernent un certificat de bon républicanisme.

En foi de quoi, le T.C.M. l'a acquitté. L'affaire a été jugée par voie extraordinaire, sans jurés.

152. — PROPOS ET ACTES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 29 ventôse an II (19 mars 1794).

Accusé: **Bêchet**, volontaire au 2^e bataillon de la Meurthe.

Acquittement.

Le dossier est perdu. Bêche aurait dit: « Marat est un gueux! » et, en broyant des assignats dans sa main et en les foulant aux

pieds: « Voilà le cas que je fais de la Constitution! ». Il a fourni au Tribunal l'excuse suivante qui a été acceptée: « Je n'ai pas froissé d'assignats, ils l'étaient dans ma poche, car je n'ai pas de portefeuille ».

153. — PROPOS SUSPECTS - CORRESPONDANCE AVEC LES ÉMIGRÉS.

Jugement du 11 germinal an II (31 mars 1794).

Accusée: **Barbillat**, femme d'Antoine **Barbillat**, officier municipal de Nancy.

La Chambre du Conseil du T.C.M. a cru bon de saisir le Tribunal de cette affaire; l'accusée est **dénoncée au Comité de surveillance et maintenue en arrestation.**

Le dossier est perdu. La femme Barbillat aurait dit: « Mon mari sera bientôt membre de la Convention ». Le T.C.M. a jugé que c'était « une jactance de la part de cette femme enorgueillie de la promotion de son mari à la place d'officier municipal ».

A noter qu'au même moment, Antoine Barbillat, mari de l'accusée, était également mis en état d'arrestation.

154. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 germinal an II (4 avril 1794).

Accusée: **Vignerou** (Christine), 18 ans, fille de secours, née et domiciliée à Domèvre. [Ferry].

Condamnation: **8 ans de réclusion dans une maison de force** (art. 13, 15, s. 2, t. II, C. p. et art. 9, t. I, 1^{re} partie C. p. pour le sexe).

L'accusée avait volé des livres, des papiers, de l'argent et autres effets dans une auberge à Blâmont où elle travaillait.

155. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 germinal an II (5 avril 1794).

Accusé: **Colmann** (Oculi), 21 ans, bûcheron à Sarrebourg [Gérardy].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Colmann avait volé un cheval.

155 bis. — VOL D'ARGENT.

Jugement du 15 germinal an II (4 avril 1794).

Accusé: **Prégaldin** (Jean-Baptiste), 19 ans, volontaire au 1^{er} bataillon du district de Blâmont, né et domicilié à Blâmont. [Gérardy].

Acquittement.

On n'a pu prouver que Prégaldin était l'auteur d'un vol d'assignats dans la chambre du quartier-maitre Villermin, du 1^{er} Bataillon.

156. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 germinal an II (5 avril 1794).

Accusée : **Benal** (Catherine), 32 ans, née et demeurant à Emberménil, femme de Charles **Vailloir**. [Chippel].

Condamnation : **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

L'accusée avait volé deux sacs d'avoine pendant la nuit.

157. — INFANTICIDE.

Jugement du 17 germinal an II (6 avril 1794).

Accusée : **Davrainville** (Catherine), 30 ans, chez son père, cultivateur à Villey-Saint-Etienne (Toul). [Goult].

Condamnation : **un an de prison et amende du double de la contribution mobilière** (ou de 10 livres si l'accusée n'est pas contribuable) (art. 15, t. II, C. p. cor.).

L'accusée avait celé sa grossesse et son enfantement et avait donné la mort à son garçon dès sa naissance. Le T.C.M. admit l'homicide involontaire. D'après les dires de l'accouchée elle-même, l'auteur de sa grossesse serait Etienne Fontaine, curé constitutionnel de Francheville.

158. — VOL EN TERRAIN CLOS ISOLÉ.

Jugement du 18 germinal an II (7 avril 1794).

Accusés : **Heo** (Marguerite), veuve **Vely**, 60 ans, de Bisping et **Vely** (Philippe), son fils, 34 ans. manœuvre à Bisping. [Chippel].

Condamnation : **6 ans de détention** chacun (art. 26, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les accusés avaient volé des ruches d'abeilles. Leur pourvoi en Cassation aurait dû être reçu, car le T.C.M. leur a appliqué à tort l'art. 26 du Code pénal (vol dans un terrain clos isolé); l'art. 27 (vol d'objets exposés à la foi publique) devait recevoir son application ici. L'affaire suivante (n° 159) concerne un autre fils de Marguerite Héo, pour un délit similaire.

159. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 18 germinal an II (77 avril 1794).

Accusé : **Vely** (Christophe), 19 ans, cultivateur à Bisping. [Chippel].

Condamnation : **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Vély avait volé des roues de charrue et des instruments aratoires.

160. — DISTRIBUTION DE FAUX ASSIGNATS.

Jugement du 13 floréal an II (2 mai 1794).

Accusés: **Ghislain** (Pierre-Marie), 15 ans, de Treston (Nord) [Goutt].

Richelot (Marie), 40 ans, de Gerbéviller. [Chippel].

Condamnation: **20 ans de détention** pour Ghislain (art. 3, t. V, 1^{re} partie, C. p.).

Acquittement pour la femme Richelot.

Après un premier jugement qui annule une partie de la procédure, Ghislain est condamné à mort, mais, en raison de son âge (il n'a pas 16 ans), le T.C.M. commue la peine en 20 ans de détention. Mais une question se pose: en cas de peine commuée, y a-t-il confiscation des biens? Le Tribunal ne veut pas s'avancer et soumettra le cas à la Convention nationale qui décidera.

161. — FAUX - VOL.

Jugement du 13 floréal an II (2 mai 1794).

Accusé: **Breton** (Simon), 30 ans, laboureur à Fignéville, caporal-fourrier au 1^{er} Bataillon d'artillerie de Paris [Saladin].

Acquittement.

Breton avait apposé la fausse signature du quartier-maître fourrier au bas de six bons de pain. Un de ses camarades, complice, avait bénéficié d'un non-lieu du jury d'accusation de Metz. Le T.C.M. n'a pas trouvé chez Breton l'intention de nuire.

162. — CONCUSSION.

Jugement du 14 floréal an II (3 mai 1794).

Accusé: **Errat** (Joseph), 63 ans, percepteur des contributions, à Nancy [Chippel].

Acquittement.

Ce percepteur avait demandé aux contribuables des sommes plus fortes que celles inscrites sur les rôles. Les faits n'ont pas été prouvés.

163. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 14 floréal an II (3 mai 1794).

Accusé: **Munier** (Pierre-Louis-Joseph), 20 ans, né à Aulx (Ain), voiturier dans les charrois de l'armée [Gérardy].

Acquittement.

Munier aurait vendu en fraude à Dieulouard six bottes de foin appartenant à la République. Le juré spécial n'a pas jugé les preuves suffisantes pour le condamner.

164. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 floréal an II (5 mai 1794).

Accusé: **Perentz** (Jean), 40 ans, marchand à Wissembourg (Bas-Rhin) [Gérardy].

Condamnation: **16 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Perentz avait volé un cheval avec quatre circonstances aggravantes. De plus, le Tribunal a tenu compte d'une tentative d'assassinat sur la personne du maire et de l'officier municipal d'Herbéviller.

165. — VOL DE LINGE.

Jugement du 16 floréal an II (5 mai 1794).

Accusée: **Larcher** (Marguerite), femme Barbelin, 20 ans, domiciliée à Vic [Gérardy].

Acquittement.

166. — TENTATIVE DE VOL.

Jugement du 17 floréal an II (6 mai 1794).

Accusé: **Adrien** (Joseph), 44 ans, charbonnier à Badonviller [Gérardy].

Condamnation: **déportation à vie** (L. 7 juin 1793).

Pourvoi en Cassation reçu.

Adrien avait tenté de voler dans la cave d'un aubergiste de Badonviller. Le T.C.M. lui applique alors la Loi du 7 juin 1793 punissant la tentative de vol de la déportation à vie. Le jugement a été cassé le 4 messidor et l'affaire renvoyée au directeur du juré du district de Blâmont pour être procédé à un nouvel acte d'accusation s'il y a lieu et au T.C. Moselle pour être procédé à un nouveau jugement le cas échéant. Aucune trace d'un tel jugement ne se trouvant dans les archives du T.C. Moselle, il y a tout lieu de croire que le jury d'accusation de Blâmont a rendu un non-lieu à l'égard d'Adrien.

167. — VOL ENVERS LA NATION

Jugement du 18 floréal an II (7 mai 1794).

Accusés: **Sourlier** (François), 36 ans, aubergiste à Blénod-les-Pont-à-Mousson [Chippel].

Vannesson (Nicolas), 36 ans, son beau-frère, manoeuvre à Landremont [Goutt].

Acquittement.

On n'a pu établir que les accusés avaient volé des bottes de foin destinées à l'armée sur un char qui les emmenait aux magasins militaires de Metz.

168. — VOL.

Jugement du 19 floréal an II (8 mai 1794).

Accusé: **Behr Salomon**, 34 ans, marchand juif à Fénétrange [Chippel].

Acquittement.

Behr aurait volé de la toile. Le fait n'a pas été prouvé. A l'audience, un juré, Pierre Maillet, ne s'est pas présenté et n'a pas fourni d'excuses; un jugement annexé à celui-ci le condamne à 50 livres d'amendes et à la privation du droit de suffrage et d'éligibilité pendant 2 ans.

169. — ENTRAVE AU RECRUTEMENT DES TROUPES.

Jugement du 19 floréal an II (8 mai 1794).

Accusé: **Grandjean** (Jean-François), ancien soldat au ci-devant régiment du Roy, demeurant à Sivry.

Acquittement.

Le dossier et les pièces de la procédure sont perdus. Quant au jugement, il n'est pas relié dans le registre de l'an II et une mention du greffier indique son absence.

170. — ACTES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 21 floréal an II (10 mai 1794).

Accusé: **Notary** (Jacques), 43 ans, ci-devant curé de Seichamps.

Acquittement.

Le dossier est perdu. Cette affaire a été jugée extraordinairement, sans jury. L'abbé Notary avait fait le récalcitrant pour remettre ses lettres de prêtrise au Comité de surveillance de Seichamps. Mais c'est un bon patriote, il a eu seulement peur d'avoir à subir des vexations de la part de certains habitants de la localité.

171. — COMPLICITÉ D'ÉMIGRATION.

Jugement du 24 floréal an II (13 mai 1794).

Accusé: **Mathias** (Jacob), 65 ans, marchand-fripier, à Nancy [Chippel].

Acquittement.

Le dossier est perdu. Cette affaire fut jugée selon la procédure extraordinaire de la Loi du 17 ventôse an II (11 jurés au lieu de 12). Mathias fut déclaré non convaincu des crimes de complicité d'émigration, embauchage, fabrication, distribution et introduction de faux assignats.

172. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES - EMBAUCHAGE.

Jugement du 21 floréal an II (13 mai 1794).

Accusé: **Thouvenin** (Jean-Antoine), 36 ans, ci-devant lieutenant de gendarmerie à Toul [Goutt].

Condamnation: **mort** (art. 4, s. 1, t. I et art. 3, t. VIII, C. p.).

Le dossier est perdu. Thouvenin aurait tenu les propos suivants à Gard-le-Coup, près de Toul: « Les émigrés ont bien fait... On sert mieux son roy à Coblentz qu'en France... ». Il voulait désertier et faire désertier. Il a été jugé par un jury spécial.

173. — COMPLICITÉ D'ÉMIGRATION.

Jugement du 25 floréal an II (14 mai 1794).

Accusé: **Parmentier** (Antoine), 44 ans, cultivateur et maire de Champenoux [Chippel].

Acquittement.

Le dossier est perdu. L'affaire a été jugée selon la procédure spéciale de la Loi des 7-30 frimaire an II.

174. — COMPLICITÉ D'ÉMIGRATION.

Jugement du 28 floréal an II (17 mai 1794).

Accusés: **Thierry** (Jean-Charles), 41 ans, surnuméraire à la Régie des Domaines nationaux et à l'Enregistrement à Nancy [Chippel].

Pagnon (Henri), 41 ans, notaire public, à Nancy [Mallarmé].

Condamnation: **mort et confiscation des biens** pour Thierry art. 54, L. 28 mars 1793).

Acquittement pour Pagnon.

Le dossier est perdu. Procédure spéciale de la loi des 7-30 frimaire an II (et art. 1-2, L. 8 pluviôse an II).

175. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 8 prairial an II (27 mai 1794).

Accusé: **Pierre** (Antoine), gardien de la maison d'arrêt de Vézélise.

Acquittement.

Le dossier est perdu. Pierre était accusé d'avoir laissé sortir, fréquemment, de la prison de Vézélise, Joseph Maire, ci-devant maire d'Houdelmont, arrêté sur l'ordre du représentant Bar. L'accusateur public demande l'annulation de la procédure, car, selon

lui, il n'y a pas crime d'évasion puisque tous les soirs le détenu rentrait à la prison. C'est là une singulière conception de la nature et des éléments constitutifs de ce crime (1).

176. — PRÉVARICATION.

Jugement du 14 prairial an II (2 juin 1794).

Accusés: **Martel** (Laurent), 26 ans, vigneron, à Toul;

Moussu (Claude-François), 26 ans, né à Besançon, volontaire au 4^e Bataillon de Paris, 5^e Compagnie, en dépôt à Toul [tous deux Goutt].

Acquittement.

Ces accusés auraient soustrait des deniers et effets provenant de dons patriotiques qu'ils étaient chargés, en qualité de commissaires nommés par le Directoire du District de Toul, de recueillir dans les communes du canton de Libremeix (Royaumeix). Le jury a déclaré à l'unanimité le fait non constant. De plus, Moussu a montré un diplôme de la Société des Jacobins de Toul, affiliée à celle de Paris et disant que « c'était un frère et ami ».

177. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 15 prairial an II (3 juin 1794).

Accusé: **Gosmann** (Mathias), 44 ans, cordonnier, garde-champêtre et forestier à Ménil-la-Tour [Goutt].

Acquittement.

Gosmann avait blessé gravement d'un coup de serpe au bras gauche Jean Hanus, de Ménil-la-Tour. Le Tribunal admit la légitime défense. Hanus fut débouté de sa demande en dommages-intérêts. Une demande reconventionnelle de Gosmann en 500 livres de dommages-intérêts pour poursuites abusives, introduite par son défenseur Goutt, fut pareillement rejetée.

178. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 prairial an II (4 juin 1794).

Accusé: **Sourlier** (Hubert), 20 ans, né à Nancy, journalier à Blénod-les-Pont-à-Mousson [Goutt].

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Sourlier avait volé avec effraction trois chevaux dans l'écurie de Sébastien Barret, aubergiste à Blénod. Un jugement du 12 floreal remettait l'affaire à la session prochaine, sur un certificat de l'officier de santé, l'accusé étant atteint d'une maladie dangereuse.

(1) Quelques pièces du dossier viennent d'être retrouvées au dernier moment. Elles nous apprennent que l'accusé était âgé de 82 ans. Lors de son interrogatoire, il a expliqué qu'il laissait sortir fréquemment Joseph Maire parce que son état de santé laissait à désirer, comme en témoigne le certificat d'un officier de santé dont il a eu connaissance.

179. — VOL D'ARGENT.

Jugement du 17 prairial an II (5 juin 1794).

Accusé: **Pérignon** (Jean), 57 ans, né à Frouard, infirmier à l'Hôpital Militaire Sédentaire de Nancy.

Action publique éteinte.

Pérignon avait volé un portefeuille. A l'audience, « le président ayant donné l'ordre aux gendarmes de faire entrer l'accusé, ceux-ci ont rapporté que ledit accusé venait de mourir ». Le T.C.M. désigne deux officiers de santé pour constater le décès.

180. — ASSASSINAT.

Jugement du 18 prairial an II (6 juin 1794).

Accusé: **Romaine** (François), né à Blâmont, tailleur d'habits et soldat au 4^e Régiment d'Infanterie à Toul.

Condamnation: **mort** (art. 11, s. 1., t. II, C. p.).

Romaine est contumace. Il avait tué avec préméditation sa femme, Marie Portenseigne, enceinte de quatre mois.

181. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 29 prairial an II (17 juin 1794).

Accusés: **Canel** (Nicolas) et **Hocquart** (Sébastien), officiers municipaux, à Vaudémont.

Acquittement.

Les accusés auraient enlevé et soustrait différents effets provenant des dépouilles de la ci-devant église paroissiale de Vaudémont.

Le Tribunal a jugé qu'il n'y avait pas lieu à accusation, les faits n'étant pas suffisamment établis.

182. — FAUX.

Jugement du 21 prairial an II (9 juin 1794).

Accusé: **Gerbaut** (Charles-Antoine), ci-devant « enregistreur », à Lorquin.

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 41-44, s. 2, t. II, C. p.).

Gerbaut, qui est contumace, avait fait de faux certificats de civisme. Le Tribunal décide qu'il sera sursis à l'exécution de ce jugement jusqu'au jugement du délit de péculat dont Gerbaut s'est aussi rendu coupable (voir n° 208).

183. — INFRACTION A LA DÉPORTATION.

Jugement du 2 messidor an II (20 juin 1794).

Accusé: **Hadol** (François-Maximilien-Gabriel), 64 ans, ci-devant curé de Gemmelaincourt.

Condamnation: **mort** dans les 24 heures (art. 5-14-15-16, L. 30 vendémiaire an II).

Le dossier est perdu. En 1791, l'abbé Hadol prêta serment. Un dimanche de juin 1792, il se rétracta publiquement; il dut alors quitter sa paroisse et se réfugier à Mirecourt, puis à Maréville. La loi du 26 août 1792 l'obligea à quitter la France, il se fit délivrer un passeport pour Deux-Ponts (Palatinat). On ne sait au juste ce que fit Hadol jusqu'à son arrestation à Nancy le 27 mai 1794 où il s'était réfugié chez une jeune religieuse, Marie-Elisabeth Antoine.

Coupable d'infraction à la déportation, Hadol fut jugé extraordinairement par le T.C.M. sans jury. Le crime étant établi, la peine de mort s'imposait. La peine étant exécutoire dans les 24 heures, Hadol fut exécuté le lendemain 21 juin 1794. Il mourut, paraît-il, avec un grand courage (1).

184. — ÉMIGRATION.

Jugement du 8 messidor an II (26 juin 1794).

Accusé: **Husson** (Claude), 20 ans, domestique à Prény (Pont-à-Mousson).

Condamnation: **mort et confiscation des biens** (art. 1-2-78-79, L. 28 mars 1793).

Le dossier est perdu. Husson avait émigré au Luxembourg. Il fut jugé selon la procédure spéciale de la loi du 20 mars 1793 (art. 77 et 79).

185. — ÉMIGRATION.

Jugement du 8 messidor an II (26 juin 1794).

Accusé: **Toussaint** (Bernard), 25 ans, perruquier à Jallaucourt (Château-Salins).

Condamnation: **mort et confiscation des biens** (art. 1-2-78-79, L. 28 mars 1793).

Le dossier est perdu. Même procédure que le n° 184.

186. — ÉMIGRATION.

Jugement du 8 messidor an II (26 juin 1794).

Accusée: **Foulon** (Anne-Angélique), femme **Garbet**, 43 ans, de Paris.

Condamnation: **mort et confiscation des biens** (art. 1-2-78-79, L. 28 mars 1793).

Le dossier est perdu. Même procédure que les n° 184 et 185.

(1) Voir sur le procès et la mort de l'abbé Hadol: MANGENOT, *Les ecclésiastiques de la Meurthe*, p. 93 à 102, et A. TROUX, *La Révolution en Lorraine*, 1^{re} série, p. 63 à 75.

187. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 9 messidor an II (27 juin 1794).

Accusé: **Malartic** (Jean-Vincent), ex-noble, né à Montauban, ci-devant maréchal de camp des armées à Nancy [Mallarmé].

Acquittement.

Le dossier est perdu. Malartic aurait soustrait des meubles provenant de Baillivy-Mérigny, émigré, et appartenant aujourd'hui à la Nation. Cela n'a pu être prouvé.

188. — ÉMIGRATION.

Jugement du 9 messidor an II (27 juin 1794).

Accusé: **Dauchamp** (Louis), hussard dans la Légion de la Moselle.

Renvoyé à l'Administration départementale.

Dauchamp était suspect d'émigration. Le T.C.M. se débarrassa de cette affaire épineuse en le renvoyant à l'Administration du département de la Meurthe pour être statué sur son cas. Un autre jugement du 11 brumaire an III surseoit à la mise en liberté de l'accusé.

Un dernier, du 21 fructidor an V, constate sa mise en liberté et ordonne qu'on lui remette les pièces de la procédure.

189. — COMMERCE D'ARGENT.

Jugement du 10 messidor an II (28 juin 1794).

Accusé: **Lévy Lazard**, 17 ans, marchand colporteur juif, à Immeling (Sarrebouurg) [Chippel].

Condamnation: **6 ans de fers** (art. 2, L. 11 avril 1793) et art. 1, L. 5 septembre 1793.

Lévy avait offert d'acheter de l'argent au-dessus de sa valeur et il avait tenu des discours pour discréditer les assignats.

190. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 12 messidor an II (30 juin 1794).

Accusé: **Cunissey** (Barthélemy), 49 ans, officier municipal de la commune de Lucey.

Acquittement.

Cunissey avait été chargé de la distribution des fonds destinés à payer les ouvriers employés aux ouvrages de la route de Paris, au-dessus de Foug, soit 287 livres 15 sols. Chaque ouvrier devait toucher 15 sols par jour. Le Comité de surveillance de Lucey lui avait demandé compte de sa gestion, puis avait porté plainte. Ayant été reconnu de bonne foi, les détournements de ces fonds n'ont pu lui être imputés.

191. — COMMERCE D'ARGENT.

Jugement du 12 messidor an II (30 juin 1794).

Accusé: **Jacquemin** (Nicolas), 39 ans, tissier à Fénétrange [Goutt].

Condamnation: **6 ans de fers** (L. 11 avril 1793).

Jacquemin avait proposé à ses clients différents prix selon le mode de paiement: argent ou assignats.

192. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 13 messidor an II (1^{er} juillet 1794).

Accusés: **Marc** (Augustin), 40 ans; **Buisson** (Nicolas), 36 ans; **Paris** (Gauzelin), 64 ans, tous trois vigneron à Bouxières-au-Mont [Chippel].

Acquittement.

Les accusés auraient enlevé des effets appartenant à la Nation et se trouvant dans la maison de la « femme Messey, ci-devant abbesse de Bouxières-au-Mont ». On n'a pu le prouver.

193. — VOL PAR UN POSTIER.

Jugement du 14 messidor an II (2 juillet 1794).

Accusé: **Clément** (Gaspard), 17 ans, contrôleur au bureau des Messageries Nationales de Nancy [Chippel].

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 12, s. 5, t. I, C. p.).

Clément a soustrait dans les paquets confiés au bureau des Messageries: 2.000 livres sur 6.000 envoyées par Aaron Marc Lévy de Metz à Zalicoffe, négociant à Strasbourg; des assignats dans d'autres envois et deux sabres. En outre de sa condamnation, ses biens seront vendus pour dédommager les victimes du vol.

Le jury d'accusation avait rendu un non-lieu contre Nicolas Leduc, 46 ans, facteur provisoire aux Messageries, accusé de complicité.

194. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 messidor an II (3 juillet 1794).

Accusés: **Carpentier** (Charles), 28 ans, né à Fère en Picardie, chasseur au 13^e Bataillon de Chasseurs à pieds;

Sudre (Jean), 22 ans, né à Avignon, district de Vaucluse, département des Bouches-du-Rhône (sic), chasseur dans la 4^e Compagnie franche [Gérardy].

Condamnation: **10 ans de fers chacun** (art. 6-7, s. 2, t. II. C. p.).

Carpentier est contumace. Un jugement du 4 juin 1793 renvoyait l'affaire au juge de paix de Metz, canton du centre, pour recom-

mencer l'instruction. Les accusés avaient volé avec effraction, le 1^{er} mai 1793, des assignats chez Dieudonné-Balthazar Cabailot, pâtissier à Metz.

195. — COMMERCE D'ARGENT.

Jugement du 16 messidor an II (4 juillet 1794).

Accusé: **Clément** (Jean-Baptiste), garçon chapelier, à Nomeny.

Acquittement.

Le dossier est perdu. Clément a acheté un écu de 6 livres au-dessus de sa valeur. Le T.C.M. a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à accusation; Clément a agi ainsi parce qu'il voulait faire un voyage à Strasbourg (voir n° 205, jugement de Pierson, qui avait vendu l'écu à Clément).

196. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 16 messidor an II (4 juillet 1794).

Accusé: **Robert** (Germain), 50 ans, gardien de la Maison de détention dite « Les Prêcheresses », à Nancy. [Chippel].

Acquittement.

197. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 messidor an II (5 juillet 1794).

Accusé: **Lorrain** (Etienne), 57 ans, bûcheron à Bénestroff [Gérardy].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Le dossier de cette affaire de vol d'instruments aratoires est perdu.

198. — VOL D'EFFETS MILITAIRES.

Jugement du 18 messidor an II (6 juillet 1794).

Accusé: **Schlevinsky** (Mathias), 22 ans, né à Bezaux (Pologne) déserteur de l'Armée d'Autriche, actuellement tisserand à Nancy [Gérardy].

Acquittement.

L'accusé n'a pu être convaincu du vol d'effets appartenant à des cavaliers du 11^e Régiment de Nancy, au quartier Lepelletier (près de la place Saint-Jean actuelle).

199. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 19 messidor an II (7 juillet 1794).

Accusé: **Bony** (Joseph), 18 ans, né à Franconville, garçon de secours chez Joseph Demange, cultivateur à Landrecourt [Gérardy].

Condamnation : **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Il s'agit de la même affaire que celle du 6 décembre 1793 (n° 114). L'accusé était alors contumace. Ce jugement confirme la première peine.

200. — COUP DE FUSIL DANS UNE FENÊTRE.

Jugement du 20 messidor an II (8 juillet 1794).

Accusé : **Marie** (Christophe), 33 ans, cultivateur et agent national à Moncel [Chippel].

Acquittement.

Dans la nuit du 12 au 13 prairial, Maire tira un coup de fusil dans les fenêtres de Jacques Villaume, cultivateur à la cense de la Fourasse, près de Lunéville; il cassa les vitres. Le T.C.M. n'a pas voulu sanctionner par une peine criminelle l'œuvre d'un déséquilibré.

200 bis. — USAGE DE FAUX.

Jugement du 21 messidor an III (9 juillet 1795).

Accusé : **Moneret** (Dominique), charron à Walscheid.

Ce jugement de l'an III a été relié par erreur dans le registre des jugements de l'an II. Il renvoie Moneret, pour usage de fausses marques sur un arbre, au directeur du juré de Sarrebouh. Cette affaire est à réunir à celle portant le n° 276 et concernant Joseph Roussel, coupable du même fait. ,

201. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 22 messidor an II (10 juillet 1794).

Accusé : **Begault** (Michel), gardien de la Maison de Détention dite « Le Refuge », à Nancy [Vulliez].

Acquittement.

202. — COMMERCE DE GRAINS.

Jugement du 23 messidor an II (11 juillet 1794).

Accusé : **Ringueberg** (Joseph), meunier à Immeling [Chippel].

Acquittement, mais détention jusqu'à la paix (L. 17 septembre 1793).

Ringueberg a été déclaré non convaincu du délit de trafic sur les prix des grains, mais à l'audience « l'accusateur public s'est levé et a dit qu'attendu qu'il résulte du débat que Joseph Ringueberg est un homme abruti par la boisson et l'ivrognerie, susceptible d'infraction aux lois sans se douter que c'est mal faire... », il a demandé et obtenu qu'en conséquence l'accusé soit détenu jusqu'à la paix comme homme suspect.

203. — COMMERCE D'ARGENT.

Jugement du 24 messidor an II (12 juillet 1794).

Accusé: **Schneider** (Antoine), maréchal-ferrand, à Brondersdoff [Chippel].

Acquittement.

Il n'a pas été prouvé que Schneider ait fait deux prix selon que l'on paye en or ou en assignats.

204. — FAUX EN ÉCRITURE PRIVÉE.

Jugement du 25 messidor an II (13 juillet 1794).

Accusés: **Vassereau** (Joseph), 36 ans, menuisier et maire à Mittelbronn [Chippel].

Mayer (Lyon), 51 ans, marchand à Mittelbronn [Gérardy].

Acquittement.

Il s'agissait d'un faux matériel sur une promesse de payement; le délit n'a pu être prouvé.

205. — COMMERCE D'ARGENT.

Jugement du 26 messidor an II (14 juillet 1794).

Accusé: **Pierson** (Claude), 50 ans, coquetier à Craincourt [Gérardy].

Acquittement.

C'est la contre-partie de l'affaire Clément (voir n° 195). Pierson avait vendu à Clément un écu de 6 livres pour 18 livres en assignats. On ne pouvait que l'acquitter comme son complice. Le Tribunal l'a fait, car, paraît-il, Pierson ne jouissait pas de son bon sens quand il a passé le marché.

206. — FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES.

Jugement du 27 messidor an II (15 juillet 1794).

Accusé: **Claudin** (Joseph), 48 ans, horloger et percepteur de l'imposition foncière à Moncourt (Château-Salins) [Chippel].

Condamnation: **20 ans de fers** (art. 15, s. 5, t. I. C. p.).

Le dossier est perdu. Claudin aurait falsifié les rôles des contributions de Moncourt pour l'année 1792. Au cours de l'audience, son défenseur, Chippel, dut abandonner la défense, l'accusé ayant passé des aveux complets.

206 bis. — FAUX.

Jugement du 11 thermidor an II (29 juillet 1794).

Accusé: **Marchal** (Nicolas), 47 ans, manœuvre, à Marimont (Château-Salins) [Chippel].

Acquittement.

Le juré spécial n'a pu établir que Marchal était coupable d'avoir falsifié des bons de déchargement de 225 bottes de foin destinées à la garnison de Bitche.

207. — COMMERCE D'ARGENT.

Jugement du 12 thermidor an II (30 juillet 1794).

Accusés: **Pierre** (Jean-Charles), ci-devant meunier à Verga-ville et Elisabeth **Riot**, sa femme [Gérardy].

Acquittement.

Les accusés auraient refusé des assignats en paiement, ce qui n'a pas été prouvé.

208. — PÉCULAT.

Jugement du 13 thermidor an II (31 juillet 1794).

Accusé: **Gerbaut** (Charles-Antoine), receveur du droit d'enregistrement à Lorquin.

Condamnation: **15 ans de fers** (art. II, s. 5, t. I. C. p.).

L'accusé est contumace. Cette peine s'ajoute à celle de 8 ans de fers pour faux infligée en prairial an II à l'accusé (voir n° 182). Cette fois Gerbaut avait soustrait environ 6.700 livres dans les deniers de sa recette.

209. — BRIS DE SCELLÉS.

Jugement du 14 thermidor an II (1^{er} août 1794).

Accusés: **Garnier** (François), 76 ans, cultivateur à Tantonville et **Masson** (Antoine), 33 ans, jardinier à Tantonville, gardiens de scellés.

Acquittement.

210. — VOL AVEC FAUSSES CLÉS.

Jugement du 15 thermidor an II (2 août 1794).

Accusée: **Marchal** (Elisabeth), 20 ans, journalière à Lunéville [Grappain].

Condamnation: **10 ans de réclusion dans une maison de force** (art. 9-10, s. 2, t. II, C. p. et art. 9, t. I, 1^{re} partie, C. p. pour le sexe).

L'accusée avait volé des assignats à l'aide d'une fausse clé dans la maison où elle travaillait. Ses effets furent vendus pour rembourser la victime. Elle fut en outre exposée 6 heures sur la place du Marché à Lunéville.

211. — MENACE D'INCENDIE VOLONTAIRE.

Jugement du 16 thermidor an II (3 août 1794).

Accusé: **Voinché** (Pierre), 33 ans, marchand à Haréville-sous-Monfort (Vosges). [Grappain].

Acquittement.

Alors qu'il était contumace, Voinché avait été acquitté par le T.C. Vosges. Repris, il opta pour le T.C.M. qui confirme l'acquittement, le fait n'étant pas constant. Voinché avait été choisi par la voie du scrutin pour former le contingent d'hommes que devait fournir le canton pour l'année 1792; à la suite des opérations de recrutement qui eurent lieu à Vittel, il aurait proféré des menaces, notamment celle « de mettre le feu aux maisons du village, et de les réduire comme un pâquis », ce qui n'a pas été prouvé.

212. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 thermidor an II (4 août 1794).

Accusé: **César** (Jean-Pierre), 49 ans, né à Hampont, charron et cultivateur à Dalhaim (Château-Salins). [Grappain].

Acquittement.

César aurait volé la roue arrière d'un char. Le fait n'est pas constant.

213. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 28 thermidor an II (15 août 1794).

Accusé: **Bégault** (Michel), 47 ans, fabricant de sabots fourrés et gardien de la prison « Le Refuge », à Nancy. [Vulliez].

Acquittement.

Bégault avait déjà laissé partir un détenu en messidor et avait été acquitté (voir n° 201); cette fois il en a laissé s'évader trois! Comme dans toutes les affaires d'évasion, le gardien n'y était pour rien.

213 bis. — CONCUSSION.

Procès-verbal du 26 thermidor an II (13 août 1794).

Accusé: **Lhuillier** (Jean-Baptiste), ci-devant, officier municipal de Ceintrey.

Lhuillier serait poursuivi pour infraction à la loi du Maximum sur dénonciation du Comité de surveillance de Ceintrey. Nous ne possédons pas le jugement; quant au dossier, il ne renferme que de rares pièces.

214. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 11 fructidor an II (28 août 1794).

Accusé: **Thierry** (Jean), 36 ans, né à Vandœuvre, vigneron à

Boudonville, faubourg de la Montagne de Nancy. [Grappain].

Acquittement.

Thierry avait volé un sac contenant 23 culottes blanches et d'autres effets militaires appartenant, paraît-il, à la République; il voulait les vendre. Il fut prouvé que ces effets étaient à lui et Thierry fut acquitté, mais comme ces culottes blanches pouvaient servir à la Patrie, on les lui acheta. L'accusateur public fait cependant remarquer que l'accusé s'était déjà rendu coupable deux fois de vol et demanda sa détention comme suspect (L. 17 septembre 1793), sauf à en référer au représentant Michaud, car Thierry est un cultivateur utile à la Nation qui peut être compris dans les dispositions des lois des 21 et 29 thermidor an II. Le T.C.M. ordonne d'en référer à Michaud et maintient Thierry en état d'arrestation. Michaud ayant déclaré s'en rapporter à la prudence du Tribunal, celui-ci considérant que le cas de Thierry rentre dans ceux prévus par la loi des 21 et 29 thermidor, ordonne sa mise en liberté le 1^{er} brumaire an III.

215. — FAUX TÉMOIGNAGE CRIMINEL.

Jugement du 12 fructidor an II (29 août 1794).

Accusé: **Colin** (Jacob), 28 ans, bûcheron à Hommarting (Sarrebouurg). [Grappain].

Acquittement.

Colin avait fait un faux témoignage dans l'affaire Schneider (commerce d'argent, voir n° 203). D'après le Code pénal, le faux témoin doit recevoir la même peine que celle prononcée dans l'affaire où il a déposé; puisque Schneider a été acquitté, Colin ne pouvait pas être condamné: c'est là une conséquence rigoureuse de dispositions pénales trop empreintes de logique.

216. — VOL ENVERS LA NATION - INFRACTION A LA LOI DU MAXIMUM.

Jugement du 13 fructidor an II (30 août 1794).

Accusé: **Mouzin** (Jean-Baptiste), 30 ans, sellier à Nancy. [Grappain].

Acquittement.

Mouzin avait vendu du cuir qu'on lui avait remis pour faire des selles militaires au-dessus du maximum légal. Le fait est constant, sauf pour l'infraction à la loi du maximum; mais les intérêts de la Nation n'ont été en aucune manière lésés.

217. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 14 fructidor an II (31 août 1794).

Accusé: **Cuny** (Jean-François), 44 ans, teinturier et agent national à Ogéviller. [Chippel].

Condamnation: **dégradation civique** (privation du droit de citoyen pendant 6 ans; confiscation du quart de ses revenus pendant six ans; impression et affichage du jugement à 1.000 exemplaires) (art. 8, s. 5, L. 14 frimaire an II).

Cuny, en sa qualité d'agent national, se serait approprié frauduleusement 40 livres sur le prix de chemises destinées aux défenseurs de la Patrie de la commune d'Ogéville et au moins 50 livres sur une fourniture d'uniformes. De plus, il aurait fait une fausse déclaration de ses grains à la municipalité et aurait vendu de l'avoine au delà du maximum.

218. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 fructidor an II (1^{er} septembre 1794).

Accusé: **Fixaine** (Jean-Nicolas), 14 ans, né à Frêne (Saint-Mihiel), tambour dans un bataillon du district de Blâmont. [Gérardy].

Condamnation: **12 ans de détention dans une maison de correction** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p. et art. 3, t. V, 1^{re} partie, C. p. pour l'âge).

Fixaine avait volé de nuit, avec effraction, un cheval dans une caserne de Lunéville. La question de discernement qui avait été posée au jury a été résolue affirmativement.

219. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 fructidor an II (2 septembre 1794).

Accusé: **Cordier** (Joseph), 23 ans, vigneron à Benney (Vézelière). [Grappain].

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Cordier avait volé du pain et du lard, la nuit, avec effraction, dans une maison habitée.

220. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 fructidor an II (3 septembre 1794).

Accusé: **Desplanches** (Michel), 51 ans, maréchal-ferrand à Hénaménil (Lunéville). [Grappain].

Acquittement.

Le vol de ferrements de charrues n'a pas été prouvé.

221. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 18 fructidor an II (4 septembre 1794).

Accusé: **Piaut** (Joseph-André), 10 ans, chez sa mère à Lunéville. [Gérardy].

Acquittement, mais néanmoins détention dans une maison de correction pendant six ans. (Art. 2, t. V, 1^{re} partie, C. p.).

Cet enfant avait volé des assignats dans une boutique de Lunéville. Le jury répondit *oui* à la question de fait et *non* à la question de discernement. Il devait être acquitté. Mais « l'accusateur public s'est levé et a dit qu'attendu que l'accusé, malgré sa tendre jeunesse, a contracté l'habitude funeste de voler, il peut devenir en prenant de l'âge très dangereux pour la société », en conséquence il a demandé à ce qu'il soit enfermé dans une maison de correction.

222. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 20 fructidor an II (6 septembre 1794).

Accusés : **Pauchet** (Françoise), 24 ans, journalière ;
Pauchet (Catherine), 23 ans, journalière ;
Pauchet (Catherine), 18 ans, journalière ;
Raguidet (Pierre), 53 ans, fabricant de boucles ;
Lefèvre (Nicolas), 24 ans, marchand-colporteur ;
 tous de Lunéville. [Chippel].

Condamnation : **3 mois de détention** pour les filles Pauchet (art. 35, t. II, C. pol. rurale).

Acquittement pour les autres.

Les inculpés avaient volé du foin dans diverses prairies du ban de Lunéville.

223. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 20 fructidor an II (6 septembre 1794).

Accusé : **Noël** (Dieudonné), 60 ans, manœuvre à Moivrons. [Chippel].

Condamnation : **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Noël avait volé une cruche d'huile, cinq paires de sabots et un morceau de toile, exposés à la foi publique.

224. — FAUX.

Jugement du 21 fructidor an II (7 septembre 1794).

Accusés : **Blanpied** (Joseph), 28 ans et **Lemoine** (Claude), 28 ans, cultivateurs à Bioncourt (Château-Salins). [André et Chippel].

Acquittement.

Les accusés avaient raturé et surchargé un mandat de paiement. L'intention de nuire ne fut pas établie. André, défenseur, avait déposé au début de l'audience une demande tendant à faire annuler la procédure pour vice de forme, elle fut rejetée.

225. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 22 fructidor an II (8 septembre 1794).

Accusé: **Petit** (François-Nicolas), 46 ans, gendarme national à Toul. [Grappain].

Acquittement.

Ce gendarme escortait un prisonnier de Toul à Nancy quand ce dernier lui faussa compagnie et s'enfuit dans les bois. Le gendarme fut acquitté, car son cheval n'a pas voulu avancer pour poursuivre le prisonnier.

226. — PARRICIDE.

Jugement du 25 fructidor an II (11 septembre 1794).

Accusée: **Jeandon** (Marie), 37 ans, à Baumes-les-Grandes (district de Bruyères en Vosges).

Acquittement.

L'accusée avait tué son père, Claude Jeandon, dans une crise de folie. Un arrêt du Parlement de Nancy, du 13 juillet 1789, l'acquittait, mais la laissait enfermée comme démente à la Conciergerie du Palais. En thermidor an II, elle se sent guérie et s'adresse à Mallarmé, accusateur public près le T.C.M. Le 25 thermidor, le Tribunal décide de la faire interroger par son président et examiner par trois officiers de santé: Lallemand, Champion et Moutrot, en présence de commissaires de l'administration de district. L'examen eut lieu le 2 fructidor et fut favorable à la femme Jeandon.

Le 25, elle comparait devant le T.C.M. pour jugement définitif: voici l'interrogatoire que lui fit subir le président Febvé:

« — ...quelle était la cause de ta détention?

— J'ai été accusée dans un accès de folie d'avoir donné la mort à mon père.

— Seras-tu bien aise de recouvrer ta liberté?

— Oui, citoyen, cela me fera un sensible plaisir.

— Quel usage feras-tu de ta liberté?

— Je retournerai à la campagne, pour y travailler à la terre, ainsi que je l'ai fait dès ma jeunesse.

— Connais-tu les avantages dont jouissent à présent les citoyens français?

— Je sais seulement que le gouvernement est changé; mais étant détenue depuis le commencement de la Révolution, j'ignore quels sont les usages actuels.

— Ne sais-tu pas qu'un des bienfaits de la Révolution, c'est que tous les Français sont libres, et ne sont plus gouvernés que par des lois qu'ils se sont faites?

— Je le sais.

— Quels sentiments as-tu éprouvés quand tu a appris que les Français étaient libres?

— Ignorant alors si je pourrais jamais obtenir ma liberté, cette nouvelle ne m'a pas fait dans le temps autant de plaisir qu'elle m'en fait à présent.

— Promets-tu en rentrant dans la société d'être fidèle à la Nation?

— Oui, citoyen, et je donnerais jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour elle.

— Promets-tu d'être soumise aux lois et de respecter les autorités constituées?

— Oui, citoyen, autant qu'il me sera possible ».

A l'issue de cet interrogatoire, qui touche plus la politique que la médecine mentale, la femme Jeandon a été acquittée par le T.C.M. (1).

(1) Voir au sujet de cette affaire un article de M. Albert TROUX, publié dans *La Révolution dans les Vosges*, du 14 avril 1927.

D'autre part une partie des procédures qui viennent d'être étudiées, notamment les numéros 106, 111 bis, 112, 115 bis, 120 bis, 124, 126, 127, 133, 134, 135, 138, 146, 149, 152, 153, 160, 170 à 174, 183 à 188, a été utilisée soit par : J. GODECHOT, *Le Comité de Surveillance révolutionnaire de Nancy*, *passim*, soit par : Albert TROUX, *La Guillotine à Nancy sous la Terreur*, et : *La vie politique dans la Meurthe*, *passim*.



ANNÉE JUDICIAIRE DE L'AN III (1794-1795)

TROISIÈME REGISTRE

*Affaires n^{os} 227 à 289**du 15 vendémiaire an III (6 octobre 1794)**au 19 fructidor an III (5 septembre 1795)***227. — VOL AGRICOLE.**

Jugement du 15 vendémiaire an III (6 octobre 1794).

Accusé: **Parizet** (François), 35 ans, vigneron et tonnelier à Gerbéviller. [Chippel].**Acquittement.**

On n'a pu prouver que Parizet soit l'auteur d'un vol de ferrements de pressoir au détriment du citoyen Lambertré.

228. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 16 vendémiaire an III (7 octobre 1794).

Accusé: **Marchal** (Joseph), 17 ans, fileur de laine à Brouville (Blâmont). [Grappain].Condamnation: **8 ans de fers** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Marchal avait volé des assignats dans une auberge. C'est un récidiviste. Le 16 août 1792 il avait déjà été condamné pour vol à 12 ans de maison de correction (voir n^o 26). En conséquence, il sera déporté une fois sa peine faite (art. 1, t. II, 1^{re} partie, C. p.).

229. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 vendémiaire an III (7 octobre 1794).

Accusé: **Blith** (Laurent), 16 ans, garçon meunier à Heillering (Sarrebouurg). [Gérardy].Condamnation: **8 ans de fers** (art. 12, s. 2, t. II, C. p.).**230. — MEURTRE.**

Jugement du 17 vendémiaire an III (8 octobre 1794).

Accusé: **Roux** (Antoine), 19 ans, né à Haut-Clocher, cultivateur à Gondrezange (Blâmont). [Chippel].Condamnation: **20 ans de fers** (art. 8, s. 1., t. II, C. p.).

Le dossier est perdu. Roux avait tué Joseph Godot, voiturier à l'Armée du Rhin, entre Phalsbourg et Sarrebourg, sur la route de Strasbourg à Paris.

231. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 18 vendémiaire an III (9 octobre 1794).

Accusés: **Brunant** (Marguerite), 16 ans, journalière à Lunéville et **Roubaud** (Jean-François), 26 ans, né à Ormont (Vosges), marchand droguiste à Lunéville. [Gérardy].

Acquittement.

Les accusés ne furent pas reconnus coupables d'avoir volé du foin dans des prés de Lunéville. Cette affaire est à rapprocher de celle qui est rapportée sous le n° 222.

232. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 19 vendémiaire an III (10 octobre 1794).

Accusé: **Millot** (Antoine), 14 ans, né à Colombey, attaché au bureau du commis-payeur à l'atelier de confection de l'agence d'habillement des troupes à Nancy. [Grappain].

Condamnation: **8 ans de détention dans une maison de correction** (art. 13, s. 2, t. II, C. p. et art. 3, t. V, 1^{re} partie, C. p. pour l'âge).

Cet enfant avait volé des assignats dans la caisse de l'atelier d'habillement des troupes.

233. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 21 vendémiaire an III (12 octobre 1794).

Accusés: **Schneider** (Jean-Nicolas), 48 ans, instituteur, greffier, officier municipal et sacristain de l'église de Brouviller. [Chippel], et sa fille Marie-Anne, 20 ans. [Gérardy].

Condamnation: **4 ans de fers** et impression du jugement à 1.000 exemplaires pour le père (art. 6, s. 6, t. I, C. p.).

Acquittement pour la fille.

Schneider avait volé différents objets dans l'église de Brouviller. A remarquer que malgré la qualité de l'accusé on a dû faire appel, à l'audience, aux services de Goutt, homme de loi, interprète d'allemand.

234. — INTRODUCTION DE FAUX ASSIGNATS.

Jugement du 28 vendémiaire an III (19 octobre 1794).

Accusés: **Plessis** (Donny), 17 ans et **Godfary** (Isaac), 33 ans, négociant à Nancy.

Acquittement.

Le dossier est perdu. C'est à la demande même de l'accusateur public que les accusés ont été acquittés.

235. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 15 brumaire an III (5 novembre 1794).

Accusé: **Gadet** (Charles-François-Antoine), 26 ans, écrivain à Nancy. [Grappain].

Condamnation: **2 mois de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Le dossier est perdu. Gadet avait volé un drap chez un aubergiste du faubourg de la Constitution.

235 bis. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 15 brumaire an III (5 novembre 1794).

Accusé: **Licot** (Jean).

Le dossier est perdu. Le T.C.M. a renvoyé l'affaire au Tribunal correctionnel de Lunéville, car il y a eu confusion dans la qualification du délit, il ne s'agit pas d'un vol commis *dans une boutique*, mais d'un vol commis dans une maison où il y avait une boutique. Il sera rejugé plus tard (voir n° 310).

236. — VOL D'EFFETS SUR UNE VOITURE.

Jugement du 16 brumaire an III (6 novembre 1794).

Accusé: **Bartel** (Pierre), 17 ans, garçon roulier à Strasbourg. [Grappain].

Acquittement.

237. — ABUS DE CONFIANCE.

Jugement du 16 brumaire an III (6 novembre 1794).

Accusé: **Schmitt** (Georges), 61 ans, manœuvre à Heillering (Sarrebouurg). [Grappain].

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 19, s. 2, t. II, C. p.).

Schmitt avait vendu à son profit un cheval qu'on lui avait confié. A remarquer que les pièces du début de la procédure sont en allemand.

238. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 21 brumaire an III (11 novembre 1794).

Accusé: **Badel** (Nicolas), 53 ans, gardien à la maison de secours à Nancy. [Grappain].

Acquittement.

Le dossier est perdu.

239. — DISTRIBUTION DE FAUX ASSIGNATS.

Jugement du 22 brumaire an III (12 novembre 1794).

Accusé: **Thiébaut** (Jean-Christophe), 27 ans, marchand-huilier à Igney (Sarrebouurg). [Chippel].

Le dossier est perdu.

**240. — SOUSTRACTION A LA CIRCULATION DE MARCHAN-
DISSES DE FER.**

Jugement du 23 brumaire an III (17 novembre 1794).

Accusés: **Bourgeois** (Jean-Baptiste), 58 ans, né à Déviller (Epinal), manoeuvre à Lunéville. [Chippel].

Margadet (Catherine), 30 ans, fille d'un marchand de fer à Lunéville.

Acquittement.

Les accusés avaient accaparé des fers, sans déclaration préalable, dans un hallier appartenant à la maison des ci-devant religieuses de Sainte-Elisabeth à Lunéville. Bourgeois fut acquitté, le fait n'étant pas prouvé pour lui; il fut cependant reconduit à la prison de Lunéville pour répondre d'une nouvelle accusation. La fille Margadat était contumace, le T.C.M. préféra surseoir à son jugement (voir n^{os} 248 *bis* et 251 *bis*).

241. — COMMERCE D'ARGENT.

Jugement du 24 brumaire an III (14 novembre 1794).

Accusés: **André** (Louise), 24 ans, marchande à Toul et

André (Jean-Baptiste), 78 ans, rentier à Toul. [Chippel].

Acquittement.

Il s'agit toujours du cas si fréquent du marchand qui propose deux prix selon le mode de paiement.

242. — DISTRIBUTION DE FAUX ASSIGNATS.

Jugement du 9 frimaire an III (29 novembre 1794).

Accusé: **Schill** (Eugène), 34 ans, boucher à Wasselonne. [Chippel].

Acquittement.

L'accusé fut acquitté, car le Tribunal a admis qu'il était de bonne foi. Néanmoins, à la requête de l'accusateur public, Schill fut détenu comme suspect jusqu'à la paix.

243. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 15 frimaire an III (5 décembre 1794).

Accusé: **Legay** (Joseph), 53 ans, marchand de vin à Lunéville.
[Chippel].

Acquittement.

Il n'a pas été prouvé que Legay soit l'auteur d'un vol de linge et d'autres effets à la maison nationale de Maréville.

244. — VOL D'UN SAC DE BLÉ.

Jugement du 16 frimaire an III (6 décembre 1794).

Accusé: **Liènère** (Jean), 29 ans, vigneron à Lyverdun (**sic**).
[Goutt].

Acquittement.

245. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 18 frimaire an III (8 décembre 1794).

Accusé: **Crochat** (Nicolas), mineur, demeurant chez sa mère à Vic.

Crochat est contumace. Il avait volé son maître, le citoyen Boulian, avocat à Vic (un de ceux qui plaidèrent devant le T.C.M.).

246. — RECEL DE BIENS NATIONAUX.

Jugement du 19 frimaire an III (9 décembre 1794).

Accusé: **Simonin** (Isidore), 42 ans, cultivateur à Grandvezin.

Acquittement.

L'accusation qui frappait Simonin portait sur trois points:

1° il s'était rendu adjudicataire d'un bien domanial appartenant aux ci-devant religieuses dites du Saint-Sacrement, qui le rend propriétaire de plus de terres qu'il n'en était portées sur l'affiche d'adjudication;

2° il a négligé d'avoir, en sa qualité de maire, fait poser cette affiche à Grandvezin, où est situé le bien en question;

3° il aurait employé, lors de l'adjudication, des manœuvres tendant à empêcher la hausse des enchères.

Le Tribunal ne reconnut fondé aucun de ces chefs d'accusation.

247. — DÉTOURNEMENT DE DENIERS PUBLICS.

Jugement du 21 frimaire an III (11 décembre 1794).

Accusés: **Schibert** ou **Philbert** (Nicolas), maire de Maizière, **Bousotte** (Joseph) et **Drouard** (Joseph), les officiers municipaux et l'agent national de cette commune.

Acquittement.

Les accusés auraient commis des malversations dans la répartition des affouages, dans les ventes de blé et dans la distribution des parcelles de pâquis. On leur reprochait en outre, à tort, de faire sonner les cloches aux enterrements et de n'avoir pas voulu célébrer la fête du 10 août.

248. — CRIME CONTRE LA SURETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT - EMBAUCHAGE.

Jugement du 21 frimaire an III (11 décembre 1794).

Accusé: **Lambert** (Adrien, Eloy), 21 ans, né à Chimay (Hainaut), ancien capitaine des dragons de la Tour, aide de camp du prince de Wurtemberg, actuellement en traitement à l'hospice d'Assas, à Nancy. [Gœury].

Condamnation: **Mort** (art. 4, s. 1., t. I, C. p.).

Lambert était déserteur et avait été dirigé sur Nancy pour y être « traité d'un mal vénérien qui le ronge ». Là, il se lie à deux soldats belges, un dragon et un grenadier, et les incite à désertir. Lambert a été signalé à l'accusateur public près le T.C.M. par le Commissaire des Guerres en résidence à Nancy, Croze. Lambert fut exécuté le lendemain de sa condamnation, à 3 heures, place du Cours de la Liberté.

248 bis. — SOUSTRACTION A LA CIRCULATION DE MARCHANDISES DE FER.

Jugement du 22 frimaire an III (12 décembre 1794).

Accusée: **Margadat** (Catherine), 30 ans, de Lunéville.

Condamnation: **2 ans de réclusion dans une maison de force** (art. 7, L. 12 germinal an II).

Le dossier est perdu. C'est la même affaire que celle qui porte le n° 240. Le T.C.M. avait retardé le jugement de cette accusée qui était contumace. Catherine Margadat sera reprise plus tard et jugée une seconde fois (voir n° 251 bis).

249. — PRÉVARICATION DANS SES FONCTIONS.

Jugement du 22 nivôse an III (11 janvier 1795).

Accusé: **Desaulcy** (Georges), agent national à Remiremont.

Acquittement.

L'accusé aurait perçu une taxe en monnaie de Lorraine au lieu de la percevoir en monnaie française. Il aurait également favorisé pour de l'argent certains acheteurs dans les adjudications.

250. — OPPOSITION A LA LIBRE CIRCULATION DES GRAINS.

Jugement du 29 nivôse an III (18 janvier 1795).

Accusés: **Mathieu** (Dieudonné) et trois autres citoyens de Fossieux.

La majeure partie des pièces de la procédure et le jugement sont perdus.

251. — EMISSION DE FAUX ASSIGNATS.

Jugement du 13 pluviôse an III (1^{er} février 1795).

Accusé : **Dufour** (Jacques-Victor), 19 ans, imprimeur d'indienne à Meaux, sergent à la 15^e demi-brigade d'infanterie légère. [Goutt].

Acquittement.

Dufour payait ses dettes avec de faux assignats de 50 livres; il a été acquitté car il ne les savait pas faux.

251 bis. — SOUSTRACTION A LA CIRCULATION DE MARCHANDISES DE FER.

Jugement du 14 pluviôse an III (2 février 1795).

Accusée : **Margadat** (Catherine), 30 ans, de Lunéville. [Chippel].

Acquittement, mais néanmoins, **une décade de prison.**

Catherine Margadat, jugée par défaut (n^{os} 240 et 248 bis), fut retrouvée et jugée à nouveau. Le dossier est perdu. Comme son complice Bourgeois, elle fut acquittée, mais fut condamnée à une décade de prison « par forme de correction » pour avoir été contumace.

252. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 15 pluviôse an III (3 février 1795).

Accusé : **Diot** (François), 28 ans, coiffeur, ex-carabinier à Bourgaltroff. [Chippel].

Acquittement.

Diot aurait volé des chevaux appartenant à la République. Le Comité de surveillance de Dieuze l'avait dénoncé comme faisant un commerce très suspect. Les faits ne furent pas jugés constants et le T.C.M. l'acquitta, tout en le renvoyant au Tribunal du district pour être procédé à une nouvelle accusation contre lui.

253. — VOL DANS UN HOTEL,

Jugement du 15 pluviôse an III (3 février 1795).

Accusé : **François** (Jean-Baptiste), 16 ans, né à Courbessaux, garçon de secours chez Lafaveur, aubergiste à Tantonville. [Chippel].

Condamnation : **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

François aurait volé un pistolet à un client de l'auberge, ce ne fut pas prouvé, et un cheval à son patron. Le T.C.M. a sans aucun doute tenu compte de son âge dans la condamnation.

254. — COMPLICITÉ DE MEURTRE.

Jugement du 16 pluviôse an III (4 février 1795).

Accusés: **Barbier** (Jean-François), 72 ans, huilier à Lunéville, et sa femme Anne **Brouland**. [Chippel].

Acquittement.

Les accusés auraient été complices dans le meurtre commis par leur fils Placide Barbier, contumace, volontaire au 3^e Bataillon de la Meurthe, sur Stanislas Menciaux, son beau-frère, commis à la fabrication des poudres et salpêtres à Lunéville. Les accusés furent acquittés comme non coupables. Placide Barbier fut condamné à 20 ans de fer par défaut (art. 8, s. 1, t. II, C. p.).

255. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 pluviôse an III (5 février 1795).

Accusés: **Blaisot** (Claude), 45 ans, et **Richard** (Joseph), 47 ans, tous deux manœuvres à Crépey. [Goutt].

Condamnation: **3 mois de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Il s'agissait du vol d'un sac de blé, la nuit, sur une voiture en stationnement à Crépey. Les accusés durent le restituer.

256. — BIGAMIE.

Jugement du 18 pluviôse an III (6 février 1795).

Accusé: **Decamps** (Charles-Antoine-Benoît), 28 ans, né à Laberrie (Aisne), dragon au 14^e régiment à Pont-à-Mousson et chef de bureau chez l'officier de détails du régiment. [Gœury].

Acquittement.

Decamps avait épousé le 3 mars 1785, à Vervins, Agnès-Félicité-Marie-Magdelaine Dorange; il l'avait quittée avant deux ans de mariage « à cause de son caractère extrêmement fâcheux ». Le 25 novembre 1793, il épouse à Epinal Anne-Thérèse Bornien, domiciliée à Mirecourt, enceinte de 4 mois et demi au moment du mariage. Le Tribunal a estimé que Decamps était de bonne foi: en contractant ce second mariage il croyait le premier dissout.

257. — VOL DE VIN.

Jugement du 19 pluviôse an III (7 février 1795).

Accusé: **Page** (Augustin), 36 ans, journalier à Bathélemont-les-Bauzemont (Château-Salins). [Gérardy].

Acquittement.**258. — VOL D'UN PANIER DE « MOUCHES A MIEL ».**

Jugement du 20 pluviôse an III (8 février 1795).

Accusé: **Dach** (Louis), 17 ans, manœuvre à Dabo (Sarrebouurg).
[Gérardy].
Acquittement.

259. — ENTRAVE A LA CIRCULATION DES GRAINS.

Jugement du 21 pluviôse an III (9 février 1795).
Accusée: **Muller** (Marie-Anne), 33 ans à Haut-Clocher (Sarrebouurg). [Gérardy].
Acquittement.

La femme Muller avait entravé la libre circulation d'un convoi de grains requis pour le marché de Lorquin. Le juré spécial de jugement estima qu'elle n'avait pas eu l'intention de nuire.

260. — VOL D'ARGENT.

Jugement du 23 pluviôse an III (11 février 1795).
Accusé: **Havet** (Jean-Baptiste), 36 ans, employé au bureau de l'agent principal des subsistances militaires (section de la viande), à Metz.
Acquittement.

Havet avait soustrait une somme importante qu'il avait trouvée dans les latrines du nommé Fayols, « ancien avocat du tyran au ci-devant Parlement de Metz, aujourd'hui décédé, laissant cinq petites filles dont trois sont émigrées ». Le 27 brumaire an III, le T.C. Moselle le condamne à quatre ans de fers. Ce jugement fut cassé le 5 nivôse par le Tribunal de Cassation qui renvoya l'affaire au T.C.M. Ce dernier acquitta, étant donné la bonne foi de Havet.

261. — FAUX EN ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL.

Jugement du 15 ventôse an III (5 mars 1795).
Accusés: **Frisé** (Dominique), 36 ans, greffier de la municipalité de Neuville. [Chippel].
Cardot (Joseph), 26 ans, cordonnier à Neuville.
[Grappain].
Acquittement.

Frisé aurait signé un faux extrait d'acte de naissance. Il avait signé sans le lire, ayant confiance en Cardot qui l'avait rédigé. Celui-ci est également de bonne foi.

262. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 germinal an III (4 avril 1795).
Accusée: **Vaxer** (Catherine), 26 ans, femme de Jean-Baptiste **Morel**, fileuse de coton à Ramonchamps (Vosges).
Condamnation: **10 ans de réclusion** (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p.).

Catherine Vaxer, « revenante » de l'armée de la Moselle, vola des effets à Belleville, chez des gens qui l'avaient hospitalisée pour la nuit. A Frouard, elle vola du miel et se fit prendre.

263. — VOL D'ARGENT.

Jugement du 16 germinal an III (5 avril 1795).

Accusés: **Failly** (Marie), 56 ans, veuve de Georges Lefèvre, marchande roulante à Lunéville;

Terrard (Anne-Catherine), 40 ans, femme de Didier Violon, marchande roulante à Lunéville;

Vilon (Sébastien), 9 ans, fils de la précédente.

Acquittement.

Sur renvoi du Tribunal correctionnel de Lunéville au T.C.M., les trois accusés ne purent être convaincus d'avoir volé des portefeuilles dans un bal public au ci-devant château de Lunéville.

264. — OPPOSITION A LA LIBRE CIRCULATION DES GRAINS.

Jugement du 17 germinal an III (6 avril 1795).

Accusés: **Grandmougin** (Jacques), 56 ans, manœuvre;

Gorland (Jean), 56 ans, manœuvre;

Parmentier (Jean), 56 ans journalier;

Moyer (Louis), 39 ans, charpentier;

Friquel (André), 28 ans, manœuvre;

Lejeuille (Jean), 36 ans, manœuvre;

Klein (Antoine), 43 ans, manœuvre;

Grandemange (Dominique), 62 ans, cordonnier;

Prayeur (Joseph), 39 ans, manœuvre;

Maire (Elisabeth), 43 ans, veuve, sans profession;

Juville (Jean), 60 ans, manœuvre;

Burtin (Joseph), 38 ans, vivandier;

Royer (Toussaint), 36 ans, tonnelier;

Poirier (Etienne), 58 ans, charpentier;

tous de Lagarde (Château-Salins).

Acquittement.

Ces accusés s'étaient concertés pour arrêter une voiture de blé traversant le village. Le juré spécial de jugement ne trouva pas les preuves suffisantes. Les propriétaires de la voiture, représentés par l'avocat Goutt, avaient de leur côté intenté une action civile en dommages-intérêts.

265. — COMMERCE D'ARGENT.

Jugement du 27 ventôse an III (17 mars 1795).

Accusé: **Jonas** (Caïn), dit **Lajeunesse**.

Le jugement et la plupart des pièces du dossier de cette affaire sont perdus. Jonas avait vendu pour 22 francs en assignats 12 livres en argent. Les témoins étant sous les drapeaux, le dossier dut être envoyé à la commission de mouvement des armées, d'où un grand retard. Ce jugement, qui ne s'occupe pas du fond de l'affaire, charge simplement l'accusateur public de dresser un nouvel acte d'accusation et réserve au prévenu le droit de se pourvoir devant le comité de législation pour être élargi. Jonas adressa, à ce sujet une requête où il invoque ses sentiments patriotiques et républicains au représentant du peuple Mazade; ce dernier l'élargit le 12 germinal.

266. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 floréal an III (4 mai 1795).

Accusé: **Jacquot** (François). 15 ans, né à Martigny, domestique chez Bibrat à Grandménil (Toul). [Goutt].

Acquittement.

Le jeune Jacquot avait volé à son maître deux assignats de 50 livres. Il fut acquitté comme ayant agi sans discernement et sans intention de nuire.

267. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 floréal an III (5 mai 1795).

Accusée: **Guillaumot** (Marie-Anne), 21 ans, fille de secours à Nancy. [Grappain].

Condamnation: **8 ans de réclusion dans une maison de force** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

Cette fille avait volé son patron, le citoyen André, brasseur à Nancy.

268. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 17 floréal an III (6 mai 1795).

Accusé: **Thiérny** (Charles), 32 ans, négociant à Pont-Saint-Vincent. [Chippel].

Acquittement.

Sur plainte du citoyen Tourtel, maire de Pont-Saint-Vincent et après délibération du Conseil général de la commune, Thierry fut poursuivi pour vol d'effets et de deniers publics. Le jury ne jugea pas le fait constant.

269. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 18 floréal an III (7 mai 1795).

Accusé: **Lhote** (Jean-Baptiste), de Morvillard (Belfort).

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Lhote, contumace et dont le domicile est inconnu, avait volé un cheval à celui qui l'employait.

270. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 prairial an III (4 juin 1795).

Accusé: **Vermandé** (François), 17 ans, garçon de culture chez Jean-Claude Querquelin, laboureur à Acraigne-sur-Madon actuellement Frolois). [Chippel].

Acquittement.

Vermandé ne fut pas convaincu d'être l'auteur de nombreux vols commis chez Pierson, cultivateur à Acraigne.

271. — SOUSTRACTION D'EFFETS PROVENANT D'UNE SUCCESSION.

Jugement du 17 prairial an III (5 juin 1795).

Accusés: **Jolain** (Marguerite), 66 ans, veuve de J. Labry à Chaligny. [Chippel].

Labry (Joseph), 37 ans, vigneron à Chaligny. [Grap-pain].

Mencier (Sigisbert), 55 ans, vigneron à Neuves-Maisons. [Goutt].

Jacquemart (Charles), 30 ans, vigneron à Neuves-Maisons. [Boulay].

Cholay (Mansuy), 36 ans, vigneron à Neuves-Maisons et six autres accusés de Chaligny et de Neuves-Maisons.

Acquittement.

Cette affaire de règlement de succession entre héritiers, qui s'égara par erreur au T.C.M., fut imposante par le nombre des personnes qui y prirent part: 11 accusés, 5 avocats, 30 témoins. Ces héritiers, qui comparurent devant le T.C.M., auraient dilapidé et soustrait des effets de la succession de Nicolas Jolain, vigneron à Neuves-Maisons, au détriment d'un autre héritier. Le Tribunal ne put que les acquitter au point de vue pénal, il les condamna cependant civilement à restituer les biens spoliés à l'héritier le plus proche, Christophe Jolain.

272. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 18 prairial an III (6 juin 1795).

Accusés: **Henrion** (Dominique), 36 ans, aubergiste et marchand de bestiaux au faubourg de la République à Nancy. [Chippel];

Mandart (Rigobert), 42 ans, drapier à Nancy. [Grap-pain].

Condamnation: **10 ans de fers** pour Henriot (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour Mandart.

Cette affaire, dont le dossier est perdu, nécessita l'audition de 54 témoins. Les inculpés étaient accusés d'avoir commis trois vols : au greffe du Tribunal criminel des Vosges, chez Mougin, aubergiste à Mirecourt et d'un portefeuille à la foire de Mirecourt. Henriot fut reconnu seul coupable, il fut en outre condamné civilement à restituer 11.000 livres à ses victimes.

273. — ACTES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 20 messidor an III (8 juillet 1795).

Accusé : **Bombardier** (Bazile), 30 ans, ex-prêtre à Vitrey (Vézelière).

Condamnation : **détention**, puis relaxé.

Le dossier, dont beaucoup de pièces sont perdues, nous apprend que l'abbé Bombardier aurait refusé de prêter serment, d'où sa condamnation ; il sera cependant relaxé plus tard à la suite d'une requête au représentant du peuple.

274. — VOL DE CHANVRE.

Jugement du 20 messidor an III (8 juillet 1795).

Accusé : **Collin** (Laurent), 58 ans, drapier à Rouvroix. [Grapain].

Acquittement.

275. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 20 messidor an III (8 juillet 1795).

Accusé : **Breche** (Joseph), dit **La Bonté**, 43 ans, gardien de la maison d'arrêt de Nancy (Palais de Justice). [André].

Acquittement.

Le jury estima qu'il n'y était pour rien dans l'évasion de deux prisonniers, dont l'un n'était autre que Cayon, condamné par contumace à 12 ans de fers (n° 288).

276. — USAGE DE FAUX.

Jugement du 21 messidor an III (9 juillet 1795).

Accusé : **Roussel** (Joseph), 38 ans, manœuvre à Walscheid.

Acquittement.

Alors que Roussel était acquitté de l'inculpation d'avoir « empreint des fausses marques sur un arbre, bois de hêtre, dans la forêt de Walscheid », son complice Moneret était renvoyé au juré de Sarrebourg par un jugement du même jour, relié par erreur dans le registre de l'an II (voir n° 200 bis). Toutes les pièces des dossiers sont d'ailleurs perdues.

277. — FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES.

Jugement du 23 messidor an III (11 juillet 1795).

Accusé: **Aubry** (Etienne), 48 ans, né à Colombey, tonnelier à Mirecourt. [Grappain].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 41, 44, 45, s. 2, t. II, C. p.).
Pourvoi en Cassation rejeté.

Aubry fut arrêté porteur d'un faux passeport soi-disant octroyé par la municipalité de Nancy. Le Tribunal de Cassation rejeta son pourvoi pour insuffisance de moyens. A remarquer au dossier une pièce curieuse: une requête de l'accusateur public tendant à faire casser le jugement.

278. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 15 thermidor an III (2 août 1795).

Accusé: **Bagard** (Etienne), 38 ans, instituteur à Thiaucourt [Chippel].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.)

Bagard avait volé du sel à Limay, il aurait aussi volé des chaînes et des cordes, ce qui n'a pas été prouvé.

279. — VOL DE FARINE.

Jugement du 16 thermidor an III (3 août 1795).

Accusées: **Pochet** (Catherine), 23 ans;

Pochet (Catherine), 18 ans;

Pochet (Françoise), 21 ans;

Lefèvre (Elisabeth), 18 ans,

toutes quatre journalières à Lunéville. [Chippel]

Acquittement.

280. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 18 thermidor an III (5 août 1795).

Accusé: **Toussaint** (Nicolas), 43 ans, vigneron à Charmois. [Chippel].

Condamnation: **6 mois de prison et 300 livres d'amende** (art. 13, t. II, C. p. cor.).

Le 23 messidor, vers 6 heures du soir, Toussaint menait grand tapage à Charmois, armé d'un sabre, il coupa deux doigts de la main droite à Jean Leclerc, vigneron à Charmois, le frappa de coups de pieds et menaça de le tuer.

281. — VOL.

Jugement du 3 fructidor an III (20 août 1795).

Accusé: **George** (Jean), 28 ans, cultivateur à Thelod (Vézelize).

Ce jugement, de pure forme, annule la procédure antérieurement faite et ordonne la mise en liberté de l'inculpé.

282. — VOL D'UNE PAILLASSE.

Jugement du 15 fructidor an III (1^{er} septembre 1795).

Accusée: **Messager** (Marie-Catherine), 40 ans, femme de Balthazard Collé, « au service de la République », à Nancy. [André].

Acquittement.

283. — BIGAMIE.

Jugement du 15 fructidor an III (1^{er} septembre 1795).

Accusé: **Husson** (Nicolas), 44 ans, cavalier à la 4^e compagnie du 2^e régiment de cavalerie « pensionnaire de la République en raison des blessures reçues à son service », à Vézelize.

Accusé d'être marié à deux femmes, Husson est remis en liberté par ce jugement de forme qui annule la procédure comme incomplètement faite, les preuves faisant défaut.

284. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 16 fructidor an III (2 septembre 1795).

Accusés: **Levieux** (François-Nicolas), 68 ans, prier de la ci-devant abbaye de Flabémont;

Garcin (Jean-Pierre), cultivateur à Lamarche.

Acquittement.

Les accusés avaient dilapidé des effets provenant de l'abbaye de Flabémont, ils furent condamnés par le T.C. Vosges. Le jugement fut cassé par le Tribunal suprême, les questions ayant été mal posées aux jurés, et l'affaire fut renvoyée au T.C.M. qui prononça un acquittement, tout en condamnant civilement à restitution.

285. — VOL AVEC ESCALADE.

Jugement du 17 fructidor an III (3 septembre 1795).

Accusé: **Poirot** (Charles), 35 ans, né à Villers-sous-Prény (Pont-à-Mousson), marchand de chevaux, sans domicile fixe.

Condamnation: **12 ans de fers** et impression du jugement à 300 exemplaires (art. 11 et 12, s. 2, t. II, C. p.).

Poirot avait volé un cheval, après escalade et effraction, dans l'écurie du moulin de Mailly.

286. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 fructidor an III (3 septembre 1795).

Accusé: **Moitrier** (Joseph), 59 ans, manœuvre à Badonviller. [André].

Condamnation: **un mois de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Moitrier, qui était membre du Conseil général de Badonviller, avait volé des gerbes d'orge.

287. — VOL D'USTENSILES DE CUISINE.

Jugement du 18 fructidor an III (4 septembre 1795).

Accusés: **Gaule** (Dominique), 11 ans, à Nancy;

Gaule (Jacques), 35 ans, son père, marbrier à Nancy;

Husson (Marie), 34 ans, femme Gaule, sa mère;
[Tous trois André];

Hutin (Thomas), 32 ans, revendeur à Nancy. [Chippel];

Leclerc (Marie), 45 ans, marchande de meubles à Nancy. [Grappain].

Acquittement.

288. — CONCUSSION.

Jugement du 19 fructidor an III (5 septembre 1795).

Accusé: **Cayon** (Claude), libraire et relieur à Nancy.

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 12, s. 5, t. I, C. p.).

Cayon est contumace. Il avait abusé de ses pouvoirs de fonctionnaire et avait soustrait des deniers publics. Voir le n° 307, jugement qui confirme celui-ci, et le n° 328 où Cayon, qui a été retrouvé, est acquitté.

289. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 19 fructidor an III (5 septembre 1795).

Accusé: **Marquin** (Nicolas).

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Marquin avait volé des instruments aratoires, il était contumace, mais « s'est présenté après le jugement ».



Nota. — Les procédures nos 234, 248, 265, 273, 275 ont été utilisées par M. Albert TROUX dans: *La vie politique dans le département de la Meurthe*, t. II, *passim*.

Le Citoyen Hyon Juri, chef des
jurés se levant, a dit: Sur mon honneur
et ma conscience, la Déclaration du juré
est:

Il s'est dit par Constant.

Cette Déclaration a été reçue par le
Greffier, signée à l'instant de lui, du
chef des jurés et du Président.

Ensuite le Président a prononcé
que l'accusée étoit acquittée de
l'accusation et a ordonné qu'elle fût
mise sur les champs en liberté.

Fait à Nancy le dit jour à huit
heures au Palais de la République française
une et indivisible environ une heure
après midi à l'audience publique du
Tribunal où étoient présents les Citoyens Claude
Ambroise Regnier Président, Louis Marchal,
Joseph Petitjean et Jacob-Joseph Colin qui
ont signé avec le Greffier la présente
procès verbal et Jugement.

Colin

Regnier

Marchal

Petitjean

ANNÉE JUDICIAIRE DE L'AN IV (1795-1796)

QUATRIÈME REGISTRE

*Affaires n^{os} 290 à 351^{er}
du 15 vendémiaire an IV (7 octobre 1795)
au 18 fructidor an IV (4 septembre 1796)*

290. — VOL EN FOIRE.

Jugement du 15 vendémiaire an IV (7 octobre 1795).

Accusée: **Deschamps** (Anne-Marie), 68 ans, de Bénestroff.
[Gérardy].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

L'accusée avait volé des mouchoirs de coton à fond rouge, rayés bleu et blanc, chez M. Coppin, « marchand étalé » sous les halles de Dieuze. Un jugement du 18 fructidor an III remettait l'affaire: deux des principaux témoins, qui étaient absents, y sont condamnés à 100 livres d'amende chacun, à la demande de l'accusateur public.

291. — VOL D'UN CHEVAL.

Jugement du 15 vendémiaire an IV (7 octobre 1795).

Accusé: **Chéry** (Dominique), 23 ans, voiturier à Metz. [Grap-pain].

Acquittement.

292. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 vendémiaire an IV (8 octobre 1795).

Accusés: **Dodet** (Baptiste), 27 ans, marchand à Lunéville.
[André].

Marchal (Joseph), 21 ans, fileur de laine à Lunéville.
[Grappain].

Condamnation: **16 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu. Il s'agissait du vol de quatre chevaux et de leur harnachement, commis dans une ferme de Bertrichamps, avec de nombreuses circonstances aggravantes.

293. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 16 vendémiaire an IV (8 octobre 1795).

Accusé: **Bouvier** (François), 26 ans, journalier, rue des Enfants Trouvés, à Nancy. [André].

Acquittement.

Bouvier était prévenu d'avoir voulu vendre à Houdemont un habit et une chemise de volontaire national. Il fut déclaré de bonne foi. Par contre, au cours du procès, des soupçons s'élevèrent sur la femme Goriot (Françoise), femme Jannin (Jean), fruitière à Nancy, qui avait chargé Bouvier de cette vente. Elle fut arrêtée sur le champ à la requête de l'accusateur public.

294. — VOL.

Jugement du 17 vendémiaire an IV (9 octobre 1795).

Accusé: **Royer** (Nicolas), 33 ans, conducteur de chevaux et de bestiaux à Mazon-sur-Meuse. [André].

Acquittement.

Royer fut déclaré non coupable d'un vol d'effets (sac à peau, chemise, papiers, etc...) commis sur un grand chemin entre Colombey et Autreville.

295. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 18 vendémiaire an IV (10 octobre 1795).

Accusé: **Pottier** (François), 35 ans, garçon de secours à Dom-martin-lès-Toul. [André].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Pottier avait volé un « enrayoir », faubourg de la Moselle, à Toul. Un jugement du T.C.M. en chambre du conseil du 8 fructidor an III annulait la procédure faite au canton et au district. Le jugement définitif a correctionnalisé le crime car l'objet du vol n'était pas exposé à la foi publique.

296. — VOL DANS UN HOTEL

Jugement du 18 vendémiaire an IV (10 octobre 1795).

Accusé: **Prévot** (Louis), 20 ans, imprimeur d'indienne à Chagny. [Gérardy].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 13-15, s. 2, t. II, C. p.).

Prévot avait volé dans une auberge de Nancy, faubourg de la Constitution, les objets suivants: 32 pièces d'or de 24 livres, 28 écus de 6 livres, 2 montres en or, une bourse en soie, un portefeuille contenant 200 livres en assignats, un passeport et autres papiers, un sabre. Le volé, Pierre Gay, marchand roulant à Nancy, intenta une action civile en 20.000 livres de dommages-intérêts par l'intermédiaire de Philibert, avocat. Le T.C.M. reçut sa demande et la réduisit à 8.000 livres; Prévot fut en outre condamné à restituer les objets volés.

297. — CONCUSSION - VIOLENCES.

Jugement du 19 vendémiaire an IV (11 octobre 1795).

Accusé: **Bringolle** (Sébastien), 62 ans, serrurier et fonctionnaire municipal à Saint-Nicolas. [Chippel].

Condamnation: **3 mois de prison, 200 livres d'amende** (art. 13, 14, t. II, C. p. cor.).

On opposait à Bringolle trois chefs d'accusation: 1° d'avoir effectué des arrestations sans en avoir le droit; 2° d'avoir commis des irrégularités dans la perception des contributions; 3° d'avoir dressé une liste de proscription. Le jury ayant répondu non à toutes les questions, l'accusé aurait dû normalement être acquitté; mais l'accusateur public dépose une requête tendant à faire condamner Bringolle à 1 an de prison et à 500 livres d'amende, car « si le jury a répondu non, il n'en reste pas moins dans l'acte d'accusation des délits qui n'ont pas à être soumis au jury » (coups et violences simples envers certains citoyens). Chippel avait demandé vainement le rejet de cette requête qui frise quelque peu l'illégalité.

298. — ÉMIGRATION.

Jugement du 21 vendémiaire an IV (13 octobre 1795).

Accusés: **Michel** (Louis), rentier à Nancy;

Lamarche (Marie), abbesse de Vergaville;

Thiébaud (Christophe), de Nancy.

Le dossier est perdu. A la demande de l'accusateur public, le T.C.M. déclare qu'il n'y a pas lieu à accusation, faute de preuve, et relaxe les accusés, sauf Thiébaud qui le sera par jugement du 24 vendémiaire an IV, son cas n'étant pas encore éclairci.

299. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 15 nivôse, an IV (5 janvier 1796).

Accusé: **Bricot** (Jean), 52 ans, cultivateur à Lunéville. [Chippel].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.),
Pourvoi en Cassation rejeté.

Bricot avait volé des fagots dans la forêt de Mondon, pendant la nuit.

300. — VOL.

Jugement du 15 nivôse en IV (5 janvier 1796).

Accusé: **Maquin** (Nicolas), 47 ans, vigneron et jardinier à Toul, faubourg de la Moselle. [Oliver père].

Acquittement.

D'après une note du greffier révolutionnaire, ce serait la même affaire que celle relatée sous le n° 289 (Marquin Nicolas). L'accusé

alors contumace s'étant présenté, est jugé une seconde fois et est acquitté faute de preuves. Il est cependant condamné à une *décade de prison* pour avoir été contumace. Maquin répondra plus tard d'un autre fait de vol (voir n° 311).

301. — VOL.

Jugement du 16 pluviôse an IV (5 février 1796).

Accusé: **Colin** (Laurent), 55 ans, manœuvre à Ménil-les-Lunéville. [André].

Acquittement.

Colin aurait volé à la ferme de Léomont deux petits bichets de blé et six livres de pain.

302. — VOL.

Jugement du 17 pluviôse an IV (6 février 1796).

Accusé: **Alexandre** (Raphaël), 42 ans, colporteur à Lunéville. [Chippel].

Acquittement.

Après deux remises de l'affaire, le 17 vendémiaire an IV à la session suivante pour vérifier certaines déclarations de témoins et le 16 nivôse an IV, en l'absence de deux témoins, qui furent condamnés, Alexandre fut déclaré non convaincu d'un vol considérable de meubles commis dans la maison de Jean-Nicolas Beau-regard de Varangéville.

303. — ASSASSINATS - VOLS.

Jugement du 19 pluviôse an IV (8 février 1796).

Accusés: **Jacques** (Gaspard), 50 ans, cordonnier;

Poirot (François), 32 ans, cultivateur;

Carreau (François), 45 ans, tisserand

et quatre autres: **Jacques** (Anne), **Poirot** (Charles),

Férié (Catherine), **Etienne** (Barbe), tous de Prény-les-Pont-à-Mousson. [André].

Condamnation: **mort** pour Gaspard Jacques, François Poirot et François Carreau (art. 11, 14, s. 1, t. II, C. p.).

Acquittement pour les autres.

Cette bande, après avoir fracturé une fenêtre, pénétra chez Mathieu Gérard, de Prény. Ce malheureux fut égorgé dans son lit ainsi que sa femme Marie-Anne Renaudin. Les malfaiteurs pillèrent ensuite toute la maison.

A remarquer que l'audience était présidée par intérim par le juge Laroche, André ne pouvant siéger comme président « car il a été accusateur public lors d'une première instruction ».

304. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 ventôse an IV (5 mars 1796).

Accusé: **Lévy Mayer**, 27 ans, marchand à Nancy.

Condamnation: **14 ans de fer** (art. 6, 7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Lévy avait volé avec effraction des marchandises chez le citoyen Froment, de Saint-Nicolas.

305. — ACTES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 15 ventôse an IV (5 mars 1796).

Accusé: **Gossin** (Charles-Nicolas), ex-prêtre de Ville-Hédelmont (Moselle).

Acquittement.

Ce prêtre aurait rétracté son serment; or les faits ne sont nullement prouvés, c'est au contraire un bon patriote: il a été vicaire épiscopal de l'évêque constitutionnel de la Moselle, il a lutté contre l'invasion en raffermissant le cœur des habitants des paroisses frontières, il a eu un certificat de civisme. La demande reconventionnelle qu'il a intentée contre ses accusateurs, François Mathey et sa sœur Anne-Marie, est reçue par le Tribunal.

306. — ACTES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 3 germinal an IV (23 mars 1796).

Accusé: **Vivien** (Jean-Baptiste), 29 ans, capitaine dans la garde nationale de Metz. [Goutt].

Acquittement.

Vivien est bien l'auteur d'une feuille intitulée « Journal sans titre et sans abonnés », dont il a publié dix numéros en supplément à la Feuille de Metz. Mais ces écrits « ne tentent point à armer les citoyens les uns contre les autres, à les armer contre les autorités légitimes, à provoquer un meurtre et ne contiennent pas l'avisement de la représentation nationale »; c'est ce qui motive l'acquittement du prévenu.

307. — CONCUSSION.

Jugement du (?) germinal an IV (mars 1796).

Accusé: **Cayon** (Claude), libraire et relieur à Nancy.

Jugement perdu, ainsi que les pièces de la procédure, confirmant la peine de 12 ans de fers infligée à Cayon par jugement du 19 fructidor an III (5 septembre 1795); (voir nos 288 et 328).

308. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 germinal an IV (4 avril 1796).

Accusé: **Licot** (Jean), 21 ans, domestique à Lunéville. [André].

Condamnation : **12 ans de fers** (art. 6, 7, s. 2, t. II, C. p.).

Licot avait volé des effets mobiliers la nuit, avec effraction, dans la maison de Mayer Lazard à Lunéville (voir n° 235 bis).

309. — ACTES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 16 germinal an IV (5 avril 1796).

Accusé : **Hergallant** (Joseph), 18 ans, garçon confiseur à Metz.

Acquittement.

L'accusé est convaincu d'avoir porté plusieurs coups de sabre sur l'arbre de la Liberté de Corny, coups qui ont laissé sur cet arbre de fortes incisions, « mais il ne l'a pas fait dans l'intention d'insulter au signe de la Liberté ».

310. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 germinal an IV (6 avril 1796).

Accusés : **Normand** (Valentin), et **Gondolff** (Pierre), d'Engwiller.

Ce jugement casse le mandat d'arrêt lancé contre ces individus prévenus du vol d'une vache et d'une génisse par le juge de paix de Phalsbourg. Ce juge étant incompétent territorialement (art. 70 et 327 C. brum. IV) les prévenus sont gardés en prison et renvoyés devant le juge de paix de Marmoutier. Le dossier est perdu.

311. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 germinal an IV (5 avril 1796).

Accusé : **Maquin** (Nicolas), 48 ans jardinier à Toul. [André].

Condamnation : **12 ans de fers** (art. 6, 7, s. 2, t. II, C. p.).

Maquin avait volé divers effets avec effraction dans la maison de Dominique Maquin, à Toul. Il avait été acquitté précédemment pour un autre fait de vol (voir n° 300).

312. — VOL.

Jugement du 18 germinal an IV. (7 avril 1796).

Accusé : **Mansuy** (Sébastien), 39 ans, vigneron à Villey-sur-Moselle. [André].

Condamnation : **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Mansuy avait volé une chemise et un sac dans une maison habitée. Le jury a répondu « non » aux circonstances aggravantes d'escalade et de nuit, en conséquence le crime est correctionnalisé. On applique ici pour la première fois devant le T.C.M. l'article 434 du Code de Brumaire an IV, ainsi conçu : « Si le fait dont l'accusé est déclaré convaincu se trouve être du ressort soit des tribunaux de police, soit des tribunaux correctionnels, le Tribunal criminel n'en prononcera pas moins définitivement et en dernier ressort les peines qui auraient pu être prononcées par ces tribunaux ».

313. — MEURTRE.

Jugement du 19 germinal an IV (8 avril 1796).

Accusé: **Vion** (Honoré), 42 ans, peigneur de chanvre et vigneron à Bainville-sur-Madon. [André].

Condamnation: **20 ans de fers** (art. 8, s. I., t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Vion avait porté des coups ayant entraîné la mort sur la personne de François Michaud de Bainville-sur-Madon.

314. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 20 germinal an IV (9 avril 1796).

Accusés: **Ferry** (Jean), 51 ans et **Ferry** (Joseph), 19 ans, son fils, marchands de chevaux à Aroffe (Vosges). [André].

Condamnation: **1 an de prison et 1.000 livres d'amende** (art. 13, 14, t. II, C. p. cor.).

Revenant de la foire de Vézelize, les accusés ont attaqué, sur la route de Vézelize à Ognéville, Agnan Dutheil, de Thuilley-aux-Groseilles. Il y a eu effusion de sang, mais le T.C.M. a correctionnalisé le crime comme s'il n'y avait pas eu effusion de sang. De plus, les accusés n'ont pu être convaincus d'avoir volé à leur victime une boucle d'argent qu'il portait sur sa chemise.

315. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 20 germinal an IV (9 avril 1796).

Accusé: **Brignin** (Antoine), 18 ans, vigneron à Houdemont. [André].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 6, 7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Il s'agissait d'un vol d'argent et d'assignats chez François Tous-saint, cultivateur à Houdemont.

316. — DISTRIBUTION DE FAUSSE-MONNAIE.

Jugement du 3 floréal, an IV (22 avril 1796).

Accusés: **Thomas** (Claude), 29 ans, tonnelier à Neuville et Jeanne **Kehl**, sa femme. [André].

Kuhn (François), 35 ans, cordonnier à Obernay et Françoise **Kapffer**, sa femme. [Gérardy].

Condamnation: **15 ans de fers** pour les hommes (art 1, s. 6, t. I, C. p.).

Acquittement pour les femmes.

Les accusés auraient essayé d'échanger contre des gros sous, entre Saverne et Phalsbourg, des pièces de 15 et 30 sols « fabriquées fausses ». Ils furent arrêtés au cabaret de « La Rose » à Phalsbourg.

317. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 floréal, an IV (4 mai 1796).

Accusé: **Furtelhauss** (Jean), 37 ans, journalier à Strasbourg. [Gérardy].

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 6, 7, s. 2, t. II, C. p.).

L'accusé avait volé une très grande quantité de marchandises dans une boutique à Strasbourg.

318. — VOL PAR DEUX PERSONNES NON ARMÉES.

Jugement du 16 floréal, an IV (5 mai 1796).

Accusés: **Collé** (Blaise), 31 ans, manoeuvre au Clerjus (Xertigny);

Bulet (François), 36 ans, tisserand au Clerjus, écart de l'Etang du Pergis. [André].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 16, s. 2, t. II, C. p.).

Les accusés avaient volé cinq sacs de grains (seigle, sarrazin, avoine) au moulin de la Framouse appartenant à J.-B. Golbain. Condamnés par jugement du T.C. Vosges le 15 fructidor an III à 8 ans de fers, ils portèrent l'affaire en Cassation. Le Tribunal suprême cassa ce jugement pour vice de forme (erreurs dans les questions posées au jury) le 29 vendémiaire an IV et renvoya l'affaire au T.C.M. Dans l'intervalle les deux accusés s'étaient évadés de la prison de Mirecourt, ils furent repris quelques mois plus tard. Le T.C.M. leur a appliqué la même peine que le T.C. Vosges, mais en invoquant l'art. 16 (vol par deux personnes non armées) au lieu de l'art. 15 (vol dans une boutique ou un lieu public).

319. — ASSASSINAT.

Jugement du 17 floréal, an IV (6 mai 1796).

Accusé: **Schreder** (Joseph), 26 ans, invalide des chasseurs des Vosges, né à Commercy, demeurant au Pont-de-Toul, à Champigneulles. [André].

Acquittement.

Malgré l'audition de 42 témoins lors de l'audience, on n'a pu prouver que l'inculpé était l'auteur de l'assassinat commis sur la personne de Augustin Lapoussière, dans la forêt de Haye.

320. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 15 prairial an IV (3 juin 1796).

Accusé: **Boppe** (Jean-Claude), 70 ans, marchand-boucher, à Vic. [André].

Acquittement.

Les gardes forestiers avaient remarqué que des fagots étaient volés la nuit dans la forêt nationale de Château-Salins, au lieu dit Le Rond-Chêne. Ils surprirent un jour un groupe de citoyens de Vic, mais n'y reconnurent que Boppe. Il fut déclaré non coupable.

320 bis. — VOLS.

Jugement du 14 prairial, an IV (2 juin 1796).

Accusé: **Prud'homme** (François), et ses fils, de Lunéville.

Jugement provisoire annulant les actes d'accusation et renvoyant la procédure au directeur du jury de Lunéville; les circonstances de complicité étant mal établies.

Le dossier est perdu. Cette affaire sera jugée en thermidor (voir n° 351).

321. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 prairial, an IV (4 juin 1796).

Accusé: **Maxant** (Nicolas), 30 ans, garçon laboureur à Xerménil. [Gérardy].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 13, 14, s. 2, t. II, C. p.).

Maxant quitta ses parents avec qui il était mal et vagabonda. J. Peulot, de Bainville-aux-Miroirs, le reçut comme garçon de labour. Il le vola « dans un moment de chagrin et de faiblesse » et vendit son butin à des personnes inconnues rencontrées à la verrerie de Portieux.

322. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 prairial, an IV (4 juin 1796).

Accusé: **Bigel** (Charles), 28 ans, cordonnier à Chambrey. [Chippel].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Une nuit, Bigel vola un baril d'huile déposé sur une voiture dans une rue de Château-Salins.

323. — VOL D'ÉTOFFES.

Jugement du 17 prairial, an IV (5 juin 1796).

Accusé: **Devanton** (Nicolas), 36 ans, tisserand, à Champenoux. [Grappain].

Acquittement.

324. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 18 prairial, an IV (6 juin 1796).

Accusé: **Delauret** (Nicolas), 30 ans, garçon de secours à Viterne. [Gœury].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Delauret vola des chaînes de chariot et de charrues, des outils, haches, marteaux, serpes, etc., à Jaillon et à Francheville.

325. — EMPOISONNEMENT.

Jugement du 19 prairial, an IV (7 juin 1796).

Accusé: **Denys** (François), dit **Villemot**, de Lunéville.

Condamnation: **mort** (art. 12, s. 1, t. II, C. p.).

Denys, qui est contumace, aurait empoisonné sa sœur utérine, blonde de 19 ans aux yeux gris bleu, mais au visage marqué de petite vérole. Le rapport médico-légal, dressé par trois officiers de santé de Lunéville, est très vague: on a trouvé dans les intestins de la morte « un liquide brun foncé, sanguinolent et muqueux », ainsi que dans le bassin; « les effets (de la mort) n'existent que là, et il n'y a que l'introduction d'un délétère quelconque qui ait pu produire des ravages aussi funestes ». Des preuves aussi faibles sont complétées par la fuite de Denys, ayant volé un fusil à deux coups, cette arme est retrouvée dans les bois, sur la route de Blâmont, les deux chiens abattus et attachés à un système de ficelles pour faire croire à un suicide.

326. — ASSASSINAT.

Jugement du 19 prairial, an IV (7 juin 1796).

Accusé: **Jacquot** (François-Christophe), marchand roulant à Essey-les-Nancy.

Condamnation: **mort** et impression du jugement à 300 exemplaires pour être affiché dans tout le département (art. 11, 13, s. 1, t. II, C. p.).

Jacquot est contumace; détenu pour un délit à la prison de Saint-Mihiel, il tua Jean-Nicolas d'Hôtel, gardien de cette prison. Il s'évada en frimaire an IV de la prison de Lunéville où il avait été transféré.

327. — MEURTRE.

Jugement du 19 prairial an IV (7 juin 1796).

Accusé: **Bouche** (Joseph), garçon de secours à Haroué, chez le citoyen Mouton.

Condamnation: **20 ans de fers** (art. 8, s. 1, t. II, C. p.).

Bouche est contumace. Il tua, en vendémiaire an IV, Joseph Merlin dans le bois de la Voivre, près d'Haroué.

328. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 20 prairial an IV (8 juin 1796).

Accusé: **Cayon** (Claude), ex-régisseur de la Maison de Secours de Nancy, libraire et relieur à Nancy.

Acquittement, mais néanmoins **une décade de prison** pour avoir été contumace (art. 479, C. brum. IV).

Le dossier de cette importante affaire est perdu. Deux jugements furent déjà rendus par le T.C.M. alors que Cayon était contumace (voir n^{os} 288 et 307). Cayon fut dénoncé au Comité de Surveillance de Nancy par un nommé Joseph Lecomte, négociant à Nancy. Voici quelques-uns des nombreux griefs qui lui étaient reprochés :

« ... Etant régisseur de la maison de Secours de Nancy et membre du Comité Révolutionnaire, a été un dilapidateur des deniers de la République; en entrant au dépôt, il a reçu 10.000 livres de la taxe révolutionnaire par ordre de Lacoste et de Beaudot, il n'a pas voulu que cette somme fut portée en recette, disant qu'il n'avait pas de compte à rendre...

« ... Il se faisait donner du vin des caves d'émigrés pour son dépôt, le payant sur le prix du maximum qui était de 20 livres et le revendant jusque 60 livres à des particuliers...

« ... Il faisait porter sur les quittances qu'on lui donnait une somme plus forte que celle qu'il déboursait pour le compte de la République...

« ... En menaçant les citoyens de son quartier il se glorifiait d'être l'ami intime de Saint-Just et de Lebas... »

Ce n'est pas tout, Cayon est accusé d'avoir vendu la viande du dépôt à des particuliers, la refusant à des malades, d'avoir permis aux hommes logés à la Maison de Secours de passer leurs nuits dans la salle des femmes, d'avoir libéré sans ordre des détenus, etc., etc... Si certains de ces griefs furent reconnus fondés on ne put apporter aucune preuve touchant la culpabilité de Cayon. Le T.C.M. l'acquitta, néanmoins en vertu de l'article 479 C. brum. IV, il fut condamné à une décade de prison pour contumace « pour avoir douté de la justice et de la loyauté de ses concitoyens ».

329. — COMPLICITÉ D'ÉMIGRATION.

Jugement du 21 prairial an IV (9 juin 1796).

Accusée: **Le Duchat** (Marthe), de Metz.

Acquittement.

Il n'a pas été prouvé que l'accusée ait correspondu de Metz en Suisse avec les émigrés et leur ait envoyé de l'argent.

330. — ÉMIGRATION.

Jugement du 22 prairial an IV (10 juin 1796).

Accusé: **Collet** (Michel-Martin), 48 ans, cultivateur et commerçant en bois aux Trois-Maisons à Nancy.

Acquittement.

En avril 1791, Collet se mit au service d'un commerçant du Palatinat; il est notoire qu'il est parti à l'étranger, non pas pour émigrer mais pour gagner sa vie et pour fuir ses créanciers, « c'est un père de famille qui languit depuis deux ans dans les prisons et qui n'est pas de la classe des hommes qui combattent la Révolution ». C'est pourquoi il est mis en liberté tout en restant sous la surveillance de la municipalité de Nancy.

331. — ÉMIGRATION.

Jugement du 22 prairial an IV (10 juin 1796).

Accusé: **Mathey** (Jean-Baptiste-François), de Sarrebourg.

Acquittement.

En septembre 1792, Mathey a été prendre des eaux thermales à Baden-Baden, il y resta trois semaines (l'accusé apporte des certificats médicaux à l'appui). Depuis, des jaloux le firent inscrire sur la liste des émigrés. Détenu, il parvient après maintes pétitions à se faire mettre en liberté sous la surveillance de la municipalité de Nancy.

332. — ÉMIGRATION.

Jugement du 19 prairial an IV (7 juin 1796).

Accusé: **de Busselot** (Jean-François-Louis), officier français, Chevalier de l'Ordre de Malte.

Acquittement.

Le jugement de cette affaire est perdu et le dossier ne contient que trois pièces émanant du Ministère de la Guerre. De Busselot avait voulu suivre le Prince de Condé; il fut fait prisonnier (prisonnier d'Etat et non de guerre), par le roi de Prusse. Dans une adresse au T.C.M., il demande sa liberté qui lui est accordée, sous surveillance.

333. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 15 messidor an IV (3 juillet 1796).

Accusés: **Arnould** (Nicolas), 26 ans; **Charron** (Catherine), 20 ans; **Moncel** (Magdelaine), 23 ans, tous trois fileurs de laine à Pont-à-Mousson. [Grappain].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Il s'agit du vol et du recel de bois et de planches de sapin, trouvés sur un fumier à Pont-à-Mousson.

334. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 messidor an IV (4 juillet 1796).

Accusées: **Nantille** (Marie-Anne), femme **Terrard**, 45 ans, marchande à Lunéville; **Terrard** (Françoise), 23 ans, sa fille. [André].

Condamnation: **14 ans de réclusion dans une maison de force** (art. 6, 7, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour la fille.

Il s'agit de complicité de vol d'effets commis à Einville-aux-Jards, la nuit et avec effraction. Une action civile est intentée par Grappain, au nom du volé, Martin Robert; la demande en restitution est accordée, la demande en 20.000 livres de dommages-intérêts est

rejetée, car l'accusée n'est pas auteur principal mais recéleuse. Le véritable voleur est Dominique Terrard, actuellement contumace, qui sera repris et condamné plus tard à 14 ans de fers (voir n° 362).

335. — VOL DANS UN CLOS ATTENANT A UNE MAISON.

Jugement du 17 messidor an IV (5 juillet 1796).

Accusé: **Sonrier** (Nicolas), 34 ans, vigneron à Moyen (Azerailles).

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 25, s. 2, t. II, C. p.).

Sonrier vola une pièce de toile qui séchait dans un jardin à Essey-sous-la-Côte.

336. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 18 messidor an IV (6 juillet 1796).

Accusées: **Valloni** (Marie-Catherine-Charlotte), 21 ans, née à Turin, artiste dramatique au théâtre de Troyes;

Royer (Marie-Anne), 30 ans, femme de Baudot, sous-lieutenant au 4^e régiment de cavalerie de l'Armée de Sambre-et-Meuse, sans profession, à Paris.

Condamnation: **4 ans de réclusion** pour Charlotte Valloni (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour Marie-Anne Royer.

Pourvoi en Cassation rejeté.

Ces femmes auraient volé deux pièces de toile peinte dans la boutique du citoyen Croisier, marchand à Lunéville.

337. — VOL DE LINGE.

Jugement du 19 messidor an IV (7 juillet 1796).

Accusée: **Ferrand** (Marie), femme de Jean Henrion, tailleur d'habits à Villers-la-Montagne. [Jacqueminot].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Un jugement du T.C. Moselle du 23 thermidor an III avait condamné Marie Ferrand à 10 ans de réclusion. Sur pourvoi, le Tribunal de Cassation cassa ce jugement et renvoya l'affaire au T.C.M. (8 vendémiaire an IV). Ce dernier correctionnalisa le crime, car le vol n'a pas été commis avec escalade.

338. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 messidor an IV (5 juillet 1796).

Accusé: le nommé **Royer** (?), couvreur à Bouxières-au-Mont.

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu et l'accusé est contumace. Il s'agit d'un vol de 30 pieds de chanlattes en fer-blanc et d'un corps-pendant chez le citoyen Lattier à Frouard,

339. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 19 messidor an IV (7 juillet 1796).

Accusé: **Contal** (Joseph), palefrenier aux haras de Rosières-aux-Salines.

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Contal qui est contumace, avait volé du cuivre et des autres métaux à Nicolas Pottier, vigneron à Rosières-aux-Salines.

340. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 20 messidor an IV (8 juillet 1796).

Accusé: **Mangeot** (Henri), 33 ans, vigneron à Blénod-les-Toul. [André].

Condamnation: **6 mois de prison et 25 livres d'amende** (art. 14, t. II, C. p. cor.).

François Villemain coupait du bois dans la forêt de Blénod, il fut attaqué par Mangeot, terrassé et frappé de coups de poings et de coups de serpe sur la tête, les bras et les épaules, il eut quatre doigts coupés. Malgré cela, le T.C.M. estima qu'il n'y avait pas eu intention de tuer et correctionnalisa le crime.

341. — VOL - VIOLENCES.

Jugement du 20 messidor an IV (8 juillet 1796).

Accusés: **Proux** (Jean), **Gouy** (Aimé), **Mancourt** (Armand), **Breton** (Louis) et **Launay** (Louis), tous hussards au 4^e régiment en dépôt à Saint-Mihiel.

Renvoyés devant le conseil militaire du département de la Meuse (art. 1^{er}, L. 2^e jour complémentaire).

Le dossier est perdu. Cette dernière disposition législative disait que les délits commis par des militaires devaient être jugés par une commission militaire.

341 bis. — ÉMIGRATION.

Jugement du 20 messidor an IV (8 juillet 1796).

Accusé: **Destouche** (Antoine), 34 ans, mercier, libraire et marchand d'objets pieux à Charmois. [Gœury].

Acquittement.

Destouche avait été en Suisse faire un pèlerinage à N.-D. des Hermites. On le crut émigré. Il fut remis en liberté grâce à un certificat de civisme que lui a délivré la municipalité de Charmois, de plus on a fait remarquer au Tribunal qu'il n'est sur aucune liste et que sa profession n'est pas dangereuse.

342. — RÉBELLION - VOIES DE FAIT.

Jugement du 2 thermidor an IV (20 juillet 1796).

Accusés : **Clément** (Jean-François), 21 ans cultivateur ;
Peltre (Marie-Anne), 52 ans, femme de François Marc, cordonnier ;
Chaplot (Marguerite), 50 ans, femme de Jean-Nicolas Marc, cultivateur ;
Marc (Marie-Claude), 21 ans, sa fille ;
Marc (Marie-Louise), 30 ans, sa fille ;
tous de Bourdonnay. [Chippel].

Acquittement.

Ces inculpés ne furent pas convaincus du fait de « Résistance à l'exécution d'un ordre du commissaire du Directoire exécutif près l'Administration du Canton de Bourdonnay ». On se serait opposé à ce que la garde nationale se saisisse de Schoeffert, prêtre réfugié chez Jean-Nicolas Marc.

343. — FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES.

Jugement du 3 thermidor an IV (21 juillet 1796).

Accusé : **Aubin** (Jacques), 30 ans, percepteur des contributions à Kerprich, Guebestroff et Guenestroff. [André].

Acquittement.

Les rôles des contributions de l'an IV pour Guebestroff avaient été falsifiés par des surcharges. L'accusé n'en est pas l'auteur et il ignore par qui ces surcharges ont été faites.

344. — CONCUSSION.

Jugement du 4 thermidor an IV (22 juillet 1796).

Accusé : **Perrin** (Jean-Henry), 36 ans, journalier et agent municipal de Bicqueley. [Chippel].

Acquittement.

Malgré l'audition de 58 témoins, on ne put prouver que Perrin était auteur de concussion dans la perception des contributions publiques de Bicqueley (réquisitions de 10 quintaux d'orge pour le marché de Toul en omettant — moyennant argent — certains citoyens et taxation arbitraire dans la perception de l'impôt foncier sur les terrains et les bois).

345. — ÉMIGRATION.

Jugement du 14 thermidor an IV (1^{er} août 1796).

Accusée : **Legendre** (Marie-Anne), 31 ans, ex-sœur d'école à Nancy. [Jacqueminot].

Acquittement.

L'accusée fut remise en liberté car elle ne figure pas sur les listes d'émigration, elle a fourni trois attestations disant qu'elle est restée à Nancy. De plus, elle est faible d'esprit et incapable de nuire.

346. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 thermidor an IV (2 août 1796).

Accusés: **Genessiot** (Nicolas), 26 ans, marchand de chevaux à Metz. [Chippel].

Henry (François), 27 ans, marchand de chevaux à Armaucourt. [André].

Condamnation: **18 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les accusés volèrent des chevaux chez Lallement, laboureur à Lay-Saint-Christophe. Ils se virent appliquer cinq circonstances aggravantes: être deux, nuit, effraction, maison habitée et port d'arme. Conduits au bagne de Rochefort, Henry s'évadera, reviendra en Lorraine commettre de nouveaux vols et sera à nouveau condamné par le T.C.M. (voir n° 424).

347. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 15 fructidor an IV (1^{er} septembre 1796).

Accusé: **Kiktre** (Vintz), 37 ans, né en Turquie, déserteur autrichien, tailleur d'habits à Domèvre. [Goutt].

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

L'accusé vola une brique de savon dans une boutique à Epinal (1).

348. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 16 fructidor an IV (2 septembre 1796).

Accusé: **César** (François), 30 ans, pâtre à Ménillot (Toul). [André].

Condamnation: **un an de prison** (art. 646. C. brum. IV).

César avait blessé Marie-Anne Chapeleur, femme Dubois, de Choloy, lui occasionnant une incapacité de plus de 40 jours. Il avait été provoqué par injures et menacé d'une serpe et d'un bâton. Le Tribunal a admis l'excuse et a appliqué l'article 646 C. brum. IV: « Lorsque le jury a déclaré que le fait de l'excuse proposé par l'accusé est prouvé... le Tribunal réduit la peine établie par la loi à une punition correctionnelle qui en aucun cas ne peut excéder deux ans ».

349. — DESTRUCTION D'UN ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

Jugement du 17 fructidor an IV (3 septembre 1796).

(1) Voir sur cette affaire un article de M. Albert TROUX dans la *Révolution dans les Vosges*, du 14 avril 1928 (p. 169).

Accusé: **Odin** (François), 30 ans, cabaretier à Lunéville. [Jaqueminois].

Acquittement.

Odin aurait détruit un billet le rendant débiteur de 2.000 livres en assignats envers la veuve Orvalt. Il a facilement prouvé qu'il avait remboursé le billet auparavant.

350. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 fructidor an IV (3 septembre 1796).

Accusée: **Henry** (Rose), femme **Delorme**, 17 ans, marchande quincaillière à Nancy. [André].

Condamnation: **14 ans de réclusion** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

L'accusée vola la nuit, dans une maison habitée, avec effraction et en groupe, une grande quantité de linge. Elle était complice de son mari, François Delorme, contumace, qui sera jugé plus tard et condamné à 14 ans de fers par défaut (voir n° 459).

351. — VOLS DANS UN CLOS ATTENANT A UNE MAISON.

Jugement du 18 thermidor an IV (4 septembre 1796).

Accusés: **Prud'homme** (François), 50 ans, laboureur à Gélacourt; son fils François, 20 ans, son jeune fils Pierre, 11 ans. [André].

Condamnation: **6 ans de fers** pour le père et le grand fils (art. 25, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour Pierre en raison de son âge (art. 2, t. V, 1^{re} partie, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Il s'agit de nombreux larcins commis par toute une bande de voleurs: vol de quatre ruches à Thorey, de bois, de volailles, de portefeuilles, d'effets, à Favières, etc... Sous le n° 320bis, on trouve un jugement de renvoi concernant cette affaire. Enfin sous le n° 464 se trouve le jugement d'un complice, Nicolas Martin, contumace.

351 bis. — VOL.

Jugement du 13 fructidor an IV (30 août 1796).

Accusé: **Lejeune** (Nicolas), marchand de sel au faubourg Saint-Pierre, à Nancy.

Renvoyé au Tribunal correctionnel de Vic (art. 228 à 232, C. brum. IV).

Le dossier est perdu. C'était un vol de pièces de procédure à Mazerule, délit correctionnel dont s'est dessaisi le T.C.M.

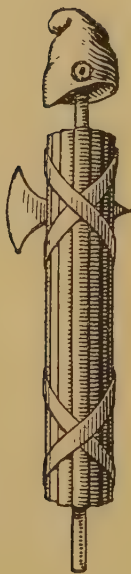
351 ter. — FAUSSE-MONNAIE.

Jugement du 13 fructidor an IV (30 août 1796).

Accusées : **Coanet** (Marguerite), et sa fille, de Nancy.

Renvoyées au Tribunal correctionnel de Nancy (art. 228 à 232, C. brum. IV).

Le dossier est perdu. Le faux consistait en pièces de 15 sols qui n'étaient que des jetons blanchis.



ANNÉE JUDICIAIRE DE L'AN V (1796-1797)

CINQUIÈME REGISTRE

*Affaires n^{os} 352 à 444**du 15 vendémiaire an V (6 octobre 1796)**au 3^e jour complémentaire an V (19 septembre 1797)***352. — VOL AVEC EFFRACTION.**

Jugement du 15 vendémiaire an V (6 octobre 1796).

Accusé: **Machot** (Jean-Joseph), marchand forain à Lahécourt (Meuse).Condamnation: **16 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu. Machot avait volé des effets mobiliers chez François Obry, cultivateur à Montral.

353. — ASSASSINAT - VOL.

Jugement du 16 vendémiaire an V (7 octobre 1796).

Accusé: **Capon** (Georges), 30 ans, conducteur de bœufs à l'Armée, à Pérouse (Haut-Rhin). [André].Condamnation: **mort** (art. 11-13, s. 1, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Capon avait tenté d'assassiner et de voler le colporteur Maurice Munsch sur la route entre Bergholtz et Isenheim, le T. C. Haut-Rhin le condamna à 18 ans de fers le 19 pluviôse an IV (8 février 1796). Sur pourvoi, le Tribunal de Cassation annula le jugement pour vice de forme et renvoya l'affaire au jury d'accusation d'Epinal. Capon exerça alors son droit d'option et demanda à être jugé par le T.C.M.: il fut condamné à mort. Un second pourvoi ayant été rejeté, Capon fut guillotiné place de Grève, le 15 pluviôse an V.

354. — INFANTICIDE.

Jugement du 17 vendémiaire an V (8 octobre 1796).

Accusée: **Nombro** (Catherine), femme Gœury, 22 ans, fille de secours à Lagarde (canton de Bourdonnay). [André].Condamnation: **mort** (art. 11, s. 1, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Cette femme, mariée depuis 5 mois, avait un « enfant femelle » âgé de 10 mois, elle le jeta dans la Seille près de Marsal. Elle nia toujours son crime, donnant sur la disparition de son enfant des versions différentes : enlèvement par des voituriers, mort occasionnée par la petite vérole, etc... Remarquons que c'est le seul cas d'infanticide aussi sévèrement réprimé par le T.C.M.

355. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 17 vendémiaire an V (8 octobre 1796).

Accusé : **Kimmenau** (Joseph), 30 ans, voiturier à la Hoube (canton de Walscheid). [Goutt].

Acquittement.

L'accusé aurait frappé François Houbert « bangard » de la commune de Haselbourg, qui porta plainte. Le fait ne fut pas jugé constant. Deux autres accusés, André et Nicolas Kimmenau, frères de celui-ci, étaient contumaces, ils ne furent jamais jugés.

356. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 18 vendémiaire an V (9 octobre 1796).

Accusé : **Vagner** (Martin), 30 ans, tisserand à Postroff. [Goutt].

Condamnation : **un an de prison et 100 livres d'amende** (art. 13-14, t. II, C. p. cor.) ; impression du jugement à 300 exemplaires en deux langues.

Vagner avait frappé Antoine Decoursy, garde forestier de Postroff. Le crime a été correctionnalisé car il n'y a eu ni préméditation ni intention de nuire, ni effusion de sang ; de plus le garde n'était pas dans l'exercice de ses fonctions.

357. — VOL EN FOIRE.

Jugement du 19 vendémiaire an V (10 octobre 1796).

Accusée : **Vannoise** (Odile), 16 ans, journalière à Landange. [André].

Acquittement.

Cette jeune fille ne fut pas convaincue d'avoir volé des marchandises à un marchand ambulant à la foire de Lorquin.

358. — VOL CHEZ L'HÔTE.

Jugement du 15 brumaire an V (5 novembre 1796).

Accusé : **Zing** (Joseph), 20 ans, prisonnier de guerre, drapier à Toul, né à Prérard, en Moravie. [Goutt].

Condamnation : **8 ans de fer** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

L'accusé avait volé un drap de lit à un vigneron de Toul, chez lequel il avait été admis comme hôte.

359. — ÉMIGRATION.

Jugement du 5 frimaire an V (25 novembre 1796).

Accusé: **Vigneron** (Henry-Joseph), 49 ans, prisonnier de guerre, originaire de Nancy.

Une note du greffier nous apprend que « **Le n° 359 contient le jugement préparatoire de Vigneron, lequel est joint à la procédure sous le n° 368.**

360. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 15 frimaire an V (5 décembre 1796).

Accusé: **Laurent** (Toussaint), 39 ans, manœuvre à Saizeray-Saint-Georges. [André].

Acquittement.

Il n'est pas constant que l'accusé ait frappé et outragé Charles Renaud, garde forestier dans l'exercice de ses fonctions dans le bois national des Trois-Fourchons.

361. — VOL D'UN SAC D'AVOINE.

Jugement du 15 frimaire an V (5 décembre 1796).

Accusé: **Etienne** (Jean-Louis), 44 ans, cultivateur à Fribourg (Dieuze). [André].

Acquittement.

362. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 frimaire an V (6 décembre 1796).

Accusé: **Terrard** (Dominique), marchand roulant à Lunéville.

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Ce jugement condamne l'auteur principal d'un vol dont les complices avaient été déjà condamnés auparavant (voir n° 334).

363. — ÉMIGRATION.

Jugement du 16 frimaire an V (6 décembre 1796).

Accusé: **Ory** (Philippe), 25 ans, né à la Petite-Pierre, en Alsace, résidant à Montmalle (département de Lourthe en Belgique).

Acquittement.

Ory s'était engagé au 24^e Régiment de Cavalerie, puis comme vivandier dans l'armée de Dumouriez. Il tomba malade en Belgique, puis revint en France avec l'intention d'établir une auberge dans son pays d'origine. Suspect d'émigration, il fait valoir qu'il n'a jamais voulu émigrer, qu'il n'est sur aucune liste; il apporte des pièces justificatives de l'Armée et de l'hôpital où il a été soigné.

364. — DÉSERPTION.

Jugement du 16 frimaire an V (6 décembre 1796).

Accusé: **Desmaisons** (Etienne), de Nancy.

Renvoyé à l'armée pour y être jugé.

Desmaisons fut amnistié comme chouant, il fut renvoyé par l'Administration centrale du Doubs à Nancy comme prévenu d'émigration. Le T.C.M. ne sachant pas si l'amnistie a été générale ou spéciale, préfère renvoyer le prévenu au 10^e Régiment de Cavalerie, il y sera jugé le 28 frimaire an V. Tout le dossier de cette affaire est perdu.

365. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 frimaire an V (6 décembre 1796).

Accusé: **Bony** (Joseph), 20 ans, domestique chez J.-M. Bouchat, cultivateur à la Cense des Charmois (Gondreville). [Chippel].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p.) et **déportation** (art. 1^{er}, t. II, 1^{re} Partie, C. p.).

Bony est contumace. C'est un repris de justice. Le 16 frimaire an II (6 décembre 1793) et le 19 messidor an II (7 juillet 1794) il fut condamné par le T.C.M. à 14 ans de fers (voir n° 114 et 199). Cette fois il a volé un « cheval-jument » à son maître. Il commettra plus tard un quatrième vol (voir n° 411).

366. — FAUX.

Jugement du 17 frimaire an V (7 décembre 1796).

Accusé: **Guillaume** (Jean-Pierre), 19 ans, écrivain à Toul. [Jacquesminot].

Acquittement.

Chargé de transcrire lui-même, en sa qualité d'écrivain, sur le registre d'écrou de la prison de Toul, un jugement du Tribunal correctionnel de cette ville le condamnant à 8 mois de prison, il remplaça le 8 par un 5. Il voulait ainsi sortir plus tôt pour travailler et gagner de l'argent, car il avait des dettes à rembourser.

367. — FAUX.

Jugement du 17 frimaire an V (7 décembre 1796).

Accusé: **Garnau** (François), 37 ans, instituteur à Allarmont ex-greffier de la commune de Parupt. [Chippel].

Acquittement.

Garnau aurait délivré une fausse expédition d'une prétendue délibération de la commune de Parupt. Mais sa bonne foi est évidente, il a agi sur l'ordre de l'officier municipal de la commune.

368. — ÉMIGRATION.

Jugement du 14 nivôse an V (3 janvier 1797).

Accusé: **Vigner**on (Henry-Joseph), 49 ans, prisonnier de guerre, originaire de Nancy, ex-capitaine au 2^e régiment de chasseurs à cheval. [Jacqueminot].

Condamnation: **reconstitué en état de bannissement** (art 1^{er}, s. 1, t. IV, L. 25 brumaire an III).

Le 5 frimaire an V, le T.C.M. renvoyait l'affaire aux tribunaux militaires. Le 1^{er} nivôse an V, la Commission militaire de Nancy rendait un jugement d'incompétence et renvoyait à son tour le procès au T.C.M. (voir n° 359). A la suite d'un mouvement d'insurrection dans son régiment en 1792, le capitaine Vigner on alla voyager à l'étranger. Il s'établit à Ausbourg et voulut se faire naturaliser. Quand les Français entrèrent dans la ville, il fut reconnu par ses anciens soldats et arrêté. Le T.C.M. l'a renvoyé d'où il venait.

369. — SUPPRESSION D'ÉTAT-CIVIL.

Jugement du 15 nivôse an V (4 janvier 1797).

Accusés: **Guyot** (Remy), salpêtrier en la maison des ci-devant Carmes déchaussées, au Haut-de-Rupt (ban de Pont-à-Mousson);

Nicolas (Marie-Philippe), du Haut-de-Rupt.

Condamnation: **12 ans de fers** pour Guyot (art. 32, s. 1, t. II, C. p.).

Acquittement pour Nicolas.

Pourvoi en Cassation rejeté (de Guyot).

Le dossier est perdu. Guyot avait voulu enlever l'enfant d'Agathe Pierron, mais il n'avait pas l'intention de le faire périr.

370. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 nivôse an V (5 janvier 1797).

Accusé: **Marchand** (François), 55 ans, tonnelier à Ceintrey. [Chippel].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Des brebis erraient dans le village de Ceintrey, Marchand les prit et, ivre, ne pensa pas à demander à qui elles appartenaient. Le T.C.M. a correctionnalisé le crime, l'objet du vol n'étant pas « confié à la foi publique ».

371. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 nivôse an V (5 janvier 1797).

Accusé: **Hobsteler** (Michel), 20 ans, manoeuvre à Gosselming. [Gérardy].

Condamnation : **4 ans détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

L'accusé avait volé des effets dans la charrette de Martil Guidil, berger de Postroff.

372. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 nivôse an V (6 janvier 1797).

Accusé : **Laptivit** (Nicolas), 28 ans, déserteur autrichien, né en Slavonie. [Radès].

Condamnation : **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Cet étranger avait volé des effets (draps, couvertures de lit, pistolets) dans une maison de campagne à Ecrouve, appartenant à Jacques Grégeois, de Toul. Signalons une curiosité de l'audience : Laptivit ne parle que le « slavon », on alla chercher comme interprète François Madonovitz, prisonnier de guerre à Nancy, ce dernier ne sachant pas le français, mais l'allemand, sa traduction fut à son tour traduite en français par Wilhem, interprète habituel d'allemand près le T.C.M.

373. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 19 nivôse an V (8 janvier 1797).

Accusé : **Guerolh** (Christophe), 45 ans, cultivateur à Lénig (canton d'Albestroff). [André].

Acquittement.

A la suite d'une dispute au cours de laquelle il avait été menacé, Guérolh porta plusieurs coups sur la tête de Jean Schonbrenner, de Lénig. L'accusé, qui était contumace, s'est volontairement constitué prisonnier.

374. — ASSASSINAT.

Jugement du 18 nivôse an V (7 janvier 1797).

Accusé : **Renard** (Jean), 30 ans, vigneron à Lucey. [Radès, puis Jacqueminot].

Maintenu en état d'arrestation.

La majeure partie du dossier est perdue. L'accusé avait assassiné à coups de sabre un autre habitant de Lucey. Ce jugement annule l'acte d'accusation, les faits n'y étant pas circonstanciés (art. 229 et 232, C. brum. IV) annule la procédure qui a suivi et renvoie l'affaire devant le directeur du jury de Nancy.

375. — ÉMIGRATION.

Jugement du 3 pluviose an V (22 janvier 1797).

Accusés : **Hauwy** (Louis), 60 ans, ministre du culte catholique, sans domicile fixe. [André].

Chailly (Pierre-Dominique), 50 ans prêtre insermenté, ci-devant, curé de Bioncourt. [Mengin].

Guérin (Jean-Balthazar), 41 ans, ci-devant frère laïtiercelin, à Nancy, né à Frolois. [André].

Acquittement.

Ce jugement fut rendu par le T.C.M. en la Chambre du Conseil, à la suite d'une pétition des intéressés détenus en la prison du Tribunal. Il est très intéressant au point de vue des conflits entre les lois criminelles de sévérité différente. En cette affaire les lois de 1792-1793 prévoyaient la peine de mort; une loi du 20 frimaire an III y substitua le bannissement à perpétuité. L'article 10, L. 3 brumaire an IV rétablit la peine de mort; enfin la loi du 14 frimaire an V abroge l'article 10 précité. Quelle peine alors appliquer? le bannissement de la loi de l'an III, non, car elle est abrogée implicitement par celle de l'an IV, abrogée à son tour par celle de l'an V; alors la peine de mort des lois de 1792-93, ce serait aller à l'encontre du vœu de la loi de l'an V. Le T.C.M., perplexe, prit la solution suivante :

« Dans cette position des choses, le Tribunal qui ne peut pas sur lui-même apprécier le besoin que l'Etat peut avoir de lois plus ou moins sévères et qui dans tous les temps ne doit être que l'application fidèle des lois existantes et formelles, se trouve obligé de rendre à la Société des hommes qui ont été longtemps suspects au gouvernement; mais jaloux de concilier ses obligations avec l'intérêt général, il a pensé ne devoir, quant à présent, prononcer définitivement sur le sort des pétitionnaires et ne les rendre à la liberté que provisoirement et en les laissant sous la surveillance immédiate des administrations municipales de leurs résidences ».

376. — VOL D'UN CHEVAL.

Jugement du 4 pluviôse an V (23 janvier 1797).

Accusé: **Thierry** (Michel), journalier à Vergaville; **Thierry** (Damien), son fils; **Diot** (François), carabinier à Bourgal-troff.

Annulation du mandat d'arrêt (art. 327, C. brum. IV) et renvoi devant le juge de paix de Dieuze pour recommencer la procédure.

Le dossier est perdu.

377. — ASSASSINAT.

Jugement du 15 pluviôse an V (3 février 1797).

Accusé: **Pierrot** (François), cultivateur à Banesholz (canton de Bourdonnay).

Acquittement.

Condamné à 20 ans de fers par contumace, le 17 janvier 1793 pour avoir tué le maréchal-ferrand de Maizières (voir n° 48), Pierrot se présenta devant les juges qui l'acquittèrent. Il fut cependant condamné à 10 jours de prison pour contumace.

378. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 pluviôse an V (4 février 1797).

Accusé: **Moriot** (Pierre), 47 ans, marchand de bois et voiturier, faubourg de Toul, à Nancy. [André].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Moriot vola « un tas de bois façonné en corde » dans la forêt de Haye, aux Cinq-Tranchées près de la route Martinvaux.

379. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 pluviôse an V (4 février 1797).

Accusé: **Pagnière** (François), 30 ans, garde forestier à Mouacourt (Lunéville). [Radès].

Acquittement.

Pagnière vola neuf pièces de bois de charpente marquées F.[rançois] P.[oirson], dans le bois de Mouacourt, sa bonne foi fut prouvée, il s'était trompé de lettres. Après son acquittement il fut néanmoins remis en état d'arrestation, ayant à répondre d'une autre inculpation (voir n° 398); Pagnière ne s'en tiendra d'ailleurs pas là et occupera encore deux audiences du T.C.M. (Voir n° 452 et 480).

380. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 17 nivôse an V (6 janvier 1797).

Accusé: **Dailly** (Claude), 19 ans, domestique chez Jean Philippe, cultivateur à Avrainville. [Gœury].

Condamnation: **6 mois de prison** (art. 646, C. brum. IV).

Dailly avait tenté de voler du blé à son maître, « ensachant le grain éparé sur le grenier », il est excusable parce que « poussé à cette action par la faiblesse de sa raison et l'effet de la séduction ».

381. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 18 pluviôse an V (6 février 1797).

Accusé: **Uriot** (Nicolas), 29 ans, tisserand à Crépey. [Gœury].

Acquittement.

Au cours d'une dispute d'argent, l'accusé fut provoqué et menacé par son beau-père, Gengoult Paris; il le frappa.

382. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 18 pluviôse an V (6 février 1797).

Accusée: **Loustic** (Thérèse), 25 ans, fille de secours chez Charles-François Biquilley, à Toul. [Dumont].

Condamnation : **8 ans de réclusion** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.) et (art. 9, t. I, 1^{re} partie, pour le sexe).

383. — VOL DE CHEVAUX.

Jugement du 6 ventôse an V (24 février 1797).

Accusés : **Dardet** (Louis), maréchal-ferrant de l'équipage des vivres de la République à Lorquin ; **Chenet** (Sébastien), cultivateur à Moncourt.

Annulation pour incompétence territoriale de l'ordonnance du directeur du jury de Sarrebourg ;

Annulation de la procédure et renvoi devant le président du Tribunal correctionnel de Lunéville (art. 224 à 232, C. Brum. IV).

Le dossier est perdu.

384. — AUTORISATION PROVISOIRE D'EXERCER SES FONCTIONS DONNÉE AU BOURREAU.

Jugement du 6 ventôse an V (24 février 1797), autorisant provisoirement Nicolas **Roch**, fils, à exercer les fonctions d'exécuteur des jugements criminels près le Tribunal de la Meurthe, en remplacement de son frère Laurent **Roch**, décédé, et le renvoyant devant le Ministre de la Justice. [Merlin], pour sa nomination définitive (le 3 germinal an V).

385. — FAUX.

Jugement du 13 ventôse an V (3 mars 1797).

Accusés : **Léonard** (Marie-Rose), femme **Mercier**, 24 ans, de Nancy ;

Raybois (Joseph), 25 ans, officier de santé à Nancy ;

Leclerc (Elisabeth), femme Liébault, 25 ans, à Nancy ;

Liébault (Nicolas), 35 ans, rentier à Nancy ;

Desmoulin (Nicolas), 28 ans, commissaire de police à Nancy ;

Pathon (Barbe), 26 ans, femme du précédent.

Condamnation : **8 ans de réclusion** (art. 41-44, s. 2, t. II, C. p.), pour la femme Léonard.

Acquittement pour tous les autres.

Cette affaire fut sans doute une des plus importantes, soumise au T.C.M., elle nécessita l'audition de 136 témoins, le dossier ne contient pas moins de 292 pièces. Juridiquement elle est banale. Il s'agissait de la confection de faux certificats de visite, revêtus de fausses signatures d'officiers de santé, délivrés moyennant argent à des soldats pour les faire mettre en congé de réforme. Le princi-

pal accusé, Dominique Mercier, mari de la femme Léonard, ne fut jamais retrouvé. Jugé plus tard par coutumace, il sera acquitté (voir n° 479).

386. — TRAFIC D'INFLUENCE.

Jugement du 14 ventôse an V (4 mars 1797).

Accusé **Voiry** (François), 32 ans, pêcheur, vigneron et garde-champêtre à Saint-Mard (Bayon). [André].

Acquittement.

L'accusé, non détenu, mais élargi sous caution après pétition au T. C. M., fut acquitté. Il n'est pas constant qu'il ait demandé 34 livres pour supprimer un procès-verbal.

387. — DÉLITS NON PRÉVUS PAR LES CODES.

Jugement du 15 ventôse an V (5 mars 1797).

Accusé: **Lombard** (Didier), 42 ans, pêcheur à Saint-Nicolas. [Jacqueminot].

Acquittement.

Lombard avait introduit à quatre reprises un sabre nu au travers de la porte de la boutique d'Henri Antoine en criant: « Sors donc, sacré nom de Dieu! ». Il avait également tiré des coups de fusil contre certaines personnes, mais avec des amorces en place de cartouches. Le T.C.M. n'a pas trouvé de loi punissant ces actes qui relèvent plus de la médecine mentale que de la justice criminelle.

388. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 16 ventôse an V (6 mars 1797).

Accusés: **Honourt** (Stéphan), 30 ans. [Aubertin];

Moldovan (Michel), 21 ans, cultivateur. [Radès];

Varga Ziga, 26 ans, cordonnier. [Radès];

tous trois prisonniers de guerre autrichiens en dépôt à Toul, nés aux Sept-Montagnes, en Valachie.

Condamnation: **4 ans de fers** pour Honourt (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour les autres.

Il s'agissait du vol d'un pain de sucre chez un épicier de Toul. Un jugement du 17 pluviôse an V remet l'affaire à un mois, vu l'absence de l'interprète valaque (Portiot, militaire au dépôt de Nancy).

389. — EMPOISONNEMENT.

Jugement du 16 ventôse an V (6 mars 1797).

Accusé: **Colson** (Dominique), 20 ans, jardinier et vigneron à Houdemont, en résidence à Nancy. [André].

Condamnation: **mort** (art. 12-15, s. 1, t. II, C. p.).

Colson est prévenu d'avoir voulu empoisonner avec de l'arsenic mêlé à leur potage, Marie-Thérèse Guyot, sa patronne, rue de la Loi, à Nancy, Marguerite Hans, sa fille de secours et Dominique Marchal, cordonnier. L'accusé est contumace. Il sera arrêté plus tard, rejugé et acquitté (voir n° 473).

390. — ASSASSINAT.

Jugement du 17 ventôse an V (7 mars 1797).

Accusés: **Gouy** (Dominique), hussard au 7^e régiment et autres habitants de Gosselming, Jean **Philinger**, Christophe **Haffeur**, Sébastien **Gouy**, Joseph **Holtz**, etc...

Annulation des mandats d'amener.

Renvoi devant le directeur du jury de Lunéville pour recommencer la procédure.

Le dossier est perdu. Ces gens sont accusés d'avoir assassiné Antoine Lenion et Jean Cara, gendarmes nationaux, au cours d'un attroupement à Gosselming.

391. — VIOLENCES ET OUTRAGES ENVERS DES GARDES NATIONAUX.

Jugement du 15 germinal an V (4 avril 1797).

Accusé: **Wittmann** (Michel), 20 ans, domestique de Henry Berg, à Mittersheim. [Goutt].

Acquittement.

Wittmann avait tenté d'arracher un prisonnier des mains des gardes nationaux. Le Tribunal a considéré l'acte comme non intentionnel, car « c'était plutôt un tour de jeunesse qu'un acte réfléchi ».

392. — VOL D'UN CHEVAL.

Sous ce numéro se trouve la signification faite au T.C.M. d'un jugement rendu par le T.C. Bas-Rhin (Strasbourg), le 17 messidor an II (5 juillet 1794), condamnant Laurent **Imbs**, de Kirchheim, à **4 ans de fers** et à la **déportation**.

393. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 germinal an V (5 avril 1797).

Accusés: **Piot** (Joseph), 12 ans; **Antoine** (Jean-Claude), 9 ans, de Lunéville. [Radès].

Acquittement, néanmoins placement de Piot dans une maison de correction jusqu'à l'âge de 15 ans (art. 1-2, t. V, 1^{re} partie, C. p.).

Piot, fils d'un livreur de bois, n'ayant rien à manger chez lui, avait quitté ses parents entraînant le jeune Antoine, fils d'un manoeuvre. Ils volèrent chez Nicolas Thomassin, vigneron à Flainval. Antoine fut remis à sa famille qui était fort honorable.

394. — MEURTRE.

Jugement du 17 germinal an V (6 avril 1797).

Accusé: **Littner** (Antoine), 38 ans, charron à Bettborn (Sarrebou-
bourg). [André].

Condamnation: **3 mois de prison et 12 livres d'amende** (art. 2,
s. I, t. II, C. p. et 15, t. II, C. p. cor.).

Littner avait frappé d'un coup de hache à l'épaule Pierre Rissy,
qui en est mort trois jours plus tard. Le T.C.M. a considéré que le
coup avait été donné par imprudence et a commué le meurtre en
homicide involontaire.

395. — FAUX.

Jugement du 19 germinal an V (8 avril 1797).

Accusé: **Henry** (Jean-François), 38 ans, laboureur à Diarville.

Annulation de la procédure instruite par le directeur du jury
de Nancy (art. 526, 143, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Toul.

Le dossier est perdu. Il s'agissait de faux certificats de décharge
faits sur une lettre de voiture. Le jugement définitif de cette affaire
se trouve sous le n° 407.

396. — ASSASSINAT.

Jugement du 19 germinal an V (8 avril 1797).

Accusé: **Kalck** (Antoine), à Hassebourg.

Annulation de la procédure faite à Sarrebourg (art. 516-525,
140 à 142, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Le dossier est perdu. Kalck aurait tué une femme d'un coup de feu
dans un attroupement. Le jugement ordonne l'ouverture d'une infor-
mation sur les faits d'attroupement. Le jugement définitif (qualifi-
cation: Coups et Blessures) est sous le n° 426.

397. —

A cette place le commis-greffier Poirot a écrit sur le registre:

« Le numéro 397 a été oublié par erreur ». Aucune affaire
ne se trouve donc rapportée sous ce numéro.

398. — TRAFIC D'INFLUENCE.

Jugement du 19 floréal an V (8 mai 1797).

Accusé: **Pagnière** (François), 30 ans, garde des bois nationaux
à Mouacourt. [Radès].

Acquittement.

Voici la deuxième affaire Pagnière (la première est sous le n° 379). Cette fois ce garde-forestier aurait demandé de l'argent pour supprimer un procès-verbal, ce qui n'a pas été prouvé. Acquitté, il est cependant reconduit en prison, car il a à répondre d'un troisième crime (voir n° 452 et 480).

399. — ÉMIGRATION.

Jugement du 14 floréal an V (3 mai 1797).

Accusé: **Manvuisse** (Charles-Nicolas), 55 ans, ex-chanoine du ci-devant chapitre de Vic. [Gérardy].

Acquittement.

Ce prêtre s'était réfugié au début de la Révolution en Lorraine allemande. Il n'a eu aucune connaissance des lois sur l'émigration et sur le clergé. Son nom ne figure sur aucune liste. Il est acquitté et ses biens lui sont restitués.

400. — ÉMIGRATION.

Jugement du 14 floréal an V (3 mai 1797).

Accusé: **Bousson** (Jean-Baptiste), ex-chasseur à cheval au 12^e régiment, manœuvre à Mâcon.

Renvoyé en la maison de justice du département de Saône-et-Loire pour être pris à son égard tel parti qu'il appartiendra.

Le dossier est perdu.

401. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 6 germinal an V (26 mars 1797).

Accusé: **Bechtel** (Louis), 23 ans, né à Bischoffsheim (Bas-Rhin), garçon cordonnier chez François Michel, à Dieuze. [André].

Acquittement.

L'accusé frappa d'un coup de piquet qui l'a étendu à terre Dominique Dedun, garçon maréchal à Guénestroff, au cours d'une dispute où Bechtel avait été provoqué et menacé.

402. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 floréal an V (5 mai 1797).

Accusé: **Capitaine** (Jean-Baptiste), 45 ans, cordonnier à Sexey-les-bois. [André].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Capitaine vola avec effraction des effets mobiliers chez François Depardieu, charron à Aingeray.

403. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 floréal an V (6 mai 1797).

Accusés: **Hacqueberg** (Jacques), 20 ans, domestique à Metz.
[Radès];

Bardot (Claude), 42 ans, vigneron à Bar-sur-Ornain.
[Goutt].

Condamnation: **16 ans de fers chacun** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Les accusés volèrent, à Villers-sous-Prény, une jument sous poil noir avec selle et bride et un petit cheval entier sous poil noir. Ils furent en outre condamnés à la déportation, ayant déjà été maintes fois condamnés par d'autres tribunaux.

404. — MEURTRE.

Jugement du 18 germinal an V (7 avril 1797).

Accusé: **Christophe** (Louis), 43 ans, manoeuvre à Hartzhatt (canton de Dabo). [André].

Acquittement.

Après une remise à un mois pour supplément d'information (y a-t-il eu meurtre ou assassinat?) Christophe ne fut pas convaincu d'avoir tué Antoine Houber dans la forêt nationale de Walscheid.

405. — ÉMIGRATION.

Jugement du 20 floréal an V (9 mai 1797).

Accusé: **Wauham** (Nicolas), 27 ans, de Toul, en dernier lieu domestique à Dinkel (évêché de Munster).

Acquittement.

Wauham quitta la France en 1791 avec son maître, il alla en Belgique, en Allemagne, au Luxembourg. Il revient à Toul pour arranger des affaires de famille et voulait repartir à Bruges. Il n'est porté sur aucune liste. Le Tribunal l'acquitte: « attendu que les tribunaux ne sont pas juges du fait de l'émigration, mais seulement de l'infraction de bannissement qui est prononcée par les corps administratifs ».

406. — FAUX EN ACTES DE L'ETAT-CIVIL.

Jugement du 20 floréal an V (9 mai 1797).

Accusé: **Moussieux** (Nicolas), 22 ans, dragon au 4^e régiment, à Vandières. [André].

Acquittement.

Moussieux avait fait un faux extrait de son acte de naissance pour frauder les lois sur le service militaire.

407. — FAUX.

Jugement du 12 prairial an V (31 mai 1797).

Accusé: **Henry** (Jean-François), 38 ans, laboureur à Diarville [André].

Acquittement.

L'accusé aurait chargé 24 quintaux de blé pour le compte de la République dans les magasins des vivres, à Mirecourt, il se les serait appropriés et aurait présenté une fausse quittance de déchargement (voir n° 395).

408. — VOL EN FOIRE.

Jugement du 15 prairial an V (3 juin 1797).

Accusé: **Meyer** (Pierre), 56 ans, maçon à Bérendorff. [Gérardy]

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Meyer vola un mouchoir et de menus objets (couteaux, briquets), à la foire de Fénétrange.

409. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 15 prairial an V (3 juin 1797).

Accusée: **Aubry** (Magdelaine), veuve **Berthelot**, 57 ans, couturière à Nancy. [Gœury].

Condamnation: **4 ans de réclusion** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Cette femme vola une couverture de coton et une veste de toile à rayes rouges dans un magasin de Lunéville.

410. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 prairial an V (4 juin 1797).

Accusé: **Robert** (François), 38 ans, infirmier à l'Hôpital militaire de la République à Lunéville. [André].

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Robert avait commis plusieurs vols d'effets mobiliers chez Jean Conte, distillateur à Flainval.

411. — VOL AVEC ESCALADE.

Jugement du 16 prairial an V (4 juin 1797).

Accusé: **Bony** (Joseph), 20 ans, sans profession ni domicile.

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 11-12, s. 2, t. II, C. p.), et **déportation** (art. 1^{er}, t. II, 1^{re} partie, sur la récidive).

Voici la quatrième récidive de Bony. Il vola cette fois des chevaux. (Voir les nos 114, 119 et 365).

412. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 17 prairial an V (5 juin 1797).

Accusé: **Laferte** (François), 37 ans, conducteur en chef d'artillerie à la Compagnie Cerf-Beer, attaché à la 4^e division de l'armée du Bas-Rhin, à Chambrey, résidant à Verneuil (Seine-Inférieure). [André].

Acquittement.

Après une remise à un mois, vu l'absence du principal témoin, on ne put prouver que l'accusé avait vendu deux chevaux et une jument de l'équipage mis sous son inspection.

413. — VOL.

Jugement du 17 prairial an V (5 juin 1797).

Accusé: **Gilliard** (Antoine), 27 ans, charretier d'artillerie à l'Armée, à Epinal. [Gœury].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Gilliard vola un sac d'effets de bonneterie sur une voiture stationnée quai des Bons-Enfants à Epinal. Le Tribunal correctionnalisait le crime, car ces effets n'étaient pas exposés à la « foi publique ».

414. — VOL AVEC ESCALADE.

Jugement du 18 prairial an V (6 juin 1797).

Accusés: **Cave** (Jean), 19 ans, manœuvre; **Pierson** (Anne), 25 ans, journalière, tous deux de Lunéville. [Radès].

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 11-12, s. 2, t. II, C. p.); de **réclusion** pour la femme.

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les accusés avaient volé des outils de jardinage dans un jardin de Lunéville.

415. — VOL DANS UN JARDIN.

Jugement du 18 prairial an V (6 juin 1797).

Accusée: **Bertin** (Anne), veuve **Balthazar**, 58 ans, fileuse à Vézelize. [Dumont].

Condamnation: **6 mois de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

L'accusée vola une pièce de toile qui séchait dans un jardin. Le Tribunal a correctionnalisé car le jardin n'était ni clos ni attenant à une maison.

416. — VOL AVEC FAUSSES CLÉS.

Jugement du 19 prairial an V (7 juin 1797).

Accusés: **Lespeandel** (Dominique), 31 ans, vigneron et batteleur;

Voirand (Jean), 35 ans, boulanger.

Tous deux de Maizières, près de Bainville. [Chippel].

Condamnation : **14 ans de fers** (art. 9-10, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté .

Il s'agit d'un vol de 14 à 15 mesures de vin vieux chez la citoyenne Cazette, de Maizières et d'une somme de 228 livres chez la citoyenne Girardeau. Voirand étant contumace, on le jugea plus tard (voir n° 457).

416 bis. — ASSASSINAT.

Jugement du 27 prairial an V (15 juin 1797).

Accusé : **Boussanguet** (François), bourrellier à Villey-sur-Moselle.

Annulation pour vice de forme de la procédure faite à Toul (art. 140-141-328, C. brum. IV) ;

Renvoi au directeur du jury de Nancy.

L'accusé avait tué son épouse, Reine Masson, il est contumace. (Voir le jugement définitif sous le n° 474).

417. — FAUSSE MONNAIE.

Jugement du 11 messidor an V (29 juin 1797).

Accusé : **Lacour** (Joseph), 50 ans, teinturier à Lunéville.

Condamnation : **15 ans de fers** (art. 1^{er}, s. 6, t. I, C. p.).

Pourvoi en Cassation (?).

Le dossier aurait, paraît-il, été envoyé au Tribunal de Cassation ; nous ne savons pas ce qu'il est devenu.

418. — VOL ENVERS LA NATION.

Jugement du 15 messidor an V (3 juillet 1797).

Accusé : **Chailloux** (Antoine), 23 ans, chef de dépôt des transports militaires à Versailles. [Bouillian].

Acquittement.

Chailloux aurait vendu un cheval du dépôt des transports militaires de Damvillers, dont il était le chef. Le 15 pluviose an V, le T.C. Meuse le condamna à 12 ans de fers. Son pourvoi en Cassation fut reçu et le Tribunal suprême renvoya l'affaire au T.C.M. qui l'acquitta, jugeant les charges insuffisantes.

419. — VOL DE BOIS.

Jugement du 15 messidor an V (3 juillet 1797).

Accusé : **Ory** (Pierre), 37 ans, vigneron et assesseur du juge de paix de Frouard. [Aubertin].

Acquittement.

420. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 16 messidor an V (4 juillet 1797).

Accusé: **Fenard** (Jean-Baptiste), 38 ans, tailleur d'habits à Toul. [Demetz].

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Il s'agit du vol de peaux de mouton, de gants à Toul, chez Olivier, chamoiseur. Le lendemain du jugement, Fenard se déclara innocent et accusa un nommé Morel, de Toul, d'être le véritable auteur du vol. Aucune suite ne fut donnée à cette accusation tardive.

421. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 messidor an V (4 juillet 1797).

Accusé: **Joseph**, 19 ans, enfant naturel dont les parents ne sont pas connus, garçon laboureur à Bathelémont-les-Bauzeumont (Vic). [Fondreton].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 646, C. Brum. IV).

Une nuit, Joseph vola à son maître un cheval hongre sous poil rouge. Le Tribunal a déclaré qu'il était « excusable en ce qu'ayant été abandonné dès l'enfance, et n'ayant reçu nulle forte éducation, sa raison ne paraît pas assez formée pour distinguer le bien du mal de l'action qu'il a commise ».

422. — VOL.

Jugement du 17 messidor an V (5 juillet 1797).

Accusé: **Mengin** (Claude-Thomas), 18 ans, journalier à Lunéville. [Goutt].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Mengin avait volé une pièce de toile à un cultivateur de Moncel.

423 — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 18 messidor an V (6 juillet 1797).

Accusée: **Valtis** (Catherine), 23 ans, couturière, 86, faubourg Saint-Germain, à Paris. [Gœury].

Condamnation: **16 ans de réclusion** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Cette femme vola 5 chemises d'homme, 9 chemises de femme, 2 serviettes, 3 paires de bas, une jupe et une nappe dans le grenier d'un tailleur de Lunéville.

424. — VOL.

Jugement du 18 messidor an V (6 juillet 1797).

Accusé: **Henry** (François), 22 ans, marchand de chevaux à Renoncourt.

Condamnation : **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Henry avait volé du bétail à des cultivateurs de Chavigny. Le Tribunal a correctionnalisé le crime, la question de vol par deux auteurs posée au jury ayant été résolue négativement. Henry fera ses deux ans de prison après les 18 ans de fers auxquels il avait été condamné le 15 thermidor an IV pour vol (voir n° 346). Il sera reconduit au bagne de Rochefort dont il s'était échappé.

425. — VIOLENCES ENVERS UN GARDE FORESTIER.

Jugement du 17 messidor an V (5 juillet 1797).

Accusé : **Vaultrin** (Claude), 50 ans, manoeuvre à Bainville-sur-Madon. [Aubertin].

Acquittement.

Vaultrin coupait des perches au « Moulin-Bois », près de Méréville, un garde-forestier lui ayant fait des observations, il l'insulta. Le T.C.M. l'acquitta et annula la procédure faite contre lui car il avait déjà répondu de ces faits devant le Tribunal correctionnel de Pont-Saint-Vincent. On ne peut, en effet, être jugé deux fois pour le même délit.

426. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 25 messidor an V (13 juillet 1797).

Accusé : **Kalck** (Antoine), 30 ans, journalier à Schaefferhoff. [Goutt].

Condamnation : **4 ans de détention** (art. 21-25, s. 1, t. II, C. p.).

Kalck avait tiré un coup de fusil dans la jambe d'une femme, sans intention de la tuer, blessure occasionnant plus de 40 jours d'incapacité. Ceci se passa au cours d'une rixe survenue entre plusieurs habitants de Schaefferhoff au sujet d'un terrain litigieux.

427. — VIOLENCES ENVERS UN FONCTIONNAIRE.

Jugement du 12 thermidor an V (30 juillet 1797).

Accusé : **Charvet** (Jean-Carles), 50 ans, rentier à Lunéville. [André].

Acquittement.

Charvet avait rudoyé le percepteur des contributions Géraudot, de Gerbéviller, agissant dans l'exercice de ses fonctions accompagné de gendarmes nationaux. Il fut acquitté, le percepteur ne s'étant pas présenté en entrant chez lui pour toucher le montant des contributions.

428. — MEURTRE.

Jugement du 15 thermidor an V (2 août 1797).

Accusés: **Micard** (Nicolas), 37 ans; **Voinier** (Didier), 36 ans; tous deux pêcheurs à Saint-Nicolas.

Condamnation: **20 ans de fers** pour Micard (art. 8, s. I, t. II, C. p.).

Acquittement pour Voinier.

Micard tua d'un coup de pelle sur la tête Charles Humbert, de Saint-Nicolas. La veuve intenta une action civile en dommages-intérêts (conseil: Gœury), elle obtint 10.000 livres. Le dossier aurait été envoyé au Tribunal de Cassation, nous n'avons aucune indication sur ce pourvoi probable.

429. — ASSASSINAT.

Jugement du 16 thermidor an V (3 août 1797).

Accusé: **Bournique** (Jean-Baptiste), 35 ans, manoeuvre à Biberkirch (Sarrebours). [André].

Condamnation: **mort** (art. 11-13, s. I, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Ce bandit tua à coups de hache sur la tête la nuit, dans sa maison, Georges Lehmann, cordonnier à Biberkirch. Il fut exécuté le 14 vendémiaire an VI.

430. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 thermidor an V (3 août 1797).

Accusé: **Keller** (Joseph), 22 ans, garçon de culture à Maizières. [André].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Keller avait volé deux montres en or à son patron, Claude Chaton, à Donsevin.

431. — TRAFIC D'INFLUENCE.

Jugement du 18 thermidor an V (5 août 1797).

Accusés: **Simonet** (Jean-Baptiste), 64 ans, brigadier de gendarmerie; **Lallement** (Nicolas), 47 ans, gendarme national, tous deux de Dieuze. [André].

Acquittement.

Il n'a pas été prouvé que ces gendarmes aient demandé 12 livres à une femme qui avait laissé divaguer des chevaux dans les bois nationaux pour ne pas lui dresser procès-verbal.

432. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 18 thermidor an V (5 août 1797).

Accusée: **Lechmann** (Marie-Anne), 34 ans, femme de Laurent **Baltzer**, fileuse à Kieberg (Dabo). [André].

Condamnation: **1 ans de prison et 25 livres d'amende** (art. 13-14, t. II, C. p. cor.).

Cette femme avait cassé à coups de bâton un bras à Anne-Marie Meyer, sa belle-sœur. Le Tribunal a correctionnalisé le crime car la victime a eu moins de 40 jours d'incapacité.

433. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 thermidor an V (4 août 1797).

Accusé: **Cacatte** (Jean), vigneron à Norroy.

Annulation de la procédure faite à Nancy (art. 224 à 232, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Toul.

Le dossier est perdu. Cacatte avait volé des échalats et du fumier dans une vigne voisine.

434. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 thermidor an V (4 août 1797).

Accusé: **Richet** (Pierre), marchand-roulant à Saint-Marcel (Vienne).

Annulation de la procédure faite à Lunéville (art. 224 à 232 C. brum. IV).

Renvoi devant le Tribunal correctionnel de Nancy.

Le dossier est perdu. Richet avait volé un cheval aux verreries de Baccarat.

435. — ÉMIGRATION.

Jugement du 21 thermidor an V (8 août 1797).

Accusé: **Noël** (Nicolas), ex-curé de Fresnes-en-Saulnoix.

Renvoyé devant le département pour faire droit sur ses réclamations.

Le dossier est perdu. (Voir le jugement définitif sous le n° 443).

436. — RÉSISTANCE A UN HUISSIER.

Jugement du 12 fructidor an V (29 août 1797).

Accusé: **Reimel** (François), 40 ans, chasseur à Rottenbuhl (Dabo). [André].

Acquittement.

Reimel « n'a pas agi méchamment, ni à dessein de nuire » en résistant à Baumeier, huissier du Tribunal civil du département à Schaefferhoff qui voulait exécuter des jugements rendus contre le prévenu.

437. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 fructidor an V (1^{er} septembre 1797).

Accusés: **Crosse** (Louis), dit Legros, 41 ans, ouvrier en laine à Nancy;

Phulpin (Vincent), 64 ans, praticien à Nancy. [André].

Condamnation: **8 ans de fers** pour Crosse (art. 13, s. 2, t. II, Code pénal).

Acquittement pour Phulpin.

Pourvoi en Cassation (de Crosse) rejeté.

Crosse vola de l'étoffe et de menus objets à la manufacture Saint-Thiébaud à Nancy, où il travaille.

438. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 fructidor an V (2 septembre 1797).

Accusés: **Varlet** (Nicolas), 26 ans, sans profession;

Pottier (Joseph), 30 ans, colporteur;

Isaac (Louis), 45 ans, marchand de chevaux;

Paillard (Catherine), 31 ans, couturière;

Artz (Marie-Elisabeth), 37 ans, tailleur;

tous de Lunéville.

Condamnation: **16 ans de fers** pour Varlet et Pottier; **16 ans de réclusion** pour la femme Artz (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour Isaac et Paillard.

Pourvoi en Cassation rejeté.

Voici une grosse affaire dont le jugement couvre plus de vingt feuillets. Les accusés volèrent une quantité considérable de marchandises chez le citoyen Larcher, marchand à Lunéville. Ce dernier se portant partie civile (conseil: Radès) obtint 6.000 livres de dommages-intérêts. Un des principaux accusés, Capitaine, sera condamné plus tard (voir n° 476).

439. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 17 fructidor an V (3 septembre 1797).

Accusé: **Thomas** (Jean-Baptiste), 46 ans, manœuvre à la ferme de Rhony, près de Bionville. [Aubertin].

Condamnation: **1 an de prison et 50 livres d'amende** (art. 13-14, t. II, C. p. cor.).

Thomas blessa grièvement d'un coup de fusil Pierre Absalon de Bionville. Mais il n'avait pas l'intention de tuer et la victime a eu moins de 40 jours d'incapacité. Elle obtient cependant 3.000 livres de dommages-intérêts.

440. — ASSASSINAT.

Jugement du 18 fructidor an V (4 septembre 1797).

Accusé: **Gérard** (Nicolas), 68 ans, vigneron à Lunéville.

Condamnation: **mort** (art. 11-13, s. I, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu. Gérard avait tenté de tuer, avec préméditation, Jean-Martin Mengin, juge de paix à Lunéville; ce dernier n'a été que légèrement blessé, « le couteau lui ayant effleuré la peau du ventre ».

441. — ÉMIGRATION.

Jugement du 20 fructidor an V (6 septembre 1797).

Accusée: **Grosjean** (Barbe), 29 ans, repasseuse, femme de J.-B.

Géolier, cultivateur à Lunéville. [Gœury].

Acquittement.

L'accusée s'est rendue à Mayence et à Spire pour les besoins de son service. C'est une bonne patriote qui n'est inscrite sur aucune liste d'émigrés.

442. — ÉMIGRATION.

Jugement du 3^e jour complémentaire an V (19 septembre 1797).

Accusé: **Roger** (Pierre), 24 ans, sans profession à Toul, né à Vicherey (Vosges). [André].

Condamnation: **déportation** (art. 19, L. 19 fructidor an V).

L'accusé quitta Toul en 1792, il servait dans les dragons de Monsieur, puis il déserta. Cette nouvelle loi stipule que les émigrés qui seront détenus en France seront déportés (1).

443. — ÉMIGRATION.

Jugement du 3^e jour complémentaire an V (19 septembre 1797).

Accusé: **Noël** (Nicolas), 47 ans, ex-curé de Fresnes-en-Saulnois, actuellement chez sa sœur à Armaucourt.

Condamnation: **déportation** (art. 19, L. 19 fructidor, an V).

Ce prêtre insermenté avait quitté la France sans passeport, puis était rentré (voir n° 435).

444. — ÉMIGRATION.

Jugement du 3^e jour complémentaire an V (19 septembre 1797).

Accusé: **Charron** (Nicolas), 41 ans, ci-devant domestique de l'ex-comte de Chamizot, à Nancy. [Gœury].

Condamnation: **déportation** (art. 19, L. 19 fructidor an V).

Ce domestique avait suivi ses maîtres à l'étranger en 1792, puis était revenu en France.

(1) Voir sur cette affaire: Albert TROUX, *La Révolution Lorraine*, 1^{re} série, pages 93 à 104.

ANNÉE JUDICIAIRE DE L'AN VI (1797-1798)

SIXIÈME REGISTRE

Affaires n^{os} 445 à 567
du 3 brumaire an VI (24 octobre 1797)
au 18 fructidor an VI (4 septembre 1798)

445. — IMPRESSION ET DISTRIBUTION D'UN ÉCRIT SÉDITIEUX.

Jugement du 3 brumaire an VI (24 octobre 1797).

Accusés : **Malasser** (Charles), 23 ans, surnuméraire dans la Régie Nationale ;

Marly (Barthélemy), 28 ans, négociant ;

Collignon (Christophe-Gabriel), 34 ans, imprimeur ;

Rousselot (Nicolas-Etienne), 32 ans, marchand ;
tous de Metz. [André].

Acquittement.

Cet imprimeur et ses complices auraient distribué dans la garde nationale de Metz un écrit séditieux intitulé : « Le Réveil de la Garde Nationale », extrait du n° 365 de la « Gazette Universelle ». Cet article rédigé contre les excès de la Révolution commençait par ces mots : « aux armes, citoyens ! ». Les accusés ont été reconnus de bonne foi.

446. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 brumaire an VI (5 novembre 1797).

Accusée : **Marchal** (Anne-Marie), 18 ans, née à Bruyères (Vosges), domestique d'auberge à Nancy chez le citoyen Renauld. [André].

Condamnation : **10 ans de réclusion** (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p.).

Cette fille vola du linge de femme dans l'auberge où elle travaillait, à Nancy. Ce linge appartenait à la femme de l'aubergiste ; l'accusée dira pour sa défense que son patron l'avait dénoncée, après lui avoir donné ces effets, parce qu'elle ne voulait pas se laisser entretenir par lui.

447. — VOL AVEC EFFRACTION (RECEL)

Jugement du 16 brumaire an VI (6 novembre 1797).

Accusée: **Saint-Remy** (Barbe), 40 ans, cuisinière, veuve de Joseph Colin, charpentier à Metz. [André].

Condamnation: **16 ans de réclusion** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

L'accusée aurait volé des comestibles à Jacquin, cantinier du fort de Metz. Le T. C. Moselle la condamna pour recel le 16 floréal an V à 16 ans de fers. Sur pourvoi, le jugement fut cassé (la question d'effraction n'ayant pas été posée dans l'inculpation principale). Sur renvoi, le T.C.M. appliqua la même peine. Un nouveau pourvoi fut rejeté.

448. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 brumaire an VI (7 novembre 1797).

Accusés: **Boivin** (Jean-Baptiste), 29 ans, né à Versailles, marchand mercier à Strasbourg;

Duval (Louis), 30 ans, peintre à Paris;

Renard (Victoire), 26 ans, couturière à Paris. [Gœury et André].

Condamnation: **16 ans de fers** pour les hommes; **4 ans de réclusion** pour la femme (art. 6-7, et 15, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Il s'agit d'un vol important d'argenterie chez un orfèvre de Nancy. A la suite de ce jugement se trouve un jugement du 19 fructidor an V annulant l'acte d'accusation dressé à Nancy et renvoyant la procédure à Toul (art. 224 à 232 C. brum. IV). Deux autres inculpés ont dû bénéficier d'un non-lieu.

449. — DÉSERTION.

Jugement du 21 brumaire an VI (11 novembre 1797).

Accusé: **Ruschmeyer** (Charles), 32 ans, tisserand à Henrydorff, soldat au 2^e Régiment de Hussards. [Gérardy].

Acquittement.

Le dossier est perdu. Après une remise, ce jugement annule la procédure faite par le juge de paix de Vézelize, remet en liberté Ruschmeyer à charge pour lui de se présenter devant le commissaire du directoire exécutif de l'Administration centrale du département de la Meurthe pour recevoir une nouvelle affectation. (Ce soldat aurait déserté à l'aide d'un faux passeport).

450. — RÉTRACTATION DE SERMENT.

Jugement du 26 brumaire an VI (16 novembre 1797).

Accusé: **Sautre** (Jean-François), ex-prêtre desservant de la paroisse de Magny.

Acquittement.

Le dossier est perdu. Ce jugement remet le prêtre en liberté, annule la procédure faite contre lui et le renvoie à l'Administration centrale de la Moselle pour être statué sur son cas par voie administrative.

451. — PROPOS INCIVILIS.

Jugement du 6 frimaire an VI (26 novembre 1797).

Accusé: **Weiskopff** (Michel), 40 ans, brasseur à Sarrebourg. [André].

Acquittement.

L'accusé aurait tenu chez lui, après boire et devant quelques amis, des propos tendant à l'anéantissement de la Constitution de l'an III, de la représentation nationale et du Directoire exécutif; mais c'est un bon patriote.

452. — TRAFIC D'INFLUENCE.

Jugement du 6 frimaire an VI (26 novembre 1797).

Accusé: **Pagnière** (François), 30 ans, garde forestier à Mouacourt.

Annulation de l'acte d'accusation (art. 224 à 232 C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Le dossier est perdu. Le jugement définitif est sous le n° 487. Pagnière avait déjà répondu de divers crimes devant le T.C.M. (voir nos 379 et 398).

453. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 frimaire an VI (5 décembre 1797).

Accusé: **Arluison** (André), 24 ans, marchand de savon à Saint-Mard-en-Othe (Aube). [Gœury].

Condamnation: 16 ans de fers (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Arluison avait volé quatre chevaux appartenant à un entrepreneur de transports militaires de Nancy, chez un aubergiste de Château-Salins. Il s'évada, avec son complice François Paquet, 18 ans, marchand-mercier à Commeny (Allier), de la prison de Vic, le 16 brumaire an V. Arluison fut arrêté à Saint-Mard. Il avait déjà été condamné par le T.C. Meuse pour faux, en l'an V, à 8 ans de fers. Paquet fut lui aussi repris et condamné à 8 ans de fers par le T.C. Meuse.

454. — VOL DE LINGE.

Jugement du 15 frimaire an VI (5 décembre 1797).

Accusé : **Faillard** (Louis-Etienne), 28 ans, dit **Daniel Reick**, né à Paris, serrurier, domicilié en Suisse. [Aubertin].

Acquittement.

455. — VOL D'EFFETS MOBILIERS.

Jugement du 16 frimaire an VI (6 décembre 1797).

Accusé : **Robert** (Charles), 18 ans, tailleur de pierres et maçon chez son père à Arches. [Fondreton].

Acquittement.

456. — VOL DE TOILE.

Jugement du 16 frimaire an VI (6 décembre 1797).

Accusés : **Blancard** (Nicolas), dit **Larose**, 28 ans, marchand à Metz. [Radès].

Crousse (Jean-François), 30 ans, manœuvre de maçons à Metz. [André].

Acquittement.

457. — VOL AVEC FAUSSES CLÉS.

Jugement du 17 frimaire an VI (7 décembre 1797).

Accusé : **Voirand** (Jean), 35 ans, boulanger à Maizières.

Condamnation : **14 ans de fers** (art. 9-10, s. 2, t. II, C. p.).

Il s'agit de vol de vin vieux et d'argent à Maizières. Ce jugement est celui du complice de Lespeandel (voir n° 416).

458. — VOL DANS UN LIEU PUBLIC

Jugement du 17 frimaire an VI (7 décembre 1797).

Accusée : **Barthelemy** (Anne), 40 ans, couturière à Metz [Contal].

Condamnation : **4 ans de réclusion** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Etant ivre (elle avait bu de l'eau-de-vie), cette femme vola après les vêpres, au temple de Bourgalstroff et de Guébling, un christ, un chandelier de cuivre, deux tapis d'autel, six pièces de surplis, deux corporaux, deux amicts de toile.

459. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 18 frimaire an VI (8 décembre 1797).

Accusé : **Delorme** (François), marchand quincaillier à Nancy.

Condamnation : **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Delorme est contumace. C'est le mari de Rose Henry, sa complice, condamnée à 14 ans de réclusion auparavant (voir n° 350).

460. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 18 frimaire an VI (8 décembre 1797).

Accusé: le nommé **Beurain**, ancien sergent à la 106^e demi-brigade, jardinier à Houdemont.

Acquittement.

Beurain, qui est contumace, ne fut pas convaincu d'avoir volé un panier de pommes et de poires à son patron.

461. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 18 frimaire an VI (8 décembre 1797).

Accusés: **Mehu** (Pierre), 41 ans, coquetier;

Marcelly (Béatrix), 23 ans, fille de secours, dite **Bastien** (Anne), se disant sa femme, de Lunéville. [André].

Condamnation : **16 ans de fers, de réclusion** pour la femme (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Ces gens avaient volé des effets mobiliers à Einville et à Hénaménil. Ils sont contumaces, repris le 11 messidor an VI, ils seront rejugés (voir n° 551).

462. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 18 frimaire an VI (8 décembre 1797).

Accusé: **Marchal** (Jean-Pierre), 24 ans, domestique de Jean-François Cajelot, cultivateur à Saint-Martin.

Condamnation : **10 ans de fers** (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p.).

L'accusé, contumace, avait volé une montre d'argent à son maître.

463. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 18 frimaire an IV (8 décembre 1797).

Accusés: **Hesse** (Jacob), 21 ans, journalier à Dolving;

Hesse (Jean), journalier à Mittelbronn.

Condamnation : **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Les accusés sont contumaces (évadés au cours du procès de la prison de Vic). Ils avaient volé des effets mobiliers à Hellacourt.

464. — VOL DANS UN TERRAIN CLOS ATTENANT A UNE MAISON.

Jugement du 18 frimaire an VI (8 décembre 1797).

Accusé: **Martin** (Nicolas), 30 ans, charbonnier à Favières. [Aubertin].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 25, s. 2, t. II, C. p.).

Martin est contumace. C'est le complice des Prud'homme, qui volèrent en particulier du miel et des ruches à Thorey (voir n° 351). Martin fut repris plus tard et acquitté (voir n° 503).

465. — FAUX.

Jugement du 5 nivôse an VI (25 décembre 1797).

Accusé: **Marin** (Charles-François), 34 ans, pensionnaire de la République, président de l'Administration municipale du canton de Ceintrey, à Belcourt, commune de Remoncourt. [Goutt et André].

Acquittement.

Marin ne fut pas convaincu d'être l'auteur d'un faux certificat d'indigence portant qu'il était l'homme le plus pauvre du canton.

466. — USAGE D'UN FAUX PASSEPORT.

Jugement du 5 nivôse an VI (25 décembre 1797).

Accusé: **Leclerc** (André), 38 ans, vivandier à la Grande-Arracourt. [Bouillan].

Annulation de l'acte d'accusation dressé à Metz (art. 224 à 232 C. brum. IV).

Renvoi devant le directeur du jury de Lunéville.

467. — DISTRIBUTION DE FAUSSE MONNAIE.

Jugement du 6 nivôse an VI (26 décembre 1797).

Accusés: **Stadel** (Grégoire) et **Sabot** (Louis), déserteurs autrichiens.

Annulation de l'acte d'accusation dressé à Vic (art. 526 C. brum. IV).

Renvoi devant le directeur du jury de Nancy.

Le dossier est perdu. Les accusés sont contumaces.

468. — FAUX EN ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL.

Jugement du 6 nivôse an VI (26 décembre 1797).

Accusé: **Boulet** (Pierre), 26 ans, soldat réquisitionnaire à Rosières-en-Haye.

Amnistié par la loi du 17 vendémiaire an VI; annulation de la procédure.

Le dossier est perdu. L'accusé est contumace; il s'était servi d'un faux extrait de naissance pour échapper à la réquisition. La L. 17 vendémiaire an VI stipule en son article premier: « L'amnistie est accordée pour tous les délits militaires commis antérieurement à la présente, autres que ceux de désertion à l'ennemi, de trahison, etc... ».

469. — VOL.

Jugement du 15 nivôse an VI (4 janvier 1798).

Accusé: **Aubry** (Mathieu), 26 ans, négociant à Metz. [André].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Aubry vola du linge sale dans le grenier de J.-B. Jadin à Metz. Le crime est correctionnalisé car le vol n'a pas été effectué avec escalade.

470. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 nivôse an VI (5 janvier 1798).

Accusé: **Simon** (Georges), 30 ans, voiturier à Mittelbronn. [André].

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Simon vola deux chevaux du 9^e Régiment de Cavalerie, dans l'écurie de Christophe Friant, aubergiste à Mittelbronn.

471. — VOL.

Jugement du 17 nivôse an VI (6 janvier 1798).

Accusé: **Laforge** (Joseph), 18 ans, cordonnier à Rosières-aux-Salines, actuellement soldat. [Gérardy].

Amnistié par la loi du 17 vendémiaire an VI.

Renvoyé devant la Commission du Directoire exécutif près l'administration centrale pour être renvoyé aux armées.

Il semble curieux de voir une loi d'amnistie militaire appliquée à un délit de droit commun (voir n° 468). Elle le fut à la demande du substitut du commissaire du pouvoir exécutif qui a fait remarquer que Laforge était militaire quand il a volé.

472. — VOL.

Jugement du 17 nivôse an VI (6 janvier 1798).

Accusée: **Rosette**, 51 ans, femme de Jacob Nathan, brocanteur à Nancy, impasse des Artisans. [Aubertin].

Acquittement.

Rosette aurait volé des chemises marquées de lettres hébraïques à Jeanne Lyon, juive à Nancy. Mais la plainte fut déclarée sans fondement, Rosette s'était permis d'entrer chez Jeanne Lyon pour l'entretenir d'une question de loyer. Devant cette accusation calomnieuse, l'accusée avait intenté une demande reconventionnelle qui fut rejetée par le Tribunal.

473. — EMPOISONNEMENT.

Jugement du 18 nivôse an VI (7 janvier 1798).

Accusé : **Colson** (Dominique), 20 ans, jardinier à Houdemont.

Acquittement.

Colson, contumace repris (voir n° 389), ne fut pas convaincu d'avoir voulu empoisonner sa maîtresse, M^{me} Guyot, et ses gens, en leur servant une soupe à l'arsenic. Il fera cependant 10 jours de prison pour contumace (art. 479, C. brum. IV). D'après certains témoins, l'auteur de l'empoisonnement serait M^{lle} de Chambrun, maîtresse de Colson qui l'avait mise enceinte et ne voulait pas l'épouser.

474. — ASSASSINAT.

Jugement du 19 nivôse an VI (8 janvier 1798).

Accusé : **Bousanguet** (François), bourrelier à Villey-sur-Moselle.

Condamnation : **mort** (art. 11-13, s. 2, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu. L'accusé a tué sa femme, il est contumace. Un jugement préparatoire est sous le n° 416 bis.

475. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 19 nivôse an VI (8 janvier 1798).

Accusé : **Corvalt** (Paul), 26 ans, déserteur étranger des troupes prussiennes, originaire de Pologne.

Condamnation : **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Ce déserteur vola des effets et de l'argent chez Claudon, meunier de Vézelize. Il est contumace : muni d'une feuille de route pour aller d'Epinal à Châlons, il s'arrêta à Vézelize où on a perdu ses traces (1).

476. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 19 nivôse an VI (8 janvier 1798).

Accusé : **Capitaine** (Nicolas), 41 ans, colporteur et cabaretier à Lunéville. [Chippel].

Condamnation : **16 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

(1) Voir sur cette affaire un article de M. Albert Troux dans la *Révolution dans les Vosges* du 14 avril 1928 (p. 172).

Voici le jugement par contumace d'un complice du vol commis chez un marchand de Lunéville en germinal an V (voir n° 438). Ce jugement n'a pas moins de 44 pages. L'accusé sera repris plus tard et sa peine sera confirmée le 19 ventôse an XI par le T.C.M.

477. — OUTRAGE ET VOIES DE FAIT ENVERS UN HUISSIER.

Jugement du 20 nivôse an VI (9 janvier 1798).

Accusé: **Perrin** (Laurent), 33 ans, cultivateur à Bouvron. [André].

Acquittement.

Dominique Bouchon, huissier du Tribunal civil de la Meurthe à Toul voulait saisir Perrin qui n'avait pas payé ses contributions depuis 1792; ce dernier déchira avec un couteau un sac contenant du blé pour empêcher la saisie-exécution, puis il outragea l'huissier, les recors et les gendarmes qui l'accompagnaient, en les accusant de lui avoir volé 96 francs.

478. — CONCUSSION.

Jugement du 21 nivôse an VI (10 janvier 1798).

Accusé: **Cherrière** (Jean-Joseph), 44 ans, rentier, ancien percepteur à Magnières de 1791 à l'an IV. [Radès].

Acquittement.

Ce percepteur avait imposé ses contribuables (canton d'Azerailles) d'un excédent de 8.293 livres pour l'an III et de 7.700 livres pour l'an IV. Sa bonne foi est entière, il se croyait autorisé à percevoir ce surplus par l'Administration départementale qui lui était redevable d'une certaine somme.

479. — FAUX.

Jugement du 22 nivôse an VI (11 janvier 1798).

Accusé: **Mercier** (Claude-Dominique), ébéniste à Nancy.

Acquittement.

Mercier est contumace. Il est complice dans l'affaire de faux certificats de visite rapportée sous le n° 385.

480. — TRAFIC D'INFLUENCE.

Jugement du 23 nivôse an VI (12 janvier 1798).

Accusé: **Pagnière** (François), 31 ans, garde forestier à Moucourt. [Bouillien].

Acquittement.

Voici le jugement définitif du dernier délit commis par ce garde forestier. On n'a pas pu prouver qu'il ait demandé de l'argent pour supprimer un procès-verbal (voir nos 379-398 et 452).

480 bis. — INSOUMISSION AUX LOIS RELATIVES AUX PRÊTRES.

Jugement du 9 pluviöse an VI (28 janvier 1798).

Accusé: **Breton** (Joseph), ci-devant tiercelin à Barville.

Renvoyé devant l'administration centrale du département de la Meurthe.

Le dossier est perdu.

481. — ACTE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE.

Jugement du 12 pluviöse an VI (31 janvier 1798).

Accusé: **Gombervaux** (Jean), 46 ans, bûcheron à Viéville-en-Haye (Thiaucourt). [Boyé].

Acquittement.

Ce bûcheron avait coupé l'Arbre de la Liberté, « arbre-chêne » planté devant l'église de Viéville. « Interrogé quels motifs ont pu le déterminer à couper cet arbre, a répondu par une quantité d'histoires qui prouvent que son esprit est aliéné ». L'accusé avait choisi pour défenseur son parrain, Jean Boyé, demeurant à Viéville devant l'Eglise. Le T.C.M. l'a acquitté étant donné son aliénation mentale.

482. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 15 pluviöse an VI (3 février 1798).

Accusée: **Chenet** (Marie-Anne), 46 ans, veuve de François **Berrogin**, vigneron à Haraucourt. [Chippel].

Condamnation: **6 mois de prison** (art. 646, C. brum. IV).

La femme Chenet vola des « pessaux » dans une vigne de Haraucourt. Le Tribunal a admis son excuse: elle voulait réparer elle-même une injustice reçue de l'épouse du propriétaire des échalas.

483. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 15 pluviöse an VI (3 février 1798).

Accusé: **Contrey** (Remy), 42 ans, instituteur et gardien par intérim de la prison cantonale de Bourdonnay. [André].

Acquittement.

Ce geôlier d'occasion avait laissé s'évader des prisonniers, mais il n'y est pour rien, a déclaré le Tribunal, « car la maison d'arrêt n'était pas dans un état suffisant pour assurer la garde des détenus ».

484. — INCENDIE VOLONTAIRE.

Jugement du 16 pluviöse an VI (4 février 1798).

Accusés: **Simon** (Jean-Joseph), 33 ans, aubergiste à Bertrambois;

Hupy (Ursule), 34 ans, sa femme. [Chippel].

Acquittement.

Les accusés ne furent convaincus ni du fait ni des menaces verbales d'incendie volontaire d'une maison nationale à la Neuve-Grange (canton de Cirey) qui fut entièrement consumée.

485. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 16 pluviose an VI (4 février 1798).

Accusé: **Mathis** (Hubert), 35 ans, marchand d'huile à Sainte-Hélène (Vosges). [Blancheur].

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 1-4, s. 2, t. II, C. p.).

Après une remise à un mois pour supplément d'information, Mathis fut reconnu coupable, étant en train de chasser, d'avoir attaqué trois passants sur un grand chemin, de les avoir menacés de son fusil et de leur avoir pris un écu de six livres.

486. — INFANTICIDE.

Jugement du 17 pluviose an VI (5 février 1798).

Accusée: **Mathieu** (Marie), 23 ans, journalière à Lorquin. [André].

Acquittement.

La fille Mathieu avait été vue grosse et n'avait pu présenter d'enfant. Aucune peine n'étant prévue pour de tels faits, le Tribunal l'acquitta et annula toute la procédure. D'autre part l'accusée prouva « une maladie de son sexe dont les symptômes ont trompé des yeux plus méchants qu'indulgents ».

487. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 pluviose an VI (5 février 1798).

Accusé: **Pigeard** (Nicolas-Mathieu), 21 ans, maréchal-ferrant à Moyen, ex-cavalier au 15^e Régiment à Lunéville. [Goutt].

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Pigeard vola un cheval dans l'écurie d'un cultivateur de Moyen. Il fut arrêté étant soldat, s'évada en profitant de l'ivresse des gendarmes et fut repris quelques jours après.

488. — VOL AVEC ESCALADE.

Jugement du 18 pluviose an VI (6 février 1798).

Accusé: **Mangin** (Jean-Baptiste), 30 ans, maçon à Faulx.

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 11-12, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation reçu.

Le dossier est perdu. Mangin avait volé 5.000 francs en or et en argent à un citoyen de Faulx. Le Tribunal de Cassation, ayant admis le pourvoi de l'accusé, renvoya l'affaire au T.C. Moselle qui acquitta Mangin le 19 prairial an VI, comme non convaincu du crime qui lui était reproché.

489. — ABUS DE CONFIANCE - VOL.

Jugement du 19 pluviôse an VI (7 février 1798).

Accusée: **Ledoux** (Anne), femme **Galliot**, 41 ans, journalière à Lunéville. [Radès].

Acquittement.

Se disant revendeuse publique, cette femme se faisait remettre des marchandises, draps, bimbeloterie, etc.) pour les vendre; elle ne les payait pas et les revendait sans payer de patente. Les faits ne furent pas prouvés.

490. — MEURTRE.

Jugement du 19 pluviôse an VI (7 février 1798).

Accusé: **Colin** (Michel), 56 ans, cultivateur à Bisping. [André].

Acquittement.

Roussel, domestique de culture, venait la nuit, à l'aide d'une échelle, faire la cour à la fille ou à la domestique de l'accusé. Un soir, alors qu'il dormait, il entendit un coup de feu; s'étant approché de la fenêtre, il vit Roussel tomber de l'échelle. Il ignore qui est l'auteur de ce meurtre, mais lui n'y est pour rien.

491. — FAUX.

Jugement du 21 pluviôse an VI (9 février 1798).

Accusé: **Vouloire** (Pierre), 26 ans, ancien horloger, négociant à Besançon. [Radès].

Condamnation: **6 ans de fers** (art. 41-43, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Poussé par la misère, l'accusé contrefit des signatures d'endossement et s'appropriä ainsi environ 3.000 livres grâce à des fausses lettres de change.

492. — INFRACTION A LA DÉPORTATION.

Jugement du 23 pluviôse an VI (11 février 1798).

Accusé: **Laruelle** (Jean-Joseph), ci-devant chanoine prémontré, ex-prieur de Blauzey.

Renvoyé devant le commandant de la 4^e division militaire en quartier à Nancy. (L. 17 septembre 1793. L. 19 fructidor an V).

Le dossier est perdu.

493. — TRAFIC D'INFLUENCE.

Jugement du 23 pluviose an VI (11 février 1798).

Accusé: **Vébert** (Nicolas), 63 ans, garde champêtre à Lagarde, (canton de Bourdonnay). [Bouillan].

Acquittement.

Louis Gérard chassait sur des terres particulières, Vébert lui dressa procès-verbal. Gérard ayant transigé pour 40 livres avec les propriétaires des terrains, le garde jugea bon d'annuler son procès-verbal, mais il n'a « pas touché un sol ».

494. — FAUX.

Jugement du 24 pluviose an VI (12 février 1798).

Accusé: **Guillaume** (Pierre), 31 ans, né à Chardoye (Meuse), serrurier à Vic. [André].

Acquittement.

Le juré spécial a jugé Guillaume non convaincu d'être l'auteur d'un faux congé absolu délivré à Strasbourg à un charretier de l'Armée.

495. — FAUSSE MONNAIE.

Jugement du 25 pluviose an VI (13 février 1798).

Accusés: **Drouin** (Jean-Louis), 33 ans, ancien cultivateur à Château-Salins, sans profession à Viviers;

Grosjean (Pierre), 25 ans, charretier à Viviers. [Bouillan].

Condamnation: **15 ans de fers** (art. 1, s. 6, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les accusés avaient distribué de fausses pièces de 24 francs « à l'effigie du dernier roi des Français ».

496. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 ventôse an VI (5 mars 1798).

Accusé: **Gœury** (Claude), 40 ans, manœuvre et pêcheur à Lagarde. [Blancheur].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

Gœury vola à son maître une paire de bottes et un « cochon de l'âge d'environ cinq mois ».

497. — VOL DOMESTIQUE (TENTATIVE).

Jugement du 16 ventôse an VI (6 mars 1798).

Accusés: **Moisette** (Nicolas), 38 ans;

Abraham (Charles), 26 ans, tous deux manœuvres à Benney. [Radès].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p., et art. 1^{er}, L. 22 prairial an IV sur la tentative de vol).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les accusés tentèrent de voler de la paille et du blé chez un cultivateur de Benney qui les employait.

498. — VOL.

Jugement du 16 ventôse an VI (6 mars 1798).

Accusé: **Hénin** (Jean-Benoit), 36 ans, menuisier et vitrier à Vergaville. [André].

Acquittement.

L'accusé aurait volé des croisées garnies de carreaux de vitres chez un citoyen de Vergaville. Hénin avait bu avec des amis; sur le retour il voulut parler au jardinier du citoyen Rauch. La maison de ce dernier étant considérable, il se perdit dans le jardin et s'endormit près d'un bâtiment en démolition. Les domestiques l'ont trouvé là le lendemain, l'ont rossé et l'ont conduit aux gardes, le croyant un voleur.

499. — ASSASSINAT.

Jugement du 17 ventôse an VI (7 mars 1798).

Accusé: **Robert** (Joseph), 19 ans, vigneron à Frouard. [André].

Acquittement.

Robert, contumace, se présenta seulement quelque temps avant l'audience. Il avait tué d'un coup de marteau sur la tête le sieur Renaudin de Frouard au cours d'une rixe où lui-même avait été blessé de plusieurs coups de marteau. La question de légitime défense posée au jury a été résolue affirmativement.

500. — ASSASSINAT.

Jugement du 16 ventôse an VI (6 mars 1798).

Accusé: **Mortal** (Dominique), fusillier à la 4^e Compagnie de la 100^e demi-brigade, armée de Rhin-et-Moselle.

Renvoyé devant le Tribunal militaire de la 4^e division séant à Nancy. (L. 2^e jour compl. an III et L. 13 brumaire an V).

Le dossier est perdu. L'accusé avait assassiné sur la route d'Epinal à Xertigny, J.-B. Reigner, de Saint-Marcel (Haute-Saône), qui venait de sortir du service du capitaine quartier-maître trésorier de la 31^e demi-brigade d'infanterie.

501. — MEURTRE.

Jugement du 18 ventôse an VI (8 mars 1798).

Accusé: **Nénig** (François), 40 ans, tailleur de pierres à Véhing (Moselle). [Fondreton].

Condamnation : **20 ans de fers** (art. 8, s. 2, t. II, C. p.).

Nénig tua un vieillard de 87 ans à l'orée du bois de Véhing ; ce vieillard l'avait accusé de lui avoir volé du bois, il y a huit ans, et l'avait menacé de lui couper la tête. Le jury a répondu non aux questions de légitime défense et de préméditation. Le T.C. Moselle avait infligé la même condamnation à Nénig, le 19 brumaire an VI, mais le jugement fut cassé sur pourvoi par le Tribunal de Cassation. L'affaire fut renvoyée devant le T.C.M. qui suivit les premiers juges.

502. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 18 ventôse an VI (8 mars 1798).

Accusé : **Boileau** (Joseph), 31 ans, marchand épinglier à Blevaincourt.

Condamnation : **8 ans de fers** (art. 13-15, s. 2, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu. Boileau vola une montre en argent dans une auberge de Moyeuivre.

503. — VOL DANS UN TERRAIN CLOS ATTENANT A UNE MAISON.

Jugement du 19 ventôse an VI (9 mars 1798).

Accusé : **Martin** (Nicolas), 31 ans, charbonnier à Favières.

Acquittement.

C'est le jugement de « purge de contumace » de ce complice de vol de miel et de ruches d'abeilles (voir n° 351), condamné par défaut le 18 frimaire an VI à 8 ans de fers (voir n° 464). Martin fera néanmoins 10 jours de prison pour contumace (art. 479, C. brum. IV).

504. — VIOLENCES ENVERS FONCTIONNAIRE.

Jugement du 21 ventôse an VI (11 mars 1798).

Accusés : **Sommier** (Nicolas-André), 46 ans, manœuvre à Lay-Saint-Christophe ;

Vaillant (Françoise), 42 ans, sa femme. [Gœury].

Acquittement.

Les assusés coupaient un chêne moderne qui se trouvait dans leur portion affouagère lorsque le garde forestier de Lay-Saint-Christophe leur fit des observations. Sommier le menaça de sa hache. Après une remise à un mois pour permettre l'audition à l'audience du garde forestier, le jury déclara que les accusés n'avaient pas voulu nuire, mais simplement défendre leurs droits.

505. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 15 germinal an VI (4 avril 1798).

Accusé: **Harmand** (Dominique), 28 ans, sans profession à Gémonville. [Blancheur].

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Harmand vola la nuit et avec effraction un pistolet, un fusil, de l'argent et de menus bijoux chez un aubergiste.

506. — VOL D'UN DRAP.

Jugement du 15 germinal an VI (4 avril 1798).

Accusé: **David** (Joseph), 22 ans, né à Prague, déserteur autrichien, journalier à Toul. [Mercier].

Acquittement.

507. — VOL AVEC VIOLENCES (CHAUFFEURS).

Jugement du 16 germinal an VI (5 avril 1798).

Accusés: **Grenot** (Claude-François), 30 ans, cultivateur à La Grande-aux-Bois (Jura);

Grandjean (Jean-Charles), dit **Leclerc**, 26 ans, militaire au 13^e Régiment de Chasseurs à cheval à Metz;

Pernin (Marie-Anne), 22 ans, femme **Grandjean**, tailleur à Metz;

Julien (Joseph), 25 ans, cordonnier militaire à la 10^e demi-brigade à Nancy;

Colin (Jean-Baptiste), hussard au 9^e Régiment à Nancy.

Condamnation: **mort** (art. 2-3, s. 2, t. II, C. p. et art. 1^{er} L. 26 floréal an V).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Voici la première bande de « chauffeurs » qui passe devant le T.C.M. La Lorraine, à la différence d'autres régions telles que le Sud-Est ou la Bretagne, a peu connu ces actes de banditisme commis la plupart du temps par des soldats déserteurs ou des repris de justice.

Les accusés avaient volé avec effraction et violences un fermier de Maimbermont, François Pernin. Il se porta partie civile (conseil: Regnault), et obtint la restitution des objets volés et 15.000 livres de dommages-intérêts. Leur pourvoi rejeté, Grenot, Grandjean, Julien et la femme Pernin montèrent sur l'échafaud, place de Grève à Nancy, le 21 floréal an VI, à six heures de relevée, en présence d'un grand concours de peuple. Colin, contumace, sera rejugé plus tard et condamné à mort (voir n° 543). Cette peine nouvelle pour le

vol avec violences résulte de la Loi du 26 floréal an V; loi de circonstances réclamée par les excès du banditisme sous le Directoire.

Il résulte de l'instruction que ces individus avaient participé à d'autres vols et à d'autres crimes à Saizerais, à Coincourt ils avaient assassiné une femme et un homme de Richardménil; empoisonné un chien de garde avec de la noix vomique à Nabécor, etc... Ils citent parmi leurs complices plusieurs juifs et un nommé Charles Bijou, actuellement détenu à Nancy.

508. — USAGE DE FAUX.

Jugement du 17 germinal an VI (6 avril 1798).

Accusé: **Richard** (Pierre), 45 ans, marchand à Lunéville. [Radès].

Acquittement.

Richard se serait servi d'une fausse lettre adressée à lui par le ministre de la Justice et signée Merlin. Menacé de poursuite, pour délits forestiers, Richard écrivit bien au Ministre pour obtenir une remise de peine et la lettre qu'il produit n'est pas fausse.

509. — COMPLICITÉ D'ÉMIGRATION.

Jugement du 19 germinal an VI (8 avril 1798).

Accusés: **Saint-Aubin** (Barbe), femme **Rance**, 43 ans, rentière à Metz. [Perrin];

Lang (Mathias), 32 ans, chef de bureau au département de la Meurthe.

Acquittement.

Cette femme était accusée de correspondre avec son fils résidant à l'étranger et Lang d'avoir facilité ces relations en signant des passeports de complaisance. Le jury spécial jugea ces faits non constants.

510. — FAUSSE MONNAIE.

Jugement du 4 floréal an VI (23 avril 1798).

Accusés: **Laurent** (Nicolas), 27 ans, journalier à Nancy, faubourg Saint-Pierre;

Goblet (Jean), 40 ans, manœuvre à Nancy. [Jacquemin].

Condamnation: **15 ans de fers** (art. 1^{er}, s. 6, t. I, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les accusés étaient coupables d'avoir distribué en connaissance de cause de faux écus de 6 livres « à l'effigie du dernier roi des Français ».

511. — FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES.

Jugement du 5 floréal an VI (24 avril 1798).

Accusé: **Piroux** (Augustin-Charles), 48 ans, architecte à Lunéville. [André].

Acquittement.

Sur un certificat d'adjudication, cet architecte avait ajouté à sa signature « recevra 600 livres ». Il s'était cru en droit de le faire.

512. — ÉMIGRATION.

Jugement du 10 floréal an VI (29 avril 1798).

Accusé: **Lottinger** (Charles-François-Xavier), ex-chartreux à Bosserville.

Renvoyé à la Commission militaire de Nancy.

Le dossier est perdu. Lottinger comparut le 1^{er} mai devant la commission militaire; il fut condamné à mort et *fusillé* le soir même (1).

513. — ÉMIGRATION.

Jugement du 10 floréal an VI (29 avril 1798).

Accusé: **Morel** (Charles), ex-curé de Troussey.

Renvoyé à la Commission militaire de Nancy.

Le dossier est perdu. Morel dut subir le même sort que le précédent.

514. — TRAFIC D'INFLUENCE.

Jugement du 14 floréal an VI (3 mai 1798).

Accusés: **Bickel** (Hubert), 33 ans;

Meunier (Antoine), 50 ans, tous deux gardes forestiers à Saint-Louis. [Renauld].

Acquittement.

Il n'est pas constant que ces fonctionnaires aient demandé 24 livres à un citoyen de Lutzelbourg pour supprimer un procès-verbal qu'ils avaient dressé contre lui.

515. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 floréal an VI (5 mai 1798).

Accusé: **Colas** (Joseph), 52 ans, cultivateur et huilier à Uruffe. [Chippel].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 35, t. II, C. p. cor.).

(1) Voir MANGENOT, *Les ecclésiastiques de la Meurthe*.

Colas avait volé un soc de charrue, il bénéficie de la correctionnalisation car cet objet n'était pas exposé à la foi publique. On trouve au dossier cette fiche de renseignements anonymes : « Les Colas jouissent de la plus mauvaise réputation, ils ont été violemment soupçonnés d'avoir assassiné un particulier il y a 20 ans, depuis cette époque ils passent dans l'opinion publique pour des brigands ». Malgré cela, le T.C.M. se montra indulgent.

516. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 17 floréal an VI (6 mai 1798).

Accusés : **Jeanzelon** (François), 28 ans, charpentier et tonnelier à Dongermain ;

Cabret (François), 60 ans, vigneron à Dongermain.
[André].

Acquittement.

Les accusés ne furent pas convaincus de violences exercées sur Louis Pagel, garde forestier à Charmes-la-Côte.

517. — ASSASSINAT.

Jugement du 16 floréal an VI (5 mai 1798).

Accusé : **Kirchs** (Jacob), cultivateur à Offenheim (Moselle).

Condamnation : **mort** (art. II, s. 2, t. II, C. p.).

Kirchs avait assassiné André Kopp, cultivateur à Offenheim. Une demande en dommages-intérêts de la veuve (Gérardy), fut rejetée. Le dossier est perdu.

518. — VOL AVEC ESCALADE (CHAUFFEURS).

Jugement du 18 floréal an VI (7 mai 1798).

Accusés : **Adelphe** (Claude), dit **Pret-à-Boire**, 37 ans, cordonnier et scieur de long à Troussey [André] ;

Mathieu (François), 40 ans, coquetier à Troussey.
[Jacquemin].

Gache (Pierre) dit **Blondin**, 31 ans, manœuvre à Ligny. [Jacqueminot].

Condamnation : **mort** (art. II-13, s. 2, t. II, C. p. et art. 1^{er}, L. 26 floréal an V).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Ces brigands entrèrent un soir dans la maison de la veuve Boissette, à Foug, en brisant une fenêtre. Ils la maltraitèrent à coups de sabre, lui lièrent pieds et mains et lui brûlèrent les jambes et la plante des pieds avec une lumière pour savoir où elle cachait son argent. Ils firent de même à Victoire Belliard qui habitait avec la veuve Boissette. Quant à la fille de secours, Marie l'ainée, elle fut attachée au plancher et on tenta de la violer. Ceci fait, les bandits

jetèrent des matelas et des couvertures sur leurs victimes et mirent à sac la maison. Un des accusés, Adelphe, avait été condamné en 1796 par le Parlement de Metz à 9 ans de galères pour des faits de violence.

519. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 19 floréal an VI (8 mai 1798).

Accusé: **Masson** (Joseph-Gabriel), 38 ans, marchand et brasseur à Sarrebourg. [Chippel].

Acquittement.

Masson employait Patot comme homme de secours dans sa brasserie; l'ayant envoyé chercher de l'orge au grenier, il vit Patot se diriger vers son magasin; or depuis quelque temps il avait remarqué qu'on le volait; soupçonnant Patot, il le suit et le surprend dans le magasin. Masson croit que Patot va l'attaquer; pour prévenir cette attaque, il l'assomme d'un coup de barre de fer sur la tête.

520. — VOL DE PIERRES.

Jugement du 17 floréal an VI (6 mai 1798).

Accusé: **Vernet** (Joseph), vigneron à Blainville-sur-l'Eau.

Mis en liberté provisoire.

Annulation de la procédure (art. 17, C. rur.).

Renvoi au directeur du jury de Nancy.

Le dossier est perdu.

521. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 5 prairial an VI (24 mai 1798).

Accusé: **Locet** (Nicolas), marchand-colporteur à Lunéville, détenu à Nancy.

Annulation de l'acte d'accusation dressé à Nancy.

Renvoi devant le directeur du jury de Toul.

Le dossier est perdu. Locet avait frappé un co-détenu d'un coup de couteau. Voir les numéros 533 et 562.

522. — ASSASSINAT - VOL.

Jugement du 12 prairial an VI (31 mai 1798).

Accusés: **Temt** (Nicolas), à Hinzigen;

Staub (Antoine et François) aux Quatre-Vents

Annulation de l'acte d'accusation (art. 220, 516, 525, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Le dossier est perdu. Voir le jugement définitif sous le n° 546.

523. — ASSASSINAT - VOL.

Jugement du 17 prairial an VI (5 juin 1798).

Accusés: **Baudoin** (Nicolas-François), tailleur d'habits à Dommartin-aux-Bois;

Ragot (Françoise), femme **Groselin**, de Dommartin-aux-Bois.

Annulation de l'acte d'accusation à Epinal (art. 220-516-525, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Remiremont.

Le dossier est perdu.

524. — VOL.

Jugement du 15 prairial an VI (3 juin 1798).

Accusé: **Lallement** (Nicolas), 31 ans, garçon meunier à Hoche, commune de Bouillonville (Toul). [Bouillien].

Acquittement.

L'accusé aurait volé du poisson dans un réservoir situé dans le ruisseau du Math, à Thiaucourt, près du moulin. L'accusation, dit-il, n'est qu'une vengeance de la meunière car il avait quitté son service pour aller travailler dans un autre moulin. Elle s'était d'ailleurs désistée de sa plainte devant le juge de paix de Thiaucourt, au cours de la procédure, mais trop tard.

525. — VOL AVEC FAUSSES CLÉS.

Jugement du 16 prairial an VI (4 juin 1798).

Accusé: **Brondex** (Dominique), 20 ans, compagnon ferblantier chez François Noël à Pont-à-Mousson. [André].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 9-10, s. 2, t. II, C. p.).

Brondex vola 24 livres à son maître en ouvrant une armoire à l'aide de fausses clés.

526. — VOL D'UN CHEVAL.

Jugement du 15 prairial an VI (3 juin 1798).

Accusé: **Marchal** (Joseph), 31 ans, à Cognéy.

Annulation de l'acte d'accusation (art. 224 à 232, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Le dossier est perdu. L'accusé est contumace. Voir le jugement définitif sous le n° 565.

527. — VOLS.

Jugement du 14 prairial an VI (2 juin 1798).

Accusé: **Gérard** (François), cultivateur à Bourdonnay.

Annulation de l'acte d'accusation (art. 224 à 232, C. brum. IV).
Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Le dossier est perdu. L'accusé est contumace. Voir nos 566 et 599.

528. — FAUX TÉMOIGNAGE CRIMINEL.

Jugement du 18 prairial an VI (6 juin 1798).

Accusé: **Pochon** (Michel), 28 ans, drapier à Metz. [André].

Condamnation: **20 ans de fers** (art. 48, s. 2, t. II, C. p. et art. 2,
L. 5 pluviose an II).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Anne Fiefert répondait d'un vol devant le T.C. Moselle, Pochon, étant témoin à décharge, rapporta la preuve d'un alibi qui fut reconnu faux par la suite. L'art. 2, L. 5 pluviose an II complète l'art. 48, s. 2, t. II, C. p. en ce qu'il étend la peine de 20 ans de fers au faux témoin à décharge, que l'accusé soit acquitté ou condamné.

529. — FAUX.

Jugement du 18 prairial an VI (6 juin 1798).

Accusé: **Carême** (Nicolas), agent de la commune de Remenauville.

Annulation de l'acte d'accusation (art. 224 à 232, C. brum. IV).
Renvoi au directeur du jury de Nancy.

Les pièces sont perdues. Voir les nos 541 et 557 pour le jugement définitif.

530. — ASSASSINAT.

Jugement du 22 prairial an VI (10 juin 1798).

Accusé: **Remy** (Louis), chez son père à Cutting.

Annulation de l'acte d'accusation (art. 224 à 232, C. brum. IV).
Renvoi au directeur du jury de Sarrebourg.

531. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 25 prairial an VI (13 juin 1798).

Accusés: **Schneider** (Joseph), 22 ans, cultivateur à Ingwiller.
[Chippel];

Rouffenack (Antoine), 26 ans, scieur de long à Engenthal.

Condamnation: **18 ans de fers** pour Schneider (art. 2-4, s. 2, t. II, C. p.).

Les accusés avaient attaqué deux marchands sur la route de Dabo pour leur prendre leur argent. Rouffenack, contumace, fut condamné à mort le 18 thermidor an VIII, la peine fut confirmée, son pourvoi en Cassation fut rejeté.

532. — VOLS.

Jugement du 28 prairial an VI (16 juin 1798).

Accusés : **Vanoise** (Rémy), 28 ans, marchand de toile ;

Lallement (Nicolas), 33 ans, manœuvre, tous deux de Landange.

Annulation de l'ordonnance de prise de corps (art. 328 C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Lallement est contumace. Voir le jugement définitif sous les nos 555 et 573 pour Lallement.

532 bis. — CONCUSSION.

Jugement du 6 messidor an VI (24 juin 1798).

Accusé : **Renaud** (Alexandre), 68 ans, ex-secrétaire de l'Administration municipale de Gorze. [André].

Acquittement.

Renaud était de bonne foi lorsqu'il a effectué une perception abusive des droits de patente à Gorze en 1791 et 1792 et lorsqu'il demanda des droits trop élevés pour l'expédition des actes de la municipalité de Gorze.

533. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 6 messidor an VI (24 juin 1798).

Accusé : **Locet** (Nicolas), 32 ans, marchand-colporteur à Lunéville. [Renaud].

Acquittement.

Locet était en état de démence quand il a tenu des propos tendant à « l'avisement de la représentation nationale et à la dissolution du gouvernement républicain ». Il avait déjà passé devant le T.C.M. pour coups et blessures (n° 521). Voir un autre jugement sous le n° 562.

534. — ÉMIGRATION.

Jugement du 11 messidor an VI (29 juin 1798).

Accusé : **Larcher** (Jean-Baptiste), ex-vicaire à Tignecourt.

Renvoyé devant la Commission militaire de Nancy (L. 17 septembre 1793, L. 29-30 vendémiaire an II, L. 19 fructidor an V).

Le dossier est perdu.

534 bis. — FAUSSE MONNAIE.

Jugement du 13 messidor an VI (1^{er} juillet 1798).

Accusés: **Claye** (Pierre), 42 ans, charcutier à Metz. [André];

Marionelle (François), 28 ans, menuisier à Metz.
[Chippel].

Condamnation: **15 ans de fers** pour Claye (art. 1^{er}, s. 6, t. I, C. p.).

Acquittement pour Marionelle.

Pourvoi en Cassation rejeté.

Claye est accusé d'avoir fabriqué des pièces de 2 sols à l'effigie de Louis XVI et au millésime de 1792. Marionelle les avait distribuées, mais il était de bonne foi.

535. — RECEL DE PRÊTRE SUJET A LA DÉPORTATION.

Jugement du 13 messidor an VI (1^{er} juillet 1798).

Accusés: **Stock** (Nicolas-Gabriel), de Nancy et la nommée Henriette.

Renvoyés devant le directeur du jury de Nancy (art. 301, C. brum. IV).

Le dossier est perdu. Il s'agissait du recel de l'abbé Mercier (voir n° 534). On avait voulu traduire les accusés, comme ce prêtre, devant la juridiction militaire d'exception, mais ce crime était de la compétence des tribunaux de droit commun.

536. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 15 messidor an VI (3 juillet 1798).

Accusés: **Pernot** (Joseph), 39 ans, cultivateur. [André];

Buisson (François), 39 ans, charron, tous deux de Germiny. [Chippel].

Condamnation: **1 an de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

La pièce de bois que les accusés avaient volée n'était pas confiée à la foi publique.

537. — VOL.

Jugement du 11 messidor an VI (29 juin 1798).

Accusé: **Etienne** (Jean), ex-charretier d'artillerie, hussard au 6^e Régiment.

Renvoyé à Toul sur une nouvelle accusation.

Le dossier est perdu.

538. — EMPOISONNEMENT.

Jugement du 16 messidor an VI (4 juillet 1798).

Accusée: **Hauthiaux** (Catherine), 33 ans, veuve de Nicolas Barry, cultivateur à Gondreville. [Chippel].

Acquittement.

Accusée d'avoir empoisonné son mari, cette femme est acquittée sur le rapport des officiers de santé concluant à une mort naturelle.

539. — BIGAMIE.

Jugement du 17 messidor an VI (5 juillet 1798).

Accusé: **Billemann** (Christian), 48 ans, manœuvre à Bickelbeg. [Chippel].

Condamnation: **une décade de prison** (art. 646, C. brum. IV).

En 1771, Billemann épousa Agathe Pritchel; elle mourut en 1777, au bout de 6 ans de mariage. Aussitôt veuf, en octobre 1777, il se remaria à Anne-Marie Klein qui le quitta cinq semaines après, il ne la revit jamais. En 1796, au bout de 19 ans, il épousa Marie-Anne Thaler, à Phalsbourg, elle mourut en 1797. Enfin au début de 1798, il épousa à Phalsbourg Madeleine Vivet. Billemann est donc bigame récidiviste. Cependant le jury accepte son excuse: au bout de 20 ans de séparation, il avait cru morte Anne-Marie Klein, elle vivait cependant sans qu'il n'en sût rien, dans un village voisin.

540. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 messidor an VI (5 juillet 1798).

Accusée: **Ledur** (Catherine), 39 ans, femme de **J.-B. Courmenville**, vigneron à Toul. [Jacquemin].

Acquittement.

Cette femme ne fut pas convaincue d'un vol d'effets mobiliers commis au préjudice d'un cultivateur de Dommartin.

541. — FAUX.

Jugement du 14 messidor an VI (2 juillet 1798).

Accusé: **Carême** (Nicolas), agent de la commune de Remenauville-aux-Bois.

Annulation de l'acte d'accusation dressé à Nancy (art. 219 C. brum. IV).

Renvoi devant le directeur du jury de Lunéville.

Les pièces sont perdues. C'est le deuxième incident de procédure dans cette affaire (voir n° 529). Voir le jugement définitif sous le n° 557.

542. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 18 messidor an VI (7 juillet 1798).

Accusé: **Morel** (Jean-Claude), 22 ans, cordonnier à Saint-Nicolas. [André].

Condamnation : **un an de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Le poisson que Morel vola n'était pas confié à la foi publique. L'accusé, contumace, fut repris et rejugé, sa peine fut diminuée à 6 mois (n° 597).

543. — VOL AVEC VIOLENCES (CHAUFFEURS).

Jugement du 19 messidor an VI (7 juillet 1798).

Accusé : **Colin** (Jean-Baptiste), garçon menuisier à Nancy, hus-sard au 9^e Régiment.

Condamnation : **mort** (art. 2-3, s. 2, t. II, C. . et art. 1^{er}, L. 26 floréal an V).

Colin, contumace, ne fut jamais repris, il fait partie de la bande de chauffeurs qui attaquèrent la ferme de Mainbermont (voir n° 507).

544. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 21 messidor an VI (9 juillet 1798).

Accusé : **Guerchoux** (Jean-Pierre), 44 ans, sellier et bourrelier à Thiaucourt. [Goutt].

Acquittement.

Armé de deux « briquets » (petits sabres), d'un couteau à deux mains, d'un pistolet chargé, Guerchoux menaça le garde forestier de Thiaucourt et le força à crier : « Vive le Roi, vive la Reine ! ». En l'an VI, ces cris deviennent moins dangereux qu'au début, l'accusé est acquitté car « il n'a pas voulu provoquer le rétablissement de la royauté ».

545. — MEURTRE.

Jugement du 18^e messidor an VI (6 juillet 1798).

Accusés : **Solliot** (Christophe-Nicolas), 32 ans, cultivateur à Crépey. [André] ;

Etienne (François), 42 ans, huilier à Crépey. [Chip-pel].

Condamnation : **20 ans de fers** (art. 8, s. I, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les accusés avaient tué Joseph Garnier, maréchal-ferrant à Crépey, sur le grand chemin de Colombey à Crépey.

546. — ASSASSINAT - VOL.

Jugement du 4 thermidor an VI (22 juillet 1798).

Accusés : **Temt** (Nicolas), 25 ans, sans profession à Hinzingen (Sarre-Union). [André] ;

Staub (Antoine) père, 53 ans ;

Staub (François) fils, 23 ans; tous deux vanniers aux Quatre-Vents. [Goutt et Gérardy].

Condamnation: **mort** pour Temt (art. 11, s. 1, t. II, C. p.).

Acquittement pour les Staub.

Pourvoi en Cassation rejeté.

Temt avait assassiné un garçon meunier dans la forêt de Phalsbourg et lui avait volé sa montre en argent (voir n° 522). Les Staub, convaincus d'autres vols, seront jugés et condamnés plus tard (n° 579).

547. — MEURTRE.

Jugement du 5 thermidor an VI (23 juillet 1798).

Accusés: **Brenn** (Michel), 28 ans, garçon laboureur chez son père à Hanhoffen. [Gœury];

Schneider (Christian), 31 ans, cordier à Bischwiller. [André].

Acquittement.

Ces accusés auraient tué en sortant du cabaret, Chrétien Urfer, fileur de laine à Hanhoffen. Le T.C. Bas-Rhin les condamna le 3 brumaire an VI à 20 ans de fers. Le jugement fut cassé sur pourvoi et l'affaire renvoyée au T.C.M. qui acquitta les accusés parce que non convaincus du crime.

548. — OUTRAGES A FONCTIONNAIRES - OFFENSE A LA LOI.

Jugement du 10 thermidor an VI (28 juillet 1798).

Accusés: **Rainssant** (Charles), 38 ans, manufacturier;

Conigliano (Etienne-Louis), 42 ans, rentier;

Ourssel (Jacques), 47 ans, cultivateur à la ferme de Saint-Domingue;

Gossel (Claude), 34 ans, limonadier;

Masson (Silvestre), 30 ans, brasseur;

Masson (Philippe), 26 ans, brasseur; tous de Lunéville. [Jacqueminot - André - Mengin - Chippel].

Condamnations: **un mois de prison** pour Gossel;

20 jours de prison pour S. Masson;

5 jours de prison pour P. Masson; (art. 646, C. brum. IV).

Acquittement pour les autres.

Ces gens se sont pris à parti avec des gardes nationaux au sortir d'un café à 10 heures du soir. Inculpés de rébellion à l'exécution d'un acte émanant d'une autorité constituée, les uns furent acquittés comme non convaincus, les autres condamnés correctionnellement parce que excusables: ils avaient été provoqués par les gardes nationaux qui rudoyèrent Silvestre Masson et sa sœur.

549. — FAUX.

Jugement du 13 thermidor an VI (31 juillet 1798).

Accusé: **Obriot** (Etienne), cultivateur à Erize-la-Brûlée (Meuse).

Annulation de la procédure faite à Toul (art. 223-532, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Nancy.

Le dossier est perdu.

550. — VOL.

Jugement du 15 thermidor an VI (2 août 1798).

Accusés: **Laurent** (François), 22 ans;

Duprey (Joseph), 25 ans; tous deux maçons à Gondreville. [Chippel].

Acquittement.

Les accusés auraient volé du vin dans une cave de Chaligny appartenant au citoyen Talotte, homme de loi à Nancy.

551. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 thermidor an VI (3 août 1798).

Accusés: **Méhu** (Pierre), 42 ans, coquetier;

Marcelly (Béatrix), 22 ans, fille de secours, sans domicile fixe.

Condamnation: **16 ans de fers** (de réclusion pour la femme) (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Ces accusés avaient déjà été jugés par défaut (n° 461). Ils furent repris et le Tribunal confirma la peine.

552. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 thermidor an VI (4 août 1798).

Accusé: **Bisblick** (Louis), 40 ans, marchand de cendres à Hartzwiller. [Chippel].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Un garde forestier rencontra l'accusé portant six perches de chêne sur une voiture, il les avait volées dans la forêt de Hesse. Il offrit six francs au garde pour ne pas faire de rapport.

553. — VOL EN FOIRE.

Jugement du 17 thermidor an VI (4 août 1798).

Accusée: **Louis** (Anne), 51 ans, femme de **Henry** (Nicolas), vigneron à Pierreville. [André].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

A la foire de Vézélise, un marchand ayant renversé son étalage, cette femme ramasse une pièce de toile, la mit dans sa hotte et l'emporta.

554. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 17 thermidor an VI (4 août 1798).

Accusé: **Baptiste** (Joseph), 21 ans, déserteur prussien, né à Neudorf (Prusse), garçon de secours à Ferrières. [Gérardy].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Baptiste vola une pièce de toile à son patron. Nicolas Suisse, cultivateur à Ferrières, chez qui il était depuis deux mois.

555. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 18 thermidor an VI (5 août 1798).

Accusé: **Vanoise** (Remy), 29 ans, marchand de toile à Landange. [André].

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, V. p.).

Vanoise et son complice Lallement avaient volé un cheval à Domèvre (voir n° 532). Le jugement définitif de Lallement, qui est toujours contumace, est sous le n° 573.

556. — VOL (COMPLICITÉ).

Jugement du 18 thermidor an VI (5 août 1798).

Accusée: **Perret** (Magdelaine), femme **Digout**, 47 ans, femme de secours à Nancy. [André].

Acquittement.

Cette femme ne fut pas convaincue d'avoir recélé des effets volés chez Bonheur, chapelier à Nancy. L'auteur du vol, Catherine Badel, contumace, sera jugée et condamnée plus tard (voir n° 581).

557. — CONCUSSION.

Jugement du 21 thermidor an VI (8 août 1798).

Accusé: **Carême** (Nicolas), 62 ans, agent municipal de la commune de Remenauville-en-Haye. [Chippel].

Acquittement.

Cette affaire arrive enfin sous une qualification nouvelle après deux gros incidents de procédure (nos 529 et 541). De l'énorme dossier il résulte simplement que Carême avait levé de trop fortes perceptions en matière de redevances forestières et de taxes de guerre. Il avait en outre supprimé moyennant argent des procès-verbaux. Il fut acquitté car le Tribunal le jugea de bonne foi et nullement animé de mauvaises intentions.

558. — OUTRAGES A FONCTIONNAIRE - OFFENSE A LA LOI.

Jugement du 22 thermidor an VI (9 août 1798).

Accusé: **Henry** (Nicolas), 48 ans, vigneron à Pierreville. [André].

Condamnation: **2 décades de prison** (art. 646, C. brum. IV).

Henry est le mari de la femme Louis, condamnée pour vol sous le n° 553. Il avait exercé des violences et outragé les gardes nationaux qui venaient arrêter sa femme. Le Tribunal s'est montré indulgent et l'a jugé excusable: « Il était dans un tel état d'yvresse qu'il n'a pu connaître le caractère des personnes qui voulaient l'arrêter et que c'était encore de sa part l'effet d'un premier mouvement en accourant au secours de sa femme ».

559. — VOL AVEC ESCALADE (TENTATIVE).

Jugement du 15 fructidor an VI (1^{er} septembre 1798).

Accusé: **Clanché** (Jean), 32 ans, tissier à Germigny. [Chippel].

Condamnation: **10 ans de fers** (art. 11-12, s. 2, t. II, C. p.), et art. 1^{er}, L. 22 prairial an IV pour la tentative).

Clanché tenta de voler à son voisin des sacs de farine et d'avoine.

560. — VOL.

Jugement du 15 fructidor an VI (1^{er} septembre 1798).

Accusée: **Tiessard** (Madeleine), 33 ans, journalière place de l'Union, à Nancy. [André].

Acquittement.

Cette femme trouva deux robes d'enfant, elle les conserva, les tenant à la disposition de la personne qui les avaient perdues. Au bout de douze jours, aucune réclamation n'étant venue, elle donna les robes aux enfants de sa voisine, c'est alors qu'on les réclama et que le véritable propriétaire porta plainte.

561. — MEURTRE (TENTATIVE).

Jugement du 16 fructidor an VI (2 septembre 1798).

Accusé: **Guérard** (Mathias), 22 ans, cordonnier à Avrainville. [Chippel].

Condamnation: **1 an de prison et 100 livres d'amende** (art. 13-14, t. II, C. p. cor.).

Guérard menaça d'un sabre de hussard trois citoyens de Choley. il voulait les tuer. Le Tribunal a correctionnalisé car il n'y avait pas préméditation, d'autre part le délit n'avait pas reçu de commencement d'exécution.

562. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 16 fructidor an VI (2 septembre 1798).

Accusé: **Locet** (Nicolas), 32 ans, marchand-colporteur à Lunéville, détenu à la prison du Tribunal de Nancy. [Régnauld].

Acquittement.

Locet fut arrêté parce qu'il n'avait pas de passeport et parce qu'il disait que c'était l'Anté-Christ qui gouvernait la France (voir n° 533). Une nuit, il frappa jusqu'au sang Nicolas Sommier, détenu comme lui à la prison du T.C.M., parce qu'une voix lui avait ordonné de tuer et qu'il faut que le destin de Dieu s'accomplisse (voir n° 521). Le Tribunal acquitta Locet comme fou, mais le maintient en prison par mesure de sûreté. Le 21 fructidor an VI, il fut transféré par ordre de l'Administration centrale du département de la Meurthe à l'asile de Maréville.

563. — ASSASSINAT.

Jugement du 17 fructidor (3 septembre 1798).

Accusé: **André** (Nicolas), 20 ans, garçon meunier au Moulin-des-Champs, à Blamont.

Condamnation: **mort** (art. 11-13, s. 2, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu. André blessa grièvement d'un coup de fusil un citoyen de Pétonville; il voulait le tuer.

564. — VOL. . .

Jugement du 17 fructidor an VI (3 septembre 1798).

Accusé: **Chaucouillon** (Alexis), 29 ans, laboureur à Avrainville. [Goult].

Acquittement.

L'accusé vola chez un bourrelier d'Avrainville un cuir de vache et un demi cuir de cheval. Le fait ne fut pas reconnu constant.

565. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 18 fructidor (4 septembre 1798).

Accusé: **Marchal** (Joseph), 31 ans, ancien employé dans l'artillerie, journalier à Gogney.

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Marchal est contumace, il avait volé un cheval dans une rue de Moyenvic. Voir un jugement de procédure sous le n° 526.

566. — MEURTRE.

Jugement du 18 fructidor an VI (4 septembre 1798).

Accusé: **Gérard** (François), 25 ans, cultivateur à Bourdonnay. [André].

Condamnation : **20 ans de fers** (art. 7-8, s. 2, t. II, C. p.).

L'accusé est contumace. Il a frappé Joseph Dieudonné de Bourdonnay qui est mort le lendemain. Repris plus tard, Gérard sera rejugé et bénéficiera de l'excuse de provocation (n° 599). Le n° 527 semble être un jugement préparatoire pour cette affaire.

567. — TENTATIVE DE VOL.

Jugement du 18 fructidor an VI (4 septembre 1798).

Accusée : **Vanoise** (Marie-Anne).

Annulation de la procédure faite à Sarrebourg (art. 224 à 232 C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Le dossier est perdu. Le jugement définitif est sous le n° 589.



ANNÉE JUDICIAIRE DE L'AN VII (1798-1799)

SEPTIÈME REGISTRE

Affaires n^{os} 568 à 673
du 15 vendémiaire an VII (6 octobre 1798)
au 6^e jour complémentaire an VII (22 septembre 1799)

568. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 15 vendémiaire an VII (6 octobre 1798).
Accusé **Druard** (Louis), 40 ans, cordonnier à Metz. [Chippel].
Condamnation: **mort** (art. 1^{er}, L. 29 nivôse an VI).
Pourvoi en Cassation rejeté.

Druard s'était introduit chez la veuve Evrard à Lironville, l'avait violentée et lui avait volé un livre à reliure rehaussé d'argent et des bijoux. Le T.C.M. applique pour la première fois une nouvelle loi, elle aussi destinée à réprimer sévèrement les actes de brigandages fréquents sous le Directoire. En voici la teneur: « Les vols commis à force ouverte ou par violences sur les routes et voyes publiques, ceux commis dans les maisons habitées avec effraction extérieure ou escalade seront à dater de la publication de la présente loi, punis de mort ».

569. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 16 vendémiaire an VII (7 octobre 1798).
Accusés: **Dederon** (Jean-Claude), 32 ans, manœuvre à Cutting. [André].
Parmentier (Dominique), 44 ans, manœuvre à Lostroff. [Chippel].
Condamnation: **mort** (art. 1^{er} L. 29 nivôse an VI).
Pourvoi en Cassation rejeté.

Ces gens avaient attaqué un voiturier sur la grande route de Dieuze à Strasbourg et l'avaient dévalisé. La même loi que précédemment leur est appliquée.

570. — VOL.

Jugement du 17 vendémiaire an VII (8 octobre 1798).
Accusé: **Valette** (Maurice), 33 ans, opticien à Blâmont. [Chippel].
Acquittement.

L'accusé avait volé une pièce de toile à Eich. Il n'en fut pas déclaré convaincu, néanmoins il fut maintenu en arrestation et reconduit à la prison de Sarrebourg car il a à répondre d'un autre vol (n° 586).

571. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 18 vendémiaire an VII (9 octobre 1798).

Accusés: **Narbot** (Pierre), 44 ans; **Gadel** (Joseph), 27 ans, tous deux cardeurs de laine à Nancy. [Gœury et Goutt].

Condamnation: **3 ans de fers** pour Narbot (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour Gadel.

Narbot enleva du fer et du plomb de toiture dans la maison nationale dite au Pavillon (Salle des Cerfs), à Nancy, rue Ville-Vieille. Il vendit pour 15 francs 90 livres de plomb.

572. — MEURTRE.

Jugement du 17 vendémiaire an VII (8 octobre 1798).

Accusé: **Remy** (Louis), 21 ans, cultivateur à Cutting.

Condamnation: **20 ans de fers** (art. 8, s. 1, t. II, C. p.).

Remy, contumace, tua René Klein de Cutting. Un jugement de procédure se trouve sous le n° 530.

573. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 vendémiaire an VII (8 octobre 1798).

Accusé: **Lallement** (Nicolas), 32 ans, manœuvre à Landange.

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Lallement vola en complicité avec Vanoise, à Domèvre, un cheval appartenant à la République (voir nos 532 et 555). Le T.C.M. avait sursis au jugement de Lallement qui est contumace. Il sera arrêté plus tard à Landange (16 thermidor an VIII) et acquitté par jugement du 15 fructidor an VIII; il fera néanmoins une décade de prison pour avoir été contumace (art. 479, C. brum. IV).

574. — VOL DANS UN TERRAIN CLOS ATTENANT A UNE MAISON.

Jugement du 18 vendémiaire an VII (9 octobre 1798).

Accusé: **Saipot** (Victor), manœuvre à Saint-Remy-aux-Bois.

Condamnation: **4 ans de fers** (art. 25, s. 2, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu. Saipot est contumace. Il avait volé une pièce de toile à Clayeure.

575. — FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES.

Jugement du 19 vendémiaire an VII (10 octobre 1798).

Accusés: **Rivière** (Louis), 38 ans, huissier au Tribunal civil du département de la Meurthe à Toul. [Gœury].

Pollot (André), 54 ans, écrivain à Toul. [André].

Condamnation: **20 ans de fers** (art. 15, s. 5, t. I, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Rivière, en complicité avec Pollot, avait dressé un faux exploit d'assignation pour faire comparaître des personnes devant le Tribunal civil des Vosges. Malgré leur dénégation, l'expertise en écriture, ordonnée par jugement du 19 fructidor an VI et confiée à Nicolas l'ainé et Nicolas le jeune, notaires publics à Nancy, est défavorable aux accusés.

Pollot fut un temps commis expéditionnaire du T.C.M. Le 17 août 1795, il fut renvoyé à la suite d'une plainte des greffiers Gérard et Poirot: il aurait volé divers objets et en particulier une tabatière en argent, déposés dans la chambre des pièces de conviction du greffe du T.C.M. Sans doute pour ne pas faire de scandale au sein du Tribunal, l'affaire n'eut aucune suite pénale, on se contenta de renvoyer Pollot.

576. — TRAFIC D'INFLUENCE.

Jugement du 4 brumaire an VII (25 octobre 1798).

Accusé: **Marchal** (Joseph), garde forestier à Lupey (Moselle).

Annulation de la procédure faite à Metz (art. 228-229 C. brum. IV).

Renvoi devant le directeur du jury de Thionville.

Le dossier est perdu.

577. — DÉTOURNEMENT DE DENIERS PUBLICS.

Jugement du 14 brumaire an VII (4 septembre 1798).

Accusés: **Carrière** (Denis), 41 ans, ex-receveur du Timbre;

Lafontaine (Claude), 63 ans, garde-magasin du Timbre;

Thiery (Marie), veuve **Vidrequin**, 24 ans, marchande;

Elie (Marx), 30 ans, négociant; tous de Nancy.

Acquittement.

Ces gens étaient accusés d'avoir, en l'an V et en l'an VI, détourné des deniers publics provenant de la vente du papier timbré, dans les bureaux de la direction de la régie du droit d'enregistrement du département de la Meurthe. Carrière et Lafontaine furent déclarés de bonne foi, la veuve Vidrequin et Elie, non convaincus de ce crime.

578. — VIOLENCES ET OUTRAGES A FONCTIONNAIRE.

Jugement du 15 brumaire an VII (5 novembre 1798).

Accusé: **Dinkle** (Jacques), 31 ans, sans profession à Rodalbe. [Chippel].

Acquittement.

Au cours d'une rixe à Rodalbe, Dinkle cassa une fenêtre. L'agent municipal de la commune intervint pour dissiper le rassemblement ainsi formé; l'accusé l'insulta, lui arracha son écharpe, la traina dans la boue, la revêtit et dit: « Je suis l'agent, je me f... d'eux. ». Puis, armé d'un bâton, il menaça l'agent municipal. Le jury déclare qu'il n'avait pas eu l'intention de nuire.

579. — VOL DANS UN TERRAIN CLOS ISOLÉ.

Jugement du 16 brumaire an VII (6 novembre 1798).

Accusés: **Staub** (Antoine et François), le père et le fils, 53 ans et 23 ans, vanniers aux Quatre-Vents. [Goutt].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 26, s. 2, t. II, C. p.).

Il y a deux affaires sous ce numéro. En complicité avec Temt (nos 522 et 546), les Staub auraient volé des effets chez Laurent Kopp, aux Quatre-Vents, ils furent acquittés, comme non convaincus, de ce chef d'accusation. Mais ils furent déclarés coupables d'un vol d'effets mobiliers commis à Phalsbourg.

580. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 17 brumaire an VII (7 novembre 1798).

Accusés: **Quinelle** (Joseph), 33 ans, jardinier à Lunéville;

Bertrand (Marie-Anne), 34 ans, sa femme, tailleuse à Lunéville. [Chippel].

Condamnation: **14 ans de fers** pour Quinelle (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour la femme.

Pourvoi en Cassation rejeté.

Quinelle vola avec effraction, escalade et la nuit, du « linge et des nippes », 15 pièces d'or de 24 livres et 5 livres en pièces de 20 centimes, dans la maison d'André Zouril, à Ménil.

581. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 18 brumaire an VII (8 novembre 1798).

Accusée: **Bedel** (Catherine), 28 ans, née à Bruyères, fille de secours chez Bonheur, chapelier à Nancy.

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

La fille Bedel, contumace, vola de la laine et d'autres effets à son patron. Sa complice présumée, la femme Digout, avait été acquittée le 18 thermidor an VI (n° 556).

582. — FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES - VOL.

Jugement du 19 brumaire an VII (9 novembre 1798).

Accusé: **Paviez** (Pierre), 33 ans, marchand de savon et de chandelles à Sirentz (Haut-Rhin). [André].

Condamnation: **un mois de prison** pour vol (art. 32, t. II, C. p. correct.).

Acquittement pour les faits de faux.

Paviez était accusé: 1° de s'être servi d'un passeport surchargé; ce passeport, à lui délivré par l'administration cantonale de Landsort (Haut-Rhin), lui permettait de voyager dans les « départements du Rhin et du Mont-Terrible », il portait la surcharge: « et Vauges »; 2° d'avoir ajouté les mots: « et Vauges », au passeport d'un colporteur de la Moselle; Paviez fut déclaré non convaincu de ces deux faits, il était de bonne foi; 3° d'avoir volé un pistolet au citoyen Thirion, brasseur à Rambervillers; ce crime fut correctionnalisé, le vol n'ayant pas eu lieu « chez un hôte ».

583. — PROPOS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 21 brumaire an VII (11 novembre 1798).

Accusée: **Grosjean** (Françoise), femme Mathé, 53 ans, née à Mirecour, marchande d'encre et de sable pour bureau, sans domicile fixe. [Gérardy].

Acquittement.

« Eprise d'yvresse », cette femme criait à tue-tête dans les rues de Nancy: « Vive le Roy! ». Le Tribunal jugea que ces propos ne tendaient pas à provoquer le retour de la Royauté.

584. — ASSASSINAT.

Jugement du 18 brumaire an VII (8 novembre 1798).

Accusé: **Martin** (Claude), vigneron à Foug.

Annulation de la procédure faite à Toul (art. 228 et 328 C. brum. IV).

Renvoi devant le directeur du jury de Nancy.

Le dossier est perdu. Martin avait tué sa femme.

585. — COMPLICITÉ D'ÉVASION.

Jugement du 18 brumaire an VII (8 novembre 1798).

Accusée: **Pierre** (Marie-Anne), veuve Prud'homme, 57 ans, gardienne de la prison de Vézelize. [André].

Acquittement.

Cette femme était accusée d'avoir facilité l'évasion de l'ex-prêtre Munier, détenu à Vézelize. Elle l'avait transféré de la salle commune dans un cachot dont le mur était troué, ce qu'elle ignorait.

586. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 15 frimaire an VII (5 décembre 1798).

Accusé: **Valette** (Maurice), 33 ans, opticien à Blâmont. [Chip-pel].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Valette vola une pièce de toile exposée à la foi publique dans un jardin de Brouviller. Il avait été acquitté d'un fait semblable peu de temps auparavant (n° 570).

587. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 frimaire an VII (6 décembre 1798).

Accusé: **Grillot** (Pierre), 18 ans, charron à Moyenvic. [André].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Grillot vola une charrue au citoyen Chevrin, maître de poste à Moyenvic. Il est contumace. Il se rendra volontairement plus tard, sera rejugé et acquitté (n° 601).

588. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 16 frimaire an VII (6 décembre 1798).

Accusé: **Barthelémy** (François), 18 ans, tâpissier à Lunéville.

Condamnation: **mort** (art. 3, L. 29 nivôse an VI).

L'accusé est contumace. Une nuit, il s'introduisit dans la maison de son frère, Léopold Barthelémy, tapissier à Lunéville, pour le voler. Il ne prit qu'un sac contenant 20 à 25 livres de crin bouilli.

589. — TENTATIVE DE VOL.

Jugement du 16 frimaire an VII (6 décembre 1798).

Accusée: **Vanoise** (Marie-Anne), femme **Vannier**, 34 ans, journalière à Landange.

Cette femme est contumace. Un jugement préparatoire concernant son procès se trouve sous le n° 567. Elle avait tenté de voler des effets mobiliers à Landange. Le Tribunal a considéré que ce vol ne présentait par les caractères d'un vol criminel, mais n'était qu'un simple délit. Or, la tentative de délit n'était pas punissable en vertu des lois de cette époque.

590. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 18 frimaire an VII (8 décembre 1798).

Accusé: **Zambeau** (Christophe), 50 ans, vigneron à Faulx. [Gœury].

Condamnation: **5 jours de prison et 3 francs d'amende** (art. 13-14, t. II, C. p. cor.).

Zambeau blessa d'un coup de fusil Claude Lacroix, domestique de culture à Malleloy. Le Tribunal a correctionnalisé ce crime, estimant qu'il n'y avait ni préméditation ni intention de tuer; d'autre part Lacroix n'eut à souffrir que d'une incapacité inférieure à 40 jours. Le fusil de Zambeau n'était chargé que de « plombs d'oiseau » et Lacroix fut surpris alors qu'il parcourait les terres de l'accusé.

591. — BIGAMIE.

Jugement du 18 frimaire an VII (8 décembre 1798).

Accusé: **Cheir** (Charles), dit **Lagrange**, 26 ans, journalier à Lunéville. [Chippel].

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 33, s. 1, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Cheir se maria à Metz en frimaire an IV à Barbe Collin. Il la quitta il y a deux ans pour aller travailler ailleurs, elle n'a pas voulu le suivre et ne veut plus le voir. S'étant fixé à Saint-Nicolas, il se remaria. Pour sa défense Cheir soutient qu'il ne croyait pas que c'était défendu. Le Tribunal ne l'écoula pas et le condamna, déclarant qu'il avait agi « méchamment et avec l'intention de nuire ».

592. — VOL AVES VIOLENCES.

Jugement du 19 frimaire an VII (9 décembre 1798).

Accusés: **Zimmermann** (Pierre), 34 ans, sans profession. [André];

Zimmermann (Laurent), 18 ans, sans profession. [Chippel];

Zimmermann (Nicolas), 41 ans, sans profession. [André];

Fraize (Jacques-Didier), 19 ans, tailleur d'habits. [Goult].

tous à Bickelberg.

Condamnation: **mort** pour Pierre et Laurent Zimmermann (art. 1^{er}, L. 26 floréal an V modifiant art. 2, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour les autres.

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les deux Zimmermann s'étaient introduits à la ferme de Lavalette, commune d'Abreschwiller, appartenant à Gaspard Beckler. Ils étaient armés de pistolets et de sabres. Ils menacèrent et violentèrent la fille de secours qui se trouvait seule à la ferme avec de jeunes enfants, puis ils mirent à sac la maison.

593. — CONCUSSION.

Jugement du 22 frimaire an VII (12 décembre 1798).

Accusé : **Mansuy** (Nicolas), 61 ans, cultivateur et percepteur des contributions à Réchicourt. [André].

Acquittement.

Mansuy aurait levé des perceptions plus fortes et détourné des deniers publics provenant de la perception des contributions. Le Tribunal a admis sa bonne foi, du reste un contribuable auquel il avait trop pris n'a pas voulu que Mansuy lui restitue le trop-perçu.

594. — MEURTRE.

Jugement du 23 frimaire an VII (13 décembre 1798).

Accusé : **Jung** (Pierre), 22 ans, garçon de secours chez Michel Zuzon, cultivateur à Hilbesheim.

Condamnation : **20 ans de fers** (art. 8, s. 1, t. II, C. p.).

L'accusé est contumace. Il avait porté des coups mortels à Pierre Véber, citoyen de Hilbesheim.

595. — MEURTRE.

Jugement du 23 frimaire an VII (13 décembre 1798).

Accusé : **Kilian** (Jean), 29 ans, maçon à Berthelming.

Condamnation : **20 ans de fers** (art. 8, s. 1, t. II, C. p.).

L'accusé est contumace, il avait porté un coup de couteau mortel à Michel Goebel, « le fils de son beau-frère » (*sic*) de Berthelming.

596. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 nivôse an VII (4 janvier 1799).

Accusée : **Locet** (Jeanne), 15 ans, sans profession, à Neuchâteau. [Blancheur].

Condamnation : **8 ans de réclusion dans un maison de correction** art. 13, s. 2, t. II, C. p., art. 9, t. I, 1^{re} partie, C. p. pour le sexe, art. 1^{er} et 3, t. V, 1^{re} partie C. p. pour l'âge).

La jeune Locet, venue à Saint-Nicolas pour voir son frère, s'employa chez Joublet, cultivateur. Elle lui vola deux taies de traversin, elle voulait les vendre pour s'acheter des souliers.

597. — VOL.

Jugement du 15 nivôse an VI (4 janvier 1799).

Accusé : **Morel** (Claude), 22 ans, cordonnier à Saint-Nicolas.

Condamnation : **6 mois de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Morel, contumace, repris, condamné déjà correctionnellement (n° 542), voit sa peine réduite de moitié. Le poisson qu'il a volé n'était pas confié à la foi publique. Il n'a pas agi de nuit et n'a commis aucune effraction.

598. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 nivôse an VII (5 janvier 1799).

Accusé: **Best** (Jean), 21 ans, né à Remering, sans profession à Dieuze.

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Après un jugement de remise pour pouvoir entendre des témoins importants, Best fut condamné pour avoir volé de l'argent dans diverses maisons de Dieuze.

599. — MEURTRE.

Jugement du 17 nivôse an VII (6 janvier 1799).

Accusé: **Gérard** (François), 28 ans, cultivateur à Bourdonnay.

Condamnation: **10 ans de gêne** (art. 9, s. I, t. II, C. p.).

Prévenu d'avoir mortellement frappé Joseph Dieudonné, de Bourdonnay, Gérard fut condamné par défaut à 20 ans de fers le 18 fructidor an VI (n° 566). Sous le n° 527 se trouve un jugement préparatoire pour une affaire qualifiée « vols » mais qui semble être la même. Gérard a bénéficié cette fois d'une excuse car le meurtre qu'il a commis a été provoqué par des faits de violence commis par la victime.

600. — TENTATIVE D'INCENDIE VOLONTAIRE.

Jugement du 18 nivôse an VI (7 janvier 1799).

Accusée: **Marquis** (Catherine), femme **Lahaye**, 37 ans, aubergiste à Frambois. [André].

Acquittement.

Il n'est pas constant que cette femme ait menacé d'incendier une maison de Frambois. A la suite d'une discussion avec Jean Fricot, cultivateur, elle lui aurait dit: « Je te brûlerai dans ta maison! »

601. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 18 nivôse an VI (7 janvier 1799).

Accusé: **Grillot** (Pierre), 18 ans, charron à Moyenvic.

Acquittement.

Grillot, contumace qui s'est présenté (n° 587), ne fut pas convaincu d'avoir volé une charrue à Moyenvic.

602. — CONCUSSION.

Jugement du 24 nivôse an VII (13 janvier 1799).

Accusé: **Magron** (Nicolas), 44 ans, manœuvre et ex-agent de la commune de Raon-les Leau, [Chippel].

Acquittement.

Magron aurait perçu une somme de 143 fr. 50 destinée à payer le salaire du garde-champêtre et des frais de rôles de Raon-les-Leau. Or, ces deux rôles n'avaient pas été visés par l'autorité municipale et centrale. Magron fut cependant déclaré de bonne foi; il paraît d'autre part que les habitants de la commune avaient consenti cette perception supplémentaire.

603. — FAUX.

Jugement du 25 nivôse an VII (14 janvier 1799).

Accusé: **Husson** (Dominique), 26 ans, né à Châtel-sur-Moselle (Vosges), élève en chirurgie chez Féry, officier de santé à Vézelize. [Chippel].

Acquittement.

Son maître étant absent, Husson signa Charles Fery au bas d'un procès-verbal de visite. Depuis deux ans qu'il travaillait chez ce médecin, il connaissait sa signature et le remplaçait souvent. Il a fait ce faux sans aucune mauvaise intention et n'a voulu que rendre service à son maître.

604. — FAUSSE-MONNAIE.

Jugement du 13 pluviôse an VII (1^{er} février 1799).

Accusés: **Jacquot** (Nicolas), 80 ans, marchand;

Jacquot (Pierre), 46 ans, son fils, marchand;

Planté (Marie-Louise), femme Jacquot, 30 ans, couturière;

Louis (Pierre), 35 ans, teinturier;

Roussel (Jeanne), femme **Louis**, 26 ans;

tous de Bar-sur-Ornain. [André].

Acquittement.

Ces gens auraient payé dans différents magasins et cabarets de Bar-sur-Ornain avec des pièces fausses (4 écus de 6 livres et des pièces de 30 et de 15 sols). Le T.C. Meuse avait acquitté la femme Planté et la femme Roussel et condamné les autres à 15 ans de fers (art. 1^{er}, s. 6, t. I, C. p.). Le Tribunal de Cassation, sur pourvoi, cassa le jugement et renvoya l'affaire au T.C.M. qui acquitta tout le monde.

605. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 12 pluviôse an VII (31 janvier 1799).

Accusé: **Thouvenin** (Michel), 21 ans, garçon jardinier à Château-Salins.

Annulation de la procédure faite à Vic (art. 224 à 232 C. br. IV);
Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Le dossier est perdu, voir le jugement définitif de cette affaire sous le n° 623.

606. — VOL.

Jugement du 15 pluviôse an VII (3 février 1799).

Accusé: **Deguet** (Antoine), 25 ans, né à Padoue, près de Venise (Italie), déserteur étranger, se disant marchand roulant à Forcelles, près de Strasbourg. [Dumont].

Acquittement.

Arrêté sans passeport, Deguet ne fut pas convaincu d'avoir volé une pièce de toile chez un boucher de Bayon. Le 9 ventôse an VII, le juge Othenin ordonna de le mettre à la disposition du commissaire ordonnateur de la 4^e division militaire pour être, par ses soins, transféré au dépôt des déserteurs étrangers.

607. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 pluviôse an VII (4 février 1799).

Accusé: **Malaisé** (Jean-Pierre), 25 ans, manœuvre à Saint-Quirin. [André].

Condamnation: **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Malaisé vola 2 barreaux de fer de 3 et 6 pieds tenant les volets d'une maison de Saint-Quirin. C'est un vol simple, commis de jour et sans effraction. Sous le n° 607 bis, l'accusé répond d'autres faits de vol.

607 bis. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 pluviôse an VII (4 février 1799).

Accusé: **Malaisé** (Jean-Pierre), 25 ans, manœuvre à Saint-Quirin. [André].

Condamnation: **6 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Cette fois, Malaisé avait volé divers outils à la scierie de Gagnières et 3 bandes de fers de roue chez le maréchal-ferrand de Saint-Quirin (voir n° 607).

608. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 16 pluviôse an VII (4 février 1799).

Accusé: **Metzelaire** (Thomas), 55 ans, vigneron à Viterne. [André].

Acquittement.

Il n'est pas constant que l'accusé ait tenté de voler du bois dans les portions affouagères de la commune de Viterne.

609. — TENTATIVE DE VOL.

Jugement du 17 pluviôse an VII (5 février 1799).

Accusées: **Adelphe** (Anne), veuve Mathieu, à Troussey;

Debas (Marie-Anne), veuve Adelphe, dit **Prêt-à-boire**, à Troussey.

Annulation de la procédure faite à Commercy (art. 224 à 232 C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Toul.

Ces femmes auraient tenté de voler des paniers d'abeilles. Le dossier est perdu. Ce sont les veuves et la sœur des deux « chauffeurs » condamnés à mort par le T.C.M. le 18 floréal an VI (n° 518).

610. — MEURTRE.

Jugement du 18 pluviôse an VII (6 février 1799).

Accusé: **Jardin** (Claude), 14 ans, aide de charrue chez Joseph Morlon, cultivateur à Germiny. [André].

Acquittement.

Jardin n'a pas voulu nuire en tuant Nicolas Jacquemin, cordonnier à Germiny. Ce dernier accusait à tort Jardin d'avoir cassé sa palissade, après l'avoir insulté, il lui porta trois coups de tenailles à la figure. Jardin se défendit en portant à la tête de Jacquemin un coup de marteau qui occasionna un épanchement au cerveau.

611. — TENTATIVE D'INCENDIE VOLONTAIRE.

Jugement du 19 pluviôse an VII (7 février 1799).

Accusé: **Doré** (Jean-Nicolas), 40 ans, manœuvre à Grandvillers (Vosges). [André].

Condamnation: **mort** (art. 32, s. 2, t. II, C. p. et art. 1^{er}, L. 22 prairial an IV sur la tentative).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Ayant eu des difficultés au sujet de loyer de terrains avec Xonavelle, meunier à Grandvillers, Doré tenta d'incendier sa maison. Cette tentative reçut un commencement d'exécution, l'accusé ayant introduit dans l'écurie du meunier des charbons ardents emballés dans des chiffons.

612. — TENTATIVE D'EMPOISONNEMENT - FAUX.

Jugement du 6 ventôse an VII (24 février 1799).

Accusé: **Colin** (Joseph), cordonnier à Praye-sous-Vaudémont. [Chippel].

Annulation de la procédure faite à Lunéville (art. 228, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Nancy.

Colin avait voulu se procurer du poison chez un apothicaire de Vézelize en se servant d'un faux billet signé de l'agent municipal de sa commune.

613. — FAUX.

Jugement du 8 ventôse an VII (26 février 1799).

Accusés : **Mesmer** (Paul), ci-devant employé à l'administration municipale de Hochfelden ;

Dis (Georges), cultivateur à Friedeholsheim ;

Herrinberger (Joseph), ci-devant, receveur du droit d'enregistrement à Bouxviller ;

Menger (Louis), botteleur de foin au magasin municipal d'Hochfelden.

Annulation de la procédure faite à Nancy (art. 148, C. brum. IV)

Renvoi au directeur du jury de Sarrebourg.

Le dossier est perdu. Menger est contumace.

614. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 ventôse an VII (5 mars 1799).

Accusé : **Georges** (François), 18 ans, garçon de secours chez Jean Olivier, cultivateur à Haussonville. [Chippel].

Condamnation : **10 ans de fers** (art. 13-14, s. 2, t. II, C. p.).

Georges vola 6 écus de 6 livres, une montre, des bijoux et autres effets à son maître.

615. — VOL DANS UN MAGASIN.

Jugement du 15 ventôse an VII (5 mars 1799).

Accusé : **Ferry** (Michel), 19 ans, manœuvre à la verrerie de Saint-Quirin. [André].

Condamnation : **4 ans de fers** (art. 13-15, s. 2, t. II, C. p.).

Ferry vola un bonnet rayé rouge et bleu et une certaine somme d'argent à Nicolas Bregy, marchand à Abreschwiller.

616. — TENTATIVE DE VOL.

Jugement du 16 ventôse an VII (6 mars 1799).

Accusé : **Guilbert** (Pierre), 28 ans, tisserand à Bayon. [Chippel].

Condamnation : **8 ans de fers** (art. 13, s. 2, t. II, C. p. et art. 1^{er}, L. 22 prairial an IV sur la tentative).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Guilbert habitant la même maison qu'un cordonnier de Bayon fut surpris dans la cave de ce dernier avec un seau alors qu'il tentait de lui voler du vin.

617. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 16 ventôse an VII (6 mars 1799).

Accusé: **Désenfant** (Nicolas), coquetier à Toul.

Condamnation: **mort** (art. 1^{er}, L. 29 nivôse an VI).

Le dossier est perdu. L'accusé est contumace. Il avait attaqué pour le voler un citoyen sur le chemin de Toul à Villers-sur-Moselle.

618. — ASSASSINAT.

Jugement du 16 ventôse an VII (6 mars 1799).

Accusé: **Dillet** (Georges), 38 ans, cultivateur à Beuvezin.

Condamnation: **mort** (art. 11, s. 1, t. II, C. p.).

Dillet est contumace. Il avait tué sa femme, Françoise Bellot, de deux coups de fusil. Lors de l'exhumation du corps de la victime on trouva trois grains de plomb dans le bas-ventre. Dillet fut repris en l'an X et sa peine fut confirmée par jugement du 19 messidor an X; son pourvoi en Cassation ayant été rejeté, il fut exécuté le 20 fructidor an X. Il avait dit qu'il était ivre lorsqu'il tua sa femme.

619. — TRAFIC D'INFLUENCE.

Jugement du 17 ventôse an VII (7 mars 1799).

Accusés: **Cuny** (Louis), 56 ans, et **Hazotte** (Joseph), 31 ans, gardes-champêtres à Moyenvic. [André].

Acquittement.

Il n'est pas constant que ces fonctionnaires aient reçu 3 francs et 1 fr. 30, une carte de blé et à boire pour ne pas dresser de procès-verbaux contre quatre cultivateurs de Moyenvic.

620. — ASSASSINAT.

Jugement du 18 ventôse an VII (8 mars 1799).

Accusé: **Florentin** (Nicolas), 30 ans, tailleur d'habits à Blénod. [Chippel].

Acquittement.

Florentin ne fut pas déclaré convaincu d'avoir tué d'un coup de fusil Jean Lacroix, agent de la commune de Blénod. Les pièces de son procès ont été renvoyées à Toul pour continuer la procédure instruite contre un individu présumé coupable (n° 641).

621. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 germinal an VII (4 avril 1799).

Accusée: **Grenier** (Rose), 19 ans, fille de secours à la ferme de la Rochelle, près de Lunéville. [André].

Condamnation: **8 ans de réclusion** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

Cette fille vola un couvert d'argent à son maître.

622. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 15 germinal an VII (4 avril 1799).

Accusé: **Drolot** (Jean), 34 ans, journalier à Nancy. [André].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 15, s. 2, t. II, C. p.).

Diolot vola six draps de lit au citoyen Jolibois, aubergiste à Vic, à l'enseigne du « Sapeur National ». Il a dit pour sa défense qu'il était en état d'aliénation d'esprit et d'égarement quand il a volé, sa femme venant de le quitter.

623. — VOL AVEC EFFRACTION.

Jugement du 16 germinal an VII (5 avril 1799).

Accusé: **Thouvenin** (Michel), 21 ans, garçon jardinier à Château-Salins.

Condamnation: **14 ans de fers** (art. 6-7, s. 2, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu. Un jugement de procédure se trouve sous le n° 605. Thouvenin vola du fil et du linge à Vic et à Château-Salins. En le condamnant le T.C.M. le renvoie au directeur du jury de Nancy, car il a à répondre d'un nouveau délit.

624. — VOL EN FOIRE.

Jugement du 18 germinal an VII (7 avril 1799).

Accusés: **Mayette** (Jean), 60 ans, meunier à Réclonville près d'Ogéville. [André].

César (Jeanne), 53 ans, sa femme, couturière. [Goutt].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Les époux Mayette volèrent à deux teinturiers, Vial et Baroué d'Epinal, trois pièces d'étoffe dite « écorce » exposées en foire.

625. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 19 germinal an VII (8 avril 1799).

Accusé: **Tisserand** (Jean-Nicolas), 46 ans, maréchal-ferrand à Hampont. [Chippel].

Condamnation: **4 décades de prison et 50 francs d'amende** (art. 13, 14, t. II, C. p. cor.).

Tisserand se disputa avec son voisin Manoux au sujet d'une « roye » de champ (canal d'irrigation), Manoux l'aurait poursuivi dans son champ et l'aurait menacé de mort. Tisserand, pour se défendre, l'aurait alors frappé à l'œil. Le Tribunal a correctionnalisé le crime car il n'y a pas eu effusion de sang; d'autre part il n'est pas constant que Manoux ait perdu l'œil gauche à la suite de ce coup.

626. — FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES.

Jugement du 19 germinal an VII (8 avril 1799).

Accusé: **Bessard** (Barthélémy), 32 ans, marchand colporteur à Besse-en-Basset, près de Saint-Chamond (Haute-Loire).
[Chippel].

Acquittement.

Bessard était accusé d'avoir surchargé la date de sa patente de colporteur pour en augmenter la durée de validité. La date « an V » imprimée, a été grattée et remplacée par « an VII ». Or, Bessard sait à peine écrire, il dit que c'est un nommé Leroy qui a changé la date de sa patente dans une auberge d'Epinal, l'administration de cette ville lui en ayant refusé le renouvellement. D'autre part, Bessard n'a pas fait usage de sa patente.

627. — TENTATIVE D'ASSASSINAT.

Jugement du 20 germinal an VII (9 avril 1799).

Accusé: **Carême** (Joseph), de Flirey.

Annulation de la procédure faite à Toul (art. 228 à 232 C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Nancy.

Le dossier est perdu.

628. — TENTATIVE D'ASSASSINAT (GUET-APENS SUR UNE GRANDE ROUTE).

Jugement du 17 germinal an VII (6 avril 1799).

Accusés: **Serre** (Jean) et **Mathieu** (Philippe), de Bezange-la-Grande.

Annulation de la procédure faite à Vic (art. 219-228 à 232 C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Le dossier est perdu.

629. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 3 floréal an VII (22 avril 1799).

Accusé: **Méville** (Nicolas), dit **Belleville**, 40 ans, charron à Nancy.

Renvoyé au T.C. Moselle, ayant opté pour ce tribunal (art. 303 à 305 C. brum. IV).

Le dossier est perdu. A Metz, Méville, qui est appelé maintenant Mébille, est condamné à 6 ans de détention (art. 27, s. 2, t. II, C. p.) par jugement du 17 prairial an VII.

630. — FAUSSE-MONNAIE - VOL D'ARGENTERIE.

Jugement du 1^{er} floréal an VII (20 avril 1799).

Accusés : **Borom** (Ignace), marchand à Toul;

Messain (Marguerite), sa femme;

Messain (Antoine), fondeur à Faye-en-Haye;

Messain l'aînée (Marguerite), marchande à Toul.

Annulation de la procédure faite à Toul (art. 228 à 232, C. brum.

Renvoi au directeur du jury de Nancy.

Le dossier est perdu. Voir le jugement définitif pour l'affaire de fausse-monnaie (sous le n° 639).

631. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 15 floréal an VII (4 mai 1799).

Accusé : **Tronçon** (Augustin-Etienne), 34 ans, tissier à Auxerre (Yonne). [Gérardy].

Condamnation : **8 ans de fers** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

Tronçon vola de l'argent, des mouchoirs, des chemises d'homme, etc., à son patron, François Cheheur, tissier à Ville-au-Val.

632. — ASSASSINAT - PARRICIDE.

Jugement du 16 floréal an VII (5 mai 1799).

Accusés : **Pays** (Marguerite), 64 ans, veuve de Simon, vigneron. [André];

Simon (Françoise), 28 ans, sa fille. [Demetz];

Mangenot (Jean-Nicolas), 30 ans, son gendre. [Chipel]; tous trois de Neuves-Maisons.

Acquittement.

Ces gens étaient accusés d'avoir assassiné le citoyen Simon, leur mari, père et beau-père. Or, le vieillard, accablé de dettes, s'était suicidé en se pendant à une échelle dans son grenier.

633. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 17 floréal an VII (6 mai 1799).

Accusés : **Brayer** (Jean), 35 ans et **Roehr** (Antoine), 27 ans, charpentiers et gardes nationaux à Walscheid. [André et Goutt].

Acquittement.

Brayer, sergent dans la garde nationale, entra dans une auberge en revenant d'une fête patriotique à Dabo. Il discuta avec Roehr, garde national au sujet du port du sabre que lui seul, sergent, avait le droit de porter. Deux gendarmes intervinrent, croyant qu'ils se disputaient et les rudoyèrent; ils répondirent en leur portant des coups.

634. — FAUX EN ÉCRITURES PRIVÉES.

Jugement du 18 floréal an VII (7 mai 1799).

Accusés : **Chalon** (Joseph), 67 ans, calculateur à Toul. [Chippel] ;

Manet (Nicolas, dit **Président**, 40 ans, vigneron à Bruley. [André].

Condamnation : **4 ans de fers** (art. 42, t. II, C. p.).

Chalon aurait fait une fausse quittance de 132 livres au profit de Manet et signée Laroppe. Manet aurait provoqué Chalon par promesses à faire ce faux.

635. — TENTATIVE D'ASSASSINAT.

Jugement du 19 floréal an VII (8 mai 1799).

Accusé : **Houbert** (André), 32 ans, journalier à Hazelbourg. [André].

Acquittement.

Houbert ne fut pas déclaré convaincu d'avoir frappé son voisin, François Bath, lors d'une querelle au sujet d'un terrain et de lui avoir cassé un bras, deux côtes et fracturé la tête. Le début de la procédure, faite à Dabo, est en allemand, comme cela se rencontre dans certains dossiers dont l'instruction a été commencée dans cette région. Nous tenons à donner le début de la plainte déposée par la victime devant le juge de paix de Dabo. Elle est rédigée en une langue qui s'apparente de fort loin à celle de Goethe : « Heüt Dabo den 15 brümär 7tes Jahr der fränsischen Rëbüblich, um zwölf Uhr und ein Halb ist Franz Bath... ».

636. — COUPS ET BLESSURES.

Jugement du 22 floréal an VII (11 mai 1799).

Accusé : **Bournique** (Isidore), 19 ans, voiturier chez son père à Abreschwiller. [André].

Condamnation : **6 mois de prison et 100 livres d'amende** (art. 13, 14, t. II, C. p. cor.).

Au cours d'une dispute entre gens du lieu, Bournique aurait assailli, frappé et blessé Michel Sauteur. Il n'y a pas eu effusion de sang et l'accusé n'a pas eu l'intention de tuer.

637. — OUTRAGES A FONCTIONNAIRE - OFFENSE A LA LOI.

Jugement du 23 floréal an VII (12 mai 1799).

Accusé : **Ingelborg** (Henry), 34 ans, tailleur d'habits à Nancy, faubourg de la Constitution. [Regnault].

Acquittement.

Un porteur de contraintes pour les contributions publiques s'étant présenté chez lui, l'accusé ne voulut pas le payer, le frappa et l'empêcha de saisir ses meubles. Les faits ne sont pas constants. Ingelborg ne croyait rien devoir pour ses contributions.

638. — OFFENSE A LA LOI.

Jugement du 27 floréal an VII (16 mai 1799).

Accusé: **Lizèz** (Charles), 44 ans, architecte à Nancy. [André].

Acquittement.

Rentrant un soir de Malzéville, Lizèz se présenta sans lanterne au poste de la Porte de la République à Nancy (Porte de la Citadelle). Le dialogue suivant s'engagea avec la sentinelle « Qui vive? Citoyen! - On ne passe pas ». Lizèz insistant, le garde de faction voulut le faire entrer au corps de garde, il se mit en fureur et le frappa de son fusil. Ce factionnaire était complètement ivre et Lizèz le fit remarquer au sergent du poste. Le Tribunal jugea qu'il n'y avait pas là d'insulte.

639. — FAUSSE-MONNAIE.

Jugement du 8 prairial an VII (27 mai 1799).

Accusés: **Borom** (Ignace), marchand à Toul;

Messain (Marguerite), sa femme;

Messain (Antoine), fondeur à Faye-en-Haye;

Messain (Marguerite), l'aînée, marchande à Toul.

Acquittement.

Le dossier est perdu, sauf la liste des jurés qui est reliée à la suite du jugement. Un jugement préparatoire est sous le n° 630. Les accusés étaient de bonne foi en se servant de fausses pièces de 6 livres. Borom est reconduit néanmoins en prison car il a à répondre d'un autre fait.

640. — PRÉVARICATION DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS.

Jugement du 9 prairial an VII (28 mai 1799).

Accusé: **Henry** (Pierre), 41 ans, vigneron et garde-forestier à Rosières-aux-Salines. [André].

Condamnation: **dégradation civique et 2 heures de carcan** (art. 8, s. 2, t. I, C. p. et art. 31 et 34, t. I, 1^{re} partie, C. p.).

On reprochait à Henry de multiples méfaits: il avait reçu de l'argent pour ne pas dresser procès-verbaux, il avait levé des taxes forestières arbitraires et avait trafiqué maintes fois de son influence. En plus des condamnations pénales qui furent prononcées contre lui, il fut condamné aux frais du procès et à 160 livres de dommages intérêts envers les contribuables indûment taxés. Il fut mis au pilori pendant deux heures sur la place de la Constitution à Rosières; là, le greffier Gérard, assisté de l'huissier Bureau; lui dit devant le peuple assemblé: « *Pierre Henry, votre pays vous a trouvé convaincu d'une action infâme, la Loi et le Tribunal vous dégradent de la qualité de citoyen français* ».

641. — ASSASSINAT.

Jugement du 13 prairial an VII (1^{er} juin 1799).

Accusé: **Robin** (Claude), 53 ans, cultivateur à Blénod.

Condamnation: **mort** (art. 11, s. 1, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu, Robin est accusé d'avoir tué d'un coup de fusil Jean Lacroix, agent de la commune de Blénod, son ennemi juré et son voisin. Le nommé Florentin, un instant suspecté, avait été acquitté de ce fait par le T.C.M. le 18 ventôse an VII (n° 620).

642. — VOL DANS UNE BOUTIQUE.

Jugement du 15 prairial an VII (3 juin 1799).

Accusés: **Steiner** (Pierre), 21 ans et **Nouffert** (Louis), 16 ans, « apprentis-chapeliers » à Sarrebourg. [Chippel et André].

Acquittement.

Il n'est pas constant que les accusés aient volé trois chapeaux et des mouchoirs chez Joseph Calot, leur maître d'apprentissage à Sarrebourg.

643. — BIGAMIE.

Jugement du 15 prairial an VII (3 juin 1799).

Accusé: **Thomas** (Joseph), 33 ans, manoeuvre à Bezange-la-Grande (canton d'Arracourt). [Radès].

Condamnation: **12 ans de fers** (art. 33, s. 1, t. II, C. p.).

Thomas épousa en 1792 Anne Galland, 29 ans de Moriviller, il en eut deux enfants. Alors que sa première femme était encore vivante, il épousa en l'an VI Barbe Bigorne, 23 ans, de Bezange-la-Grande. Après avoir nié le fait, Thomas prétendit ignorer les lois. Le 19 ventôse an V; il avait été condamné par contumace à 12 ans de fers par le T.C. Vosges pour avoir volé un bœuf chez un cultivateur de Saint-Genest.

644. — VOL DOMESTIQUE.

Jugement du 16 prairial an VII (4 juin 1799).

Accusée: **Guilkin** (ou **Schilkin**) (Marguerite), 22 ans, fille de secours à Hilsbourg. [Goutt].

Condamnation: **8 ans de réclusion** (art. 13, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Cette fille vola une paire de souliers à son maître, cultivateur, croyant qu'ils lui appartenaient.

644 bis. — ASSASSINAT.

Jugement du 14 prairial an VII (2 juin 1799).

Accusés : **Peter** (Valentin), journalier ;

Jung (Michel), journalier ;

Kaiser (Michel), meunier ; tous de Sparsbrod.

Renvoyés au directeur du jury de Sarrebourg.

Le dossier est perdu. Ce renvoi a lieu « pour être procédé à la reconnaissance du cadavre qui vient d'être retrouvé ». (Voir le jugement définitif sous le n° 654).

645. — VOL.

Jugement du 16 prairial an VII (4 juin 1799).

Accusé : **Miller** (Jean), dit **Millot**, 25 ans, garçon de secours chez Lefèvre, marchand de fers à Toul.

Acquittement.

Le dossier est perdu. Miller ne fut pas convaincu d'avoir volé de l'acier en barres à son patron. Il fut cependant reconduit en prison à Toul, car il a à répondre d'autres vols.

646. — OUTRAGES A FONCTIONNAIRES - OFFENSE A LA LOI.

Jugement du 17 prairial an VII (5 juin 1799).

Accusés : **Clément** (Jean-Baptistie), 25 ans, cultivateur ;

Cuny (Joseph), 22 ans, cultivateur ;

Pitance (Jean-Claude), 36 ans, pâtre à Xafféville (Vosges) ;

Marquis (François), 31 ans, cultivateur à Doncières (Vosges), [André et Chippel].

Acquittement pour Marquis.

Condamnation : **2 mois de prison** pour les autres (art. 646, C. brum. IV).

Les accusés avaient fait évader deux jeunes gens entre les mains de deux gendarmes ; puis avaient insulté ces derniers « tant de paroles que de faits ». Ils avaient été condamnés criminellement par le T.C. Vosges le 17 nivôse an VII. L'affaire fut renvoyée sur pourvoi du T.C.M. qui a jugé les accusés excusables : « en ce que les gendarmes n'ont été frappés que par suite des efforts qu'ils ont fait pour repousser une agression qu'ils considéraient comme sérieuse quoiqu'elle n'ait aucun caractère alarmant. En plus des deux mois de prison, les accusés furent condamnés aux frais du procès et à 40 et 60 livres de dommages-intérêts envers les gendarmes, partie civile.

647. — INFRACTION A LA DÉPORTATION.

Jugement du 4 messidor an VI (22 juin 1799).

Accusés : **Dombrot** (Claude-Joseph) et **Cosserat** (Nicolas), prêtres insermentés.

Renvoyés devant la Commission militaire de Nancy (art. 15-16 L. 19 fructidor an V art. 2, t. IV, L. 25 brumaire an III).

Le dossier est perdu.

648. — RECEL D'UN PRÊTRE INSERMENTÉ.

Jugement du 15 messidor an VII (3 juillet 1799).

Accusé : **Marchal** (Mathias), 55 ans, tailleur d'habits à Dolving. [André].

Condamnation : **déportation** (art. 1-2, L. 2 germinal an II).

Pourvoi en Cassation rejeté.

L'accusé avait reçu à Dolving son frère, Melchior Marchal, prêtre insermenté, déporté ou émigré en Allemagne (à Francfort?) En vertu de cette loi de germinal an II, celui qui reçoit un tel prêtre suit la même peine que celle qui est prévue pour les prêtres insermentés qui rentrent en France, en l'espèce la déportation.

649. — VOL DANS UN TERRAIN CLOS ATTENANT A UNE MAISON.

Jugement du 15 messidor an VII (3 juillet 1799).

Accusé : **Rambeau** (Sébastien), 46 ans, aubergiste au Pont-de-Jaillon. [André].

Condamnation : **6 ans de fers** (art. 25, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Rambeau vola une chaîne et un seau de puits à Jaillon; il dit les avoir achetés, voulant construire un puits dans son jardin.

650. — VOL DANS UN TERRAIN CLOS ATTENANT A UNE MAISON.

Jugement du 16 messidor an VII (4 juillet 1799).

Accusé : **Maussée** (Jean-Nicolas), fils, dit **Sous-Cadet**, 33 ans, vigneron à Pagny-derrière-Barrine. [André].

Condamnation : **2 ans de prison** (art. 32, t. II, C. p. cor.).

Maussée vola des planches à un autre cultivateur du lieu. Le Tribunal correctionnalisait le crime, les planches n'étant pas exposées à la foi publique et le terrain dans lequel elles se trouvaient n'étant pas clos.

651. — TENTATIVE D'INCENDIE VOLONTAIRE.

Jugement du 16 messidor an VII (4 juillet 1799).

Accusé: **Maussée** (Nicolas), père, 66 ans, vigneron à Pagney-derrière-Barrine. [André].

Acquittement.

Maussée aurait menacé d'incendier la maison d'un cultivateur voisin. Ils se disputaient au sujet d'un vol de planches commis par son fils (n° 650) et se menacèrent mutuellement de mettre le feu à leur maison.

652. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 17 messidor an VII (5 juillet 1799).

Accusé: **Virion** (Charles), 34 ans, marchand à Pont-à-Mousson.

Condamnation: **mort** (art. 1^{er}, L. 29 nivôse an VI et art. 1^{er}, L. 29 brumaire an VII).

Le dossier est perdu. Virion vola deux chevaux à Blénod, de nuit, dans une maison habitée, avec violences et effractions.

653. — CONCUSSION.

Jugement du 11 thermidor an VII (29 juillet 1799).

Accusé: **Régnier** (Joseph-Nicolas), 37 ans, aubergiste, boulanger et ex-agent de la commune d'Azerailles. [Demetz].

Acquittement.

Il n'est pas constant que Régnier ait perçu arbitrairement une taxe forestière pour la marque des portions affouagères et ait détourné 3 fr. 25 provenant de l'exploitation des biens communaux. Un jugement du 11 messidor an VII ordonnait à un garde forestier de faire une expertise sur place.

654. — ASSASSINAT.

Jugement du 14 thermidor an VII (1^{er} août 1799).

Accusés: **Peter** (Valentin), 25 ans, journalier;

Jung (Michel), 53 ans, journalier;

Kaiser (Michel), 27 ans, meunier; tous à Sparsbrod;

Condamnation: **mort** (art. 11, s. 1, t. II, C. p.).

Acquittement pour Jung du fait de complicité.

Les accusés ont tué Philippe Jung, fils de Michel Jung. Le dossier est perdu. Un jugement préparatoire est sous le n° 644 bis.

655. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 15 thermidor an VII (2 août 1799).

Accusé: **Baal** (François), 28 ans, déserteur des troupes de « l'Empereur d'Allemagne », garçon charron chez Houpert, à Insming. [Goutt].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 13-15, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Baal vola une montre en argent, à un pensionnaire de Christian Kenelgussen, aubergiste à Insming.

656. — VOL.

Jugement du 15 thermidor an VII (2 août 1799).

Accusé: **Pierre** (Jean), 36 ans, ex-carabinier, homme de secours à Blainville.

Acquittement.

Il n'est pas constant que Pierre vola des effets mobiliers au pré-judice de Job, cultivateur à Blainville. Etant contumace, le séquestre de ses biens est en conséquence levé.

657. — PARRICIDE.

Jugement du 16 thermidor an VII (3 août 1799).

Accusé: **Mougel** (Sébastien), 28 ans, manœuvre à Bertrichamps.

Condamnation: **mort** (art. 10, s. 1, t. II, C. p.).

Le dossier est perdu.

658. — VOL AVEC VIOLENCES.

Jugement du 18 thermidor an VII (5 août 1799).

Accusé: **Rouffenack** (Antoine), 26 ans, scieur de long à Engenthal.

Condamnation: **mort** (art. 11-13, s. 1, t. II, C. p.).

Rouffenack attaqua et dévalisa deux marchands sur la route de Dabo. Son complice Schneider fut condamné à 18 ans de fers en l'an VI (n° 531). Rouffenack est contumace. Il sera repris et sa peine confirmée le 18 thermidor an VIII; son pourvoi en Cassation étant rejeté il sera exécuté place de Grève le 21 vendémaire an IX à midi.

659. — FAUX EN ÉCRITURE PRIVÉE.

Jugement du 19 thermidor an VII (6 août 1799).

Accusé: **Jossaume** (Guillaume), 30 ans, manufacturier en drap à Nancy. [André].

Acquittement.

Jossaume apposa une fausse signature au bas d'une convention synallagmatique sous seing privé. Il était ivre et ne savait pas ce qu'il faisait.

660. — CONCUSSION.

Jugement du 18 thermidor an VII (5 août 1799).

Accusé: **Braquier** (Joseph), 44 ans, garde forestier à Rosières-aux-Salines. [Contal].

Acquittement.

On reprochait à Braquier cinq faits de concussion:

1° il aurait pris 24 perches dans le bois de Saint-Orbain;

2° il aurait reçu 3 francs de Dominique Boulanger pour lui permettre de laisser pâturer ses bêtes dans les bois de Coiviller;

3° il aurait reçu 3 francs de pourboire pour ne pas dresser procès-verbal au citoyen Eubriet qui avait laissé pâturer ses bêtes où il ne fallait pas;

4° il aurait reçu un résal de blé pour la même raison de Chrétien et Joseph Froment;

5° enfin il aurait vendu plusieurs chênes dans la forêt nationale de Coiviller.

Ou bien ces faits ne furent pas reconnus constants, ou bien Braquier ne fut pas convaincu d'en être l'auteur.

661. — PROPOS ET ACTES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

Jugement du 6 fructidor an VII (23 août 1799).

Accusé: **Crolbois** (Pierre-Antoine), 62 ans, ex-chanoine à Bar-sur-Ornain, demeurant à Nancy. [André].

Condamnation: **mort** (art. 1, L. 27 germinal an IV).

Dans une boutique à Nancy, l'accusé aurait, devant de nombreux citoyens, formé des vœux pour que le prince Charles entre en France avec son armée pour détruire les Républicains; il aurait dit que s'il y avait 100 ou 200 personnes comme lui, ils iraient égorger les représentants du peuple qui sont des scélérats; que le roy devrait revenir pour le bonheur de la France; qu'il n'appelle quelqu'un « citoyen » que par mépris. Il termina en disant: « La Révolution m'a fait fréquenter des gens que je n'aurais jamais coudoyés ».

662. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 15 fructidor an VII (1^{er} septembre 1799).

Accusé: **Frémont** (André-Nicolas), journalier à Phalsbourg.

Renvoyé au juge de paix de Vic pour recommencer la procédure (art. 108-359, C. brum. IV).

Le dossier est perdu.

663. — VOL AVEC FAUSSES CLÉS.

Jugement du 15 fructidor an VII (1^{er} septembre 1799).

Accusé: **Torne** (Jean-Baptiste), 27 ans, tourneur et menuisier à Morville-sur-Seille. [André].

Renvoyé au juge de paix de Lunéville pour recommencer la procédure (art. 108, 238, 327 et 359, C. brum. IV).

Torne était accusé d'avoir volé au citoyen Thiriet, de Morville, une croix en or, une bague en or et en argent. Il sera acquitté par le T.C.M. par jugement du 19 brumaire an VIII.

664. — ASSASSINAT.

Jugement du 17 fructidor an VII (3 septembre 1799).

Accusés: **Villemin** (Nicolas), 32 ans, cultivateur à Villaney (Moselle). [Chippel];

Mengin (Louis), 34 ans, cultivateur à Allondrelle (Moselle). [André].

Condamnation: **mort** (art. 11, s. I, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Les accusés tuèrent Jean-Pierre Manigard, cultivateur à Villaney, chez lui, à coups de bâtons et de pierres; il cachèrent le cadavre dans un bois voisin. Manigard était le fermier de Villemin, il lui devait de l'argent et cultivait mal ses terres, d'où une dispute et le drame. Le Tribunal rejeta l'hypothèse de la légitime défense. Mengin, complice, fut d'abord cité comme témoin, puis inculpé, il nia tout. Le 17 ventôse an VII, le T.C. Meuse, pour lequel les accusés avaient opté, les avait condamnés à mort; sur pourvoi, le Tribunal de Cassation cassa le jugement et renvoya l'affaire au T.C.M. Ce dernier, après une remise à un mois pour permettre la convocation des témoins mosellans, confirma la première peine.

665. — VOL.

Jugement du 17 fructidor an VII (3 septembre 1799).

Accusé: **Laroppe** (Nicolas), 41 ans, aubergiste au Pont-de-Jaillon.

Annulation de la procédure faite à Toul (art. 151, 328, 484, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Pont-à-Mousson.

Le dossier est perdu. Le jugement définitif est sous le n° 678.

666. — VOL.

Jugement du 17 fructidor an VII (3 septembre 1799).

Accusé: **Dubuisson** (Nicolas), chapelier à Lunéville.

Annulation de la procédure faite à Vic (art. 238, 239, 328, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Lunéville.

Le dossier est perdu. Le jugement définitif est sous le n° 678 bis.

667. — VOL EN FOIRE.

Jugement du 18 fructidor an VII (4 septembre 1799).

Accusés: **Bénagiste** (Jacob), 25 ans, déserteur autrichien, garçon brasseur et plâtrier. [Boulion];

Pierrot (Thérèse), 30 ans, sa femme. [Goutt];

Bernard (Jacob), 27 ans, maçon. [Gérardy];

Grosjean (Barbe), 23 ans, sa femme. [André]; tous de Vic.

Condamnation: **4 ans de détention** pour Bénagiste (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Acquittement pour les autres.

Bénagiste est coupable d'avoir volé une malle pleine de lingerie et de dentelles sous les halles, place du Marché, à Vic.

668. — ? (jugement de procédure).

Jugement du 19 fructidor an VII (5 septembre 1799).

Accusé: **Judée** (Barthélemy-Jean), cabaretier à Xivray (Meuse).

Annulation de la procédure, la liste des jurés étant mal établie (art. 483, 484, 518 et 525, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Pont-à-Mousson.

Le dossier est perdu. Judée condamné par le T.C. Meuse, avait été devant le Tribunal de Cassation qui renvoya l'affaire à Nancy.

669. — OFFENSE A LA LOI.

Jugement du 19 fructidor an VII (5 septembre 1799).

Accusé: **Gérard** (Dominique), 39 ans, cultivateur à Pagney-derrière-Barrine. [André].

Condamnation: **2 décades de prison** (art. 646, C. brum. IV).

Gérard avait commis des violences contre l'huissier Millery, venant le saisir en vertu d'un jugement du Tribunal civil de la Meurthe le condamnant à 65 francs de dépens. Le Tribunal l'a déclaré excusable car il a été « entraîné par un premier mouvement auquel il n'a pas donné suite ».

670. — DÉTOURNEMENT DE DENIERS PUBLICS.

Accusé: **Deguilly** (François), receveur du domaine à Toul.

Jugement du 20 fructidor an VII (6 septembre 1799).

Annulation de la procédure faite à Toul (art. 151, 484 et 525, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Nancy.

Le dossier est perdu. Un jugement du 30 thermidor an VII ordonnant la mise sous scellés des registres de compte de l'accusé et leur expertise (art. 108 et 125 C. brum. IV). Deguilly aurait lapidé des deniers de sa recette.

671. — ASSASSINAT.

Jugement du 6^e jour complémentaire an VII (22 septembre 1799).

Accusés: **Courbon** (Léopold), rentier à Rhodes;

Hovasse (Nicolas), cultivateur à Remoncourt.

Annulation de la procédure faite à Lunéville (art. 224 à 232, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Vic.

Le dossier est perdu. (Voir n° 675).

672. — DÉLIT FORESTIER.

Jugement du 6^e jour complémentaire an VII (22 septembre 1799).

Accusé: **Burte** (Joseph), garde champêtre et forestier à Royau-meix.

Annulation de la procédure faite à Toul (art. 238, 239, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Pont-à-Mousson.

Le dossier est perdu.

673. — ÉMIGRATION.

Jugement du 6^e jour complémentaire an VII (22 septembre 1799).

Accusée: **Thomas** (Christiane), femme **Demange**, marchande au faubourg de Boudonville, à Nancy.

Annulation de la procédure faite à Nancy (art. 228, 229, 232, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Toul.

Le dossier est perdu.



ANNÉE JUDICIAIRE DE L'AN VIII (1799)

HUITIÈME REGISTRE

(en partie seulement)

*Affaires n^{os} 674 à 679**du 3 brumaire an VIII (25 octobre 1799)**au 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799)*

674. — MEURTRE.

Jugement du 3 brumaire an VIII (25 octobre 1799).

Accusé: **Fourrer** (Joseph), 50 ans, tailleur de pierres à Hommartin. [André].**Acquittement.**

Au sortir d'un cabaret, Fourrer fut frappé sans mot dire par Michel Karleskind, d'Arschwiller, il roula à terre et fut menacé d'un couteau. Il se défendit en frappant Karleskind d'un coup de bâton à la tête, ce qui occasionna un épanchement au cerveau. Le Tribunal a admis la légitime défense.

675. — ASSASSINAT.

Jugement du 14 brumaire an VIII (5 novembre 1799).

Accusés: **Courbon** (Léopold), rentier à Rhodes;**Hovasse** (Nicolas), cultivateur à Remoncourt.

Annulation de la procédure faite à Vic (art. 229 à 232 et 328, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Pont-à-Mousson.

Voici le deuxième jugement de procédure de cette affaire (n° 675).
Les accusés seront finalement condamnés à mort par le T.C.M. le 17 nivôse an VIII.

676. — VOL.

Jugement du 14 brumaire an VIII (5 novembre 1799).

Accusé: **Lallement** (Augustin), vigneron à Euvezin.

Annulation de la procédure faite à Pont-à-Mousson (art. 238, 239, C. brum. IV).

Renvoi au directeur du jury de Toul.

Le dossier est perdu.

677. — VOL D'ARGENT.

Jugement du 17 brumaire an VIII (8 novembre 1799).

Accusés: **Schmitt** (Jacques), 41 ans, marchand à Steinholtz. [Chippel];

Samuel Isaac, 42 ans, marchand à Bedford (Haut-Rhin). [André].

Acquittement.

Les accusés volèrent avec effraction une grosse somme d'argent chez le receveur de l'enregistrement de Porentruy. Des charges accablantes furent relevées contre eux. Le 20 brumaire an VII, le Tribunal de Colmar les condamna à mort. Sur pourvoi, le Tribunal de Cassation les envoya devant le T.C. Vosges qui confirma la peine. Sur second pourvoi, ils furent acquittés, malgré les certitudes de l'acte d'accusation, par le T.C.M. Les accusés nièrent toujours les faits que l'on voulait leur imputer.

678. — VOL AGRICOLE.

Jugement du 17 brumaire an VIII (8 novembre 1799).

Accusé: **Laroppe** (Nicolas), 41 ans, aubergiste au Pont-de-Jaillon. [André].

Condamnation: **4 ans de détention** (art. 27, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Après un jugement de procédure (N° 665) Laroppe fut condamné pour avoir volé du bois dans les portions affouagères. Son pourvoi en Cassation fut rejeté, mais le Tribunal suprême: « considérant que ledit Laroppe était accusé d'un vol de bois exposé à la foi publique et que ce délit qui a eu lieu le jour et sans violences est prévu et soumis à des simples peines correctionnelles par la loi du 25 frimaire an VII, le Tribunal, en vertu de l'article 19 de la dite loi, renvoie l'accusé et les pièces du procès devant le Tribunal criminel de la Meurthe pour l'application de la peine portée par ladite loi du 25 frimaire an VII ». Par jugement du 18 ventôse an VIII, le T.C.M. réduisit la peine à *un mois* de prison.

678 bis. — VOL DANS UN HOTEL.

Jugement du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799).

Accusé: **Dubuisson** (Nicolas), 41 ans, chapelier à Lunéville. [Gœury].

Condamnation: **8 ans de fers** (art. 13-15, s. 2, t. II, C. p.).

Pourvoi en Cassation rejeté.

Dubuisson avait tenté de voler de l'argent dans une auberge de Xures (n° 666). Son pourvoi fut rejeté, mais comme pour le numéro précédent le Tribunal de Cassation renvoya l'affaire au T.C.M. pour que l'accusé soit condamné correctionnellement en vertu de la loi du 22 frimaire an VII; il le fut le 3 pluviose an VIII à 3 ans de prison.

679. — OFFENSE A LA LOI.

Jugement du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799).

Accusés: **Contal** (Jean), 32 ans, maréchal ferrant à Bulligny.
[André].

Aubert (Nicolas), 24 ans, cultivateur à Allamps.
[Courville].

Louis (François), 28 ans, cultivateur à Crézilles.
[Demetz].

Acquittement.

Au sortir d'un cabaret, ces gens faisaient beaucoup de bruit dans les rues de Bulligny, ils étaient légèrement ivres. Ils violentèrent les gardes nationaux qui voulaient les arrêter et les conduire au poste.





CHAPITRE III

Le Tribunal Criminel de la Meurthe juge des appels correctionnels

Nous avons vu, dans les deux chapitres précédents, l'œuvre du T.C.M. en matière criminelle; c'était là l'essentiel de sa tâche. Le T.C.M. avait cependant un rôle accessoire: il était le juge d'appel des tribunaux de police correctionnelle des neuf districts du département de la Meurthe.

Dans une étude générale sur le T.C.M., comme celle que nous avons entreprise, il convient d'examiner l'œuvre de ce Tribunal en cette matière.

Disons-le tout de suite, cette œuvre n'est que secondaire, et par le nombre des affaires portées en appel et par le peu d'importance des dites affaires qui, de pluviose an IV à brumaire an VIII, ne se montent qu'à deux cent cinquante-deux.



Les lois du 20 janvier-25 février 1791 et du 16 septembre 1791 qui créent les Tribunaux criminels départementaux et celle des 13-19 janvier 1792 qui ordonne leur installation, ne les rendait compétents que pour juger les crimes. A ce moment l'appel des jugements correctionnels

était régi par la loi des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire dont l'art. 1 du titre V stipulait : « Les juges de district seront juges d'appel les uns à l'égard des autres ». Le choix du Tribunal d'appel était laissé aux parties ; il était cependant restreint à une liste de 7 tribunaux, dont un obligatoirement étranger au département.

Cet état de choses subsista jusqu'au Code du 3 brumaire an IV qui confia l'appel des tribunaux correctionnels de district au Tribunal criminel départemental. C'est pourquoi le Tribunal criminel de la Meurthe ne commença à juger les appels correctionnels qu'à partir du 2 pluviôse an IV (22 janvier 1796).



Avant d'examiner de près l'œuvre du T.C.M. en matière d'appels correctionnels, il importe de dire quelques mots de la procédure d'appel telle qu'elle a été instituée par le Code de brumaire an IV (art. 192 à 204).

L'art. 192 pose le principe : « Les jugements du Tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel ».

Quatre personnes ont le droit de faire appel : le condamné, la partie plaignante, le commissaire du pouvoir exécutif et l'accusateur public près le Tribunal criminel départemental. L'appel se fait par une requête que l'appelant dépose au greffe du Tribunal de district dans les dix jours qui suivent le jugement (art. 193-194). Les formes de cette requête (nom des parties, motifs de l'appel, signature de l'appelant, etc...), et la manière dont elle est transmise du greffe du district au greffe du Tribunal criminel sont fixées par les articles 195 à 197.

L'art. 198 déclare : « L'appel est porté devant le Tribunal criminel du département ».

L'appel est jugé à l'audience. Le T.C.M. consacrait à l'examen de ces affaires une session spéciale.

Les appels correctionnels étaient, en effet, jugés sans jury, car le jury avait une compétence uniquement crimi-

nelle qui lui interdisait de connaître, même en appel, des délits correctionnels. De toute façon d'ailleurs, le jury n'était juge que du fait, l'application de la peine restait au pouvoir des juges.

La session spéciale d'appels correctionnels se plaçait entre deux sessions criminelles ordinaires, elle durait rarement plus d'une journée.

Dans le mois courant à partir du dépôt de la requête d'appel au greffe, un juge du Tribunal criminel devait faire un rapport sur l'affaire. Ce rapport était lu à l'audience.

Les parties au procès, les témoins entendus en instance, pouvaient l'être à nouveau en appel (art. 199 et 200).

Le Tribunal criminel rendait ensuite sa sentence qui devait toujours être motivée. Deux solutions s'offraient à lui :

1° Rejeter la requête d'appel; le jugement d'instance était confirmé et sortait son plein et entier effet.

2° Annuler le jugement dont est appel. En ce cas il fallait distinguer :

a) Si le jugement correctionnel était annulé pour vice de forme, le Tribunal criminel renvoyait l'affaire à un autre Tribunal de district du département pour recommencer la procédure à partir de l'acte déclaré nul. Si le délit poursuivi s'avérait être un crime, l'affaire était renvoyée à un directeur du jury du même département.

b) Si le jugement correctionnel était annulé pour mal jugé au fond, le Tribunal criminel statuait alors lui-même définitivement; seul un pourvoi en Cassation était encore possible.

Telle est, en peu de mots, la procédure d'appel selon le Code de Brumaire an IV.



Nous venons de voir pourquoi les affaires d'appel portées devant le T.C.M. étaient si réduites en nombre: il ne

fonctionna ainsi que de 1796 à 1799. Ces affaires sont également de minime importance, à de rares exceptions près.

C'est ainsi que sur 252 affaires, les délits forestiers et les délits ruraux s'élèvent à 153, soit plus de 60 %. Les délits de violences simples viennent ensuite et réunissent à peine 10 % des cas, puis les vols simples et les escroqueries avec 8 % des cas. Ce qu'il reste se partage entre les infractions à la police des cultes, les délits de pêche et de chasse, les délits d'injures, etc...

Un plan juridique logique est impossible à suivre pour étudier ces différents délits en appel devant le T.C.M. Nous avons pensé que les étudier selon leur importance numérique, était un ordre aussi rationnel qu'un autre.

1. Les délits forestiers

Ce sont les plus nombreux, le T.C.M. en a jugé, en effet, 98. Ils sont presque tous d'importance minime: vol de bois, dans les portions affouagères, malversations ou irrégularités dans les ventes de bois par adjudication, dégradation dans les forêts nationales, incendie involontaire de forêts, abatage d'arbres sans en avoir reçu l'autorisation, etc., etc...

En ces matières, les tribunaux révolutionnaires appliquaient encore les peines prévues par l'Ordonnance d'août 1669, « Edit portant règlement général pour les eaux et forêts ». C'est une loi très complète, véritable code forestier prévoyant et punissant très minutieusement tous les délits forestiers: tant d'amende pour avoir abattu un chêne, tant pour un orme, etc... Cette ordonnance était complétée en ses parties vieilles par le Code rural de 1791 et certaines lois révolutionnaires postérieures.

Les peines prononcées par les Tribunaux de district sont très variables. Elles sont pourtant élevées, tant en amendes qu'en dommages-intérêts (envers la République ou envers le propriétaire du bois); la prison était rarement

infligée (quelques jours seulement). La majeure partie des amendes et des dommages-intérêts dépasse 100 livres: leur total s'élève parfois à plusieurs milliers de livres.

En appel, le T.C.M. se montra surtout clément; il diminua les peines dans 25 cas, acquitta 17 fois des prévenus et, sur les 98 affaires forestières qui lui furent soumises, il ne prononça que 7 augmentations de peine.

Signalons qu'en matière forestière comme d'ailleurs en matière de délits ruraux, les communes sont souvent condamnées elles-mêmes à une amende ou à des dommages-intérêts envers l'Etat, lorsque, par exemple, l'administration municipale chargée de gérer les forêts communales a commis un délit forestier dans les bois nationaux (voir les affaires n^{os} 109 à 111).

2. Les délits ruraux

Ils sont aussi fort nombreux puisqu'on en trouve 55 cas. La majeure partie consiste en délits de pâturage: un particulier, ou une commune a laissé ses bestiaux pâturer le terrain d'autrui ou divaguer dans les bois nationaux. Ces délits qui donnent lieu à une amende (somme fixée pour chaque catégorie de bétail) et à des dommages-intérêts sont prévus à la fois par le Code rural et par l'Ordonnance de 1669. A côté de cela se trouvent des procès en matière d'irrigation des prés, d'entretien des chemins vicinaux, d'inondation, de police des maladies contagieuses du bétail, etc..., délits prévus par le Code rural des 20 septembre-6 octobre 1791.

Comme en matière de délits forestiers, le T.C.M. a tempéré aussi ici la trop grande rigueur des juges de district: il prononça 11 acquittements, autant de diminutions de peines et seulement 5 augmentations.

3. Coups et blessures - Violences

Il s'agit des violences légères n'entraînant pas une longue incapacité pour la victime (moins de 40 jours). Autre-

ment on se trouverait dans les cas prévus par le Code pénal, et l'infraction devrait être poursuivie criminellement.

Les 24 affaires jugées en appel par le T.C.M. ont eu toutes des conséquences minimales : coups de poings au cours d'une discussion, rixe au sortir d'un bal public, etc...

Les peines prononcées sont très faibles et l'amende atteint rarement 100 livres. La plupart du temps une peine de prison est infligée, dont la durée va de quelques décades à un an. Le T.C.M. a atténué six condamnations, il a presque toujours confirmé les décisions de première instance, ne prononçant qu'une seule augmentation de peine.

4. Vols simples - Escroqueries

Nous avons vu dans le chapitre précédent combien le législateur révolutionnaire avait bien réglementé les différents crimes de vol, qui comprend selon l'art. 32, t. II du Code de police correctionnelle des 19-22 juillet 1791, les « filouteries et simples larcins ». A côté de ces vols, au nombre de 12, le T.C.M. eut à connaître 7 cas d'escroquerie.

Les condamnations prononcées par les Tribunaux de district (rarement une amende, mais le plus souvent de la prison allant de 3 mois à 2 ans), ne donnaient lieu à aucune critique de la part du T.C.M. qui confirma le plus souvent la décision des premiers juges.

Comme en matière criminelle, on peut toujours remarquer la grande sévérité des juges révolutionnaires dans la répression des délits atteignant le patrimoine.

5. Infractions à la police des cultes

Nous sommes cette fois en face d'une catégorie de délits bien propres à la période révolutionnaire.

Le régime des cultes avait été établi par diverses lois qui prévoyaient, pour toute infraction, des peines assez fortes d'amende et de prison.

C'est d'abord trois cas d'exercice du culte catholique sans autorisation préalable de l'administration municipale. Une amende de 200 à 500 livres et jusqu'à un an de prison punissent les délinquants (n^{os} 35, 107, 108).

Le fait d'avoir porté des emblèmes catholiques à un enterrement est puni de 100 francs d'amende et de 1 an de prison (n^o 212).

Sonner les cloches d'un village est aussi un délit réprimé par la police des cultes (n^{os} 156, 158 et 187), mais ici les Tribunaux et le T.C.M. se montrèrent toujours indulgents.

Une rixe dans le temple de Mittersheim, entre luthériens et catholiques, vaut 500 livres d'amende et 3 mois de prison à ses auteurs (n^o 130).

Enfin l'affaire la plus cocasse est bien celle de ces cultivateurs de Blénod qui, le soir de la fête de la Souveraineté du Peuple, portèrent un chien sur les fonds baptismaux de l'église de Blénod-les-Toul et lui donnèrent le nom de Médard, patron de la paroisse. Condamnés à 50 francs d'amende et à 1 mois de prison, le T.C.M. les acquitta (n^o 155).

6. Insultes et outrages

Nous ne trouvons ici qu'un seul cas d'injures à un particulier (n^o 65); un cultivateur traita son voisin de voleur; il est condamné à lui faire des excuses publiques au greffe du Tribunal.

Les huit autres cas sont des délits d'injures à fonctionnaires (officiers municipaux, chef de patrouille, juge de paix, etc...). Les condamnations assez sévères (jusqu'à 6 mois de prison et 10 fois la contribution mobilière comme amende) sont tempérées en appel par le T.C.M., qui prononce cependant deux augmentations de peine (n^{os} 197 et 245).

7. Recel de militaires déserteurs

Ce délit, que nous trouvons sept fois, était très sévèrement réprimé. La peine de un an de prison était toujours appliquée et l'amende s'élevait parfois à 3.000 livres (n° 225). En appel, le T.C.M. a fait preuve de beaucoup de clémence; s'il n'acquittait pas, il réduisait considérablement l'amende, tout en maintenant la peine fixe de un an de prison. L'indulgence du T.C.M. fut aidée aussi par la Loi du 14 messidor an VII, portant amnistie de certains délits militaires: deux condamnés en profitèrent (n°s 215 et 231).

8. Délits de chasse et de pêche Fraude dans les poids et mesures

Les délits de chasse étaient prévus par le Décret général sur la Chasse des 28-30 avril 1790. Le T.C.M. n'eut à connaître qu'un seul délit de chasse (chasse dans les bois avec cinq chiens); il prononça un acquittement (n° 79).

Les fraudes dans les poids et mesures sont également très rares. Un boulanger de Toul dont la balance marquait 3/4 d'once en moins se voit acquitté (n° 100). Une marchande de Sarrebourg est, au contraire, condamnée à 100 francs d'amende et à trois jours de prison pour s'être servi de faux poids (n° 209).

Les délits de pêche, prévus par le Code rural, sont plus nombreux. Le T.C.M. en connut huit; dans la plupart des cas il s'agissait de pêche avec engins prohibés (filets à mailles trop petites). L'amende prévue varie de 20 à 100 livres. En appel, quatre acquittements furent prononcés, deux condamnations furent confirmées et deux autres augmentées.

9. Attentat à la pudeur

Quatre affaires seulement: deux cas de « libertés contraires à la décence en présence d'une femme » (n°s 49

et 62), deux délits de prostitution (n^{os} 72 et 73). Les peines sévères d'amende et de prison ont été dans 3 cas augmentées et dans un cas confirmées par le T.C.M.

10. Délits divers

Nous avons classé sous ce titre onze délits qui ne rentrent dans aucune catégorie précédente :

— Un garde chasse est condamné à l'amende pour avoir tué un chien qui allait le mordre (n^o 89).

— Un voiturier est condamné pour avoir écrasé un piéton (n^o 102). C'est le seul délit de police de la route que nous trouvons dans les archives révolutionnaires.

— Un militaire est condamné à trois mois de prison pour avoir mis un faux nom sur son passeport (n^o 140).

— Un imprimeur est poursuivi pour n'avoir pas mis sa raison sociale sur une brochure imprimée (n^o 178).

Nous rencontrons ensuite le délit d'entrave à la liberté des enchères (n^o 141); de tenue illicite des registres de l'Etat-civil par un prêtre (n^o 146 *bis*); de négligence dans les fonctions de garde-forestier (n^o 184).

Enfin quatre affaires civiles se sont égarées en appel devant le T.C.M., qui a toujours renvoyé à un tribunal compétent; une question de propriété d'un bois (n^o 18); une affaire de détournement par le mari dans une liquidation de communauté à la suite d'un divorce (n^o 71); enfin deux cas d'opposition à saisie.



Telle est l'œuvre d'appel du T.C.M. On voit son peu d'importance. Son étude nous permet de constater cependant combien sous la Révolution le justiciable avait confiance en ses juges. Pour l'an V, en effet, l'année où les appels correctionnels sont les plus nombreux, on n'en compte que 76, et cela pour les neuf districts du départe-

ment de la Meurthe, qui avaient connaissance annuelle-
ment de plusieurs centaines de délits chacun.

C'est que le système des peines fixes donnait pleine
satisfaction au prévenu: il savait ce qui l'attendait. C'est
la raison pour laquelle 20 % des requêtes d'appel sont jus-
tifiées seulement par un vice de forme du jugement correc-
tionnel, 30 % des jugements d'appel confirment la décision
des premiers juges.

Si dans 40 % des cas, le T.C.M. a prononcé un acquitte-
ment ou s'il a réduit la peine, c'est que les faits n'étaient
pas suffisamment prouvés ou que le Tribunal de district
avait mal calculé la peine.

De toute façon, les condamnés n'eurent pas dans l'en-
semble à regretter d'avoir interjeté appel puisque le T.C.
M., n'augmenta les condamnations que dans 10 % des cas.



APPENDICE

I

Etude d'une affaire d'appel

A la suite de cette étude générale de l'œuvre d'appel du T.C.M., nous allons examiner, sans entrer d'ailleurs dans des détails superflus, les 249 affaires jugées en appel par le T.C.M.

Auparavant, puisque nous ne nous appesantirons pas sur les détails de procédure de chaque affaire, nous avons tenu à donner en exemple une affaire, avec citation des actes les plus importants de la procédure : jugement d'instance, acte d'appel, jugement d'appel, etc...

A cet effet, nous avons choisi l'affaire n° 19 (coups et blessures), dans laquelle l'appel a été fait par le plaignant.

Etant donné la simplicité de l'affaire, nous nous bornons à reproduire les pièces essentielles du procès, les complétant quand il le faut par des notes succinctes.

Jugement du Tribunal correctionnel dont est appel.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, une et indivisible, le Tribunal correctionnel de Nancy a rendu le jugement suivant :

DE L'AUDIENCE du vingt-huit messidor, l'an quatre de la République française, neuf heures du matin et trois heures de relevée.

ENTRE le commissaire du pouvoir exécutif, demandeur en plainte, Antoine Leclerc, demandeur en dommages et intérêts, suivant la citation donnée le vingt-six du courant, par l'huissier Génin.

CONTRE

Antoine Protte, commissionnaire, résidant à Nancy, Marguerite Gueny, sa femme, Anne Gueny, femme Discourt et Catherine Hauteville, femme Gueny, déffendeur et déffenderesse, résidants à Nancy ; il a été fait lecture d'un procès-verbal de plainte en date du onze du présent mois par lequel il est constant que, la veille, l'épouse du dit

Antoine Leclerc, sans aucune provocation, a été assailli et excédée de coups par les déffendeurs et déffenderesses qui lui ont déchiré son bonnet, son casaquin, une jupe et un tablier, fait perdre un mouchoir et dix-sept livres en numéraire.

Ensuite interrogé sur les faits dont est plainte ?

Antoine Protte a répondu qu'ayant entendu injurier sa belle-mère, la femme Gueny, par la femme Leclerc, il est venu les séparer, que la femme Leclerc l'a frappé et que lui ne l'a pas touchée.

Marguerite Gueny, femme Protte, a répondu que voyant sa mère et son mari s'expliquer avec la femme Leclerc, elle dit à son mari qu'il avait tort de s'entreprendre avec un fumier comme la femme Leclerc, que celle-ci les a frappé tous et qu'elle répondante n'a donné aucun coup.

Catherine Hauteville, femme Gueny a répondu que la femme Leclerc l'a traitée de maquerelle, de voleuse et de reste de pendu ; qu'elle s'est jetée sur sa fille, l'a frappée ; qu'elle répondante, à la vérité, l'a retirée par la tête de dessus sa fille ; qu'ensuite elles se sont griffées l'une et l'autre ; que comme la Leclerc est insolvable, elle, répondante ne pouvant obtenir réparation des injures de cette femme a cru pouvoir se venger en se battant avec elle ; qu'elles se sont déchirées l'une et l'autre : que cela est venu à l'occasion d'un marché de cerises ; qu'elle ne dit pas qui n'ait été proposé à la femme Leclerc, mais que celle-ci avait eu tort d'augmenter lorsqu'elle, répondante, la marchandait à son tour.

Anne Gueny, femme Discourt, a répondu qu'elle est arrivée au moment où la femme Leclerc frappait sa mère et sa sœur, qu'elle a voulu les revenger et qu'elle a été frappée à son tour d'une manière violente.

Les témoins appelés, les prévenus, de les interpellé, ayant déclaré n'avoir aucun reproche à fournir contre eux, leurs promesses faites conformément à l'article 185 de la loi du 3 brumaire dernier sur les délits et les peines, ils ont déposé ainsi qu'il suit, savoir :

Marie Génin, revendeuse, âgée de 57 ans.

Catherine Beaudinet, revendeuse, âgée de 36 ans.

Pierre Gilblas, appariteur, âgé de 60 ans.

Jean-Baptiste Carme, imprimeur, âgé de 28 ans.

Barbe Saint-Omer, revendeuse, âgée de 21 ans.

Marianne Demesse, revendeuse, âgée de 21 ans.

Nicolas Perrin, tailleur de pierres, âgée de 63 ans, tous résidant à Nancy, ont fait leurs déclarations, desquelles il résulte que le

jour et à l'heure cottés en la plainte, les trois femmes prévenues frappaient violemment la femme Leclerc, pendant qu'Antoine Protte, sous prétexte de les séparer, tenait lui-même cette femme et la frappait aussi de temps en temps; que cette femme a été excédée des coups qu'elle a reçus. Les témoins produits par Antoine Protte et les autres prévenues, ont été appelés, Antoine Leclerc, de ce interpellé ayant déclaré n'avoir aucun reproche à fournir contre eux, ils ont fait la promesse voulue par la loi ci-devant rappelée et ont déposé ainsi qu'il suit, savoir:

Françoise Chinefesselle, femme Malet, revendeuse, âgée de 50 ans.

Lucie Royer, femme Valette, revendeuse, âgée de 27 ans.

Marguerite Vanier, revendeuse, âgée de 48 ans.

Marie Blaise, femme Saint-Jean, revendeuse, âgée de 58 ans.

Marie Seize, veuve Lefrance, âgée de 70 ans.

Marie-Anne Renard, femme Malhache, âgée de 43 ans.

Louise Henriot, femme Duminieux, âgée de 32 ans.

Anne Miche, femme Deshayes, boucher, âgée de 43 ans.

Jean-Pierre Berry, coquetier, âgé de 43 ans, tous de Nancy, ont fait leurs déclarations desquelles il résulte que les femmes prévenues se sont disputées et injuriées avec la femme Leclerc, qu'Antoine Protte s'est mêlé à la querelle; que la femme de celui-ci a traité la femme Leclerc de fumier, que celle-ci a traité les femmes prévenues et Protte de voleur, voleuse, maquerelle et reste de pendu et de guillotine; qu'elles se sont battues toutes ensemble et qu'Antoine Protte a pris part à cette bataille et a reçu lui-même plusieurs coups de la femme Leclerc.

Le commissaire du pouvoir exécutif a conclu à ce qu'Antoine Protte fut condamné en dix jours de prison, Marguerite Gueny sa femme, Anne Gueny, femme Discourt, Catherine Hauteville, femme Gueny en trois jours de prison et tous quatre solidairement aux dépens (1).

Le citoyen André, deffenseur officieux d'Antoine Leclerc, pour-suivant les droits de son épouse, a conclu à ce que les défenseurs et défenderesses, indépendemment des peines requises par le commissaire du pouvoir exécutif, fussent condamnés envers Antoine Leclerc en deux milles livres de dommages et intérêts, aux frais de

(1) Le commissaire du pouvoir exécutif était le seul membre du ministère public devant les tribunaux de district. Dans ses réquisitions, il devait non seulement réclamer et surveiller l'application de la loi, mais il devait conclure à des peines déterminées à l'égard des accusés.

pansement, médicaments, rapports et aux dépens (2) ; qu'ils soient tenus en outre de déclarer qu'ils reconnaissent la femme Leclerc pour femme de probité et d'honneur. Le citoyen Contal, deffenseur officieux des deffenseurs et deffenderesses, a conclu à ce qu'ils fussent renvoyés des réquisitions du commissaire du pouvoir exécutif et des conclusions de la partie du citoyen André.

LE TRIBUNAL CONSIDÉRANT que des dépositions des témoins, il résulte preuve que le dix du présent mois, il s'est élevé une querelle entre la femme d'Antoine Leclerc et les femmes Protte, Discourt et Gueny, à l'occasion d'un marché d'une charge de cerises, qu'elles se sont dit respectivement des injures, ensuite desquelles elles se sont empoignées et frappées ; qu'alors Antoine Protte a pris part à cette bataille, ce qui a donné lieu aux mauvais traitements et excès qu'a essuyés la femme Leclerc, que par là Antoine Protte et les prévenues se sont exposés aux peines édictées par l'article 73 du titre 2 de la loi du 22 juillet 1791, V.S. (3) lequel a été lu à l'audience par le président du Tribunal et est ainsi conçu :

« Ceux qui hors le cas d'une légitime déffense et sans excuse
« suffisante auront blessé ou même frappé des citoyens, si le délit
« n'est pas de la nature de ceux qui sont punis des peines portées
« au Code pénal, seront jugés par la police correctionnelle et en cas
« de conviction condamnés selon la gravité des faits à une amende
« qui ne pourra excéder cinq cents livres et s'il y a lieu, à un
« emprisonnement qui ne pourra excéder six mois ».

POURQUOI, LE TRIBUNAL ayant aucunement égard aux conclusions du commissaire du pouvoir exécutif ; et à celles prises par la partie du citoyen André, a CONDAMNÉ lesdits Antoine Protte, Marguerite Guény, sa femme ; Anne Guény, femme Discourt ; Catherine Hauteville, femme Guény, tous quatre solidairement en vingt-cinq livres d'amende, en deux cents livres de dommages-intérêts envers la femme Leclerc, le tout valeur fixe, aux frais de pansement, médicaments et rapports et en tous les dépens.

A CONDAMNÉ en outre ledit Antoine Protte à tenir prison pendant quatre jours ;

(2) Ici, comme dans presque toutes les affaires correctionnelles, le plaignant se porte partie civile et réclame des dommages-intérêts. Cela était rare au contraire en matière criminelle.

(3) Vieux style.

JUGÉ par Joseph-Louis Charlot, président, le Tribunal, Claude-François Raybois et Jean-Augustin Crampel, juge de paix à Nancy, signé: Charlot.

Pour expédition collationnée

N. La Baute, aîné
Greffier.

Enregistré à Nancy le 4 thermidor an 4

Reçu cinq francs.

Signé: Pierron.

Expédition	3 l.
Enquête	10 s.
Contre-enquête	10 s.
Papier timbré.....	1 l. 12 s.
V. de minute.....	6 s.
	5 l. 18 s.

Dans les dix jours qui suivaient le jugement, le condamné, la partie civile, le commissaire du pouvoir exécutif pouvaient faire appel.

L'appel est fait ici par le plaignant. Il nécessitait la rédaction d'une *requête d'appel* qui était déposée au greffe en même temps que l'on déclarait se porter appelant par *l'acte d'appel*.

Voici l'acte et la requête d'appel:

Acte d'appel de la partie civile

EXTRAIT du registre des actes de dépôt fait au greffe du Tribunal correctionnel de Nancy.

Ce jourd'hui, huit thermidor an quatre de la République française est comparu au greffe du Tribunal correctionnel de Nancy, Antoine Leclerc, citoyen de cette commune, lequel comme poursuivant les droits de son épouse a déclaré être appelant du jugement rendu le vingt-huit messidor dernier par ledit tribunal dans la cause entre le déclarant et les femmes Discourt, Gueny, Protte et Antoine Protte, et a le déclarant déposé à l'instant sa requête contenant ses moyens d'appel, de tous quoi a été dressé le présent acte qu'il a signé après lecture faite, signé: Leclerc.

POUR EXTRAIT COLLATIONNÉ

N. La Baute, aîné,
greffier.

Requête d'appel d'Antoine Leclerc

AU TRIBUNAL criminel du département de la Meurthe. expose Antoine Leclerc, citoyen de Nancy, poursuivant les droits de Marianne Richard, sa femme, que l'épouse de l'exposant a été violemment excédée par Antoine Prot, commissionnaire résidant à Nancy, Marguerite Guený, sa femme; Anne Gueny, femme Discourt et Catherine Hauteville, femme Gueny, les excès les plus graves ont été commis sur l'épouse de l'exposant, des rapports en chirurgie le constatent, ses vêtements ont été déchirés, elle a été traînée par les cheveux, excédée de toutes les manières, l'exposant a formé sa plainte, l'affaire a été jugée du ressort du tribunal correctionnel, les témoins y ont été entendus, la preuve des faits allégués par l'exposant a été complète, pour réparation de ces voix de faittes il a conclu en deux mille livres de dommages et intérêts valeur fixe, et par jugement du vingt-huit messidor dernier le Tribunal correctionnel n'a adjugé à l'exposant que deux cents livres de dommages intérêts.

Cette somme est de beaucoup insuffisante pour indemniser l'exposant et son épouse des excès commis sur la personne de cette dernière, il est appelant de ce jugement, ses moyens d'appel résultent des faits de violence, constatés par les rapports en chirurgie joints au procès et dans les enquêtes qui ont été faites devant le tribunal correctionnel d'où il résulte que l'épouse de l'exposant, sans provocation, a été maltraitée, frappée et traînée par les cheveux par Antoine Prot, Marguerite Gueny et ses deux filles, que ses vêtements ont été mis en lambeaux, que dix livres dix sols en numéraire ont été perdus par l'épouse de l'exposant par la suite des mauvais traitements qu'elle a éprouvé, qu'enfin les dommages-intérêts qu'il a demandé sont à peine suffisant pour lui procurer une faible indemnité de ce qui lui est légitimement dû.

En conséquence l'exposant conclura à ce qu'il plaise au Tribunal dire qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, bien appelé émendant faisant droit sur sa demande condamner Antoine Prot, Marguerite Gueny, sa femme, Anne Gueny, femme Discourt et Catherine Hauteville, femme Gueny, solidairement en deux mille livres valeur fixe de dommages et intérêts, aux frais de pansements et de médicaments et aux dépens tant de cause principale que d'appel.

Signé: Leclerc.

Vu par le tribunal criminel du département de la Meurthe la requête d'appel déposée au secrétariat par Antoine Leclerc, citoyen de Nancy, comme poursuivant les droits de Marie-Anne Richard,

sa femme, le Tribunal, sur la demande de Henry André défendeur officieux et procureur fondé de l'appelant a remis l'audience de la cause au mois, pendant lequel temps l'appelant fera notifier son appel à l'intimé et fera bien le devoir pour mettre le tribunal en état de prononcer, fait et jugé à l'audience publique du Tribunal criminel, présents les C^{ns} Leseure, Dufresne, Henry, juges au Tribunal criminel; Pagnot et Gérardin, juges au tribunal civil appelés en remplacement et Poirot, secrétaire-greffier.

Signé: Leseure, Dufresne, Henry, Pagnot, Gérardin,
Poirot, C. G.

Le 11 fructidor an IV, Leclerc assigne les intimés pour comparaître devant le T.C.M. le 13 fructidor an IV. Cet acte est contresigné par l'huissier Voirin.

Jugement d'appel du 13 fructidor an IV de la République française, une et indivisible.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Vu par le Tribunal criminel du département de la Meurthe séant à Nancy, la procédure instruite par devant le Tribunal correctionnel séant dans la même commune, entre le commissaire du pouvoir exécutif, demandeur en plainte, Antoine Leclerc, demandeur en dommages et intérêts suivant la citation donnée le vingt-six messidor dernier par l'huissier Génin contre Antoine Protte, commissionnaire résidant à Nancy, Marguerite Gueny, sa femme, Anne Gueny, femme Discourt et Catherine Hauteville, femme Gueny.

Le jugement intervenu qui condamne Antoine Protte, Marguerite Gueny, sa femme, Anne Gueny, femme Discourt et Catherine Hauteville, femme Gueny, tous quatre solidairement en vingt-cinq livres d'amende, en deux cents livres de dommages intérêts envers la femme Leclerc, le tout valant fixe, aux frais de pansements, médicaments et rapports, et en tous les dépens,

a condamné en outre ledit Antoine Protte à tenir prison pendant quatre jours.

Vu la requête d'appel déposée au Greffe du Tribunal criminel dans le délai prescrit par le Code des délits et des peines par Antoine Leclerc, demandeur en dommages-intérêts, comme poursuivant les droits de Marie-Anne Richard, sa femme, par laquelle il conclut à ce qu'il plaise au Tribunal dire qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, bien appelé, émendant faisant droit sur sa demande,

condamner Antoine Protte, Marguerite Gueny, sa femme, Anne Gueny, femme Discourt et Catherine Hauteville, femme Guény, solidairement en deux mille livres valeur fixe de dommages intérêts, aux frais de pansements et de médicaments et aux dépens, tant des causes principales que d'appel.

LE TRIBUNAL après avoir entendu le citoyen André, président dans son rapport et après que Henry André déffenseur officieux, des appelants en a établi ses moyens d'appel, que Contal, déffenseur officieux des intimés a été pareillement entendu après avoir conclu au rejet de la requête d'appel, que l'accusateur public et le commissaire du pouvoir exécutif ont été pareillement entendus.

LE TRIBUNAL considérant que la question sur l'appel se borne uniquement à savoir si les dommages-intérêts accordés à la femme de l'appelant sont suffisants, qu'il paraît qu'une somme de deux cents francs en mandants n'est point suffisante pour indemniser l'appelante des pertes qu'elle a essuyées par l'effet des coups qu'elle a reçu, que cependant la somme de deux mille francs demandée est exorbitante, attendu que les dommages-intérêts doivent être proportionnés au tort réel que celui auquel ils sont dus a essuyé. qu'au cas particulier une somme de trente livres, valeur métallique est la juste proportion de l'indemnité qui est due.

Par ces motifs, le TRIBUNAL ayant aucunement égard à l'appel interjeté par Antoine Leclerc et statuant par jugement nouveau.

LE TRIBUNAL, considérant qu'Antoine Protte et les prévenues se sont exposés aux peines édictées par l'article 13 du titre 2 de la loi du 22 juillet 1791 (v.s.) lequel a été lu à l'audience par le président du Tribunal et est ainsi conçu :

« Ceux qui hors le cas d'une légitime déffense et sans excuse
« suffisante auront blessé ou même frappé des citoyens, si le délit
« n'est pas de la nature de ceux qui sont punis des peines portées
« du Code pénal, seront jugés par la police correctionnelle et en cas
« de conviction condamnés selon la gravité des faits à une amende
« qui ne pourra excéder cinq cents livres et s'il y a lieu, à un
« emprisonnement qui ne pourra excéder six mois ».

Pourquoi le Tribunal a condamné ledit Antoine Protte, Marguerite Gueny, sa femme, Marie-Anne Gueny, femme Discourt et Catherine Hauteville, femme Gueny, tous quatre solidairement en vingt-cinq livres d'amende, en trente livres, valeur métallique ou en mandats au cours de dommages-intérêts envers la femme Leclerc,

aux frais de pansements, médicaments et rapports, et en tous les dépens, tant de cause de première instance que d'appel a condamné en outre ledit Antoine Protte à tenir prison pendant quatre jours, si ça n'est fait,

fait et jugé à l'audience publique du Tribunal criminel du département de la Meurthe, le treize fructidor an IV de la République, présents les citoyens André, président, Dufresne, Leseure, juges au Tribunal criminel, Mandel et Otthenin, juges au Tribunal civil délégués en remplacement des citoyens Laurent et Henry, lesquels ont signé la minute du présent jugement ainsi que le greffier :

Signé: André, Mandel, Otthenin,
Leseure, Dufresne, Gérard.

Au dossier est joint l'état très détaillé des frais de pansements et de médicaments faits par la femme Leclerc, des certificats et des reçus d'apothicaires et de commerçants justifiant les dépenses énoncées.

Le 29 fructidor an IV, le dit jugement est signifié aux intimés par l'huissier Voirin, de même pour le mémoire des frais dont voici le texte :

Mémoire des dépens à taxer pour le citoyen Antoine Leclerc, résident à Nancy et sa femme

CONTRE

Antoine Protte, commissionnaire résidant à Nancy, Marguerite Gueny, sa femme, Anne Gueny, femme Discourt et Catherine Hauteville, femme Gueny.

	1.	s.
p. honoraires et plaidoyé le 28 messidor.....	12	
p. expédition	5	18
p. journée		5
p. enregistrement	5	
p. l'officier de santé suivant sa répétition par écrit du 28 messidor	24	
p. l'extrait d'appel interjeté le 8 thermidor.....	1	
p. journée		5
p. la pétition et conclusion sur l'appel.....	3	
p. plaidoyé au 13 thermidor	6	

p. expédition	4	12
p. jée (4)		5
p. celle à l'enregistrement.....		5
p. l'acte le 11 fructidor.....	1	10
p. frais	1	10
p. honoraires et plaidoyé à l'audience définitive du 13 fructidor	12	
p. expédition	4	12
p. jée		5
p. celle à l'enregistrement.....		5
p. l'exploit du 29 fructidor.....	4	17
p. les frais de pansements, médicaments et autres frais, le tout au contenu du mémoire détaillé et des pièces justificatives d'icelui	88	18
p. mémoire, mouvements et démarches.....	6	
	184	2

(Le présent mémoire vérifié par le juge Cognel le jeune, est réduit à 100 livres 17 sols).

Le présent mémoire taxé et arrêté par nous, Pierre-François Cognel le jeune, suppléant le président du tribunal criminel à la somme de cent livres dix-sept sols en numéraire métallique ou en mandats au cours, pour être payé par qui de droit en exécution d'un jugement rendu par le tribunal criminel du département de la Meurthe le 13 fructidor dr. à l'effet de quoi il sera décerné exécution s'il y a lieu, Nancy le vingt-un frimaire an cinq de la République.

Signé: Cognel le jeune.

Comme toutes les procédures, celle d'appel correctionnel se terminait par la note à payer, note élevée si l'on considère le peu d'importance de l'affaire.

(4) Journée.

II

**Etude particulière des affaires d'appels
correctionnels jugées par le T. C. M.**

Nous allons examiner, et dans le même esprit que nous l'avons fait pour les jugements criminels, les 249 affaires d'appels correctionnels jugées par le T.C.M.

Les documents sont les mêmes que pour les affaires criminelles :

— Ce sont d'abord les registres de jugements d'appel (un par année judiciaire), ne contenant que le jugement d'appel sans aucun renseignement sur la marche de l'affaire en première instance, ni même souvent sur les faits du délit et l'état civil des accusés :

— Ce sont d'autre part, les liasses de dossiers. Plus de la moitié manquent ou sont tellement incomplets qu'aucune donnée utile sur l'affaire ne peut être retenue, la plupart ne contiennent que le jugement de première instance et l'acte d'appel ;

— Enfin un sommier des affaires d'appels correctionnels vient d'être retrouvé récemment ; quoique complet, il n'apporte aucun renseignement nouveau.

C'est cette pénurie partielle des sources et en même temps le peu d'importance de ce genre d'affaires qui nous a fait rédiger ce qui suit avec aussi peu de détail.

Après la qualification du délit nous avons indiqué rapidement le nom de l'accusé et son état-civil, dans la mesure où cela était possible.

En petites lettres se trouve la solution donnée à l'affaire en instance : nom de la ville où siège le Tribunal correctionnel, date du jugement, condamnation. Lorsque l'appel émanait du pouvoir exécutif, de l'accusateur public, ou du plaignant, nous l'avons indiqué ; dans tous les autres cas il a été fait par le condamné.

Enfin vient la date du jugement d'appel et la solution nouvelle donnée à l'affaire.

A cet effet il faut se rappeler que lorsque le T.C.M. « rejette la requête d'appel », c'est la confirmation du premier jugement qui reçoit alors sa pleine exécution; lorsque le Tribunal prononce une nouvelle peine, supérieure ou inférieure à la première, ou acquitte le prévenu condamné en instance, le jugement correctionnel a été annulé pour *vice de fond*, et le T.C.M. a statué sur le délit par nouveau jugement en dernier ressort; enfin, lorsque le T.C.M. renvoie l'affaire à un autre tribunal correctionnel, c'est que le premier jugement a été annulé pour *vice de forme*.



AN IV

Affaires nos 1 à 21

du 2 pluviôse an IV (22 janvier 1796)
au 21 fructidor an IV (7 septembre 1796)

1. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés: **Durand** (Jean), cultivateur et **Dagel** (Jean), de Vitrimont.

Lunéville (5 nivôse an IV) (par défaut): *10 jours de prison et 30.000 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 2 pluviôse an IV (22 janvier 1796): *10 jours de prison, 3.000 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

2. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Jacquinet** (Henry), marchand de bois à Villers-les-Nancy.

Nancy (12 nivôse an IV): *3.000 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 3 ventôse an IV (22 février 1796), *rejetant la requête d'appel.*

3. — TENTATIVE DE VOL.

Accusé: **Raphaël Alexandre**, négociant juif à Lunéville.

Nancy (14 ventôse an IV): *6 mois de prison.*

Jugement d'appel du 22 germinal an IV (11 avril 1796): *2 ans de prison, la peine n'étant pas proportionnée au délit.*

4. — OUTRAGES A FONCTIONNAIRE MUNICIPAL.

Accusés: **Muller** (François-Ignace), prêtre catholique; **Gung** (Jacob), **Gung** (Nicolas), **Noir** (Joseph), de Brouviller.

Sarrebourg (26 thermidor an IV): *3 ans de prison, 50 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 2 floréal an IV (21 avril 1796); *acquiescement.*

5. — VOL D'UN CHEVAL.

Accusé: **André** (Nicolas), fileur de laine à Toul.

Toul (22 germinal an IV): 6 mois de prison et 106 livres d'amende.

Jugement d'appel du 19 floréal an IV (8 mai 1796); *acquittement*.

6. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Toussaint** (Nicolas) fils, de Marbach.

Nancy (?).

Jugement d'appel du 13 prairial an IV (1^{er} juin 1796); *rejetant la requête d'appel* (l'accusé étant mineur, son père ne l'a pas autorisé à interjeter appel).

7. — DÉLIT FORESTIER (droit de passage).

Accusé: **Tobin** (Jean-Nicolas), de Brin.

Nancy (9 prairial an IV): *acquittement* (délit inexistant).

Jugement d'appel du 13 messidor an IV (1^{er} juillet 1796); *rejet de l'appel* interjeté par le commissaire du pouvoir exécutif.

8. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusée: **La Commune de Domgermain**.

Toul: 27.525 livres de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 13 messidor an IV (1^{er} juillet 1796), *rejetant la requête d'appel*.

9. — ATTROUPEMENT SÉDITIEUX.

Accusés: **l'Agent municipal, l'adjoint**, les citoyens **Renault, Ancé, Oyé, Etienne**, de Champey.

Adresse au T.C.M. des prévenus pour recevoir l'appel à charge de le notifier dans le mois.

Jugement du 13 messidor an IV (1^{er} juillet 1796) *recevant l'appel*.

10. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Orel** (Jean-Baptiste), cultivateur à Gerbéviller.

Lunéville (16 prairial an IV): 1 an de prison, intérêts triples du dommage causé.

Jugement d'appel du 13 messidor an IV (1^{er} juillet 1796), *rejetant la requête d'appel*.

11. — DÉLIT FORESTIER (coupe illicite).

Accusés: **Calais** (Pierre), taillier à Bouerville et **Tarillon** (Ignace), de Nancy.

Nancy (19 messidor an IV): 2.840 livres d'amende.

Jugement d'appel du 13 thermidor an IV (31 juillet 1796): 50 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

12. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Robin** (Nicolas-Pierre), de Brin.

Nancy (29 messidor an IV): pièces perdues.

Jugement d'appel du 13 thermidor an IV (31 juillet 1796); *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au Trib. cor. Toul.

13. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **George** (Claude), cultivateur à Thelod.

Toul (pièces perdues).

Jugement d'appel du 13 fructidor an IV (30 août 1796), *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au Trib. cor. Toul.

14. — DÉLIT FORESTIER (incendie de forêt).

Accusé: **Oudenard** (Laurent), maréchal-ferrand à Metz.

Toul (pièces perdues).

Jugement d'appel du 13 fructidor an IV (30 août 1796), *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au Trib. cor. Nancy.

15. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **Quatre** (François) et **Roger** (Dominique), cultivateurs à Gondreville.

Toul (pièces perdues).

Jugement d'appel du 13 fructidor an IV (30 août 1796), *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au Trib. cor. Nancy.

16. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Douot** (Jean-Baptiste), de Chaudeney.

Toul (pièces perdues).

Jugement d'appel du 13 fructidor an IV (30 août 1796), *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au Trib. cor. Nancy.

17. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusé: **Voinier** (Charles), cultivateur à Thelod.

Toul (pièces perdues).

18. — REVENDICATION DE LA PROPRIÉTÉ D'UN BOIS.

Accusé: **Dautrey** (César), de Germiny.

Toul (pièces perdues).

Jugement d'appel du 13 fructidor an IV (30 août 1796), *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au Tribunal civil de Nancy.

19. — COUPS ET BLESSURES.

Accusés: **Prott** (Antoine), commissionnaire;

Guény (Marguerite), sa femme;

Guény (Anne), femme Discourt;

Haudeville (Catherine), femme Guény;

tous de Nancy.

Nancy: 25 livres d'amende, 200 livres de dommages-intérêts, 4 jours de prison (pour Prott seulement), appel du plaignant.

Jugement d'appel du 13 fructidor an IV (30 août 1796): *peines maintenues, réduction des dommages-intérêts à 30 livres.*

20. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: le fils de la veuve **Pierre**, menuisier à Bauzemont.

Lunéville: 490 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 21 fructidor an IV (7 septembre 1796), *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au Tr. cor. Nancy.

21. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Huraux** (Pierre), vigneron à Eulmont.

Nancy (4 fructidor an IV): 10 jours de prison, 100 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 21 fructidor an IV (7 septembre 1796): 10 livres d'amende.

AN V

*Affaires nos 22 à 98
du 13 vendémiaire an V (4 octobre 1796)
au 14 fructidor an V (31 août 1797)*

22. — DÉLIT RURAL.

Accusés: **Bottelin** (Joseph) et **Henry** (Michel), cordonniers à Mazerulles.

Nancy (9 fructidor an IV): 2.000 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 13 vendémiaire an V (4 octobre 1796), annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Vic.

23. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Stire** (Isidore), cultivateur près le Bois le Comte, ban de Domgermain.

Toul (19 fructidor an IV): 460 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 14 vendémiaire an V (5 octobre 1796): 69 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

24. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Chaucouillon** (Alexis), cultivateur à Toul; la veuve **Chaucouillon**, à la cense de Libdo.

Toul (7 fructidor an IV): 96 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 13 vendémiaire an V (4 octobre 1796): 96 livres d'amende.

25. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusé: **Pierson** (Jean) et **Escalier** (Louis), de Sexey-les-Bois.

Nancy (9 fructidor an IV): 120 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 13 vendémiaire an V (4 octobre 1796), *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Toul.*

26. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé: **Renaud** (François), de Tomblaine.

Nancy (9 fructidor an IV): *170 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 vendémiaire an V (4 octobre 1796): *50 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

27. — DÉLIT FORESTIER (vol de perches).

Accusé: **Leclair** [ou **Leclerc**] (Antoine), de Nancy.

Nancy (9 vendémiaire an V): *183 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 17 brumaire an V (7 novembre 1796): *20 livres 14 sols d'amende, autant de dommages-intérêts.*

28. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **La Commune de Bruley** et ses deux gardes-forestiers.

Toul (7 fructidor an IV) rendu par défaut: *168 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 brumaire an V (3 novembre 1796): *acquittement.*

29. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Mansuy** (Claude) et **Husson** (Sigisbert), cultivateurs à Neuves-Maisons; **Roch** (Nicolas), **Voirand** (Jean), **Voirand** (Jean-Joseph), cultivateurs à Pont-Saint-Vincent.

Nancy (9 fructidor an IV): *acquittement.* Appel par la Commune de Neuves-Maisons.

Jugement d'appel du 13 frimaire an V (3 décembre 1796), *rejetant la requête d'appel.*

30. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Maure** (Nicolas), **Poirot** (Jean), **Thouvenot** (Nicolas), **Bontemps** (Gabriel), **Bontemps** (François), **Gérard** (Charles), **Thiriott** (Laurent), **Pernet** (Claude), **Pernet** (Antoine), tous cultivateurs à Chaudeney.

Toul (27 vendémiaire an V): *72 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 frimaire an V (3 décembre 1796) *rejetant la requête d'appel.*

31. — VOL SIMPLE.

Accusé: **Thomas** (Jean), de Saint-Médard.

Vic (18 vendémiaire an V): *4 mois de détention, 18 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 13 frimaire an V (3 décembre 1796) *rejetant la requête d'appel.*

32. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé) (voir n° 22).

Accusés: **Bottelin** (Joseph), et **Henry** (Michel), de Mazerulles.

Vic (28 brumaire an V): *100 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 frimaire an V (3 décembre 1796): *20 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

33. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Guerre** (Dominique), de Champigneulles.

Nancy (19 frimaire an V): *peine inconnue.*

Jugement d'appel du 13 nivôse an V (2 janvier 1797): *peine réduite à 64 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

34. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Clément** (Charles), de Champigneulles et **Martin** (Nicolas), de Liverdun.

Nancy (9 frimaire an V): *peine inconnue.*

Jugement d'appel du 13 nivôse an V (2 janvier 1797): *peine réduite à 24 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

35. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES (exercice du culte catholique sans déclaration préalable).

Accusés: **Mouthier** (Catherine), de Henrydorff et **Zircher** (Jean) de Réding.

Sarrebourog (15 frimaire an V): *pour la femme Mouthier, 3 mois de prison et 500 livres d'amende; pour Zircher, 1 mois de prison et 100 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) : *acquittement*, néanmoins le T.C.M. fait savoir qu'il poursuivra tous les actes de « fanatisme » qui seront légalement constatés.

36. — COUPS ET BLESSURES.

Accusés : **Baumann** (Joseph), commandant de la garde nationale et **Bailly** (Sébastien), de Dolving.

Sarrebouurg (21 vendémiaire an V) : *6 mois de prison, 100 livres d'amende, 400 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) *rejetant la requête d'appel* de Baumann, *acquittant* Bailly.

37. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé : **Villaume** (Claude), officier retiré à Messein.

Nancy (9 frimaire an V) : *100 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Il n'existe pas de jugement d'appel définitif, sans doute le prévenu s'est-il désisté de son appel dans le cours de la procédure.

38. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés : **Bottelin** (Joseph), et **Bour** (François), voituriers à Moncel.

Nancy (29 nivôse an V) : *acquittant* les prévenus. Appel de la partie civile.

Jugement d'appel du 13 pluviôse an V (1^{er} février 1797), *rejetant la requête d'appel.*

39. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés : **Grillot** (Jean-Baptiste) et **Fournier** (Claude), de Chaligny.

Nancy (9 frimaire an V) : *acquittement.* Appel de la partie civile.

Jugement d'appel du 13 pluviôse an V (1^{er} février 1797), *annulant* le jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor. Toul.

40. — Il ne se trouve sous ce numéro ni jugement d'appel, ni dossier d'instance.

41. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusé: **Jeandot** (Jean), charron à Maizières.

Toul (19 pluviose an V): *80 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 ventôse an V (3 mars 1797) *rejetant la requête d'appel.*

42. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Beau** (François), d'Essey-les-Nancy.

Nancy (19 pluviose an V): *200 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 ventôse an V (3 mars 1797): *100 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

43. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Parizot** (Jean-François), à Frouard.

Nancy (29 pluviose an V): *40 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 ventôse an V (3 mars 1797): *77 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

44. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Pagel** (Pierre), laboureur à Charmes-la-Côte.

Toul (27 pluviose an V): *50 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 ventôse an V (3 mars 1797): *15 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

45. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **La Commune d'Aingeray** et son pâtre.

Toul (2 frimaire an V): *294 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 ventôse an V (3 mars 1797): *294 livres d'amende, expertise pour la fixation du montant des dommages intérêts. (Voir n° 64).*

46. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **Cube** (Joseph), **Saintot** (Nicolas), **Laurent** (Nicolas), de Sexey-les-Bois.

Nancy (9 pluviôse an V): *100 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 ventôse an V (3 mars 1797): *15 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

47. — DÉLIT FORESTIER (coupe sans autorisation).

Accusé: **Christophe** (Pierre), agent de la commune de Sexey-les-Bois.

Nancy (9 pluviôse an V): *140 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 14 ventôse an V (4 mars 1797): *82 livres d'amende et 10 livres de dommages-intérêts.*

48. — DÉLIT FORESTIER (voir le précédent).

Accusé: **Christophe** (Pierre), de Sexey-les-Bois.

Nancy (19 frimaire an V): *180 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 14 ventôse an V (4 mars 1797): *30 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

49. — ATTENTAT A LA PUDEUR.

Accusé: **Bourdellois** (Etienne), chaudronnier-roulant à Harriviller-sur-Meuse (Haute-Marne).

Toul (7 ventôse an V): *condamnant l'accusé à 15 jours de prison et 50 livres d'amende pour s'être permis des « libertés contraires à la décence » en présence d'une femme de 28 ans, sur la route de Metz à Toul.*

Jugement d'appel du 14 ventôse an V (4 mars 1797): *1 mois de prison et 50 livres d'amende.*

50. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Laurent** (Jean-François), marchand de bois à Toul.

Toul (17 pluviôse an V): *125 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 14 ventôse an V (4 mars 1797): *rejetant la requête de l'appel.*

51. — COUPS ET BLESSURES - RIXE.

Accusés: **Poirot** (Sébastien) et **Tisserand** (Jean-Nicolas), de Sarrebourg.

Sarrebourg (26 pluviôse an V): *10 jours de prison, 20 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 15 ventôse an V (5 mars 1797): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Vic.*

52. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusée: **Martin** (Anne), veuve de Jean **Toussaint**, à Toul.

Toul (27 pluviôse an V): *1 an de prison et 3 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 15 ventôse an V (5 mars 1797): *15 jours de prison.*

53. — INJURES ET OUTRAGES.

Accusée: **Legrain** (Marie-Anne), femme de Nicolas **Perrin**, laboureur à Hermelange.

Sarrebourg (19 pluviôse an V): *10 jours de prison, 10 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 13 ventôse an V (3 mars 1797): *10 livres d'amende.*

54. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé: **Mouilleron** (Sébastien), cultivateur à Blénod.

Toul (2 pluviôse an V): *75 livres d'amende, 25 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 ventôse an V (3 mars 1797): *acquittement.*

55. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Gossat** (François), de Vannes.

Toul (27 pluviôse an V): *25 livres d'amende, 10 livres de dommages-intérêts.*

L'accusé s'est désisté de son appel le 8 ventôse an V.

56. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Bataille** (Joseph) et **Poirot** (Joseph), cultivateurs à Sanzey.

Toul: *160 livres d'amende et autant de dommages-intérêts chacun.*

Jugement d'appel du 13 germinal an V (2 avril 1797) : *rejetant la requête d'appel.*

57. — DÉLIT RURAL (vol de foin).

Accusée : **Pernin** (Françoise), femme de Claude **Vincey**, cultivateur à Vannes.

Lunéville (19 frimaire an V) : *acquittement.* Une demande reconventionnelle de l'accusée en 1.000 livres de dommages-intérêts contre le plaignant Gosset, pour poursuite abusive, est rejetée : appel par l'accusée.

Jugement d'appel du 13 germinal an V (2 avril 1797) : *rejetant la requête d'appel.*

58. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé : **Friant** (Jean-Nicolas), cultivateur à Saint-Georges).

Sarrebouurg (8 frimaire an V) : *270 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 germinal an V (2 avril 1797) : *rejetant la requête d'appel* parce qu'introduite trop tardivement.

59. — DÉLIT FORESTIER (vente par adjudication).

Accusé : **Laurent** (Christophe-François), négociant à Toul.

Toul (22 pluviôse an V) : *déchéance des droits d'adjudication, confiscation du bois au profit de la Nation.*

Jugement d'appel du 13 germinal an V (2 avril 1797) : *acquittement.*

60. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé : **Albanel** (Claude), de Nancy.

Nancy (19 pluviôse an V) : *150 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 germinal an V (2 avril 1797) : *rejetant la requête d'appel.*

61. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés : **Lacombe** (Dominique), **Ancillon** (Jean-Baptiste), **Méline** (Laurent), **Antoine** (Marguerite et Thérèse), de Lay-Saint-Christophe.

Nancy (19 ventôse an V) : *acquittement.* Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 13 germinal an V (2 avril 1797) : *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Vic.*

62. — ATTENTAT A LA PUDEUR (sur une fille de 16 ans).

Accusés : **Villaumé** (François) et **Maire** (Augustin), de Blainville.

Lunéville (7 ventôse an V) : *15 jours de prison, 50 livres d'amende, 150 livres de dommages-intérêts pour Maire; 8 jours de prison, 10 livres d'amende et 65 livres de dommages-intérêts pour Villaumé.*

Jugement d'appel du 13 germinal an V (2 avril 1797) : *rejetant la requête d'appel.*

63. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusés : la veuve **Thomassin** et **Moine** (Claude), cultivateur à Gélacourt.

Toul (2 vendémiaire an V) : *3.000 livres d'amende, confiscation des arbres.*

Jugement d'appel du 13 floréal an V (2 mai 1797) : *300 livres d'amende.*

64. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés : **La Commune d'Aingeray** et son pâtre.

Toul (2 frimaire an V) : *294 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 13 floréal an V (2 mai 1797) : *acquittement (jugement définitif de l'affaire relatée sous le n° 45).*

65. — INJURES.

Accusé : **Christophe** (Dominique), négociant à Sarrebourg.

Sarrebourg (25 pluviose an V) : *excuses, pardon et repentir à faire au greffe du Tribunal (l'accusé avait traité le fils d'un voisin de « voleur »).*

Jugement d'appel du 13 floréal an V (2 mai 1797) : *rejetant la requête d'appel.*

66. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés : **La Commune de Domgermain** et son pâtre.

Toul (27 ventôse an V) : *300 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 floréal an V (2 mai 1797) : *acquittement.*

67. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusée : **La Commune d'Uruffe**.

Toul (7 germinal an V) : *100 livres d'amende, ordre de creuser un fossé pour empêcher les bestiaux communaux d'aller pâturer dans les bois nationaux.*

Jugement d'appel du 13 floréal an V (2 mai 1797) : *acquittement.*
L'ordonnance et aucune loi postérieure ne prévoient le délit.

68. — INSULTE ET OUTRAGES (à un chef de patrouille).

Accusé : **Klein** (François), cultivateur à Sarrebourg.

Sarrebourg (24 germinal an V) : *4 jours de prison, amende de quatre fois la contribution mobilière.*

Jugement d'appel du 13 floréal an V (2 mai 1797) : *acquittement*
(le chef de patrouille n'avait pas reçu d'ordre).

69. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés : **Phulpin** (Dominique et Joseph), d'Azelot.

Nancy (19 germinal an V) : *200 livres d'amende, autant de dommages-intérêts; de plus, 1 mois de prison pour Joseph Phulpin.*

Jugement d'appel du 13 floréal an V (2 mai 1797) : *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Lunéville.*

70. — Note du greffier sur le registre : « Le n° 70 est un jugement préparatoire joint au procès ».**71. — DÉTOURNEMENTS D'OBJETS** (par le mari dans une liquidation de divorce).

Accusés : **Pernon** (Elisabeth), veuve Pauly et **Pauly** (Georges), de Crevéchamp.

Vézelize (5 messidor an V) : *renvoi au Tribunal civil de Vézelize.*

Jugement d'appel du 13 prairial an V (1^{er} juin 1797) : *rejetant la requête d'appel (c'est une affaire civile).*

72. — ATTENTAT A LA PUDEUR - PROSTITUTION.

Accusés : **Bichon** (François), chapelier à Nancy, **Notton** (Marie), **Ploquin** (Catherine), de Nancy.

Nancy (24 floréal an V) : *3 mois de prison chacun, 50 livres d'amende pour Bichon, 25 livres pour les femmes.*

Jugement d'appel du 14 prairial an V (2 juin 1797) : *1 an de prison, 50 livres d'amende* chacun.

73. — ATTENTAT AUX MŒURS - PROSTITUTION.

Accusés : **Bérard** (Françoise), couturière, 19 ans et **Mougin** Elophe, cabaretier à Nancy.

Nancy (24 floréal an V) : *3 mois de prison* chacun, *50 livres d'amende* pour l'homme, *25 livres* pour la femme.

Jugement d'appel du 21 prairial an V (9 juin 1797) : *1 an de prison et 50 livres d'amende* pour la femme. *Acquittement* pour l'homme.

74. — DÉLIT RURAL (détournement d'une « raye » irrigant un pré). Accusé : **Richy** (Jean), laboureur à la ferme de Heille, à Saint-Quirin.

Sarrebouurg (14 prairial), par défaut : *6 livres d'amende, 100 livres de dommages-intérêts* ou rétablissement de la chose dégradée.

Jugement d'appel du 13 messidor an V (1^{er} juillet 1797) : *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire* devant qui de droit (juge de paix).

75. — DÉLIT FORESTIER (vente par adjudication).

Accusé : **Thirel** (Dominique), de Sexey-les-Bois.

Nancy (19 pluviôse an V) par défaut : *240 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 13 messidor an V (1^{er} juillet 1797) : *200 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

76. — DÉLIT FORESTIER (litige dans les portions affouagères).

Accusé : **Suisse** (Jacques), cultivateur à Villers-en-Haye.

Toul (7 prairial an V) : *déboute le plaignant pour incompétence*.
Appel du plaignant.

Jugement d'appel du 13 messidor an V (1^{er} juillet 1797) : *rejetant la requête d'appel*.

77. — DÉLIT FORESTIER (malversation dans les ventes de bois).

Accusés : **la Commune de Belleville** et l'agent municipal.

Toul (22 nivôse an V) : *2.000 livres d'amende, confiscation des bois*.

Jugement d'appel du 13 messidor an V (1^{er} juillet 1797) : *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire* au T. cor. Nancy.

78. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés: **Jacquot** père et fils (Claude), de Saizeray-Saint-Amand.

Nancy (29 prairial an V): *1 mois de prison, 200 livres d'amende, 100 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 messidor an V (1^{er} juillet 1797): *acquittement.*

79. — DÉLIT DE CHASSE.

Accusé: **Labaulle** (Pierre), horloger à Nancy.

Nancy (9 messidor an V): *25 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 13 messidor an V (1^{er} juillet 1797): *acquittement.*

80. — DÉLIT RURAL (pâturage dans les vignes).

Accusé: **Lombard** (Claude), pâtre à Sivry.

Nancy (30 messidor an V): *30 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 thermidor an V (31 juillet 1797): *acquittement.*

81. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés: **Ziegler** (Michel), garde-forestier et **Kromer** (Georges), à Biekelberg.

Sarrebouurg (24 messidor an V): *32 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 14 thermidor an V (1^{er} août 1797): *acquittement.*

82. — COUPS ET BLESSURES.

Accusés: **Tiffel** (Vincent), chef des services des vivres de la 6^e division à Besançon; **Lacombe** (Pierre-Chrétien), maître de la poste aux chevaux de Sarrebouurg.

Sarrebouurg (29 prairial an V): *50 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 13 thermidor an V (31 juillet 1797): *acquittement.*

83. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés : **Susat** (Jean-Baptiste) et **Alison** (Claude), cultivateurs à Vacqueville.

Lunéville (26 messidor an V) : *160 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 14 thermidor an V (1^{er} août 1797) : *rejetant la requête d'appel.*

84. — DÉLIT FORESTIER (coupe d'arbres).

Accusé : **Lestany** (Laurent), greffier de la justice de paix du canton de Toul.

Toul (12 messidor an V) : *3 jours de prison, 216 livres d'amende, 108 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 thermidor an V (31 juillet 1797) : *annulant le premier jugement (question préjudicielle de propriété à trancher).*

85. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusée : **La Commune d'Azelot.**

Nancy (19 messidor an V) par défaut : *265 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 14 thermidor an V (1^{er} août 1797) : *rejetant la requête d'appel (second défaut).*

86. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés : **Florentin** (Hubert et Toussaint), cultivateurs à Lay-Saint-Christophe.

Nancy (9 prairial an V) : *50 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 14 thermidor an V (1^{er} août 1797) : *72 livres d'amende et 12 livres de dommages-intérêts.*

87. — DÉLIT RURAL (construction d'une maison trop près d'un bois).

Accusé : **Simon** (Nicolas) de Hazerbourg.

Phalsbourg (24 messidor an V) : *acquittement.* Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 13 fructidor an V (30 août 1797) : *rejetant la requête d'appel, car « le territoire de la France est libre comme ceux qui l'habitent » (art. 1, L. 6 octobre 1791).*

88. — DÉLIT FORESTIER (coupe d'arbres).

Accusé: **Bonard** (Jean-Claude), charretier à Languimberg

Sarrebourg (4 messidor an V): *60 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 fructidor an V (30 août 1797): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire devant le juge compétent (question préjudicielle de propriété à trancher).*

89. — MEURTRE D'UN CHIEN QUI VOULAIT LE MORDRE.

Accusé: **Weller** (Florent), garde-chasse à Gerbéviller.

Lunéville (6 thermidor an V): *remboursement du prix du chien et le double d'amende.*

Jugement d'appel du 13 fructidor an V (30 août 1797): *rejetant la requête d'appel.*

90. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **Chapelier** (Jean-Baptiste) et **Laurent** (Bernard), de Norroy; **Martin** (François), de Villers-sous-Prény; **Navel** (François), de Pont-à-Mousson.

Toul (22 thermidor an V): *310 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 fructidor an V (30 août 1797): *rejetant la requête d'appel de Martin et de Navel, acquittant les autres.*

91. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusé: **Gérardin** (Jean), cultivateur à Merviller.

Lunéville (16 prairial an V): *10 jours de prison.*

Jugement d'appel du 13 fructidor an V (30 août 1797): *10 jours de prison, 232 livres d'amende, 77 livres de dommages-intérêts.*

92. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé: **Quille** (Etienne), cultivateur à Crantenoy.

Lunéville (16 thermidor an V): *3 jours de prison, 10 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 fructidor an V (30 août 1797): *30 livres d'amende et 10 livres de dommages-intérêts.*

93. — RIXE (dans un bal).

Accusés: **Philippe** (Léopold et Charles), maçons; **Mercier** (Joseph) et **Husson** (Henri), manœuvres à Jarville.

Nancy (18 messidor an V): *10 jours de prison, 12 livres d'amende, 100 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 fructidor an V (30 août 1797): *rejetant la requête d'appel.*

94. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusé: **Noirot** (François), de Mazerulles.

Nancy (19 thermidor an V) par défaut: *254 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 14 fructidor an V (31 août 1797): *300 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

95. — DÉLIT FORESTIER (abatage d'arbres fruitiers).

Accusée: **La Commune de Château-Voué.**

Vic (28 ventôse an V): *750 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 14 fructidor an V (31 août 1797): *acquittement.*

96. — OUTRAGE A FONCTIONNAIRE (juge de paix).

Accusé: **Vriot** (Jean), tissier à Haraucourt.

Nancy (18 thermidor an V): *6 mois de prison, amende de dix fois la contribution mobilière.*

Jugement d'appel du 14 fructidor an V (31 août 1797): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au Tribunal de police de Saint-Nicolas.*

97. — OUTRAGE A FONCTIONNAIRE.

Accusé: **Bottelin** (Joseph), de Mazerulles.

Vic (19 thermidor an V): *4 mois de détention, 50 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 14 fructidor an V (31 août 1797): *1 mois de détention, 50 livres d'amende.*

98. — DÉLIT FORESTIER (coupes prohibées)

Accusé: **Doyen** (Joseph), de Frouard.

Nancy (19 thermidor an V) par défaut. 120 francs d'amende et
autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 14 fructidor an V (31 août 1797) 120 francs
d'amende et autant de dommages-intérêts.



AN VI

Affaires n^{os} 99 à 169

du 13 vendémiaire an VI (4 octobre 1797)

au 3 fructidor an VI (20 août 1798)

99. — DÉLIT FORESTIER (vol dans les bois).

Accusé: **Souchotte** (Claude), tuilier à Germiny.

Toul (27 thermidor an V): *234 livres d'amende et 78 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 13 vendémiaire an VI (4 octobre 1797): *3 jours de prison, 474 livres d'amende, 158 livres de dommages-intérêts.*

100. — FAUX POIDS ET MESURES.

Accusé: **Petitfour** (François), boulanger à Toul.

Toul (8 thermidor an V): *3 jours de prison, 100 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 13 vendémiaire an VI (4 octobre 1797): *acquittement.*

101. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **La Commune de Maizières** et son pâtre.

Toul (22 fructidor an V): *765 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 2 frimaire an VI (22 novembre 1797): *acquittement.*

102. — POLICE DE LA ROUTE - HOMICIDE PAR IMPRUDENCE.

Accusé: **Bien-Aimé** (Nicolas), garçon laboureur chez François Pierson, cultivateur à Girauvilliers.

Nancy (26 thermidor an V): *détention préventive et 3 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 2 frimaire an VI (22 novembre 1797): *24 heures de prison, 3 livres d'amende.*

103. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Grillot** (Jean-Baptiste), de Lemainville.

Lunéville (26 fructidor an V); 159 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 frimaire an VI (22 novembre 1797): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Nancy.*

104. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés: **Jacquot** (Claude), père et fils, de Saizeray-St-Amand.

Nancy (29 thermidor an V): 4 jours de prison, 360 livres d'amende, 120 livres de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 3 frimaire an VI (23 novembre 1797): *rejetant la requête d'appel.*

105. — ENLÈVEMENT D'EFFETS MOBILIERS VENANT D'UNE SUCCESSION.

Accusés: **Roussel** (Louis) et les **Pauly** (Georges), (François), (Joseph), de Crevéchamp; **Durand** (Jean-Baptiste), de Laneuveville-devant-Bayon.

Lunéville (4 fructidor an V): *renvoi devant le juge compétent.*
Appel du plaignant.

Jugement d'appel du 3 frimaire an VI (23 novembre 1797): *rejetant la requête d'appel.*

106. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Provot** (Claude) et **De France** (Nicolas), cultivateurs à Mailly.

Nancy (9 fructidor an V): 75 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 3 frimaire an VI (23 novembre 1797): *acquittement.*

107. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES (exercice du culte catholique sans autorisation).

Accusé: **Maillet** (Philippe), ministre du culte catholique à Nancy

Nancy (18 brumaire an VI): 1 an de prison, 200 livres d'amende.

Jugement d'appel du 4 frimaire an VI (24 novembre 1797): *rejetant la requête d'appel.*

108. — INFRACTION A LA POLICE DU CULTE (exercice illégal du culte catholique).

Accusés : **Hourdiau** (Joseph), capucin et **Gérard** (Nicolas), chanoine.

Lunéville (13 brumaire an VI) : *5 mois de prison, 500 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 4 frimaire an VI (24 novembre 1797) : *rejetant la requête d'appel.*

109. — DÉLIT FORESTIER.

Accusée : **La Commune de Foug.**

Toul (12 brumaire an VI) : *3.190 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 4 frimaire an VI (24 novembre 1797) : *acquittement.*

110. — DÉLIT FORESTIER.

Accusées : **Les Communes de Foug et de Laye.**

Toul (12 brumaire an VI) : *1.090 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 4 frimaire an VI (24 novembre 1797) : *acquittement.*

111. — DÉLIT FORESTIER.

Accusée : **La Commune de Saint-Germain.**

Lunéville (6 vendémiaire an VI) : *acquittement.* Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 4 frimaire an VI (24 novembre 1797) : *rejetant la requête d'appel.*

112. — DÉLIT RURAL (contravention à l'arrêté municipal de Toul fixant l'ouverture des vendanges).

Accusé : **Geneviève** (Alexis), vigneron et garde-champêtre à Toul.

Toul (22 brumaire an VI) : *acquittement.* Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 4 frimaire an VI (24 novembre 1797) : *rejetant la requête d'appel.*

- 112 bis. — **DÉLIT RURAL** (inondation des près de Vergaville par les eaux du Moulin).

Accusé: **Reissenger** (Joseph), meunier de Vergaville.

Vic (10 brumaire an VI): *ordonnant enquête*. Appel des riverains.

Jugement d'appel du 4 frimaire an VI (24 novembre 1797): *renvoyant l'affaire à l'Administration départementale*.

113. — **DÉLIT FORESTIER** (coupe non autorisée).

Accusés: **Donot** (Claude), **Morlet** (Alexis), de Liverdun.

Toul (17 fructidor an V): *85 livres d'amende, autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 nivôse an VI (22 décembre 1797): *acquittement*.

114. — **DÉLIT RURAL** (épizootie non déclarée).

Accusé: **Pelletier** (Alexis), boucher à Dommartin.

Toul (12 frimaire an VI): *500 livres d'amende*.

Jugement d'appel du 2 nivôse an VI (22 décembre 1797): *acquittement*.

115. — **COUPS ET BLESSURES**.

Accusé: **Ferry** (Nicolas-François), vigneron à Puligny.

Lunéville (28 brumaire an VI): *2 mois de prison, 500 livres d'amende, 50 livres d'amende, 50 livres de dommages-intérêts?*

Jugement d'appel du 2 nivôse an VI (22 décembre 1797): *3 mois de prison, 50 livres d'amende, 50 livres de dommages-intérêts*.

116. — **DÉLIT FORESTIER** (coupe non autorisée).

Accusé: **Thiéry** (François-Augustin), de Biqueley.

Toul (2 brumaire an VI): *360 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 nivôse an VI (22 décembre 1797): *150 livres d'amende, autant de dommages-intérêts*.

117. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusé: **Didier** (Philippe), d'Ochey.

Toul (2 brumaire an VI): *360 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 2 nivôse an VI (22 décembre 1797): *150 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

118. — ESCROQUERIE.

Accusé: **Voinard** (Jean), marchand à Commercy.

Toul (17 frimaire an VI): *18 livres d'amende, 2 mois de prison, affichage du jugement à 200 exemplaires. Comme le condamné, pauvre, ne peut payer l'amende, il fera 1 mois de prison de plus. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.*

Jugement d'appel du 3 nivôse an VI (23 décembre 1797): *rejetant la requête d'appel.*

119. — ESCROQUERIE.

Accusé: **François** (Laurent), boucher à Mont-en-Woëvre.

Nancy (8 brumaire an VI): *2 ans de prison, 1.000 livres d'amende, 96 livres à restituer.*

Jugement d'appel du 6 nivôse an VI (26 décembre 1797): *3 mois de prison, 50 livres d'amende, 96 livres à restituer.*

120. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés: **Juilliard** (François et Joseph) et autres, de Mazerulles.

Nancy (9 frimaire an VI): *acquittement. Défaut du plaignant: appel de celui-ci.*

Jugement d'appel du 4 nivôse an VI (24 décembre 1797): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Vic.*

121. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés: **Cohen** (Louis), **Maire** (Antoine), **Bussière** et **Raidot** à Chanteheux.

Lunéville (16 frimaire an VI): *2 décades de prison, 210 livres d'amende, 70 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 3 nivôse an VI (23 décembre 1797): *acquittement.*

122. — DÉLIT FORESTIER (coupe prohibée).

Accusés : **Masson** (Dominique), **Dedenon** (Nicolas), **Geoffroy** (Gabriel), à Amenoncourt.

Lunéville (26 thermidor an VI) : 8 jours de prison, 375 livres d'amende, 125 livres de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 3 pluviose an VI (22 janvier 1798) : 222 livres d'amende, 74 livres de dommages-intérêts.

123. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusée : **La commune de Tramont-Emy**.

Toul (12 fructidor an V) : 1.000 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 3 pluviose an VI (22 janvier 1798) : acquittement.

124. — DÉLIT FORESTIER (coupe prohibée).

Accusés : **Godfrin** (Fiacre) et autres, d'Allamps.

Toul (12 brumaire an VI) : 1.160 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 3 pluviose an VI (22 janvier 1798) : 1.050 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

125. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusée : **La Commune de Sexey-aux-Forges**.

Toul (2 fructidor an V) : 144 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 4 pluviose an VI (23 janvier 1798) : 144 livres d'amende.

126. — DÉLIT DE PÊCHE.

Accusés : **Notoire** (Charles), **Malade** (Claude), à Pont-Saint-Vincent.

Nancy (19 frimaire an VI) : 50 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 4 pluviose an VI (23 janvier 1798) : acquittement.

127. — DÉLIT DE PÊCHE.

Mêmes accusés que le n° 126.

Nancy (9 brumaire an VI) : 25 livres d'amende, 15 livres de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 4 pluviôse an VI (23 janvier 1798) : *acquittement*.

128. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé : **Gerbert** (Joseph), à Biberkirch.

Sarrebourg (8 frimaire an VI) : *30 livres d'amende, autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 4 pluviôse an VI (23 janvier 1798) : *acquittement*.

129. — VOL SIMPLE.

Accusée : **Bruant** (Françoise), femme à Henry **Haron**, sergent au 2^e Bataillon de la 96^e demi-brigade à Toul.

Toul (2 nivôse an VI) : *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 4 pluviôse an VI (23 janvier 1798) : *rejetant la requête d'appel*.

130. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES (les catholiques empêchent les cérémonies luthériennes dans le temple commun).

Accusés : **Steyl** (Christophe), **Wahl** (Joseph) et autres, de Mittersheim.

Sarrebourg (21 frimaire an VI) : *3 mois de prison 500 livres d'amende*.

Jugement d'appel du 5 pluviôse an VI (24 janvier 1798) : *rejetant la requête d'appel*.

131. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES.

Même délit que le n^o 130, autres accusés de Mittersheim.

Sarrebourg (13 nivôse an VI) : *acquittement*. Les vrais coupables ont été jugés. Appel de la commune de Mittersheim.

Jugement d'appel du 5 pluviôse an VI (24 janvier 1798) : *rejetant la requête d'appel*.

132. — OPPOSITION A SAISIE.

Accusé : **Hovasse** (Jean-François), agent de la commune d'An-cervillers.

Lunéville (16 pluviôse an VI) : débouté de son opposition à une saisie de 17.005 livres, somme due pour mauvaise perception des amendes.

Jugement d'appel du 5 pluviôse an VI (24 janvier 1798) : *déchéance de l'appel* fait hors des délais.

133. — DÉLIT RURAL.

Accusé : **Mourot** (Dominique), laboureur à Neuwillers.

Nancy (9 nivôse an VI) : 300 livres d'amende, pour ne pas avoir enterré sept vaches crevées assez profondément.

Jugement d'appel du 6 pluviôse an VI (25 janvier 1798) : 7 livres d'amende, ordre d'enterrer les vaches à 4 pieds de profondeur.

134. — ESCROQUERIE.

Accusée : **Hennequin** (Marie-Anne), femme Simon, marchande à Metz.

Metz (15 pluviôse an V) : *acquittement*. Appel du plaignant.

PROCÉDURE ANTÉRIEURE :

Metz (18 vendémiaire an V) : le tribunal se déclare incompétent. Appel.

Premier jugement d'appel du T.C. Moselle (13 thermidor an V) : confirme la première décision. Pourvoi en Cassation. Jugement du Tribunal de Cassation annulant le jugement du T.C. Moselle et renvoyant au T.C.M. qui déclare le T. cor. de Metz compétent. Jugement de ce tribunal dont est appel par le plaignant.

Jugement d'appel définitif du 6 pluviôse an VI (25 janvier 1798) : *rejetant la requête d'appel*.

135. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés : **Drouot** (Nicolas) et **Beauregard** (Nicolas), à Azelot.

Nancy (9 nivôse an VI) 35 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 6 pluviôse an VI (25 janvier 1798) : *acquittement* pour Drouot, *requête d'appel* de Beauregard *rejetée*.

136. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusé : **Hassoux** (Pierre), cultivateur à Choley.

Toul (2 nivôse an VI) : 340 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 ventôse an VI (20 février 1798) : *rejetant la requête d'appel*.

137. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **Thouvenin** (Charles) et **Mottin** (Joseph), à Marainviller.

Lunéville (?): *822 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 2 ventôse an VI (20 février 1798): *rejetant la requête d'appel.*

138. — DÉLIT RURAL (passage sur chemin interdit).

Accusé: **Laurent** (Jean-Baptiste), à Velaine-en-Haye.

Nancy (9 pluviôse an VI): *50 livres d'amende, autant de dommages-intérêts, réfection du chemin aux frais du prévenu.*

Jugement d'appel du 3 ventôse an VI (21 février 1798): *rejetant la requête d'appel.*

139. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé: **Saintot** (Nicolas), de Sexey-les-Bois.

Nancy (9 pluviôse an VI): *3 jours de prison, 65 livres d'amende, autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 3 ventôse an VI (21 février 1798): *65 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

140. — FAUX NOM DANS UN PASSEPORT.

Accusé: **Leclerc** (André-Joseph), ex-vivandier de l'armée de Sambre-et-Meuse, à Arracourt.

Lunéville (5 pluviôse an VI): *3 mois de prison.*

Jugement d'appel du 2 ventôse an VI* (20 février 1798): *rejetant la requête d'appel.*

141. — ENTRAVE A LA LIBERTÉ DES ENCHÈRES.

Accusé: **Laveuf** (Dominique), cultivateur à Millery.

Nancy (24 ventôse an VI): *2 décades de prison, 200 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 2 floréal an VI (21 avril 1798): *1 décade de prison, 100 livres d'amende.*

142. — Aucun jugement, aucun dossier ne sont rapportés sous ce numéro.

143. — DÉLIT DE PÊCHE.

Accusés : **Barré** (Jean), cordonnier et **Toussaint** (Nicolas), pêcheur à Pierre-la-Treiche.

Toul (17 frimaire an VI) : *20 livres d'amende. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.*

Jugement d'appel du 2 floréal an VI (21 avril 1798) : *100 livres d'amende.*

144. — DÉLIT DE PÊCHE.

Accusé : **Davrainville** (Jean-Bapt.), pêcheur à Pierre-la-Treiche.

Toul 2 ventôse an VI) : *50 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 2 floréal an VI (21 avril 1798) : *acquittement.*

145. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES (non prestation de serment).

Accusé : **Breton** (Joseph), ex-tiercelin, à Borville.

Lunéville (15 germinal an VI) : *5 mois de prison, 500 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 2 floréal an VI (21 avril 1798) : *3 mois de prison, 500 livres d'amende.*

146. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé : **Remy** (Nicolas), agent de la commune d'Autrepierre.

Lunéville (26 ventôse an VI) : *645 livres d'amende, 215 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 2 floréal an VI (21 avril 1798) par défaut : *rejetant la requête d'appel.*

146 bis. — TENUE IRRÉGULIÈRE DES REGISTRES DE L'ÉTAT-CIVIL.

Accusé : **Schmitz**, ministre du culte catholique à Lhor.

Vic (19 ventôse an VI) : *acquittement. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.*

Jugement d'appel du 2 floréal an VI (21 avril 1798) : *rejetant la requête d'appel.*

147. — DÉLIT FORESTIER.

Accusée : **La Commune de Chanteheux.**

Lunéville (26 pluviôse an VI) : *417 livres d'amende, 139 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 3 floréal an VI (22 avril 1798) : *rejetant la requête d'appel.*

148. — ESCROQUERIE.

Accusé : **Maillard** (Sébastien), maréchal expert-vétérinaire à Rozelieures.

Nancy (18 ventôse an VI) : *3 mois de prison, 200 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 4 floréal an VI (23 avril 1798) : *rejetant la requête d'appel.*

149. — COUPS ET BLESSURES.

Accusés : **Clément** (François) et **Pêcheur** (Sébastien), à Chicourt

Vic (3 floréal an VI) : *acquittement.* Appel de la victime.

Jugement d'appel du 2 prairial an VI (21 mai 1798) : *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Nancy.*

150. — RECEL DE SOLDAT DÉSERTEUR.

Accusé : **Choulette** (Sébastien), aubergiste à Toul.

Toul (7 ventôse an VI) : *1 an de prison, 300 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 3 prairial an VI (22 mai 1798) : *acquittement.*

151. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés : **Leclerc** (Joseph). **Reitz** (Jean-Claude) et (Jean-Nicolas), cultivateurs à Lindre.

Vic (28 ventôse an VI) : *6 livres d'amende pour Leclerc, acquittement pour les Reitz.*

Jugement d'appel du 3 prairial an VI (22 mai 1798) : *rejetant la requête d'appel.*

152. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé : **Marlier** (Dominique), négociant à Allarmont.

Lunéville (16 pluviôse an VI) : *3 jours de prison, 300 livres d'amende, 100 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 3 messidor an VI (21 juin 1798): *135 livres d'amende.*

153. — DÉLIT DE PÊCHE.

Accusé: **Philippe** (Sébastien), cultivateur et pêcheur à Aingeray.

Toul (7 prairial an VI) par défaut: *100 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 3 messidor an VI (21 juin 1798): *rejetant la requête d'appel.*

154. — DÉLIT DE PÊCHE.

Même accusé, jugement correctionnel du même jour, même condamnation et même solution d'appel que le numéro précédent.

155. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES (outrages au culte).

Accusés: **Robin** (Claude), **Ganier** (Claude), cultivateurs, **Bouchon** (François), ex-instituteur à Blénod-les-Toul, **Guidon** (Nicolas), vigneron à Bulligny.

Toul (9 floréal an VI): *1 mois de prison, 50 livres d'amende.* Les prévenus étaient accusés d'avoir baptisé un chien, du nom de Médard, patron de Blénod, en le tenant sur les fonds baptismaux de l'église et en faisant sur lui le simulacre du baptême chrétien; cela se passait le soir de la fête de la Souveraineté du peuple.

Jugement d'appel du 2 messidor an VI (20 juin 1798): *acquittement.*

155 bis. — COUPS ET BLESSURES.

Accusés: **Hitzel** (Paul), **Frantz** (Pierre), **Schirmann** (Michel), de Schalbach.

Sarrebouurg (3 prairial an VI): *une décade de prison, 30 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 3 messidor an VI (21 juin 1798): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Vic.*

156. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES (sonneries de cloches non autorisées).

Accusés: **Léonard** (Charles) et **Laurent** (Claude), cultivateurs à Lixières.

Nancy (24 floréal an VI) : *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 3 messidor an VI (21 juin 1798) : *rejetant la requête d'appel*.

157. — COUPS ET BLESSURES.

Accusée : **Hurion** (Marie), femme **Rayon**, à Rozières.

Nancy (28 floréal an VI) : *3 mois de prison, 25 livres d'amende*.

Jugement d'appel du 3 messidor an VI (21 juin 1798) : *une décade de prison et 25 livres d'amende*.

158. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES (sonneries de cloches non autorisées).

Accusés : **Barabant** (François et Dominique), et autres, de Bouxières-aux-Chênes.

Nancy (21 juin 1798) : *3 décades de prison*.

Jugement d'appel du 3 messidor an VI (21 juin 1798) : *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Vic.*

159. — DÉLIT RURAL (peaux non nettoyées créant un danger d'épizootie).

Accusé : **Masson** (Pierre), bourrelier à Crézilles.

Toul (28 prairial an VI) : *300 livres d'amende*.

Jugement d'appel du 2 thermidor an VI (20 juillet 1798) : *rejetant la requête d'appel*.

160. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusés : **Alix** (Jean-Pierre), **Lizelhomme** (Jean), de Belmering, **Grimer** (Nicolas), de Virming.

Vic (8 messidor an VI) : *650 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 thermidor an VI (20 juillet 1798) : *rejetant la requête d'appel*.

161. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés : **Collet** (Jean), **Roger** (Joseph), et autres, de Vigneulles, Lunéville (26 pluviôse an VI) : *250 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 thermidor an VI (20 juillet 1798): 80 livres
d'amende et autant de dommages-intérêts.

162. — DÉLIT FORESTIER (coupe de 2.000 fagots).

Accusé: **Laverdure** (Jean), cultivateur à Barchain.

Sarrebouurg (?): 2.000 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 thermidor an VI (20 juillet 1798): *rejetant la requête d'appel.*

163. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **Ying** (Joseph et Jean-Pierre), cultivateurs à Walscheid.

Sarrebouurg (28 messidor an VI): 120 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 fructidor an VI (19 août 1798): 60 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

164. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Aimé** (Joseph), **Nicole** (Nicolas), **Laval** (Didier), voituriers à Saint-Quirin.

Sarrebouurg (28 messidor an VI): 120 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 fructidor an VI (19 août 1798): 60 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

165. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusé: **Misbourg** (Jean), voiturier à la cense de Heille.

Sarrebouurg (28 messidor an VI): 80 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 fructidor an VI (19 août 1798): 40 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

166. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Perrin** (Antoine), voiturier à Saint-Quirin et **Remy** (Dominique), voiturier à La Broque.

Sarrebouurg (28 messidor an VI): 80 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 fructidor an VI (19 août 1798): *40 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

167. — INSULTES A FONCTIONNAIRE PUBLIC.

Accusé: **Henry** (Thimoléon-François), vigneron à Pont-Saint-Vincent.

Nancy (28 messidor an VI): *acquittement.* Appel du Commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 3 fructidor an VI (20 août 1798): *rejetant la requête d'appel.*

168. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusés: **la veuve et les consorts de Nicolas L'Etang**, cultivateur à Burthécourt.

Vic (8 messidor an VI): *400 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 3 fructidor an VI (20 août 1798): *acquittement.*

169. — COUPS ET BLESSURES.

Accusés: **Klaine** (Joseph) et autres à Honskirch.

Vic (20 prairial an VI): *3 mois de prison, 100 livres d'amende, 300 livres de dommages-intérêts; acquittement pour Klaine, qui fait appel.*

Jugement d'appel du 3 fructidor an VI (20 août 1798): *rejetant la requête d'appel* (Klaine fait savoir que c'est par erreur qu'on a fait appel sous son nom).

AN VII

Affaires n^{os} 170 à 235
du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798)
au 22 thermidor an VIII (9 août 1799)

170. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Robinet** (Joseph), à Humbépaire.

Lunéville (26 messidor an VI): jugement de procédure.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798):
annulant le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor.
Nancy.

171. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusé: **Drouet** (Nicolas-François), de Baccarat.

Lunéville (26 messidor an VI): 3.150 livres d'amende et autant
de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798):
annulant le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor.
Nancy.

172. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusé: **Bruant** (Jean-François), de Raon-l'Étape

Lunéville (26 messidor an VI): 2.950 livres d'amende et autant
de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798):
annulant le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor.
Nancy.

173. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Jacquemin** (Silvain), de Baccarat.

Lunéville (26 messidor an VI): jugement de procédure.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798) :
annulant le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor.
Nancy.

174. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés : **La Commune de Vandeléville** et son pâtre.

Toul (2 thermidor an VI) : *246 livres d'amende*.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798) :
annulant le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor.
Nancy.

175. — DÉLIT FORESTIER (coupe non autorisée).

Accusé : **Errard** (Nicolas), de Baccarat.

Lunéville (26 messidor an VI) : *1.550 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798) :
annulant le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor.
Nancy.

176. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé : **Didillon** (Antoine), de Baccarat.

Lunéville (22 thermidor an VI) : *2.200 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798) :
annulant le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor.
Nancy.

177. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé : **Mahoux** (Dominique), cultivateur à Burlioncourt.

Vic (18 messidor an VI) : *48 livres d'amende, 16 livres de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798) :
acquittement.

178. — DÉLIT DE PRESSE (absence du nom de l'imprimeur sur une brochure).

Accusé : **Guibal** (Joseph), imprimeur à Lunéville.

Lunéville (27 thermidor an VI): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798):
rejetant la requête d'appel.

179. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Pagel** (Claude) et **Mangeot** (François), cultivateurs à Domgermain.

Toul (12 thermidor an VI): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798):
5 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

180. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Lahaye** (Nicolas), aubergiste à Fraimbois.

Lunéville (11 thermidor an VI): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798):
4 décades de prison, 100 livres d'amende.

181. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Raybois** (Claude), ex-étapier, à Nancy.

Nancy (28 thermidor an VI): *5 décades de prison, 1.000 livres d'amende, 300 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 4 vendémiaire an VII (25 septembre 1798):
2 décades de prison, 50 livres d'amende, 100 livres de dommages-intérêts.

182. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **Marchal** (Christophe), à Velaine-sous-Amance;
Hogue (Louis), à Laneuvelotte.

Nancy (19 fructidor an VI): *70 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 2 brumaire an VII (23 octobre 1798): *rejetant la requête d'appel.*

183. — DÉLIT DE PÊCHE.

Accusés: **Parizot** (Charles), **Toussaint** (Jean) et autres, de Pont-à-Mousson.

Nancy (9 fructidor an VI): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 2 brumaire an VII (23 octobre 1798): *100 livres d'amende*; de plus, le filet à mailles trop étroites sera brûlé devant la porte du Tribunal.

184. — NÉGLIGENCE DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS.

Accusé: **Duchaine** (Joseph), garde-forestier à Saint-Jean-de-Bassel.

Sarrebouurg (7 thermidor an VI): *destitué de ses fonctions*.

Jugement d'appel du 2 brumaire an VII (23 octobre 1798): *acquittement*, quitte à l'administration à prendre telle mesure qu'il appartiendra.

185. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Sapin** (Claude), de Pont-Saint-Vincent.

Nancy (28 fructidor an VI): *acquittement*, mais condamné (comme presque toujours en ce cas aux dépens). Fait appel pour en être déchargé.

Jugement d'appel du 3 brumaire an VII (24 octobre 1798): *rejetant la requête d'appel*.

186. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **Bras** (François), **Rolin** (Joseph) et **Magnien** (Christophe, de Frolois.

Nancy (2 vendémiaire an VI): *145 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 3 brumaire an VII (24 octobre 1798): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Lunéville*.

187. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES (sonneries de cloches prohibées).

Accusée: **Chatelain** (Barbe), femme de Jean **André**, instituteur à Vaxy.

Vic (18 fructidor an VI): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 3 brumaire an VII (24 octobre 1798) : *rejetant la requête d'appel.*

188. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé : **Hovasse** (Jean-François), à Couvay.

Lunéville (6 vendémiaire an VII) : 750 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 3 brumaire an VII (24 octobre 1798) : *rejetant la requête d'appel.*

189. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés : **Perrin**, (Nicolas), de Saint-Quirin ; **Criter** (Baptiste) et autres de Wasperwiller.

Sarrebouurg (18 thermidor an VI) : 810 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 3 brumaire an VII (24 octobre 1798) : *rejetant la requête d'appel.*

190. — VOL SIMPLE.

Accusé : **Durhler** (Jacob), de Hellingring.

Sarrebouurg (6 vendémiaire an VII) : 1 an de prison.

Jugement d'appel du 2 frimaire an VII (22 novembre 1798) : *acquittement.*

191. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé : **Maurice** (Jean-Baptiste), brasseur à Nancy.

Sarrebouurg (4 vendémiaire an VII) : 20 livres d'amende, 30 livres de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 frimaire an VII (22 novembre 1798) : *rejetant la requête d'appel.*

192. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé : **Ory** (Christophe), manœuvre à Nancy.

Nancy (28 fructidor an VI) : 1 an de prison, 25 livres d'amende.

Jugement d'appel du 3 frimaire an VII (23 novembre 1798) : *rejetant la requête d'appel* (faite hors délais).

193. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Lhobette** (Jean-Claude), maréchal-ferrand à Moncel.

Vic (29 vendémiaire an VII): *acquittement* (excuse de provocation); condamné cependant aux dépens et frais du rapport en chirurgie pour tous dommages-intérêts. Fait appel.

Jugement d'appel du 3 frimaire an VII (23 novembre 1798): *rejetant la requête d'appel*.

194. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **La Commune d'Allamps** et les frères Godfrin, cultivateurs.

Toul (2 brumaire an VII): *270 livres d'amende*.

Jugement d'appel du 3 frimaire an VII (23 novembre 1798): *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor. Nancy pour y joindre une affaire connexe.

195. — DÉLIT RURAL (pâturage illicite).

Accusée: **La Commune de Fribourg**.

Sarrebouurg (8 brumaire an VII): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 3 frimaire an VII (23 novembre 1798): *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor. Lunéville.

196. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé: **Tribout** (Joseph), agent de la commune de Tincry.

Vic (8 fructidor an VI): *20 livres d'amende. 13 fr. 30 de dommages-intérêts à la République, 6 fr. 65 au plaignant*.

Jugement d'appel du 2 nivôse an VII (22 décembre 1798): *rejetant la requête d'appel*.

197. — INJURES A FONCTIONNAIRE.

Accusé: **Georges** (Jean), meunier à Malleloy.

Nancy (19 vendémiaire an VII): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 2 nivôse an VII (22 décembre 1798): *100 livres d'amende*.

198. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: le citoyen **Faremont**, à la ferme de Morteau, à Rozières

Nancy (29 vendémiaire an VII): *acquittement. Appel de la Commune plaignante.*

Jugement d'appel du 2 nivôse an VII (22 décembre 1798): *84 livres d'amende.*

199. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusé: **Blanseau** (Henri), cultivateur à Rhodes.

Sarrebouurg (4 frimaire an VII): *100 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 3 nivôse an VII (23 décembre 1798): *25 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

200. — VOL D'UN PORC.

Accusée: **Zing** (Marguerite), femme **Weber**, de Saraltroff.

Sarrebouurg (18 frimaire an VII): *9 mois de prison.*

Jugement d'appel du 3 pluviôse an VII (22 janvier 1799): *3 décades de prison.*

201. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Marchal** (Joseph) et **Méline**, de Réchicourt.

Sarrebouurg (28 frimaire an VII): *200 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 4 pluviôse an VII (23 janvier 1799): *rejetant la requête d'appel.*

202. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé: **Cuny** (Claude), cultivateur à Maizières.

Toul (22 frimaire an VII): *30 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 4 pluviôse an VII (23 janvier 1799): *rejetant la requête d'appel.*

203. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Tisserant** (Nicolas), maréchal-ferrand à Hampont.

Vic (19 frimaire an VII): *acquittement. Appel du plaignant.*

Jugement d'appel du 3 pluviöse an VII (22 janvier 1799): *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au juge de paix d'Amance (pour ordonner une nouvelle expertise médicale).

204. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés: **Schneider** (Adam) et **Klein** (Philippe), de Niedertinzel

Sarrebourg (8 brumaire an VII): *acquittement*. Appel de l'accusateur public.

Jugement d'appel du 4 pluviöse an VII (23 janvier 1799): *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au juge de paix de Dieuze.

205. — VOL SIMPLE (de bijoux).

Accusés: **Pain** (Pierre), tailleur d'habits et **Choley** (Catherine), couturière, de Nancy.

Nancy (24 frimaire an VII): *2 ans de prison* pour Pain, *1 an* pour la femme Choley, et restitution des objets volés.

Jugement d'appel du 3 pluviöse an VII (22 janvier 1799): *rejetant la requête d'appel*.

206. — DÉLIT FORESTIER (vente de bois communaux).

Accusées: **Les Communes de Foug, Laye et Domgermain**.

Toul (2 nivôse an VII): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 4 pluviöse an VII (23 janvier 1799): *831 livres d'amende et 277 livres de dommages-intérêts*.

207. — VOL D'UN TOMBEREAU.

Accusé: **Méville** (Nicolas), dit **Belleville**, charron à Nancy.

Nancy (4 ventôse an VII): *18 mois de prison*.

Jugement d'appel du 12 germinal an VII (1^{er} avril 1799): *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor. Lunéville.

208. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **Perrin** (Jean et Louis), de Leyr.

Nancy (29 pluviöse an VII): (?) (dossier transmis).

Jugement d'appel du 12 germinal an VII (1^{er} avril 1799): *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor. Vic.

209. — USAGE DE FAUX POIDS ET MESURES.

Accusée: **Grandgérard** (Anne), veuve **Gagnet**, marchande à Sarrebourg.

Sarrebourg (5 nivôse an VII): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 13 germinal an VII (2 avril 1799): *3 jours de prison, 100 livres d'amende*.

210. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Stire** (Jean), de Liverdun.

Toul (17 ventôse an VII): *1 an de prison, 100 livres d'amende*. Appel de l'accusateur public.

Jugement d'appel du 13 germinal an VII (2 avril 1799): *rejetant la requête d'appel*.

211. — DÉLIT FORESTIER.

Accusés: **la veuve et les consorts d'Hubert Garnier**, marchand de bois à Badonviller.

Sarrebourg (24 frimaire an VII): *223 et 350 livres d'amende, 97.201 livres de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 13 germinal an VII (2 avril 1799): *acquittement* (question de propriété à trancher devant le tribunal civil).

212. — INFRACTION A LA POLICE DES CULTES (exhibition des emblèmes catholiques lors d'un enterrement).

Accusées: **Bricotte** (Marguerite), femme **Braulotte** et **Poirson** (Louise), femme **Ravaux**, à Mont-le-Vignoble.

Toul (12 ventôse an VII): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 12 germinal an VII (1^{er} avril 1799): *1 mois de prison, 100 livres d'amende*.

213. — PROVOCATION A LA DÉSERTION.

Accusé: **Thierry** (Jean), palefrenier à Rozières.

Nancy (14 germinal an VII): *acquittement*. Appel de l'accusateur public.

Jugement d'appel du 25 germinal an VII (14 avril 1799): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Lunéville*.

214. — ESCROQUERIE.

Accusée: **Prelot** (Marie-Agathe), femme **Choquet**, de Raon-l'Étape.

Sarrebourg (25 pluviôse an VII): *6 mois de prison, 100 livres d'amende*, affichage du jugement en deux langues à 200 exemplaires.

Jugement d'appel du 2 floréal an VII (21 avril 1799): *1 an de prison, 50 livres d'amende*.

215. — RECEL DE MILITAIRE DÉSERTEUR.

Accusée: **Hamm** (Odile), de la Hoube.

Sarrebourg (15 ventôse an VII): *1 an de prison, 1.000 livres d'amende*.

Jugement d'appel du 2 floréal an VII (21 avril 1799): *1 an de prison et 300 livres d'amende*.

Deuxième jugement du 2 fructidor an VII: *remise en liberté*, en vertu de l'art. 1, L. 14 messidor an VII portant amnistie de certains délits militaires.

216. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé: **Bottelin** (Joseph), de Mazerulles.

Nancy (29 pluviôse an VII): *10 jours de prison, 45 livres de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 floréal an VII (21 avril 1799): *45 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

217. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Mangel** (Joseph) et le nommé **Ducroux**, cultivateur à Badonviller.

Lunéville (26 ventôse an VII): *10 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 floréal an VII (21 avril 1799): *8 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

218. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Mangel** (Joseph) et le nommé **Aubry**, cultivateurs à Badonviller.

Lunéville (26 ventôse an VII): *10 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 floréal an VII (21 avril 1799): 8 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

219. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé) (premier délit).

Accusé: **Luc** (Jean-Baptiste), meunier à Badonviller.

Lunéville (26 ventôse an VII): 5 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 floréal an VII (21 avril 1799): 12 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

220. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé) (deuxième délit).

Même accusé que le n° 219, jugement d'instance du même jour, même condamnation, même solution d'appel.

221. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusé: **Valentin** (Nicolas), cultivateur à la ferme du Haut-Foux, Badonviller.

Lunéville (26 ventôse an VII): 5 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 floréal an VII (21 avril 1799): 16 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

222. — VOL SIMPLE.

Accusée: **Viriot** (Marie), femme de Joseph **Humbert**, voiturier à Nancy.

Nancy (14 floréal an VII): 2 ans de prison.

Jugement d'appel du 2 prairial an VII (21 mai 1799): rejetant la requête d'appel.

223. — RECEL DE MILITAIRE DÉSERTEUR.

Accusé: **Bouchpacher** (Georges), fermier du moulin de Gosselming.

Sarrebouurg (4 ventôse an VII): 1 an de prison, 300 livres d'amende.

Jugement d'appel du 2 prairial an VII (21 mai 1799): rejetant la requête d'appel.

224. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusée: **La Commune de Bénestroff**.

Vic (18 pluviose an VII): *30 livres d'amende*.

Jugement d'appel du 2 prairial an VII (21 mai 1799): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Lunéville*.

225. — RECEL DE MILITAIRE DÉSERTEUR.

Accusé: **Legrand** (Martin), cultivateur à Rhodes.

Sarrebourg (3 germinal an VII): *1 an de prison, 3.000 livres d'amende*.

Jugement d'appel du 2 messidor an VII (20 juin 1799): *1 an de prison et 400 livres d'amende* (voir n° 231).

226. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusés: **Beauzelaire** (Joseph) et **Colin** (Nicolas), à Saint-Remy.

Lunéville (16 prairial an VII): *160 livres d'amende et 300 livres de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 messidor an VII (20 juin 1799): *acquittement*.

227. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Reimel** (Jean), **Bosse** (Nicolas) et la veuve Jacob **Schonacker**, de Hultenhausen.

Sarrebourg (4 frimaire an VII): *145 livres d'amende et autant de dommages-intérêts*.

Jugement d'appel du 2 messidor an VII (20 juin 1799): *rejetant la requête d'appel* (nullité de forme de l'acte).

228. — RECEL DE MILITAIRES DÉSERTEURS.

Accusés: **Piot** (Martin), **Masson** (Jean), **Bigel** (Nicolas), cultivateurs à Rhodes.

Sarrebourg (3 germinal an VII): *1 an de prison, 300 livres d'amende pour Piot, 100 livres pour Masson, acquittement pour Bigel*.

Jugement d'appel du 2 messidor an VII (20 juin 1799): *acquittement pour tous*.

229. — DÉLIT FORESTIER (vol de bois).

Accusé: **Massonet** (Joseph), de Leyr.

Nancy (29 messidor an VII): *5 jours de prison, 30 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 2 thermidor an VII (20 juillet 1799): *rejetant la requête d'appel.*

230. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Collignon** (Joseph), et **Bruant** (François), à Liverdun.

Nancy (29 floréal an VII): *60 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 2 thermidor an VII (20 juillet 1799): *rejetant la requête d'appel* (nullité de forme de l'acte).

231. — RECEL DE MILITAIRE DÉSERTEUR.

Jugement du 4 thermidor an VII (22 juillet 1799): ordonnant la mise en liberté de Martin Legrand (voir n° 225) en vertu de la loi du 14 messidor an VII (amnistie militaire).

232. — VOL SIMPLE.

Accusé: **Borom** (Claude-Ignace), marchand à Toul.

Toul (4 messidor an VII): *acquittement.* Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 3 thermidor an VII (21 juillet 1799): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Pont-à-Mousson.*

233. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusée: **La Commune de Lay-Saint-Christophe.**

Nancy (19 prairial an VII): *60 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 2 thermidor an VII (20 juillet 1799): *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Pont-à-Mousson.*

234. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Brégaud** (Jean), menuisier à Craincourt.

Nancy (?): *5 jours de prison, 5 livres d'amende, 30 livres de dommages-intérêts.*

Jugement d'appel du 2 thermidor an VII (20 juillet 1799) : *rejetant la requête d'appel.*

235. — ESCROQUERIE.

Accusés : **Jacob** (Nathan), boucher, Joseph **Alexandre**, trafiquant, de Nancy.

Nancy (14 messidor an VII) : *2 ans de prison, 100 livres d'amende.*

Jugement d'appel du 22 thermidor an VII (9 août 1799), *annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor. Pont-à-Mousson (voir n° 243).*



AN VIII

Affaires n^{os} 236 à 248

*du 2 vendémiaire an VIII (24 septembre 1799)
au 14 brumaire an VIII (5 novembre 1799)*

236. — COUPS ET BLESSURES.

Accusé: **Loué** (Jean-Baptiste), de Bayon.

Lunéville (12 fructidor an VII): *acquittement*. Appel du plaignant.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VIII (24 septembre 1799):
annulant le premier jugement et renvoyant l'affaire au T. cor.
Toul.

237. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé: **Kelner** (Jean), tailleur d'habits et ex-adjoint à Jeandelaincourt.

Pont-à-Mousson (19 fructidor an VIII): *acquittement*. Appel du commissaire du pouvoir exécutif.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VIII (24 septembre 1799):
rejetant la requête d'appel.

238. — OPPOSITION A SAISIE.

Accusé: **Lambourg** (Antoine), de Schefferhoff.

Sarrebouurg (?), par défaut: *incompétence* (affaire civile).

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VIII (24 septembre 1799):
rejetant la requête d'appel.

239. — DÉLIT RURAL (pâturage prohibé).

Accusés: **Errard** (Joseph) et **Cordonnier** (Jean), gardes des bois nationaux à Landroff et à Inswiller.

Vic (28 thermidor an VII): 30 livres d'amende, 5 livres de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VIII (24 septembre 1799) : *acquittement*.

240. — DÉLIT FORESTIER (cautionnement).

Accusé : **Poigné** (Claude), bourrelier à Gerbéviller.

Lunéville (14 fructidor an VII) : dans lequel Claude Poigné se porte caution (1.000 livres) pour son frère Simon, coupable de délit forestier.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VIII (24 septembre 1799) : *rejetant la requête d'appel* (désistement).

241. — DÉLIT DE PÊCHE.

Accusé : **Gabé** (Nicolas), pêcheur à Messein.

Nancy (19 thermidor an VII) : 100 livres d'amende.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VIII (24 septembre 1799) : *annulant* le premier jugement et *renvoyant* l'affaire au T. cor. Toul.

242. — DÉLIT FORESTIER.

Accusé : **Petit** (Joseph-Philippe), de Tonnoy.

Nancy (9 fructidor an VII) : 400 livres d'amende et autant de dommages-intérêts.

Jugement d'appel du 2 vendémiaire an VIII (24 septembre 1799) : *rejetant la requête d'appel*.

243. — ESCROQUERIE (voir n° 235).

Accusés : **Jacob** (Nathan) et autres de Nancy.

Pont-à-Mousson (23 fructidor an VII), rendu sur renvoi du T. Cor. Nancy par défaut : 2 ans de prison, 1.000 livres d'amende.

Jugement d'appel du 16 vendémiaire an VIII (8 octobre 1799) : *rejetant la requête d'appel*.

244. — VOLS SIMPLES.

Accusée : **Jacquemin** (Marguerite), femme **Lepoux**, vigneron à Germiny.

Toul (2^e jour compl. an VII) : 1 an de prison.

Jugement d'appel du 3 brumaire an VIII (25 octobre 1799) : 2 ans de prison.

245. — OUTRAGES A FONCTIONNAIRE.

Accusé: **Henrion** (Jean-Baptiste), ministre du culte catholique à Lay-Saint-Christophe).

Nancy (19 vendémiaire an VIII): *3 jours de prison, amende du double de la contribution mobilière.*

Jugement d'appel du 3 brumaire an VIII (25 octobre 1799): *2 décades de prison, amende du quadruple de la contribution mobilière.*

246 à 248. — DÉLITS RURAUX (pâturage prohibé).

Accusés: **divers habitants de Guntzwiller.**

Sarrebouurg (18 thermidor et 14 fructidor an VII): *24 livres d'amende et autant de dommages-intérêts pour chaque délit.*

Jugements d'appel du 14 brumaire an VIII (5 novembre 1799): *annulant les premiers jugements et renvoyant ces affaires au T. cor. Vic.*





CHAPITRE IV

La criminalité dans le département de la Meurthe pendant la Révolution

(Essai de statistique pénale historique
d'après les dossiers du T.C.M.)

IL est superflu de rappeler combien les statistiques pénales rendent de services dans l'étude de la criminalité moderne. Les variations de la criminalité en fonction de l'âge, du sexe, de la profession, du domicile, de l'origine des délinquants, offrent des éléments précieux aux psychologues, aux sociologues et aux juristes. L'étude de la fréquence relative des différents crimes ou délits permet d'autre part au législateur pénal d'accomplir plus sûrement sa tâche dans la répression des diverses infractions.

La statistique est donc la base de toute étude criminologique. Elle est faite par les organismes répressifs. Les parquets d'instance et d'appel dressent en effet chaque année un état des affaires soumises aux tribunaux de leur ressort; de leur côté, les prisons dressent la liste de tous les individus qu'elles reçoivent. La réunion de ces éléments

forme la statistique générale du pays. Bien qu'elle soit la plus ancienne, la statistique française n'apparut qu'à une date relativement récente. C'est d'abord le *Compte général de l'administration de la Justice civile, commerciale et de la Justice criminelle*, présenté chaque année au Président de la République par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Cette publication ne fut créée qu'en 1826. La *Statistique pénitentiaire*, de création plus récente encore, ne remonte qu'à 1852.

L'absence de toute statistique antérieure à cette date, peu gênante pour l'étude de la criminalité moderne, est cependant une lacune qui interdit au criminologiste d'élargir le champ de ses observations.

Le récolement et le classement des affaires jugées par les anciens tribunaux, comme nous venons de le faire dans les chapitres précédents pour l'époque révolutionnaire, comblent ce vide et permettent d'établir une « statistique criminelle historique », presque aussi précise que les statistiques modernes (1).

L'intérêt d'un tel travail ne peut échapper à personne : du point de vue historique, il montre l'état d'esprit existant à telle ou telle époque dans une région déterminée, de constater l'influence d'un régime ou d'événements politiques sur la criminalité, de voir dans quels milieux se recrutaient les criminels. Ce travail permet d'autre part, du point de vue purement criminologique, de comparer les statistiques modernes aux « statistiques historiques », et de vérifier par là certaines des grandes lois qui régissent la criminalité (courbe de la criminalité en fonction de l'âge du délinquant, par exemple) (2).

(1) Signalons un essai du même genre fait par M. DEMOGUE : *Un sondage dans les statistiques criminelles au XVIII^e siècle (Généralité de Champagne)*, (*Revue Pénitentiaire*, 1909, p. 359 et 682). L'auteur se contente de discuter et de commenter les rapports que les intendants devaient envoyer tous les six mois à Paris sur les affaires criminelles de leur généralité, en vertu de l'Ordonnance du 2 octobre 1733.

(2) A côté de la statistique criminelle comparée « dans le temps », nous signalons les travaux de R. GAROFALO (*La Criminologie*, Paris, Félix Alcan, 1890) et de Augusto BOSCO (*Législation et statistique comparées*, Rome, Im-

Le travail de statistique historique que nous avons fait porte sur plusieurs centaines de crimes; il est limité à la période 1792-1799, et, territorialement, au département de la Meurthe. On pourrait croire que le jeu des options trompe la statistique. Il n'en est rien. D'une part ces options sont rares, car les conditions requises pour opter étaient strictes; d'autre part, si quelques criminels vosgiens ou meusiens se sont égarés devant le T.C.M., leur nombre est compensé par celui des Meurthois qui allaient se faire juger ailleurs.

Notre étude est divisée en deux parties: d'abord la statistique criminelle révolutionnaire en elle-même; ensuite la comparaison entre la criminalité révolutionnaire et la criminalité moderne.

primerie Bertero, 1900, et *Revue Pénitentiaire*, 1901, p. 584), où ces auteurs font une statistique criminelle « dans l'espace » en comparant les statistiques criminelles modernes des différents pays.



I

La statistique criminelle dans la Meurthe de 1792 à 1799

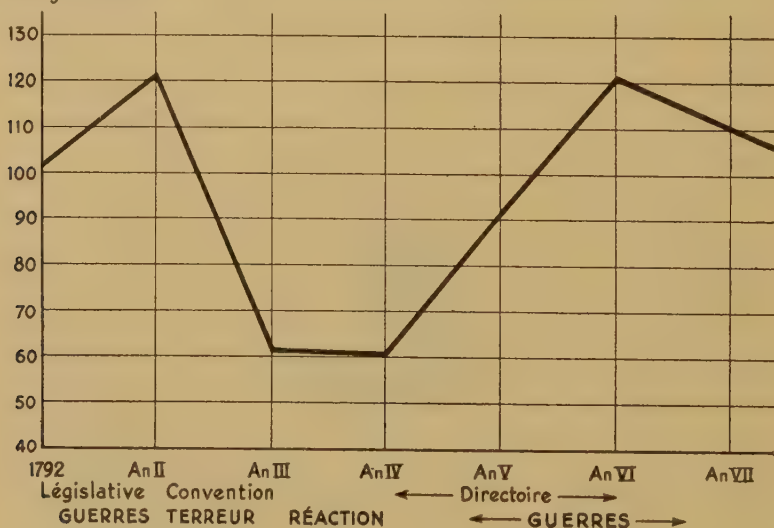
I. — Statistiques générales

Pendant la période de la Révolution, le T.C.M. a rendu 679 jugements, sans compter de multiples jugements préparatoires de procédure.

Il a eu connaissance d'environ 650 crimes ou délits.

Le graphique ci-dessous montre la progression des affaires par année :

Nombre d'affaires jugées
par année judiciaire



Il présente distinctement deux sommets, correspondant à deux crises de la criminalité. Le premier, en l'an II (1793-1794), correspond à la période la plus houleuse de

la Révolution, à la Terreur, à une époque où la France avait à faire face à la fois au péril intérieur et au péril extérieur. C'était une période de guerres. Le deuxième, en l'an VI (1797-1798) : une crise politique avait menacé le Directoire qui ne dut son salut qu'au coup d'état du 18 fructidor an V (4 septembre 1797) ; on revient aux procédés révolutionnaires de l'an II (déportation des prêtres, etc.), c'est également une période de grandes guerres.

Ces deux crises sont séparées par une époque où la criminalité diminua dans des proportions étonnantes, en l'an III et en l'an IV (1794-1796). Ce calme commence à la chute de Robespierre, le 9 thermidor an II, et s'étend sous le début du Directoire. C'est une période de tranquillité et de prospérité dans la tourmente révolutionnaire : la criminalité se fait moins nombreuse, la répression moins sévère.

En un mot, la criminalité dans la Meurthe a suivi toutes les vicissitudes de la vie politique et militaire du pays.



Sur 673 crimes jugés par le T.C.M., il fut prononcé 402 condamnations et 271 acquittements, ce qui fait pour ces derniers une proportion d'environ 40 %.

Nous avons réuni dans un tableau le rapport des condamnations et des acquittements :

Pourcentage	1792	An II	An III	An IV	An V	An VI	An VII
—	—	—	—	—	—	—	—
Condamnations (Moyenne générale : 60 %)	70	50	40	60	64	60	70
Acquittements (Moyenne générale : 40 %)	30	50	60	40	36	40	30
Correctionnalisations ..	21	5	8	11	7,5	5	7

Les mêmes conclusions s'en dégagent :

1° Large excès des condamnations sur les acquittements aux deux périodes de crise de la criminalité (1792 et an VII), les tribunaux se montraient alors sévères ;

2° Relâchement de la répression après la Terreur (an III), les acquittements dépassant de beaucoup les condamnations.

II. — Variations de la criminalité par genre de délits

Les conclusions que nous avons tirées des statistiques précédentes seront beaucoup moins nettes ici. En effet, si une guerre influe sur le développement de la criminalité en général, les variations du nombre des délits de vol, ou des délits politiques, obéissent à des causes qui leur sont propres : richesse du pays, déficience du gouvernement, par exemple.

Nous avons divisé les crimes en quatre catégories :

1° Crimes contre les biens : vols divers, escroquerie, etc. ;

2° Crimes contre les personnes : meurtre, coups et blessures, infanticide, etc. ;

3° Crimes politiques : émigration, actes contre-révolutionnaires, infractions aux lois sur les prêtres, etc. ;

4° Crimes divers, infractions spéciales, peu nombreuses d'ailleurs, ne rentrant dans aucune des catégories précédentes.

Voici les proportions relatives de ces diverses catégories pour l'ensemble de la période révolutionnaire :

Crimes contre les biens	50 %
Crimes contre les personnes	19 %
Crimes politiques	14 %
Crimes divers	17 %

Le tableau suivant indique les variations de ces quatre sortes de crimes pendant la Révolution :

Pourcentage des crimes —	1792 —	An II —	An III —	An IV —	An V —	An VI —	An VII —
Contre les biens	55	44	67,5	62	44	47	44
Contre les personnes	13,5	10	4,5	16,5	28	24,5	30
Politiques	14,5	24	8	16,5	13	10,5	4,5
Divers	17	22	20	5	15	18	21,5

On peut faire les constatations suivantes :

Les attentats contre les biens varient en sens inverse des attentats contre les personnes.

Les premiers atteignent leur maximum en l'an III avec 67, 5 % des cas ; ils décroissent progressivement jusqu'à l'an V pour se fixer autour de 45 %.

Les attentats contre les personnes, au contraire, après être descendus à 4,5 %, ne cessent de croître. On n'a pas oublié, en effet, le développement des assassinats et autres faits de violences, souvent accompagnés de pillage et de vols, en l'an VI et en l'an VII (exploits des chauffeurs, attaques sur route à main armée, etc.).

Les crimes politiques, après un maximum (24 %) sous la Terreur, ce qui est bien compréhensible, tombent progressivement à 4,5 % en l'an VII, après un léger sursaut en l'an IV.

Quant aux crimes divers, ils suivent une évolution particulière qui se rapproche de celle de la criminalité générale.

III. — Variations de la criminalité par genre de délinquants

Nous allons trouver ici des résultats encore plus intéressants. Pour la clarté de cette étude, nous avons groupé les délinquants en plusieurs catégories.

1° CRIMINALITÉ PAR DÉFAUT, FÉMININE ET ÉTRANGÈRE

Pourcentage des crimes commis par des :	1792	An II	An III	An IV	An V	An VI	An VII
Accusés contumaces . . .	8,5	5	6	11,5	8,5	20	13,5
Femmes	9,5	12,5	16	14,5	10	11,5	13,5
Etrangers	3	1	1,5	3,5	5,5	3,5	2,5

Le nombre des criminels contumaces, qui n'atteint que 5 % du total sous la Terreur, s'élève rapidement à 20 % en l'an VI. Ce fait ne s'explique que par une déficience de plus en plus marquée des pouvoirs de police sous le Directoire.

Le criminalité féminine suit une évolution qui ne correspond en rien à la marche de la criminalité révolutionnaire. Le maximum des crimes commis par les femmes se place en effet en l'an III, alors que la réaction thermidorienne se traduit ailleurs par une diminution de la criminalité. Il faut remarquer cependant une coïncidence curieuse : la criminalité de l'enfance et celle des vieillards présente aussi cette anomalie (voir le tableau suivant).

La moyenne de la criminalité féminine pendant la Révolution est de 13,5 %, on en note en effet 82 cas.

Voici le détail des crimes commis par les femmes :

Vols	63 %
Infanticides	0,7 %
Crimes divers	36,3 %

La criminalité étrangère, qui reste très faible, suit la courbe générale de la criminalité et présente deux maxima : en 1792, 3 %, et en l'an V, 5,5 % (3).

(3) Les nationalités auxquelles appartiennent ces étrangers se décomposent ainsi : 4 Autrichiens, 3 Prussiens, 3 Valaques, 2 Polonais, 2 Italiens, 1 Hongrois, 1 Turc, 1 Morave, 1 « Slavon » et 1 Tchèque.

2° AGE DES CRIMINELS

Crimes commis par des individus de :	1792	An II	An III	An IV	An V	An VI	An VII
de moins de 21 ans	13	9,5	23	8,5	12,5	5,8	10
de 22 à 40 ans	64	55	44	62,5	57	64,8	60
de 41 à 50 ans	13	21	13	14,5	15	22,8	13
de 51 à 60 ans	5	9,5	11	8,5	11,5	3,8	11,5
de plus de 60 ans	5	5	9	6	4	2,8	5,5

Si l'on examine de près les différentes catégories de criminels comprises dans ce tableau, on est amené à faire les remarques suivantes: deux d'entre elles suivent sensiblement la même évolution, ce sont celles des criminels de 22 à 40 ans et de 41 à 50 ans. La criminalité des enfants et des individus au-dessus de 51 ans suit une marche tout à fait contraire qui, comme nous l'avons vu plus haut, s'apparente à celle de la criminalité féminine.

Voici d'autre part le tableau des variations de la criminalité suivant l'âge des délinquants pour l'ensemble de la période révolutionnaire:

Age des délinquants	Pourcentage	
Moins de 16 ans	3	} total: 11 %
De 16 à 20 ans	8	
De 21 à 30 ans	32	} total: 58 %
De 31 à 40 ans	26	
De 41 à 50 ans	17	
De 51 à 60 ans	9	
Plus de 60 ans	5	

3° DOMICILE DES CRIMINELS

Crimes commis par des individus :	1792	An II	An III	An IV	An V	An VI	An VII
—	—	—	—	—	—	—	—
Habitant la campagne..	47	58	52	50	53,5	59	64
Habitant la ville.....	38,5	33	40	46	40	34	32,5
Sans domicile fixe.....	14,5	9	8	4	6,5	7	3,5

L'examen de ce tableau permet simplement de constater la prédominance des criminels habitant la campagne sur ceux qui habitent les villes. Ce fait est des plus compréhensibles pendant la Révolution, les villes n'ayant pas atteint le développement qu'elles ont aujourd'hui. A cette époque, le département de la Meurthe était exclusivement rural, à l'exception de Nancy, Toul, Lunéville, Sarrebourg et Pont-à-Mousson.

Il faut noter cependant que parmi les habitants des cantons ruraux, ce sont les individus qui exercent une profession industrielle ou commerciale qui commettent le plus de crimes. Le tableau suivant le témoigne.

4° PROFESSION DES CRIMINELS

Professions	1792	An II	An III	An IV	An V	An VI	An VII
—	—	—	—	—	—	—	—
Agricoles	15	19	29	25	26	27	25
Industrielles ou commerciales	41	34	28	40	28	37,5	36,5
Domestiques	6	6	9	5,5	11,5	6	9
Sans profession	5	5	14	9	7,5	7	8
Fonctionnaires publics..	2	20	8	8	4,5	8	12,5
Professions libérales...	6	3	6	3,5	9,5	5	6,5
Armée	25	13	6	9	13	9,5	2,5

On peut tirer de l'étude de ce tableau les conclusions suivantes :

La criminalité des professions agricoles monte brusquement de 15 % en 1792 à près de 30 % en l'an III, pour se stabiliser par la suite aux environs de 25 %.

Les professions industrielles ou commerciales nous apportent une criminalité plus irrégulière, marquée par trois « points hauts », vers 40 % : en 1792, en l'an IV et en l'an VI.

Les individus sans profession ont une criminalité parallèle à celle des gens de la campagne, avec maximum en l'an III ; celle des domestiques et gens de maison ne présente aucune originalité, variant sensiblement autour de 7 %.

La criminalité des fonctionnaires publics est beaucoup plus intéressante à considérer. Elle présente une « pointe » aiguë en l'an II, où de 2 % elle monte à 20 %, pour redescendre en l'an III à 8 %. Ce phénomène s'explique facilement du fait qu'à cette époque les services publics sont administrés par des fonctionnaires nommés par le nouveau régime. Des gens incompetents, et souvent malhonnêtes, choisis pour leurs opinions politiques, reçurent des pouvoirs dont ils abusèrent.

Vers l'an VII, la criminalité des fonctionnaires semble se relever, mais ceci est dû à une toute autre cause, semble-t-il : la désagrégation du pouvoir exécutif ; à cette époque, le gouvernement ne peut plus « tenir » ses fonctionnaires.

La criminalité des soldats est aussi très significative. Elle présente deux sommets : en 1792, 25 %, et en l'an V, 13 %, qui coïncident avec deux périodes de guerres. Le département envahi de soldats, quoi de plus naturel de voir la criminalité militaire augmenter.

Enfin la criminalité des professions libérales suit une courbe assez régulière qui oscille autour de 7 %.

Tels sont les résultats que nous donne l'étude statistique des affaires jugées par le T.C.M. de 1792 à 1799. Ils sont d'un grand intérêt pour l'histoire de la criminalité lorraine pendant la Révolution.

Leur comparaison avec les statistiques modernes va nous ouvrir de nouveaux horizons.



II

**Comparaison entre la criminalité révolutionnaire
et la criminalité moderne**

Dans cette seconde partie, nous ne voulons pas faire œuvre complète et comparer en tous points les statistiques révolutionnaires aux statistiques modernes, pour en tirer des conclusions définitives.

Notre but sera seulement de donner quelques exemples et de montrer ce que l'on peut attendre d'une telle méthode.

I. — Statistiques générales

Le T.C.M. jugeait en moyenne 96 crimes par année. Si nous prenons le nombre correspondant pour la Cour d'Assises de Meurthe-et-Moselle en 1933, nous arrivons au total de 26 affaires.

En conclure que la criminalité a diminué entre ces deux périodes serait audacieux et même inexact.

Il ne faut pas perdre de vue que quantité de délits, qualifiés « crimes » par les lois révolutionnaires, ne sont plus aujourd'hui que de simples délits correctionnels, en particulier les vols, dont seul le vol qualifié reste de la compétence de la Cour d'Assises.

C'est là, à notre avis, la seule raison qui peut expliquer une différence aussi considérable du nombre des crimes.

Si l'on considère la proportion des acquittements par rapport aux condamnations, la différence entre notre époque et la Révolution est typique.

Voici les proportions des acquittements :

Sous la Révolution	40 % des affaires
En 1910	27 % des affaires
En 1933	24 % des affaires

Dans le cas particulier des Assises de Meurthe-et-Moselle en 1933, nous ne trouvons que deux acquittements sur 26 affaires, soit une proportion de 8 % environ.

Cette différence ne s'explique pas par une plus grande sévérité des juges actuels. Elle tient à deux raisons. La première, propre à l'époque révolutionnaire, est due à la fixité des peines et à leur échelle par trop rigoureuse. Le T.C.M. hésitait à envoyer aux travaux forcés l'auteur d'un simple vol domestique. Ne pouvant atténuer la peine, il acquittait, avec d'autant plus de légèreté que bien souvent l'accusation reposait sur des bases bien faibles.

La seconde raison tient aux méthodes modernes de poursuites et d'instruction des affaires. De nos jours, beaucoup de plaintes sont arrêtées après une enquête minutieuse de la gendarmerie; certaines se traduisent par un non-lieu du juge d'instruction; quelques délits enfin sont renvoyés au Tribunal correctionnel. Pendant la Révolution, au contraire, les enquêtes et l'instruction étaient rapidement faites; on renvoyait presque toujours, et souvent même hors de propos, au T.C.M., qui acquittait le prévenu.

II. — Comparaison entre les criminalités moderne et révolutionnaire par genre de délits

Si nous comparons à ce sujet la période révolutionnaire à la période moderne (3.000 crimes jugés par les Cours d'Assises de 1881 à 1900), on obtient le tableau suivant :

	1792-1799	1881-1900
	—	—
Crimes contre les biens	50	40,6
Crimes contre les personnes	19	41
Crimes divers	31	18,4

Les crimes contre les biens ont un peu diminué. Par contre les attentats contre les personnes ont augmenté dans une proportion considérable, égalant, dépassant même un peu, les crimes contre les biens.

A quoi attribuer ce phénomène? C'est assez difficile. En tout cas, il ne faut pas le chercher dans un développement toujours plus grand des assassins. On tuait autant sous la Révolution que de nos jours. C'est le nombre des assassins *poursuivis* qu'il faut considérer ici. Or, si un volé s'en aperçoit presque toujours et porte plainte, un cadavre laissé sur le bord d'une route ou au fond d'un bois n'accuse pas son agresseur.

Sous la Révolution, la Gendarmerie, et surtout la police judiciaire ne connaissaient pas les méthodes de recherches des criminels. On trouvait une victime, mais l'assassin restait inconnu.

C'est, selon nous, la seule raison qui peut justifier une telle différence entre les crimes commis contre les personnes sous la Révolution et de nos jours.

III. — Comparaison entre les criminalités moderne et révolutionnaire par genre de délinquants

I^o CRIMINALITÉ DES FEMMES

La proportion de cette criminalité, par rapport à l'ensemble des crimes, s'exprime ainsi :

Sous la Révolution	13,5 %
En 1910	16 %
En 1933	10 %

On peut en conclure que malgré quelques variations passagères, la criminalité féminine ne varie pas depuis la Révolution et évolue sensiblement autour de 12 %.

2° CRIMINALITÉ PAR DÉFAUT

Ici les chiffres confirment ce que nous avons avancé par ailleurs. Les accusés contumaces diminuent de plus en plus à mesure que les pouvoirs de police deviennent plus forts et que les procédés de police judiciaire se perfectionnent :

De 12,5 % sous la Révolution, la proportion des contumaces est tombée à 5 % environ en 1900.

3° CRIMINALITÉ ÉTRANGÈRE

Les étrangers ne cessent d'affluer sur notre territoire. Ce fait explique clairement l'accroissement de la criminalité étrangère. Formant 3 % du total en 1792-1799, elle s'élève à 10 % en 1910. Le chiffre est le même en 1933.

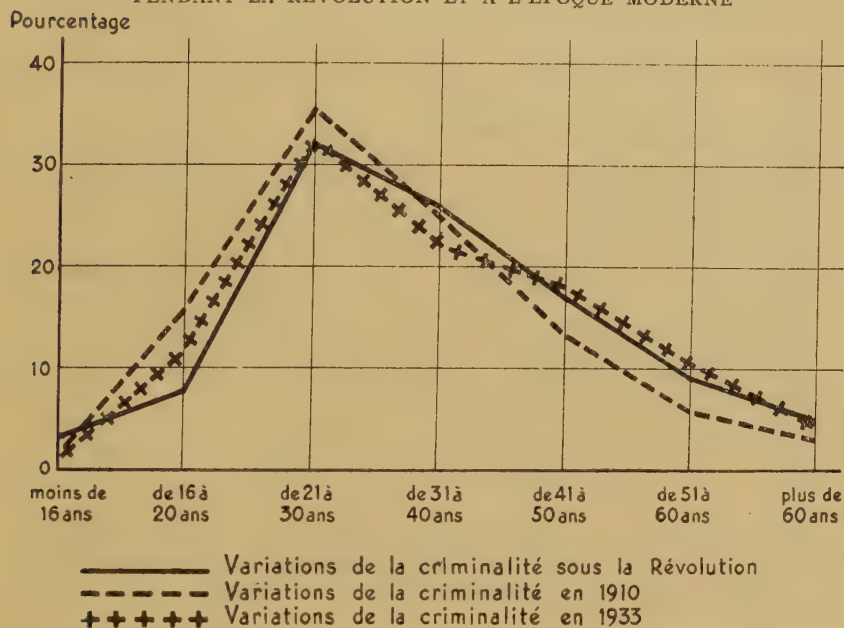
4° CRIMINALITÉ EN FONCTION DE L'ÂGE
DU DÉLINQUANT

Les résultats de notre comparaison vont nous donner, pour une période de 150 ans, la confirmation manifeste d'une des grandes lois de la criminalité. Voici le tableau que nous avons dressé :

Pourcentage des crimes commis par des individus :	1792-1799	1910	1933
—	—	—	—
De moins de 16 ans	3	1	1
De 16 à 20 ans	8	16	12
De 21 à 30 ans	32	36	32,5
De 31 à 40 ans	26	25	22
De 41 à 50 ans	17	13	18
De 51 à 60 ans	9	6	10
De plus de 60 ans	5	3	4,5

Ce qui frappe au premier examen de ce tableau, c'est la parfaite concordance entre les trois colonnes. Elle apparaît mieux encore dans le graphique suivant :

GRAPHIQUE DE COMPARAISON ENTRE LES VARIATIONS
DE LA CRIMINALITÉ SUIVANT L'ÂGE DU DÉLINQUANT
PENDANT LA RÉVOLUTION ET A L'ÉPOQUE MODERNE



Les trois courbes sont sensiblement identiques : la criminalité monte brusquement pour atteindre son maximum entre 21 et 30 ans, et diminuer graduellement ensuite.

Il faut cependant remarquer, sans que ce phénomène soit pleinement vérifié, que le maximum de la criminalité en fonction de l'âge semble se déplacer aujourd'hui ; selon les dernières statistiques, il se situe entre 18 et 24 ans. Mais nous ne sommes là, croyons-nous, qu'en présence d'un phénomène passager.

5° DOMICILE DES CRIMINELS

La comparaison est ici intéressante. En voici le tableau :

Pourcentage des criminels : —	1792-1799 —	1910 —
Ruraux	55,5	31
Urbains	36,5	58
Sans domicile fixe	8	11

Si le nombre des vagabonds a sensiblement augmenté de nos jours, on peut être frappé de la « substitution » qui s'est opérée entre les chiffres représentant la criminalité urbaine et la criminalité rurale.

Ce résultat permet de vérifier un fait unanimement reconnu par les criminalistes : l'augmentation de la criminalité urbaine due à l'accroissement de la population des villes et au dépeuplement des campagnes à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

6° PROFESSION DES CRIMINELS

En ce qui concerne les variations de la criminalité en fonction de la profession des criminels, nous avons dressé le tableau comparatif suivant :

Pourcentage des criminels : —	1792-1799 —	1910 —
Agriculture	23	24
Commerce et Industrie	34	57
Domestiques et gens de maison....	7,5	4
Fonctionnaires publics	9,5	2
Professions libérales	6	2
Armée	12,5	1
Sans profession	7,5	10

Les résultats de cette comparaison sont significatifs :

Les agriculteurs, peu soumis à l'influence des divers facteurs qui font varier la criminalité, conservent une même proportion.

La criminalité des individus appartenant à une profession industrielle ou commerciale a presque doublé ; c'est la conséquence du phénomène signalé précédemment : accroissement des grands centres urbains depuis la fin du siècle dernier.

La criminalité des domestiques et gens de maison diminue. Ce fait n'a d'autre explication que la diminution de cette catégorie d'individus.

Les fonctionnaires publics et les membres des professions libérales commettent beaucoup moins de crimes que pendant la Révolution. C'est qu'à cette époque ces professions traversaient une crise aiguë de recrutement qui y faisait entrer des gens peu embarrassés par l'honnêteté.

Pour l'Armée, la diminution est encore plus forte : de 12,5 % à 1 %. C'est que l'Armée moderne, si elle ne peut le disputer en courage aux soldats révolutionnaires, est bien plus disciplinée, les désertions y sont beaucoup moins fréquentes.

Enfin la légère augmentation de la criminalité des vagabonds sans profession confirme ce qui a été vu plus haut pour les individus sans domicile fixe.



Tels sont les résultats que l'on peut attendre de l'établissement d'une statistique criminelle historique. Nous sommes loin d'avoir épuisé le sujet ; nous avons voulu simplement montrer quels renseignements précieux de telles études peuvent fournir à la Criminologie. Notre seule satisfaction sera d'avoir atteint ce but.



Conclusion

PARVENU au terme de ce long travail, il nous faut conclure. Mais la difficulté d'apporter une conclusion à une étude qui embrasse les aspects fort différents d'un même sujet, ne nous échappe pas.

La première partie nous a amené à émettre notre opinion sur l'ensemble de la législation pénale révolutionnaire.

La seconde, à porter un jugement sur les magistrats révolutionnaires, sur l'organisation des nouveaux tribunaux, à présenter, en même temps que l'histoire du T.C. M., un tableau de la vie judiciaire dans la Meurthe, de 1792 à 1799.

La troisième partie, enfin nous a permis de développer longuement l'œuvre magistrale du T.C.M. au cours de la période révolutionnaire. Elle nous a fourni l'occasion de présenter cà et là nos observations sur sa manière de juger et de terminer par des considérations générales sur la criminalité lorraine pendant la Révolution.

Il serait superflu de reprendre ce que nous avons dit dans les différentes parties de notre travail. C'est la raison pour laquelle nous sommes décidé à aborder dans une conclusion constructive, des questions nouvelles à peine effleurées au cours des précédents chapitres. Une telle conclusion, tout en restant propre au sujet, permettra d'ouvrir de nouveaux horizons sur la justice révolutionnaire. Nous allons donc exposer comment le T.C.M. a rendu la Justice, du point de vue juridique et du point de vue politique.

Le T.C.M. a-t-il été dominé par les pouvoirs politiques? Les décisions qu'il a rendues étaient-elles empreintes d'esprit politique? C'est là une grave et importante question à résoudre: elle domine toutes les études qui s'attachent à mettre en lumière le caractère des juridictions révolutionnaires et en général, l'Administration de la Justice pendant la Révolution.

Il faut dire, pour être exact, que le T.C.M. a toujours travaillé en étroite collaboration avec les organismes politiques. C'est ainsi qu'en pluviôse an II (janvier 1794) le T.C.M. fut tenu d'envoyer au représentant Bar, un compte rendu périodique des diverses manifestations de son activité, en particulier, le compte mensuel des affaires jugées et le registre des correspondances. Les Archives départementales de la Meurthe possèdent ainsi, dans les papiers divers du T.C.M., plusieurs registres énumérant dans un fatras effarant tout ce que faisait le T.C.M., jour par jour: interrogatoires, ordonnances, jugements, enregistrement des lois, lettres au Ministère de la Justice, tirage au sort des jurés, etc., etc... Ces registres étaient soumis, à intervalles réguliers, à l'approbation des représentants en mission qui ne devaient pas se faire faute de présenter leurs observations.

Loin de redouter ce contrôle, le T.C.M. faisait souvent appel au représentant pour couvrir sa responsabilité dans la solution d'une affaire délicate. Le 28 mai 1794, par exemple, l'agent national Jeandel, dénoncé par Philip,

ayant été incarcéré par l'accusateur public Mouton en vertu d'un mandat d'arrêt lancé sous mandat d'amener préalable et étant resté plusieurs jours en prison sans être interrogé, Mouton alla demander au représentant Lacoste des conseils sur la conduite qu'il devait suivre. Quelque temps plus tard, à l'occasion d'une autre affaire politique l'accusateur public ne sachant que faire, demande des éclaircissements au Comité de Législation de la Convention (1).

D'autres fois encore, les représentants donnaient au T.C.M. de véritables injonctions: ainsi sur la proposition du représentant Lacoste, un arrêté des corps constitués de Nancy ordonna au T.C.M. d'étendre à ceux qui tentaient d'avilir les assignats, la procédure exceptionnelle prévue par la Loi du 19 mars 1793 sur les manœuvres contre-révolutionnaires.

Si le T.C.M. a collaboré avec les organismes politiques, il a aussi joué un rôle propre en matière de police politique. En octobre 1793, par exemple, le jury Cuny est délégué par le T.C.M. pour faire partie d'un Comité mi-judiciaire mi-administratif de 16 membres, chargé de trier les détenus politiques pour les relacher ou les diriger sur le Tribunal révolutionnaire de Paris. Plus tard une commission analogue, dans laquelle le T.C.M. était représenté, sera chargé par les représentants Antoine et Levasseur de statuer sur les arrestations de suspects. Au début de 1794, les corps administratifs seront dotés par Bar de certains pouvoirs de police politique, mais sous le contrôle obligatoire de l'accusateur public près le T.C.M. (2); en mars, l'accusateur public Mouchereau sera chargé de dresser une liste des 59 prêtres emprisonnés, sujets à la déportation.

Le T.C.M. n'avait pourtant pas l'entière confiance des pouvoirs publics. Cela est si vrai, qu'en novembre 1793, lorsque les prisons nanciennes regorgeaient de détenus

(1) A. TROUX, *La Vie politique...*, t. II, p. 388 et 396.

(2) A. TROUX, *La Vie politique...*, t. II, p. 313

politiques qui ne demandaient qu'à être jugés, Faure ne voulut pas les faire traduire devant le T.C.M. qui n'avait pourtant cessé, jusqu'à cette époque, de connaître des procès politiques. Les magistrats de ce Tribunal lui étant suspects, il préféra créer le Tribunal révolutionnaire de Nancy. Mais la publication de la loi du 14 frimaire an II sur le gouvernement révolutionnaire eut pour conséquence la suppression de cet organisme, au bout d'un mois et demi d'existence. Toutes les affaires en cours, ainsi que celles qui n'étaient même pas commencées, furent confiées au T.C.M. (3).

Il est donc indéniable que le T.C.M. a joué un certain rôle politique, mais dans des affaires politiques.

Son esprit politique se révélait-il en matière de droit commun? Nous répondons catégoriquement: non. Un patriote criminel était puni de la même manière qu'un délinquant royaliste, les nombreux dossiers que nous avons étudiés nous permettent d'être affirmatif sur ce point. Si parfois dans le dossier d'un voleur acquitté nous trouvons un certificat de civisme le faisant passer pour un chaud patriote, nous sommes persuadé que cet élément n'est intervenu en aucune manière dans la décision des juges; car, à l'inverse, nous avons vu de nombreuses affaires où des royalistes, ou du moins des modérés, étaient acquittés, uniquement parce qu'ils n'étaient pas coupables.

Quelles que soient leurs tendances, en effet, les magistrats du T.C.M. qui étaient presque toujours des politiciens invétérés, des officiers municipaux, des directeurs de district, des conseillers généraux, voire des députés, abdiquaient leurs opinions politiques en montant sur le siège; il n'y avait ni montagnards, ni girondins, ni patriotes, ni royalistes; il n'y avait que des Hommes à qui était confiée la lourde et honorable mission de juger des Hommes. Combien avons-nous vu de magistrats révolutionnaires qui, pour avoir suivi leur conscience de juges,

(3) A. TROUX, *La Vie politique...*, t. II, p. 200.

perdirent leurs fonctions d'administrateurs et furent reniés, même par leurs amis politiques!

Avec quel esprit le T.C.M. jugeait les affaires politiques? Il jugeait sans arrière-pensée de parti, cherchant seulement à concilier l'humanité et la sauvegarde des intérêts supérieurs du pays. Il avait d'ailleurs une certaine répulsion à se verser dans de telles affaires; il préférerait les renvoyer à d'autres autorités. Combien d'émigrés furent renvoyés devant l'Administration départementale, ou devant des Commissions militaires ou encore devant le Tribunal révolutionnaire de Nancy (4).

Et même quand il lui arrivait de retenir une affaire politique, le T.C.M. se montrait d'une grande modération, moins imbu de principes que touché par les situations particulières; il ménageait les accusés politiques et en particulier les émigrés.

Le nombre des condamnations à mort pour crimes politiques, qu'il a prononcées pendant la Terreur en fait foi: douze têtes seulement sont tombées à Nancy. Qu'est-ce à côté de certains départements, de la Moselle, par exemple, qui vit dans la même période 68 condamnations à mort pour crimes politiques. En aucune de ces [douze] affaires les magistrats nancéiens n'avaient outrepassé les pouvoirs qu'ils tenaient des lois. Leur sévérité avait été toute relative et aucun d'eux — ni le président Febvé, ni même l'accusateur public Mouton — ne saurait être taxé de cruauté. Dans un temps où l'indulgence systématique n'était pas sans péril, où le Comité de Salut public avertissait tous les Tribunaux qu'appelés à appliquer la loi, ils devaient être « justes, sévères et impassibles comme elle », ils ont en fait, par des lenteurs de procédure ou par des biais, épargné à plus d'un ennemi du régime le châtiement suprême (5).

(4) Citons seulement à titre d'exemple l'affaire Laugier (3^e partie, chap. II, n° 120 bis).

(5) A. TROUX, *La Vie politique...*, t. II, p. 521.

Comment, d'autre part, le T.C.M. jugea-t-il en matière de crimes de droit commun? Nous serons sur ce point aussi catégorique que précédemment: le T.C.M. n'a rien à envier ici aux juges actuels. Dans les centaines de dossiers que nous avons examinés, c'est à peine si nous relevons quelques irrégularités, quelques erreurs de procédure. Quant aux solutions données à chaque affaire, nous sommes certain qu'elles ont été commandées par une étude consciencieuse du dossier, par une préparation minutieuse de l'instruction: les juges révolutionnaires étaient trop fiers de la grandeur des pouvoirs qui leur avaient été confiés par le Peuple pour en user à la légère.

Chaque fois qu'une difficulté juridique surgissait dans la marche d'un procès, le T.C.M. en référé aussitôt au pouvoir central ou au Ministère de la Justice avant de s'engager. Ainsi le 31 décembre 1792, le Président Febvé demanda au ministre s'il pouvait présider les débats d'une affaire dont il avait commencé l'instruction comme juge de paix; il lui fut répondu affirmativement, car le juge de paix n'avait pas agi comme juge, mais comme officier de police de sûreté.

Nous retrouvons, d'autre part, en matière de droit commun la même modération dont le T.C.M. a fait preuve en matière politique? Il ne prononça qu'une vingtaine de condamnations à mort, la plupart du temps envers des accusés contumaces, n'appliquant cette peine qu'à bon escient.

Bien que lié par la fixité des peines, le T.C.M. savait cependant doser la condamnation par le jeu des circonstances aggravantes.

Il savait aussi reconnaître un accusé digne d'intérêt et lui infliger une peine plus faible, quoique le système des circonstances atténuantes n'existât pas.

Le T.C.M. y parvenait en employant le mécanisme de la correctionnalisation. Le choix de ce vocable n'est pas heureux car il laisse entendre toute autre chose. Il ne s'agit

pas, en effet, de la correctionnalisation d'une peine criminelle.

Prenons un exemple: un accusé est poursuivi pour coups et blessures ayant entraîné plus de quarante jours d'incapacité, c'est un crime. Si lors de sa comparution devant le T.C.M. on s'aperçoit que l'incapacité occasionnée par les blessures est inférieure à quarante jours, le crime devient un délit correctionnel; en ce cas le T.C.M. renvoyait toujours au juge compétent, en vertu de la loi des 10-18 janvier 1792: « les Tribunaux criminels seront tenus de renvoyer devant les juges de police correctionnelle, toutes les affaires qui, d'après la loi, seront de la compétence de ces juges ». Considérons au contraire un individu, digne d'intérêt, qui a volé un objet de valeur nulle (6); il est inculpé de vol avec escalade; si le jury considère qu'il n'y a pas escalade, le crime de vol n'en subsiste pas moins, mais le T.C.M. appliquera une légère peine correctionnelle. Il aura bien jugé.

Ainsi fit le T.C.M. de 1792 à 1799 et jamais il ne se départit de cette attitude, même sous le Directoire.

C'est pourquoi nous voyons avec une grande surprise M. SABATIER écrire (7) qu'à cette époque « les Tribunaux criminels furent hors d'état, ainsi que le jury, de répondre aux exigences de la sécurité publique »; les juges étaient « sans autorité, ni initiative, sans cohésion, mal choisis par les factions se disputant le pouvoir »; les jurés étaient « mal préparés à leurs fonctions, livrés à l'ignorance, à la prévarication, à la peur, embarrassés dans la procédure compliquée » et M. SABATIER termine ainsi: « Le 18 brumaire trouva la France en pleine anarchie et privée de justice criminelle ». Les conclusions qui se dégagent de ce travail réfutent suffisamment cette opinion erronée pour ne plus avoir à y revenir.

(6) Voir, par exemple, 3^e partie, chap. II, affaire n° 469.

(7) Napoléon et les Codes criminels (*Revue pénitentiaire et de droit pénal*, année 1910, p. 905 à 925).

La justice criminelle n'a pas failli un seul instant au cours des heures troublées de la Révolution. Elle a su garder son honnêteté, sa fermeté, son équité jusqu'au bout. Mais elle fut submergée par les événements.

Elle vit son autorité s'affaiblir au 18 brumaire, concédons-le; car si, à cette époque elle avait conservé sa force, elle eût pu raisonnablement poursuivre un attentat contre la sûreté intérieure de l'Etat et dont les conséquences allaient faire souffrir la France pendant plusieurs lustres; elle n'eût pas permis à Napoléon de donner l'impression de créer un monde nouveau et combien précaire, en bouleversant des principes qui avaient fait leurs preuves et qui ne peuvent, aujourd'hui encore, que susciter notre admiration.



*Je veille au Salut
de la République.*

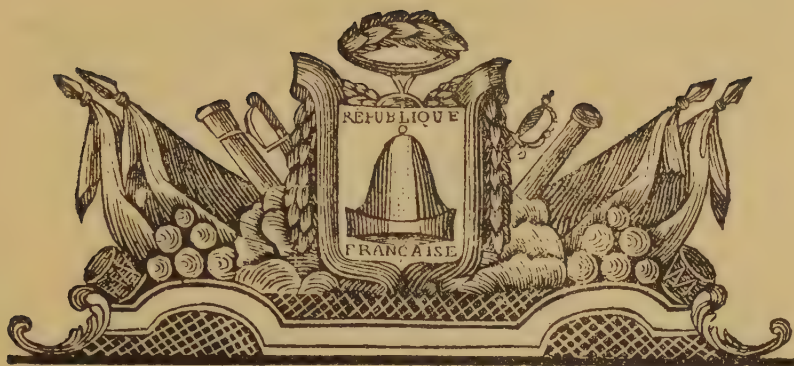


Table des Matières

PRÉFACE	Pages V
BIBLIOGRAPHIE	I
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>La Justice criminelle en France et en particulier en Lorraine à la veille de la Révolution...</i>	13
Les tendances nouvelles	15
Les vœux des cahiers de doléances	17

PREMIÈRE PARTIE

La législation pénale révolutionnaire et la nouvelle organisation de la justice révolutionnaire

INTRODUCTION	25
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'œuvre de la Constituante - Les Codes (17 juin 1789 - fin septembre 1791)</i>	27
I. <i>La déclaration des droits et les lois provisoires (juin 1789-mars 1790)</i>	28
II. <i>La nouvelle organisation judiciaire (mars 1790- juillet 1791)</i>	32

	Pages
III. <i>La publication des Codes</i> (juillet 1791-septembre 1791)	35
Code de police municipale et correctionnelle (19-22 juillet 1791)	35
Code de procédure criminelle concernant la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés (16-19 septembre 1791)	35
1° La procédure criminelle au Canton...	36
2° La procédure criminelle au district..	37
3° La procédure devant le Tribunal criminel départemental	38
Code pénal (25 septembre-6 octobre 1791)....	41
CHAPITRE II. — <i>L'œuvre de l'Assemblée Législative</i> (1 ^{er} octobre 1791-20 septembre 1792)	47
CHAPITRE III. — <i>L'œuvre de la Convention nationale</i> (21 septembre 1792-fin octobre 1795)	49
I. <i>Les modifications apportées au droit pénal</i>	50
II. <i>La réforme des lois de procédure</i>	52
III. <i>Le code des délits et des peines de brumaire an IV..</i>	53
CHAPITRE IV. — <i>L'œuvre du Directoire</i> (27 octobre 1795-9 novembre 1799)	55

DEUXIÈME PARTIE

Le Tribunal criminel de la Meurthe de 1792 à 1799

CHAPITRE PREMIER. — <i>Création, organisation et fonctionnement du Tribunal criminel de la Meurthe</i>	61
Introduction: La fin de la Justice criminelle de l'ancien régime. La période de transition	61
I. <i>La création des tribunaux criminels départementaux..</i>	63

	Pages
II. <i>La création et l'organisation du Tribunal criminel de la Meurthe</i>	69
1° La création du Tribunal criminel de la Meurthe.	69
2° Les premières élections et nominations des magistrats	80
3° L'installation officielle du Tribunal criminel de la Meurthe	84
4° La liquidation du passé. La première audience..	87
III. <i>Le Tribunal criminel de la Meurthe à travers les événements de la Révolution</i>	89
1° La crise du 10 août 1792 et ses conséquences..	89
2° Les représentants en mission et le T.C.M. de 1793 à 1795	94
3° L'installation du T.C.M. à Lunéville (décembre 1795-mars 1796)	95
4° Le nouveau Code de Brumaire an IV. Le T.C.M. devient juge des appels correctionnels. La mise en application de la Constitution directoriale et les nouvelles élections	98
5° Le T.C.M. sous le Directoire. Le 18 Brumaire..	100
CHAPITRE II. — <i>Le personnel du Tribunal criminel de la Meurthe</i>	105
I. <i>Les Présidents</i>	108
II. <i>Les Accusateurs publics - Les Commissaires du Roi. Les Commissaires du pouvoir exécutif et du directoire exécutif - Leurs Substituts</i>	116
III. <i>Les Juges</i>	121
IV. <i>Les Greffiers - Les Huissiers - Les Interprètes</i>	135
1° Les Greffiers	135
2° Les Huissiers	137
3° Les Interprètes	138
V. <i>Les Défenseurs officieux</i>	140
VI. <i>Les Bourreaux et les Gardiens de prison</i>	147

	Pages
VII. <i>Le Personnel subalterne de police judiciaire</i>	150
VIII. <i>Les Jurés</i>	153
CHAPITRE III. — <i>La vie matérielle du T.C.M.</i>	159
I. <i>Les locaux du T.C.M.</i>	160
II. <i>Les prisons et les lieux d'exécution</i>	162
1° <i>Les prisons de Nancy</i>	162
<i>La Conciergerie ou Maison d'arrêt du Palais de Justice</i>	162
<i>La prison de la ci-devant Chambre des comptes ou prison de la Monnaie</i>	163
<i>La réclusion ou maison des ci-devant dames prêcheresses</i>	163
<i>Le quartier du Refuge</i>	164
<i>Les Tours de Notre-Dame ou Tours de la République ou prison militaire</i>	165
<i>Les autres prisons de Nancy</i>	165
2° <i>Les autres prisons du département</i>	167
<i>District de Blâmont</i>	167
<i>District de Château-Salins</i>	168
<i>District de Dieuze</i>	168
<i>District de Lunéville</i>	169
<i>District de Pont-à-Mousson</i>	170
<i>District de Sarrebourg</i>	170
<i>District de Toul</i>	171
<i>District de Vézelize</i>	172
3° <i>Les lieux et moyens d'exécution des jugements</i> ..	172
III. <i>Le Budget du T.C.M.</i>	175
1° <i>Les traitements du personnel</i>	175
2° <i>Dépenses générales du T.C.M.</i>	179
1) <i>Les frais d'exécution des jugements</i>	179
2) <i>Les dépenses pour fournitures diverses</i>	181
IV. <i>Les frais de justice</i>	183

	Pages
CHAPITRE IV. — <i>Reconstitution d'une affaire jugée par le T.C.M.</i>	187
I. <i>La procédure criminelle au Canton</i>	190
II. <i>La procédure criminelle au District</i>	197
III. <i>La procédure devant le Tribunal criminel</i>	207
1° <i>La procédure avant l'audience</i>	207
2° <i>La procédure à l'audience - Le jugement</i>	218

TROISIÈME PARTIE

L'œuvre du Tribunal criminel de la Meurthe de 1792 à 1799

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les affaires criminelles de première instance jugées par le T.C.M. de 1792 à 1799</i>	233
I. <i>Les crimes prévus par le Code pénal de 1791</i>	234
<i>Titre premier. — Crimes contre la chose publique</i>	234
Section I. Crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat	234
Section II. Crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat	235
Section III. Crimes contre la Constitution	235
Section IV. Délits des particuliers contre le respect et l'obéissance dus à la loi et à l'autorité des pouvoirs constitués pour la faire exécuter....	235
Section V. Crimes et délits commis par les fonctionnaires dans l'exercice de leur fonction	237
1° <i>La provocation de désobéissance à la loi</i>	238
2° <i>La prévarication ou trafic d'opinion</i>	238
3° <i>Le pécumat</i>	239
4° <i>La soustraction de deniers publics</i>	239
5° <i>La complicité d'évasion</i>	240
6° <i>La concussion</i>	241
7° <i>Le faux en écriture publique</i>	242

	Pages
Section VI. Crimes contre la propriété publique	242
1° La fausse-monnaie	242
2° La soustraction de deniers publics	244
<i>Titre II. — Crimes contre les particuliers</i>	246
Section I. Crimes contre les personnes	246
1° Meurtre et assassinat	246
a) Le meurtre	248
b) Le parricide	248
c) L'assassinat	249
d) La correctionnalisation de l'homicide....	249
2° Coups et blessures	250
3° La suppression d'état-civil	251
4° La bigamie	252
Section II. Crimes contre les propriétés	253
1° Vols	253
a) Le vol avec violences	255
b) Le vol avec effraction	257
c) Le vol à l'aide de fausses clés	258
d) Le vol avec escalade	258
e) Le vol domestique et le vol dans les hôtels	258
f) Le vol dans les magasins, boutiques et lieux publics	259
g) Le vol par deux personnes armées ou non.	259
h) L'abus de confiance	260
i) Le vol dans un terrain clos appartenant à une maison	260
j) Le vol dans un terrain clos isolé	261
k) Le vol d'instruments agricoles	261
l) Les vols correctionnalisés	261
m) Autre sorte d'abus de confiance	263
n) La tentative de vol	263
2° L'incendie volontaire	264

	Pages
3° Faux et usage de faux - Faux témoignage..	265
a) Le faux en écriture privée	267
b) Le faux en écriture de commerce et de banque	267
c) Le faux en écriture authentique et publi- que	267
d) Le faux témoignage	268
II. <i>Les crimes prévus par le Code militaire de 1791: La désertion</i>	271
III. <i>Les crimes prévus par des lois spéciales</i>	273
I. Délits d'ordre économique	273
1° Le commerce d'argent	273
2° Le commerce de grains	274
3° L'entrave à la circulation des marchan- dises de fer	274
II. Propos anticiviques, séditieux et contre-révo- lutionnaires	275
III. L'émigration	280
IV. Les crimes des prêtres	282
1° L'infraction à la déportation	282
2° Le recel de prêtre déporté	283
3° Le refus de prestation de serment et la rétractation de serment	284
V. Les délits divers	284
CHAPITRE II. — <i>Etude particulière des affaires jugées par le Tribunal criminel de la Meurthe du 15 février 1792 au 18 brumaire an VIII</i>	287
<i>Premier registre: Année judiciaire 1792-1793. —</i> Affaires n ^{os} 1 à 103	291
<i>Deuxième registre: Année judiciaire 1793-an II. —</i> Affaires n ^{os} 104 à 226	321
<i>Troisième registre: Année judiciaire de l'an III (1794-1795). — Affaires n^{os} 227 à 289</i>	357

	Pages
<i>Quatrième registre: Année judiciaire de l'an IV</i> (1795-1796). — Affaires n ^{os} 290 à 351 <i>ter</i>	373
<i>Cinquième registre: Année judiciaire de l'an V</i> (1796-1797). — Affaires n ^{os} 352 à 444	391
<i>Sixième registre: Année judiciaire de l'an VI</i> (1797- 1798). — Affaires n ^{os} 445 à 567	441
<i>Septième registre: Année judiciaire de l'an VII</i> (1798-1799). — Affaires n ^{os} 568 à 673	446
<i>Huitième registre: Année judiciaire de l'an VIII</i> (1799). — Affaires n ^{os} 674 à 679	474
 CHAPITRE III. — <i>Le Tribunal criminel de la Meurthe juge</i> <i>des appels correctionnels</i>	
1. Les délits forestiers	477
2. Les délits ruraux	480
3. Coups et blessures - Violences	481
4. Vols simples - Escroqueries	481
5. Infractions à la police des cultes	482
6. Insultes et outrages	482
7. Recel de militaires déserteurs	483
8. Délits de chasse et de pêche - Fraude dans les poids et mesures	484
9. Attentats à la pudeur	484
10. Délits divers	485
APPENDICE	487
1) Etude d'une affaire d'appel	487
Jugement du Tribunal correctionnel dont est appel	487
Acte et requête d'appel	491
Jugement d'appel	493

	Pages
2) Etude des 248 affaires d'appels correctionnels jugées par le T.C.M.	497
An IV. — Affaires n ^{os} 1 à 21	499
An V. — Affaires n ^{os} 22 à 98	503
An VI. — Affaires n ^{os} 99 à 169	519
An VII. — Affaires n ^{os} 170 à 235	534
An VIII. — Affaires n ^{os} 236 à 248	548
 CHAPITRE IV. — <i>La criminalité dans le département de la Meurthe pendant la Révolution</i>	 551
I. La statistique criminelle dans la Meurthe de 1792 à 1799	554
1 ^o Statistiques générales	554
2 ^o Variations de la criminalité par genre de délicts	556
3 ^o Variations de la criminalité par genre de délinquants	557
1) Criminalité par défaut, féminine et étrangère	558
2) Age des criminels	559
3) Domicile des délinquants	560
4) Profession des criminels	560
II. Comparaison entre la criminalité révolutionnaire et la criminalité moderne	563
1 ^o Statistiques générales	563
2 ^o Comparaison entre les criminalités moderne et révolutionnaire par genre de délits....	564
3 ^o Comparaison entre les criminalités moderne et révolutionnaire par genre de délinquants..	565
1) Criminalité des femmes	565
2) Criminalité par défaut	566
3) Criminalité étrangère	566
4) Criminalité en fonction de l'âge du délin- quant	566
5) Domicile des criminels	568
6) Profession des criminels	568
 CONCLUSION	 571

TABLE DES GRAVURES

	Pages
Façade du Tribunal criminel de la Meurthe	fronstispice
Carte judiciaire et pénitentiaire du département de la Meurthe pendant la Révolution	80-81
Claude-Ambroise Régnier, président du T.C.M.....	114-115
Antoine-Boulay, accusateur public près le T.C.M.....	118-119
Claude Gérard, greffier du T.C.M.....	136-137
Plan de Nancy sous la Révolution.....	164-165
Plan de la salle d'audience du T.C.M.....	218-219
Types d'assignats contrefaits.....	244-245
Fac-similé d'un jugement rendu par le T.C.M.....	372-373
(Têtes de chapitre et culs-de-lampe d'après des gravures de l'époque révolutionnaire).	



VU:

Nancy, le 17 Avril 1937.

Le Président de la Thèse,

M. KROELL.

VU:

Nancy, le 19 Avril 1937.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 20 Avril 1937.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

L. BRUNTZ.

*De l'Imprimerie de Georges THOMAS, 30, rue de Solignac,
NANCY, ancien département de la Meurthe.*

